



Histoire de la Sicile

Norwich, John Julius

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



JOHN JULIUS NORWICH

HISTOIRE DE LA SICILE

De l'Antiquité à Cosa Nostra



Tallandier

JOHN JULIUS NORWICH

HISTOIRE DE LA SICILE

De l'Antiquité à Cosa Nostra

TRADUIT DE L'ANGLAIS (ROYAUME-UNI)
PAR DENIS-ARMAND CANAL

Tallandier

Titre original : *Sicily. A Short History from the Ancient Greeks
to Cosa Nostra*

© John Julius Norwich, 2015.



© Éditions Tallandier, 2018, pour la traduction française.

48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris

www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-2878-4

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À tous mes enfants et petits-enfants.

Sommaire

Titre

Copyright

Dédicace

Préface

Introduction

1 - Les Grecs

2 - Les Carthaginois

3 - Les Romains, les Barbares, les Byzantins, les Arabes

4 - Les Normands

5 - La fin du royaume

6 - Stupor Mundi

7 - Les Vêpres siciliennes

8 - La domination de l'Espagne

9 - Brigandages et révoltes

10 - L'arrivée des Bourbons

11 - Bonaparte, Nelson et les Hamilton

12 - Joseph et Joachim

13 - La fin des Murat

14 - Les carbonari et le Quarantotto

15 - Le Risorgimento

16 - La mafia et Mussolini

17 - La Seconde Guerre mondiale

Épilogue

Bibliographie

Remerciements

Index des noms de personnes

Index des noms de lieux

PRÉFACE

J'ai découvert la Sicile voici plus d'un demi-siècle, presque par hasard. En juin 1961, je travaillais au ministère des Affaires étrangères lorsque l'Irak envahit le Koweït (*Plus ça change*...). Cela déclencha une crise ; la Grande-Bretagne envoya des troupes et le résultat fut pour moi d'être privé de vacances jusqu'à la mi-octobre. Il s'ensuivit que si ma femme et moi-même voulions un peu de soleil et de chaleur, il nous fallait aller très loin au sud ; et pour cette raison – seulement pour cette raison – nous optâmes pour la Sicile. Ce serait la première fois pour tous les deux, car ni l'un ni l'autre ne connaissions quoi que ce fût sur l'île. Nous sommes descendus en voiture jusqu'à Naples, où nous avons embarqué le véhicule sur le bateau de nuit à destination de Palerme. L'excitation fut réelle aux premières heures, quand nous avons doublé le Stromboli qui émettait une somptueuse lumière à peu près toutes les trente secondes, comme un géant tirant sur un énorme cigare. Quelques heures plus tard, dans le soleil du petit matin, nous sommes entrés dans la *Conca d'Oro* où se déploie la ville. Mis à part la beauté du décor, je me rappelle avoir été immédiatement frappé par un changement d'atmosphère. La traversée du détroit de Messine ne compte que quelques milles et l'île appartient politiquement à l'Italie, mais on sent d'une façon ou d'une autre qu'on est entré dans un autre monde.

Pendant les deux semaines qui suivirent, nous avons exploré ce monde aussi complètement que nous le pouvions. Il était impossible de tout voir – l'île couvre environ 25 700 kilomètres carrés et la plupart des routes étaient encore non asphaltées – mais nous avons fait de notre mieux. Ce fut, je pense, non seulement la qualité mais aussi la variété de ce que nous voyions qui m'a le plus impressionné :

les Grecs anciens, puis les Romains, les Byzantins, les Arabes et finalement le baroque. Mais ce furent surtout les Normands qui m'ont chaviré le cœur. Je me rappelais un paragraphe dans l'*History of Europe* de H.A.L. Fisher qui les mentionnait rapidement, mais je n'étais absolument pas préparé aux merveilles qui m'attendaient. Deux exemples seulement : la chapelle Palatine de Palerme, avec son plan latin, ses murs incrustés de stupéfiantes mosaïques byzantines, son plafond de bois travaillé purement arabe – avec des stalactites dont toute mosquée aurait pu s'enorgueillir ; et mieux encore, la gigantesque mosaïque du ^{XII}e siècle représentant le Christ *Pantocrator* dans la cathédrale de Cefalù, qui est bien la plus grande publicité pour le christianisme que je connaisse sur terre.

Après les avoir vus, je n'ai pas pu évacuer ces monuments de ma tête et, dès mon retour à Londres, je suis immédiatement allé à la London Library. À mon grand étonnement, il n'y avait pratiquement rien en anglais. Je découvris toutefois une *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile*, en deux volumes publiés à Paris en 1907 par un certain Ferdinand Chalandon qui se présentait lui-même comme « archiviste-paléographe ». M. Chalandon avait fait son travail avec une méticulosité exemplaire : il avait étudié toutes les sources, exploré d'innombrables bibliothèques monastiques, produit des milliers de notes infrapaginales, des bibliographies et même – ce qui était rare dans les livres français de cette époque – établi un index. La seule chose où il avait singulièrement échoué était de comprendre pourquoi il avait écrit. Les faits succédaient aux faits pendant environ six cents pages ; jamais une fois la suggestion qu'il avait trouvé quelque chose de beau, de surprenant ou de spécialement remarquable. Résultat ? Deux volumes d'un ennui parfaitement assommant. En revanche, il avait fait virtuellement le défrichage : tout ce que j'avais à faire était de rendre cela intéressant et lisible.

Cela restait toutefois un défi et, je le compris aussitôt, un travail à temps plein. Il n'y avait pas d'autre solution que quitter les Affaires étrangères et prendre sérieusement ma plume. Je ne l'ai plus réellement posée depuis – mais ce sont mes deux volumes personnels sur l'histoire des Normands qui m'ont donné l'élan initial dont j'avais besoin. Tandis que j'y travaillais, on me demandait régulièrement quel en était le sujet ; une fois seulement, je suis tombé sur quelqu'un qui avait une idée de ce dont je parlais – et cinquante ans plus tard, je me

pose toujours la même question : comment se peut-il qu'une aussi merveilleuse histoire de contes de fées, impliquant les frères mêmes et les cousins de ces Normands qui n'ont fait qu'une bouchée des Anglo-Saxons en 1066, reste si peu connue en Angleterre ? De nos jours, avec tant de gens qui vont en Sicile pour leurs vacances, la situation s'est sans doute largement améliorée – mais les touristes sont en grande majorité beaucoup plus intéressés à prendre des photographies qu'à écouter leur guide, si bien que je n'en jurerais pas.

Je travaillais encore sur le premier volume – *The Normans in the South*, qui allait être publié en 1967 – lorsqu'on me demanda de réaliser un documentaire sur le sujet pour BBC Television. Il paraît aujourd'hui à peine croyable que c'était en noir et blanc ; mais tel était le cas et – quoique pas excellent – ce n'était quand même pas trop mauvais pour un premier travail. La tâche ne nous fut pas facilitée. Le *custos* âgé en charge de la chapelle Palatine, *Monsignor Pottino*, était bien résolu à nous faire échouer coûte que coûte. Il commença par nous refuser tout éclairage, prétextant que des lumières feraient fondre l'enduit dans lequel les tesselles de mosaïque étaient incrustées. Nous avons objecté que nous n'avions besoin que d'une trentaine de secondes et que lesdites lumières seraient éteintes bien avant que l'enduit ne pût en être affecté. Puis il examina notre trépied : non, non, pas de trépied dans la chapelle, qui risquait d'égratigner le sol ! Nous nous sommes abstenus de mentionner les centaines de talons aiguilles qui venaient chaque jour, mais nous avons imaginé un châssis dans lequel étaient enveloppés les pieds, qui n'offriraient qu'une surface lisse au contact du sol. Sans se laisser impressionner, *Monsignor Pottino* continua de secouer la tête ; jamais un mot d'excuse ou l'esquisse d'un sourire. À ce moment, notre directeur, qui parlait magnifiquement l'italien, perdit patience : « Cet homme, dit-il en me désignant, à mon vif embarras, est un vicomte, donc à ce titre un membre de la Chambre des lords. À son retour à Londres, il rapportera à la Chambre haute la façon dont il a été traité. » *Monsignor Pottino* le regarda avec condescendance : « *Io sono marchese*² » fut sa seule réponse. Échec total : nous savions que nous avions perdu.

Ce *Monsignor* a été le seul Sicilien désagréable que j'aie jamais rencontré. Toutefois, nulle part dans l'île, me semble-t-il, on ne rencontre la véritable gaieté débridée du continent. Et quelque chose

d'autre est immédiatement visible, en particulier dans les villages : l'étrange absence de femmes. On les voit rarement dans les cafés ; elles sont entièrement dominées par les hommes, lesquels, quand ils jouent aux cartes, vocifèrent en abattant chaque carte sur la table comme s'il s'agissait du décisif as de pique et que leur vie en dépendît. On entend rarement rire. Je me suis parfois demandé si cet état de choses ne serait pas partiellement dû au passé islamique de la Sicile, mais bien d'autres facteurs peuvent entrer en ligne de compte : des siècles de pauvreté épouvantable, des conquêtes récurrentes accompagnées de la fréquente cruauté des conquérants à répétition – pour ne rien dire des désastres naturels tels que tremblements de terre, épidémies et même éruptions volcaniques. Même à l'ouest de l'île, l'Etna ne semble jamais très loin...

L'écriture de cette histoire a été plus difficile que je l'attendais. En premier lieu, j'ai été surpris et plutôt choqué de découvrir l'étendue de mon ignorance. Après maintes visites comme guide conférencier de tours et de croisières, j'avais une connaissance approfondie d'une bonne partie de l'île ; mais je croyais en savoir beaucoup plus que ce que je savais réellement. Les guides conférenciers, après tout, ne peuvent que glisser à la surface des choses – ils n'ont pas le temps de faire autrement – et mis à part la période normande tragiquement courte des ^{XI}e et ^{XII}e siècles, je pouvais voir que j'avais du pain sur la planche : il y avait une masse formidable de lectures à faire. Et je devais aussi affronter un autre problème : à partir du Moyen Âge, la Sicile a toujours appartenu à des étrangers. En 1282, après la guerre des « Vêpres siciliennes », elle devint une colonie espagnole et durant les quatre siècles suivants environ il ne s'est pratiquement rien passé. Les vice-rois se succédaient, les barons continuaient d'exploiter la paysannerie, mais il y eut si peu d'événements importants qu'un récit chronologique détaillé devient impossible. Même la grande histoire en trois volumes de Moses Finley et Denis Mack Smith couvre cette période en un peu plus de cent pages ; dans le présent ouvrage, deux chapitres se sont révélés plus que suffisants.

Au ^{XVIII}e siècle, après le traité d'Utrecht, les choses s'éclairaient considérablement. Après sept ans sous la coupe du Piémont, puis quatorze sous la férule autrichienne, les Espagnols revinrent – mais ce furent les Bourbons d'Espagne qui allaient s'italianiser de plus en plus avec le temps et qui commencèrent rapidement à détester leurs

cousins de Madrid. La Sicile redevint toutefois pour lors une simple province et les projecteurs se déplacèrent inexorablement vers Naples, sur laquelle ils allaient rester braqués pendant la majeure partie des cent trente années suivantes. Nous devons ici les suivre, naturellement : les rois de Naples étaient tout aussi bien les rois de Sicile, et l'histoire fascinante de Nelson et des Hamilton – qu'on ne saurait omettre sous aucun prétexte – commence dans un royaume pour se terminer dans l'autre. Pendant les guerres napoléoniennes, les Bourbons sont brièvement remplacés par le beau-frère de l'Empereur, le légèrement ridicule Joachim Murat. Ils reviennent ensuite pour un autre demi-siècle, après quoi le *Risorgimento* les balaye à jamais.

L'histoire de la Sicile – comme je l'ai remarqué plus d'une fois – est triste parce que la Sicile est une île triste. Des visiteurs venant ici pour une semaine ou deux, comme font la plupart, ne le remarqueront pas : le soleil brillera, la mer sera incroyablement bleue, les monuments feront naître l'émerveillement et la stupéfaction. Si lesdits visiteurs ont toutefois l'intelligence d'aller jusqu'à Cefalù, ils se retrouveront face à l'un des plus puissants chefs-d'œuvre du monde³. Reste que la tristesse est ici chez elle, et tout Sicilien le sait. Ce livre est, entre autres, une tentative pour en analyser les causes. S'il n'y réussit pas, c'est parce qu'elles sont nombreuses autant que variées – mais c'est peut-être aussi parce que je ne suis pas un Sicilien et que, pour des non-Siciliens, cette île adorable restera toujours une énigme.

J'ai aujourd'hui quatre-vingt-cinq ans et il se peut très bien que je ne retourne jamais en Sicile. Ce livre est donc un adieu. Si triste que puisse être l'île, elle m'a donné un immense bonheur et m'a fourni le début – et peut-être même la fin – de ma carrière littéraire. Les pages qui suivent sont insuffisantes, assurément ; mais elles ont été écrites avec une profonde gratitude, et un grand amour.

John Julius Norwich
Londres, septembre 2014.

1. En français dans le texte. Le proverbe est : *Plus ça change, plus c'est la même chose*. (N.d.T.)

2. « Je suis marquis ». (N.d.T.)

3. S'ils traversent le détroit de Messine et prennent un taxi jusqu'au Musée national de Reggio, ils en rencontreront deux autres : les statues de guerriers

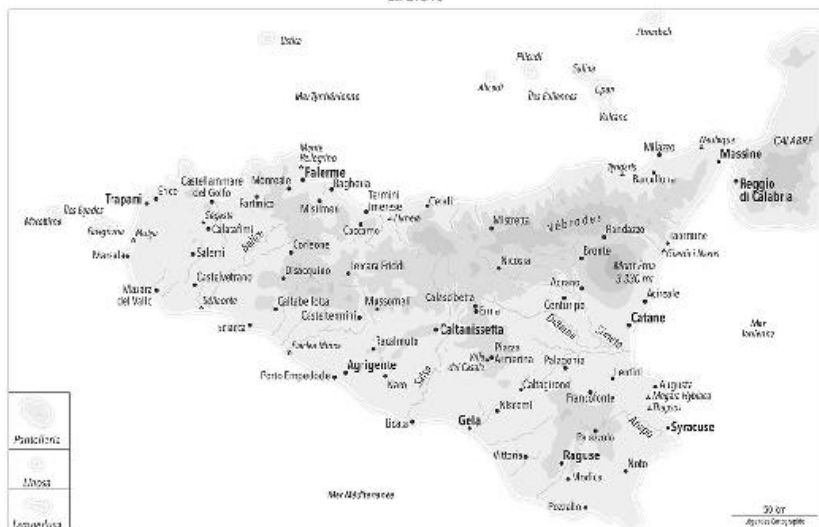
grecs nus retrouvées dans la mer sur la côte sud de la Calabre et connues sous le nom de « bronzes de Riace ».

« Nous sommes vieux, Chevalley, très vieux. Cela fait au moins vingt-cinq siècles que nous portons sur nos épaules le poids de magnifiques civilisations hétérogènes, toutes venues de l'extérieur, déjà complètes et perfectionnées ; il n'y en a aucune qui ait germé chez nous, aucune à laquelle nous ayons donné le *la*. Nous sommes des Blancs autant que vous, Chevalley, et autant que la reine d'Angleterre ; et pourtant depuis deux mille cinq cents ans nous sommes une colonie. Je ne le dis pas pour me plaindre : en grande partie, c'est de notre faute ; mais nous sommes quand même fatigués et vidés. [...]

« Cette violence du paysage, cette cruauté du climat, cette tension perpétuelle de chaque aspect, et même ces monuments du passé, magnifiques mais incompréhensibles parce qu'ils n'ont pas été édifiés par nous et qu'ils se trouvent autour de nous comme autant de très beaux fantômes muets ; tous ces gouvernements, débarqués avec leurs armes d'on ne sait où, aussitôt servis, vite détestés et toujours incompris... Leurs seules expressions ont été des œuvres d'art que nous ne pouvions pas comprendre, et des impôts que nous ne comprenions que trop bien et qu'ils dépensaient. Toutes ces choses-là ont forgé notre caractère qui est ainsi conditionné par des événements hors de notre portée autant que par une terrifiante insularité spirituelle. »

Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*¹.

La Sicile



1. Traduction de Jean-Paul Manganaro, Seuil, 2007.

INTRODUCTION

« C'est en Sicile, disait Goethe, que se trouve la clef de tout. » C'est tout d'abord la plus grande île de la Méditerranée. Elle s'est révélée, au fil des siècles, être aussi la plus infortunée. Première étape entre l'Europe et l'Afrique, point de contact entre l'Orient et l'Occident, lien entre le monde latin et le monde grec, à la fois forteresse, chambre de compensation et observatoire, elle a été disputée et envahie tour à tour par toutes les grandes puissances qui se sont efforcées d'étendre leur domination sur la Méditerranée. Elle leur a appartenu à toutes, mais sans jamais faire partie intégrante d'aucune : c'est que le nombre et la variété de ses conquérants, tout en empêchant le développement d'une individualité nationale forte et autonome, l'ont dotée d'un patrimoine d'expériences kaléidoscopiques qui n'a jamais permis qu'elle devînt totalement assimilée. Même aujourd'hui, malgré la beauté de ses paysages, la fertilité de ses champs et la bénédiction perpétuelle de son climat, il subsiste partout quelque qualité sombre et pesante, quelque tristesse profonde et sous-jacente dont la pauvreté, l'Église, la mafia et tous les autres boucs émissaires modernes sont peut-être les manifestations, mais certainement pas les causes. C'est la tristesse d'une longue expérience du malheur, des occasions perdues et des promesses non tenues – la tristesse, peut-être, d'une belle femme trop souvent trahie et qui n'est plus prête pour l'amour ou le mariage. Phéniciens et Grecs, Carthaginois et Romains, Goths et Byzantins, Arabes et Normands, Allemands, Espagnols et Français, tous ont laissé sur elle leur empreinte. Aujourd'hui, un siècle après être retournée à sa patrie italienne, la Sicile est probablement moins malheureuse qu'elle ne l'a été pendant de nombreux siècles ; mais bien qu'elle ne soit plus perdue, elle continue de paraître solitaire, toujours en quête

d'une identité qu'elle ne peut jamais trouver totalement.

Même l'origine du nom est un mystère. Si, comme on l'a suggéré, il dérive du grec *sik*, qui s'applique aux plantes et aux fruits poussant rapidement, cela pourrait signifier « île de la fertilité », mais nul ne le sait réellement. L'ancien nom était « Trinacria », se référant à la forme vaguement triangulaire de la Sicile ; cela valait également pour son ancien emblème, le *triskélion*, une triskèle représentant trois jambes tournant autour d'un axe central dans le sens inverse des aiguilles d'une montre – curieusement semblable à l'emblème de l'île de Man, sauf que les jambes de Sicile sont nues alors que celles de Man sont cuirassées avec des solerets dotés d'éperons. Le *triskélion* sicilien arbore de plus au centre une tête de Méduse (complète, avec les serpents). La Gorgone est étonnamment populaire en Sicile, bien que ce ne soit ni sa terre ni même le lieu où Persée lui a coupé la tête. (Dans l'admirable musée archéologique de Syracuse, il y a une grande sculpture antique assez grossière avec d'énormes crocs et une langue pendante, que les guides présentent comme Méduse – mais je suis sûr qu'ils se trompent : il n'y a pas de serpents.) L'île est aussi la scène de nombreux récits de la mythologie grecque, y compris l'enlèvement de Perséphone par Hadès, roi du monde souterrain, dont on croyait qu'il s'est passé sur la rive du lac Pergusa¹, près d'Enna. Enna elle-même – peut-être la ville la plus spectaculaire de Sicile, construite sur un escarpement imposant et abrupt, et visible à des kilomètres à la ronde – était le site d'un somptueux temple consacré à la mère de Perséphone, la déesse Déméter (ou Cérès), érigé par Gélon, le tyran de Syracuse – que nous retrouverons dans les pages suivantes. On se rappellera que Déméter chercha en vain sa fille et qu'apprenant finalement la vérité, furieuse, elle condamna la Sicile à une stérilité totale. Zeus intervint alors et décréta – après discussions avec Hadès et Déméter – que Perséphone passerait huit mois sur terre avec sa mère, pendant lesquels toute végétation s'épanouirait ; les autres mois de l'année, elle séjournerait sous la terre.

Le cyclope Polyphème était aussi un Sicilien. (Peut-être – géant massif avec un seul œil – était-il l'image transposée du mont Etna lui-même.) Amoureux de la Néréide Galatée, nymphe marine, il entra dans une telle colère en voyant qu'elle lui préférait le berger Acis – un simple mortel – qu'il le tua sur les pentes du volcan (où le dieu Héphestos avait ses forges) en l'écrasant sous un rocher. Ne pouvant

le ressusciter, Galatée métamorphosa Acis en un fleuve descendant de l'Etna jusqu'à la mer où les deux amants pourraient se réunir. Acis est commémoré dans le nom d'Acireale et de huit autres petites villes et bourgades des alentours. Au large d'Aci Trezza et d'Aci Castello, un groupe de trois énormes rochers émerge de la mer : connus sous le nom de *scogli dei Ciclopi*², ils seraient les blocs de pierre que le même Polyphème aurait jetés en une autre occasion sur Ulysse et ses hommes qui avaient réussi à fuir la grotte où il les avait enfermés. Ulysse n'eut guère de chance en Sicile : peu de temps après, alors qu'il franchissait le détroit de Messine, la fille de Poséidon, Charybde, essaya d'engloutir son navire en aspirant l'eau de la mer dans un terrible tourbillon. (Scylla, son vis-à-vis sur la côte calabraise, était une autre créature redoutable à six têtes qui dévorait les hommes qui avaient échappé à Charybde – d'où le proverbe.)

Mais ceci n'est pas un traité de mythologie grecque : il est temps de revenir au monde plus prosaïque d'aujourd'hui. Les passages connus du *Guépard* de Giuseppe di Lampedusa, qui forment l'épigraphe du présent ouvrage, sont dits par le prince sicilien Don Fabrizio Salina à un officier piémontais en 1860, quelques mois après la prise de la Sicile par Garibaldi : elles résument l'histoire de l'île à la perfection et expliquent les innombrables différences qui distinguent les Siciliens des Italiens, malgré la distance topographiquement minime qui les sépare. Les deux diffèrent linguistiquement, les Siciliens parlant essentiellement ce qui est une autre langue plutôt qu'un dialecte – langue dans laquelle le *o* final régulier est remplacé par *u* (prononcé « ou ») et que presque tous les Italiens trouvent incompréhensible. Dans leurs toponymes, ils ont une passion pour les mots pentasyllabiques accentués sur la première et la cinquième syllabe (dactyle + trochée), sur le rythme « toum-ti-ti-toum-ti » : Caltanissetta, Acireale, Calascibetta, Castelvetro, Misterbianco, Castellammare, Caltagirone, Roccavaldina – la liste est presque infinie (Lampedusa donne à la propriété de campagne de Don Salina le merveilleux nom de « Donnafugata »³). Ils diffèrent aussi ethniquement : un nombre surprenant d'entre eux ont une chevelure flamboyante et des yeux bleus – caractéristiques traditionnellement attribuées à leurs « ancêtres » normands, mais il serait peut-être plus vraisemblable d'en attribuer la responsabilité à la présence des Anglais pendant les guerres napoléoniennes et plus récemment au passage des

troupes anglo-américaines en 1943. Ils diffèrent même sur le plan de la gastronomie, avec un immense respect pour le pain – ils en ont soixante-douze sortes – et une passion pour la crème glacée (ils en dégustent même au petit déjeuner).

Le vin est aussi une spécialité de l'île : la Sicile est aujourd'hui une des plus importantes régions vinicoles de l'Italie. Il est bien connu que la première vigne est née sous les pas de Dionysos dansant sur les contreforts de l'Etna. Une lente évolution devait conduire ici au *mamertino* – le vin favori de Jules César. En 1100, le comte normand Roger de Hauteville établit une vinerie à l'abbaye Santa Anastasia, près de Cefalù, qui existe et produit toujours du vin. Presque sept cents ans plus tard, en 1773, John Woodhouse débarqua à Marsala et découvrit que le vin local, vieilli en fûts de bois, avait un goût remarquablement identique à celui des vins doux espagnols et portugais qui étaient alors extrêmement populaires en Angleterre. Il en rapporta un peu, constata son succès et retourna en Sicile où, vers la fin du siècle, il le produisait et commercialisait à grande échelle. Il fut imité quelques années plus tard par des membres de la famille Whitaker – dont les descendants me sont connus (et dont la Villa Malfitano à Palerme, un peu oppressante, se visite le matin des jours de semaine. Il en va de même du Villino Florio, à proximité, un festival de style Art Nouveau – nettement préférable, selon moi, du moins).

Toute discussion sur la Sicile est vouée à produire une question au sujet de la mafia et il est bien connu qu'il est notoirement difficile de répondre à des questions sur la mafia – en grande partie parce que cela amène à être partout et nulle part en même temps. Nous y reviendrons plus longuement dans un chapitre spécifique. La chose importante à dire ici est que ce n'est pas une horde de bandits : le visiteur étranger moyen sera aussi en sécurité en Sicile qu'ailleurs en Europe occidentale⁴. En fait, il est fort peu probable qu'il entre jamais en contact avec « l'Organisation ». C'est seulement s'il décide de s'établir dans l'île et qu'il commence à négocier pour l'acquisition d'une propriété qu'il peut recevoir la visite d'un *gentleman* extrêmement poli et bien habillé – lequel pourrait fort bien être, de surcroît, un avocat qualifié – qui lui expliquera pourquoi la situation pourrait ne pas être aussi simple qu'il n'y paraissait de prime abord.

Pour finir, un mot ou deux sur les écrivains de l'île. Deux Siciliens

ont obtenu le prix Nobel de littérature : Luigi Pirandello et Salvatore Quasimodo (nom de plume de Salvatore Ragusa). La pièce de Pirandello *Six personnages en quête d'auteur* était un exemple précoce du « théâtre de l'absurde » et provoqua une telle levée de boucliers lors de la première à Rome, en 1921, que l'auteur dut quitter le théâtre par une porte de service ; depuis lors, la pièce est un classique acclamé dans le monde entier. Pirandello lui-même, devenu un fervent fasciste, bénéficia du soutien enthousiaste de Mussolini. Les poèmes de Quasimodo sont immensément populaires en Italie et ils ont été traduits dans plus de quarante langues. Reste que si vous voulez percevoir le véritable sens de la Sicile, vous n'irez pas trouver ces géants de la littérature, mais Leonardo Sciascia et Giuseppe Tomasi di Lampedusa. Sciascia, né en 1921 dans la petite ville de Racalmuto (entre Agrigente et Caltanissetta), y passa le plus clair de sa vie. Ses meilleurs romans – *Les Oncles de Sicile*, *Le Jour de la chouette*, *À chacun son dû* – sont d'excellents romans policiers, avec une saveur sicilienne caractéristique. Mais ils analysent aussi les maladies tragiques qui guettent son île, telles que la corruption politique et – comme toujours – la mafia. Plus légers mais toujours irrésistiblement siciliens, les romans policiers d'Andrea Camilleri ont été récemment adaptés pour en tirer une superbe série télévisée sur son héros, l'inspecteur Salvo Montalbano, chef de la police dans la ville imaginaire de Vigata. La série est si populaire que Porto Empedocle – lieu de naissance de Camilleri – a pris officiellement le nom de Porto Empedocle Vigata.

Pour ce qui est de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, il constitue à mes yeux une catégorie à lui tout seul. *Le Guépard* est assurément le plus grand livre que j'aie jamais lu sur la Sicile ; je le mettrais aussi, sans hésiter, au nombre des plus grands romans du ^{xx}e siècle. Pour ceux que cela intéresse, je voudrais aussi recommander avec enthousiasme l'admirable biographie de David Gilmour : *The Last Leopard*. Plusieurs autres ouvrages dignes d'intérêt sont indiqués dans la bibliographie.

Mais les livres ne peuvent pas tout nous dire. Aucun non-Sicilien, je présume, ne sera jamais capable de pénétrer entièrement les mystères de l'île. Nous autres devons simplement faire du mieux que nous pouvons – et je peux juste espérer que cette brève histoire puisse apporter sa très modeste contribution.

1. Il est conseillé aux visiteurs d'éviter le lac Pergusa comme la peste. Il est aujourd'hui entouré par un circuit automobile et aussi peu charismatique que possible.
2. « Écueils des Cyclopes ». (N.d.T.)
3. J'ai composé jadis un couplet sur « l'air du champagne » – *Finch'han dal vino calda la testa* – de *Don Giovanni*, formé presque entièrement de toponymes siciliens ; mais il est perdu depuis longtemps – heureusement, peut-être.
4. Les voyageurs désireux d'être rassurés pourront trouver du réconfort auprès d'une certaine miss E. Lowe, qui publia en 1855 un livre intitulé *Unprotected Females in Sicily, Calabria and on the Top of Mount Ætna*. Elle fit personnellement l'ascension du volcan, enlevant ses jupons l'un après l'autre à mesure de la montée. Sa mère, qui était avec elle, portait des galoches en gutta-percha, mais les deux femmes se perdirent dans la neige et ne réussirent pas.

LES GRECS

Sans surprise pour une île située virtuellement au cœur de la Méditerranée, la Sicile est très riche en sites préhistoriques. Voici par exemple sur l'île de Levanzo, au large de Trapani, une vaste grotte – inexplicablement connue sous le nom de « Grotte du Génois » – couverte de peintures murales néolithiques avec des bisons, des daims et même des poissons : sa découverte ne date que des années 1950. D'autres, beaucoup plus anciennes mais un peu moins spectaculaires, ont été découvertes quelques années plus tôt au Monte Pellegrino, ce grand cap doré qui se dresse à un ou deux kilomètres de Palerme, sur la route de Mondello. Ceux qui sont intéressés trouveront toutes les informations désirées – et sans doute davantage – au musée archéologique. Pour ceux qui, comme moi, sont enclins à laisser la préhistoire aux préhistoriens, la première culture véritable que nous rencontrons sur l'île est la mycénienne, diffusée en Méditerranée à partir de 1600 av. J.-C. environ. C'est probablement vers 1400 que la Sicile a été intégrée dans un vaste réseau de voies commerciales ayant pour centre Mycènes, dans le nord-est du Péloponnèse, et s'étendant jusqu'à Chypre et même au-delà. Mais cela était trop beau pour durer : Mycènes tomba vers 1200 av. J.-C. (on ne sait exactement ni comment ni pourquoi), les échanges commerciaux déclinèrent rapidement et les Siciliens revinrent à leurs habitudes locales.

Qui étaient-ils exactement ? C'est difficile à dire. Les historiens anciens parlent de « Sicanes », de « Sikèles » ou de « Sicules », d'« Ausoniens » et d'« Élymes », dont Thucydide – écrivant au ^{ve} siècle av. J.-C. – nous dit qu'ils étaient des migrants venus de Troie (comme

l'étaient les Romains eux-mêmes, selon la tradition¹). Mais on sait très peu de choses sur eux. Pour nous, seuls les Grecs ont de l'importance : ils sont arrivés en Sicile au milieu du VIII^e siècle av. J.-C. et c'est avec eux que l'île entra vraiment dans l'Histoire. Leurs premiers établissements se situaient sur la côte sud, où il n'y a pratiquement pas de ports naturels, mais ils n'en avaient pas besoin. Leur habitude, en ces temps anciens, était d'échouer leurs navires sur une plage : ils leur fallait pour cela de longues grèves de sable plates. Ils les trouvèrent sur place, notamment à Naxos, où des colons venus de Chalcis en Eubée abordèrent dès 734 av. J.-C. ; à Agragas (aujourd'hui Agrigente) et à Gela, où le premier établissement gréco-sicilien fut fondé en 688 av. J.-C. Dans les années qui suivirent, ils délogèrent progressivement les indigènes – sans jamais les éliminer – ainsi que plusieurs comptoirs commerciaux phéniciens ; ils introduisirent la vigne et l'olivier, et constituèrent rapidement une communauté florissante. Celle-ci devint bientôt un des principaux foyers de culture du monde civilisé – patrie de poètes comme Stésichore d'Himère (que les dieux frappèrent de cécité pour avoir nié l'histoire d'Hélène telle qu'Homère la rapportait) et de grands philosophes comme Empédocle d'Agrigente, qui mena des recherches remarquables sur la transmigration des âmes et fut aussi ingénieur, médecin, poète et rhétoricien. Après une longue vie de recherches, il se serait – selon une légende – donné la mort un matin de 440 ou 430 av. J.-C., en se jetant dans le cratère de l'Etna au bord duquel on aurait retrouvé un de ses souliers de bronze.

À cette époque, les Grecs avaient colonisé une grande partie de la Méditerranée orientale. Ils l'avaient également civilisée avec leur art et leur architecture, leur philosophie et leur littérature, leurs sciences et leurs mathématiques, et leurs capacités techniques de fabrication. Mais – et c'est un point que l'on ne soulignera jamais assez – la « Grande Grèce » (comme on surnommait cet ensemble) ne fut jamais une nation ou un empire au sens où Rome devait l'être plus tard. Sur le plan politique, elle se composait d'un grand nombre de petites cités-États : au milieu du VI^e siècle av. J.-C., on en dénombrait environ 1 500, des rives de la mer Noire aux côtes de la Catalogne. Immensément fières d'être grecques, elles soutenaient avec ferveur toutes les manifestations du panhellénisme, en particulier les Jeux olympiques ; malgré cela et dans le même temps, sauf pendant la « Trêve sacrée » des Jeux, elles étaient fréquemment en guerre entre

elles, formant occasionnellement des ligues et des alliances – mais toutes essentiellement indépendantes. À cette époque, Athènes n'était pas plus une capitale que – par exemple – Halicarnasse en Asie mineure (patrie d'Hérodote) ou Syracuse, colonie corinthienne en Sicile et lieu de naissance d'Archimède, ou encore Samos, île de la mer Égée, patrie de Pythagore. Saint Paul devait se targuer – bien plus tard – d'être citoyen romain : rien de semblable n'aurait pu être dit dans le monde grec. Un peu comme le monde arabe aujourd'hui, c'était un concept plutôt qu'une nationalité. Il n'existait aucune définition précise : si l'on se sentait grec et que l'on parlât grec, on était un Grec. Point.

Une des conséquences de cette vaste *diaspora* est qu'il existe aujourd'hui autant – et même plus parfois – de magnifiques sites grecs en Italie, en Sicile et en Asie mineure qu'il n'y en a en Grèce propre. La grande majorité est inévitablement perdue – mais dans la seule Sicile, à Sélinonte (l'ancienne Sélinous), se dressent encore au moins sept temples doriques des ^{VI}e et ^Ve siècles av. J.-C. dans un état de préservation convenable (même si cet état est aussi dû à un long et ambitieux programme de restauration réalisé par les archéologues dans la seconde moitié du ^{XX}e siècle). Sur les neuf temples d'Agrigente, cinq sont encore plus impressionnants et – surtout au coucher du soleil – d'une beauté proprement spectaculaire. Le plus admirable de tous est celui de Ségeste, situé dans un repli de collines facilement accessible depuis Palerme (mais, Dieu merci, hors de vue de l'autoroute). Il n'est pas terminé – les tenons en saillie utilisés pour la manipulation des blocs n'ont jamais été arasés – mais l'impression générale est celle d'une perfection tranquille, conformément à ce que devait être un monument dorique de la fin du ^Ve siècle av. J.-C. Il y a aussi là, sur les hauteurs de la colline d'en face, un théâtre du ^{III}e siècle magnifiquement préservé, d'où l'on peut à loisir contempler le temple en contrebas en s'étonnant qu'un édifice aussi sublime ait pu rester intact après deux millénaires et demi d'existence.

Et pour finir, la cathédrale de Syracuse : l'une des seules cathédrales à avoir été construite cinq siècles avant la naissance du Christ ! Sa splendide façade baroque ne donne aucune idée de ce qui se trouve dedans – mais l'intérieur raconte une histoire toute différente. Les colonnes qui supportent l'édifice sont en effet celles du temple dorique d'Athéna, érigé par le tyran Gélon pour célébrer sa

victoire sur les Carthaginois, en 480 av. J.-C., et dont la splendeur et la richesse étaient célèbres dans tout le monde antique. Sous les Romains, le temple fut dépouillé de ses plus grands trésors par l'infâme Verrès (le gouverneur corrompu contre lequel Cicéron prononça de fulgurants plaidoyers). Les Byzantins convertirent le temple en église chrétienne, que les Arabes transformèrent ensuite en mosquée ; les Normands puis les Espagnols apportèrent à leur tour leurs modifications. Une série de séismes provoqua de gros dégâts et il y eut en 1693 une grande reconstruction, après l'effondrement de la façade normande. Mais les colonnes anciennes ont survécu à toutes ces tribulations et elles sont toujours debout pour vérifier, une fois encore, le plus curieux des faits religieux : une fois qu'un lieu a été reconnu comme sacré et quels que puissent être ensuite les changements de religion nominale, il reste sacré.

Mais qui était, demanderez-vous peut-être, ce Gélon qui est à l'origine de toutes ces vicissitudes ? Parmi tous les « tyrans », ces hommes qui dirigeaient leur cité en dictateurs virtuels et qui jouèrent un trop grand rôle dans la Sicile grecque, Gélon pouvait se targuer d'avoir la lignée la plus distinguée : Hérodote affirme que ses ancêtres avaient fondé la cité de Gela. Les prototypes de ces tyrans font leur apparition au tout début du VI^e siècle : Panaïtios à Léontinoï, Phalaris à Acragas, plus un ou deux autres. On ne sait presque rien sur Panaïtios – et fort peu de choses sur Phalaris, excepté qu'il aimait beaucoup manger des bébés et de jeunes enfants, et qu'il possédait un grand taureau en bronze creux dans lequel il s'amusait à faire rôtir ceux qui ne lui plaisaient pas. Nous sommes beaucoup mieux renseignés sur Pantarès, dont le quadriges fut victorieux aux Jeux olympiques de 512 ou 508 av. J.-C., et dont les deux fils – Cléandre et Hippocrate – régnèrent après lui. C'est à la mort de ce dernier, tué en 491 av. J.-C. sur les pentes de l'Etna, dans une bataille contre les Sicules, que Gélon – jusque-là commandant de sa cavalerie – s'empara du pouvoir. Il régna sur sa ville natale pendant six ans, puis alla s'établir à Syracuse en 485 av. J.-C., en emmenant avec lui plus de la moitié de la population de Gela. Le déménagement était judicieux, sinon inévitable : on n'échouait plus les bateaux sur la plage si l'on pouvait faire autrement ; mais Gela n'avait pas de port, alors que le monde grec avait peu de rades aussi magnifiques que le mouillage de Syracuse.

Mais cette même Syracuse était également plus qu'un port : le site possédait aussi une petite île, à moins de cent mètres du rivage, qui fournissait une forteresse naturelle. C'est là que les premiers colons grecs avaient fondé leur agglomération à l'origine, baptisée Ortygie d'après l'une des épithètes de la déesse Artémis. Presque comme par miracle, cette île possédait une source d'eau douce apparemment permanente², sur le rivage même de la mer ; les Grecs l'avaient dédiée à l'une des nymphes de la déesse, Aréthuse.

Dans les quelques années qui suivirent, Gélon transforma sa nouvelle conquête en une cité à la fois prospère et puissante. Il fut grandement aidé en cela par la stupide attaque d'une autre cité grecque, Megara Hyblaea, située sur la côte à dix-huit kilomètres du nord de Syracuse. Hérodote nous raconte l'histoire :

« [Gélon] emmena à Syracuse les gens importants qui étaient à l'origine de la guerre et qui s'attendaient à être mis à mort – et il en fit des citoyens. Les gens du commun, qui n'avaient aucune responsabilité dans la guerre et qui ne s'attendaient pas à en supporter les conséquences, il les emmena aussi à Syracuse – mais pour y être vendus comme esclaves et exportés hors de Sicile [...]. Il agit ainsi parce qu'il estimait que les gens du peuple étaient d'une compagnie très désagréable. »

Il ne fallut pas beaucoup de temps pour que Gélon, allié à Théron d'Agrigente (immensément riche), étendît son contrôle sur la majeure partie de la Sicile grecque. Seules Sélinonte et Messine réussirent à conserver leur indépendance, et ce fut Anaxilas de Rhégion (actuellement Reggio de Calabre), tyran de Messine, qui recourut à la seule solution qui lui restait ouverte s'il voulait éviter de tomber sous la coupe de Syracuse : il fit appel aux Carthaginois.

À ce stade de l'histoire, il serait peut-être utile de dire deux mots au sujet de Carthage. La ville était d'origine phénicienne et les Phéniciens – appellation grecque des Cananéens de l'Ancien Testament – étaient un peuple très curieux. À la différence des Égyptiens de la même époque, ils semblent n'avoir pratiquement rien fait pour fonder un État unique et cohérent. L'Ancien Testament se réfère aux gens de Tyr et de Sidon, et nous lisons dans le Premier

Livre des Rois comment Hiram, roi de Tyr, envoya au roi Salomon du bois de cèdre et des artisans qualifiés pour édifier le Temple de Jérusalem. La ville de Tyr avait développé un artisanat industriel unique en récoltant le murex, mollusque gastéropode dont la coquille donnait une teinture pourpre unique, dont le prix surpassait largement celui de l'or³. Mais leurs principaux intérêts commerciaux étaient toujours orientés vers l'ouest du bassin méditerranéen – dans le cadre d'une confédération peu structurée de cités marchandes plutôt que d'une véritable « nation ». Les archéologues et les historiens actuels les considèrent avant tout comme des coureurs des mers, connaissant tous les coins du bassin méditerranéen et même au-delà du détroit de Gibraltar. Ils avaient établi des comptoirs commerciaux non seulement en Sicile et en Sardaigne, mais aussi sur les côtes d'Afrique et d'Espagne, et dans les îles Baléares. Au-delà des « Colonnes d'Hercule », ils avaient aussi d'importants établissements sur la côte atlantique, du Maroc à Cadix. Ils avaient sans doute aussi franchi la Manche, en quête de l'étain de Cornouailles.

Pour ce qui est de Carthage, cette colonie phénicienne avait gagné son autonomie vers 650 av. J.-C. Au ^{ve} siècle, elle était devenue une redoutable cité-État – de loin l'établissement phénicien le plus important de tout le bassin méditerranéen, qui occupait le site de l'actuelle Tunis. On est souvent surpris, quand on regarde une carte, de constater que la Tunisie n'est pas au sud de la Sicile mais carrément à l'ouest, et que la distance qui l'en sépare est d'à peine cent quarante kilomètres à vol d'oiseau. Carthage était extrêmement centralisée et efficacement gouvernée : ce n'était pas, en bref, une puissance qu'il fallait prendre à la légère. Elle répondit à l'appel de Messine – à une échelle dépassant toute attente, voire toute raison à première vue. La réaction ne fut pas immédiate – mais simplement parce que les Carthaginois étaient des gens sérieux. Cela ne les intéressait pas de secourir de petits tyrans éphémères en détresse : leurs visées étaient beaucoup plus ambitieuses. Il leur fallut trois ans pour mettre sur pied une énorme armée, non seulement d'Africains du Nord, mais aussi d'Espagnols, de Corses et de Sardes, tout en armant une flotte de guerre tout aussi impressionnante. En 480 av. J.-C., sous le commandement du suffète Hamilcar, les Carthaginois arrivèrent à Palerme. De là, ils avancèrent vers l'est jusqu'à Himère où ils attaquèrent.

Ce qui se passa ensuite est presque aussi incroyable que la taille et l'échelle de l'expédition carthaginoise elle-même. Théron – le principal allié de Gélon – avait soigneusement observé le passage de la flotte carthaginoise et il était prêt à résister aux envahisseurs. Quoique rapidement débordé par leur nombre, il put toutefois maintenir ses positions jusqu'à l'arrivée de Gélon, à la tête d'une armée aussi nombreuse que celle d'Hamilcar mais infiniment mieux équipée et mieux entraînée. À leur grand désarroi, les Carthaginois se retrouvèrent totalement seuls. Aucune nouvelle d'Anaxilas et de ses Messiniens (qui les avaient pourtant invités à venir) ; aucun secours non plus en provenance de Sélinonte. Dans le combat désespéré qui suivit, Hamilcar fut tué (certains disent qu'il se donna la mort en se jetant dans un brasier) ; ses vaisseaux, échoués sans défense sur le sable, furent incendiés. Un grand nombre de prisonniers furent réduits en esclavage et Carthage se vit imposer le paiement d'énormes dommages – dont Gélon fit un excellent usage : il fit en effet construire à Syracuse non seulement le grand sanctuaire d'Athéna⁴, mais aussi deux temples plus petits dans un quartier en développement, respectivement consacrés à Déméter, déesse de la fertilité et des moissons, et à sa fille Perséphone, épouse de Hadès et souveraine des Enfers.

Après la bataille d'Himère – dont Hérodote nous assure qu'elle eut lieu le même jour que la grande victoire des Athéniens sur les Perses, à Salamine –, ce fut comme si l'expédition carthaginoise n'avait jamais existé. Carthage se replia sur elle-même pour panser ses blessures : elle ne chercha pas à tirer vengeance ou à reprendre les hostilités, et resta tranquille pendant soixante-dix ans. On laissa Anaxilas régner sur Messine où il se sentit suffisamment assuré de son pouvoir pour se rendre à Olympie et remporter aux Jeux le prix – assez peu glorieux – de la course de chariots attelés de mules. Il semble même s'être progressivement réconcilié avec l'hégémonie syracusaine : un an ou deux après, il maria sa fille à Hiéron I^{er}, frère cadet et successeur de Gélon. Celui-ci mourut en 478 av. J.-C. Pendant de nombreuses années, il avait été le personnage le plus puissant de l'ensemble du monde grec – peut-être dans toute l'Europe. Malgré le mesquin propos de Hérodote sur ses qualités de justice et de pitié (inhabituelles chez un tyran), on nous dit que dans les conditions du traité de paix, il insista pour que les Carthaginois dussent renoncer à leurs pratiques

traditionnelles des sacrifices humains – ce qu'ils acceptèrent à contrecœur. Non seulement à Syracuse mais dans plusieurs autres cités de la Grande Grèce, la mort de Gélon fut profondément et sincèrement déplorée.

La popularité et le respect immenses qui avaient entouré Gélon auraient pu se reporter sur son frère cadet Hiéron qui lui succéda, mais ce ne fut guère le cas. Hiéron était bien intentionné, mais il n'avait ni les capacités ni l'intelligence de son aîné. Une peur viscérale de l'insécurité le conduisit à créer une redoutable police secrète – sans autre effet notable que de le rendre encore plus impopulaire. Comme Gélon, ce fut un grand « déplaceur » de populations, déportant les habitants de Naxos⁵ et de Catane à Léontinoï, et refondant Catane sous le nouveau nom d'Etna, pour la peupler d'immigrants venus du Péloponnèse. Il avait aussi des ambitions de politique extérieure : en 474 av. J.-C., en réponse à un appel de Cumes, il expédia une flotte dans la baie de Naples pour lutter contre les Étrusques – dont la flotte fut alors anéantie.

Son trait de caractère le plus séduisant était son amour des arts. À côté de poètes et philosophes moins connus, Pindare et Simonide étaient reçus à la cour de Syracuse, de même que l'auteur tragique Eschyle⁶ – mais le charme était rompu. La faiblesse fondamentale des régimes autocratiques est que leur succès dépend entièrement du caractère et de la force du souverain – une monarchie héréditaire peut « digérer » occasionnellement un souverain faible dans son parcours, mais une tyrannie s'effondre en pareil cas. Hiéron était déficient. Il vécut assez longtemps pour voir un de ses chars triompher à Olympie, en 468 av. J.-C., mais mourut l'année suivante. Deux de ses frères lui succédèrent, rapidement et sans gloire, et furent chassés l'un après l'autre.

À ce moment de l'histoire, il était à craindre que quelque nouvel aventurier sans attache locale pût y voir sa chance et monter un coup d'État – mais pour certaines raisons, la tyrannie passa apparemment de mode. Ce ne fut pas seulement Syracuse – de loin la cité-État la plus importante de Sicile – qui revint à une forme de démocratie, mais aussi presque toutes les petites tyrannies locales disséminées à travers l'île (et dont nous ne saurions ici examiner en détail les vicissitudes, pour toutes sortes de motifs). Ce changement d'orientation entraînait

ses propres problèmes : tant de populations locale avaient été déracinées, déportées et transplantées dans d'autres cités qu'il était devenu presque impossible de déterminer qui pouvait légitimement bénéficier du droit de vote, et il en résulta un demi-siècle de confusion considérable. Ce fut peut-être ce qui enhardit les Athéniens à lancer en 415 av. J.-C., contre Syracuse, ce que Thucydide a décrit comme la plus prestigieuse et coûteuse flotte de guerre jamais partie d'une seule cité grecque – plus de 250 navires, avec un corps expéditionnaire d'environ 40 000 hommes.

Pour des raisons qui ne sont pas totalement claires, Athènes avait montré depuis les années 450 av. J.-C. un intérêt légèrement inquiétant pour la Sicile, en signant un fort improbable traité d'amitié avec Ségeste (« coup » diplomatique assez douteux, comparable à ce que pourrait être de nos jours un pacte entre la Chine et le Paraguay). Plusieurs traités du même ordre suivirent et, en 427 av. J.-C., lorsque Léontinoï appela au secours pour résister à une attaque des Syracusains, les Athéniens envoyèrent immédiatement vingt vaisseaux. Cette décision parut peut-être assez généreuse à cette époque : on était alors dans la quatrième année de la guerre du Péloponnèse et Athènes luttait pour son existence même. Il n'y avait pas lieu de s'étonner ; Thucydide explique – sans être très convaincant – que le but de l'opération était de bloquer l'envoi de blé aux ennemis d'Athènes.

La guerre du Péloponnèse – qui était fondamentalement une lutte entre Athènes et Sparte – avait eu peu de retentissement sur la Sicile jusqu'en 415 av. J.-C., mais dès 416 des hostilités avaient éclaté (ce n'était pas la première fois) entre les cités occidentales de Ségeste et de Sélinonte. Ségeste, la plus faible des deux, avait appelé en vain à la rescousse Agrigente, Syracuse et même Carthage, avant d'envoyer une ambassade à Athènes en désespoir de cause. Athènes était alors « techniquement » en guerre, mais les hostilités ouvertes avaient fait place à une trêve précaire et la cité disposait d'un grand nombre de soldats et de marins désœuvrés qu'il fallait employer. Il y avait aussi à Athènes un jeune et fastueux aristocrate, Alcibiade, ancien et remuant pupille du grand Périclès, qui proposa et défendit avec ardeur à l'Assemblée l'envoi d'un important corps expéditionnaire en Sicile. Alcibiade avait une piètre opinion des Siciliens et de leurs capacités et il expliqua pourquoi :

« Les cités de Sicile n'ont qu'une population gonflée par un ramassis de gens de toutes provenances. Il y a sans cesse des changements et des arrivées nouvelles dans le corps des citoyens. Comme il n'y a pas de véritable attachement à la patrie, personne ne dispose de son armement propre pour défendre la cité et les gens n'ont jamais d'établissement régulier dans le pays. Chacun ne songe qu'à s'assurer quelque avantage au détriment de la collectivité. [...] Il est peu vraisemblable qu'avec une pareille cohue, on puisse susciter l'accord des volontés ou que des gens de cette espèce en viennent à réunir leurs énergies pour une action commune⁷. »

Les Athéniens le crurent sur parole et lancèrent leur expédition.

Presque immédiatement, la situation critique de Ségeste semble avoir été oubliée : les Athéniens avaient d'autres chats à fouetter. Il se peut fort bien qu'ils aient envisagé de soumettre toute la Sicile, mais il est clair que leur premier objectif était la ville la plus importante de l'île : Syracuse, vers laquelle partit l'impressionnant corps expéditionnaire. Mais à peine celui-ci arrivé, ses chefs commencèrent à se quereller. Alcibiade – techniquement le plus capable de tous – fut bientôt rappelé à Athènes sous le coup de graves accusations d'impiété et de profanation et déserta rapidement en prenant le chemin de l'exil. L'expédition aurait sans doute pu mieux tourner s'il était resté aux commandes : aucun de ses collègues généraux ne semble avoir eu de plan d'attaque et l'on se contenta de tergiverser pendant des semaines, donnant ainsi aux Syracusains tout le temps de préparer une solide résistance – et d'appeler à l'aide. Les ennemies d'Athènes – Sparte (avec son armée superlativement entraînée) et Corinthe (avec sa magnifique flotte) – s'empressèrent de répondre favorablement et les Athéniens découvrirent bientôt que la conquête de la Sicile, voire de la seule Syracuse, n'était pas la promenade militaire qu'ils avaient escomptée.

De plus, à la différence d'Athènes, Syracuse avait un excellent commandant, du nom d'Hermocrate (*Hermocratès*). Thucydide nous dit de lui qu'il était extrêmement intelligent, très aguerri et d'un courage remarquable ; selon Xénophon, il était minutieux, appliqué et inhabituellement accessible à ses hommes (pour un général). En 415 av. J.-C., il avait été parmi les premiers à mettre en garde ses

compatriotes contre le danger athénien, et il avait mené une campagne résolue pour unir toute la Sicile – et Carthage – contre les Athéniens, pendant qu'il en était encore temps. Il avait échoué, les uns le décrivant comme inutilement alarmiste, d'autres l'accusant d'être un va-t-en-guerre. Et ces soupçons semblent avoir laissé des traces, puisque les Syracusains refusèrent de lui confier le commandement suprême qu'ils partagèrent également entre lui et deux autres généraux. Cet arrangement stupide impliquait qu'il avait les mains sévèrement liées.

L'affrontement dura deux années entières et les Athéniens furent à deux reprises sur le point de prendre la ville. En 414 av. J.-C., une grande révolte servile fut évitée de justesse et plus tard, cette même année, Hermocrate se vit obligé d'ouvrir des négociations de paix. Seule l'arrivée à temps du général spartiate Gylippos, avec de substantiels renforts, sauva la situation. D'abord peu apprécié à Syracuse, Gylippos se révéla un excellent professionnel dont Hermocrate – ravalant sa fierté – accepta la supériorité hiérarchique. Les deux chefs de guerre triomphèrent finalement des Athéniens – qui allaient mettre longtemps à se relever de leur défaite.

D'autres causes intervinrent aussi. Avec le temps, les soldats athéniens démoralisés avaient de plus en plus le mal du pays, devenant du même coup de plus en plus vulnérables aux maladies et aux épidémies – en particulier de malaria, fléau inconnu à Athènes mais omniprésent en Sicile. Les généraux athéniens finirent par admettre qu'ils avaient échoué et ordonnèrent la retraite – mais il était trop tard. Les Syracusains et leurs alliés lancèrent une attaque éclair de dernière minute : la flotte athénienne, prise au piège dans le port, fut anéantie, ses équipages massacrés ; les généraux Nicias et Démosthène, exécutés. Quelque 7 000 de leurs soldats, capturés, durent travailler dans les épouvantables Latomies, carrières de calcaire qu'on visite encore à proximité de la ville et dont les blocs portent les traces visibles des pics. Beaucoup y moururent du froid et des intempéries auxquels ils étaient exposés. Des milliers d'autres soldats furent marqués au fer rouge et vendus comme esclaves. (Plutarque prétend que quelques-uns obtinrent la liberté à condition de pouvoir réciter un ou deux chœurs d'Euripide : il n'en fut sans doute rien.) Thucydide résume en ces termes l'expédition de Sicile : « triomphe glorieux entre tous pour les vainqueurs et catastrophe sans

précèdent pour les vaincus⁸ ».

La Sicile était victorieuse et – pour le moment – à l’abri des envahisseurs étrangers ; mais la guerre du Péloponnèse était loin d’être terminée et Hermocrate, en disponibilité, prit la tête d’une flotte de vingt trirèmes pour aller combattre avec Sparte en mer Égée. Tout alla bien pendant deux ans, mais la fortune tourna en sa défaveur en 410 av. J.-C. Peut-être était-il moins doué comme amiral que comme général ? Toujours est-il qu’au cours d’une dure bataille au large de Cyzique, dans la mer de Marmara, une flotte athénienne détruisit tous ses navires. Hermocrate put revenir en Sicile, mais pour trouver les portes de Syracuse fermées : peut-être les Syracusains craignaient-ils – malgré l’excellence de ses services passés – que son ambition toujours évidente ne le poussât à se faire tyran. Ces craintes étaient peut-être justifiées, mais nous ne pourrons jamais le savoir : en 407 av. J.-C., alors qu’il essayait de pénétrer à toute force dans la ville, il fut cerné et tué.

Parmi ceux qui étaient aux côtés d’Hermocrate en ce jour fatal figurait un grand jeune homme roux de vingt-quatre ans du nom de Denys (*Dionysios*). Un biographe récent affirme qu’il était « d’une famille aisée mais obscure » : il aurait eu un pressentiment de son futur destin lorsqu’un essaim d’abeilles serait venu s’attacher à la crinière de son cheval⁹.

En fait, on ne sait presque rien sur sa famille ou ses origines. On sait seulement qu’il était destiné à obtenir toute la gloire que son ancien chef avait recherchée – et même bien au-delà. Si Denys avait examiné rétrospectivement les événements récents, il aurait assurément compris que l’échec de l’expédition athénienne aussi bien que le danger presque fatal encouru par sa propre ville avaient eu la même cause : l’incapacité réelle ou imposée des chefs. Les généraux athéniens avaient eu chacun de son côté une idée personnelle sur la conduite des opérations et le plus âgé d’entre eux, Nicias, avait été bien trop malade pour pouvoir assumer le commandement suprême. Syracuse, en revanche, avait eu en la personne d’Hermocrate un militaire extraordinairement talentueux, mais elle avait mesquinement refusé de lui confier le commandement suprême des opérations. Comment tout cela avait-il pu arriver ? Le jeune homme aurait sans doute conclu avec logique : la faute en incombait au système démocratique alors en vigueur. Démocratie signifiait désunion : seul le

pouvoir absolu sans partage permettait à un grand chef de donner toute sa mesure et de réaliser ses plus hautes ambitions.

Il eût été agréable de constater que la piteuse retraite des Athéniens avait ramené la paix en Sicile. Malheureusement, il n'en fut rien. Les anciennes hostilités reprirent bien vite entre Ségeste et Sélinonte et, en 410 av. J.-C., Ségeste aux abois demanda de l'aide – cette fois à Carthage, qui répondit favorablement ; la catastrophe de leur intervention, soixante-dix ans plus tôt, était sans doute tombée dans l'oubli. Les Carthaginois n'envoyèrent d'abord qu'une petite troupe, constituée à la hâte, mais l'année 409 vit l'envoi d'une armée considérable conduite par le général Hannibal¹⁰, qui en à peine plus d'une semaine réduisit Sélinonte à un amas de ruines fumantes. Ceux des habitants qui n'avaient pas pu se mettre en sûreté furent impitoyablement massacrés. Hannibal gagna ensuite Himère où ses hommes perpétrèrent un nouveau massacre, avant de retourner passer l'hiver en Afrique du Nord.

L'appétit des Carthaginois était désormais éveillé : ils n'en avaient pas fini avec la Sicile. Ils revinrent en 406 av. J.-C. avec une armée encore plus importante et un nouvel objectif : Agrigente, dont la prospérité réelle se maintenait grâce à la neutralité qu'elle avait soigneusement observée pendant les hostilités précédentes. Les Syracusains vinrent à son secours, mais à leur grande fureur et malgré leurs objurgations, les Agrigentins ne levèrent pas le petit doigt pour se mettre en défense. Peut-être leur vie avait-elle été trop longtemps trop facile ; ils s'étaient habitués aux facilités du luxe qui assuraient leur renommée – due entre autres aux lits et aux coussins suprêmement confortables qu'ils exportaient dans tous les coins du monde grec. Un décret militaire agrigentins interdisait par exemple aux soldats de garde d'avoir en service plus de trois couvertures ou deux oreillers ! Dans ces conditions, il était peu probable que les soldats missent beaucoup d'ardeur à se battre. La ville fut donc abandonnée, ses habitants déportés à Léontinoï, et les Carthaginois – victorieux sans coup férir – mirent à sac la très opulente Acragas. Parmi les innombrables œuvres d'art qu'ils pillèrent figurait, dit-on, le taureau de bronze dans lequel Phalaris aimait faire rôtir ses victimes.

Les événements d'Agrigente ne pouvaient manquer d'avoir du retentissement à Syracuse, où la situation politique déjà instable devenait de plus en plus confuse : Denys vit son heure venue. Sans

trop de difficultés (car il était déjà l'une des étoiles montantes de l'administration locale), il s'était fait élire au collège des stratèges¹¹ de la cité, d'où il n'y avait qu'un pas à faire pour arriver au commandement suprême. Il n'eut aucun mal à le franchir. Carthage avait repris le sentier de la guerre – Gela allait subir quelques mois plus tard le même sort qu'Agrigente – et il était plus que probable que Syracuse serait l'objectif suivant sur la liste. C'est ce qui arriva – lorsque les Carthaginois changèrent soudain de plan et rentrèrent chez eux. Impossible de dire pourquoi. Le chroniqueur sicilien Diodore parle obscurément d'une épidémie de peste, mais il se pourrait bien aussi que Denys y eût été pour quelque chose. Il semble avoir été, d'ores et déjà, un personnage remarquablement impressionnant – certes pas au point d'intimider les Carthaginois ou de les corrompre, mais son habileté diplomatique a peut-être suffi à les persuader qu'une attaque contre sa cité n'en valait simplement pas la peine.

Quoi qu'il en soit de la vérité, on signa un traité de paix en bonne et due forme – et ce traité marqua la première reconnaissance officielle par Syracuse d'une province carthaginoise en Sicile. Tous situés à l'extrême ouest de l'île, les établissements puniques seraient la propriété exclusive de Carthage. Les populations conquises annexées étaient autorisées à rentrer chez elles, à condition de laisser leurs villes non fortifiées et de verser un tribut annuel. Sur Syracuse, en revanche, les Carthaginois n'avaient aucun pouvoir : Denys avait déjà la ville sous sa coupe exclusive. La deuxième époque des tyrans siciliens était arrivée.

*

« N'osant confier sa tête à un barbier, il avait fait apprendre à raser à ses propres filles. Ainsi, ces princesses, s'abaissant par ses ordres à une fonction que nous regardons comme indigne d'une personne libre, faisaient la barbe et les cheveux à leur père. Toutefois, quand elles furent un peu grandes, craignant le rasoir jusque dans leurs mains, il imagina de se faire brûler par elles les cheveux et la barbe avec des écorces ardentes. Il avait deux épouses, Aristomaque de Syracuse et Doris de Locres, et quand il voulait aller passer la nuit avec l'une des deux, il commençait, en entrant dans son appartement, par les

perquisitions les plus exactes pour voir s'il n'y avait rien à craindre. Comme il avait fait entourer leur chambre d'un large fossé franchi par une petite passerelle de bois, il retirait lui-même celle-ci dès qu'il l'avait passée¹². »

Ce passage de Cicéron – écrit, rappelons-le, pas moins de quatre siècles après la mort de son sujet – devrait sans doute être considéré non pas tant comme une anecdote historique que comme un exemple des rumeurs les plus extravagantes proliférant autour des personnages plus grands que nature, particulièrement quand ils restent au pouvoir assez longtemps pour acquérir un statut presque iconique. Denys I^{er} de Syracuse ne gouverna pas moins de trente-huit ans – une tyrannie que Diodore de Sicile décrit comme « la plus puissante et la plus longue de toute l'Histoire enregistrée ». Comment y parvint-il ? Il possédait sans aucun doute tous les atouts requis pour exercer le pouvoir suprême : courage, confiance en soi, intelligence supérieure, détermination et puissance oratoire – cette dernière étant toujours d'une immense importance dans le monde de langue grecque. Mais il y avait clairement aussi quelque chose d'autre qu'on allait retrouver plus tard chez de rares – très rares – personnages : Alexandre le Grand, Jules César et Napoléon. On pourrait appeler cela charisme ou *star quality* ou comme on voudra. On peut juste dire qu'on la reconnaît quand on la voit, et que Denys l'Ancien en disposait.

Il est fascinant de voir avec quelle subtilité – il n'y a pas d'autre mot – Denys manœuvra pour arriver au pouvoir. Il ne s'était allié ni à l'aristocratie (à laquelle il n'appartenait pas) ni au peuple ; il ne se permit jamais d'être vu comme un rebelle, encore moins un révolutionnaire. Son credo se fondait principalement sur la sécurité de la cité et de tous ceux qui y vivaient. L'ennemi était toujours pratiquement aux portes : on pouvait s'attendre à une autre attaque à tout moment et après les piteuses prestations des autres généraux syracusains à Agrigente et à Gela – plusieurs d'entre eux étant par ailleurs en négociations secrètes avec les Carthaginois, comme le révélèrent les espions de Denys –, ce dernier suggéra modestement que lui et lui seul méritait le commandement suprême. Pour renforcer encore sa position, il avait pris comme première épouse la propre fille du grand Hermocrate (dont il avait marié le beau-frère à sa sœur)¹³. Il ne se lança contre ses ennemis intérieurs potentiels qu'une fois ses

positions assurées.

L'étape suivante fut de s'approprier l'île entière d'Ortygie – qui couvrait presque un kilomètre carré et formait le quartier le plus huppé de Syracuse, autour du temple d'Athéna encore récent – pour en faire sa forteresse personnelle, en y installant aussi ses amis et associés les plus proches ainsi que de vastes cantonnements pour son armée permanente de mercenaires et une partie de sa flotte de guerre¹⁴. L'île avait en outre l'avantage d'être reliée à la terre ferme par un pont qu'il était facile de bloquer en cas de nécessité.

Denys l'Ancien avait un objectif principal : agrandir ses domaines et acquérir, ce faisant, le maximum de puissance et de richesse. Il n'est cependant pas aisé de définir avec précision ce sur quoi il régnait : la tyrannie de Syracuse contrôlait certes beaucoup plus que la ville et son environnement. Son pouvoir s'étendait sur toute la Sicile (sauf la pointe ouest, soumise aux Carthaginois), une bonne partie de l'ouest de la Calabre (« l'orteil ») et la Basilicate (le « cou-de-pied ») de la Botte, ainsi que des terres autour de l'embouchure du Pô, et même une ou deux enclaves sur l'autre rive de l'Adriatique, sur la côte dalmate. Un traité passé avec Athènes en 367 av. J.-C. garantissait l'aide des Athéniens en cas de guerre contre Denys ou ses descendants « en tout lieu où règne Denys » – un des rares traités internationaux dans l'Histoire conclu à titre personnel avec un chef d'État plutôt qu'avec l'État lui-même.

Son principal ennemi était naturellement Carthage. Après avoir consolidé sa position en Sicile pendant quelques années, Denys entama de sérieux préparatifs de guerre, en faisant venir à Syracuse un grand nombre de spécialistes : constructeurs de navires, artisans et ingénieurs militaires chargés de lui fournir des engins de siège et des catapultes (qui firent alors leur première apparition dans l'île). À la fin de 398 av. J.-C., il était prêt. Avant même de déclarer formellement la guerre, il fit attaquer et piller la petite colonie de marchands carthaginois établie à Syracuse, en détruisant aussi tous leurs navires qui se trouvaient alors dans le port. La plupart des autres cités grecques de l'île suivirent rapidement son exemple. Le premier grand objectif était Motya, petite île au large de la pointe ouest de la Sicile, qui abritait l'établissement carthaginois le plus grand et le plus peuplé. Les défenseurs coupèrent la chaussée qui reliait l'île à la terre ferme, si bien qu'ils purent résister jusqu'à la fin de l'été 397 – mais ils durent

ensuite capituler et payèrent le prix de leur résistance : la majeure partie de la population fut massacrée, le reste réduit en esclavage, et tous les Grecs fidèles à Carthage furent crucifiés.

L'année suivante, la lutte s'étendit à l'ensemble de la Sicile. Une grande armée et une flotte importante arrivèrent de Carthage et quelques cités siciliennes firent la paix, mais une grande majorité continuèrent les hostilités. Messine fut détruite et tout présageait le même sort à Syracuse, mais la ville fut une nouvelle fois sauvée par une épidémie de peste dans l'armée des envahisseurs. Denys reprit aussitôt l'initiative et les Carthaginois capitulèrent. On leur permit de rentrer chez eux contre versement d'une rançon de 300 talents – soit tout l'argent dont ils disposaient. Leurs alliés – qui incluaient plusieurs contingents de mercenaires d'Afrique du Nord et d'Espagne – furent laissés pour compte et abandonnés à leur sort.

La victoire de Syracuse ne signifiait pourtant pas la fin des guerres carthaginoises. D'autres invasions intervinrent en 393 et 392 av. J.-C., mais sans conséquences. Toutefois, dans les années qui suivent 383, les Carthaginois prennent leur revanche. On ignore la localisation précise de Cronion (non loin d'Himère) mais Denys y subit une défaite cuisante, perdant là une bonne partie de son armée avec son frère Leptinès. Contraint de verser une indemnité de 1 000 talents, il doit aussi accepter de nouvelles frontières qui le privent de Sélinonte et d'une bonne partie du territoire d'Agrigente. Ayant réussi à reprendre Sélinonte en 368 av. J.-C., il meurt malheureusement l'hiver suivant, laissant le travail inachevé. Différentes versions courent sur sa mort : selon les uns, il aurait été empoisonné par ses médecins à l'instigation de son fils et successeur ; pour d'autres, il serait mort d'avoir excessivement fêté la victoire d'une de ses tragédies – *La Rançon d'Hector* – lors de fêtes théâtrales secondaires à Athènes.

Il s'était toujours voulu homme de lettres. En 388 av. J.-C., sa cour fut honorée de la visite du grand Platon en personne ; l'historien Philiste (de Syracuse) et le poète Philoxène (de Cythère) étaient de ses familiers – mais le poète fut un jour emprisonné aux Latomies pour avoir critiqué des vers du prince. Relâché peu après à la demande de plusieurs amis, il dut malheureusement assister à un nouveau récital de poésie princière : il supporta en silence, mais lorsque le tyran lui demanda son avis, il aurait murmuré : « Retour aux carrières ! »

Dante place Denys l'Ancien – assez injustement – dans le septième

cercle de son *Inferno* où il est plongé dans le Phléghéon, fleuve bouillant de sang et de feu. En fait, le premier ou le deuxième cercle aurait amplement suffi. Denys l'Ancien était à la fois ambitieux, charismatique et flamboyant – cruel, sans doute, mais pas plus que la plupart des autocrates de son temps, et (peut-on penser) beaucoup plus intelligent. Il ne réussit pas à réaliser son objectif premier qui était de chasser complètement les Carthaginois de Sicile. S'il y était parvenu, on a suggéré qu'il aurait pu conquérir une bonne partie de l'Italie elle-même, voire stopper la puissance croissante de Rome. Au moment de sa mort, toutefois, il dominait assurément une grande partie de son île – pour ne rien dire de ses possessions étendues sur le continent. Son plus grand monument survivant est ce qui reste des fortifications édifiées autour de Syracuse et achevées en cinq ans, de 402 à 397 av. J.-C., qui culminent avec l'impressionnante forteresse du « château d'Euryale » (*Castello Eurialo*). Le nom même du tyran est resté attaché à une curiosité touristique, « l'oreille de Denys » (*Orecchio di Dionisio*), nom donné par Caravage à une grotte artificielle des Latomies, où le tyran aurait enfermé ses ennemis pour pouvoir épier leurs conversations grâce aux propriétés acoustiques de la formation rocheuse. Rien ne permet aujourd'hui de vérifier la véracité de cette histoire.

1. Thucydide, VI, 1, 2. (N.d.T.)

2. Cette eau douce était si abondante que, en 1798, Nelson l'utilisa pour approvisionner sa flotte de quatorze navires. Il écrivit alors à sir William Hamilton que, compte tenu de cette source, il se sentait assuré de la victoire prochaine. Deux mois plus tard, il battait les Français en rade d'Aboukir.

3. La pourpre allait rester la couleur du pouvoir suprême jusqu'à la chute de Byzance, en 1453. Le principal inconvénient de l'industrie du murex était l'épouvantable odeur que dégageaient les monceaux de coquillages brisés en décomposition. Les ateliers de fabrication étaient donc toujours situés sous le vent des agglomérations.

4. Voir [ci-dessus](#).

5. À ne pas confondre naturellement avec l'île homonyme de la mer Égée. Connue aujourd'hui sous le nom de Giardini-Naxos, la ville est située sur la côte, à quelques kilomètres de Taormina.

6. C'est au cours de son séjour à Gela, chez Hiéron, que le poète connut, selon la légende, une fin tragique. Un aigle qui venait de capturer une tortue prit son crâne chauve pour une pierre et lâcha la tortue dessus, du haut des airs, pour en

briser la carapace. Eschyle aurait été tué sur le coup ; le sort de la tortue reste inconnu.

7. Thucydide, VI, 17.

8. Thucydide, VII, 87.

9. Les abeilles et le miel ont toujours eu une importance particulière en Sicile, après que Dédale – fuyant en Sicile la vengeance de Minos – eut consacré à Artémis un rayon de miel en or.

10. À ne pas confondre avec le grand Hannibal Barca, redoutable chef des Carthaginois pendant la seconde guerre punique.

11. Nom donné aux magistrats militaires, à Syracuse comme à Athènes. (N.d.T.)

12. Cicéron, *Tusculanes*, V, 20. (N.d.T.)

13. Les deux femmes mentionnées ci-dessus dans le texte de Cicéron cité étaient des acquisitions postérieures, épousées simultanément en 399 ou 398 av. J.-C. On disait d'ailleurs que les deux mariages avaient été consommés la même nuit. Les filles issues de ces mariages s'appelèrent Sagesse (*Sôphrosynè*), Vertu (*Arétè*) et Justice (*Dikaïosynè*).

14. Les vestiges de la porte de la citadelle – dite *Porta Urbica* – sont toujours visibles sur la via XX Settembre.

LES CARTHAGINOIS

La malchance de presque tous les despotes et autres dictateurs est qu'ils transmettent très rarement leur puissance à leurs successeurs. Hiéron avait été un échec après Gélon ; de la même façon, Denys II (« Denys le Jeune ») ne se révéla qu'une très pâle copie de son père. Toute l'énergie ancienne avait disparu : le nouveau tyran, alors âgé de moins de trente ans, était un ivrogne débauché qui passait le plus clair de son temps dans la ville natale de sa mère, à Locres (*Locri*) en Calabre ; et il avait tendance à laisser le soin de l'État – y compris le commandement et la gestion du vaste corps de mercenaires qui formait à présent une caste à part – à d'autres que lui. Denys l'Ancien avait toutefois eu la main heureuse en mariant sa fille Arétè à Dion de Syracuse, excellent administrateur très amateur de philosophie, qui l'avait servi loyalement et qui aurait fort bien pu rendre les mêmes services à son fils s'il n'avait pas été rebuté par les mœurs dissolues du jeune homme. Dans une tentative pour l'amener à résipiscence, Dion invita son vieux maître Platon – alors âgé de plus de soixante ans – à Syracuse, mais ce fut peine perdue : Denys le Jeune fut indigné qu'on essayât de le « réformer » et bannit Dion peu de temps après.

L'exil passé à Athènes n'était pas désagréable : Dion était un homme riche et ne demandait au fond rien de mieux que de passer sa vie à de tranquilles discussions philosophiques. Tout aurait été très bien si Platon avait tenu sa langue : malheureusement, il jugea bon de demander le retour de son disciple. Denys entra dans une rage noire, renvoya Platon à Athènes et confisqua sur-le-champ toutes les propriétés de Dion en Sicile. C'en était trop : sans tarder, Dion se mit à

préparer la chute du tyran. En 357 av. J.-C., il partit pour la Sicile à la tête d'un millier de mercenaires – en se dirigeant d'abord non pas vers Syracuse, comme on aurait pu s'y attendre, mais vers Minoa, sur la côte sud-ouest : sans doute était-il anxieux de s'assurer non le soutien sans réserve des Carthaginois, mais au moins la neutralité bienveillante de la cité. Alors seulement il marcha vers Syracuse, à plus de trois cent vingt kilomètres à l'est. Il ne rencontra aucune opposition chemin faisant, mais au contraire de nombreux soutiens, trop contents de pouvoir ébranler la domination syracusaine, et guère davantage quand il atteignit la cité elle-même. Denys était sans surprise parti avec Maman en Calabre et la garnison de mercenaires ne fit pas le moindre geste pour arrêter les attaques. Pour finir, une flotte arriva de Calabre sous les ordres de Philiste, commandant en chef septuagénaire du despote (toujours absent), qui réussit à causer quelques dommages aux assaillants. Peu de temps après, cette flotte fut suivie de vingt trières sous le commandement de l'ami et allié de Dion Héraclide. Une furieuse bataille navale s'ensuivit, au terme de laquelle le vieux Philiste fut vaincu. Les uns disent qu'il se donna la mort, d'autres qu'il fut torturé avant d'être décapité. Toutes les versions concordent ensuite pour rapporter que son corps fut traîné à travers les rues de la cité avant d'être jeté sans sépulture hors de l'enceinte de la cité, abandonné aux chiens et aux charognards.

Les affrontements continuèrent pourtant. Denys revint brièvement d'Italie mais, comprenant que la situation était sans espoir pour lui, il s'en retourna à Locres où il devint le tyran local. Resté maître du terrain, Dion fit de son mieux pour rétablir l'ordre à Syracuse, en instaurant un gouvernement sur des principes platoniciens, lui-même dirigeant comme une sorte de roi-philosophe. Mais ce fut sans succès et Dion en fut rapidement réduit à regarder, impuissant, la ronde des aventuriers essayant l'un après l'autre d'affermir son autorité et les bandes de mercenaires mettant indifféremment leur épée au service du plus offrant. La confusion se répandit rapidement aux autres villes et cités ; l'empire édifié par Denys l'Ancien était en train de partir en morceaux. Héraclide entra en conflit avec Dion qui le fit tuer, avant d'être lui-même assassiné en 354 av. J.-C. L'anarchie reprit alors jusqu'en 346, quand Denys II se décida à quitter l'Italie et s'installa brièvement sur le trône de son père.

Mais pas pour longtemps. L'un de ces aventuriers successifs – un

certain Hicétas, qui était devenu tyran de Léontinoï – demanda de l'aide à Corinthe. Quatre siècles environ auparavant, les premiers colons grecs de Syracuse avaient été des Corinthiens : Corinthe était ainsi – théoriquement – leur « métropole » (leur « ville-mère »), mais elle n'était jamais intervenue dans les affaires de Syracuse¹. On ne voit pas non plus pourquoi elle aurait dû le faire : épuisée après un demi-siècle de guerres avec différents voisins et désespérément à court de liquidités, elle n'avait rien à gagner d'une nouvelle aventure. Corinthe répondit pourtant en envoyant une force très modeste – sans doute moins de 3 000 hommes – sous le commandement d'un stratège obscur et vieillissant, Timoléon. Ce choix était étrange : Timoléon était alors surtout connu comme fraticide – relativement honorable par ailleurs. Diodore maintient qu'il avait lui-même manié l'épée pour empêcher son frère Timophanès de se faire tyran ; un peu plus charitablement, Plutarque rapporte qu'il était là en larmes tandis que deux autres faisaient le coup. En tout état de cause, ses compatriotes semblent l'avoir ensuite regardé de travers, si bien que tout le monde fut surpris par sa nomination.

Timoléon ne fut pas non plus accueilli en héros en 344 av. J.-C., lorsqu'il débarqua avec ses hommes sur une plage au-dessous de Taormina – mais la fortune lui sourit. Il marcha sur Syracuse où Denys II, retranché dans Ortygie, se rendit instantanément, à la seule condition d'obtenir un sauf-conduit pour Corinthe. (La famille de Denys, qu'il avait laissée à Locres, eut moins de chance : les indigènes se soulevèrent contre eux et massacrèrent tout le monde.) Timoléon ne montra ensuite aucune pitié pour les tyrans aventuriers des alentours, qui furent tous capturés dans les deux ou trois années qui suivirent et exécutés d'une façon ou d'une autre. Mamercus, qui avait pris possession de Catane, fut crucifié. Le malheureux Hippôn, qui s'était imposé à Messine, fut torturé à mort dans le théâtre local, pour l'édification et le divertissement d'un grand nombre d'enfants dispensés d'école pour la circonstance. Hicétas lui-même – qui avait pourtant été à l'origine de l'appel aux Corinthiens – fut également mis à mort avec toute sa famille.

Reste que Corinthe n'avait pas été la seule puissance à recevoir un appel pour venir régler les troubles de la Sicile. Un autre appel avait été adressé – presque inévitablement – à Carthage. La première armée punique arrivée sur place refusa inexplicablement de combattre et

retourna au pays sans verser une goutte de sang. La seconde – estimée par Plutarque à 70 000 hommes – était commandée par le généralissime de Carthage, Hasdrubal, mais elle n'en fut pas moins détruite par les pluies torrentielles et les débordements du fleuve Crimissos (presque certainement l'actuel Belice Destro), en 340 av. J.-C. Les survivants du désastre se retirèrent dans les anciens établissements puniques de l'extrême ouest de l'île – et Timoléon resta le maître indiscuté de la Sicile.

Le résultat était remarquable, d'autant plus que Timoléon n'avait aucune prétention plausible pour prendre le pouvoir – ni à Syracuse ni où que ce fût. Il s'en était emparé avec autant de cruauté et aussi peu de scrupules que tous ceux qu'il avait vaincus et liquidés. La différence réside dans ce qu'il fit du pouvoir ainsi conquis. Nulle part dans son histoire extraordinaire, il n'est indiqué qu'il ait été mû par l'ambition ou par l'intérêt personnel. Une fois débarrassé de tous les tyranneaux locaux, ayant obtenu que son autorité ne fût plus contestée, il introduisit plusieurs réformes radicales. Il commença par faire démanteler le palais-forteresse de Denys l'Ancien, sur l'île d'Ortygie, symbole détestable de l'ancien ordre des choses. Il convoqua un contingent de légistes de Corinthe pour changer la Constitution existante – qui resta une oligarchie, mais avec un Conseil de 600 membres, ce qui lui conférait une assise beaucoup plus large. Enfin, il fit venir un très grand nombre d'immigrants – Plutarque parle de 60 000 personnes – non seulement d'Italie mais de toute la Grande Grèce en leur accordant de généreux lots de terres, ce qui accrut considérablement les surfaces cultivées. C'est en grande partie grâce à Timoléon que la Sicile se mit à produire assez de blé pour devenir plus tard le principal grenier de Rome. Pour finir – et ce fut peut-être le plus surprenant de tout – il se retira en 338 ou 337 av. J.-C. tranquillement et sans éclats, alléguant son grand âge² et sa cécité croissante. À sa mort, il fut enterré aux frais de l'État, avant d'être commémoré non seulement par un monument sur l'agora, mais aussi par un gymnase connu sous le nom de Timoleoneum.

Les deux décennies suivant la mort de Timoléon furent marquées par une nouvelle prospérité, très largement due à l'augmentation spectaculaire de la production agricole qu'il avait initiée. Temples, théâtres et autres édifices publics surgirent partout dans l'île – mais

aussi des fortifications. La Sicile n'était pas encore unie et ne devait pas l'être de sitôt. Progressivement, les dissensions réapparurent ; Carthage et Corinthe s'immiscèrent de nouveau dans les affaires de l'île. Le problème n'était pas tant que l'on eût besoin d'un nouvel « homme fort » – mais il fut bientôt inévitable. Et la scène était prête pour l'arrivée du dernier – et certains diraient du plus monstrueux – des tyrans de la Sicile grecque.

« Agathocle de Sicile se fit roi de Syracuse, ayant été auparavant non point de simple et privée condition, mais de la plus vile et basse. Celui-là, né d'un potier, mena toujours une vie scélérate, par tous les âges de sa vie ; toutefois il accompagna toutes ces scélératesses d'une si grande force d'esprit et de corps que, s'étant consacré à la guerre, de grade en grade, il fit tant qu'il devint capitaine des Syracusains. Après s'être établi en cette dignité, il se mit en tête de se faire roi [...].

« Il assembla un beau matin tout le peuple et le Sénat de Syracuse, comme s'il avait à consulter sur les affaires concernant la république ; et, par un signe qu'il avait donné à ses soldats, il fit mettre à mort tous les sénateurs et les plus riches du peuple. Lesquels étant tués, il occupa et tint par force le royaume sans aucun débat entre les citoyens. Et bien qu'il fût deux fois défait et même assiégé par les Carthaginois, il eut le pouvoir non seulement de défendre sa ville, mais ayant laissé une partie de ses gens pour la garder, avec l'autre partie il envahit l'Afrique, et en peu de temps il contraignit les Carthaginois à lever le siège, et les réduisit en si extrême nécessité qu'il leur fallut accorder avec lui qu'ils se contenteraient de l'Afrique en lui laissant la Sicile [...].

« Toutefois on ne saurait dire que c'est *virtù* que de tuer ses concitoyens, trahir ses amis, n'avoir point de foi, de pitié, de religion. Par ces moyens on peut conquérir quelque seigneurie, mais non la gloire. Si l'on considère la valeur d'Agathocle à entrer et sortir des périls, et sa grandeur de courage à soutenir et surmonter les adversités, on ne trouvera point qu'il ait été moindre que nul autre excellent capitaine. Néanmoins sa bestiale cruauté et inhumanité, ses innombrables scélératesses,

ne permettent point qu'il soit renommé entre les plus excellents personnages. »

Niccolò Machiavelli, qui écrivit ces lignes³, n'était pas homme à s'émouvoir facilement – et pourtant, même lui a trouvé qu'Agathocle était allé trop loin. Celui-ci ne faisait pas mystère de la situation de son père, un potier immigré, qui l'avait élevé dans la même profession. C'est parfaitement possible : à la fin du IV^e siècle av. J.-C., la Sicile orientale était une grande productrice de céramiques à figures rouges et ceux qui en faisaient métier pouvaient bien être classés plutôt comme artistes que comme artisans. Mais les potiers professionnels – même distingués – ne devenaient pas normalement des officiers militaires et il est sans doute plus probable que le père ait été un genre de Josiah Wedgwood – entrepreneur aisé dirigeant une entreprise fonctionnant avec des esclaves. Né en 361 av. J.-C., Agathocle épousa à vingt-huit ans une riche veuve et mena pendant quinze ans la vie de ce qu'on appellera plus tard un *condottiere*, chef d'une bande de soldats de fortune. C'est seulement en 317, à l'âge de quarante-quatre ans, qu'il apparut aux portes de Syracuse, à la tête d'une véritable armée de mercenaires. Son arrivée coïncida avec une insurrection populaire déclenchée juste au bon moment, au cours de laquelle – selon Diodore – 10 000 personnes furent tuées ou exilées. Agathocle convoqua ensuite l'Assemblée (ou ce qu'il en restait), qui lui conféra l'autorité suprême en bonne et due forme.

Timoléon avait été un oligarque, Agathocle était un homme du peuple. Même après le massacre à Syracuse, les gens du commun semblent l'avoir toujours considéré comme un des leurs ; la chronique rapporte même qu'il n'avait pas besoin de gardes du corps, tant sa popularité était grande dans la cité. Dans le reste de la Sicile, cependant, il était à la fois détesté et redouté à mesure qu'il étendait progressivement son emprise sur l'île. La guerre reprit avec Carthage et, en 311, Agrigente n'échappa à la destruction que lorsque le général carthaginois Hamilcar infligea une sérieuse défaite aux Syracusains à la bataille de l'Himère⁴. La réaction d'Agathocle fut aussi courageuse qu'inattendue : laissant Syracuse sous le commandement de son frère Antandre, il quitta le port le 14 août 310 avec une flotte de soixante trières emportant 14 000 hommes et arriva au cap Bon – extrémité nord-est de la Tunisie – six jours plus tard (il fut ainsi le premier

Européen à envahir l'Afrique du Nord avec une force armée).

La situation était ainsi paradoxale : Syracuse et Carthage avaient toutes deux une armée ennemie à leurs portes. Hamilcar fut obligé de renvoyer une partie de ses forces pour défendre la capitale punique, ce qui le laissait dangereusement vulnérable. Antandre lança une attaque surprise et réussit à le capturer : le malheureux général fut torturé à mort et sa tête coupée fut envoyée à Agathocle en Afrique. Ce dernier y faisait alors merveille, dévastant et pillant la riche campagne sans défense qui s'étendait entre le cap Bon et Carthage ; mais il était parfaitement conscient qu'il ne pourrait jamais s'emparer de la grande cité avec les seules forces dont il disposait, et cherchait un moyen de les accroître.

Alexandre le Grand – mort à trente-trois ans, juste treize ans plus tôt – avait laissé son immense empire à partager entre ses généraux, et l'un d'eux, Ophellas, était à présent gouverneur de Cyrénaïque, à quelques milliers de kilomètres vers l'est (sur la côte de ce qui est aujourd'hui la Libye). Malgré la distance, Agathocle prit contact avec lui, pour lui suggérer de joindre leurs forces afin de mener conjointement une guerre contre Carthage. Agathocle proposait à Ophellas de garder, après une victoire qui semblait assurée, toute l'Afrique du Nord tandis que la partie punique de la Sicile reviendrait aux Syracusains. Le triérarque saisit cette occasion, prépara son armée – 10 000 fantassins, plus un nombre inconnu de cavaliers et de chars – et se mit en route.

Tout voyageur qui est allé par voie de terre de Benghazi à Tunis sait – au moins jusqu'à ce que la route s'oriente vers le nord, le long de la côte tunisienne – que ces milliers de kilomètres sont les moins attrayants et les plus sinistres qu'on puisse trouver autour de la Méditerranée. En arrivant finalement à destination, Ophellas ne devait pas être dans la meilleure des formes – mais cela n'avait pas d'importance pour Agathocle, qui le fit presque immédiatement assassiner, très probablement afin de pouvoir récupérer les forces militaires qu'il apportait. La campagne commença assez bien, avec la prise de la petite colonie phénicienne d'Utique ainsi que d'Hippo Acra (actuellement Bizerte) ; mais Carthage restait inexpugnable et Agathocle hésitait sur la conduite à suivre – lorsque, au début de 307, une révolte générale des villes grecques de Sicile, emmenées par Agrigente, le contraignit à rentrer d'urgence à Syracuse. Il réprima le

soulèvement avec sa brutalité habituelle avant de revenir en Afrique pour y trouver une armée sans solde et sur le point de se mutiner. L'aventure africaine était terminée. Il ne restait plus qu'à faire la paix avec Carthage – ce qu'il fit en rechignant en 306 – avant de retourner en Sicile pour mettre de l'ordre dans ses affaires.

Deux ans plus tard, Agathocle fit quelque chose qu'aucun tyran précédent n'avait osé faire : il s'attribua le titre de « roi ». Il est certain que pour beaucoup de ses sujets âgés, la chose aurait dû paraître choquante, mais les temps avaient changé. Dans le nouveau monde hellénistique qui s'était établi après la mort d'Alexandre, au moins deux de ses anciens généraux – Ptolémée en Égypte et Séleucos en Asie mineure et Mésopotamie – avaient adopté ce titre et le style de pouvoir qui allait avec. Si Agathocle voulait traiter avec ces monarques sur un pied d'égalité, il n'avait pas d'autre choix que de suivre leur exemple.

Agathocle mourut en 289 av. J.-C. Certains jugèrent cette mort naturelle, mais il est beaucoup plus probable qu'il fut empoisonné par son petit-fils Archagathos, dans une tentative de lui succéder. Ce fut un échec et l'anarchie s'installa, comme presque toujours. La Sicile fut de nouveau déchirée entre ses petits tyrans locaux : l'un d'eux, Phintias d'Agrigente, détruisit Gela en 282 – rayée de la carte pour quelque mille cinq cents ans. Puis il marcha sur Syracuse, où il fut vaincu. Les Syracusains le poursuivirent de façon irréfléchie jusque dans l'ouest de l'île – où les Carthaginois, craignant de perdre leurs possessions siciliennes, envoyèrent aussitôt une armée, et les hostilités reprirent de plus belle.

Mais alors arriva un nouvel envahisseur – autre aventurier, peut-être, mais un homme comme les Siciliens n'en avaient pas encore vu. Le roi Pyrrhus était le très ambitieux souverain de l'Épire. Se présentant comme descendant à la fois d'Héraclès et d'Achille, il s'intéressa en 280 av. J.-C. à l'Italie dont la majeure partie était déjà sous la domination de Rome. Mais la ville de Tarente (dans le « creux du talon » de la Botte) opposait une vive résistance et fit appel à Pyrrhus : il débarqua avec une armée de 20 000 hommes et battit les Romains près d'Héraclée – mais de justesse, ses pertes étant alors presque aussi importantes que les leurs. Écoutons Plutarque :

« Les armées se séparèrent. On raconte que, comme quelqu'un le félicitait de sa victoire, Pyrrhus aurait répondu : "Encore une victoire comme celle-là et je serai complètement défait." Il avait en effet perdu une grande partie des forces qu'il avait amenées, et presque tous ses amis et principaux commandants [...]. Tandis que, comme une fontaine s'écoulant continûment de la ville, le camp romain se remplissait rapidement et abondamment d'hommes frais, pas du tout abattus par la défaite, mais gagnant dans leur colère une nouvelle force et résolution pour continuer la guerre. »

Désormais hors d'état d'affronter les Romains, Pyrrhus accepta une intervention moins ruineuse en Sicile. Son armée avait été réduite à 10 000 hommes, mais il débarqua sans encombre à Taormina – où il trouva une situation très différente.

L'accueil des Siciliens envers lui fut immédiatement cordial : pourquoi ? Cela reste un mystère. Il était neuf, différent, charismatique – mais on est quand même surpris de lire que cette popularité instantanée lui permit de refaire ses forces et d'augmenter sa flotte à deux cents vaisseaux. Il n'eut ainsi aucune difficulté à écraser une troupe désordonnée de mercenaires italiens sans emploi, les « Mamertins », et à débarrasser toute l'île des Carthaginois – à l'exception de leur forteresse de Lilybée (aujourd'hui Marsala). Il dut abandonner au bout de deux mois un siège *de facto* sans espoir : Carthage contrôlait toujours le passage avec Lilybée et pouvait y envoyer toutes les provisions nécessaires. Le monnayage d'or et d'argent de Pyrrhus montre bien qu'à l'exception de cette place, il était effectivement le maître absolu de toute l'île. Il s'ennuya toutefois assez vite et retourna en Italie dès 276 – mais pour y être cette fois sévèrement battu par les Romains à Bénévent. Le triomphe alors célébré à Rome montra ses éléphants de guerre capturés – les premiers apparus sur le sol italien⁶.

En 272, les Romains s'emparèrent de Tarente. La petite République naguère obscure était désormais la maîtresse de toute la péninsule Italienne, et bien partie pour devenir la plus grande puissance du monde civilisé connu. Ce ne fut pas la fin de la Sicile grecque : un certain Hiéron – que nous devrions, je suppose, appeler « Hiéron II » – s'empara du pouvoir à Syracuse et le garda cinquante-quatre ans, pour

mourir en 215 av. J.-C. à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Ce fait, à lui seul, suggère une différence radicale par rapport à ses prédécesseurs ; il se contenta de régner sur la Sicile orientale, sans essayer d'accroître sa domination mais en se concentrant sur l'enrichissement de son royaume (et sur le sien, bien entendu) par l'encouragement de l'agriculture et par le développement des exportations de ses produits, spécialement vers l'Égypte et (plus tard) vers Rome.

Ce fut aussi un bâtisseur. Sa réalisation la plus impressionnante fut un immense autel consacré à Zeus – le plus grand du monde, avec plus de 180 mètres de longueur⁷ – où l'on pouvait sacrifier – effectivement – jusqu'à 450 taureaux par jour. Seules les fondations en subsistent aujourd'hui, les superstructures ayant été démontées et récupérées en 1526 par les Espagnols qui avaient besoin de blocs taillés pour construire un nouveau port. L'autel s'élevait sur plus de 15 mètres de hauteur ; les fondations subsistantes sont encore assez impressionnantes.

Nul ne comprit mieux que ce Hiéron la fragilité de la position dans laquelle la Sicile se trouvait à présent prise, coincée entre Carthage et Rome. Il n'avait clairement pas d'autre choix que de se déclarer pour l'une ou pour l'autre, et en 263 av. J.-C., il signa un traité avec Rome qui lui garantissait la perpétuation de son pouvoir. Il respecta scrupuleusement les engagements dudit traité pendant les quarante-huit années de règne qui lui restaient, en augmentant régulièrement ses livraisons de blé, si bien que la Sicile finit par devenir le grenier de Rome. Pour cette dernière, un seul obstacle résistait à sa domination totale sur la Méditerranée occidentale et sur ce qui avait été la Grande Grèce. Cet obstacle était Carthage, qui allait rester une épine dans le pied romain pendant plus d'un siècle, de 264 à 146, avec les rudes obligations de deux guerres « puniques⁸ » nécessaires pour éliminer cette menace. Ces deux guerres amenèrent Rome au centre du théâtre méditerranéen et firent d'elle une puissance maritime dominante, puisqu'il devint très vite évident que Carthage ne pourrait jamais être vaincue seulement sur terre.

La première guerre punique, achevée en 241 av. J.-C., vit la victoire de Rome – très chèrement payée : 500 navires et au moins 100 000 hommes. L'ouest et le sud de la Sicile, principaux champs de bataille, souffrirent aussi terriblement. (Le territoire de Hiéron, qui s'était catégoriquement déclaré pour Rome, demeura épargné et

continua de livrer du blé aux Romains comme il l'avait toujours fait.) Après le siège d'Agrigente en 261, les Romains vendirent comme esclaves 25 000 de ses habitants. Camarine, à quatre-vingts kilomètres de là sur la côte, en perdit presque autant. À Panormos (Palerme), 13 000 furent vendus et 14 000 ne gardèrent leur liberté qu'au prix d'une lourde rançon. Carthage ne fut pas en reste : elle détruisit complètement Sélinonte, dont elle fit déporter tous les habitants à Lilybée – mais ce promontoire stratégiquement inestimable fut en fin de compte livré à Rome en 241, lorsque les Carthaginois décidèrent de retirer toutes leurs forces de l'île. La première guerre punique était terminée : toute la Sicile – à la seule exception de Syracuse – était aux mains des Romains.

La seconde guerre punique – commencée en 218 – fut à la fois plus importante et beaucoup plus intéressante. Les Romains furent aussi finalement victorieux, mais pas avant que le général carthaginois Hannibal ne se fût révélé le plus grand chef militaire que le monde eût connu depuis Alexandre – et peut-être un des plus grands de tous les temps. Hannibal n'a jamais mis le pied en Sicile, mais il a tellement dominé les dernières décennies du III^e siècle av. J.-C. qu'il mérite ici plus qu'une simple mention. Selon la tradition, son père, Hamilcar – qui avait presque à lui seul créé l'infrastructure d'une colonie carthaginoise très prospère en Espagne (capitale Cartagène) –, lui avait fait jurer une haine éternelle à Rome. Dès le moment de son arrivée aux affaires, en 221 av. J.-C., il se montra déterminé à venger la défaite de son pays vingt ans auparavant et confiant dans le fait que la nouvelle colonie espagnole, avec toutes ses richesses et ses ressources en hommes, pourrait lui permettre de réaliser son projet. Il quitta donc l'Espagne au printemps de 218, avec une armée d'environ 40 000 hommes, et alla jusqu'en Gaule en suivant la côte, puis remonta la vallée du Rhône, avant de passer par Briançon pour franchir les Alpes au col de Montgenèvre. Son infanterie, essentiellement composée d'Espagnols, était commandée par des officiers carthaginois ; sa cavalerie venait d'Espagne et d'Afrique du Nord, et il avait aussi trente-sept éléphants de guerre. Le célèbre « passage des Alpes » eut lieu au début de l'automne et fut rapidement suivi de deux victoires rapprochées ; à la fin de l'année, Hannibal contrôlait pratiquement tout le nord de l'Italie. En avril 217, une

troisième bataille vit une armée romaine détruite avec ses chefs (environ 15 000 morts et 10 000 prisonniers), coincée dans un défilé entre le lac Trasimène et les collines le bordant au nord, en Ombrie.

Il n'eût servi à rien de marcher sur Rome : la Ville possédait de puissantes murailles et Hannibal n'avait pas d'engins de siège dignes de ce nom. Il se dirigea donc vers l'Apulie et la Calabre, au sud de la péninsule : la population y était en grande partie grecque et n'aimait guère les Romains ; Hannibal espérait sans doute les gagner à sa cause, pour en obtenir des renforts. Mais au lieu d'alliés et de sympathisants, il se retrouva bientôt en face d'une nouvelle armée romaine, plus importante, plus fraîche et mieux équipée que ses propres troupes. La bataille s'engagea le 3 août 216, près de Cannes en Apulie, sur les rives de l'Ofanto (à une quinzaine de kilomètres de l'actuelle Barletta) –, et ce fut une nouvelle victoire d'Hannibal, peut-être la plus grande de sa vie, et la défaite la plus sanglante dans toute l'histoire de l'armée romaine. Encerclées par le génie tactique du Carthaginois, les légions furent taillées en pièces, laissant 50 000 morts sur le terrain, contre 5 700 du côté carthaginois.

Hannibal avait ainsi détruit toutes les forces offensives de Rome, où ne restaient plus que les soldats préposés à sa défense, mais son objectif final – la destruction de la République haïe – était loin d'être atteint. Son arme d'excellence – la magnifique cavalerie espagnole et nord-africaine – était bien impuissante face aux fortifications, et tous ses éléphants de guerre étaient morts de froid en hiver. Par ailleurs, il avait bon espoir que son frère Hasdrubal pourrait lever une seconde armée, cette fois dotée de bons engins de siège, et venir lui prêter main-forte. Il conduisit donc son armée à Capoue – alors la deuxième plus grande ville d'Italie – où il fut accueilli très amicalement et où il s'installa pour attendre.

Il allait attendre très longtemps, car Hasdrubal avait bien des problèmes de son côté. Les Romains, prompts à tirer avantage de l'absence d'Hannibal, avaient envahi l'Espagne dans les mois qui avaient suivi son départ, avec deux légions et 15 000 soldats sous les ordres d'un jeune général, Cnaeus Cornelius Scipion, bientôt rejoint par son frère Publius. La conséquence immédiate de cette invasion fut une longue lutte entre forces romaines et forces carthagoises ; à plus long terme, ce fut le début d'une présence romaine en Espagne qui allait durer plus de six siècles. Après la mort des deux Scipions en 211,

ils furent remplacés par un jeune parent – lui aussi prénommé Publius – qui s'empara de Cartagène après un siège court. Avec la prise de leur capitale espagnole, les Carthaginois perdirent courage et, en 206 av. J.-C., les derniers d'entre eux avaient quitté la péninsule Ibérique.

Tout le temps qu'il avait été occupé par les Romains en Espagne, Hasdrubal n'avait pas eu l'occasion de monter une expédition de secours pour aller épauler son frère en Italie. Ce n'est qu'en 206, après la fin de l'aventure espagnole, qu'il put envisager l'entreprise. En 205, il reprit la route suivie par son frère et franchit les Alpes – mais pour courir, lui, au désastre. Sur les bords du Métaure, près d'Ancône, il se heurta à une armée romaine qui écrasa ses troupes sans recours. Hannibal n'apprit la nouvelle qu'en recevant dans son camp, à Capoue, la tête coupée de son frère. Il resta pourtant en Italie quatre autres années, alors même qu'il aurait été plus sage de rentrer en Afrique : en Méditerranée occidentale, le jeune Publius Cornelius Scipion était en effet passé à l'offensive.

En 204, il débarqua avec son armée à Utique, sur la côte africaine, une trentaine de kilomètres à l'ouest de Carthage, où il mit en déroute 20 000 soldats locaux et créa une position en baie de Tunis, menaçant directement la capitale punique. Au printemps de 203, Hannibal – sérieusement préoccupé – revint en hâte à Carthage et mit sur pied une armée de 37 000 hommes avec quatre-vingts éléphants de guerre. Les deux camps finirent par se rencontrer près du village de Zama, où une bataille acharnée se solda par la seule grande défaite du chef carthaginois. La victoire romaine fut complète et la récompense en fut l'Espagne, que les vaincus durent entièrement abandonner aux Romains. Hannibal lui-même – qui avait de peu échappé à la mort dans la bataille – vécut jusqu'en 183 av. J.-C. : réfugié en Asie mineure et sur le point d'être livré aux Romains, il s'empoisonna. Pour ce qui est du Scipion vainqueur, il reçut du Sénat le surnom d'*Africanus*, « l'Africain », amplement mérité : c'est lui – plus que tout autre de ses compatriotes – qui assura que Rome et non Carthage allait régner sur la Méditerranée dans les siècles qui suivirent.

Au cours de cette seconde guerre punique, la Sicile tenue par les Romains constitua une barrière essentielle entre Hannibal en Italie et sa base de Carthage. Elle était aussi le tremplin parfait d'où Rome pouvait lancer des raids sur l'Afrique (à partir de Lilybée) et sur l'Italie

du Sud (à partir de Messine). Il n'y eut pas de problèmes pour eux aussi longtemps que Hiéron fut vivant – mais tout changea après sa mort, en 215 av. J.-C. Le petit-fils et successeur du vieil homme, Hieronymus, conclut un traité avec Carthage. Il fut presque immédiatement assassiné, mais Syracuse resta fidèle à cette nouvelle alliance. Rome envoya une armée sous le commandement du général Marcellus pour assiéger la ville, mais au bout de deux ans Syracuse résistait toujours et même le blocus n'empêchait pas les navires carthaginois d'apporter du ravitaillement à la ville. La raison de ce manque de succès semble bien avoir été un seul homme : le mathématicien et physicien Archimède de Syracuse qui, après avoir passé une bonne partie de sa vie sous le règne du pro-romain Hiéron, consacrait à présent toute son ingéniosité à la cause de Carthage. Parmi ses inventions figurait la « griffe d'Archimède », sorte de grue équipée d'un énorme crochet avec laquelle on pouvait tirer un bateau hors de l'eau avant de l'y laisser retomber brutalement du haut de l'engin pour le démembrer et le couler. Un autre dispositif – décrit par le seul Lucien de Samosate, écrivain romain du II^e siècle de notre ère – était un montage de miroirs concaves en bronze ou en cuivre, calculé pour concentrer les rayons du soleil et incendier à distance les navires romains. Pourtant, toute l'inventivité d'Archimède ne put faire de miracles : Syracuse finit par tomber en 21 av. J.-C. On dit que Marcellus fit aussitôt quérir Archimède, mais lorsque le soldat chargé de cette mission arriva près du savant, celui-ci lui demanda de le laisser finir le problème sur lequel il travaillait. Ne comprenant sans doute pas la réponse, le soldat irrité tua Archimède sur place ! Une seule certitude : Syracuse fut pillée et mise à sac et le savant ne figurait pas parmi les survivants.

Sur ses instructions, sa tombe ne fut ornée que de petites représentations d'une sphère et d'un cylindre. Elle disparut rapidement dans la végétation environnante. Cent trente-sept ans plus tard, elle fut redécouverte par Cicéron lui-même, alors qu'il était questeur en Sicile :

« J'ai réussi à retrouver son tombeau. Les Syracusains n'en savaient rien et affirmaient même qu'il n'existait point. Mais il existait, complètement entouré et recouvert de buissons de ronces et d'épines [...]. En parcourant des yeux les tombes, qui

sont très nombreuses près de la porte d'Agrigente, j'ai fini par apercevoir une petite colonne qui émergeait à peine des buissons, surmontée d'une sphère et d'un cylindre. Je dis aussitôt aux notables syracusains qui se trouvaient à mes côtés à ce moment-là qu'à mon avis, c'était là précisément l'objet même que je cherchais. On envoya des hommes, avec des faucilles pour débroussailler l'endroit. Une fois un chemin ouvert jusqu'au monument, nous allâmes droit à lui [...]. Les vers [de l'épithaphe] étaient encore visibles, mais la seconde moitié de chaque vers avait été rongée¹⁰. »

Que Marcellus fût intervenu ou non en faveur d'Archimède – avec ou sans succès – n'a guère d'importance. Le pire fut en effet le comportement des vainqueurs. Après la prise d'une ville qui avait longtemps résisté, un certain degré de pillage était « normal » et attendu – mais à Syracuse, les Romains raflèrent pratiquement tout ce qui avait une valeur artistique ou marchande : on arracha des statues et des bustes des murs des temples ; on dépouilla de leurs peintures tous les édifices, publics aussi bien que privés. Selon Tite-Live, ce fut le moment où les yeux des Romains s'ouvrirent pour la première fois aux splendeurs de l'art grec. Tout cela est bel et bon – mais le peuple de Syracuse était furieux, à tel point qu'en 212 – l'année même où le consul romain Marcus Valerianus déclara au Sénat : « Il ne reste plus de Carthaginois en Sicile » –, il réussit à persuader les Romains de remplacer Marcellus. Le Sénat sauta sur l'occasion : Marcellus était aussi peu aimé à Rome qu'en Sicile. Il ruminait encore le refus du triomphe qu'il pensait avoir mérité pour la prise de Syracuse : il avait dû se contenter d'une « ovation » officielle qu'il considérait presque comme une insulte. Sa carrière était finie et il le savait bien.

Les guerres puniques eurent un effet de choc. Elles avaient conduit plusieurs fois la République romaine au bord de la catastrophe et lui avaient coûté de 200 000 à 300 000 morts. Et malgré tout, sur l'autre rive d'une mer étroite, la cité de Carthage était toujours debout ; sa population d'environ 750 000 âmes se remettait de sa récente défaite à une vitesse presque effrayante. Pour tout Romain patriote, c'était à la fois un rappel, un reproche et un avertissement. Comment pouvait-on tolérer la survie de cette ville ? *Carthago delenda est* : « Il faut détruire Carthage » – ces mots servaient de conclusion à chaque

discours de Caton l'Ancien devant le Sénat, jusqu'à devenir mot d'ordre. La seule question à résoudre était le moyen d'y parvenir. En 151 av. J.-C., enfin, le prétexte fut trouvé lorsque les Carthaginois entreprirent de défendre leur cité contre les incursions d'un chef de tribu local. Rome décida de traiter cette réaction – parfaitement naturelle et justifiée – comme un *casus belli* et dépêcha sur place, en 149, une nouvelle armée d'invasion. Les Carthaginois choisirent cette fois de se rendre inconditionnellement – jusqu'à ce qu'ils fussent informés des conditions de paix imposées par les Romains : leur cité serait totalement détruite et ses habitants ne seraient pas autorisés à la reconstruire – où que ce fût – à moins de seize kilomètres de la mer. Horrifiés, ils résolurent de résister. Il en sortit un terrible siège de deux ans qui se termina en 146 par la destruction totale de la rivale de Rome. Caton l'Ancien avait été obéi : Carthage était détruite.

Et la Sicile était désormais, à tous égards, une province romaine.

-
1. Sauf pour lui venir en aide contre les Athéniens en 414 av. J.-C. (voir [ci-dessus](#)). (N.d.T.)
 2. Il avait alors plus de soixante-dix ans. (N.d.T.)
 3. Dans *Le Prince* (chap. VIII), cité ici dans la traduction à peine « modernisée » de Gohory, prieur de Marilly, publiée en 1571 – soit moins de quarante ans après la parution de l'original en italien (1532-1533). (N.d.T.)
 4. À ne pas confondre avec la ville d'Himère, sur la côte nord, site d'une bataille antérieure avec Carthage en 480 av. J.-C. (voir [ici](#)). Le fleuve Himère se jette dans la mer sur la côte sud-ouest, près de Licata.
 5. Frédéric II fit reconstruire la ville en 1230, sous le nom de « Terranova ». Elle retrouva son ancien nom en 1927.
 6. On aimerait savoir où et comment Pyrrhus les avait acquis. Dans tous les cas, ils étaient presque certainement africains, comme ceux d'Hannibal après lui. Or, on sait qu'à l'inverse des éléphants indiens, ceux d'Afrique sont réputés impossibles à dresser. Les cornacs de Pyrrhus et d'Hannibal connaissaient-ils des choses que nous ne savons pas ?
 7. À titre de comparaison, le célèbre grand autel de Pergame (197-159) mesurait 36,44 mètres de longueur pour 34,20 mètres de largeur et 12 mètres de hauteur. (N.d.T.)
 8. L'adjectif servant à désigner ces guerres a la même racine que le mot grec « phénicien ».
 9. Appuyée par une cavalerie lourde gauloise recrutée en chemin. (N.d.T.)
 10. Les archéologues pensent que le site se trouve aujourd'hui immédiatement sous le centre commercial « I Papiri ».

LES ROMAINS, LES BARBARES, LES BYZANTINS, LES ARABES

Après l'histoire douloureuse et complexe des tyrans grecs de Sicile et des guerres puniques qui les avaient suivis, celle de l'île sous la domination de Rome fut relativement calme. Nul problème de définition comme « alliés » ou « demi-citoyens » – comme les Romains avaient coutume d'appeler les populations à moitié assujetties sur le continent. Le fait essentiel était que les Siciliens parlaient grec et non latin : leur île n'était pas une province ordinaire, mais une province étrangère ; sa population, des citoyens de seconde classe qui payaient leurs impôts et faisaient ce qu'on leur disait de faire. Ces impôts étaient lourds, mais pas exorbitants. Ils avaient pour fondement le principe de la dîme : un dixième de la récolte annuelle de blé devait être expédié directement à Rome ; mêmes prélèvements pour les fruits, les légumes, les olives et le vin. Il y avait naturellement d'autres exigences financières lorsque cela était nécessaire ou considéré comme tel – ce qui n'est pas toujours la même chose – par les autorités de la République ou leurs représentants locaux. Mais dans l'ensemble et la plupart du temps, la vie était assez tolérable pour les Siciliens. L'exception criante fut le gouvernorat de Caius Verrès – que tous les lycéens latinistes de France et d'Angleterre connaissent grâce aux plaidoiries de Cicéron. Nous y viendrons en temps utile – mais l'affaire date de 73-71 av. J.-C., cent quarante ans après la fin des guerres puniques : que s'était-il passé entre-temps ?

Il n'y a en vérité pas beaucoup de choses à en dire : notre

connaissance de la Sicile au II^e siècle av. J.-C. est très lacunaire. Les chroniqueurs contemporains sont peu nombreux et avarés d'informations ; et le fait même qu'ils s'attachent essentiellement à des questions d'administration et d'impôts suggère qu'il y eut peu d'événements politiques majeurs à relever. Une chose est certaine : les Romains n'ont guère eu de respect à l'égard de la Sicile. L'énorme complexe d'infériorité qu'ils ont toujours conservé vis-à-vis de la culture grecque les a conduits à exploiter l'île à très grande échelle. Quelques cités grecques seulement réussirent à garder un certain degré d'indépendance, mais la majeure partie de l'île fut occupée par des *latifundia* – domaines démesurés possédés par de grands propriétaires romains absents, établissant ainsi un système de propriété qui allait ruiner la Sicile pour les deux millénaires à venir. La liberté disparut presque totalement, tandis que des troupes d'esclaves nus travaillaient dans les champs, semant et récoltant le blé pour Rome.

Rien d'étonnant, donc, à ce que la seconde moitié du siècle ait vu éclater deux grandes révoltes serviles. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants avaient été vendus comme esclaves au fil des guerres sicilienne du III^e siècle, et des dizaines de milliers d'autres lors des combats sur le sol d'Italie même, au cours du siècle suivant. Dans le même temps, le monde hellénistique était en pleine effervescence. La répartition ordonnée des domaines d'Alexandre entre les diadoques était bien finie : l'Asie mineure, l'Égypte et la Syrie étaient désormais déchirées par des querelles dynastiques. Cela impliquait aussi d'autres milliers de prisonniers, militaires et politiques, avec des familles entières, livrés sans retour aux trafiquants ; et dans la Sicile – qui continuait de développer son agriculture extensive, un esclave solide et en bonne santé valait un prix plus que raisonnable.

La population d'esclaves prenait dans l'île une ampleur dangereuse – mais les autorités ne s'en inquiétaient guère : après tout, les révoltes de masse étaient de fait assez rares. Presque par définition, les esclaves – marqués au fer, battus et enchaînés plus souvent qu'à leur tour – étaient dans un état permanent de faiblesse et de démoralisation en raison de la vie qui leur était faite, tandis que leurs conditions d'existence leur interdisaient de se concerter entre eux. En revanche, il ne faut pas oublier qu'une bonne partie des esclaves

débarqués en Sicile étaient intelligents et instruits et que presque tous parlaient le grec. Il arrivait donc parfois que le désespoir les poussât à l'action.

La première révolte commença – pour autant qu'on le sache¹ – vers 139 av. J.-C., sur les domaines d'un certain Damophile d'Enna, « qui surpassait les Perses dans la somptuosité dispendieuse de ses fêtes » et dont les esclaves résolurent (non sans quelque raison) de le tuer. Avant de se lancer dans cette entreprise, ils consultèrent un autre esclave – Eunós, un Syrien – à qui l'on attribuait généralement des pouvoirs de magie ou du moins d'oracle ; les dieux, lui demanda-t-on, seraient-ils favorables à un tel plan ? La réponse fut aussi catégorique que les révoltés pouvaient le désirer. Eunós en personne marcha sur Enna à la tête de 400 esclaves : meurtres, viols et pillages durèrent plusieurs heures. Damophile et sa mégère – Megallis – étaient partis dans leur campagne, mais ils furent promptement ramenés en ville : lui fut tué sur-le-champ ; elle fut livrée à ses esclaves femmes et longuement torturée, avant d'être précipitée du haut du toit. Entre-temps, Eunós avait été proclamé roi, sa maîtresse (et ancienne compagne d'esclavage), reine à ses côtés.

Une fois lancée, la révolte se propagea comme une traînée de poudre. Un certain Cléon, berger cilicien travaillant près d'Agrigente, se joignit à Eunós avec 5 000 hommes ; ils furent vite à Morgantina, puis à Taormina. Le nombre des révoltés devait alors avoisiner les 100 000 – sans qu'on puisse avoir une certitude sur le chiffre exact. Autre mystère : pourquoi, contrairement à la rapidité efficace avec laquelle les Romains traitèrent des soulèvements de moindre importance sur le sol italien, furent-ils aussi lents à envoyer des troupes pour rétablir l'ordre en Sicile ? En admettant qu'ils aient eu d'autres préoccupations à l'intérieur comme à l'étranger, la vérité est que tout au long de leur histoire, les Romains ont constamment sous-estimé la Sicile : le fait qu'elle était une île et non une partie de la péninsule proprement dite semble avoir provoqué cette sous-estimation et ce mépris constants. S'ils avaient correctement apprécié l'importance et l'échelle de ce qui se passait là et qu'ils eussent aussitôt envoyé sur place une troupe suffisante de soldats aguerris dès que les premières nouvelles arrivèrent, Eunós et ses séides ne seraient pas allés bien loin. En l'occurrence, c'est en 132 av. J.-C. seulement – soit sept ans après le début des événements – que la révolte fut

finallement écrasée. Les prisonniers faits à Taormina furent torturés ; les corps, vivants ou morts, jetés du haut des remparts de la citadelle. Leur chef, capturé après une assez longue cavale, fut jeté en prison où il mourut peu après – mais la grande majorité des rebelles fut relâchée. Ils ne constituaient plus une menace et – tout bien considéré – leur vie devait continuer ainsi : les esclaves étaient une nécessité vitale.

À la différence de la première, la seconde révolte servile avait une cause spécifique autre que l'insatisfaction générale. Elle débuta en 104 av. J.-C., alors que Rome subissait à nouveau de sévères pressions – cette fois de la part de tribus germaniques dans le Nord. Afin de faire face plus efficacement à ces menaces, les Romains demandèrent une assistance militaire au roi Nicomède III de Bithynie, en Asie mineure². Nicomède répondit qu'il n'avait malheureusement pas assez de jeunes hommes disponibles, étant donné les razzias régulières effectuées par les trafiquants d'esclaves – que protégeaient les autorités... romaines ! Horrifié, le Sénat décréta que tous les « alliés » de Rome qui avaient été réduits en esclavage fussent affranchis immédiatement. Il est aisé d'imaginer l'effet de ce décret quand il arriva en Sicile. D'immenses troupes d'esclaves se rassemblèrent devant le palais du gouverneur, à Syracuse, pour exiger leur émancipation immédiate. Le gouverneur en affranchit aussitôt 800 – avant de comprendre que s'il continuait ainsi, il allait ruiner l'économie de l'île. Il posa donc sa plume et ordonna de disperser les esclaves non affranchis qui continuaient de s'assembler, en leur demandant de rentrer chez eux. Ils refusèrent, évidemment – et ce fut le début de la seconde révolte.

Comme le décret romain – et le refus d'application du gouverneur – affectait les esclaves de la Sicile entière, toute l'île se retrouva bientôt en état d'insurrection. Le premier chef fut à nouveau un Cilicien, du nom d'Athénion, qui rassembla une troupe de 200 hommes entre Ségeste et Lilybée, avant de se retrouver surclassé par un nommé Salvius – qui n'était peut-être pas un esclave lui-même, mais qui possédait des talents militaires certains et qui était dévoré d'ambition. Conduire une insurrection ne lui suffisait pas : il se fit couronner roi sous le nom grec de Tryphon, portait une toge pourpre et se fit construire un palais fortifié (dont il ne reste aucun vestige). Ses relations avec Athénion fluctuèrent – il le fit même emprisonner un temps – mais quand Salvius fut tué dans une bataille, ce fut

Athénion qui lui succéda sur l'éphémère trône de Sicile.

Les Romains avaient tiré les leçons de la première guerre servile : ils agirent cette fois promptement. Mal commandés au départ, ils rétablirent la situation avec l'arrivée d'un certain Manlius Aquilinus – il avait été second consul à Rome l'année précédente – et, en 100 av. J.-C., la révolte s'effondre bien vite, les rebelles n'ayant pas réussi à prendre une seule grande cité de Sicile. On dit que la dernière centaine à se rendre le fit contre la promesse formelle d'avoir la vie sauve. Comme on pouvait s'y attendre, les Romains s'empressèrent d'oublier ceci et condamnèrent ces hommes à être livrés aux bêtes sauvages dans le cirque. Dernier geste de ces rebelles trompés : au lieu d'être exhibés devant la populace, ils préférèrent se donner la mort – individuellement ou mutuellement – avant le début du spectacle. Le reste des rebelles ayant été tués au combat, les rares survivants retournèrent à leur condition d'esclave.

Un quart de siècle après la fin de la seconde guerre servile, la Sicile accueillit un nouveau gouverneur ; Caius Licinius Verrès. Depuis le début de sa carrière, Verrès avait été un escroc. En 80 av. J.-C., après avoir échappé de peu à des procès pour détournement, il fut envoyé en Cilicie, où lui et son supérieur – le gouverneur Dolabella – dépouillèrent la province de tout ce qu'elle avait de précieux. Deux ans plus tard, Verrès et Dolabella furent rappelés à Rome où Dolabella passa en jugement : il fut condamné, largement grâce au témoignage de Verrès qui se ménagea ainsi la clémence de la justice. En 74 av. J.-C., ayant accédé à la fonction de prêteur, il abusa consciencieusement de cette haute fonction, avant d'être nommé gouverneur de Sicile. Là, il se retrouva pratiquement dictateur d'une île riche et prospère : un superbe fruit mûr pour un brigand de son espèce.

En trois ans seulement, la Sicile subit plus de déprédations qu'au cours des guerres puniques et serviles réunies. Impôts, saisies, confiscations, subornations, viols, tortures, emprisonnements et pillages se multiplièrent à l'envi – non seulement dans les temples mais aussi dans les demeures privées, chez les Siciliens comme chez les citoyens romains également. Il fallut lui construire un navire spécial, assez vaste pour rapporter à Rome les produits de ses pillages. La fin de sa charge coïncida avec une autre révolte servile, celle de Spartacus, en Italie. La Sicile ne fut pas directement affectée, mais

Verrès s'arrangeait pour repérer quelque esclave important d'un riche propriétaire, l'accuser de sédition ou de préparer son ralliement à Spartacus, et le condamner à la crucifixion – signifiant également au propriétaire que seul un pot-de-vin considérable permettrait d'assurer sa libération. Une autre ruse était d'inventer un esclave purement imaginaire pour l'accuser de subversion, puis d'accuser un riche particulier de cacher délibérément ce criminel : là encore, la seule façon d'échapper au procès et à l'emprisonnement était le dessous-de-table.

Les Siciliens – faut-il s'en étonner ? – protestèrent et ces protestations furent si véhémentes que Verrès fut rappelé à Rome en 70 av. J.-C. pour être jugé. Les Siciliens engagèrent comme avocat le grand Marcus Tullius Cicéron. Celui-ci avait été questeur⁴ dans l'ouest de l'île, cinq ans auparavant, et il avait impressionné ses administrés par son application et son intégrité. Il prit sa tâche très au sérieux et passa plusieurs semaines dans l'île à rassembler des preuves et à parler avec des témoins. Puis il revint à Rome et gagna le procès haut la main. Ses plaidoiries sont restées célèbres – mais elles montrent à quel point les usages judiciaires romains différaient des nôtres. Seule la première plaidoirie est relativement courte – elle paraîtrait déjà bien longue aujourd'hui. La deuxième a dû durer plusieurs heures et l'on ne peut que plaindre les malheureux jurés contraints de rester assis pour l'écouter tout du long. Cicéron ne mâchait pas ses mots :

« Certains [citoyens], il [les] a livrés au bourreau ; d'autres, il [les] a fait mettre à mort en prison ; d'autres encore, il [les] a fait crucifier [...]. Le respect dû à tous les sanctuaires et à tous les temples, et les cérémonies qu'on y pratique – tous ont été violés par lui.

« Les insultes faites à la religion des dieux immortels doivent être expiées, et le sang versé de tant de citoyens innocents doit être vengé par le châtimement de cet homme. Car nous avons traîné devant votre tribunal non un simple voleur, mais un pillard en gros ; non un simple adultère, mais un violeur de chasteté ; non un simple sacrilège, mais un ennemi public de toutes choses sacrées et de toute religion ; non un simple assassin, mais un meurtrier barbare et de citoyens et d'alliés. Il n'y a selon moi pas de criminel plus atroce dans

Par bonheur, sur les sept discours prévus, seuls deux furent effectivement prononcés. L'effet du premier fut d'ailleurs si dévastateur que l'avocat défenseur de Verrès, Quintus Hortensius, ne put donner qu'un seul conseil à son client : la fuite immédiate. Un ou deux jours plus tard, alors même que le procès était encore techniquement en cours, Verrès était déjà en route pour Massilia (l'actuelle Marseille). Il y vécut dans un exil doré un quart de siècle encore et ne revint jamais à Rome.

Les quelques pages qui suivent peuvent paraître une sorte de digression, car elles sont liées à l'histoire de Rome – dont elles constituent le chapitre le mieux connu – plus qu'à celle de la Sicile. Mais cela vaut la peine de les reprendre ici, car elles eurent un profond impact sur les événements qui suivirent et qui affectèrent à leur tour le développement de l'ensemble du bassin méditerranéen.

Cela commence avec les trois militaires qui dominèrent alors le destin de la République romaine : Cnaeus Pompeius Magnus (Pompée), Marcus Licinius Crassus et Caius Julius Cæsar (César). Pompée était un militaire pur – de surcroît extrêmement ambitieux ; Crassus était un banquier immensément riche, bon général quand il voulait l'être, mais qui préférait habituellement rester à Rome à combiner tranquillement sa carrière politique et ses affaires financières. Son principal exploit militaire fut l'écrasement de la révolte de Spartacus, en 73 av. J.-C. Après sa victoire décisive en Apulie, il fit exécuter Spartacus sur-le-champ, puis crucifier 6 000 esclaves dont les croix jalonnèrent les deux côtés de la voie Appienne.

Cette année-là, Jules César avait vingt-sept ans. Sa réputation à Rome était déjà celle d'un intellectuel cultivé et d'un redoutable orateur au Sénat, mais aussi prodigue de fêtes somptueuses et perpétuellement endetté. Grand amateur de relations amoureuses – avec des femmes aussi bien qu'avec des hommes –, il n'en avait pas moins été élu *Pontifex Maximus*, « Grand Pontife » – c'est-à-dire chef des prêtres de Rome. En bref, un homme talentueux et fascinant, mais peu fiable. Élu consul en 59 av. J.-C., il proposa une coalition à Crassus et Pompée – qui s'empressèrent d'accepter. Trois ans plus tard, à Lucques, les triumvirs ambitieux se rencontrèrent et décidèrent de se

partager le monde romain en trois zones d'influence. L'Orient irait à Crassus, qui mènerait une expédition au-delà de l'Euphrate contre les Parthes de l'Empire perse ; l'Occident serait pour Pompée, avec cinq ans de responsabilités en Espagne – dont le gouvernement serait largement délégué à des subordonnés, ce qui permettrait à Pompée de garder la main sur l'administration à Rome ; le centre reviendrait à César, qui pourrait retourner en Gaule – où il avait combattu depuis la fin de son consulat – afin d'y étendre et consolider ses conquêtes.

Bien entendu, cet arrangement ne dura guère. Crassus fut lourdement battu par les archers parthes à cheval, et tué avec plus de 5 000 de ses légionnaires. Dans le même temps, César et Pompée devenaient de plus en plus conscients que Rome n'était pas assez grande pour deux. Mais Pompée avait l'avantage d'être à Rome, et lorsque César – qui était à Ravenne – apprit que son rival avait obtenu le commandement de toutes les forces de la République, il sut – selon sa propre expression – que « les dés [étaient] jetés ». Dans la nuit du 10 janvier 40 av. J.-C., il franchit avec la seule légion qu'il avait gardée le Rubicon, petit fleuve côtier qui formait la limite sud de la Gaule cisalpine. Le sort des armes allait décider : c'était la guerre civile.

César rencontra peu d'opposition. Les villes lui ouvrirent leurs portes l'une après l'autre sans combat ; et les rares fois où il dut se battre, ses troupes bien aguerries surclassèrent aisément toutes celles qu'on pouvait lui opposer. Pompée fut bientôt obligé de s'enfuir en Dalmatie – mais César ne le poursuivit pas : il se mit en route vers l'Espagne, centre vital du pouvoir de son ennemi à l'ouest, et franchit les Pyrénées avec 40 000 légionnaires. Il en avait 70 000 face à lui, commandés par trois des principaux – et des meilleurs – généraux de Pompée. César réussit à les manœuvrer si bien qu'ils finirent par capituler.

Ses ennemis étant ainsi « atomisés », César n'eut aucun mal à se faire réélire consul en 48 av. J.-C. Il marcha alors contre Pompée qui s'était replié en Grèce, en Thessalie. Et c'est là que le 9 août, dans la plaine étouffante de Pharsale, les deux armées finirent par se rencontrer. Aidé par le jeune tribun Marc Antoine, qui commandait son aile gauche, César remporta une victoire facile. Pompée fut, dit-on, le premier à rompre le combat : il gagna la côte, puis l'Égypte où il fut bientôt assassiné. César était désormais le maître absolu. Le Sénat

était rempli de ses créatures, par l'intermédiaire desquelles il dirigeait la République ; et à travers elle, l'ensemble du monde civilisé. Un véritable culte de la personnalité s'instaura et grandit rapidement autour de lui. Des bustes le représentant furent distribués dans toute l'Italie et au-delà ; son effigie apparut sur le monnayage de l'État – nouveauté totalement inouïe à Rome. Toutefois, rien de tout cela ne le rendit vraiment populaire. Avec tous les leviers du pouvoir concentrés dans ses mains, la route était pour le moment bloquée à l'ambition des jeunes politiciens, qui supportèrent de moins en moins son arrogance, ses caprices et surtout son insolente et immense richesse. Ils blâmaient également ses longues absences pour ses campagnes, qu'ils considéraient à la fois comme inutiles et irresponsables. Il avait après tout cinquante-six ans et on le savait épileptique : les guerres à venir seraient sûrement confiées à ses généraux. Mais César ne l'entendait pas du tout de cette oreille : au début de 44 av. J.-C., il annonça une nouvelle expédition en Orient, afin de venger la mort de Crassus et de ses légions, et de donner une leçon aux Parthes. Il en prendrait personnellement la tête et partirait le 18 mars.

Pour les patriciens de Rome, être gouverné par un dictateur était déjà assez pénible, mais la perspective d'être sous la coupe de ses secrétaires pendant les deux années à venir (ou plus) était juste intolérable. Et la grande conspiration se mit en place. Elle fut conçue et dirigée par Caius Cassius Longinus, ancien partisan de Pompée à qui César avait pardonné. Avec lui se trouvait son beau-frère, Marcus Brutus, que César avait nommé gouverneur de la Gaule cisalpine. Lui et Cassius réunirent une soixantaine de complices et tout fut prêt pour le 15 mars.

Ce jour-là, trois jours avant le départ prévu pour l'Orient, César assistait à une réunion du Sénat dans la grande salle jouxtant le théâtre de Pompée. Les conspirateurs s'assurèrent que son principal lieutenant, Marc Antoine, serait retenu en conversation par un des leurs et passèrent à l'attaque. Le premier à frapper – à la gorge – semble avoir été Publius Casca. César fut vite entouré d'une meute d'assaillants cherchant à qui mieux mieux à planter leur arme dans la partie du corps qu'ils pourraient atteindre. Leur victime se défendit comme elle put, mais elle n'avait aucune chance. Pour finir, couvrant sa tête ensanglantée d'un pan de sa toge, César tomba près du socle de

la statue de Pompée.

Le voyant mort, tous les sénateurs présents furent pris de panique et s'enfuirent du bâtiment, laissant le corps sur place. Au bout de quelque temps, trois esclaves arrivèrent avec une litière et l'emportèrent chez lui – un bras traînant par terre, selon la chronique. Quand les médecins examinèrent le corps, un peu plus tard, ils dénombrèrent vingt-trois blessures – dont une seule, semble-t-il, avait été fatale.

Seulement six mois avant sa mort, Jules César avait formellement adopté son petit-neveu, Caius Octavius. Alors âgé de dix-neuf ans seulement, Octave ou Octavien – on le connaît sous ce nom, dans sa période pré-impériale – avait été élevé dès longtemps pour les honneurs. À l'âge de trois ans déjà, il avait été nommé *Pontifex Maximus* ; il avait par la suite combattu courageusement avec César en Espagne. À la mort de son grand-oncle et malgré sa jeunesse, il pouvait donc s'attendre à hériter du pouvoir, mais le principal lieutenant de César, Marc Antoine, fut plus rapide : sans hésiter à falsifier certains documents de son patron, il prit le contrôle de l'État. Octavien résista et – largement grâce au soutien de Cicéron, qui détestait les autocrates en général et Antoine en particulier et fit une série de discours particulièrement durs contre celui-ci – gagna progressivement une majorité au Sénat. Rome était de nouveau partagée en deux et à la veille d'une nouvelle guerre civile. En novembre 43, toutefois, après une « réconciliation » difficile, Octave et Antoine s'entendirent avec Lépide (Marcus Æmilius Lepidus), autre général de César, pour former un second triumvirat officiel – de cinq ans cette fois – qui avait une double tâche : premièrement venger César, deuxièmement remettre le gouvernement de la République moribonde en ordre de marche.

Dans cet affrontement de titans, il y avait eu maints combats dans les deux Gaules (transalpine et cisalpine), en Espagne et en Grèce. Il y avait même eu une brève campagne en Afrique du Nord où le roi Juba de Numidie, allié de Pompée, avait remporté une belle victoire sur Curion – un autre général de César – sur les rives du Bagradas. La Sicile, cependant, était heureusement restée à l'écart des affrontements. Cet isolement n'allait pas durer et le premier qui en fit un champ de bataille fut le fils cadet de Pompée le Grand, Sextus. Il

s'était joint à son père après la défaite de Pharsale et l'avait accompagné en Égypte – où il avait personnellement assisté, en 48 av. J.-C., à son assassinat. Sextus avait alors rejoint l'opposition à César et s'était battu en Afrique du Nord, puis avec son frère aîné Cnaeus en Espagne. Là, après un de ses raids foudroyants dont il avait le secret (2 400 kilomètres en moins d'un mois), César avait vaincu les deux frères en 45 av. J.-C. à la bataille de Munda. Cnaeus avait été capturé et exécuté, mais Sextus était resté en liberté et se trouvait toujours en Espagne quand arrivèrent les nouvelles de la mort de César. Dans la confusion qui s'ensuivit, n'ayant pas trop d'idées sur ce que l'avenir lui réservait, Sextus mit rapidement sur pied une armée et une petite flotte, et partit pour la Sicile.

Il était prévisible que le triumvirat, déterminé à éliminer toute opposition, ferait tôt ou tard mouvement contre lui, mais la première de ses priorités était de châtier Brutus, Cassius et leurs séides. Sextus n'était donc pas pressé : il savait qu'il avait beaucoup de temps devant lui pour se préparer à cette rencontre. Commenant par l'angle nord-est de l'île, il se rendit d'abord maître de Messine, après quoi les autres cités côtières – y compris Syracuse – semblent l'avoir accueilli sans combats. À l'été 44, son autorité était reconnue sur la majeure partie de la Sicile ; dans le même temps, le nombre de ses partisans avait augmenté de façon spectaculaire. On y trouvait de nombreux Romains distingués de l'ordre sénatorial et de l'ordre équestre, avec des personnages comme Tiberius Claudius Néron, son épouse Livie – qui allait divorcer plus tard pour épouser... Octavien – et leur fils (le futur empereur Tibère). Il y avait en outre les anciens partisans de Pompée, plus tous ceux qui avaient été victimes du triumvirat, un grand nombre d'esclaves fugitifs et – inévitablement – la racaille habituelle d'aventuriers qui n'étaient pas opposés à un peu de flibuste lucrative. La piraterie régnait sur les mers : non seulement Sextus arrêtait les convois de blé pour Rome, mais il établit un blocus virtuel de toute l'Italie méridionale et posta des navires de guerre dans toute l'Adriatique, afin d'empêcher le ravitaillement de l'armée qui poursuivait Brutus et Cassius dans les Balkans.

C'est seulement en octobre 42, après les batailles jumelles de Philippes (en Macédoine), que les chefs de la conspiration, vaincus, se donnèrent la mort. Les triumvirs auraient dû avoir toute liberté de s'intéresser au rebelle qui était maintenant leur principal ennemi. Ils

n'inquiétèrent pourtant pas Sextus, à tel titre que celui-ci put s'emparer de la Sardaigne en 40. L'année suivante, plus puissant que jamais, il signa même avec eux un traité de paix à Misène, dans la baie de Naples. La raison prétextée par les triumvirs était qu'ils avaient besoin d'avoir les mains libres pour lancer une nouvelle campagne contre les Parthes, que devait conduire Antoine ; la véritable raison était en réalité le mécontentement du peuple de Rome, qu'un blocus de cinq ans avait amené au bord de la famine. Les termes du traité représentaient tout ce que Sextus aurait pu souhaiter : les triumvirs reconnaissaient sa souveraineté sur la Sicile, la Corse et la Sardaigne ; en échange, il acceptait de lever le blocus, de reprendre les livraisons régulières de blé et de ne pas accueillir davantage d'esclaves fugitifs.

Tout cela était peut-être trop beau pour être vrai. En tout état de cause, cela ne dura pas. Les hostilités reprirent rapidement et, en 38, Octavien tenta une invasion totale de la Sicile – mise en échec par le mauvais temps. Nouvel essai l'année suivante, sans plus de succès : il fut cette fois défait en bataille navale au large de Messine et contraint de se retirer. La victoire arriva enfin en 38, grâce au meilleur amiral de Rome, Marcus Vipsanius Agrippa, qui lança contre la Sicile deux flottes distinctes – une conduite par Octavien, l'autre par Antoine – tandis qu'une troisième, commandée par le troisième triumvir, Lépide, partait d'Afrique du Nord. Il y eut plusieurs batailles désespérées : en août, Agrippa défit Sextus près de Milazzo, tandis qu'Octavien était battu (et sévèrement blessé) au large de Taormina. Mais la rencontre décisive eut lieu le 3 septembre, près du port voisin de Nauloque (*Naulochus*). Les vaisseaux d'Agrippa étaient plus neufs et plus grands que ceux de Sextus et ils étaient dotés d'une arme secrète, le *harpax* : un puissant grappin lancé par catapulte, qui permettait d'immobiliser un navire ennemi pour lancer l'abordage. À la fin de la bataille, il ne restait plus à la mer que 17 des 200 navires engagés par Sextus. Lui-même put s'échapper à temps et se réfugier à Milet, en Asie mineure, où il fut capturé l'année suivante. Il y fut exécuté sans jugement – ce qui était strictement illégal, puisqu'il était citoyen romain. Mais il s'était lui-même mis hors-la-loi pendant la majeure partie de sa vie – et Rome en avait assez de lui.

La mise sur pied d'une flotte contre Sextus Pompée à partir de l'Afrique fut la dernière contribution importante du triumvir Lépide :

d'un commun accord avec les deux autres, il se contenta définitivement d'un rôle subalterne. Les autres se partagèrent alors le monde romain – Antoine prenant l'Orient, Octave l'Occident.

La petite ville de Tarse est peut-être mieux connue aujourd'hui comme lieu de naissance de saint Paul – mais une quarantaine d'années avant la naissance de l'apôtre, elle fut le théâtre d'un autre événement qui devait avoir sur l'histoire du monde un effet beaucoup plus important qu'on ne pourrait le penser. C'est en effet là que dans l'été 41, Marc Antoine jeta pour la première fois les yeux sur la reine d'Égypte Cléopâtre VII. Six ans auparavant, Jules César en avait fait sa maîtresse, avant de l'installer sur le trône d'Égypte avec l'homme qui était à la fois son frère et son beau-frère, Ptolémée XIV. Peu de temps après, selon la tradition familiale officielle des pharaons, reprise par la dynastie lagide, Ptolémée devint aussi son mari. Cette triple relation ne réussit pas à lui attirer ses bonnes grâces puisqu'elle le fit assassiner en 44. Elle était à présent seule maîtresse du pouvoir suprême – mais il lui fallait un nouveau protecteur romain : aussi vint-elle à Tarse, où elle savait pouvoir trouver ce qu'elle cherchait.

Malgré le « témoignage » de Shakespeare et la célèbre remarque de Pascal sur la longueur de son nez dont l'éventuelle modification aurait pu changer « la face du monde », Cléopâtre était séduisante plutôt que classiquement « belle ». Dans sa *Vie d'Antoine*, Plutarque reconnaît que « sa beauté, à ce qu'on dit, n'était pas incomparable au point d'impressionner d'emblée ceux qui la voyaient ». Elle possédait toutefois une particulière « suavité dans le ton de sa voix ». Dans tous les cas, elle eut aussi peu de difficultés à séduire Marc Antoine qu'elle n'en avait eu avec César. Elle réussit même à le persuader d'arranger la mort de sa sœur Arsinoé, à qui elle n'avait jamais pardonné d'avoir naguère établi un régime rival à Alexandrie. (Arsinoé fut alors la dernière de ses cinq frères et sœurs à mourir de mort violente – deux d'entre eux au moins à l'initiative personnelle de Cléopâtre.) Antoine se fit un plaisir de l'obliger et fut invité en retour à passer l'hiver en Alexandrie. Les deux amants n'allèrent pas se revoir de trois ans. Mais en 37 av. J.-C., Antoine invita Cléopâtre à venir le rejoindre dans sa capitale d'Antioche. Leur liaison fut alors officialisée – et sanctionnée l'année suivante par la naissance d'un second fils.

À Rome, Octave – dont la sœur Octavie venait d'être mariée à Antoine – fut naturellement outragé par le comportement de son beau-

frère et se trouva de plus en plus amer devant l'emprise manifeste que Cléopâtre avait sur lui. En 32, une fois le divorce d'Antoine et Octavie officialisé, Octave déclara la guerre à Antoine. Le 2 septembre 31, les flottes ennemies se rencontrèrent au large d'Actium, non loin de l'île de Corfou. Octave remporta une victoire décisive et poursuivit les vaincus jusqu'à Alexandrie. La scène finale se joua toutefois un an plus tard. Le 1^{er} août 30, alors que le vainqueur entrait dans la capitale, Cléopâtre se barricada dans sa résidence privée et fit courir le bruit qu'elle s'était donné la mort. Sur ce, Antoine se jeta sur son épée pour se tuer, mais, apprenant que la nouvelle était fausse, il eut le temps de se faire porter en litière jusqu'à elle, pour un dernier entretien avant de succomber (selon Plutarque).

La façon dont Cléopâtre mourut est moins assurée. Elle s'empoisonna très probablement. Plutarque rapporte l'histoire de la vipère de même que Shakespeare le fera plus tard, cependant, comme ce dernier le fera observer, « personne ne connaît la vérité ». La théorie de la morsure d'un serpent est toutefois très plausible : le cobra – animal sacré d'Amon-Rê, le dieu-Soleil – était un symbole royal depuis les premiers pharaons, et sa représentation ornait les diverses couronnes officielles. On pouvait difficilement imaginer une mort plus royale. De façon peut-être plus révélatrice, Suétone rapporte qu'Octave, apprenant le mode de suicide de Cléopâtre, avait fait appeler des montreurs de serpents pour extraire le venin de la plaie. Si c'est vrai, il est probable qu'ils arrivèrent trop tard.

La bataille d'Actium eut deux énormes conséquences. Avant tout, elle garantit que le centre du pouvoir politique restait solidement enraciné en Italie et en Occident. Selon les accords passés avec Octave après Philippes, les terres majoritairement hellénophones du bassin oriental de la Méditerranée avaient été dévolues à Marc Antoine : si ce dernier l'avait emporté, il aurait certainement continué de les favoriser de toutes les façons possibles. Avec Octave, Rome gardait la suprématie et cette situation allait perdurer trois siècles et demi jusqu'en 330 de notre ère (lorsque Constantin le Grand quitta la Ville pour aller fixer la nouvelle capitale de l'Empire en Orient, à Constantinople).

La deuxième conséquence d'Actium fut d'établir Octave, à trente-deux ans, comme l'homme le plus puissant et maître incontesté du

monde civilisé alors connu. Le problème qui se posait à lui était maintenant de savoir comment consolider au mieux sa position. La République romaine était morte *de facto* : c'était un fait acquis. Mais la tentative autocratique de Jules César lui avait été fatale et son petit-neveu était bien déterminé à ne pas commettre les mêmes erreurs. Pendant quelque temps, il fallait garder – au moins en apparence – les vieilles formes républicaines : de 32 à 23 av. J.-C., Octave fut régulièrement nommé consul, base constitutionnelle légale de son pouvoir. Mais l'adoption du nouveau titre d'Auguste (*Augustus*), le 16 janvier 27, montrait clairement vers quoi l'on se dirigeait.

Il est donc impossible de dater avec précision la fondation de l'Empire romain. Ce fut un processus graduel – mais peut-être était-ce mieux comme cela. Dans sa jeunesse, Auguste – c'est ainsi qu'il convient dorénavant de l'appeler – avait été certainement avide de pouvoir ; une fois qu'il y fut parvenu, il s'adoucit et devint un homme d'État. Ses autres réalisations sont plus difficiles à cerner. Il réorganisa l'administration et l'armée ; il créa des bases navales permanentes dans tout le bassin méditerranéen dont Rome était à présent la maîtresse incontestée. Entre 200 av. J.-C. et 200 de notre ère, il y eut là une densité de trafic commercial incomparablement supérieure à ce que les millénaires suivants devaient connaître. Et surtout, il remodela la vieille République pour lui donner la forme nouvelle que sa vaste expansion avait rendu nécessaire, et réconcilia d'une certaine façon avec elle toutes les classes de la société romaine, en les conviant à soutenir le nouveau régime. On a répété qu'il avait trouvé à Rome une ville de briques et qu'il avait quitté une ville de marbre – mais il fit beaucoup plus : il trouva une république et il quitta un empire – empire dont la Sicile serait désormais partie intégrante.

Une fois Sextus Pompée définitivement hors jeu, Auguste prit sa revanche. Peut-être les blessures personnelles reçues lors de la bataille navale devant Taormina accrurent-elles sa vindicte : dans tous les cas, il semble avoir été déterminé à faire payer aux Siciliens leur soutien à l'intraitable Sextus. Il imposa de lourdes amendes à toute l'île et les villes qui lui avaient résisté eurent de bonnes raisons de regretter leur présomption. Toute la population de Taormina fut déportée et 6 000 esclaves dont les maîtres avaient été tués ou étaient disparus dans la bataille furent empalés.

Comme toujours, la Sicile s'en remit, mais la situation avait

profondément changé. En premier lieu, les Romains y étaient beaucoup plus nombreux qu'auparavant. De vastes domaines autour de Catane furent donnés en signe de reconnaissance à l'amiral Agrippa, qui avait joué un rôle primordial dans la défaite de Sextus (à sa mort, toutes ces terres revinrent à l'empereur). D'autres officiers âgés et vétérans des légions furent de même récompensés par des terres situées au nord et à l'est de l'Etna, centres des troubles dans le passé. On pouvait compter sur leur loyauté et ils contribuèrent aussi à la lente – mais progressive – « romanisation » de l'île. Par décret impérial, tous les Italiens devinrent des citoyens de plein droit – mais pas les Siciliens. Après une visite impériale officielle en 22 ou 21 av. J.-C., il accorda toutefois à six cités – Taormina (sans doute pardonnée), Catane, Syracuse, Tindari⁶, Termini et Palerme – le statut de *colonia*, ce qui faisait de leurs habitants des citoyens romains de plein droit (le fait que la grande majorité de ces populations étaient en fait des Grecs – qui ne parlaient pas un mot de latin – dut créer quelques problèmes, mais nous n'avons aucun moyen de savoir comment ils furent réglés).

Dans les vestiges de l'antique Ostie (le port de Rome), on peut toujours admirer une vaste mosaïque de sol (du I^{er} siècle de notre ère) célébrant les quatre provinces d'où Rome recevait son blé : la Sicile y figure bien sûr, avec l'Espagne, l'Afrique et l'Égypte. Cela suggère de façon on ne peut plus claire que l'île n'était plus le seul grenier de la capitale : de grands progrès dans l'économie agraire de l'Afrique du Nord et la récente acquisition de l'Égypte par Auguste y avaient pourvu. Mais la Sicile restait toutefois et presque certainement la principale fournisseuse – c'était d'ailleurs et de beaucoup la plus proche – et cela suffisait à garantir sa prospérité, aussi longtemps que la situation politique le permettait.

Ce fut le cas pendant environ quatre siècles – ou du moins cela semble l'avoir été. La vérité est en fait que nous ne connaissons presque rien de l'histoire de la Sicile pour la majeure partie des cinq premiers siècles de l'ère chrétienne. Les écrivains des deux premiers siècles, comme Tacite ou Suétone, en font rarement mention. Il semble y avoir eu un épisode mineur de brigandage dans les années 260, mais cela mis à part, l'île doit avoir été étonnamment tranquille. Elle fut également prospère – comme on peut s'en rendre compte par une visite aux vestiges de la grande villa de Casale (à six kilomètres de la

ville moderne de Piazza Armerina), construite dans le premier quart du IV^e siècle. Il reste peu de murs debout, mais ce qui coupe le souffle est à la fois la quantité et la qualité des mosaïques de sol déployées sur 3 500 mètres carrés. Le propriétaire de cette résidence extraordinaire n'a jamais été identifié, mais il était à coup sûr immensément riche pour faire construire une résidence de cette valeur (qui n'était peut-être d'ailleurs qu'un rendez-vous de chasse). On y trouve d'innombrables scènes de chasse et de pêche, de vie animale et de vie marine, de danses, de banquets... et de viticulture. Nous y voyons même des scènes tirées de la mythologie grecque – y compris Orphée avec son luth, les travaux d'Héraclès, et même Ulysse dans la grotte de Polyphème. Ceux qui connaissent le musée du Bardo, à Tunis, savent l'étonnante richesse des mosaïques de sol dans l'Afrique romaine. Celles de la villa de Casale sont presque certainement dues à ces artisans africains – le surprenant étant qu'il n'y a (et de loin) rien de comparable ailleurs dans toute l'île.

Au cours des premiers siècles, des visiteurs occasionnels – y compris l'empereur Caligula – vinrent de Rome pour jouir des beautés de Syracuse, qui malgré de nombreuses déprédations avait gardé quelque chose de son aura de capitale culturelle, ou pour contempler les déchaînements de l'Etna. Les seuls autres empereurs connus pour avoir mis le pied en Sicile furent Hadrien – qui est allé partout – et Septime Sévère qui en avait été le gouverneur dans sa jeunesse. Même la décision historique de Constantin, en 330, de déplacer la capitale de l'Empire à Constantinople ne semble guère avoir affecté la Sicile. Et lorsque l'Empire éclata de nouveau en 395, avec une série de dynastes fantoches établis le plus souvent à Ravenne, l'île resta hors de leurs préoccupations.

Le choix de faire du christianisme la religion officielle de l'Empire romain – autre initiative majeure de Constantin le Grand – eut un impact en Sicile comme ailleurs, la nouvelle religion y progressant plus rapidement. À l'époque du Christ, l'ancienne religion grecque avait prévalu, mais on trouvait aussi des sanctuaires à des divinités orientales telles que Cybèle et Sérapis. Il y avait même à Taormina un temple à Isis⁷. Mais à partir du début du IV^e siècle, le christianisme se diffusa rapidement dans toute l'île : aucun visiteur de Syracuse ne doit manquer les immenses catacombes antiques de Santa Lucia et de San Giovanni – en usage continu du III^e au VI^e siècle, et qui ne le cèdent en

importance qu'à celles de Rome. Dans le même temps, la conversion des anciens édifices païens avait sérieusement commencé – l'ancien temple d'Athéna à Syracuse fut converti bien avant 600 – et l'organisation de l'Église marcha du même pas. Un certain Chrestus, évêque de Syracuse, participa au concile d'Arles, en 314, et l'évêque Paschasinus de Lilybée assista au concile œcuménique de Chalcédoine, en 451 (il est intéressant de noter que ce dernier fit son discours en latin, tout en exigeant la présence d'un interprète pour le reste des séances). En 447, le pape Léon I^{er} adressa une lettre « aux évêques de Sicile » et, à l'époque de Grégoire le Grand (fin du VI^e siècle), ils étaient au moins douze – dont un sur l'île de Lipari.

Le même Grégoire s'intéressait manifestement à la Sicile : il n'y fonda pas moins de six monastères, mais ses lettres le montrent profondément troublé par la mauvaise grâce du bas clergé à embrasser la règle du célibat. C'est assez facile à comprendre : la plupart des Siciliens continuaient de parler grec et, quoique soumis à l'Église romaine, ils suivaient sans doute le rite grec dans lequel les prêtres ordinaires sont tenus de se marier – à la différence des moines et des évêques qui n'en ont pas le droit. Après la conquête byzantine, l'influence du rite grec grandit naturellement – mais curieusement, les Siciliens continuèrent de construire presque toutes leurs églises sur un plan basilical – avec une nef, éventuellement des bas-côtés, des marches pour accéder au chancel et probablement une abside semi-circulaire à l'extrémité est. Les églises à plan de croix grecque sont relativement rares.

Il semble y avoir eu aussi, vers cette époque, une importante immigration juive. À la fin du VI^e siècle, nous voyons Grégoire d'un côté demandant à ses représentants locaux d'essayer de convertir ces juifs en leur proposant des baisses d'impôts et de taxes ; de l'autre, ordonnant solennellement à l'évêque de Palerme de restituer ou remplacer les synagogues qu'il avait transformées de force en églises, et de rétablir tout leur mobilier. Assez bizarrement, les juifs siciliens n'étaient pas astreints à leurs propres lieux d'inhumation : ils étaient manifestement heureux de partager les cimetières chrétiens – où souvent des ménorahs grossièrement gravées sont les seuls signes distinctifs de leurs tombes.

Au V^e siècle, les Barbares arrivèrent. Parmi leurs tribus nombreuses

et variées, trois seulement nous intéressent : les Goths, les Huns et les Vandales. Tous les trois firent peser – à divers moments – de lourdes menaces sur l'Empire (dont une seule affecta vraiment la Sicile). Les trois groupes auraient difficilement pu être plus différents. À la fin du ^{ve} siècle, les Goths étaient devenus un peuple relativement civilisé, la grande majorité d'entre eux étant des chrétiens arianistes⁸. Et tandis que leur branche occidentale – celle des Wisigoths – était toujours dominée par des chefferies locales, leur branche orientale (celle des Ostrogoths) avait déjà évolué vers un royaume prospère d'Europe centrale. Les Huns, en revanche, étaient de vrais sauvages – une horde indisciplinée d'origine mongole, qui avait déboulé des steppes centrasiatiques, semant terreur et dévastation sur son passage. Pour ce qui est des Vandales, derniers des grands peuples barbares à avoir étendu leur ombre sur le malheureux ^{vi}e siècle, ils eurent relativement peu d'influence directe sur l'Empire romain, mais leur impact sur le bassin méditerranéen fut plus grand que celui des deux autres peuples réunis.

Les premiers à frapper furent les Goths : à trois reprises, entre 408 et 410, le chef wisigoth Alaric vint assiéger Rome. Le premier siège affama la Ville et les Romains furent obligés de payer une énorme rançon. Le deuxième siège s'acheva quand ils acceptèrent de déposer l'empereur ; et le troisième se conclut par la mise à sac. Après quoi arrivèrent les Huns. Ils avaient fait leur première incursion en Europe dès 376 – mais ce premier contact avec le monde civilisé avait eu peu d'effets sur eux. La grande majorité d'entre eux continuait de vivre et de dormir en plein air, dédaignant toute agriculture et même toute nourriture cuite : ils aimaient toutefois attendrir les pièces de viande crue en les plaçant entre les flancs du cheval et leurs propres cuisses quand ils chevauchaient. Pour se vêtir, ils affectionnaient des tuniques faites de peaux de mulots grossièrement cousues ensemble, qu'ils portaient en permanence jusqu'à ce qu'elles tombent d'elles-mêmes. Leur maison était la selle, qu'ils quittaient rarement, même pour manger ou dormir. Leur chef Attila était typique de cette race : petit, trapu et le nez épaté, avec de petits yeux ronds dans une tête trop grosse pour le corps et une légère barbe broussailleuse. Dans les quelques années de son arrivée à la tête de la Horde, il se fit rapidement connaître en Europe comme le « fléau de Dieu » – plus redouté que n'importe quel personnage de l'Histoire, à l'exception

peut-être de Napoléon.

C'est seulement en 452 qu'il lança ses cavaliers sur l'Italie. Toutes les grandes cités de Vénétie furent incendiées ; Pavie et Milan, mises à sac. Puis il prit la direction du sud, vers Rome – et s'arrêta soudain. Pourquoi ? Cela reste un mystère. Traditionnellement, le mérite en a toujours été attribué au pape Léon le Grand qui serait venu au-devant d'Attila, au nord, pour le rencontrer et le persuader de ne pas aller plus loin – mais cela paraît peu vraisemblable. Dans tous les cas, Rome fut sauvée. Un an plus tard, une soudaine hémorragie mit fin à l'épopée sauvage, dans la nuit qui suivit les noces d'Attila avec une nouvelle épouse (alors même que son « harem » était déjà bien fourni). Avec ce flot de sang répandu, toute l'Europe respira de nouveau – mais pas pour longtemps, comme on pouvait s'y attendre.

Ce fut alors aux Vandales d'entrer en scène – seuls Barbares à venir par la mer. Ces tribus germaniques, de foi fanatiquement arianiste, avaient fui vers l'ouest devant les Huns, un demi-siècle plus tôt environ, et s'étaient installées en Espagne en 409, après avoir envahi et ravagé de vastes secteurs de la Gaule. Ils y restèrent jusqu'en 428, lorsque leur nouveau roi Genséric (ou Gaiseric) fit passer tout son peuple en Afrique du Nord. Onze ans plus tard, il s'empara de Carthage¹⁰, dernière place forte de l'Empire sur la côte, qu'il transforma en une sorte de base de pirates. L'avenir de la Sicile devenait sombre. Genséric la razzia deux fois, en 440 et 456, mais c'est seulement en 468 – il était alors proche de quatre-vingts ans – qu'il prit le contrôle de toute l'île. Il ne le garda qu'environ huit ans, sans se distinguer en bien ou en mal.

Cela nous amène en 476. L'Empire romain était à l'agonie et ce fut l'année de son dernier soupir. L'abdication de son dernier empereur – un enfant pathétique appelé Romulus Augustule, diminutif dérisoire – n'a rien de surprenant. Il fut renversé par un autre Barbare du nom d'Odoacre, qui refusait la dyarchie d'empereurs devenue *de facto* obsolète. Ne reconnaissant désormais que l'autorité du seul empereur de Constantinople (en l'occurrence, Zénon), il lui demanda le seul titre de « patricien » sous lequel il se proposait de régir l'Italie au nom de l'empereur byzantin. L'une de ses premières décisions fut de racheter la Sicile à Genséric, moyennant le paiement d'un tribut annuel.

Cinq ans auparavant, en 471, un jeune homme de dix-sept ans du nom de Théodoric avait succédé à son père comme chef suprême des

Ostrogoths. Il n'avait reçu aucun enseignement formel – voire pas du tout d'éducation – dans les dix années de son enfance passées comme « otage » politique à la cour de Constantinople : on dit que toute sa vie, il « signa » son nom en l'écrivant au pochoir à l'aide d'une plaque d'or perforée. Mais il avait acquis là-bas une compréhension instinctive des Byzantins et de leur habileté, laquelle était de le garder en réserve pour les années à venir. Une fois au pouvoir, son principal objectif – comme celui de tant de chefs barbares avant lui – fut de trouver et d'assurer une terre permanente pour son peuple. Il allait consacrer le plus clair des deux décennies suivantes à réaliser ce plan – se battant tantôt pour, tantôt contre l'Empire ; discutant, négociant, menaçant et cajolant tour à tour. En 487 enfin, il mit au point un arrangement avec Zénon : Théodoric emmènerait tout son peuple en Italie, renverserait Odoacre et dominerait l'Italie, promue royaume ostrogoth sous suzeraineté impériale. Le grand exode fut ainsi lancé au début de 488 : hommes, femmes et enfants, chevaux et animaux de bât, bovins et moutons, parcoururent lentement les plaines de l'Europe centrale en quête de terres plus vertes et surtout plus paisibles.

Odoacre résista, mais son armée n'était pas de taille à tenir tête à celle des Goths. Il se retira à Ravenne, où Théodoric l'assiégea jusqu'à ce que l'évêque local proposât un armistice. Il fut convenu que les deux princes régneraient conjointement sur l'Italie et qu'ils partageraient le palais impérial. Le compromis paraissait singulièrement généreux de la part de Théodoric, mais il devint rapidement évident qu'il n'avait pas la moindre intention de tenir parole. Le 15 mars 493, il invita Odoacre, son frère, son fils et ses officiers généraux à un grand banquet. Là, au moment où Odoacre s'asseyait à la place d'honneur, Théodoric s'avança et lui trancha le torse en deux, de l'épaule à la cuisse, d'un formidable coup d'épée. Les autres invités furent accommodés de même par les gardes apostés. La femme d'Odoacre fut jetée en prison où elle mourut de faim ; son fils, qu'il avait livré en otage aux Ostrogoths, fut exécuté. Pour finir, Théodoric abandonna les peaux de bête et les fourrures qui étaient les vêtements traditionnels de sa race, revêtit la robe de pourpre impériale – ce qu'Odoacre n'avait jamais fait – et s'installa à la tête de l'Italie.

Après ces débuts violents, il allait diriger le pays avec calme et efficacité pendant trente-trois ans, et le mausolée extraordinaire qu'il

se fit construire – et qui est toujours visible dans les faubourgs nord-est de Ravenne – symbolise parfaitement, dans sa puissance architecturale mi-classique mi-barbare, le colosse qui enjambait les deux civilisations. Aucun autre souverain allemand, installant son trône sur les ruines de l'empire d'Occident, n'a possédé une fraction de la vision politique et de la science d'homme d'État que Théodoric détenait. Lorsqu'il mourut, le 30 août 526, l'Italie perdit le plus grand de ses premiers souverains médiévaux – sans équivalent jusqu'à l'avènement de Charlemagne.

En 533, l'empereur byzantin Justinien lança sa grande campagne pour récupérer l'empire d'Occident. Il était clair pour lui qu'un Empire romain sans Rome était une absurdité et il avait la chance d'avoir, pour le seconder, le plus brillant général de toute l'histoire byzantine en la personne de Bélisaire – un Thrace romanisé comme lui. Bélisaire débarqua en 535 en Sicile, où il fut reçu partout un excellent accueil – sauf à Palerme, port d'importance très secondaire à cette époque¹¹. Le gouverneur tenta de résister, mais Bélisaire commanda à sa flotte d'entrer dans la rade, et si près du rivage que les mâts des vaisseaux s'élevaient au-dessus des murailles. Il disposa aux extrémités des vergues des nacelles remplies de soldats d'où ils pouvaient aisément tirer sur les défenseurs.

La Sicile était redevenue une province impériale, administrée par des gouverneurs normalement envoyés de Constantinople. À un moment même, elle devint presque beaucoup plus. Au milieu du VII^e siècle, l'empereur byzantin Constant II le Barbu (*Pogonatos*), légitimement inquiet pour l'avenir de ses provinces occidentales devant le surgissement de l'islam, prit l'immense décision de déplacer l'équilibre de l'Empire vers l'ouest, et de transférer sa capitale en conséquence. Rome paraissait le choix évident ; mais après une visite décevante de douze jours en 663 (il était le premier empereur à poser le pied dans la Ville mère), il renonça à l'idée et s'installa dans l'atmosphère infiniment plus grecque de Syracuse.

Pour les Siciliens, les cinq années qui suivirent furent un cauchemar prolongé. L'honneur – réel – de voir leur île choisie pour y installer la capitale de l'Empire romain n'était rien en comparaison des extorsions des collecteurs d'impôts byzantins : pour satisfaire leurs exigences, nous dit-on, des maris furent vendus en esclavage, des

épouses réduites à la prostitution, des enfants séparés de leurs parents. Impossible de dire combien de temps ces déprédations auraient pu continuer, si l'empereur n'avait connu de façon imprévue une fin soudaine, violente et assez humiliante. Pour autant qu'on le sache, il n'y eut pas de plan prémédité pour l'assassiner, encore moins de conspiration savamment calculée : le 15 septembre 668, alors qu'il se savonnait paisiblement dans sa baignoire, l'un de ses serviteurs – dans ce qu'on peut seulement imaginer comme un *raptus* de colère incontrôlable – l'attaqua par-derrière avec le porte-savon. Les Arabes dirigeaient maintenant leur principale offensive vers l'Asie mineure et Constantinople elle-même, de sorte que Constantin IV – fils et successeur de Constant II – n'eut pas d'autre choix que de revenir immédiatement sur le Bosphore. La Sicile fut de nouveau laissée en paix.

Cette paix continua, en gros, pendant le VIII^e siècle, durant lequel – comme la Calabre voisine – l'île devint un refuge pour ceux qui fuyaient le mouvement iconoclaste dans l'Empire byzantin¹² ; mais au IX^e siècle, ce fut terminé. Les Arabes avaient attendu assez longtemps : ils occupaient à présent toute la côte de l'Afrique du Nord et ils avaient déjà harcelé l'île par d'incessantes razzias. En 827, ils virent leur chance de réaliser enfin son occupation permanente. Le gouverneur byzantin local, un certain Euphémios, avait récemment été démis de son poste et rappelé à Constantinople, après une relation malvenue avec une nonne. Sa réaction fut de se révolter et de se proclamer empereur, en appelant les Arabes à l'aide. Ils débarquèrent en force, se retranchèrent rapidement sans s'inquiéter d'Euphémios – qui connut bientôt une mort violente – et s'emparèrent trois ans plus tard de Palerme dont ils firent leur capitale. Les progrès de la conquête furent ensuite lents. Messine tomba en 843 ; Syracuse supporta un long et terrible siège durant lequel les défenseurs finirent par en être réduits au cannibalisme. La ville ne capitula qu'en 878 – après quoi les Byzantins semblent avoir reconnu leur défaite. Quelques avant-postes, dans la partie orientale de l'île, résistèrent un peu plus longtemps – le dernier, Rometta, jusqu'au milieu du X^e siècle, même – mais en ce jour de juin où la bannière du Prophète flotta au-dessus de Syracuse, la Sicile devint une partie du monde musulman, à toutes fins utiles.

Une fois les guerres de conquête achevées et le pays de nouveau

pacifié, la vie continua assez plaisamment pour la plupart des communautés chrétiennes grecques. Bien qu'ils eussent à supporter un certain degré de discrimination comme citoyens de seconde zone, ils pouvaient normalement rester libres moyennant le paiement d'un tribut annuel – que beaucoup devaient préférer aux impôts exorbitants et au service militaire obligatoire imposés par l'Empire romain (à la mode de Byzance). Dans le même temps, les musulmans pratiquaient – comme si souvent au cours de leur histoire – une attitude de tolérance religieuse qui permettait aux églises et aux monastères de prospérer, tout autant que la longue tradition de la science hellénistique. À d'autres égards aussi, la Sicile bénéficia de la présence de ses nouveaux conquérants. Ils apportaient avec eux tout un nouveau système d'agriculture fondée sur l'irrigation, avec les terrasses et les siphons pour les aqueducs. Ils introduisirent le coton et le papyrus, les melons et les pistaches, les agrumes et les palmiers-dattiers – et suffisamment de canne à sucre pour rendre possible, en quelques années seulement, un commerce substantiel d'exportation de sucre. Sous les Byzantins, la Sicile n'avait jamais joué un rôle important dans le commerce européen ; avec les Arabes, l'île devint rapidement un des principaux centres du commerce méditerranéen – avec des marchands chrétiens, arabes et juifs remplissant les bazars de Palerme.

Toutefois, la stabilité politique ne fit pas partie des bienfaits apportés par les Arabes en Sicile. Les liens de loyauté unissant l'émir de Palerme avec ses homologues du califat d'Afrique du Nord perdirent de leur force, de même que ceux qui assuraient la cohésion des princes locaux : ces derniers s'opposèrent rapidement entre eux et l'île redevint un champ de bataille pour les factions rivales. C'est ce déclin politique constant qui allait provoquer un retour en force des Grecs en Sicile, avec l'aide de leurs alliés normands.

1. Les précautions sont ici plus que nécessaires : les livres correspondants de Diodore sont perdus ; nous n'avons sur ces événements qu'un petit nombre d'extraits du Xe siècle.

2. Question : n'y aurait-il pas eu de ressources humaines plus proches à mobiliser ?

3. Le nom du milieu [gentilice] est probable, mais non certain.

4. *Quaestor* : haut fonctionnaire de la République, sorte de contrôleur financier.
5. Rien d'étonnant, donc, à ce que le nom latin le plus courant pour désigner la Méditerranée ait été *mare nostrum* (« notre mer »). Aucune puissance n'avait été auparavant en situation de formuler une telle revendication ; et aucune n'a été en mesure de le faire depuis.
6. Aujourd'hui petit site archéologique sans grande importance entre Patti et Milazzo.
7. Transformé plus tard en une église chrétienne dédiée à saint Pancrace.
8. Sectateurs d'Arius, prêtre d'Alexandrie qui professait que le Christ n'était ni coéternel ni consubstantiel à Dieu le Père, mais qu'il avait été créé par Lui pour la rédemption du monde. Ainsi, malgré sa perfection d'homme, le Fils doit toujours être subordonné au Père – sa nature étant humaine plutôt que divine.
9. La scène est évoquée de façon très savoureuse dans l'*Attila* de Verdi, à cela près que le pape Léon est déguisé – censure oblige – en un « vieux Romain ».
10. Après sa destruction en 146 av. J.-C., Carthage était restée pratiquement déserte pendant plus d'un siècle. En 29 av. J.-C., Auguste en avait fait la capitale de sa province romaine d'Afrique.
11. En dépit de sa magnifique situation géographique, Palerme ne devint une métropole que sous l'occupation arabe. Ce fait explique pourquoi la cité ne possède pratiquement aucune antiquité classique – temples, théâtres, ruines – à l'échelle de celles qu'on trouve ailleurs dans l'île.
12. En 726, l'empereur Léon III avait décrété la destruction de toutes les icônes, au motif qu'elles relevaient de l'idolâtrie. La consternation fut vive – particulièrement dans les monastères – et beaucoup s'enfuirent en emportant le plus d'icônes possible au lieu de les détruire. Le décret resta en vigueur – avec une brève interruption – jusqu'en 842.

LES NORMANDS

Au début du XI^e siècle, les Normands avaient pratiquement achevé le processus par lequel, en à peine une centaine d'années, une bande de païens barbares presque illettrés s'était transformée pour devenir un État chrétien civilisé et semi-indépendant. Des gens vivaient encore dont les pères se souvenaient de Rollon, le Viking aux cheveux roux dont les drakkars avaient remonté la Seine jusqu'à Paris et à qui le roi de France Charles le Simple avait donné en fief la majeure partie de la moitié est de l'actuelle Normandie. Dès l'année suivante, un grand nombre de ses sujets – Rollon en tête – avaient reçu le baptême chrétien ; en une génération ou deux, tous avaient été baptisés. Même phénomène pour le langage : avant la fin du X^e siècle, la vieille langue norvégienne avait disparu sans laisser de trace.

Vifs d'esprit, adaptables et toujours dotés de l'inépuisable énergie de leurs ancêtres vikings, les premiers aventuriers normands étaient admirablement équipés pour le rôle qu'ils allaient jouer dans l'histoire européenne. Ils possédaient aussi une autre qualité sans laquelle leur grand royaume méridional n'aurait jamais pu naître : ils étaient extrêmement prolifiques, d'où la richesse d'une population en continuelle expansion et des masses de jeunes hommes impatients émigrant vers le sud en quête de *Lebensraum*. Et quel meilleur prétexte pour voyager qu'un pèlerinage ? À l'aube du deuxième millénaire, alors que la fin du monde ne s'était pas produite comme on l'avait prédit et qu'une onde de soulagement parcourait encore l'Europe, il n'était pas étonnant que les grandes routes de pèlerinage fussent archifrémentées et qu'une bonne partie de ces pèlerins aient été des

Normands.

Certains de ces pèlerins allaient à Rome, d'autres au grand sanctuaire de Saint-Jacques-de-Compostelle, mais la plus forte attirance était celle de Jérusalem qui avait pour les Normands une séduction supplémentaire : le voyage – aller ou retour ou les deux – était pour eux l'occasion de visiter la grotte de l'Archange saint Michel, toujours cher au cœur des Normands puisqu'il était le patron du grand sanctuaire du Mont-Saint-Michel. Des navires en partance pour la Palestine se trouvaient toujours à Brindisi ou à Bari : de l'un ou l'autre de ces ports, une brève traversée permettait d'aller faire ses dévotions à cet autre sanctuaire, dans la profondeur des rochers de Monte Gargano. Le lieu avait été sacré bien longtemps avant la naissance du Christ ; il avait donc derrière lui plusieurs siècles de sainteté ininterrompue lorsqu'en 493, l'archange était apparu à un paysan local, laissant sur place un grand éperon de fer. C'est ainsi que le Monte Sant'Angelo – désormais connu sous ce nom – était devenu à son tour un des grands centres de pèlerinage européens. Et c'est là qu'à l'été 1016, un groupe de pèlerins normands fut abordé par un étranger bizarrement accoutré qui se présenta sous le nom de Mélus (*Melo*), noble lombard. Son peuple, dit-il, avait été en Italie méridionale cinq siècles auparavant, mais une grande partie de ce territoire autrefois lombard était à présent occupé par les Byzantins. Il avait consacré sa vie entière à l'indépendance lombarde – facile à réaliser avec l'aide de quelques centaines de jeunes et valeureux Normands comme eux. Contre une armée lombardo-normande, ces Grecs n'avaient aucune chance de s'en tirer ; et naturellement, les Lombards n'oublieraient pas leurs alliés dans la victoire.

La proposition fut évidemment acceptée : comment aurait-il pu en être autrement ? L'occasion était parfaite ; une terre riche et fertile dans laquelle ces jeunes hommes étaient invités à entrer – suppliés presque de le faire – et qui offrait des possibilités infinies de prouver leur valeur et de faire fortune. Ils expliquèrent donc à ce Mélus qu'ils étaient venus en Apulie en pèlerins sans armes et qu'ils n'étaient pas équipés pour se lancer immédiatement dans une campagne militaire. Ils devaient d'abord retourner en Normandie, juste le temps de faire les préparatifs nécessaires et de recruter des compagnons d'armes. Ils seraient de retour dès l'année suivante en plus grand nombre, pour se joindre à leurs nouveaux amis lombards, et la grande aventure

pourrait commencer.

L'Italie méridionale était une marmite toujours en instance d'ébullition. Entourée et traversée par les ambitions rivales de deux empires, de trois religions – car les musulmans de Sicile y faisaient des incursions constantes – et d'une série variable de cités rebelles indépendantes ou semi-indépendantes, elle trouvait toujours à employer des bras vigoureux et des épées tranchantes. Les Normands se présentaient eux-mêmes comme des mercenaires disponibles moyennant les meilleures soldes possibles – et le gouverneur byzantin savait lui aussi reconnaître un bon chevalier lorsqu'il en rencontrait un : rien d'étonnant donc à ce que, dans les cinq ans de leur arrivée, un contingent de Normands bien équipés ait aussi fait route vers l'Apulie afin de défendre les possessions byzantines légitimes contre les odieuses et constantes attaques... des bandits lombards.

Il arriva ainsi qu'une quarantaine d'années après leur insolite rencontre dans la grotte de l'Archange, les Normands représentaient la force armée la plus puissante en Italie méridionale – principalement grâce à la famille d'un obscur baron normand venu d'une bourgade perdue du Cotentin, Tancrède de Hauteville. Tancrède lui-même n'était connu que pour la longévité persistante de sa fécondité. Ses deux épouses successives lui donnèrent au moins trois filles mais surtout douze fils ; cinq d'entre eux firent carrière en Italie, dont trois devinrent des chefs de premier plan ; et l'un d'eux, Robert Guiscard¹, devait se révéler l'aventurier militaire le plus stupéfiant – entre Jules César et Napoléon.

Pour la première génération des immigrés normands, la Sicile n'offrait guère d'intérêt : il y avait beaucoup plus d'opportunités à portée de main. En 1035, cependant, la guerre civile qui couvait dans l'île depuis quelques années devint une réalité. L'émir de Palerme, al-Akhal, se retrouva face à une armée rebelle conduite par son frère Abou Hafs et renforcée par 6 000 guerriers venus d'Afrique sous le commandement d'Abdoullah, fils du calife ziride de Kairouan. Désespéré, al-Akhal fit appel à l'empereur de Constantinople, Michel IV. Le *Basileus* vit là une opportunité : en Méditerranée orientale, les raids permanents des pirates arabes basés en Sicile causaient de sérieux dommages à l'économie byzantine et ce n'étaient pas seulement les cités côtières qui souffraient de leurs déprédations. Les

marchands des villes se plaignaient que les pirates étaient partout : les prix des importations augmentaient dangereusement et le commerce avec l'étranger commençait à en pâtir. Et l'empereur avait aussi une autre raison : pour tous les Grecs, la Sicile était partie intégrante du patrimoine byzantin et possédait toujours une importante population hellénophone. Qu'elle restât aux mains des païens était un affront, non seulement pour la sécurité de l'Empire, mais aussi pour l'orgueil national. Les Arabes devaient être chassés.

Avant que l'empereur n'ait pu dépêcher une force autre que symbolique, la nouvelle arriva que l'émir de Palerme avait été assassiné. Mais la révolte se répandait rapidement et les musulmans, de plus en plus divisés, ne paraissaient guère être en mesure de résister à une attaque byzantine d'envergure. Les préparatifs furent accélérés et le corps expéditionnaire partit au tout début de l'été 1038. Il était placé sous le commandement du plus grand des généraux byzantins du moment – Georges Maniakès, un géant par la taille comme par le caractère. L'historien contemporain Michel Psellos l'a décrit :

« J'ai vu l'homme de mes propres yeux et j'en ai été stupéfait [...]. Pour le regarder, ses soldats devaient renverser la tête en arrière, comme pour voir le sommet d'une haute colline ou d'une montagne. Son expression n'était ni aimable ni plaisante, mais donnait l'idée d'une tempête ; sa voix était comme un tonnerre et ses mains paraissaient faites pour abattre des murailles ou pour arracher des portes de bronze. Il pouvait bondir comme un lion et ses sourcils étaient terribles. »

L'expédition ne gagna pas directement la Sicile mais se dirigea d'abord vers Salerne afin d'y enrôler des soldats supplémentaires auprès du prince lombard Guaimar IV. Celui-ci n'était que trop content de rendre ce service : le nombre constamment croissant des aventuriers normands désœuvrés, mauvais sujets anarchiques, querelleurs et pillards, obligés de vivre sur le pays, lui causait bien des problèmes. Trois cents d'entre eux – surtout des fortes têtes – reçurent leur feuille de route et embarquèrent sur les vaisseaux byzantins, avec des Italiens et des Lombards. Les Hauteville étaient inévitablement du nombre.

À un moment vers la fin de l'été 1038, Georges Maniakès débarqua son armée sur le sol sicilien et lança tout le monde en avant. Messine tomba presque aussitôt, suivi de Rometta – forteresse clé qui commandait la route de la côte nord vers Palerme. Les chroniqueurs ne disent rien sur les deux années suivantes, mais il apparaît clairement que Syracuse tomba en 1040, après un terrible siège. Les Normands avaient certainement joué leur rôle : Guillaume, l'aîné des Hauteville, avait personnellement désarçonné et battu l'émir de la ville, laissé pour mort sur le terrain ; il y avait gagné le surnom de « Bras-de-Fer ». Mais le principal mérite des succès byzantins doit être attribué à Maniakès lui-même, par l'efficacité de son intelligence, la rapidité et l'énergie de son commandement. Il est d'autant plus tragique qu'il ait alors été rappelé à Constantinople.

La faute lui en incombait largement. Il n'avait jamais fait l'effort de cacher son mépris pour Étienne, l'amiral de la flotte, un ancien calfat de navire qu'un heureux mariage avait élevé, quelques années auparavant, au rang de beau-frère de l'empereur. Les nombreux degrés qui séparaient les deux hommes avaient toujours été à sens unique ; l'amiral était terrifié par le général, deux fois plus grand que lui. Deux jours après la prise de Syracuse, Maniakès perdit son sang-froid face à Étienne et le secoua à lui en faire claquer des dents. Ce fut une erreur désastreuse : Étienne expédia un message urgent à son impérial beau-frère, dans lequel il accusait Maniakès de trahison. Le général, aussitôt rappelé à Constantinople, fut jeté en prison sans ménagement. Son successeur, un eunuque du nom de Basile, se révéla malheureusement aussi incapable qu'Étienne : les Grecs perdirent l'avantage qu'ils avaient gagné et la retraite commença – mais sans les Normands, déjà partis. Une dispute s'était élevée au sujet du partage du butin dont les Hauteville et leurs amis proclamèrent – sans doute non sans raison – qu'ils n'avaient pas reçu leur juste part. Ils avaient quitté l'armée byzantine sur-le-champ pour retourner en Italie du Sud.

Leur puissance militaire et politique continua d'y grandir et – sans surprise – la papauté commença de s'en inquiéter vers le milieu du siècle : les Normands étaient aux portes de Rome et rien ne paraissait pouvoir les empêcher d'entrer dans la ville sainte elle-même. Le pape Léon IX se résolut à prendre les devants : il leva une armée et la conduisit en personne. Les deux armées se rencontrèrent le 17 juin 1053 près de Civitate, au bord du Fortore, et le pape fut battu. Les

Normands le traitèrent avec tous les égards possibles et le conduisirent à Bénévent où ils le retinrent presque un an, le temps de régler avec lui un *modus vivendi* pour l'avenir. Les détails ne concernent pas notre sujet : il suffira de dire que juste six ans plus tard, dans la petite ville de Melfi, le pape Nicolas II remit à Robert Guiscard les duchés d'Apulie, de Calabre... et de Sicile.

On ne sait pas vraiment à quel titre le pape conféra si généreusement aux Normands des territoires que ni lui ni ses prédécesseurs n'avaient revendiqués. Le cas de l'Apulie et la Calabre était déjà assez douteux, mais Nicolas II avançait en Sicile sur un terrain carrément hasardeux, puisque l'île n'avait jamais été sous contrôle pontifical. Ces considérations ne gênaient sans doute guère les Normands. Par cette troisième investiture, le pape avait adressé à Robert une invitation ouverte : la Sicile, île verte et fertile si près du continent, était un objectif évident – le complément de cette grande vague qui avait poussé les Normands vers le sud de la péninsule. C'était aussi le repaire de ces pirates arabes qui restaient une menace durable contre les villes côtières du sud et de l'ouest de l'Italie, et contre le commerce en Méditerranée occidentale. Si cette Sicile restait aux mains des païens, comment le duc de Calabre et d'Apulie pourrait-il jamais garantir la sûreté de ses possessions fraîchement acquises ?

Aux yeux de la population locale, la progéniture du vieux Tancrede de Hauteville devait paraître inépuisable. Sept de ses douze fils s'étaient déjà distingués en Italie – et voici qu'un huitième frère entrait en scène : Roger. C'était le cadet des Hauteville, alors âgé de vingt-six ans : non moins valeureux que les autres dans les combats, il allait se révéler de tous le plus grand homme d'État. Son frère le duc reconnut rapidement ses qualités : récemment arrivé, Roger n'avait pas encore acquis de responsabilités territoriales – il serait le commandant en second idéal pour l'expédition de Sicile à venir.

Au début du printemps 1060, Robert et Roger contraignirent à la reddition la garnison byzantine de Reggio de Calabre, en face de la Sicile, de l'autre côté du détroit de Messine. La seule cité italienne encore aux mains des Grecs était désormais Bari, trop loin sur l'Adriatique pour gêner l'opération qui se préparait. La route était libre : le pape avait donné sa bénédiction ; l'empire d'Occident était aussi impuissant à intervenir que celui d'Orient. En Sicile même, la

situation paraissait relativement favorable. Dans de nombreux secteurs, la population était restée chrétienne – quoique d’obédience orthodoxe – et accueillerait les envahisseurs en libérateurs. Quant aux musulmans, assurément de vaillants et redoutables guerriers, ils étaient plus divisés que jamais. La conquête de l’île par les Normands ne prendrait sans doute pas trop de temps.

En fait, il fallut en tout trente et un ans – un contraste notable avec la conquête normande de l’Angleterre, seulement six ans plus tôt, qui avait balayé la résistance anglo-saxonne en une poignée de mois. Ce fait n’est pas entièrement attribuable à la valeur guerrière des troupes sarrasines, mais principalement à une rébellion des barons en Apulie – qui divisa les énergies et les ressources de Roger à un moment où il avait désespérément besoin de tout mobiliser pour la Sicile. Et pourtant, paradoxalement, ce furent ces difficultés en Apulie qui firent de la Sicile le brillant royaume, superbement organisé, qu’elle allait bientôt devenir. Robert étant obligé de passer toujours davantage de temps sur le continent, la responsabilité de la campagne de Sicile échut de plus en plus à Roger jusqu’à ce que ce dernier en assumât effectivement la direction suprême. Ce fait entraîna la partition des domaines de Robert et permit à Roger – déchargé inversement de responsabilités en Apulie – de consacrer pleinement à l’île toute l’attention qu’elle méritait.

Le 10 janvier 1072, les deux frères firent leur entrée officielle dans Palerme. La soumission de l’île était loin d’être totale : des émirats indépendants résistaient toujours à Syracuse et Trapani, mais la pacification finale était toute proche. Robert Guiscard, duc en titre, revendiqua la suzeraineté nominale sur l’île, mais ses affaires continentales allaient suffire à l’occuper ; Roger serait donc le souverain effectif de la Sicile, avec le titre officiel de « Grand Comte ». La Sicile allait être effectivement transformée. Depuis le milieu du IX^e siècle, elle avait été totalement ou très largement sous domination musulmane, constituant même un avant-poste de l’islam, depuis lequel des pillards, des pirates et quelques corps expéditionnaires avaient maintenu une pression constante sur les bastions sud de la chrétienté. Pendant deux siècles et demi, les deux grands empires héritiers de Rome avaient tenté en vain de les soumettre. Robert Guiscard et Roger de Hauteville, avec une poignée d’hommes, y avaient réussi en à peine une décennie. De plus, la conquête normande de la Sicile fut –

conjointement avec les débuts contemporains de la *Reconquista* en Espagne – la première étape de l’immense réaction chrétienne dans les terres de Méditerranée méridionale naguère conquises par les musulmans – une réaction qui allait bientôt se développer dans l’épopée colossale (quoique finalement vaine) des croisades.

Robert Guiscard ne retourna jamais en Sicile. De son côté, Roger était trop heureux d’être laissé tout seul en charge de l’île, qu’il voyait avec des yeux tout différents de ceux de son frère. Pour Robert, elle représentait simplement un nouveau et brillant fleuron, une extension territoriale de la péninsule Italienne – incommodément séparée par un bras de mer du reste de ses domaines. Roger, lui, trouvait que cet étroit détroit, en protégeant la Sicile des éternels troubles de l’Italie méridionale, offrait des possibilités de grandeur bien au-delà de ce qu’on pouvait espérer sur le continent. Sa première tâche était toutefois d’établir et de consolider le pouvoir normand : avec seulement quelques centaines de chevaliers pour l’assister, il savait bien que cela ne pourrait se faire qu’en persuadant les musulmans d’accepter de bon cœur la nouvelle administration. Il fallait par-dessus tout, pour cela, de la tolérance et de la compréhension. Les mosquées – mis à part les églises chrétiennes « converties », qui furent reconsacrées – restèrent ouvertes aux prières des fidèles comme elles l’avaient toujours été. La loi islamique continua d’être appliquée par les tribunaux locaux pour les communautés musulmanes. L’arabe fut déclarée langue officielle au même titre que le latin, le grec et le franco-normand. À l’échelon local, de nombreux émirs de district restèrent en place. Jamais les Normands ne firent preuve de cette brutalité qui fut un élément si déplaisant de leur conquête de l’Angleterre. De cette façon, dans la majeure partie de l’île, le sentiment de rancœur de la population conquise s’effaça progressivement à mesure que Roger gagnait leur confiance ; et un grand nombre de ceux qui avaient fui en Afrique ou en Italie revinrent en Sicile, un ou deux ans après, pour y reprendre leur vie ancienne.

Ses nouveaux sujets chrétiens, en revanche, posèrent au Grand Comte un problème plus difficile à résoudre. L’enthousiasme avec lequel les Grecs de Sicile avaient accueilli leurs libérateurs s’amenuisa bien vite : ces chevaliers francs avaient beau arborer la croix du Christ sur leurs bannières, la plupart d’entre eux paraissaient quand même

beaucoup moins civilisés que les Arabes musulmans. La Sicile souffrait aussi de la pernicieuse influence des prêtres et des moines orthodoxes – tous schismatiques. Les nouveaux arrivants ne suivaient-ils pas la méprisable liturgie latine ? Ne professaient-ils pas que le Saint-Esprit procédait à la fois du Père et du Fils, plutôt que du Père seul ? Ne se signaient-ils pas avec quatre doigts et en terminant de gauche à droite plutôt que de droite à gauche ? Pire que tout : ne s'approprièrent-ils pas des églises grecques à leur usage ?

Les Grecs avaient toujours reçu la garantie que leur langue, leur culture et leurs traditions seraient pleinement respectées, mais cela ne suffisait manifestement pas. Roger comprit qu'il fallait leur accorder des aides matérielles pour la restauration de leur Église. Il mit des fonds à la disposition de la communauté orthodoxe pour la reconstruction de sanctuaires et de monastères, et dota bien vite personnellement une fondation basilienne² toute neuve – la première des quatorze qu'il allait créer ou restaurer pendant le reste de son règne. Ainsi, dès ses premiers jours à Palerme, le Grand Comte posa les bases d'un État multiracial, pluriconfessionnel et polyglotte dans lequel Normands, Grecs et Arabes allaient pouvoir suivre leurs propres traditions culturelles dans la concorde et la liberté, sous l'autorité d'un gouvernement solidement centralisé. Des poches de résistance subsistaient. Il fallut sept bonnes années après la prise de Palerme avant que la partie de la Sicile située au nord d'une ligne Agrigente-Catane n'acceptât la suzeraineté des Normands – et même alors, la grande forteresse d'Enna continua de lutter.

Restait Syracuse. Le 25 mai 1085, au cours d'une bataille navale juste à l'extérieur du port – précisément sur les lieux où les vaisseaux syracusains avaient détruit la flotte athénienne presque exactement cinq siècles auparavant –, l'émir local tenta de prendre d'assaut le navire amiral de Roger. Affaibli par une blessure, il sauta trop court et mourut noyé, entraîné par le poids de son armure. Loin de se rendre, toutefois, la cité se défendit cinq autres mois (pendant lesquels, soit dit en passant, Robert Guiscard mourut de typhoïde au large de Céphalonie alors qu'il emmenait une expédition contre Constantinople). L'opposition sarrasine ne fut finalement brisée qu'en octobre. En juillet 1086, Agrigente tomba à son tour après un siège de quatre mois. Seule Enna résistait encore.

Quelques semaines plus tard, Roger arriva sous les murs de la

forteresse et invita rapidement le maître des lieux, l'émir Ibn Hamoud, à une entrevue. Comme il le pressentait, il trouva l'émir parfaitement disposé à capituler, mais embarrassé par la façon de le faire sans perdre la face. Le Grand Comte avait alors vécu trop longtemps au milieu des musulmans pour sous-estimer l'importance de ce genre de point d'honneur – et l'on trouva vite une solution. Quelques jours plus tard, Ibn Hamoud quitta la forteresse à la tête de ses troupes et les mena par un étroit défilé situé à proximité : au moment où ils y entraient, les Arabes furent surpris et rapidement cernés par des forces normandes très largement supérieures en nombre. Ils se rendirent sans une goutte de sang versé. Leurs vainqueurs marchèrent aussitôt sur Enna qui – privée de son émir et de son armée – se soumit aussitôt. Sans doute en signe de reconnaissance, Ibn Hamoud devint chrétien et alla s'installer en Calabre, sur un domaine fourni par Roger. Il y passa paisiblement le reste de sa vie, dans le style auquel il était habitué, comme n'importe quel gentilhomme chrétien.

C'est ainsi que Roger de Sicile était devenu, dans la dernière décennie du ^{XI}^e siècle, le plus grand prince d'Italie méridionale, plus puissant que tout autre souverain dans la péninsule Italienne, pape compris. De façon exaspérante, on sait très peu de choses sur sa personnalité et sa vie privée – sauf qu'il semble avoir pleinement possédé la fécondité prolifique des Hauteville. La chronique lui attribue au moins treize et peut-être même dix-sept enfants, faits avec diverses mères (dont trois épouses successives) ; mais la liste pourrait bien être plus longue. En tout état de cause, lorsqu'il mourut le 22 juin 1101, il ne laissait que deux héritiers mâles légitimes – tous deux nés de sa troisième épouse, Adélaïde de Savone, alors qu'il avait largement plus de soixante ans. L'aîné, Simon, mourut trois mois après son père, à l'âge de douze ans, et ce fut le jeune Roger – alors âgé de sept à huit ans – qui succéda à son père comme Grand Comte de Sicile. Sept ans plus tard, après une régence extrêmement efficace de sa mère, il arriva au pouvoir.

À ce moment, l'île n'était plus la province dédaignée qu'elle avait été un demi-siècle auparavant. Son expansion économique avait été spectaculaire. Pour la première fois depuis des siècles, le détroit de Messine était sûr pour les navires chrétiens. Messine et Syracuse étaient des villes en plein essor et des marchands venus de tous les coins du bassin méditerranéen remplissaient les allées des souks et

bazars de Palerme. La Sicile était soudain devenue l'île centrale de la Méditerranée. Roger était bien déterminé à voir son influence politique grandir et à faire en sorte que sa puissance et sa présence se fissent sentir parmi les princes de l'Europe – et même ceux d'Afrique et d'Asie.

En 1128, il réalisa la première partie de son grand dessein : l'acquisition des deux duchés normands de la péninsule, concédée par le pape Honorius II à Bénévent. Désormais, comme au temps de Robert Guiscard, l'Apulie, la Calabre et la Sicile étaient toutes trois réunies sous une seule et même couronne ducal – et ce duc-là n'avait que trente-deux ans. La seconde étape était plus difficile à franchir : il avait désespérément besoin d'une couronne royale. Ce n'était pas une affaire de vanité personnelle : l'objectif du duc Roger était d'unifier ensemble tous les domaines normands du Sud en une seule nation. Maintenir les identités des trois duchés séparés aurait été une invitation à la désintégration – mais leur réunion ne pouvait être rien de moins qu'un royaume. De surcroît, si lui-même n'était pas un roi, comment aurait-il pu traiter sur un pied d'égalité avec les autres souverains d'Europe et d'Orient ? Des considérations domestiques allaient dans le même sens : il avait besoin d'un titre qui le mît au-dessus de ses vassaux plus âgés, les princes de Capoue et de Bari – un titre qui lierait tous ses feudataires dans une loyauté plus profonde que celle qu'un simple duc était en mesure d'exiger. Mais le pape était et resterait toujours son suzerain : Roger savait pertinemment qu'il ne pouvait absolument pas prendre une couronne sans la bénédiction pontificale.

Il aurait pu ne jamais y parvenir s'il n'était pas survenu ce qui put lui paraître comme un cadeau du ciel : une succession pontificale difficile. Au début de février 1130, le pape Honorius II était à l'évidence mourant. Son successeur logique était le cardinal Pietro Pierleoni. Malgré ses origines juives, son parcours était irréprochable : il avait été moine clunisien, avant de devenir légat pontifical en France et en Angleterre (où il était apparu avec une suite splendide à la cour de Henri I^{er}). Mais il avait aussi des ennemis, emmenés par le chancelier de la curie, le cardinal Aimeri, qui réussit une intrigue remarquable : le corps d'Honorius II était à peine refroidi qu'il conduisit au Latran un autre cardinal, Grégoire Papareschi, et le proclama pape sous le nom d'Innocent II. Presque dans le même

temps, quelque deux douzaines de cardinaux réunis déclarèrent le procédé anticanonique – ce qui était vrai – et élurent le cardinal Pierleoni comme souverain pontife sous le nom d'Anaclet II. Au matin de la Saint-Valentin 1130, il n'y avait plus de pape à Rome ; le soir venu, il y en avait deux.

Dans la Ville elle-même, la popularité d'Anaclet était immense : en avril, Innocent II fut contraint de s'enfuir. Dans le nord de l'Europe, ce fut en revanche le contraire – et ce d'autant plus qu'il avait comme soutien le plus puissant des avocats et la plus haute autorité spirituelle du ^{XII}^e siècle : saint Bernard de Clairvaux. Avec un champion de cette stature, Innocent II pouvait se permettre d'être patient ; on ne pouvait pas en dire autant de son rival Anaclet II – qui choisit la seule solution qui s'offrait à lui. Comme plus d'un pontife désespéré par le passé, il fit appel aux Normands. Au mois de septembre, il rencontra Roger à Avellino, où les négociations nécessaires furent rondement menées. Le duc promettait son appui total au concurrent d'Innocent II ; en échange, il demandait une couronne royale. Pour Anaclet, les avantages étaient évidents : comme il paraissait probable que le duc normand allait être son unique soutien, il était parfaitement souhaitable que sa position « officielle » fût la plus forte possible. Le 27 septembre 1130, à Bénévent, Anaclet II publia une bulle concédant à Roger et à ses héritiers la couronne royale de Sicile, Calabre et Apulie.

Et c'est ainsi que le roi Roger II de Sicile – il n'y avait jamais eu de Roger I^{er} – fut dûment couronné le jour de Noël 1130 dans la cathédrale de Palerme. La Sicile était entrée dans son âge d'or.

La nouvelle nation – c'était le troisième plus grand royaume en Europe – n'aurait pas pu avoir de meilleur souverain. Né en Italie du Sud d'une mère italienne, remarquablement éduqué dans sa longue minorité par des précepteurs grecs et arabes, Roger avait grandi dans une atmosphère cosmopolite de tolérance et de respect mutuel créée par son père, et il comprenait ainsi d'instinct le système complexe d'obstacles et d'équilibres dont dépendait la stabilité intérieure de la région. Il y avait en lui bien peu du chevalier normand : il ne possédait aucun des attributs guerriers qui avaient apporté la gloire à son père et à ses oncles – mais en l'espace d'une génération il avait rendu le nom d'un obscur baron normand célèbre à l'échelle du

continent. De tous ces frères Hauteville, un seul – son père – était devenu un homme d'État ; les autres étaient des guerriers et des hommes d'action, et ils l'étaient restés toute leur vie. Roger II était différent. Bien qu'il eût passé la première décennie de sa vie de roi à guerroyer avec un grand courage (ou peut-être à cause de cela) et qu'il eût supporté plus que sa part de déceptions, de trahisons et de défaites, il haïssait la guerre et l'évitait aussi souvent que cela était possible. Méridional d'apparence, oriental de tempérament, il n'avait hérité de ses ancêtres normands que leur énergie vitale et leur ambition, combinées chez lui à un talent pour la diplomatie entièrement de son cru. Ces qualités, beaucoup plus que ses prouesses sur le champ de bataille, lui avaient permis de réunir toute l'Italie du Sud sous un seul sceptre.

Les barons normands d'Apulie et de Calabre allaient lui causer – comme à ses successeurs – des ennuis continuels. Ils étaient des produits de l'ancien système féodal et ne voyaient aucune raison de s'incliner devant les Hauteville, qu'ils jugeaient des parvenus. La Cour était d'ailleurs loin et ils continuaient à faire un peu ce qu'ils voulaient. Roger II les détestait, par-dessus tout en raison de la somme de temps et d'efforts requise pour les maintenir dans une sorte d'ordre. Les choses étaient tellement plus faciles en Sicile : le féodalisme y était inconnu et tout dépendait de la tolérance et du respect entre les ethnies et les religions. Chaque race voyait ses tâches fixées au mieux en fonction de ses forces et de ses faiblesses, et des traditions s'étaient cristallisées. La marine était toujours commandée par un Grec, les Grecs étant de loin (et depuis longtemps) les meilleurs marins³. De même, les finances de l'État étaient confiées à des Arabes, incontestablement supérieurs aux autres ethnies en mathématiques et en comptabilité.

Et – fait le plus miraculeux – ces principes d'ordre, d'équilibre et de compétences se reflétaient dans l'art et dans l'architecture dont les Normands étaient responsables. Les traits les plus évidents et les plus extraordinaires sont peut-être les dômes et les coupoles orange et vermillon, d'inspiration clairement mauresques, qui couronnent de nombreuses églises, notamment San Giovanni degli Eremiti et San Cataldo, à Palerme – mais qui ne sont que le début. Il faut aller vers l'est, le long de la côte septentrionale, jusqu'à Cefalù, pour voir la merveilleuse cathédrale dont Roger II fit commencer en 1131 les

travaux qui ne furent achevés que dix-sept ans plus tard. Là, dans le cul-de-four de l'abside orientale, se déploie une immense mosaïque du Christ *Pantocrator* – le « Maître de Tout » – qui est, pour beaucoup d'entre nous, la plus sublime représentation du Rédempteur dans tout l'art chrétien. Le style en est purement byzantin et un tel chef-d'œuvre n'a pu être réalisé que par les plus brillants des artistes et artisans grecs – sûrement recrutés à Constantinople par Roger II.

Il y a aussi de merveilleuses mosaïques grecques dans l'église de la Martorana (Santa Maria dell'Ammiraglio), à Palerme. Celle-ci a été financée par le plus grand des amiraux siciliens, Georges d'Antioche, qui la dota en 1143. Elle n'est malheureusement plus telle qu'elle était : l'abside principale, avec toutes ses mosaïques, a été démolie en 1683 et remplacée par un *cappellone* à fresques dont tous les efforts des restaurateurs du XIX^e siècle ont été impuissants à réduire la laideur. Des percées aussi banales qu'inutiles ont été ajoutées – sans nécessité – au XVII^e siècle. Entre les deux, toutefois, le vieux sanctuaire de l'amiral a survécu en préservant son plan de croix grecque, gardant ainsi une bonne partie de l'allure qu'il avait quand il fut consacré pour la première fois. Les mosaïques sont d'une beauté tranquille : l'Annonciation, la Nativité, la Présentation au Temple et la Dormition de la Vierge y sont les meilleures.

Au-dessus d'elles, courant à la base du dôme sous les pieds des Archanges en adoration, on distingue à peine une étroite frise en bois sculpté. Après des siècles passés dans l'obscurité, c'est seulement pendant le travail de restauration, à la fin du XIX^e siècle, qu'elle a été redécouverte. On a relevé alors qu'elle portait les restes d'une inscription : un ancien hymne byzantin à la Vierge. Rien d'étonnant à cela, puisque la Martorana est une église grecque – à un détail près : l'inscription est en arabe. Se pourrait-il que cet hymne ait été particulièrement cher à Georges d'Antioche lui-même et qu'il l'ait préféré dans la langue où il l'avait entendu pour la première fois, cinquante ans plus tôt, lors de son enfance syrienne ?

Dans la Martorana se trouvent aussi deux portraits, tous deux apparemment d'après nature. Le premier, sur le mur ouest du côté nord de la nef, près de l'entrée, est celui du fondateur, Georges d'Antioche. Son état actuel n'est pas une réussite. L'amiral, qui fait plus vieux que son âge et d'allure nettement orientale, est prosterné devant la Vierge. La tête de l'original et la quasi-totalité de la

délicieuse figure de la Madone nous sont parvenues intactes, mais le corps de l'amiral a été endommagé à un moment et une restauration brutale lui a donné l'apparence d'une tortue. L'espace correspondant sur le mur sud est plus gratifiant, avec le roi Roger couronné par le Christ lui-même. Il est figuré debout, légèrement penché vers l'avant – un personnage purement byzantin avec sa longue dalmatique et son étole, sa couronne et ses pendentifs constellés de pierres précieuses à la mode de Constantinople ; même ses bras sont levés à partir des coudes, dans l'attitude typiquement grecque de la prière. Au-dessus de sa tête, des majuscules grecques se détachent en noir sur fond or pour le nommer : ΡΟΓΕΡΙΟΣ ΡΗΞ, c'est-à-dire *Rogeros Rex*. Cet usage de l'alphabet grec pour translittérer un mot latin est moins étrange qu'il n'y pourrait paraître. À l'époque de Roger II, le mot grec signifiant « roi », *Basileus*, était tellement associé à l'empereur byzantin qu'il aurait été proprement inconcevable dans ce contexte. Toutefois, la simple translittération fait son effet : avec en particulier la présence d'une inscription en arabe sur un pilier voisin, elle semble faire rayonner tout l'esprit de la Sicile normande.

Cette représentation aussi est un portrait d'après nature – le seul qui ait survécu et dont on puisse affirmer que la ressemblance avec le roi est (à peu près) authentique. On y voit un homme basané à peau sombre, au seuil de la cinquantaine, avec une barbe complète et de longs cheveux épais flottant sur les épaules. Le visage lui-même pourrait être celui d'un Grec aussi bien que d'un Italien, avec une touche de sémite. Impossible d'imaginer quelque chose qui ressemble moins à l'idée traditionnelle d'un chevalier normand. Il est toujours dangereux de déchiffrer trop de choses dans un portrait ; mais même avec des représentations aussi hiératiques et formalisées que les mosaïques de la Martorana, il y a là certaines touches inspirées, certains ajustements et certaines gradations dans les tesselles qui font revivre sous nos yeux le roi Roger II de Sicile. Là est bien à la fois l'homme du Sud et l'Oriental, le souverain à l'esprit subtil et la souplesse infinie. Voici l'homme d'État pour qui la diplomatie, pour tortueuse qu'elle soit, est une arme plus naturelle que l'épée – et pour qui l'or, si corrompteur pourtant, est une monnaie plus efficace que le sang. Voici le protecteur des sciences, l'amoureux des arts ; et pour finir l'intellectuel qui a profondément réfléchi à la science du gouvernement, qui règne avec la tête et non avec le cœur – l'idéaliste

sans illusion ; le despote juste et compatissant par nature, qui a appris, avec tristesse, que la pitié doit quelquefois être tempérée dans l'intérêt même de la justice.

Il existe d'autres monuments – innombrables – de l'époque de Roger II qui pourraient être mentionnés – mais cet ouvrage est une histoire et non un guide touristique. Nous devons donc nous limiter à ceux qui ont une importance historique, et la chapelle Palatine se situe bien à ce rang suprême. Lorsque Robert Guiscard et son frère cadet s'étaient brillamment emparés de la Palerme arabe, ils avaient installé leur administration dans une vieille forteresse sarrasine qu'ils réparèrent et renforcèrent, et qui devint avec le temps non seulement le siège du gouvernement, mais aussi le palais royal des Normands. Dès 1129, avant même qu'il ne devînt roi, Roger avait commencé d'y construire sa chapelle personnelle à l'étage supérieur, surplombant la cour intérieure. Les travaux avaient été lents, mais le 28 avril 1140, pour le Dimanche des Rameaux, la chapelle – dédiée à saint Pierre – avait été solennellement consacrée et elle avait reçu les privilèges appropriés à son statut de chapelle Palatine.

C'est dans cet édifice, avec un effet plus spectaculaire que partout ailleurs en Sicile, que le miracle politique sicilo-normand a reçu son expression visuelle la plus significative – une fusion apparemment sans hiatus de tout ce qu'il y avait de plus brillant dans les traditions latines, byzantines et islamiques en un chef-d'œuvre d'une harmonie incomparable. Sa forme est essentiellement celle d'une basilique occidentale avec une nef centrale et deux travées latérales séparées par des colonnes antiques en granite, toutes surmontées de chapiteaux corinthiens magnifiquement dorés qui attirent le regard vers les cinq degrés montant au chœur. Occidentaux aussi, mais avec des murmures du Sud, les pavements richement ornementés et les incrustations cosmatesques virtuoses sur les marches, les balustrades et le bas des murs – pour ne rien dire de l'immense chaire, resplendissante d'or, de malachite et de porphyre, et flanquée d'un gigantesque cierge pascal – véritable bestiaire en marbre blanc de quinze pieds (4,57 mètres) de haut.

Mais quand on lève les yeux vers les mosaïques à fond d'or dont resplendit l'ensemble de la chapelle, on est de nouveau en présence de Byzance. Certaines de ces mosaïques ont malheureusement disparu, d'autres ont été radicalement (et dans certains cas comme les parties

inférieures de l'abside centrale et des deux absides latérales, désastreusement) restaurées. Toutefois, le meilleur de ces mosaïques – le *Pantocrator* bénissant du haut de la coupole, le cercle des anges qui l'entoure d'une guirlande d'ailes, les quatre évangélistes studieux dans leurs trompes – tout est du plus délicat et du plus pur byzantin qui eût fait la fierté de n'importe quel sanctuaire de Constantinople. Au-dessus du chœur, presque toutes les mosaïques portent des inscriptions grecques, témoins irréfutables de leur datation et de leur facture ; en revanche, la Vierge du transept nord, les scènes de l'Ancien Testament dans la nef et celles des vies de saint Pierre et de saint Paul dans les bas-côtés ont probablement été ajoutées par Guillaume I^{er} une vingtaine d'années après la mort de son père. Là et ailleurs, les inscriptions latines et la préférence pour les saints latins suggèrent que Guillaume a employé des artistes locaux – peut-être les apprentis italiens des maîtres grecs d'origine. D'autres artistes italiens, vers la fin du XIII^e siècle, seront les auteurs du Christ trônant sur le mur ouest et des deux figures de saint Grégoire et de saint Sylvestre sur la voûte du sanctuaire, introduites – de façon impardonnable – à la période angevine pour remplacer un portrait de Roger II lui-même.

Ces répons d'antiphonaire entre le latin et le byzantin, déployés dans un cadre aussi somptueux, auraient suffi à valoir à la chapelle Palatine une place unique parmi les édifices religieux du monde entier – mais cela ne suffisait sans doute pas à Roger II. Deux des grandes traditions culturelles de son île avaient été magnifiquement illustrées dans sa nouvelle création, mais qu'en était-il de la troisième ? *Quid* des musulmans, le groupe le plus peuplé de tous ses sujets siciliens, dont la loyauté avait été inébranlable – en contraste frappant avec celle de ses compatriotes normands – pendant plus d'un demi-siècle, dont l'efficacité administrative était largement responsable de la prospérité de son royaume, et dont les artistes et artisans étaient renommés sur trois continents ? Et c'est ainsi que sa chapelle reçut l'embellissement supplémentaire de sa couronne de gloire, assurément la couverture la plus inattendue pour une église chrétienne en terre d'Occident : un plafond de bois travaillé en stalactites de pur style islamique classique, aussi ouvragé et délicat que tout ce qu'on pouvait trouver au Caire ou à Damas, finement décoré avec l'ensemble de peintures arabes le plus ancien subsistant au monde – et des peintures figuratives de surcroît.

Pour finir, en parcourant cet étonnant édifice, rappelez-vous l'un de ses aspects les plus importants : sa date. Le milieu du XII^e siècle se situe juste un siècle après le Grand Schisme entre les Églises d'Orient et d'Occident – qui partout ailleurs étaient toujours à couteaux tirés. Par ailleurs, les croisades étaient alors à leur apogée : dans le même temps que les charpentiers arabes de Roger II réalisaient ce merveilleux plafond, chrétiens et musulmans se massacraient allègrement dans toute l'étendue du Levant. C'est ici seulement, dans cette île sans pareille au centre de la Méditerranée, que les trois grandes civilisations vivaient et travaillaient ensemble en harmonie et concorde parfaites – comme jamais avant ou après. La Sicile normande reste une leçon pour nous tous.

Quant à la cour du roi Roger II, elle était de loin la plus brillante de l'Europe du XII^e siècle. Le roi lui-même était renommé pour son insatiable curiosité intellectuelle et son respect pour le savoir, exceptionnels parmi les souverains de son rang et de son temps. Dans les années 1140, il avait accordé à Palerme une résidence permanente à de nombreux universitaires et scientifiques, docteurs et philosophes, géographes et mathématiciens d'Europe et du monde arabe. Au fil des ans, il allait passer de plus en plus de temps en leur compagnie, en étant parfaitement capable de tenir sa partie dans leurs discussions – en français comme en latin, en grec ou en arabe.

« En mathématiques comme dans la sphère politique, l'étendue de son savoir est indescriptible. Il n'y a pas davantage de limite à sa connaissance des sciences, tellement ses études avaient été approfondies et poussées dans le détail. Il est l'auteur d'innovations singulières et de merveilleuses inventions, comme aucun prince avant lui n'en avait réalisé. »

Ces mots ont été écrits par Abou Abdallah Mohammad al-Idrissi, ami intime de Roger II et, de tous les clercs du palais, celui qu'il admirait le plus. Idrissi était arrivé à Palerme en 1139 : il allait y rester durant une bonne partie de son existence, dirigeant pendant quinze ans une commission établie par le roi pour rassembler les informations géographiques de tous les côtés afin de les relier, de les enregistrer en forme ordonnée et de produire une compilation qui

contiendrait la somme de toutes les connaissances de l'époque sur le monde physique. La Sicile, située au carrefour de trois continents, avec des ports aussi actifs et cosmopolites que les plus grands d'Europe, constituait un centre idéal à partir duquel un tel ouvrage pouvait être entrepris : pendant une quinzaine d'années, aucun navire ne put jeter l'ancre à Palerme ou Messine, Catane ou Syracuse, sans que le capitaine et l'équipage ne fussent interrogés sur tous les lieux qu'ils avaient visités : caractéristiques physiques, climat, population, etc.

Les résultats de ce travail, achevé en janvier 1154, à peine un mois avant la mort du roi, furent doubles. Le premier fut un immense planisphère en argent pesant plus de 450 livres romaines, sur lequel était gravée « la configuration des sept climats avec celles des régions, des pays, des côtes maritimes proches et lointaines, des golfes, des mers et des cours d'eau ; la localisation des déserts et des terres cultivées, et leurs distances respectives par les routes normales en milles ou autres mesures connues ; et l'indication des ports ». Malheureusement, il devait être détruit à la suite des émeutes du règne suivant, quelques années après sa réalisation.

Mais le second fruit des travaux d'Idrissi – et finalement peut-être le plus précieux – nous est parvenu dans son intégralité⁴. C'est un ouvrage dont le titre complet est *L'Activité d'un homme désireux de connaître pleinement les différents pays du monde* – mais plus généralement connu comme *Le Livre de Roger*. C'est le plus grand ouvrage géographique du Moyen Âge, dont la toute première page porte les mots suivants : « La terre est ronde comme une sphère et les eaux adhèrent à elle et y sont maintenues par un équilibre naturel qui ne souffre aucune variation. »

Comme on pouvait s'y attendre, *Le Livre de Roger* émerge comme une combinaison de faits topographiques solides – beaucoup étant étonnamment précis pour un ouvrage produit trois siècles et demi avant Colomb – et de contes de voyageurs. Pourtant, même ces derniers suggèrent qu'ils ont été soumis à de sévères appréciations critiques. On lit par exemple au sujet de l'Angleterre :

« L'Angleterre est située dans l'océan de Ténèbres. C'est une île considérable dont la forme est celle d'une tête d'autruche et où se trouvent des villes florissantes, de hautes montagnes, de

grands fleuves et des plaines. Ce pays est très fertile ; ses habitants sont courageux, actifs et entreprenants – mais tout y est sous l’emprise d’un perpétuel hiver. »

Le cercle des courtisans de Roger n’était certes pas composé entièrement de musulmans comme Idrissi, mais ceux-ci constituaient probablement le groupe le plus nombreux ; et parmi les Européens, beaucoup avaient été attirés à Palerme par les fragrances arabes. À la différence du christianisme, l’islam n’avait jamais instauré de distinction entre connaissance sacrée et connaissance profane. Pendant les « siècles obscurs », alors même que l’Église de Rome redoutait et même décourageait activement les études séculières, les bons musulmans rappelaient volontiers comment le Prophète lui-même aimait à répéter que « celui qui voyage en quête de savoir voyage sur le chemin de Dieu ». La civilisation musulmane avait été depuis longtemps reconnue en Occident comme supérieure à tout ce que l’Europe chrétienne pouvait offrir. Spécialement dans le domaine des mathématiques et des sciences physiques, l’arabe était devenu la langue scientifique par excellence.

Reste que c’était – c’est toujours – une langue diaboliquement difficile à apprendre et que, au moins dans l’Europe du Nord, les professeurs compétents étaient rares. Ainsi, pendant un demi-siècle et plus, des hommes comme Abélard de Bath – pionnier des études arabes en Angleterre, et le plus grand nom de la science anglaise entre Robert Grosseteste et Roger Bacon – avaient fait le voyage en Espagne et en Sicile afin d’y décrypter (espéraient-ils) les secrets du monde musulman. Beaucoup préféraient l’Espagne musulmane, mais pour d’autres, la Sicile possédait un avantage décisif : toujours culturellement partie du monde arabe, elle restait aussi en perpétuel contact avec l’Orient grec. Dans les bibliothèques de Palerme, pour ne rien dire des monastères de l’île et de la Calabre, les savants pouvaient trouver les originaux grecs d’ouvrages dont on ne connaissait en Italie que des extraits ou des traductions latines d’une précision douteuse. On tend aujourd’hui à oublier que jusqu’aux ^{xiii}e et même ^{xiv}e siècles, l’Europe occidentale ignorait pratiquement le grec ; et que la Sicile de Roger II devint ainsi le centre d’études helléniques le plus important en dehors de Byzance même. Mais à Byzance, la culture arabe était inconnue ou méprisée. C’est en Sicile seulement qu’on pouvait étudier

les deux civilisations – et de première main.

On sait peu de choses sur la mort du roi Roger II, excepté la date : le 26 février 1154. Pour ce qui est de la cause, Hugo Falcandus – le plus grand des chroniqueurs de la Sicile normande – commence son histoire avec le nouveau règne et parle seulement d'un « épuisement venant de ses immenses travaux » et d'une « sénilité précoce qui le poussait aux plaisirs de la chair bien au-delà de ce que la santé physique requiert ». Malgré son vœu exprimé d'être inhumé à Cefalù, son énorme tombeau de porphyre rouge se trouve dans la cathédrale de Palerme. Il a été ouvert plus d'une fois, révélant le corps du roi toujours vêtu de son manteau royal et de sa dalmatique, coiffé de la tiare aux pendentifs de perles, tel qu'il est figuré dans le portrait de la Martorana. Ce fut le dernier geste de Roger II envers Byzance – cet empire qu'il détestait mais dont il avait adopté le concept monarchique.

Il n'avait que cinquante-huit ans à sa mort. S'il avait régné quinze années de plus, son île aurait pu acquérir cette identité nationale qu'il avait essayé de créer à grand-peine, et toute l'histoire de l'Europe du Sud aurait pu être changée. Pendant quelques années encore, la Sicile normande allait accroître son influence et son prestige, de Londres à Constantinople, cependant que l'éclat culturel de la cour de Palerme allait continuer de briller sans éclipse ni parallèle en Europe. Mais la trame interne de l'État montrait des signes de déclin, et avec le règne de Guillaume le Mauvais, le royaume – quoique toujours doré dans sa splendeur – s'embarque pour une triste faillite.

1. « Le Rusé ».

2. Les monastères grecs suivent tous la règle de saint Basile.

3. Notre mot « amiral » vient toutefois de l'arabe *émir al-bahr*, « émir de la Mer », mais *via* la Sicile normande.

4. L'ouvrage fut également détruit pendant les émeutes, mais il en reste dix copies. Deux sont conservées à la Bibliothèque nationale de Paris ; une à la bibliothèque Bodléienne d'Oxford.

LA FIN DU ROYAUME

Le nouveau roi Guillaume le Mauvais ne méritait pas totalement son surnom. Il ne lui fut d'ailleurs attribué que deux siècles environ après sa mort – et il est principalement dû à deux malchances qu'il ne réussit jamais à surmonter. Le premier était son père, Roger II, qui le surclassait dans tous les domaines ; le second était le principal chroniqueur de son règne, Falcandus, qui le détestait et ne manqua jamais une occasion de le dénigrer. L'apparence de Guillaume était également contre lui : nous n'avons malheureusement aucun portrait de lui, mais un chroniqueur contemporain le décrit comme un homme gigantesque « à qui son épaisse barbe noire conférait un aspect terrible et sauvage et qui remplissait de terreur de nombreuses personnes ». Ce genre de caractéristiques, combiné avec une force physique herculéenne (il pouvait tordre deux fers à cheval à mains nues), n'accrut sans doute pas sa popularité.

Né avec trois frères aînés entre lui et le trône, il n'avait jamais été élevé pour une haute destinée – et, quand la mort prématurée de ces trois frères l'appela à la grandeur de l'État, à l'âge de trente ans, il fut pris au dépourvu. Paresseux, aimant les plaisirs, il allait passer le plus clair de son temps à ces délices auxquels son père n'avait pu se consacrer que dans ses rares heures de « détente » : parler d'art et de sciences avec les intellectuels dont il aimait lui aussi à s'entourer, ou badiner avec ses femmes dans les résidences qui entouraient Palerme comme les perles d'un collier. Marié très jeune à Marguerite, fille du roi García IV Ramírez de Navarre, il parut s'intéresser fort peu à elle une fois au pouvoir – pas plus qu'aux quatre fils qu'elle lui donna. Plus

encore que son père, c'était de part en part un Oriental : sa vie était plus celle d'un sultan musulman que d'un roi chrétien, et son personnage incarnait la même combinaison de sensualité et de fatalisme qui a marqué tant de princes orientaux. Il ne prenait jamais une décision s'il pouvait éviter de le faire ; il ne s'attaquait jamais à un problème s'il y avait la moindre chance qu'en attendant assez longtemps, ledit problème se résolut de lui-même. En revanche, une fois entré en action, il poursuivait ses objectifs avec une énergie féroce, voire démoniaque.

Durant la décennie qui précéda son couronnement, le royaume avait joui de la paix intérieure – mais beaucoup de barons normands, spécialement en Apulie, restaient hostiles à la Sicile. D'autres, qui avaient décidé de partager le destin du roi, s'étaient rapprochés de la Cour dans l'espoir d'obtenir du pouvoir ou des privilèges mais ils avaient été déçus. Roger II ne s'était jamais départi de sa méfiance envers ses compatriotes. Arrogants, presque incultes, égoïstes, ne parlant pas d'autre langue que la leur, ils n'avaient franchement aucune des qualifications indispensables pour obtenir des places de responsabilité dans un État hautement centralisé ; et leur statut de vassaux n'était pas de nature à favoriser l'octroi de grands fiefs sur l'île. Ils avaient donc été réduits au rôle de spectateurs tandis que des Grecs, des Italiens et des Sarrasins – gens d'humble origine et issus de races qu'ils considéraient comme largement inférieures à la leur – arrivaient à des positions prépondérantes ; et à mesure qu'ils voyaient cela, leur rancœur grandissait en proportion. Après des années de lutte, Roger II avait fini par gagner leur respect à contrecœur, mais à présent que sa poigne de fer n'était plus là, la menace de nouveaux troubles redevenait d'actualité.

Ils ne tardèrent pas. Les barons s'étaient trouvé un nouveau chef : Robert de Loritello, premier cousin du roi, était le type même de l'aristocrate rebelle. En 1155, il fut approché par un émissaire de Constantinople, un certain Michel Paléologue, avec une proposition de joindre leurs forces et de chasser le roi Guillaume d'Apulie, sinon de toute l'Italie méridionale – la proposition fut immédiatement acceptée. Le premier objectif fut Bari : malgré la courageuse défense de la petite garnison sicilienne, la place dut se rendre rapidement. La nouvelle de la chute de cette cité jointe à la vague rumeur de la mort de Guillaume – il était de fait sérieusement malade – brisa le moral des

villes côtières qui se rendirent l'une après l'autre. En septembre, une armée royale entra dans la danse, avec 2 000 chevaliers et une puissante infanterie : la bataille acharnée se conclut par une nouvelle défaite des troupes de Guillaume. À l'arrivée des pluies d'hiver, toute l'Apulie paraissait sur le point de basculer.

Le pape de cette époque était Hadrien IV, né Nicholas Breakspear – le seul Anglais ayant jamais occupé le trône de saint Pierre. Il n'aimait pas particulièrement les Grecs, mais il les préférait largement aux Siciliens ; et lorsqu'il reçut une lettre de Paléologue lui proposant 5 000 livres d'or et une aide militaire contre Guillaume, en échange de trois villes côtières en Apulie, il accepta aussitôt. C'était une occasion à ne pas manquer. Hadrien IV fut aussi encouragé par l'enthousiasme avec lequel de nombreux vassaux apuliens exilés, attirés par la possibilité de regagner leurs anciens fiefs, acceptaient de reconnaître le pape comme leur suzerain légitime moyennant leur soutien.

Au début de l'année 1156, toute la Campanie et la majeure partie de l'Apulie septentrionale étaient ainsi aux mains de Byzance ou de la papauté. Michel Paléologue, en vidant les dernières poches de résistance qui subsistaient, pouvait se féliciter d'un succès dépassant tout ce qu'il pouvait espérer : en à peine six mois, il avait rétabli le pouvoir grec sur le sud de la péninsule presque au point où il était un siècle et demi auparavant, avant que les Normands ne se fussent emparés du thème byzantin de Langobardia¹. Sur le continent, les ennemis de Guillaume contrôlaient presque tout à l'exception de la Calabre – et celle-ci restait sans doute « loyale » uniquement parce qu'elle n'avait pas encore été attaquée. À cette cadence, il ne faudrait sans doute guère de temps avant que toute l'Italie du Sud ne reconnût la domination de Constantinople. Guillaume de Sicile allait être écrasé, son odieux royaume liquidé.

L'excès de confiance est toujours dangereux. Avec la venue du printemps, la santé de Guillaume se rétablit et il mesura soudain la gravité de la situation. Comme Falcandus nous le rappelle, c'était « un homme qui avait du mal à quitter son palais ; mais une fois qu'il avait été obligé d'en sortir et si peu enclin à l'action qu'il eût été par le passé, il allait s'y jeter violemment – non pas tant avec courage que dans un esprit d'acharnement confinant même à la déraison ». Comme toujours, la malice du chroniqueur perce à travers les lignes, mais il est possible aussi de détecter une pointe d'admiration dans ses propos.

Guillaume donna ses ordres : l'armée et la flotte se retrouveraient à Messine pour une opération combinée dans laquelle les Grecs et leurs alliés seraient attaqués simultanément par terre et par mer. Dans les derniers jours d'avril, l'armée passa sur le continent et marcha à travers la Calabre, tandis que la flotte, après avoir franchi le détroit, remontait au nord-est vers Brindisi.

Lorsque le quartier général des Byzantins apprit que les Siciliens, sous la conduite du roi lui-même, arrivaient en force, les Grecs virent leurs alliés diminuer rapidement. Les mercenaires – sans surprise – choisirent ce moment de crise suprême pour demander des augmentations de solde impossibles à satisfaire : ayant essuyé un refus, ils se débandèrent en masse. Robert de Loritello déserta en compagnie de ses hommes et de la plupart de ses compatriotes rebelles. La flotte sicilienne arriva la première, suivie un ou deux jours après par l'armée venant de l'ouest. La bataille qui suivit fut courte et sanglante : la défaite grecque fut totale. Les vaisseaux siciliens empêchèrent toute possibilité de fuite par la mer. En cet unique jour du 28 mai 1156, tout ce que les Byzantins avaient réalisé en Italie l'année précédente fut totalement annihilé – comme s'ils n'étaient jamais venus.

Guillaume traita les prisonniers grecs selon les lois de la guerre alors reconnues mais il se montra impitoyable avec ses sujets rebelles. La trahison – en particulier en Apulie où elle était endémique – était le plus grand crime et ne pouvait être pardonnée. De ces insurgés qui tombèrent entre ses mains, seuls les plus chanceux furent emprisonnés : le reste furent pendus, aveuglés ou précipités dans la mer, lestés de lourds poids. De Brindisi, Guillaume gagna Bari. Moins d'un an plus tôt, les Barésiens avaient résolument pris le parti des Byzantins : ils allaient payer le prix de leur déloyauté. Comme ils s'agenouillaient devant leur roi pour implorer sa pitié, Guillaume montra du doigt l'amas de décombres là où se dressait naguère la citadelle sicilienne et leur dit : « Tout comme vous n'avez pas eu pitié de ma maison, je n'aurai maintenant aucune pitié de vous. » Il leur donna deux jours francs pour sauver ce qu'ils pouvaient de leurs biens ; le troisième jour, Bari fut détruit de fond en comble à l'exception de la cathédrale, la grande église Saint-Nicolas et quelques édifices religieux plus petits.

Un personnage désormais isolé devait encore affronter la tempête à

venir. Tous les alliés du pape Hadrien IV avaient disparu : Michel Paléologue était mort et son armée anéantie ; les barons normands – ceux qui n'avaient pas été pendus – étaient soit en prison soit terrés dans la clandestinité. Hadrien lui-même était parfaitement conscient que s'il voulait sauver quelque chose du désastre, il aurait à traiter avec le (toujours) roi de Sicile. Les deux potentats se rencontrèrent donc dans la ville pontificale de Bénévent et un accord fut conclu le 18 juin 1156. En contrepartie d'un tribut annuel, le pape reconnaissait la royauté de Guillaume non seulement sur la Sicile, l'Apulie, la Calabre, l'ancienne principauté de Capoue, avec Naples, Salerne, Amalfi et tout ce qui relevait de ces villes – mais cela s'étendait en plus à toute la région septentrionale des Abruzzes et aux Marches. Guillaume de Hauteville, négociant en position de force, obtenait ainsi plus que ce qui avait jamais été accordé à son père ou à son grand-père. Il était à présent l'un des plus puissants princes de l'Europe.

Dans les trois années séparant le traité de Bénévent (1156) de la mort du pape Hadrien IV (1159), un assez curieux changement intervient dans les positions relatives des trois acteurs principaux du théâtre péninsulaire – avec des réalignements inattendus. La papauté, mise à genoux à Bénévent, redécouvrit un fait que son histoire des cent dernières années aurait dû rendre évident : son unique espoir de survivre en tant que puissance politique reposait sur une étroite alliance avec son voisin méridional : la Sicile normande. L'empereur d'Allemagne Frédéric Barberousse, impressionné quoi qu'il en eût par la rapidité et la plénitude des victoires de Guillaume sur les Byzantins et leurs alliés en Apulie, le considérait avec un respect nouveau – même si sa détestation restait toujours aussi vive – et décida d'ajourner *sine die* l'expédition punitive qu'il projetait depuis longtemps dans le Sud. Il opta en revanche pour une campagne contre les villes et les cités lombardes du nord de l'Italie, qui relevaient de ses domaines impériaux mais qui avaient récemment montré une tendance – pour lui totalement inacceptable – au républicanisme et à l'indépendance. Il en résulta un suprême paradoxe : les villes lombardes se mirent à regarder la monarchie sicilienne – de loin beaucoup plus absolutiste que tout autre État d'Europe occidentale – comme le défenseur exemplaire de leur idéal républicain, en saluant son roi comme un champion des libertés civiques alors même que la poussière n'était pas encore retombée sur les ruines de Bari. Au bout

du compte, les villes furent victorieuses : le 29 mai 1176, les chevaliers de Barberousse furent défaits à Legnano par les forces de la Ligue lombarde ; cette déconfiture marqua la fin des ambitions de l'empereur en Lombardie. L'année suivante, il embrassa publiquement le pied du pape Alexandre III devant la grande porte de Saint-Marc de Venise, et six ans plus tard, à Constance, la trêve devint un traité : malgré le maintien nominal de la suzeraineté impériale, les villes de Lombardie – et celles de Toscane aussi, dans une certaine mesure – eurent désormais le droit de gérer leurs propres affaires.

Guillaume revint en Sicile avec une aura internationale plus glorieuse qu'elle n'avait jamais été – mais les dernières années de son règne furent tout sauf heureuses. Son « émir des émirs » (titre porté par le Premier ministre du royaume), un certain Maion de Bari, fut assassiné en 1160 ; l'année suivante vit une révolution de palais au cours de laquelle son jeune fils et héritier Roger fut tué – Guillaume lui-même échappa de peu à la mort. Le désordre se répandit dans toute la Sicile, puis en Apulie et en Calabre. Le roi prit la tête d'une armée et captura les rebelles, qui furent punis avec une affreuse brutalité. Mais le pire l'attendait ; lorsqu'il revint en Sicile, en 1162, il trouva chrétiens et musulmans en plein conflit : l'harmonie interreligieuse que les deux Roger avaient réalisée avec tant de peine était à jamais compromise.

Quatre ans plus tard, le 7 mai 1166, Guillaume mourut à l'âge de quarante-six ans. Il n'avait pas été un bon roi. La succession de Roger II n'était évidemment pas chose facile et il est peut-être compréhensible que Guillaume ait essayé de dissimuler son irrésolution naturelle sous une apparence extérieure redoutable, et de faire passer ses lacunes d'administrateur par des démonstrations calculées d'indifférence. Il excellait sur un point : il était bien meilleur soldat que son père en personne ne l'avait été – et il le savait. Assiégé dans son propre palais, sans amis ni conseillers, il se révélait un homme ordinaire, hésitant et apeuré ; mais une fois sur le terrain, avec son armée derrière lui, il était métamorphosé. Et chaque fois qu'une crise arriva, son courage et son habileté militaire sauvèrent son royaume.

Ce contraste même est typique de sa personnalité. Tout au long de sa vie, il resta inconstant et versatile – peut-être ce qu'on pourrait décrire aujourd'hui comme « bipolaire ». De longues périodes de

l'éthargie profonde étaient entrecoupées de brusques explosions d'activité frénétique, presque hystérique. Il pouvait être à un moment d'une cruauté touchant à la sauvagerie – et l'instant d'après d'une clémence inconcevable. Dépourvu de stabilité réelle, il se révéla logiquement incapable de maintenir tous ces équilibres politiques et religieux délicats dont dépendait la sûreté de son royaume – entre lui-même et son peuple, entre la noblesse et la bourgeoisie, entre chrétiens et musulmans.

Et toutefois... Guillaume « le Mauvais » ? L'épithète sonne faux. Il n'y avait rien de mauvais en lui. Il était peut-être simplement, pourrait-on penser, un homme profondément malheureux qui voyait en fait dans chaque palais qu'il faisait construire, dans chaque nouveau plaisir dont il jouissait, un refuge temporaire pour son esprit troublé. Guillaume « le Triste » aurait peut-être été plus juste ? Nous ne le saurons jamais...

Institutionnellement, la succession ne posait aucun problème. Le roi mourant avait clairement indiqué que la couronne devait passer à son fils survivant, Guillaume. Mais comme l'enfant n'avait que douze ans, sa mère la reine Marguerite devait exercer la régence. Tout paraissait en ordre.

Le jour de son couronnement, le jeune Guillaume gagna immédiatement tous les cœurs. À la différence de son père, il était exceptionnellement beau. Lorsque, dans la cathédrale de Palerme, la couronne de Sicile fut posée sur sa tête et que plus tard il chevaucha jusqu'au palais royal, le diadème d'or étincelant sur la longue chevelure héritée de ses ancêtres vikings, son peuple, nous dit la chronique, ne put contenir sa joie. Néanmoins, la reine Marguerite savait bien qu'elle aurait du mal à maîtriser et maintenir sa situation. Pour une bonne raison : ses conseillers du moment étaient tous identifiés au régime précédent et tous étaient des hommes puissants. Le Premier ministre était un eunuque musulman, le caïd Pierre : un homme terne et un fonctionnaire plutôt qu'un homme d'État – mais son efficacité administrative et son dévouement au roi et à sa famille étaient hors de doute, comme l'étaient ceux du Grand Protonotaire, Matthieu d'Ajello. Mais il y avait aussi le cousin de la reine, Gilbert de Gravina, un intrigant compulsif qui détestait Pierre et pressait inlassablement Marguerite de le nommer à sa place – et pour finir

deux Anglais profondément désagréables. Le premier était Richard Palmer, l'évêque de Syracuse – de loin le plus capable de la bande, mais universellement détesté pour son arrogance et sa hauteur ; le second était son rival acharné, dont les deux noms locaux – Ophamilus et Offamiglio – ne représentent rien d'autre que des tentatives siciliennes désespérées pour rendre phonétiquement un patronyme anglais parfaitement ordinaire : Walter « of the Mill » . D'abord appelé en Sicile comme précepteur des enfants royaux, il était devenu un des chanoines de la chapelle Palatine – charge dans laquelle il se révéla moins scrupuleux et plus ambitieux encore que Palmer. Il allait occuper les plus hautes fonctions ecclésiastiques et politiques, et devenir assurément le seul Anglais dans l'histoire à signer régulièrement de la formule « émir et archevêque ».

Aucun de ces hommes, à l'évidence, ne pouvait être acceptable comme conseiller principal de la régente : tous étaient égoïstes, plus intéressés par leur propre carrière que par le bien du royaume ; ils auraient été d'insupportables mentors, essayant en permanence de l'intimider ou de la terroriser pour qu'elle adoptât leur politique. Elle avait besoin d'un compatriote qui pensât comme elle et parlât sa langue, et son choix se porta sur un jeune cousin (du côté de sa mère normande), Étienne du Perche. Il arriva à Palerme à la fin de l'été 1166, pèlerin en route vers la Terre Sainte, mais Marguerite – en lui promettant honneurs, pouvoirs et richesses – n'eut guère de mal à le persuader de repousser indéfiniment son pèlerinage et de partager avec elle la gestion du royaume en régence. Il se montra d'emblée capable, énergique et de plus – chose rare en Sicile – incorruptible. Marguerite fut enchantée de son choix : deux mois à peine après son arrivée, elle le nomma chancelier.

La nouvelle de cette nomination souleva aussitôt – comme on pouvait s'y attendre – une tempête de protestations. Étienne était arrivé avec trente-sept compagnons, d'autres vinrent le rejoindre de France dans les mois qui suivirent, et en peu de temps, la Cour et de nombreuses sections de l'administration parurent plus françaises que siciliennes. Par ailleurs, Étienne était un idéaliste, résolu à donner à la Sicile une meilleure place en Méditerranée et en Europe, et menant à cet effet les réformes qu'il jugeait nécessaires sans se préoccuper de l'opinion publique ou de sa popularité personnelle. Comment ne pas en conclure que la reine Marguerite avait raison d'introduire un

étranger pour gouverner son royaume ? Des réformes auraient dû être faites depuis longtemps, mais dans l'ambiance prévalente de discordes et de méfiance, il eût été pratiquement impossible pour n'importe quel Sicilien – de naissance ou d'adoption ancienne – de les mener à bien. Étienne du Perche, impartial et sans attaches locales, était en mesure de le faire et, comme il ne manquait pas de courage moral, il y réussit. Reste que dans ce processus, quelque faveur qu'il acquit auprès des masses populaires, il était inévitable qu'il se fît du même coup haïr de ses subordonnés... plus vieux que lui. Cette haine devint encore plus vive à l'automne 1167 lorsque la reine, tout en le gardant comme chancelier, le fit ordonner prêtre puis – dans la foulée – élire à l'archevêché vacant de Palerme par les chanoines complaisants de la cathédrale.

La manœuvre était si maladroite qu'on s'étonne de l'acceptation d'Étienne – particulièrement depuis que de nouvelles rumeurs commençaient à circuler dans Palerme, selon lesquelles les relations entre Marguerite et lui allaient bien au-delà de ce qui paraissait normal entre une reine régente et son chancelier – archevêque métropolitain par-dessus le marché. Impossible de déterminer si ces rumeurs étaient ou non fondées. Falcandus rapporte un moment qu'on voyait la reine « dévorant des yeux le chancelier ». Marguerite avait moins de quarante ans et on la disait attrayante ; elle avait été ouvertement négligée par son défunt mari et il n'eût pas été surprenant qu'elle s'attachât à un homme jeune et avenant, bien né, intelligent et capable – de surcroît l'un des rares en qui elle pût avoir confiance à la Cour. Du reste et même sans liaison avérée, les commérages sur le sujet auraient été inévitables.

À l'automne 1167, toute la Cour s'installa à Messine pour passer l'hiver, où Étienne – bien intentionné comme toujours – fit un effort conscient pour plaire aux habitants locaux. Mais quelle que fût son application, il ne put se les concilier bien longtemps. En l'espace d'un mois, l'arrogance et l'autoritarisme hautain des autres Français les rendirent odieux à la population de la ville, en majorité grecque. La Cour revint à Palerme en mars 1168, mais le mécontentement continua de fermenter à Messine, où la rébellion finit par éclater à Pâques. À la fin du mois d'avril, il n'y avait plus sur place aucun Français vivant. Et ce n'était pas fini : des messagers arrivèrent à Palerme, signalant que la situation devenait de plus en plus

menaçante. Les rebelles s'étaient emparés de Rometta, une place importante commandant la route Palerme-Messine : ils contrôlaient la côte jusqu'à Taormina ; à Cefalù, l'archevêque s'était ouvertement déclaré en leur faveur ; ils marchaient à présent sur la capitale.

Dès les premiers désordres, Étienne avait été rejoint par un bon nombre de ses partisans dans le palais de l'archevêché. Le bâtiment était mal équipé pour résister à un siège, mais il avait un avantage : un couloir étroit le reliait directement à la cathédrale où tous allèrent trouver refuge dans le clocher : l'escalier en spirale y était étroit et facilement défendable. Ils avaient des provisions en suffisance pour tenir quelques jours, mais l'avenir restait sombre. Le salut était toutefois plus proche qu'ils ne le pensaient. À ce moment-là, le protonotaire Matthieu d'Ajello avait pris le commandement des rebelles – mais il n'était pas tranquille : Étienne et ses hommes, pensait-il, pourraient bien tenir une semaine ou plus – probablement plus longtemps que l'enthousiasme des émeutiers. Le jeune roi posait lui aussi problème : il manifestait des signes inattendus de volonté et d'indépendance. Il avait déjà réclamé qu'on le laissât sortir à cheval face à ses sujets, pour leur demander de déposer les armes et de rentrer chez eux ; Matthieu avait eu toutes les peines du monde à le retenir. La popularité du jeune garçon dans la ville était plus grande que jamais : une fois ses véritables sympathies déclarées, on pouvait s'attendre à ce que le soutien à la rébellion déclinât rapidement.

Matthieu et ses acolytes décidèrent donc de traiter avec le chancelier. Étienne et tous ceux de ses compatriotes qui le souhaitaient pourraient partir en Palestine (leur destination initiale, rappelons-le) ; les autres pourraient rentrer librement en France. Pour ceux des Siciliens qui avaient pris leur parti, il n'y aurait de représailles ni contre leurs personnes ni contre leurs biens. Étienne accepta : après tout, les conditions proposées auraient difficilement pu être plus généreuses – ou du moins le semblait-il. Mais il n'était pas tout à fait au bout de ses peines. La première galère mise à sa disposition prenait l'eau comme une passoire : arrivée à Licata, à mi-chemin de la côte sud-ouest, elle ne pouvait plus avancer. C'est à bord d'un autre navire, acheté de ses deniers à des marchands génois rencontrés dans le port, qu'il arriva finalement en Terre Sainte.

Dans les deux années qui avaient suivi son départ de France, Étienne avait accumulé l'équivalent d'une vie d'expériences. Il avait

atteint les plus hauts sommets de la hiérarchie – à la fois civile et ecclésiastique – dans l'un des trois plus grands royaumes d'Europe ; il était passé de l'état de laïc à celui d'archevêque métropolitain ; il avait gagné le respect de certains, la détestation de beaucoup, et – probablement – l'amour d'une reine. Il avait aussi beaucoup appris : sur le pouvoir et les abus de pouvoir ; sur l'art de gouverner ; sur la loyauté, l'amitié et la peur. Mais sur la Sicile : rien. Il n'avait pas compris que la force d'une nation, sinon sa survie même, dépendait du maintien de son unité ; et que, puisque cette unité était par nature hétéroclite et fragile, il fallait l'imposer du haut. Cette incompréhension fut la cause de sa chute ; et le fait qu'il finît – involontairement – par unifier ses ennemis contre lui ne diminua en rien son échec.

Avec le départ d'Étienne et de ses compatriotes, la reine Marguerite fut sans doute tout près du désespoir : elle avait tout misé sur ces Français et elle avait perdu. Avec son fils Guillaume âgé de quinze ans, elle avait encore trois ans de régence devant elle, mais sa réputation à la fois politique et morale était ruinée. Dernière championne triste de l'ordre passé, « la femme espagnole » n'était désormais ni crainte ni détestée – elle était simplement ignorée. Elle n'en continua pas moins à donner des preuves de sa totale incapacité à gouverner. Si elle avait collaboré avec le conseil de régence autoproclamé qui gouvernait à présent le pays, elle aurait pu regagner une partie au moins de son influence perdue, mais elle chercha au contraire à lui faire obstacle à tout moment. Le départ d'Étienne, par exemple, avait laissé l'archevêché vacant et les chanoines de la cathédrale avaient choisi Walter of the Mill pour lui succéder. Pour Marguerite, ce choix aurait pu ne pas être une mauvaise nomination : l'Anglais avait été, après tout, le précepteur de son fils pendant plusieurs années. Mais ce n'était pas Étienne, et elle se détourna de lui, protestant que son cousin était toujours l'archevêque légitime, et elle envoya même au pape un appel – persuasivement accompagné de 700 onces d'or – pour qu'il refusât de ratifier l'élection de Walter. On soupçonne ainsi plus que jamais qu'il existait entre la reine et le chancelier quelque chose de plus qu'un partenariat de travail et un lien de famille.

En tout état de cause, ses efforts furent vains. Le 28 septembre 1168, en présence du roi et de toute la Cour, Walter fut

solennellement consacré archevêque dans la cathédrale de Palerme. Marguerite semble avoir alors perdu courage et, quand son fils fut en âge de régner, elle se retira avec – peut-on penser – un immense soulagement. Elle mourut en 1183, à l'âge de cinquante-cinq ans, mais sans avoir revu Étienne du Perche.

Le soulagement de la régente à quitter les charges de l'État fut pleinement partagé par ses sujets. Bien que sa régence n'eût duré que cinq ans, elle avait dû leur sembler une éternité, et ils regardaient avec autant de gratitude que d'espoir le mince jeune homme aux blonds cheveux qui prit officiellement en mains le gouvernement de la Sicile, à l'été 1171.

Non qu'ils connussent beaucoup de choses de lui. Sa belle prestance était célèbre : il l'avait gardée depuis son adolescence et le garçon aux allures d'ange paraissait plus proche d'un jeune dieu le jour de son couronnement, à dix-huit ans. On le réputait sérieux et bien formé, écrivant et parlant toutes les langues de son royaume, y compris l'arabe. Ses manières étaient douces et mesurées, sans les silences grognons ni les brusques accès de fureur qui avaient rendu son père célèbre. Sa maturité politique et sa stature d'homme d'État restaient encore à prouver, mais c'était plus un avantage qu'autre chose : ayant été tenu à l'écart des affaires publiques, on ne pouvait le considérer comme responsable d'aucun des désastres que sa mère avait provoqués dans le royaume.

Sa bonne fortune fut assurément la période de paix et de sécurité qui commença avec son règne et qui allait rapidement lui être assimilée. Ce ne fut pas de son fait : il n'eut jamais à conduire une armée sur le terrain, mais il avait une prédilection désastreuse pour les aventures militaires étrangères et se révéla finalement plus belliqueux que son père ou son grand-père l'avaient été. Toutefois ces aventures, si coûteuses en vies humaines et en argent qu'elles aient pu être, ne troublèrent même pas la surface de la vie domestique dans son propre royaume. On lui attribua donc le crédit de cette nouvelle tranquillité : dans les années tardives, les hommes allaient regarder avec nostalgie cet « été indien » du royaume de Sicile – car il devait en être ainsi –, imputé à son dernier roi normand légitime, de si glorieuse allure et qui mourut si jeune. En signe de reconnaissance, le peuple lui donna le surnom sous lequel l'Histoire le connaît toujours : Guillaume « le

Bon ».

Rien ne porte un témoignage plus sûr de ce changement d'atmosphère que le fait suivant : pendant les cinq premières années de la majorité de Guillaume, le plus clair de l'activité diplomatique sicilienne fut consacré à la tâche assez plaisante de lui trouver une fiancée. Et il n'y avait pas un souverain en Europe qui n'eût été fier d'avoir comme gendre le jeune roi de Sicile. Le premier sur les rangs avait été l'empereur byzantin Manuel Comnène – dont la fille aurait sans doute apporté en dot tout l'empire d'Orient. La reine Marguerite et ses conseillers auraient volontiers accepté la proposition, mais ils avaient refusé qu'on les presse et le champ resta ouvert – lorsqu'en 1168, le roi Henri II d'Angleterre suggéra sa troisième et plus jeune fille, Jeanne.

Les relations entre les deux royaumes remontaient à l'époque de Roger II. Les savants, les hommes d'Église et les administrateurs anglais avaient depuis afflué en Sicile et, dans les années 1160, bien peu de familles normandes importantes n'avaient pas des branches dans les deux pays. Le roi Henri II lui-même – dont les possessions françaises étaient considérablement plus grandes que les territoires du roi de France contemporain Louis VII – était sans conteste le souverain le plus puissant en Europe. Jeanne (née en 1165) était encore presque un bébé, mais elle semblait la fiancée idéale.

C'est alors que l'archevêque de Cantorbéry, Thomas Becket, fut assassiné dans sa cathédrale. Un voile sombre s'abattit sur l'Angleterre. Les sujets continentaux de Henri II furent frappés d'interdit et le roi lui-même fut excommunié (jusqu'à ce que le pape eût trouvé une solution pour l'absoudre). Toute l'Europe fut frappée d'horreur – et la petite Jeanne parut soudainement une fiancée beaucoup moins désirable. Les négociations matrimoniales furent brutalement rompues – et la recherche d'une reine repartit de plus belle.

En mars 1171, l'empereur Manuel Comnène proposa pour la seconde fois sa fille Marie à Guillaume. Elle n'était plus aussi « intéressante » que cinq ans auparavant : dans l'intervalle, sa belle-mère avait donné naissance à un fils et la succession au trône de Byzance était de nouveau assurée. Mais elle restait une fille d'empereur : la dot serait digne de son rang et le mariage – avec un peu de chance – mettrait fin aux éternelles interventions de son père

dans les affaires de l'Italie. L'offre fut acceptée et l'on décida d'un commun accord que Marie arriverait en Apulie au printemps suivant.

Le jour convenu, Guillaume, son frère le prince de Capoue, Matthieu d'Ajello et Walter of the Mill étaient à Tarente pour accueillir la royale fiancée. Mais personne n'arriva. Au bout d'une semaine, Guillaume décida de faire un bref pèlerinage au sanctuaire de saint Michel Archange, à Monte Gargano – mais à son retour, toujours aucune nouvelle. Les Grecs avaient berné le roi de Sicile ; la fiancée ne venait pas. Pourquoi Manuel Comnène avait-il changé d'avis au dernier moment ? Pour autant qu'on le sache, il ne présenta jamais ni excuse ni explication, et ses motivations restent un mystère. Sa conduite imprima dans le cœur de Guillaume un ressentiment profond qui allait durer toute sa vie – et cette affaire allait coûter cher à Byzance comme à la Sicile dans les années à venir.

De façon assez étonnante, ce fut le pape Alexandre III qui suggéra de rouvrir les négociations entre la Sicile et l'Angleterre pour le mariage de Guillaume avec Jeanne. À Pâques 1176, trois ambassadeurs extraordinaires se présentèrent à Londres devant le roi Henri II, qui les reçut chaleureusement. Une formalité préliminaire – potentiellement embarrassante – restait à accomplir avant la proclamation officielle des fiançailles : Guillaume avait formellement stipulé qu'il ne conclurait aucun engagement formel avant d'être assuré du charme physique de sa fiancée. Les plénipotentiaires se rendirent donc à Winchester où Jeanne vivait avec sa mère Éléonore – tenue en captivité par le roi pour avoir été impliquée dans la rébellion de son fils, trois ans auparavant – afin de voir, selon les mots d'un chroniqueur contemporain, « si elle leur paraîtrait plaisante ». Elle l'était, fort heureusement : « Quand ils découvrirent sa beauté, poursuit ledit chroniqueur, ils en furent charmés au-delà de toute mesure. »

Bien que sa fille n'eût encore que onze ans, le roi Henri était déterminé à ce qu'elle voyageât dans un appareil approprié à l'occasion et à son rang. Il ordonna donc de préparer sept vaisseaux pour lui faire traverser la Manche avec sa suite. Elle partit le 26 août de Southampton, en compagnie de son oncle Hamelin Plantagenêt, frère naturel d'Henri II, des archevêques de Cantorbéry et de Rouen, et de l'évêque d'Évreux. Son frère aîné, Henri, l'escorta jusqu'à Poitiers, relayé ensuite par son second frère, Richard, qui lui fit traverser en

sûreté son duché d'Aquitaine jusqu'au port de Saint-Gilles. Là, Jeanne fut accueillie au nom du roi Guillaume par Richard Palmer et l'archevêque de Capoue. Vingt-six vaisseaux royaux l'attendaient dans le port – mais on était déjà dans la seconde semaine de novembre et les tempêtes d'hiver avaient commencé pour de bon. Il fut décidé de ne pas risquer la haute mer et de naviguer au plus près possible de la côte. Même ces conditions semblent avoir été très inconfortables : six semaines plus tard, la flotte n'avait pas dépassé Naples et la malheureuse Jeanne souffrait tellement du mal de mer qu'il fut décidé de passer là Noël, afin de lui permettre de retrouver des forces (et peut-être aussi de la beauté). Elle devait terminer son voyage par la terre ferme.

Elle arriva finalement à Palerme au soir du 2 février 1177. Guillaume attendait aux portes de la cité pour accueillir sa fiancée. Montée sur un de ses palefrois royaux, elle fut accompagnée jusqu'au palais qui avait été préparé pour elle, à travers des rues si brillamment illuminées que, selon les mots d'un chroniqueur contemporain, « on aurait pu penser que la ville elle-même était en flammes ». Onze jours plus tard, à la veille de la Saint-Valentin, Guillaume et Jeanne furent mariés, couronnés de fleurs ; aussitôt après, ses longs cheveux flottant sur les épaules, agenouillée dans la chapelle Palatine devant son compatriote Walter of the Mill, archevêque de Palerme, elle fut ointe et couronnée reine de Sicile.

Au moment de son couronnement, elle avait à peine onze ans, son époux vingt-trois. Toutefois, malgré cette différence d'âge, ce fut – pour autant qu'on puisse le dire – un mariage heureux. Il n'y avait pas de problème de langue ; Jeanne, née en France et élevée en grande partie à l'abbaye de Fontevraud, était beaucoup plus française qu'anglaise d'éducation, et le français de Normandie restait la langue vernaculaire de la cour sicilienne. Ses nouveaux sujets l'accueillirent comme ils l'avaient fait pour son époux.

*Murriali, cità senza confortu, o chiavu o mina ventu o sona a mortu*² – dit un vieux proverbe sicilien : on peut difficilement dire que les gens réagissent aujourd'hui à Monreale de cette façon. En tant que cité (c'est à présent pratiquement un faubourg de Palerme), il a sans doute ses désavantages, mais il a aussi sa cathédrale et celle-ci compense tout. C'est pour elle plutôt que pour sa beauté physique ou pour son

mariage anglais que le nom de Guillaume le Bon est aujourd'hui célébré. Il en commença la construction en 1174 et dépensa annuellement des sommes considérables pour ce qui est, à tous égards, le monument le plus spectaculaire de toute la Sicile. Il ne fut pas édifié exclusivement pour la gloire de Dieu : il y avait aussi des raisons politiques. Dès le moment où le jeune roi arriva au pouvoir, il se méfia – et Matthieu d'Ajello se chargeait constamment de lui rappeler de le faire – de l'influence grandissante de Walter of the Mill. Devenu archevêque de Palerme, ce dernier avait réussi à fédérer derrière lui les barons et les prélats les plus importants dans une faction féodale et réactionnaire : lui donner libre carrière eût été dangereux pour le royaume. Même dans les affaires ecclésiastiques, sa trajectoire était dangereuse. Les soulèvements du temps de la régence avaient fourni à l'Église sicilienne l'occasion d'affirmer son indépendance, non seulement vis-à-vis du pape – ce n'était pas nouveau – mais aussi bien face au roi, et Walter faisait tout ce qu'il pouvait pour encourager cette tendance. Son pouvoir dans le pays ne le cédait qu'à celui du roi – et Guillaume savait qu'il devait le mater pendant qu'il était encore temps.

Mais comment s'y prendre ? Uniquement en créant un nouvel archevêché aussi près que possible de Palerme, dont le titulaire aurait un rang égal à celui de Walter lui-même et qui pourrait servir de lien direct entre la couronne et la papauté. Le problème était que les archevêques étaient normalement élus par la hiérarchie de l'Église locale et que ladite hiérarchie était sous le contrôle de Walter. C'est ainsi que Guillaume imagina une subtilité supplémentaire : la nouvelle fondation serait une abbaye bénédictine de stricte observance clunisienne, dont l'abbé aurait automatiquement rang d'archevêque et ne serait soumis qu'à la seule approbation du roi. Walter était furieux mais il ne pouvait rien faire contre, et il fut forcé d'entériner le transfert à Monreale de nombreuses églises et paroisses. Et au printemps de 1176, il assista impuissant à l'arrivée à Palerme d'une centaine de moines de la grande abbaye de Cava, pour occuper la nouvelle fondation.

Nul ne peut manquer d'être impressionné par le sanctuaire de Monreale, étincelant de plus de 6 000 mètres carrés de mosaïques réalisés en cinq ou six ans, entre 1183 et la fin de la décennie. Il n'a ni la perfection de gemme de la chapelle Palatine, ni le mystère byzantin

de la Martorana, ni la pure magie qui émane du fabuleux *Pantocrator* de Cefalù, et son effet est essentiellement dû à sa taille et à sa splendeur – mais cet impact est colossal. En parcourant lentement l'immensité de l'édifice, on est en droit de penser que pratiquement toutes les histoires de la Bible y sont représentées – et l'on ne serait pas très loin du compte. Mais il est surtout une mosaïque – non narrative – qu'il ne faut manquer à aucun prix. Regardez le second personnage à droite de la fenêtre centrale, à l'est. Aucun problème d'identification : conformément aux canons habituels de l'époque, le nom court le long de l'auréole : SCS. THOMAS CANTVR. On ignore si le personnage ressemble ou non à l'archevêque martyrisé³, mais cela reste la plus ancienne représentation attestée de saint Thomas Becket qui nous soit connue, datant de quelques années seulement après sa mort. Et il est hors de doute que sa présence ici est due à la jeune reine, en signe d'expiation personnelle pour le crime commis par son père.

Venons-en pour finir au cloître. C'est la seule touche d'influence sarrasine repérable à Monreale : les fines arcatures arabisantes (il y en a 104), soutenues par des colonnes géminées élancées, certaines sculptées, d'autres incrustées des glorieuses mosaïques cosmatesques qui font la splendeur si caractéristique de l'intérieur de la cathédrale. Dans l'angle sud-ouest, elles ont été étendues pour former une fontaine – de style arabe, à nouveau – d'un modèle unique dans l'île. Les chapiteaux des colonnes, chefs-d'œuvre de dessin et d'invention, constituent un tour de force sculpté sans équivalent dans tout le Sud. Sur l'un d'eux – le huitième du côté ouest –, le roi Guillaume présente sa nouvelle cathédrale à la Mère de Dieu : la dernière et la plus grande des fondations religieuses de la Sicile normande est consacrée et acceptée.

Un royaume au soleil, prospère et paisible ; jeunesse, beauté et richesse sans limites ; l'amour de ses sujets, une jeune et belle reine – avec de tels dons, Guillaume II pouvait paraître à ses contemporains comme un homme à qui les dieux avaient toujours souri. Et tel était le cas – jusqu'à un certain point. Trois bénédictions seulement lui manquaient : premièrement, la longévité ; deuxièmement, un fils et héritier ; troisièmement, un peu de sagesse politique. Si l'une au moins de ces trois grâces lui avait été accordée, son royaume aurait pu éviter

les tristesses qui l'attendaient. Faute des trois, la Sicile était condamnée.

Au cours de l'hiver 1183-1184, des ambassadeurs de l'empereur Frédéric Barberousse arrivèrent à Palerme avec une proposition : rien de moins que le mariage de son fils et héritier Henri avec la princesse Constance de Sicile. Il paraît incroyable que Guillaume et ses conseillers aient pu seulement envisager cette idée. Constance était la fille posthume de Roger II – et d'un an plus jeune que son neveu le roi. Elle était aussi héritière présomptive du royaume. Si elle épousait le fils de Barberousse et que Guillaume restât sans enfants, la Sicile tomberait automatiquement aux mains de l'empereur d'Allemagne et c'en serait fini de son existence indépendante. Jeanne avait certes encore le temps d'enfanter : en 1184, elle n'avait que dix-huit ans, Guillaume trente. Mais la vie au ^{XII}^e siècle était beaucoup plus aléatoire qu'elle ne l'est aujourd'hui, la mortalité infantile était élevée et prendre un tel risque avant que la succession dynastique ne fût assurée aurait été un acte de folie presque criminelle.

Bien peu de Siciliens appréciaient la perspective de livrer leur indépendance à un empire éloigné et barbare à leurs yeux, qui avait toujours été l'ennemi traditionnel de leur pays. Walter of the Mill était d'une opinion opposée – sans que ses raisons fussent vraiment claires. Peut-être, en bon Anglais conservateur, considérait-il une domination impériale moins pire que la guerre civile qui risquait bien d'être la seule alternative. Mais était-ce vraiment le cas ? Constance n'aurait-elle pas pu trouver un autre époux et régner à part entière, avant de transmettre la couronne à un fils légitime, le moment venu ? Toutefois, quels qu'aient été les motifs de l'archevêque, Guillaume avait en tête une autre pensée quand il prit sa décision ; une raison impérieuse et unique pour laquelle il avait besoin d'être assuré de la bonne volonté de l'empire d'Occident dans les années à venir ; une raison pour laquelle, à l'été 1184, à la stupéfaction horrifiée de la majeure partie de ses sujets, il donna son consentement aux fiançailles : il se préparait à attaquer Byzance.

Il avait un prétexte modérément acceptable pour ce faire. L'empereur Manuel I^{er} était mort en 1180, ne laissant qu'un seul successeur légitime, un garçon de onze ans particulièrement inintéressant. La veuve de Manuel, la très belle Marie d'Antioche, gouvernait en tant que régente ; mais compte tenu de ses sympathies

pro-occidentales éhontées, le mécontentement ne cessait d'augmenter dans la capitale, et deux ans plus tard le trône fut usurpé par un cousin de l'empereur défunt, Andronic Comnène. Il fut d'abord bien accueilli et il pouvait difficilement en être autrement, puisqu'il était de loin l'empereur le plus *glamorous* de toute l'histoire byzantine. Déjà âgé de soixante-quatre ans, il en paraissait quarante ; mesurant plus d'un mètre quatre-vingts, en superbe condition physique, il avait conservé sa belle prestance, son esprit, le charme d'une conversation spirituelle, une élégance et un panache qui, joints à ses exploits légendaires au lit et sur le champ de bataille, lui avaient acquis une réputation de Don Juan sans rival.

À mesure qu'Andronic avançait vers Constantinople, les gens sortaient en masse de leurs maisons pour l'accueillir. Avant même qu'il n'eût franchi le détroit, la rébellion avait éclaté dans la capitale et avec elle explosa toute la haine accumulée contre les Latins et que les deux dernières années avaient si puissamment contribué à augmenter. Ce qui suivit fut un massacre – le massacre de presque tous les Latins de la ville, femmes, enfants et même les malades dans les hôpitaux ; tout le quartier dans lequel ils vivaient fut pillé et incendié. Et l'on voyait à présent que le triomphe d'Andronic révélait un autre côté de son caractère : un degré de cruauté et de brutalité que bien peu avaient soupçonné. Il liquida d'abord tous ceux qui s'interposaient entre lui et le trône ; la régente Marie fut étranglée, son fils garrotté avec une corde d'arc.

La popularité d'Andronic s'évanouit bien vite : c'était un monstre. L'ambiance fut de nouveau lourde de séditions et de révoltes. Les conspirateurs qui tombaient au pouvoir de l'empereur étaient torturés à mort, souvent de ses propres mains ; mais beaucoup d'autres s'enfuirent à l'ouest, où les massacres de 1182 n'avaient pas été oubliés et où ils pouvaient être sûrs de trouver un bon accueil. On murmurait même qu'un jeune homme se prétendant le véritable empereur s'était présenté au roi Guillaume, à Palerme. On sait de source sûre que l'un des neveux de l'empereur Manuel s'était réfugié en Sicile et qu'il avait été reçu à la Cour : il avait pressé le roi de marcher sur Constantinople et de renverser l'usurpateur.

Tout cela n'aurait toutefois été qu'un prétexte. Bien que Guillaume ne l'ait jamais avoué à personne, son objectif final n'était rien de moins que de s'emparer de la couronne de Byzance ; et il était résolu à

ce que le corps expéditionnaire dépêché pour l'atteindre fût à la hauteur d'une telle récompense – plus puissant, sur terre comme sur mer, que tout ce qui était jamais parti des rives de la Sicile. Et il en fut ainsi. Au moment du départ, la flotte – commandée par son cousin, Tancredi de Lecce – alignait de 200 à 300 vaisseaux, montés par 80 000 hommes dont 5 000 chevaliers et un détachement spécial d'archers à cheval. On partit de Messine le 11 juin 1185, cap sur Durazzo⁴, le plus grand port de l'Empire sur l'Adriatique. De là, l'antique voie romaine de la via Egnatia filait vers l'est et Constantinople, en traversant la Macédoine et la Thrace. Le 6 août, l'ensemble de la force terrestre commandée par un certain Baudouin (de qui l'on ne sait pratiquement rien) était positionné devant Thessalonique ; neuf jours plus tard, la flotte, après avoir fait le tour du Péloponnèse, prit position dans la rade et le siège commença.

Même si la place avait été préparée et défendue correctement, il est peu probable que Thessalonique eût pu tenir très longtemps contre une attaque aussi furieuse et aussi coordonnée que celle des Siciliens. La garnison résista pourtant courageusement, mais les défenses s'effondrèrent vite et, le 24 août, les troupes siciliennes pénétrèrent dans la deuxième ville de l'Empire. Elles s'y livrèrent à une orgie de sauvagerie et de violences sans équivalent depuis que Théodose le Grand avait massacré 7 000 de ses habitants dans l'hippodrome, huit siècles auparavant. Il fallut une semaine pour que l'ordre fût rétabli, mais la situation dans la ville restait explosive et ce fut assurément un soulagement égal chez les Grecs comme chez les Siciliens, lorsque l'armée se remit en route vers l'est.

À ce moment, Andronic avait dépêché pas moins de cinq armées séparées pour bloquer l'avance sicilienne. Eussent-elles été unies sous un commandant unique et capable, elles auraient pu remporter des victoires. Mais les cinq armées se retirèrent dans les collines au nord de la route, d'où elles observèrent les ennemis en toute sécurité, apparemment hypnotisées. L'avant-garde sicilienne avait donc hâté la marche jusqu'à Mosynopolis, presque à mi-chemin de la capitale, lorsqu'un événement se produisit qui bouleversa toute la situation – et de façon désastreuse, en ce qui concerne la Sicile. Le peuple de la capitale se souleva contre Andronic Comnène.

Ce fut un autre cousin de l'empereur, un certain Isaac Angelus, qui accepta finalement la couronne de Byzance, non sans une certaine

hésitation : il héritait d'une situation désespérée. L'avance de la colonne terrestre d'envahisseurs était à moins de 330 kilomètres de Constantinople ; leur flotte était déjà dans la mer de Marmara, attendant l'arrivée de l'armée. Dès son accession au trône, Isaac fit une offre de paix aux Siciliens. Essuyant un refus, il fit ce qui aurait dû être fait des mois auparavant : il nomma le plus capable de ses généraux, Alexis Branas, au commandement suprême des cinq armées, en lui envoyant les renforts les plus massifs que l'Empire pouvait fournir. L'effet fut instantané : un esprit nouveau anima soudain les Grecs. Ils constatèrent alors que leurs ennemis, trop sûrs d'eux-mêmes, avaient baissé la garde et relâché leur discipline. Choisisant avec soin le lieu et le moment, Branas fondit sur les Siciliens qu'il mit en déroute totale avant de les poursuivre et de les ramener à leur campement principal d'Amphipolis.

Baudouin consentit alors à discuter de paix. L'hiver approchait et les pluies d'automne sont fortes et glaciales en Thrace. Pour une armée qui avait compté passer Noël à Constantinople, la défaite de Mosynopolis était plus démoralisante que stratégiquement décisive – mais les Grecs ne prirent aucun risque. Craignant que les Siciliens ne fussent tentés de profiter des négociations de paix pour les surprendre à l'improviste, ils décidèrent de frapper les premiers et attaquèrent l'ennemi qui tourna casaque et prit la fuite. Certains furent taillés en pièces au cours de leur fuite ; beaucoup se noyèrent en essayant de traverser le Strymon dont les eaux rapides étaient gonflées par les pluies ; d'autres encore, y compris Baudouin, furent capturés. De nombreux fuyards réussirent à regagner Thessalonique où quelques-uns réussirent à s'embarquer pour regagner la Sicile. Mais comme le gros de la flotte sicilienne était encore devant Constantinople, la majorité des rescapés n'eut pas cette chance. Les Thessaloniciens se soulevèrent contre eux et tirèrent une pleine et sanglante revanche pour tout ce qu'ils avaient souffert trois mois auparavant. De la gigantesque armée partie de Sicile en été, si sûre d'elle-même, des lambeaux seulement se traînèrent jusqu'à Durazzo par des passes montagneuses englacées et neigeuses. Seule la flotte revint intacte.

Et cela tombait bien. Deux ans plus tard, la même flotte reçut l'ordre d'appareiller pour la Palestine. Guillaume avait fini par oublier les différends qui l'opposaient à Byzance : il y avait des enjeux beaucoup plus graves. Le vendredi 2 octobre 1187, les armées

musulmanes conduites par Saladin avaient repris Jérusalem : tout l'avenir de la chrétienté en Terre Sainte était en balance. L'histoire désespérée de la troisième croisade n'est heureusement pas de notre ressort. Il suffira de dire que la flotte sicilienne, sous le commandement du jeune et brillant amiral Margaritus de Brindisi, se comporta magnifiquement, en sauvant, au moins temporairement, Tripoli et Tyr pour la cause chrétienne. Margaritus – « le nouveau Neptune » – acquit rapidement une réputation légendaire dans toute la chrétienté. Sa renommée aurait pu grandir encore si les Siciliens avaient été capables de lever la puissante armée dont leur roi rêvait – mais ses espérances de gloire croisée furent brutalement anéanties : le 18 novembre 1189, Guillaume le Bon mourut à Palerme, à trente-six ans.

De tous les souverains Hauteville de la Sicile, Guillaume II est le plus insaisissable. Nous ne savons rien de sa mort sauf qu'elle survint paisiblement, dans son lit. Sur sa vie (qui fut bien courte), nous sommes à peine mieux renseignés. Il est parfois difficile de se rappeler qu'il régna effectivement dix-huit ans sur la Sicile et occupa le trône durant presque un quart de siècle. Nous avons seulement conscience d'une ombre faiblement resplendissante passant sur quelques pages de l'Histoire, avant de disparaître. Pour tout cela, il fut regretté comme peu de princes européens l'avaient été – très loin de ce qu'il méritait. Son règne ne fit rien pour renforcer son pays et marqua au contraire le retour de la politique étrangère la plus irresponsable qu'un État ait pu suivre, celle d'acquisition de terres pour le seul bon plaisir du prince, sans considération des conséquences – politique qui ne fut même pas couronnée de succès. On aurait pu avoir un peu plus de sympathie pour le personnage s'il avait pris personnellement la tête de ses troupes, mais il ne s'aventura jamais au-delà de la mise en scène du départ. Et pour finir, il est surtout à blâmer pour la plus désastreuse décision de toute l'histoire de la Sicile : son consentement au mariage de Constance. Il savait parfaitement que s'il mourait sans enfant, le royaume de Sicile lui reviendrait ; et il avait été marié assez longtemps pour savoir que Jeanne risquait bien de ne jamais lui donner de fils. Il est vrai qu'il pouvait la répudier et prendre une autre épouse – cependant, qui pouvait assurer que son second mariage serait plus fécond que le premier ? Constance *était* le royaume et, en la donnant à Henri von Hohenstaufen, il signait l'arrêt de mort de la

Sicile normande.

Ce n'était pas encore tout à fait la fin. Après un dur combat contre un prétendant rival, la couronne fut assumée par le cousin de Guillaume, Tancrède de Lecce. Petit-fils illégitime de Roger II, Tancrède a été décrit par un chroniqueur contemporain comme *semi-vir*, *embryo infelix* et *detestabile monstrum* – nul besoin de traduire, semble-t-il. Il était pourtant bien résolu à préserver la Sicile des mains du fils de Barberousse. Il combattit dur et courageusement pour ce faire – contre le Saint Empire surtout, et aussi contre les Siciliens, chrétiens et musulmans confondus, trop égoïstes ou trop aveugles pour comprendre l'énormité de la catastrophe qui les menaçait. Il aurait même pu réussir s'il avait vécu, mais il mourut à son tour très tôt, en 1194. Son fils Guillaume était encore un enfant ; sa veuve, la reine Sibylle, devint régente – elle savait, comme beaucoup, que sa tâche serait impossible.

Henri, devenu l'empereur Henri VI après la noyade de son père en Turquie, sur le chemin de la troisième croisade, échoua dans sa première tentative de débarquer en Sicile en 1191. Il se heurta à une opposition inattendue à Naples et il assiégeait encore la ville lorsque l'été du Sud, unique allié fidèle des Siciliens, apporta dans son armée la malaria, la dysenterie et des désertions massives. Il fut obligé de repasser les Alpes, les restes de son armée se traînant derrière lui. Il revint trois ans plus tard et fut couronné roi de Sicile dans la cathédrale de Palerme, le jour de Noël 1194. La reine Sibylle et ses enfants occupaient des places d'honneur ; seulement quatre jours plus tard, ils furent pourtant accusés de complicité dans un complot visant à assassiner Henri, et déportés en Allemagne. La reine Sibylle finit ses jours dans un couvent alsacien et le sort du petit Guillaume reste un mystère. Une version dit qu'il fut aveuglé et castré dans une prison allemande ; une autre, qui n'est pas nécessairement contradictoire, qu'il fut envoyé « libre » dans un monastère. Captif ou cloîtré, il n'allait pas survivre longtemps : il mourut au tournant du siècle, à peine sorti de l'enfance.

Et Constance ? Elle était, en fin de compte, le véritable monarque de Sicile – Henri n'était en fait que le prince consort. Beaucoup de ses sujets durent se demander pourquoi elle n'était pas agenouillée à côté de son époux devant l'autel, pour le couronnement. Elle avait une bonne raison : à l'âge de quarante ans, au bout de presque neuf ans de

mariage, elle attendait un enfant. Elle n'avait pas remis son voyage pour cela, mais elle voyageait plus lentement, à son rythme, partant un mois ou deux après son mari et descendant par petites étapes à travers la péninsule. Même ainsi, pour une femme de son âge et de sa condition, l'entreprise était dangereuse. Les jours et les semaines passés sur les pistes cahoteuses de la Lombardie et des Marches se faisaient sentir et, lorsqu'elle atteignit la petite ville de Jesi, non loin d'Ancone, elle ressentit les premières douleurs de l'enfantement.

Depuis le début de sa grossesse, Constance avait eu une idée fixe. Elle savait que ses ennemis et ceux de son époux, des deux côtés des Alpes, feraient tout ce qu'ils pourraient pour diffamer la naissance, alléguant son âge et ses longues années de stérilité pour proclamer que l'enfant à venir ne pouvait pas être réellement le sien, et elle était déterminée à ce qu'il n'y eût pas le moindre doute possible à ce sujet. Elle fit donc dresser une grande tente sur la place du marché de Jesi, afin que toutes les matrones de la ville qui le désiraient pussent assister à la naissance ; et le jour de la Saint-Étienne, le 26 décembre, elle y mit au monde son seul et unique fils. Un jour ou deux plus tard, elle se montra elle-même en public sur cette place, allaitant fièrement le nouveau-né. L'esprit des Hauteville n'était pas tout à fait mort, après tout.

Il allait réapparaître au siècle suivant, plus resplendissant que jamais, lorsque ce fils, Frédéric, parvint à l'âge d'homme. Même si l'Histoire se souvient de lui comme empereur d'Occident, lui-même n'allait jamais oublier qu'il était aussi roi de Sicile, petit-fils non seulement de Barberousse mais aussi (et tout aussi bien) de Roger II. Il le montra dans ses lions et ses léopards comme dans ses paons ; dans les poètes arabes et italiens qu'il aimait ; dans ses architectures classicisantes et ses pavillons de chasse en Apulie ; et surtout dans cette curiosité artistique et intellectuelle insatiable qui devait lui valoir le glorieux surnom de *Stupor Mundi* – la « merveille du monde ».

1. L'Empire byzantin était divisé en provinces administratives appelées « thèmes ».

2. « Monreale, ville sans confort – soit il pleut, soit le vent souffle, soit la cloche sonne pour les morts. »

3. La reine Jeanne ne pouvait malheureusement pas en avoir donné une

description : au moment du meurtre, elle n'avait que cinq ans.

4. Aujourd'hui Durrës, en Albanie.

STUPOR MUNDI

Le roi Henri de Sicile ne dura pas longtemps et ce fut aussi bien. Il considérait sa nouvelle acquisition comme une annexe, rien de plus, et il la traita comme telle, en la pillant et rançonnant sans pitié : il fallut apparemment 150 mules pour acheminer tous les trésors razzés en Sicile de l'autre côté des Alpes¹. La population se souleva bientôt contre lui, mais son armée n'eut guère de mal à s'imposer, et les rebelles furent châtiés avec une brutalité répugnante : des partisans de Tancrede furent rôtis vivants ou castrés ; un membre de la famille des Hauteville fut coiffé d'une couronne de fer rougie au feu qui fut ensuite clouée en place. Ce régime de terreur était encore en vigueur lorsque Henri VI mourut en 1197, à l'âge de trente-deux ans, probablement d'une malaria contractée au cours d'une expédition de chasse – mais des rumeurs d'empoisonnement coururent inévitablement. Il fut inhumé dans la cathédrale de Palerme, où son tombeau est toujours visible.

Son fils Frédéric avait trois ans. Conformément à ce qui était devenu une tradition établie, il fut convenu que sa mère exercerait la régence – mais Constance mourut un an seulement après son époux, en ayant nommé le pape Innocent III comme tuteur de Frédéric. Le choix n'était pas heureux (même si l'on voit difficilement à qui d'autre elle aurait pu confier cette responsabilité) : Innocent allait certes s'affirmer comme l'un des plus grands papes de l'Histoire, mais il était à la fois trop occupé et trop éloigné pour être d'une réelle efficacité. Dans les quelques années qui suivirent, la Sicile fut gouvernée par une succession de barons allemands de la Cour. Leur tâche n'était guère

aisée : l'allemand était l'une des rares langues d'Europe occidentale qu'on ne parlait pas dans l'île et ils ne firent aucun effort pour en apprendre une autre ; et surtout, ils se révélèrent vite aussi incompetents qu'ils étaient ignorants. L'anarchie se répandit rapidement dans l'île. À cette époque, l'égalité raciale et religieuse, qui avait été un des traits caractéristiques du règne de Roger II, n'était plus qu'un souvenir, et c'étaient à présent les musulmans qui s'en prenaient à leurs frères et concitoyens chrétiens. À Agrigente, pour ne citer qu'un exemple, ils transformèrent la cathédrale en casernement où ils gardèrent l'évêque prisonnier pendant un an.

Rien de tout cela ne parut toutefois affecter l'atmosphère de la Cour, à Palerme, où Frédéric passa son enfance et où il reçut une éducation aussi éloignée que possible de celles des princes allemands de son temps. Son précepteur personnel fut sans doute Michael Scot, érudit traducteur d'Aristote et d'Averroès, dont on sait qu'il séjourna plusieurs années à Palerme et qui allait devenir l'ami du prince. À mesure que celui-ci grandissait, il devint impossible de trouver un sujet qui ne l'intéressât point. Il passait des heures non seulement à étudier, mais aussi à discuter longuement (et doctement) de droit ou de religion, de philosophie ou de mathématiques. Souvent aussi, il aimait se retirer dans un de ses parcs ou l'une de ses résidences campagnardes, pour y étudier les oiseaux et les animaux, qui devaient être une des passions de toute sa vie. Bien des années plus tard, il allait écrire un traité de fauconnerie – *De arte venandi cum avibus* (*L'Art de chasser avec des oiseaux*) – devenu un classique, dans lequel il déployait une connaissance et une compréhension de la vie sauvage rares au XIII^e siècle. Son apparence physique était quelconque – petit et trapu, avec un visage presque aussi roux que ses cheveux, et des yeux de myope –, mais son esprit et son charme étaient irrésistibles.

Son énergie physique était aussi remarquable que son intelligence. En 1208 (il avait alors treize ans), un contemporain notait :

« Il n'est jamais désœuvré, mais passe toute la journée à une occupation ou à une autre, si bien que sa vigueur grandit à mesure ; il fortifie aussi son corps avec l'exercice et la pratique des armes. Il manie celles-ci aussi bien qu'il les porte et, tirant son glaive (dont il use avec dextérité), il s'amuse aussi à se défendre des attaques. Il pratique souvent l'archerie et c'est un

bon tireur. Il aime les pur-sang rapides et nul ne sait mieux que lui les maîtriser avec la bride puis les lancer au grand galop [...].

« À cela s'ajoutent une majesté royale et des traits majestueux, à quoi s'unissent un air aimable et gracieux, des sourcils sereins, des yeux brillants et un visage expressif, un esprit brûlant et une prompte intelligence. Reste que ses actions sont parfois étranges et vulgaires : cela n'est pas dû à sa nature mais au contact avec une compagnie grossière [...]. Il a toutefois de la vertu en avance sur son âge et, quoique non adulte encore, il est déjà bien versé dans la connaissance et possède le don de sagesse, ce qui ne vient habituellement qu'avec le passage des années. Ainsi en lui le nombre des années ne compte pas et il n'y a nul besoin d'attendre la maturité : en tant qu'homme, il est rempli de connaissances, et en tant que souverain, de majesté. »

Pourquoi donc, avec toutes ces qualités, Frédéric n'a-t-il jamais été aimé de ses sujets ? En grande partie parce qu'ils n'ont jamais pu vraiment le comprendre. L'empereur idéal était pour eux davantage sur le modèle d'un Charlemagne – imposant, paternaliste, avec des mœurs au-dessus de tout reproche. Frédéric aimait à choquer ou à surprendre : un solide penchant à l'exhibitionnisme complaisant n'était jamais très loin de la surface ; il était curieusement insensible aux sentiments et susceptibilités des autres. Il pouvait être cruel, aussi, son comportement avec ses deux épouses fut scandaleux, et sa vie impudemment dissolue repoussa beaucoup de ceux dont le soutien et l'amitié lui auraient été profitables.

Frédéric atteignit ses quatorze ans le 26 décembre 1208 ; neuf mois plus tard, il fut marié à Constance, fille du roi Alphonse II d'Aragon, qui avait dix ans de plus que lui et qui était déjà veuve. Le choix était celui du pape Innocent III et, dans les premiers temps du mariage, Frédéric ne sembla guère partager l'enthousiasme pontifical – mais Constance amenait avec elle, dans son escorte, 500 chevaliers bien équipés et, compte tenu des désordres qui se poursuivaient dans le royaume, le jeune roi avait besoin de tous les renforts qu'il pouvait trouver. Avec ses dames de compagnie et ses troubadours, Constance introduisit aussi des éléments de raffinement mondain qui avaient

manqué jusque-là à Palerme. Pour Frédéric, toujours à l'affût de nouvelles incitations, tout un monde nouveau s'ouvrait – le monde de l'amour courtois. Le mariage lui-même resta de convenance politique : Constance demeura largement négligée, bien qu'elle eût dûment offert un fils (Henri) à son époux un ou deux ans après le mariage. Frédéric arrondit pourtant les angles : bien avant ses vingt ans, il avait acquis les grâces sociales et le charme policé qui allaient le rendre célèbre pour le reste de sa vie.

*

Au début de juin 1212, une ambassade arriva à Palerme, porteuse d'un message venu d'au-delà des Alpes. Une nouvelle fois, l'Europe occidentale montrait les dangers de la monarchie élective : depuis la mort de Henri VI, l'Allemagne avait été déchirée par une guerre civile entre les différents prétendants au titre impérial. L'un d'eux, Otton le Guelfe, duc de Brunswick, avait été effectivement couronné empereur par le pape Innocent III en 1209 ; deux ans plus tard, il s'était emparé de ce qui était connu sous le nom italien de *Regno* : la totalité des possessions continentales du royaume de Frédéric. Mais il était allé trop loin : son invasion de la province pontificale de Toscane avait entraîné son excommunication immédiate et, en septembre 1211, un conseil des principaux princes allemands réunis à Nuremberg l'avait déposé. L'ambassade venait de ces mêmes princes, qui invitaient Frédéric à prendre le trône vacant.

Comme on pouvait s'y attendre, cette invitation jeta un trouble considérable à la cour de Sicile. Les principaux conseillers du roi lui suggérèrent fortement de refuser et son épouse fit de même. À l'exception de son défunt père, il n'avait aucun lien avec l'Allemagne ; il n'avait même jamais posé le pied sur le sol allemand. La maîtrise de son propre royaume était encore loin d'être assurée : un an à peine s'était écoulé depuis que le duc de Brunswick l'avait menacé depuis l'autre rive du détroit de Messine. Était-ce vraiment le moment de s'absenter de Sicile pendant plusieurs mois au moins, pour un honneur qui, si grand qu'il fût, pouvait se révéler illusoire ? D'un autre côté, un refus pouvait être considéré (il le savait) comme une rebuffade délibérée et ne pouvait manquer de renforcer la position de son principal rival : en Italie et en Allemagne, Otton avait toujours de très nombreux partisans. Comme il n'avait renoncé à aucune de ses

ambitions à long terme, il était parfaitement capable de lancer une nouvelle campagne – et il ne commettrait pas deux fois la même erreur. Frédéric tenait là l'occasion de lui porter un coup fatal : il ne fallait pas la manquer.

Innocent III, après quelque hésitation, donna son approbation. L'élection de Frédéric au trône du Saint Empire renforcerait la mainmise impériale sur le nord et le sud des États pontificaux et c'est afin de renforcer l'indépendance – au moins théorique – du royaume de Sicile par rapport à l'Empire que le pape insista pour qu'en échange, Frédéric renonçât au trône de Sicile en faveur de son fils nouveau-né, avec Constance comme régente. Une fois ces formalités réglées, la route de Frédéric était libre. À la fin de février, il partit de Messine avec quelques compagnons de confiance non à destination immédiate de l'Allemagne, mais de Rome. Là, le dimanche de Pâques 1212, il s'agenouilla devant le pape afin de prêter l'hommage féodal pour le royaume de Sicile – officiellement au nom de son fils.

De Rome, il embarqua sur une galère génoise qui réussit à échapper à la flottille que les Pisans, farouches partisans du duc Otton, avaient dépêchée pour l'intercepter. À la différence de leurs rivaux de Pise, les Génois soutenaient avec enthousiasme le parti de l'empereur élu et la famille dirigeante des Doria mit son principal palais à sa disposition, le temps que les cols alpins fussent redevenus praticables pour lui permettre de continuer sa route. Même à ce moment, d'ailleurs, les difficultés n'étaient pas finies : la plaine lombarde était en permanence patrouillée par des bandes milanaïses hostiles et l'une d'elles surprit la petite troupe impériale au moment où elle quittait Pavie. Frédéric réussit à sauter à cru sur un cheval et à traverser à gué le Lambro pour gagner Crémone, une ville amie. On ignore par quelle route il franchit finalement les Alpes, mais il était en sûreté en Allemagne au début de l'automne et, le 9 décembre 1212, un des archevêques allemands le couronna roi d'Allemagne dans la cathédrale de Mayence. Deux ans et demi plus tard, le 25 juillet 1215, assis sur le trône de Charlemagne dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle, il fut couronné roi des Romains, titre traditionnel de l'empereur élu. Il ne lui restait plus à recevoir que l'ultime couronnement impérial par le pape à Rome. Presque exactement un an auparavant, le 27 juillet 1214, l'armée du roi de France Philippe Auguste avait battu celle d'Otton de Brunswick et du roi Jean d'Angleterre à la bataille de

Bouvines, près de Lille, ruinant définitivement toutes les espérances impériales d'Otton. La suprématie de Frédéric de Hohenstaufen n'était plus remise en question. C'est alors que celui-ci annonça son intention de se croiser.

Peu d'actes dans la vie de Frédéric nous restent aujourd'hui plus incompréhensibles. Il n'avait jamais été particulièrement dévot et, de plus, il avait été élevé au milieu d'érudits et de savants musulmans dont il respectait la religion et parlait couramment la langue. Il y a tout lieu de penser qu'il regretta rapidement son engagement, car il ne montra guère d'empressement à le remplir. Il allait rester en Allemagne quatre autres années, largement passées à assurer la succession de son fils à l'empire. Le jeune Henri arriva de Sicile avec sa mère en 1217. À la toute fin de l'été 1220, ses parents repassèrent les Alpes, laissant derrière eux un petit garçon de huit ans inconsolable. S'ensuivit un parcours solennel à travers l'Italie au cours duquel Frédéric dispensa gratifications et diplômes avec sa largesse habituelle. À la mi-novembre, Constance et lui arrivèrent à Rome et, le 22 du même mois, le pape Honorius posa enfin sur sa tête la couronne du Saint Empire.

Aussitôt après ce troisième couronnement, il repartit pour la Sicile. Ses années d'Allemagne lui avaient apporté le plus grand titre séculier que le monde occidental pouvait procurer, mais elles lui avaient aussi fait comprendre qu'il était profondément un homme du Sud – un Sicilien. L'Allemagne avait été généreuse pour lui, mais il n'avait jamais vraiment aimé le pays ou ne s'y était pas senti chez lui. Sur les trente-huit ans de son pouvoir impérial, seuls neuf furent passés au nord des Alpes et, durant tout son règne, il allait faire tout son possible – mais sans succès remarquable – pour déplacer le centre de gravité de l'Empire en Italie ; et c'est dans cette même Italie qu'il devait réaliser l'essentiel de l'œuvre de sa vie. Il la commença tard, en 1220, avant même d'avoir franchi le détroit de Messine, dans la première ville importante au nord de son territoire : Capoue.

Sur l'état même de son royaume, il n'avait aucune illusion : depuis la mort de Guillaume II en 1189, il était plongé dans le chaos. Le règne de terreur de son père n'avait fait qu'accroître l'anarchie et l'insatisfaction ; il y avait eu ensuite sa propre minorité – sa mère n'avait pas réussi à maintenir les choses en tant que régente –, suivie de sa longue absence en Allemagne durant laquelle l'État avait

survécu plus nominalement que réellement. La plus urgente des priorités était donc de rétablir l'ordre et ce fut avec ce qu'on appelle les « assises de Capoue » qu'il prit les premières mesures en ce sens, en promulguant une série de lois qui posaient les bases de la régénération nationale du royaume de Sicile. Elles comportaient essentiellement une recentralisation du pouvoir, avec un retour au *statu quo* existant à la mort de Guillaume II. Frédéric était particulièrement sourcilieux envers la noblesse : à l'avenir, aucun détenteur de fief ne pourrait se marier, ni ses enfants hériter sans le consentement du souverain. Et tous les châteaux construits partout dans le royaume depuis l'époque de Guillaume seraient automatiquement dévolus à la Couronne.

Les mesures prises à Capoue furent renouvelées dans les mois suivants à Messine, Catane et Palerme. D'autres lois furent annoncées, allant même jusqu'à régler les comportements privés. Les jeux de hasard étaient interdits ; les citoyens étaient obligés de rentrer chez eux avant les troisièmes sonnaillies du soir ; un habit spécial était prescrit aux juifs – toutefois placés sous protection royale – qui étaient par ailleurs les seuls habilités à prêter de l'argent avec un intérêt pouvant aller jusqu'à 10 %. Les prostituées devaient résider hors des murailles de la cité. L'empereur gagna ensuite Syracuse où il avait eu de sérieuses difficultés avec les Génois. Gênes avait toujours été son amie, mais dès 1204, les marchands génois avaient pratiquement pris possession de la ville, d'où ils avaient étendu leur influence sur toute l'île. L'une des causes principales du déclin du commerce sicilien dans les trois décennies écoulées était le fait que la majeure partie de celui-ci était passée aux mains des étrangers : il n'y avait aucune possibilité de retour à la prospérité aussi longtemps qu'ils contrôlèrent ce secteur. Aussi Frédéric agit-il avec fermeté, malgré l'aide qu'il avait reçue des Génois lors de son voyage pour aller en Allemagne : il les mit purement et simplement dehors. Toutes les concessions commerciales accordées à Gênes, non seulement à Syracuse mais aussi à Palerme, Messine, Trapani et autres centres d'échanges, furent supprimées, tandis que les entrepôts et magasins des Génois, avec leur contenu, étaient confisqués.

Il y avait malheureusement un ennemi beaucoup plus important que les Génois à affronter : les musulmans de Sicile occidentale. Trois quarts de siècle auparavant, au temps du roi Roger, la communauté arabe avait été partie intégrante du royaume. Elle avait peuplé

l'administration du Trésor et fourni la plupart des médecins, physiciens et autres scientifiques qui avaient valu à la Sicile normande son extraordinaire renommée dans le monde européen des sciences. Ces jours étaient finis depuis longtemps. Déjà sous le règne de Guillaume le Bon, une bonne partie de la région arabe semi-autonome avait été rattachée à son abbaye de Monreale. Avec l'effondrement final de la puissance normande, les musulmans s'étaient rendu compte qu'ils n'étaient plus appréciés ni respectés. Ils avaient donc fait retraite en se retranchant dans l'ouest sauvage et montagneux de l'île, où des brigands et pillards arabes terrorisaient à présent les communautés chrétiennes locales. La première campagne de Frédéric contre eux se révéla sans effet et c'est en 1222 seulement que ses troupes s'emparèrent de la forteresse sarrasine de Iato et du chef musulman Ibn Abbad – qui finit rapidement ses jours sur l'échafaud.

Même l'exécution d'Ibn Abbad ne mit pas un point final aux difficultés. La solution ne fut trouvée qu'entre 1222 et 1126, lorsque Frédéric adopta une mesure beaucoup plus radicale. Il avait déjà pratiqué des déplacements de populations : il avait repeuplé Malte et installé un nombre considérable de Lombards et de Grecs dans des secteurs sous-peuplés de la Sicile. Il déporta cette fois la totalité de la population musulmane de l'ouest rebelle – de 15 000 à 20 000 personnes environ – pour les réinstaller à l'autre extrémité du royaume, en Apulie, à Lucera : la ville devint effectivement une communauté musulmane, presque toutes ses églises chrétiennes étant remplacées par des mosquées. Ce n'était nullement une colonie pénitentiaire, soulignons-le : les habitants étaient parfaitement libres d'y vivre comme ils l'entendaient et d'y pratiquer leur religion. Et Frédéric, élevé depuis le berceau au milieu de musulmans, s'y fit bâtir un palais dans un style résolument oriental, qui allait devenir une de ses résidences favorites.

Les Sarrasins de Lucera, de leur côté, témoignèrent de leur nouvelle loyauté en lui fournissant sa garde personnelle. Ils peuplèrent aussi ses principales manufactures d'armes, produisant des lames d'acier damasquiné qui n'avaient d'égales que celles de Tolède. Dans le même temps, des jeunes femmes remplissaient le harem de l'empereur : les danseuses sarrasines vivaient dans une aile du palais, environnées d'un luxe considérable, avec leurs servantes et leurs gardiens eunuques. Un certain nombre de ces filles accompagnaient

l'empereur dans ses fréquents déplacements : officiellement, il n'était question pour elles que de divertir innocemment la cour impériale, mais en réalité – comme Gibbon l'a noté au sujet d'une institution semblable de l'empereur Gordien – il est hors de doute qu'elles étaient là pour d'autres usages que le spectacle.

La cinquième croisade, lancée en 1213, avait été un échec. Elle avait eu comme objectif principal la prise de Damiette, en Égypte, dans l'espoir de l'échanger par la suite contre la ville sainte elle-même. Damiette tomba effectivement en novembre 1219, mais la guerre traîna ensuite pendant presque deux ans de plus, et elle aurait même duré plus longtemps encore si l'armée croisée n'avait pas été prise au piège par la crue du Nil, d'où elle ne put se sortir qu'en capitulant. Après ce fiasco, Frédéric subit des pressions croissantes pour honorer sa promesse et lancer une nouvelle croisade – et aussi prendre une nouvelle épouse. Constance était morte en juin 1221 et le pape Honorius III suggéra Yolande de Brienne, reine héréditaire de Jérusalem, alors âgée de douze ans. Son titre lui venait de sa mère Marie – petite-fille du roi croisé Amaury I^{er} –, laquelle avait épousé à dix-sept ans le sexagénaire Jean de Brienne. Celui-ci avait promptement revendiqué le titre, mais après la mort prématurée de Marie un ou deux ans plus tard, cette revendication était – au moins – sujette à litiges. Brienne n'en avait pas moins continué de gouverner comme régent ce qui restait du royaume, au nom de sa fille Yolande.

Frédéric ne fut pas d'emblée enthousiaste. La fiancée proposée n'avait pas un sou vaillant et sortait à peine de l'enfance ; il avait plus de deux fois son âge. Pour ce qui était du titre, bien peu étaient aussi vides de sens : Jérusalem était revenue aux mains des musulmans depuis un demi-siècle. En revanche, cette « royauté », si formelle qu'elle fût, renforcerait puissamment sa revendication sur la ville sainte, au cas où il partirait pour sa croisade longtemps différée (à laquelle il s'était initialement engagé sept ans auparavant). Après quelque réflexion, il consentit à ce marché. Il accepta aussi au cours d'autres discussions avec le pape que ladite croisade – à laquelle le mariage était indissolublement lié – partirait le jour de l'Ascension, le 15 août 1227. Tout autre retard, avait averti Honorius III, entraînerait l'excommunication immédiate de l'empereur.

En août 1225, quatorze galères de la flotte impériale arrivèrent à

Acre, dernière place forte de l'outre-mer chrétien, pour y chercher Yolande et la ramener en Sicile. Elle embarqua pour sa nouvelle vie avec une suite incluant une cousine plus âgée qu'elle de plusieurs années. Frédéric et Brienne l'attendaient à Brindisi, où le mariage fut célébré dans la cathédrale le 9 novembre. La suite fut moins heureuse : dès le lendemain, l'empereur quitta la ville avec sa nouvelle épouse sans avoir prévenu son nouveau beau-père, et Jean de Brienne fut informé par sa fille effondrée que son époux avait déjà séduit sa cousine. Lorsque le couple arriva à Palerme, la pauvre Yolande fut aussitôt enfermée dans le harem. Son père, dans l'intervalle, avait été abruptement avisé qu'il n'était plus régent et que, à plus forte raison, il n'avait plus droit au titre de roi.

Honorius III mourut en 1227. Son successeur Grégoire IX, déjà vieux, indiqua dès le départ sa position : « Prenez garde, écrivit-il à Frédéric dès son accession au trône de saint Pierre, de ne pas placer votre intelligence, que vous avez en commun avec les anges, plus bas que vos sens, que vous avez en commun avec les bêtes brutes et les plantes. » Pour l'empereur dont les débauches devinrent rapidement légendaires, ce fut un véritable coup de semonce. À ce moment-là, la croisade rassemblait ses forces : un flux constant de jeunes chevaliers allemands franchissaient les Alpes et remplissaient les routes de pèlerinage d'Italie pour rejoindre l'empereur en Apulie, d'où l'armée devait partir pour la Terre Sainte. C'est alors qu'une épidémie dévastatrice éclata dans la chaleur estivale de l'Apulie : typhoïde ou choléra, elle balaya impitoyablement le campement des croisés, et Frédéric lui-même fut touché par le redoutable virus. Il partit quand même de Brindisi comme si de rien n'était, mais comprit un ou deux jours plus tard qu'il était trop malade pour pouvoir continuer. Il envoya en avant ce qui restait des croisés survivants, afin de préparer le terrain comme ils pourraient, et revint en Italie en promettant de les suivre dès qu'il serait suffisamment rétabli, au plus tard en mai 1228. Des ambassadeurs furent simultanément envoyés à Rome, pour expliquer la situation au pape.

Grégoire IX refusa de les recevoir. Dans une encyclique fulminante, il accusa l'empereur d'avoir ouvertement renié ses vœux de croisade. N'avait-il pas fixé de son propre chef une nouvelle date pour son départ, après tant d'atermoiements répétés ? N'avait-il pas prévu qu'avec des milliers de soldats et de pèlerins rassemblés dans la

chaleur de l'été, une épidémie était inévitable ? Et qui pouvait dire qu'il avait réellement contracté la maladie ? N'était-ce pas une nouvelle tentative pour esquiver ses engagements ? Le 29 septembre, Frédéric fut excommunié.

Ce faisant, le pape se piégeait lui-même : il était évident qu'un excommunié ne pouvait pas conduire la croisade – ce que Frédéric avait quand même précisément l'intention de faire. Le pape avait gravement présumé de son pouvoir. L'empereur adressa une lettre ouverte à tous ceux qui avaient pris la croix, en expliquant tranquillement et raisonnablement sa position – donnant en somme au Saint-Père un exemple du ton qu'il aurait été bien inspiré d'adopter lui-même. Cette lettre fit de l'effet : le dimanche de Pâques 1229, lorsque Grégoire IX prononça un furieux sermon contre l'empereur, sa congrégation romaine se révolta : chassé de la Ville, il fut obligé de chercher refuge à Viterbe. De là, il continua sa campagne. Mais alors que quelques mois auparavant, il n'avait eu de cesse de presser Frédéric de partir en croisade, il était à présent dans la position ridicule de prêcher le contraire avec la même urgence – en sachant pertinemment que si l'empereur devait revenir victorieux, le prestige pontifical subirait un coup dont il mettrait longtemps à se remettre.

L'histoire de la croisade de Frédéric est assez rapide à raconter. L'ancien empire de Saladin était maintenant dans les mains de trois frères de sa tribu des Ayyoubides. L'un d'eux, al-Kamil, sultan d'Égypte, apprenant l'imminence du départ de Frédéric, lui avait fait parvenir un appel : si son frère, al-Mou'azzam, pouvait seulement être chassé de sa situation à Damas, il serait en position de restituer à l'empereur le territoire perdu du royaume de Jérusalem. On avait appris ensuite la mort d'al-Mou'azzam : il pouvait donc se faire que l'enthousiasme d'al-Kamil pour une alliance avec Frédéric eût un peu faibli – mais l'empereur avait acquis une sorte d'atout et il était déterminé à le jouer sur place. En arrivant à Tyr à la fin de 1228, il envoya une ambassade à al-Kamil, qui prenait progressivement possession des territoires de son frère mort – et qui regrettait amèrement son offre antérieure. Les envoyés firent remarquer que l'empereur était venu uniquement à l'invitation du sultan : le monde entier savait qu'il était là, quelle opinion aurait-on de lui s'il repartait les mains vides ? La perte de prestige pourrait se révéler fatale et al-Kamil ne serait jamais capable de trouver lui-même un autre allié

chrétien. Pour ce qui était de Jérusalem, c'était à cette époque une ville relativement insignifiante, sans défense et tout à fait dépeuplée. Même du point de vue religieux, elle était beaucoup moins importante pour l'islam que pour la chrétienté. Sa restitution ne serait-elle pas un faible prix à payer pour avoir des relations pacifiques entre musulmans et chrétiens – et au passage, pour obtenir le départ immédiat de Frédéric ?

Il n'y eut pas de menaces – aucune, du moins, exprimée ouvertement. Mais l'armée impériale était là et sa puissance était considérable, alors que le sultan était dans une situation intenable. Il avait l'empereur à sa porte, attendant de recueillir ce qui avait été promis et vraisemblablement peu disposé à partir sans l'avoir obtenu. Al-Kamil finit par conclure un traité pour dix ans à certaines conditions. Premièrement, Jérusalem devait rester ville ouverte et non défendue. Le Mont du Temple, avec le Dôme du Rocher et la mosquée al-Aqsa en face, pourrait être visité par des chrétiens mais devait rester propriété musulmane, avec Hébron. Les chrétiens pouvaient posséder leurs autres principaux sanctuaires de Bethléem et de Nazareth, à condition qu'ils ne fussent unis aux villes chrétiennes de la côte que par un étroit couloir de communication traversant ce qui continuerait d'être territoire musulman. Le samedi 17 mars 1229, Frédéric – toujours sous le coup d'une excommunication – entra dans Jérusalem et prit officiellement possession de la ville. Le jour suivant, défiant ouvertement le ban pontifical, il assista à la messe dans l'église du Saint-Sépulcre, volontairement coiffé de sa couronne impériale. Il avait ainsi réalisé tout le programme fixé à son départ – et il l'avait fait sans verser une seule goutte de sang, chrétien ou musulman.

Au sein de la communauté chrétienne, on aurait pu s'attendre à une certaine joie. Ce fut au contraire de la colère. L'empereur était toujours excommunié par l'Église et il avait osé poser le pied dans le sanctuaire le plus sacré de la chrétienté, libéré avec la complicité active du sultan d'Égypte. Le patriarche de Jérusalem, qui avait soigneusement ignoré l'empereur depuis son arrivée, montra son déplaisir en jetant l'interdit sur la ville entière : les services religieux y étaient désormais proscrits et les pèlerins visitant les Lieux saints ne pouvaient plus compter sur la rémission de leurs péchés. Les barons locaux s'estimèrent outragés de ne pas avoir été consultés et ils se demandaient comment ils pourraient garder les territoires si

douteusement acquis par Frédéric, une fois que l'armée impériale serait repartie en Occident.

Le comble – pour le clergé comme pour les laïcs – était l'intérêt et l'admiration manifestes que l'empereur avait pour la religion musulmane et pour la civilisation islamique dans son ensemble. Il insista par exemple pour visiter le Dôme du Rocher – dont il étudia l'architecture en détail – et la mosquée al-Aqsa où il exprima, dit-on, son amère déception de ne pas y avoir entendu l'appel à la prière (le sultan avait ordonné aux muezzins de faire silence... en signe de respect !). Comme à son habitude, il interrogeait dans leur langue tous les musulmans cultivés qu'il rencontrait sur leur foi, leur nom, leur mode de vie et tout ce qui lui passait par la tête. Pour les chrétiens d'outre-mer, une telle attitude était profondément choquante ; même l'arabe raffiné qu'il parlait lui fut imputé à crime. Son impopularité grandissait à chaque jour de plus passé à Jérusalem et, lorsqu'il partit pour Acre – en échappant de peu à une embuscade tendue par les Templiers sur la route –, la ville était au bord de la rébellion. La flotte impériale appareilla le 1^{er} mai et atteignit Brindisi le 10 juin 1229.

Frédéric trouva son royaume dans un état de confusion totale. Son vieil ennemi Grégoire IX avait profité de son absence pour lancer ce qui revenait presque à une croisade contre lui, en écrivant aux princes et aux Églises d'Europe occidentale pour leur demander des hommes et de l'argent en vue d'une offensive généralisée contre l'empereur, à la fois en Allemagne et en Italie. En Allemagne, la tentative de lui susciter un rival en la personne d'Otton de Brunswick avait fait long feu. En revanche, en Italie, il avait monté une véritable invasion armée, l'objectif étant de chasser une fois pour toutes Frédéric du sud de l'Italie, afin de faire passer toutes ces régions sous la tutelle directe de Rome. De furieux combats se déroulaient alors dans les Abruzzes et autour de Capoue ; en Apulie, sur la foi de fausses rumeurs répandues par des agents pontificaux et annonçant la mort de l'empereur, de nombreuses villes étaient en état de révolte ouverte. Pour encourager d'autres cités à les suivre, le pape avait récemment publié un édit déliant tous les sujets de l'Empire de leurs serments d'allégeance.

La situation aurait difficilement pu être plus désespérée, mais le vent tourna avec l'arrivée de Frédéric. L'empereur était de retour parmi son peuple – non pas mort mais triomphant, ayant récupéré les

Lieux saints pour la chrétienté sans verser une goutte de sang. Cet exploit n'avait peut-être pas impressionné les communautés chrétiennes d'outre-mer, mais il apparaissait sous un jour très différent pour les populations d'Italie méridionale et de Sicile. Dans le même temps, beaucoup étaient profondément choqués que le pape en personne ait pu attaquer les terres d'un croisé en son absence. Le roi de France Louis IX était franchement effaré. De plus, en revenant dans son royaume, Frédéric devint instantanément un autre homme : fini les colères, les fanfaronnades et l'insécurité dont il avait fait preuve de façon réitérée en Orient. Il était revenu dans le pays qu'il connaissait et qu'il aimait ; il était à nouveau le maître. Il passa tout l'été à faire infatigablement campagne et, à la fin du mois d'octobre, l'armée pontificale était brisée.

Grégoire IX, toutefois, ne l'était pas, et la réconciliation entre le pape et l'empereur fut un processus long, difficile et douloureux. Au cours des mois qui suivirent, Frédéric multiplia les concessions, en sachant parfaitement que le vieux pontife gardait son arme la plus redoutable : l'empereur était toujours excommunié, ce qui représentait une gêne sérieuse, un reproche permanent et une responsabilité diplomatique potentiellement dangereuse. Pour autant qu'on le sache, le chrétien qu'était assurément Frédéric n'aurait certainement pas voulu mourir sous le coup d'un interdit religieux. Mais Grégoire IX multipliait les faux-fuyants et il fallut attendre juillet 1230 pour qu'il acceptât en rechignant un traité de paix, signé à Ceprano à la fin du mois d'août, et levât l'excommunication. Deux mois plus tard, les deux hommes dînèrent ensemble dans le palais pontifical d'Anagni. Le dîner fut sans doute loin d'être convivial, du moins au début, mais Frédéric était capable d'un très grand charme quand il voulait en faire usage, et le pape dut être authentiquement flatté que le maître du Saint Empire romain ait pris la peine de venir le voir sans pompe officielle. Ainsi prit fin l'un de ces affrontements herculéens entre l'Empire et la papauté comme l'histoire de l'Europe médiévale en connaissait périodiquement.

Naturellement, tout n'était pas réellement réglé. Six ans plus tard, un nouveau soulèvement lombard – toujours à l'instigation de Grégoire IX – rappela l'empereur vers le nord. Il écrasa en 1237 à Cortenuova la Ligue reconstituée, vengeant du même coup la défaite historique de son grand-père Barberousse à Legnano – et s'attirant une

nouvelle excommunication. Le pape finit par mourir en 1241 : si son successeur le très vieux Célestin IV avait vécu, les soucis de l'empereur auraient pu prendre fin, mais Célestin suivit Grégoire dans la tombe soixante-dix jours plus tard. Frédéric fit tout ce qu'il put pour influencer l'élection suivante mais il ne réussit pas à empêcher celle du cardinal génois Sinibaldo dei Fieschi, devenu pape en juin 1243 sous le nom d'Innocent IV et adversaire de Frédéric plus acharné encore que Grégoire IX ne l'avait été. Deux ans seulement après son élection, au concile général de Lyon, il déclara Frédéric – déjà excommunié – déposé et déchu de tous ses titres et dignités.

Mais on ne pouvait pas détrôner si facilement le maître du Saint Empire romain ! Ce ban suprême – que Louis IX de France et Henri III d'Angleterre, désormais beau-frère de l'empereur², refusèrent de reconnaître – entraîna peu de changements immédiats dans la position de Frédéric. Le nom des Hohenstaufen conservait un immense prestige en Allemagne, tandis qu'en Sicile et dans le *Regno*, ses déplacements incessants, accompagnés de son harem et très souvent aussi de sa remarquable ménagerie, lui assuraient une visibilité et une renommée exceptionnelles au point qu'il paraissait omniprésent et partie de la vie elle-même. Il continua ses combats, ignorant superbement le décret pontifical, et les affrontements étaient en cours lorsqu'il fut pris en décembre 1250, à Castel Fiorentino en Apulie, d'une violente crise de dysenterie. Il en mourut le mardi 13 décembre en habit de moine cistercien, à treize jours de son cinquante-sixième anniversaire. Son corps fut ramené à Palerme et enseveli selon ses volontés dans le somptueux sarcophage de porphyre rouge qui avait été préparé pour son grand-père Roger II, mais qui était resté vide.

Selon sir Steven Runciman, « dans toute sa longue histoire, la papauté ne rencontra jamais d'ennemi aussi redoutable que Frédéric II de Hohenstaufen ». Rien d'étonnant peut-être à ce que Dante l'ait relégué dans le sixième cercle de son *Inferno*. Politiquement, ce fut aussi un échec : son rêve avait été de constituer avec l'Italie et la Sicile un royaume unifié au sein de l'Empire, avec sa capitale à Rome. L'objectif constant de la papauté, soutenue par les villes et les cités de Lombardie, avait été d'empêcher à tout prix que ce rêve ne devînt réalité. Et la papauté avait finalement gagné. Mais ce n'est pas pour ses réalisations politiques que Frédéric II est resté le souverain européen le plus célèbre entre Charlemagne et Napoléon, encore

moins pour son œuvre en Allemagne, qu'il ne visita jamais quand il pouvait éviter de le faire. Ce qui lui valut son glorieux surnom de *Stupor Mundi* fut la puissance inouïe de sa personnalité intellectuelle et physique. Ce n'est pas pour rien que ses grands-pères étaient Frédéric Barberousse et Roger II : tous les deux étaient de grands monarques, mais il les surpassa l'un et l'autre. De Barberousse, il tenait l'infatigable énergie, les talents militaires, le courage et la conception augustéenne de l'Empire à laquelle il consacra sa vie. À Roger et à son éducation sicilienne, il devait l'ampleur sans limites de son esprit et de ses intérêts, ses dons extraordinaires pour les langues et son amour passionné pour l'art et pour la science. Il fonda en 1224 l'université de Naples, l'une des plus anciennes au monde, aujourd'hui connue et active sous le nom d'Università Federico II. Poète parmi les poètes, il était au cœur d'un cercle où l'on inventa le sonnet et où naquit la littérature italienne vernaculaire. Sa curiosité passionnée pour la physique et la métaphysique le mit en contact ou en correspondance avec les érudits et les penseurs de toutes croyances. Et les sculptures préservées de la porte triomphale de Capoue, qu'il conçut lui-même, attestent à la fois ses talents d'architecte et sa munificence de mécène. Il mérite ainsi amplement d'être salué comme le premier des princes de la Renaissance, deux siècles avant la lettre.

-
1. Sinon, comment les somptueux vêtements et ornements royaux de Roger II auraient-ils pu arriver dans le Kunsthistorisches Museum de Vienne ?
 2. En 1235, Frédéric avait épousé en troisièmes noces Isabelle d'Angleterre, fille du roi Jean.

LES VÊPRES SICILIENNES

Orpheline de l'autorité de Frédéric II, la Sicile retomba rapidement dans le chaos et la confusion. Quelque chose – peut-être une survivance de leur passé arabe ? – avait toujours empêché les Siciliens de réaliser un semblant d'unité : presque toutes leurs grandes cités étaient déchirées par des dissensions internes, débouchant sur une sorte de guerre civile multilatérale et plus ou moins endémique. Les barons prirent ainsi l'avantage, chacun pour soi ; alors que le féodalisme s'estompait lentement sur le continent, il affermit son emprise en Sicile. L'agriculture en pâtit considérablement et la population diminua de façon spectaculaire : on a pu calculer que dans les deux siècles suivants, elle perdit plus de la moitié de son effectif.

Dix des enfants et petits-enfants de Frédéric II moururent en prison ou de mort violente. Son fils aîné Henri, devenu le roi Henri VII d'Allemagne (mais jamais couronné empereur), se rebella contre son père et succomba dans ses geôles en 1242. Conrad – le fils de Yolande de Jérusalem, qu'il avait auparavant désigné comme son héritier – fit de son mieux pour rétablir l'ordre, mais il fut obligé de passer le plus clair de son temps en Allemagne, et le *Regno* italo-sicilien fut confié à Manfred, bâtard de Frédéric (et le préféré de ses onze enfants illégitimes), que son père avait nommé prince de Tarente. Lorsque Conrad mourut de malaria à vingt-six ans, quatre ans seulement après son père, Manfred commença par refuser de remettre la Sicile à Innocent IV, puis assumait la régence au nom de son demi-frère âgé de deux ans, Conradin. Le pape – furieux, comme on pouvait le prévoir – l'excommunia incontinent et chercha frénétiquement d'autres

candidats convenables pour ce trône. Richard de Cornouailles, frère du roi anglais Henri III, fut un temps sur les rangs – mais bien qu’il fût l’homme le plus riche d’Angleterre, il trouva le prix trop élevé et refusa de relever le défi ; c’était, dit-il, comme si on lui offrait la lune à condition qu’il la décrochât du ciel. En 1253, une autre proposition avait été faite au fils du roi Henri âgé de huit ans, Edmond de Lancastre, qui avait été acceptée, de façon plutôt surprenante ; un légat pontifical l’avait d’ailleurs investi du titre. Pendant dix ans, Edmond se présenta lui-même « par la grâce de Dieu roi de Sicile » et il envoya même l’évêque de Hereford pour lever des impôts sur ses nouveaux sujets, mais l’idée parut bientôt parfaitement saugrenue et l’on n’en entendit plus parler.

Pendant ce temps, Manfred avait étendu son pouvoir sur la majeure partie de l’Italie méridionale. Le pape Alexandre IV – qui avait succédé à l’odieux Innocent IV en 1254 et à qui Manfred apparaissait en tout point aussi dangereux que son père l’avait été – avait envoyé une armée contre lui, que Manfred battit presque sans efforts. C’était un digne rejeton de son père. À la différence de ce dernier, il était toutefois de très belle allure, mais il avait hérité de lui l’amour du savoir et de la littérature et un charme personnel dévastateur. Il recréa la brillante cour de Frédéric II, fonda le port apulien de Manfredonia et épousa Hélène, fille de Michel II, despote d’Épire – une alliance qui lui gagna l’île de Corfou et une grande étendue de territoire sur la côte albanaise. La fille aînée de Manfred, Constance, devint l’épouse de Pierre, héritier du trône d’Aragon – un mariage qui allait se révéler beaucoup plus important qu’il n’y paraissait de prime abord. En août 1258, Manfred finit par prévaloir sur les barons siciliens et fut proclamé roi.

Mais Alexandre IV n’avait nullement renoncé. Si courtois et facile à vivre qu’il fût, il n’accepterait jamais, ni ne pourrait accepter, de reconnaître un Hohenstaufen et il consacra les sept années de son pontificat à chercher un « athlète du Christ » qui débarrasserait une fois pour toutes l’Italie du Sud de cette dynastie détestée. De son point de vue, le trône de Sicile était vacant, et il poursuivait ses efforts pour trouver un candidat convenable quand il mourut à Viterbe (1261) où il avait passé une bonne partie de son pontificat pour éviter les séditions récurrentes des factions romaines. Et c’est à Viterbe qu’après trois mois de conclaves infructueux, les cardinaux élurent un candidat

venu d'ailleurs : le patriarche de Jérusalem, qui se trouvait en visite à la curie à titre officiel. Jacques Pantaléon était un Français, fils d'un pauvre cordonnier de Troyes. Il prit le nom d'Urbain IV et ses yeux se portèrent bien vite sur un candidat de son choix – un compatriote et homme d'une capacité peu commune : Charles d'Anjou.

Frère du roi Louis IX de France (Saint Louis), Charles avait alors trente-cinq ans. En 1246, son mariage lui avait apporté le comté de Provence, assorti d'une immense richesse ; il était aussi le seigneur du port de Marseille, bourdonnant d'activité. À cet opportuniste cruel et froid, immensément capable et dévoré d'ambition, le pape offrait une chance à ne pas manquer. L'armée que Charles allait conduire contre Manfred devait être officiellement désignée comme une « croisade » – ce qui signifiait qu'elle serait, comme d'habitude, un mélange hétéroclite d'aventuriers espérant se tailler des fiefs dans le *Regno*, de pèlerins cherchant la rémission de leurs péchés et de ruffians simplement en quête de viols et de pillages. Avec eux partirent aussi, toutefois, un nombre impressionnant de chevaliers venus de toute l'Europe occidentale – Français, Allemands, Espagnols, Italiens et Provençaux, avec même quelques Anglais pour faire bon poids – qui, dans l'opinion de Charles, surclasseraient aisément tout ce que Manfred pourrait aligner contre eux.

Le 6 janvier 1266, Charles d'Anjou fut couronné à Rome comme roi de Sicile, non par Clément IV, successeur d'Urbain IV¹, mais par cinq de ses cardinaux ; moins d'un mois plus tard, le 3 février, son armée franchissait la frontière du *Regno*. La campagne n'allait pas être très longue : les deux armées se rencontrèrent le 26 devant Bénévent et l'affaire se conclut très vite. Avec son courage habituel, Manfred tint sa position et ne fit retraite qu'en se battant, mais ses troupes se débandèrent et prirent la fuite, et le pont sur le Calore fut rapidement bloqué. Bien peu en réchappèrent : des hommes en armure n'avaient aucune chance contre les eaux du fleuve en crue. La reine Hélène et les trois fils de Manfred essayèrent de se réfugier en Épire, sur l'autre rive de l'Adriatique, mais ils furent capturés alors qu'ils attendaient le bateau et emprisonnés à Nocera. Hélène y mourut trois ans plus tard alors qu'elle n'avait pas encore trente ans ; les garçons aussi restèrent en prison jusqu'à leur mort – l'un d'eux y croupissait encore en 1307.

La « croisade » était terminée – ou peu s'en fallait. Deux ans plus tard, le jeune Conradin, « beau comme Absalon », fit une dernière

tentative désespérée pour sauver la situation et franchit les Alpes à la tête d'une armée composée d'Allemands, d'Italiens et d'Espagnols. Passant par Vérone, Pise, Sienne et Viterbe, il parvint à Rome où il reçut un accueil tumultueux ; puis il partit avec son armée à la rencontre de Charles. La bataille eut lieu près du village frontière de Tagliacozzo, le 23 août 1268, et ce fut une hideuse boucherie de part et d'autre. À un moment, il sembla que les Angevins avaient été exterminés et que le reste de leur armée s'était enfui ; Conradin se félicitait déjà de sa victoire, mais Charles d'Anjou avait préparé un piège redoutable. Il déboucha soudain de derrière les collines voisines à la tête d'un petit millier de ses meilleurs cavaliers et fondit au grand galop sur Conradin et ses chevaliers, groupés autour de la bannière des Hohenstaufen. Pris par surprise, ces derniers furent promptement enveloppés et massacrés. Conradin réussit à s'enfuir et gagna Rome, mais il y fut capturé peu après. Conduit à Naples et jugé pour la forme, le jeune homme fut décapité sur la place du marché le 29 octobre. Il avait juste seize ans.

La dynastie Hohenstaufen était finie en Italie – et avec elle, quelque chose d'infiniment plus regrettable à long terme : l'âge d'or de la Sicile. Son déclin remontait à plusieurs années – sans doute à ce jour de Noël 1194 où Henri VI avait été couronné roi. Son fils Frédéric affirma toujours qu'il aimait l'île par-dessus toutes ses autres terres, mais à mesure qu'il vieillissait, il passa de plus en plus de temps en Apulie, où sa grande et admirable résidence de chasse de Castel del Monte se trouve toujours. Ce n'était pas seulement une affaire de préférence personnelle : des considérations politiques pratiques entraient aussi en ligne de compte. À la période « normande », quand le royaume se composait essentiellement de la Sicile et de l'Italie méridionale, il était censé le gouverner depuis Palerme. Mais à partir du moment où le « roi-empereur » régna aussi sur l'Italie du Nord et – au moins théoriquement – sur une bonne partie de l'Europe du Nord, l'ancienne capitale était tout simplement trop éloignée. Le détroit de Messine, même large de quelques kilomètres seulement et d'une importance considérable pour le commerce palermitain, devint bientôt plus un obstacle qu'un avantage, tandis que les principales préoccupations de Frédéric II – ses difficultés en Allemagne et ses luttes constantes avec la papauté – concernaient fort peu le Sicilien

moyen.

Manfred lui aussi avait préféré le continent : il avait ses résidences principales à Naples et Lucera, et il avait rarement visité la Sicile après son couronnement. C'était une grave erreur : s'il s'était contenté de s'établir à Palerme tout en gardant un œil vigilant sur le *Regno* comme l'avaient fait ses prédécesseurs normands, il aurait sans doute pu sauver l'île de son triste déclin et même y fonder une dynastie durable de son cru. Mais Manfred ne sortit jamais totalement de l'ombre gigantesque de son père. Il sentait qu'il était né pour de plus grandes choses ; lui aussi avait des ambitions en Italie du Nord, et peut-être au-delà. La Sicile n'était pas assez grande pour lui – et lui comme elle subirent les conséquences de cet aveuglement.

Avec l'arrivée des Angevins, il sembla que l'île allait retomber dans une obscurité plus profonde encore. Charles d'Anjou montra d'abord fort peu d'intérêt pour la Sicile, concentrant toute son attention sur la Toscane dont le pape Clément IV l'avait nommé « vicaire impérial » et où les affrontements persistaient entre les deux grandes factions de l'Italie médiévale : les Guelfes et les Gibelins. Mais les Siciliens ne se laissaient pas si facilement ignorer : à la fin de l'été 1267, ils se révoltèrent et il fallut deux bonnes années pour que l'ordre fût rétabli. La dureté des châtements infligés – aux innocents comme aux coupables – laissa un héritage de rancœur et d'hostilité qui allait ressurgir aussi vite que violemment. Il en alla de même pour la réorganisation consécutive du royaume, très inspirée du modèle français, ne fût-ce que pour la langue des institutions gouvernementales. Le nouveau roi refusa que Manfred ou Conradin – voire Frédéric II, après sa déposition formelle par Innocent IV en 1245 – fussent comptés comme rois de Sicile ; toutes leurs lois et leurs dons de terres furent ainsi déclarés nuls et non avenue. Si un propriétaire ne pouvait pas prouver de façon satisfaisante que son titre de propriété était antérieur à 1245, le bien était confisqué. Toutes les propriétés raflées, de même que celles des rebelles condamnés, furent gardées par Charles pour lui-même ou distribuées à ses proches, presque tous français ou provençaux. Une fois encore – on serait tenté d'écrire : « comme toujours » –, les Siciliens se retrouvaient spoliés.

Vers 1270, Charles d'Anjou avait pris le contrôle d'une bonne partie de la péninsule Italienne – travail qui lui fut largement facilité, après la mort de Clément IV en 1268, par l'incapacité des cardinaux à

élire un successeur. Grâce à son influence considérable sur la curie, il réussit à garder le trône pontifical vacant pour les trois années qui suivirent², gagnant du même coup une totale liberté d'action en Italie. Dans l'ensemble, son gouvernement ne fut pas mauvais : c'était un excellent administrateur, dur à la tâche, qui se déplaçait perpétuellement dans son royaume tandis que greffiers et secrétaires suivaient du mieux qu'ils le pouvaient, et s'intéressait personnellement au moindre détail porté à sa connaissance. Vers la fin de sa vie seulement, il concentra le gouvernement à Naples dont il fit une capitale un peu plus que nominale.

La Sicile resta toutefois en état d'abandon. La révolte récente restait dans les cœurs et les mémoires. Les ports étaient vides, les industries recevaient peu d'encouragement. Les domaines royaux étaient bien entretenus, comme on pouvait s'y attendre, mais le Sicilien n'en tirait qu'une seule conclusion : il appartenait à une province obscure et sans importance, dont le souverain avait depuis longtemps cessé de prendre soin. Dans les quinze dernières années du règne de Charles, malgré ses interminables déplacements dans tout le *Regno*, il mit le pied en Sicile une seule fois. Ce fut lorsqu'il allait rejoindre son frère Louis IX devant Tunis : il pouvait difficilement faire autrement, mais la halte ne dura que quelques jours. Ce comportement était à courte vue. Charles ne manquait pas d'intelligence, pourtant, et il aurait dû comprendre que cette négligence était lourde de conséquences pour l'avenir : les Siciliens avaient leur fierté et leur mémoire était longue.

Pour ceux qui détestaient la maison d'Anjou et tout ce qu'elle représentait, il y eut après la mort de Conradin un point de ralliement : la cour du roi Pierre III d'Aragon. En 1262, celui-ci avait épousé la fille de Manfred, Constance, qui était désormais la seule représentante de la cause Hohenstaufen dans le sud de l'Italie ; et un nombre croissant de réfugiés de Sicile et du *Regno* affluaient à la cour de Barcelone. Parmi eux se trouvait un des grands intrigants et comploteurs de l'époque : son nom était Jean de Procida. Il avait étudié la médecine dans sa vie natale de Salerne ; médecin personnel de Frédéric II, il l'avait assisté sur son lit de mort. Il était ensuite entré au service de Manfred, puis il avait combattu avec Conradin à Tagliacozzo, après quoi il avait fait le voyage d'Allemagne dans l'intention de persuader un autre des petits-fils de Frédéric II d'envahir

l'Italie et d'y restaurer la dynastie des Hohenstaufen. C'est seulement après l'échec de ces projets qu'il s'était installé à Barcelone avec ses deux fils : Constance était – selon lui – le dernier et unique espoir. Pierre III lui réserva un accueil chaleureux et le nomma chancelier du royaume, charge à la faveur de laquelle il put se consacrer à l'organisation de la grande conspiration nécessaire pour assurer la chute des Angevins.

Une remarquable légende apparaît dans les œuvres de Pétrarque et de Boccace, selon laquelle Procida aurait voyagé discrètement dans toutes les cours d'Europe afin de rallier des soutiens à sa cause et aurait même rendu visite à l'empereur Michel VIII Paléologue à Constantinople, d'où il serait revenu avec d'énormes quantités d'or byzantin. C'est presque certainement faux : il allait avoir soixante-dix ans à cette époque et, dans les deux années du voyage supposé (1279 et 1280), sa signature figure régulièrement sur les documents issus de la chancellerie aragonaise. Il se peut toutefois que quelqu'un d'autre – peut-être un de ses fils – ait fait ces voyages sous son nom. Il y eut certainement des contacts entre Barcelone et Constantinople, où Michel VIII savait que Charles d'Anjou préparait alors une grande expédition contre l'Empire byzantin : il avait donc hâte de passer immédiatement à l'offensive avant que ladite expédition ne pût être lancée. Pierre III, en revanche, conseillait d'attendre que les choses fussent bien en route.

Dans les faits, le calendrier ne dépendit ni du roi ni de l'empereur, mais des Siciliens eux-mêmes. En 1282, les Angevins étaient cordialement détestés dans l'ensemble du *Regno*, à la fois pour l'exorbitance de leurs impôts et pour l'arrogance de leur comportement. Le 30 mars 1282, au soir du lundi de Pâques, un sergent français s'avisa d'importuner une Sicilienne devant l'église du Spirito Santo de Palerme, au moment où les cloches sonnaient pour les vêpres. Ledit sergent fit aussitôt pris à partie et tué par le mari outragé ; le meurtre fut suivi d'une émeute et l'émeute d'un soulèvement : au matin, 2 000 Français et Provençaux avaient été massacrés.

Le soulèvement se répandit comme un feu de forêt. Le 30 août, Pierre III et son armée débarquèrent à Trapani ; ils arrivèrent à Palerme trois jours plus tard. Le couronnement officiel espéré ne put avoir lieu : l'archevêque de Palerme était mort et son collègue pro-

angevin de Monreale avait opportunément disparu. Pierre III dut se contenter provisoirement d'une simple proclamation de sa royauté. Il la consacra avec une promesse solennelle de respecter les droits et les libertés de ses nouveaux sujets, tout en appelant tous les hommes valides de Palerme et des environs à marcher avec lui sur Messine, où les Français résistaient encore. La réaction fut, dit-on, immédiate et enthousiaste : pour les bons Palermitains qui détestaient autant les Messiniens que les Français, l'occasion était trop belle pour être manquée.

À Messine, Charles d'Anjou avait personnellement pris le commandement et c'est là qu'il reçut les envoyés de Pierre III, le 17 septembre. Il comprenait à présent que la conquête espagnole était pratiquement un fait accompli. Il n'avait aucune envie de risquer une féroce bataille avec des ennemis qu'il soupçonnait largement supérieurs en nombre, et il voulait encore moins se retrouver lui-même piégé dans l'île. Il répondit donc aux ambassadeurs qu'il rejetait évidemment les prétentions de leur maître à la royauté mais qu'il était disposé, au moins temporairement, à évacuer ses forces sur le continent. Pour le roi d'Aragon qui avait volontairement freiné son avance, c'était exactement ce qu'il voulait entendre. Lui aussi souhaitait éviter un bain de sang : il fallait juste laisser aux Angevins une semaine ou deux, le temps de faire passer leurs troupes de l'autre côté du détroit. Il aurait alors conquis l'île sans coup férir.

Il était bien sûr pleinement conscient qu'il ne pouvait pas compter sur la loyauté durable des barons siciliens. On l'avait en particulier mis en garde contre l'un d'eux, un certain Alaimo de Lentino, *capitano* de Messine : il avait déjà trahi le roi Manfred aussi bien que le roi Charles, et son épouse, Machalda, était encore pire que lui. Lorsque Pierre III arriva, très fatigué, au petit village de Santa Lucia, près de Milazzo, où il avait prévu de passer la nuit, il fut horrifié de la trouver qui l'attendait là. Le prétexte de sa présence était la remise des clefs de Catane, mais il fut très vite clair qu'elle ambitionnait le rôle de maîtresse royale. Le pauvre Pierre d'Aragon connut alors une soirée extrêmement embarrassante et ne s'en sortit qu'avec un long exposé sur son amour pour (et sa loyauté envers) la reine Constance : cette argumentation, dit-on, ne fut pas du goût de Machalda. Elle ne fit pas mystère ensuite de sa jalousie envers Constance et usa de toute son influence pour monter son mari contre le couple royal.

Que le capitaine de Messine ait été ou non au courant des démarches impudiques de son épouse, il se montra pour le moment coopératif en accueillant Pierre III dans « sa » ville et en le poussant à faire aux Angevins autant de mal qu'il le pourrait. Le résultat fut considérable. La flotte aragonaise avait atteint Messine alors que les Angevins n'étaient encore qu'à Reggio de Calabre et totalement désorganisés par suite de la précipitation de leur départ. Deux batailles navales eurent ainsi lieu à la mi-octobre : la seconde, livrée au large de Nicotera le 14, se conclut par la prise de vingt et une galères françaises en route vers Naples, remplies d'armements à ras bord. D'autres engagements eurent lieu au cours des années suivantes et l'un d'eux, le 3 juin 1284, au large de Castellammare, se termina par la capture du prince de Salerne, fils et héritier de Charles d'Anjou.

Ce dernier refusa bien entendu de reconnaître sa défaite et alla même jusqu'à proposer un véritable « jugement de Dieu » : le sort de la Sicile devait être réglé par un combat singulier entre Charles et Pierre sous contrôle anglais, à Bordeaux (à plusieurs jours de voyage de la Sicile). Pierre III accepta, de façon assez surprenante, mais il fut décidé au fil des mises au point suivantes que, compte tenu de la différence d'âge – Pierre avait quarante ans, alors que Charles en avait cinquante-cinq, c'était donc un vieil homme, pour l'époque – il serait plus convenable que chaque monarque fût accompagné d'une centaine de chevaliers triés sur le volet, pour se battre à ses côtés. La date de cette rencontre extraordinaire fut fixée au mardi 1^{er} juin 1283, malheureusement – ou peut-être heureusement ? – sans indiquer d'heure précise. Le jour dit, les Aragonais se présentèrent le matin de bonne heure et ne trouvèrent personne : Pierre d'Aragon, constatant cette carence, revendiqua la victoire en arguant que son adversaire avait eu peur de se battre, et repartit. Quelques heures plus tard, Charles d'Anjou arriva avec sa troupe, fit le même constat d'absence et repartit de son côté avec la même conclusion – en sens inverse : la victoire lui revenait. Les deux princes ne s'affrontèrent donc jamais. Les dépenses d'organisation avaient été considérables des deux côtés, mais l'honneur était sauf de part et d'autre.

Le *Regno* resta partagé en deux. Charles refusant opiniâtement de renoncer à son titre de roi de Sicile, on vit alors naître l'appellation des « Deux-Sicules », avec un roi à Naples et un roi à Palerme, chacun d'eux restant déterminé à chasser l'autre et à réunifier le royaume.

Mais la réputation de Charles était ruinée : son empire avait été édifié sur du sable ; il avait cessé d'être une puissance mondiale. Il ne pouvait plus être question d'une expédition contre Constantinople. Le roi mourut le 7 janvier 1285 à Foggia. Il avait dominé la Méditerranée occidentale pendant une vingtaine d'années, possédé à la fois par une insatiable ambition et par une énergie fébrile qui ne lui laissait pas de répit. Il était sincèrement pieux – mais cette piété ne lui donna aucune humilité, car il se vit toujours comme un instrument choisi par Dieu. Pas davantage d'humanité en lui : il croyait implicitement que les Français étaient une race de seigneurs et ne fit jamais un effort pour comprendre les pensées et les sentiments de ses sujets non français. Il sous-estima constamment ses ennemis et en particulier la maison d'Aragon. Sa foi ne lui donnait pas non plus de compassion : l'exécution d'un Conradin de seize ans avait horrifié toute l'Europe et lui fut reprochée sa vie durant. Il a pu être admiré, à l'occasion, mais n'a jamais pu être aimé.

Sa plus grande erreur fut peut-être d'avoir négligé la Sicile et les Siciliens. Ils l'avaient contrarié par une longue et obstinée rébellion au début de son règne ; une fois matés, ils l'avaient tout simplement ennuyé. Pauvres, donc fondamentalement peu rentables, ils représentaient en outre pour lui une population abâtardie, un mélange malsain de Grecs, de Latins et d'Arabes – impossible à prendre vraiment au sérieux. Du coup, il ne fit jamais de visite importante dans l'île. Il aurait sans doute été très surpris si on lui avait annoncé au départ que ces mêmes Siciliens, avec juste une toute petite aide de leurs amis, seraient finalement la cause de sa chute.

Ce n'est jamais un bon début de règne lorsque l'héritier du trône se trouve en captivité. Le successeur de Charles d'Anjou était son fils, le prince de Salerne, devenu plus tard Charles II et surnommé « le Boiteux ». Il avait été capturé par l'amiral aragonais Roger de Lauria en 1284 et se trouvait encore emprisonné lorsque son père mourut. La guerre n'était d'ailleurs pas terminée et elle allait se prolonger au siècle suivant. Les rois de France Philippe III le Hardi (neveu de Charles d'Anjou) et Philippe IV le Bel (fils et successeur de Philippe III), bien qu'ils fussent respectivement l'époux et le fils d'Isabelle d'Aragon, sœur de Pierre III, allaient continuer leurs tentatives de récupération de la Sicile, pour des raisons d'honneur

familial.

La papauté aussi devait veiller à son prestige, puisque la Sicile et le *Regno* avaient été accordés à Charles d'Anjou par le pape Urbain IV. C'est la raison pour laquelle, aussitôt après les « Vêpres », le pape Martin IV (lui aussi d'origine française) avait excommunié Pierre d'Aragon et frappé l'île d'interdit. Peu de temps après, il alla même plus loin en déclarant Pierre III déposé et dépossédé de tous ses territoires, qu'il attribua – nominalement – au comte de Valois, frère cadet du roi Philippe le Hardi. De leur côté, les Siciliens paraissaient parfaitement heureux d'accepter un gouvernement espagnol. Leur rébellion n'avait pas été dirigée contre l'occupation étrangère en tant que telle, mais contre ce Charles d'Anjou qui avait usurpé le trône, qui les avait écrasés d'impôts et traités en citoyens de seconde zone dans leur propre île. En revanche, Constance de Hohenstaufen, épouse de Pierre III, était leur reine légitime. Accessoirement, un souverain distant vivant sur l'autre rive de la Méditerranée, était assurément préférable à celui qui résidait à leur porte.

Leur perte fut pourtant plus grande qu'ils ne le pensaient. L'interdit du pape allait durer un siècle – même si, largement ignoré sur place, il nuisit davantage à la réputation de la papauté qu'aux Siciliens – et, pour les quatre siècles à venir, leur île ne fut plus rattachée politiquement à l'Italie mais à l'Espagne. Leur vie culturelle et intellectuelle en pâtit aussi, parce qu'ils furent coupés de l'université de Naples qui était d'autant plus importante pour eux qu'ils n'avaient aucune institution semblable dans leur île. Ils s'appauvrirent de même économiquement : Messine et (dans une moindre mesure) Palerme perdirent leurs contacts commerciaux avec les ports italiens.

Mais un dommage infiniment plus grand devait se produire. L'Italie était alors au seuil de la Renaissance : Dante était né en 1265, Giotto en 1267. Les trois siècles à venir allaient connaître une explosion nationale de génie comme le monde n'en avait jamais vu auparavant. Si la Sicile était restée italienne, elle aurait tout partagé avec l'Italie et elle aurait même apporté d'importantes contributions de son invention. Mais elle devint espagnole et, dans tous les domaines – sauf l'architecture –, elle allait largement passer à côté de la Renaissance italienne.

À une seule exception, d'une ampleur considérable : Antonello de

Messine. Né en 1430, il étudia à Naples où la peinture flamande faisait fureur au milieu du ^{xv}^e siècle. Giorgio Vasari – qui se trompe en lui imputant l'introduction de la peinture à l'huile en Italie – nous dit qu'il fut initialement inspiré par un magnifique triptyque de Jan van Eyck, réalisé pour le Génois Battista Lomellini et malheureusement disparu sans laisser de traces. Et de fait, son style rappelle plus souvent celui des Flandres que celui du Sud avec sa chaleur. Il exerça assurément une énorme influence sur la peinture italienne : le critique John Pope-Hennessy le décrit comme « le premier peintre italien pour qui le portrait individuel était une forme d'art à part entière ». Outre à Naples, il est également connu pour avoir travaillé à Milan et à Venise – mais Messine resta sa patrie et c'est là qu'il mourut un jour de février 1479.

Il y eut sans doute de multiples occasions où le roi Pierre d'Aragon dut ardemment souhaiter être resté chez lui. Depuis la mort de Frédéric II, la Sicile s'était révélée pratiquement ingouvernable. Pierre III, qui ne pouvait même pas exciper de l'autorité pontificale pour justifier sa conquête (comme Charles d'Anjou l'avait fait), se retrouva lui-même dépendant des barons locaux et fut obligé de procéder avec une extrême prudence. Quittant la forteresse angevine de Messine, il réinstalla le gouvernement à Palerme. Il s'engagea aussi publiquement : la Sicile devait continuer d'être un royaume indépendant plutôt que de fusionner avec l'Aragon comme la plupart des Siciliens l'avaient redouté, et il alla même jusqu'à promettre qu'après sa mort, les couronnes des deux pays seraient dévolues à deux membres différents de sa famille. Ces décisions et ces changements furent assez populaires. Par contre, dans le cadre de la conquête du reste du *Regno* (que Pierre envisageait toujours à long terme), les flottes aragonaise et sicilienne furent réunies. Il se trouva ainsi que beaucoup de ceux qui avaient participé à la rébellion de 1283 sentirent que leurs efforts avaient été largement vains : ils n'étaient finalement pas plus indépendants qu'ils ne l'avaient été sous les Angevins, puisque le gouvernement était aussi arbitraire qu'auparavant. Et ils constataient, impuissants, l'octroi de grands domaines à une nouvelle aristocratie féodale espagnole – comme précédemment aux Français et aux Provençaux.

Pierre III d'Aragon mourut le 2 novembre 1285, juste dix mois

après son ennemi Charles d'Anjou (Dante, bizarrement, les fait chanter harmonieusement ensemble aux portes du Purgatoire). Comme promis, il partagea ses royaumes, laissant l'Aragon à son fils aîné Alphonse III, âgé de vingt et un ans et fiancé à Éléonore, fille du roi d'Angleterre Édouard I^{er}, et la Sicile à son deuxième fils, Jacques. Cette même année, fatidique, vit deux autres morts. La première, le 28 mars, fut celle du pape Martin IV – dont le pontificat avait été une catastrophe. La papauté soutenait bien sûr la cause angevine : rompre cet engagement eût été reconnaître implicitement que c'était une erreur. Mais un homme plus avisé, doué d'un minimum de lucidité diplomatique, aurait été capable de suivre un chemin moins borné et de se préserver – avec les Français impliqués – de l'humiliation. Martin eut comme successeur Honorius IV, âgé de soixante-quinze ans³, noble romain si perclus de goutte qu'il était obligé de dire la messe assis sur un siège et qu'il avait besoin d'un mécanisme pour lever les mains au-dessus de l'autel. Lui non plus ne voyait pas d'autre solution que les Angevins, mais il était déterminé à restaurer la paix en Italie, même s'il fallait une guerre pour cela.

Le 5 octobre, ce fut au tour du roi de France Philippe le Hardi, qui mourut à Perpignan d'une fièvre qui avait déjà emporté plusieurs milliers d'hommes dans une armée conduite en été contre l'Aragon. Cela aussi avait été un ratage humiliant dont la France et la papauté allaient mettre longtemps à se relever. Philippe III fut remplacé par son fils, Philippe IV le Bel. Âgé de seulement dix-sept ans, le jeune prince possédait un sens politique très délié. Jusque-là, ses sympathies déclarées avaient été pour les Aragonais et il s'était violemment opposé au soutien apporté par son père à Charles d'Anjou ; une fois au pouvoir, il changea d'avis et regarda les prétentions de son frère Charles de Valois d'un œil plus favorable. Il était après tout roi de France ; comment aurait-il pu ne pas soutenir la cause française ?

Le roi Jacques I^{er} de Sicile⁴ fut couronné à Palerme en 1286. Immédiatement après la cérémonie, il dépêcha une ambassade au pape pour lui offrir son hommage lige et lui demander confirmation de sa royauté sicilienne. La réponse pontificale fut de l'excommunier avec sa mère Constance de Hohenstaufen et de jeter l'interdit sur l'ensemble de la Sicile ; les évêques de Nicastro et de Cefalù qui avaient officié lors du couronnement furent convoqués à Rome pour s'expliquer. L'attitude pontificale aurait difficilement pu être plus

claire : Honorius IV était sur le sentier de la guerre. Il ordonna une invasion de la Sicile qui intervint effectivement au printemps 1287. Ce fut un désastre. Une importante flotte française et pontificale appareilla de Brindisi et toucha terre entre Catane et Syracuse. À la fin du mois de juin, elle était toujours bloquée par le siège d'une ville insignifiante lorsqu'elle fut attaquée par l'amiral Roger de Lauria qui captura quarante-huit galères, transportant un bon nombre de nobles français et provençaux : ils furent finalement relâchés – mais uniquement après le paiement de rançons considérables.

Il convient peut-être ici d'en dire un peu plus sur ce Roger de Lauria (Ruggero di Lauria) qui fut sans doute le plus talentueux et le plus glorieux amiral du Moyen Âge. Né en 1245 dans une famille d'Italie méridionale indéfectiblement loyale à la dynastie Hohenstaufen, il se réfugia à Barcelone après l'exécution de Conradin en 1268. Pierre III d'Aragon l'adouba chevalier et le nomma en 1282 amiral de la flotte aragonaise. Au cours des deux décennies qui suivirent, il livra au moins six grandes batailles navales – et les remporta toutes. En 1296, il passa au service des Angevins et, lors de son dernier engagement (la bataille de Ponza, en juin 1300), il battit et fit prisonnier le roi Frédéric III lui-même.

La tentative papale d'invasion de la Sicile avait été un fiasco lamentable, mais Honorius IV n'eut pas le loisir d'en avoir honte : il mourut en avril 1287. Suivit un interrègne de dix mois durant lequel les membres du Sacré Collège hostiles aux Français – et il y en avait beaucoup – se battirent pour bloquer l'élection d'un nouveau pape pro-angevin. Dans l'intervalle, grâce à la médiation du roi Édouard I^{er} d'Angleterre, le malheureux Charles II d'Anjou conclut un marché pour recouvrer sa liberté : cela lui coûta 50 000 marcs d'argent, plus l'obligation de livrer en otage trois de ses fils – il avait par bonheur quatorze enfants – et soixante nobles provençaux. Il s'engageait en retour à œuvrer à une paix qui pourrait satisfaire d'un côté Alphonse III d'Aragon et Jacques I^{er} de Sicile, de l'autre Philippe IV de France, Charles de Valois et le pape. Ce fut une gageure, mais aussi un grand soulagement pour lui par rapport à la captivité. Le hic était qu'il avait trois ans pour réussir ; en cas d'échec, il lui fallait céder le comté de Provence ou retourner en captivité.

Malheureusement, d'autres problèmes surgirent. Ce fut cette fois le

roi de France qui fit des difficultés : il n'aimait pas du tout la clause sur la Provence. Sur ces entrefaites, un nouveau pape avait été enfin élu : le franciscain italien Nicolas IV, qui n'était pas d'accord non plus avec l'arrangement. Un seul point positif : le roi Édouard d'Angleterre devait revenir à la table des négociations et les deux parties devaient réfléchir à nouveau. Ils le firent et par le traité de Canfranc (en Aragon), signé en octobre 1288, Charles était enfin libre – à peu près aux mêmes conditions que précédemment. Cela impliquait pour lui de rentrer directement en France pour y discuter de la paix – et de l'avenir de la Sicile – avec Philippe IV.

À son arrivée à la cour de France, Charles fut accueilli très froidement : le roi n'avait nullement l'intention de faire la paix avec l'Aragon et les ambassadeurs aragonais qui avaient accompagné Charles furent d'ailleurs immédiatement arrêtés. Ledit Charles repartit aussi vite qu'il put en Italie, où il rencontra Nicolas IV à Rieti. Il fut alors bien embarrassé lorsque le pape insista pour le couronner roi de Sicile sur-le-champ. Le roi Alphonse III, furieux comme on pouvait s'y attendre, accepta en rechignant une trêve de deux ans. Charles se hâta de retourner en France, pour voir comment satisfaire au mieux Philippe IV et Charles de Valois.

Il triompha cette fois. Quelques mois plus tard, le 18 mai 1290, sa fille Marguerite épousait Valois, à qui elle apportait en dot les comtés d'Anjou et du Maine. En retour, son nouvel époux acceptait de renoncer à ses prétentions sur la Sicile et de faire la paix avec l'Aragon. L'ensemble fut confirmé par un traité signé à Brignoles en février 1291. Alphonse d'Aragon acceptait de se rendre aussi vite que possible à Rome pour confirmer sa réconciliation avec le pape. Le voyage devait se faire en juin, mais, juste avant son départ, le roi d'Aragon, frappé d'une fièvre soudaine, mourut à l'âge de vingt-six ans. Étant excommunié, il n'avait pas pu épouser sa princesse anglaise et mourait sans enfants. Son héritier était donc son frère, Jacques I^{er} de Sicile. Pour se conformer aux volontés d'Alphonse, Jacques était toutefois obligé de passer la Sicile à son frère cadet, Frédéric.

Mais Jacques refusa catégoriquement. Il acceptait son jeune frère comme vice-roi, mais il était résolument déterminé à rester lui-même roi de Sicile. La réaction de Nicolas IV fut naturellement l'excommunication – mais le pape mourut à son tour en avril, sans avoir réussi plus que son prédécesseur à restaurer les Angevins sur le

trône de la Sicile. L'inter règne pontifical dura cette fois vingt-sept mois, au fil desquels Jacques I^{er} – comme son frère aîné avant lui – fut de plus en plus déçu par l'île. Le royaume d'Aragon posait assez de problèmes comme ça : cette île perpétuellement agitée de troubles – divisée, rebelle et chaotique – valait-elle vraiment qu'on s'y accrochât ? Les Angevins, assez bizarrement, avaient l'air d'y tenir, et l'Europe ne connaîtrait apparemment pas de paix véritable tant qu'ils ne l'auraient pas. Moyennant une compensation adéquate, ne serait-il pas plus avisé de s'en défaire ?

La question troublait encore sa pensée lorsque les douze cardinaux vivants décidèrent d'attribuer la Triple Couronne à l'un des religieux les moins qualifiés pour occuper, même brièvement, le trône de saint Pierre. On peut soupçonner l'influence de Charles d'Anjou qui ourdissait des plans ambitieux pour l'Europe et avait besoin à cet effet d'un pape qui ne le dérangerait pas, et qui dut sans doute mobiliser les suffrages pour Célestin V, vieux paysan craintif de quatre-vingt-cinq ans qui vivait depuis plus de soixante ans en ermite dans les Abruzzes. Célestin savait à peine ce qui lui arrivait : il n'essaya jamais de comprendre les tâches – politiques, diplomatiques et administratives – de la papauté et se contenta de les ignorer. Il acceptait rarement de recevoir l'un ou l'autre de ses cardinaux, dont les mondanités et la sophistication lui passaient largement au-dessus de la tête ; lorsqu'ils venaient le voir, ils étaient obligés d'abandonner leur latin raffiné et d'adopter l'italien vernaculaire et grossier – le seul langage qu'il connaissait. De façon assez compréhensible, il annonça fort sagement au bout de cinq mois qu'il abdiquait (exemple unique dans l'histoire de la papauté, jusqu'en 2013). Ce malheureux Célestin V est habituellement identifié avec le personnage anonyme que Dante croise dans le troisième chant de son *Inferno* et qu'il accuse d'avoir engendré par couardise le *gran rifiuto* – la « grande immondice ». Nulle couardise chez lui, en fait : il voulait simplement retourner à l'ermitage qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Les mains provisoirement libres grâce au pape Célestin, Charles d'Anjou avait travaillé. Il croyait à présent qu'il pourrait récupérer la Sicile s'il jouait bien ses cartes – et le nouveau pape Boniface VIII, immensément doué, l'aida en ce sens. Le 12 juin 1295, une paix fut signée à Anagni avec Jacques I^{er} de Sicile dans les termes suivants :

Jacques libérerait les fils de Charles retenus en otage et épouserait Blanche d'Anjou, la fille de Charles ; parallèlement, un des fils de Charles épouserait simultanément Violante, la sœur de Jacques. Le frère cadet de Jacques, Frédéric, recevrait la main de Catherine de Courtenay, fille de Philippe I^{er}, empereur titulaire de Constantinople⁵, assortie d'une somme d'argent considérable pour financer la reconquête de l'Empire byzantin. Philippe IV de France et Charles de Valois renonceraient à leurs prétentions sur l'Aragon ; le roi Jacques – avec sa mère, ses frères et tous ses sujets – serait réintégré dans le sein de l'Église et remettrait la Sicile avec ses possessions de la péninsule au Saint-Siège, au nom de qui ils seraient tenus par la maison d'Anjou. La voie semblait enfin libre pour que Charles II pût revenir dans l'île en souverain.

Tout cela allait à merveille – mais personne n'avait consulté les Siciliens ! Ils avaient chassé les Angevins un peu plus de dix ans auparavant et n'avaient certainement aucune envie de les revoir. À la fin de 1295, ils dépêchèrent une mission au roi Jacques à Barcelone, pour indiquer clairement leur position. Premièrement, ils souhaitaient avoir Frédéric comme roi plutôt que comme vice-roi de Jacques – ce qui « détrônait » ce dernier mais soulignait mieux l'identité politique séparée de l'île. Deuxièmement, si quiconque tentait de rétablir les Français, ils se battraient jusqu'à la mort. Frédéric était dans un cruel dilemme et subissait d'énormes pressions. Même Jean de Procida – qui approchait de ses quatre-vingts ans – et Roger de Lauria lui conseillaient d'accepter le traité, de se débarrasser de la Sicile et de laisser les Angevins y revenir. Mais dans le même temps, comment pouvait-il laisser tomber ses sujets – et que se passerait-il s'il le faisait ? Le salut vint de Catherine de Courtenay : elle refusa de s'impliquer dans ce qui était manifestement un indicible panier de crabes et rejeta l'arrangement. Sans sa participation, tout le traité s'effondra. Charles d'Anjou perdit le trône et Frédéric d'Aragon fut couronné roi de Sicile sous le nom de Frédéric III⁶.

Son couronnement n'empêcha d'ailleurs pas la réconciliation du royaume d'Aragon avec celui de Naples et avec la papauté. Le roi Jacques épousa comme prévu la fille de Charles II, Blanche d'Anjou, et, en 1297, lui et sa famille – à l'exception de Frédéric, naturellement, qui resta en Sicile – vinrent rencontrer le pape à Rome, où l'infante Violante d'Aragon fut mariée à Robert d'Anjou, héritier de

Charles II. Le roi Jacques reçut en outre de Boniface VIII la suzeraineté sur les îles de Corse et de Sardaigne. La Sicile était désormais isolée ; avec la France, l'Aragon et la papauté contre elle, son avenir pouvait paraître sombre. Et pourtant, assez curieusement, cette opposition alarmante ne causa que peu de préjudices. Au cours des deux années suivantes, il n'y eut que quelques raids espacés : Catane tomba aux mains de Robert, et le roi Jacques, après un siège long et infructueux de Syracuse, fut totalement défait par son frère Frédéric. En octobre 1299, le quatrième fils de Charles, Philippe de Tarente, débarqua à l'ouest de l'île, espérant contraindre Frédéric à se battre sur deux fronts – mais l'espionnage sicilien était meilleur qu'il ne pensait : Frédéric l'attendait, mit en déroute les envahisseurs et le fit prisonnier.

L'impasse politique continua pourtant. Jacques retourna à Barcelone ; les Angevins ne purent avancer beaucoup au-delà de Catane, mais Frédéric était incapable, malgré tous ses efforts, de chasser les envahisseurs de Sicile une fois pour toutes. Enfin, en juillet 1301, Violante réussit à persuader son mari Robert d'accepter une trêve d'un an. À l'expiration de la trêve, Charles de Valois fit une nouvelle tentative sur l'île, capturant Termini au nord, échouant au siège de Sciacca au sud, mais il fut bientôt rappelé en France. À ce moment, l'été sicilien était au plus haut de sa chaleur et tous les belligérants étaient lassés de tous ces combats sans conclusion. Le 31 août, Charles, Robert et Frédéric signèrent un traité de paix à Caltabellotta, petite ville dans les collines au-dessus de Sciacca.

Le traité de Caltabellotta fut une sorte de jalon dans l'histoire sicilienne – bien qu'il fût en fait à peine plus que la reconnaissance d'un statut malcommode. Les Angevins acceptaient de retirer toutes leurs troupes de Sicile ; les Siciliens, d'enlever toutes les leurs du continent. Frédéric allait porter le nom de « roi de Trinacrie⁷ » (qu'il n'utilisa jamais), ce qui permettait aux Angevins de continuer à utiliser le titre de « roi de Sicile ». Pour sceller cet accord, Frédéric libéra Philippe de Tarente, le fils de Charles qu'il avait gardé prisonnier à Cefalù, et accepta d'épouser Éléonore, la plus jeune des filles de Charles. De ce point de vue, le traité incluait une clause importune : il n'était roi que pour le temps de sa vie, mais après sa mort, sa couronne reviendrait aux Angevins. Cela ne le tourmentait pas excessivement : il n'avait que trente ans et c'était un problème

qu'on traiterait plus tard. Le point important était qu'il était à présent réconcilié avec son frère Jacques et le reste de la famille, et qu'il pouvait enfin s'établir pour diriger son pays dans une paix relative.

Les Siciliens aussi se réjouirent. Au cours des vingt années écoulées depuis les Vêpres, ils avaient beaucoup souffert, mais sur un point au moins ils étaient restés inébranlables : ils ne voulaient accepter ni les Français ni les Angevins pour les gouverner. En revanche, ils étaient heureux d'accueillir la maison d'Aragon : la désaffection qui avait accompagné les premiers jours suivant l'arrivée de Pierre III d'Aragon avait presque disparu des mémoires et Frédéric devenait de plus en plus populaire. Ils étaient en outre rassurés par les promesses faites le jour de son couronnement : il réunirait un parlement chaque année, à la Toussaint, et n'entreprendrait jamais de quitter l'île ou de faire la guerre ou la paix « sans la connaissance et le consentement pleins et entiers des Siciliens ». Tous les impôts devaient être décidés par la loi ou agréés par le parlement. Le fait que Frédéric n'eût plus aucun intérêt dans la péninsule n'était vu que comme un avantage ; cela signifiait que ses sujets ne seraient plus considérés comme des citoyens de seconde zone ; leur roi serait à même de se consacrer exclusivement à eux.

L'affaire des Vêpres siciliennes eut des répercussions bien au-delà de la Sicile et ses effets se firent sentir dans toute l'Europe. De la mort de Frédéric II en 1250 au couronnement du prince Henri de Luxembourg en 1312, il n'y eut pas de saint empereur romain couronné. La papauté avait d'abord envisagé le prince le plus puissant de l'Europe, Charles d'Anjou, pour lui donner les ressources matérielles nécessaires – mais Charles n'avait rien fait de ce qu'il fallait. Il s'était même rapidement révélé aussi dangereux pour l'Église que les Hohenstaufen l'avaient été : il avait dominé sans difficulté ses compatriotes Urbain IV et Clément IV, et il avait pleinement utilisé à son profit les trois ans d'un interrègne pontifical qu'il avait lui-même partiellement arrangé. Ainsi, en l'absence de pape et d'empereur, il avait pu développer sa carrière sans rencontrer d'obstacle. Les deux papes suivants – Grégoire IX et Nicolas III, d'origine italienne – avaient certes refusé que la papauté ne devînt une simple marionnette des Français. Mais malgré leur opposition, Charles avait pu un temps se voir en futur empereur – et même en empereur d'Occident et d'Orient, puisque Byzance avait alors à peine commencé à se remettre

de la catastrophe de la quatrième croisade (1204) et qu'elle n'aurait peut-être pas résisté à la grande armée qu'il avait l'intention de lancer contre elle.

Grâce au peuple de Sicile, cette grande armée ne fut jamais envoyée ; l'Empire byzantin devait durer presque deux siècles encore ; et Charles lui-même allait finir sur un échec, entraînant avec lui la papauté médiévale dans sa chute. L'Europe – en fait la chrétienté – ne fut plus jamais la même et elle en garda le souvenir. Plus de trois siècles plus tard, le roi de France Henri IV essaya un jour d'inquiéter l'ambassadeur d'Espagne en vantant combien de dégâts il pourrait causer aux possessions espagnoles en Italie : « Je déjeunerai à Milan, dit-il, et je dînerai à Rome. – En ce cas, répliqua l'ambassadeur avec un sourire, Votre Majesté sera assurément en Sicile à temps pour les Vêpres. »

1. Ni l'un ni l'autre ne se hasardèrent près de Rome, préférant le confort supérieur et la tranquillité d'Anagni ou de Viterbe.

2. L'interrègne ne prit fin que lorsque les autorités de Viterbe, où se tenaient les conclaves, firent démonter le toit du palais où les cardinaux délibéraient.

3. Accessoirement, ce fut le dernier pape à avoir été marié avant son ordination.

4. Jacques II en Aragon.

5. Lorsque les empereurs grecs de Constantinople furent chassés par la quatrième croisade en 1204, ils furent remplacés par une succession de sept empereurs « latins » (= francs). Le dernier d'entre eux, Baudouin II, était de la famille de Courtenay, et celle-ci continua de revendiquer le prestigieux titre impérial – longtemps après que Michel Paléologue eut récupéré l'Empire pour les Grecs en 1261.

6. Il ne fut en fait que le deuxième Frédéric à régner sur la Sicile, mais étant à la fois un successeur et un descendant de Frédéric II – son arrière-grand-père –, il n'avait guère le choix.

7. *Trinacria* (« à trois pointes ») était le nom grec ancien de l'île. (N.d.T.)

LA DOMINATION DE L'ESPAGNE

La paix, dans la Sicile du ^{xiv}^e siècle, ne put jamais être autre chose que relative. Les termes du traité de Caltabellotta signifiaient clairement que les Angevins n'avaient nullement renoncé à leurs prétentions sur l'île dont ils se proposaient de reprendre possession après la mort de Frédéric III : la guerre reprit en 1312 et continua sporadiquement au long des six décennies qui suivirent. Ces années connurent ainsi une succession de raids dont certains prirent la dimension d'invasions, avec de très larges secteurs de côtes et d'*hinterland* passant épisodiquement sous contrôle ennemi avant d'être repris. Les combats, d'intensité variable, se déplaçaient, les troupes de Frédéric III se retrouvant même parfois engagées sur le continent. Et toutefois, avec le temps, le cœur n'y était plus vraiment : l'absence de résultats des opérations sapait progressivement l'enthousiasme. À Messine en particulier, il y avait toujours eu un certain degré de sympathie pour la cause française : le commerce avec la Calabre et Naples était une perspective alléchante – à quoi s'ajoutait le plaisir de damer le pion à Palerme – et plus d'un Sicilien amoureux de la paix finissait par se demander si un retour des Angevins ne pourrait pas être un prix minime à payer pour cette même paix.

Les barons siciliens, aussi, restaient un problème permanent. Ils s'épanouissaient dans la guerre, se moquaient peu ou prou de l'indépendance de la Sicile, et prenaient souvent ouvertement le parti des Angevins s'ils pensaient que cela pouvait servir leurs intérêts. C'était un peu de la faute de Frédéric III et de ses prédécesseurs, tous ayant accordé des terres à leurs amis ou serviteurs catalans ou

aragonais. Ils avaient aussi fait don de privilèges et prébendes lucratifs comme forêts et pêcheries, dîmes et fermes des impôts. En théorie, tous ces « fiefs » étaient en contrepartie de services au roi mais avec le temps, les barons, espagnols ou siciliens, rechignaient de plus en plus à remplir leurs obligations féodales, allant parfois jusqu'à revendiquer hautement des possessions parfaitement illégales. Certains devinrent même assez puissants pour présenter une menace pour le trône. Les Ventimiglia, par exemple, non seulement contrôlaient les villes de Trapani et Geraci, mais possédaient aussi dix-neuf fiefs étendus dans toute l'île ; les Chiaramonte n'en avaient que huit, mais cela incluait une bonne partie de Palerme ; les Moncada, à côté de domaines étendus en Sicile, possédaient aussi tout Malte ; et les Peralta détenaient en apanage héréditaire la charge de grand amiral. Frédéric avait bien promis la tenue d'un « parlement » annuel du genre de ceux qu'avaient organisés ses prédécesseurs, mais personne ne pouvait être contraint d'en tenir un – et tout allait beaucoup trop bien pour tout le monde sans cela. Rapidement aussi, les mêmes barons s'emparèrent de l'administration de la justice, en dépit de leur absence de toute éducation ou formation et bien que la majorité d'entre eux fût totalement illettrée. Dans maintes régions de l'île, les ordonnances royales n'avaient plus cours : la parole du baron local faisait la loi.

Le 25 juin 1337, Frédéric III mourut à Paternò, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Catane. Il avait fréquemment montré un courage physique considérable dans la guerre et il avait prouvé sa valeur morale lorsqu'il était seul face aux Angevins, au pape et à sa propre famille, en 1295-1296. C'était aussi un homme courtois et cultivé, qui écrivait des poèmes en catalan. Mais il lui manquait la force de caractère nécessaire pour imposer sa volonté à ses ingouvernables sujets – donc pour pouvoir sauver son pays d'un déclin progressif et irrémédiable. Son successeur fut l'aîné de ses neuf enfants légitimes¹, Pierre, qu'il avait couronné comme co-souverain dès 1321. On sait peu de choses sur le règne de Pierre II, les documents étant désespérément peu nombreux et insignifiants – sauf que la guerre continua de façon toujours sporadique, et que les barons se montrèrent plus séditieux que jamais : ils donnèrent probablement au roi plus de fil à retordre que la maison d'Anjou.

Pierre II mourut à son tour – subitement, le 13 août 1342, à Calascibetta, au centre même de la Sicile – et laissa le trône à son fils

Louis, âgé de cinq ans. Cinq ans plus tard, un désastre frappa l'île : la peste noire, apportée par une galère génoise venue du Levant. La célèbre fresque du *Triomphe de la Mort*, peut-être une des plus grandes peintures gothiques de toute l'Italie, au palais Sclafani, à Palerme², date en fait des années 1440, mais le siècle suivant la première apparition de l'épidémie connut de multiples récides, et cette œuvre terrifiante a indubitablement été inspirée par l'une ou l'autre d'entre elles. La représentation est dominée par l'épouvantable figure de la Mort, montant dans la nuit un cheval squelettique, le bras droit levé comme brandissant un fouet ; à ses pieds se déploie un cortège de défunts – papes et évêques, seigneurs et dames, et même un ménestrel avec son luth. Au-dessus et un peu en arrière se trouve un des plus sinistres lévriers jamais peints.

On manque de chiffres, même approximatifs, sur le nombre des victimes en Sicile, mais on estime que dans l'ensemble de l'Europe, la peste noire emporta un tiers de la population et il n'y a aucune raison de penser que la Sicile fut épargnée. L'une des victimes recensées fut Jean, duc de Randazzo, qui partageait la régence avec la mère de Louis, Élisabeth de Carinthie, et qui fut l'un des rares gouverneurs réellement efficaces du siècle. Une autre victime fut la fille d'Élisabeth, Constance, qui reprit la régence à la mort de sa mère, en 1352. Une victime plus tardive fut Louis lui-même, qui mourut le 16 octobre 1355, à l'âge de dix-sept ans, et fut inhumé avec son père et son grand-père dans la cathédrale de Palerme.

Comme c'était prévisible vu son âge, le roi Louis n'avait pas d'enfants. Son successeur fut son frère, âgé de quatorze ans, Frédéric IV³, connu sous un surnom assez inamical – « le Simple » – qu'il ne méritait pas. Mais il n'eut vraiment pas de chance : bien peu de rois, dans l'Histoire, ont hérité d'un royaume plus désespérément chaotique. À la date de sa majorité, en 1357, la Sicile était encore à genoux après l'épidémie de peste noire, et les barons qui avaient survécu étaient aussi séditieux qu'ils l'avaient toujours été. Ils étaient séparés en deux factions ; les « Latins », emmenés par les Chiaramonte, et les « Catalans », avec les Ventimiglia à leur tête. Les deux familles s'étaient une fois alliées par mariage, mais celui-ci était resté sans enfants, ce qui avait entraîné des actions en nullité. Celles-ci avaient débouché à leur tour sur des accusations de stérilité et des contre-accusations d'impuissance : l'honneur familial était en jeu et il en était

résulté une guerre civile de clans. Les deux factions choisirent des camps opposés. Les Chiaramonte se joignirent aux Angevins de Naples et revinrent avec une armée qui ravagea une bonne partie de la côte sud de l'île. Dans le même temps, les Ventimiglia attaquèrent les possessions de leurs ennemis dans le Nord, en affamant les populations pour les soumettre. Dans les années qui suivirent, l'infortuné souverain fut brièvement et successivement capturé par les Latins et par les Catalans, et se retrouva même obligé de mettre en gage les joyaux de la couronne.

Mais une guerre civile – surtout entrecoupée de guerres étrangères intermittentes – ne pouvait pas durer éternellement et, en 1371, Frédéric envoya des ambassadeurs à Naples pour discuter des conditions d'une paix durable. Elles se révélèrent plus favorables qu'on aurait pu s'y attendre, en aboutissant au fait qu'il pouvait continuer à régner sur une Sicile indépendante – à condition de s'intituler « roi de Trinacrie » et de payer un tribut annuel à Naples. Le pape Grégoire XI – qui préparait alors le retour de la papauté à Rome après les soixante-dix ans du séjour en Avignon – donna sa bénédiction sous réserve expresse que Frédéric IV reconnût la suzeraineté féodale du Saint-Siège, formalité légale contre laquelle le roi n'avait rien à objecter.

Frédéric mourut en 1377. Quoique deux fois marié, il n'avait qu'un seul enfant – une fille appelée Marie qui avait quatorze ans au moment de sa mort, qu'il confia à son ministre en chef, le comte Artale d'Alagona, qui avait alors pris la tête de la faction des Catalans. En l'absence de souverain, on s'accorda pour diviser l'île en quatre grands « vicariats » administrés par les quatre grandes baronnies. Alagona gouvernerait l'Est à partir de Catane ; Peralta le Sud à partir de Sciacca ; Francesco Ventimiglia, comte de Geraci, serait responsable de la majeure partie du Nord – à l'exception de Palerme où Manfredi Chiaramonte régnait dans une vaste demeure en comparaison de laquelle le palais royal, désormais vide, paraissait bien humble. Inutile de dire qu'aucun des quatre « vicaires » n'avait une once de confiance dans les autres et que l'arrangement ne dura pas très longtemps.

Pourquoi, à ce moment de l'Histoire, aucune des parties ne voulut-elle assumer la tâche ingrate de régner en Sicile ? Mystère dans

l'immédiat – mais la jeune Marie devint soudain un enjeu diplomatique majeur parmi les maisons princières d'Europe. Le royaume de Naples n'avait jamais renoncé à ses prétentions sur l'île, mais Alagona décida (pour des raisons apparemment personnelles) de donner la main de la jeune princesse au Milanais Giangaleazzo Visconti – en commettant l'erreur supplémentaire d'annoncer son intention à l'avance. En apprenant cette nouvelle, un autre des grands barons – Raimondo Moncada, déjà furieux de ne pas avoir été compté au nombre des vicaires et horrifié par l'idée d'introduire le Milanais dans la mêlée – fit enlever la jeune fille du château de Catane où elle était gardée et l'expédia à Barcelone, où elle fut mariée (probablement en 1390) au fils du futur roi d'Aragon Martin I^{er} par son épouse, Maria López de Luna.

L'encre du contrat de mariage était à peine sèche que Martin, fermement résolu à ce que la Sicile redevînt légalement soumise au trône d'Aragon, commença – avec le soutien enthousiaste de son père – à lever une armée. Tout comme ses prédécesseurs l'avaient fait, il promit des fiefs en Sicile, des pensions et de hautes fonctions d'État à ceux qui se joindraient à lui, allant même jusqu'à offrir le pardon des crimes passés (à l'exception de l'hérésie) – pratique réservée jusque-là aux papes décrétant les croisades. L'expédition appareilla au début de 1392 sous le commandement de Bernardo Cabrera, bras droit de Martin I^{er}, qui avait vendu plusieurs de ses domaines en Catalogne pour équiper des soldats à ses frais. La réussite évidente de cette campagne mit un terme définitif à l'indépendance sicilienne. Deux des quatre barons « vicaires », Ventimiglia et Peralta, n'opposèrent aucune résistance ; Chiaramonte, en revanche, fit clairement comprendre qu'il était prêt à se battre. Palerme fut assiégée pendant un mois entier – puis le 5 avril, une entrevue eut lieu à Monreale entre Martin et Cabrera d'un côté, Chiaramonte et sa suite de l'autre. Ces derniers s'attendaient à discuter d'un arrangement, mais se retrouvèrent promptement arrêtés et emprisonnés. Les accompagnateurs de Chiaramonte furent bientôt relâchés, tandis que leur chef fut condamné comme rebelle et décapité le 1^{er} juin devant son palais ; ses vastes domaines furent confisqués et donnés à Cabrera.

La résistance sicilienne continua pendant trois ou quatre ans, mais tout fut terminé en 1396. Artale d'Alagona s'était enfui de l'île et Martin était désormais seul maître à bord. Mais restaurer la loi et

l'ordre paraissait une entreprise impossible ; un siècle de quasi-anarchie pesait de tout son poids. Martin fit tout ce qu'il put pour rétablir l'autorité royale. Il récupéra sur les barons Agrigente, Lentini, Licata et Corleone, ainsi que l'île de Malte. Il essaya d'établir un nouveau registre des fiefs – défi majeur car la plupart des documents anciens avaient été perdus ou détruits – en récupérant des châteaux stratégiques et en rétablissant les droits de la couronne partout où cela était possible. Pour finir, il abrogea les clauses du traité de 1372, en adoptant résolument le titre de *Rex Siciliae*. Mais des régions entières de l'île restaient hors de son contrôle – et les barons le savaient bien.

Heureusement pour lui, la papauté aussi était en effervescence et vivait alors la pire crise de son histoire. Le pape napolitain Urbain VI, jusque-là fonctionnaire calme et compétent, avait perdu l'esprit et s'était transformé en un tyran brutal – faisant cruellement torturer six de ses cardinaux, puis exécuter cinq d'entre eux. À ce moment, un groupe de cardinaux français, déclarant son élection invalide (alors même qu'elle avait été parfaitement canonique), proclamèrent sa déposition et élurent un successeur – un Suisse qui prit le nom de Clément VII. Les deux papes s'excommunièrent mutuellement et Clément se retira en Avignon – que la papauté avait quitté un quart de siècle seulement auparavant.

L'Église avait été capable de supporter une papauté en exil, mais l'existence de deux papes rivaux – l'un à Rome, l'autre en Avignon – posait un problème majeur. Urbain VI mourut en 1389 ; Clément VII, que l'Église considère aujourd'hui comme un antipape – ce qui l'eût horrifié – lui survécut cinq ans. Il ne douta pas une seconde de la validité de son élection et ce fut pour lui une cruelle désillusion de constater que le conclave réuni après la mort d'Urbain ne le reconnût pas comme pape légitime. Au lieu de cela, ledit conclave élut follement un autre Napolitain qui prit le nom de Boniface IX. Au cours de ses dernières années, resté en Avignon, Clément VII subit des pressions considérables pour accepter une solution : les deux papes abdiqueraient de concert, ouvrant ainsi la voie à un nouveau conclave. Mais il refusait toujours opiniâtrement – lorsqu'il mourut brutalement d'apoplexie en 1394. Il aurait été pourtant facile de mettre un terme à ce schisme : il suffisait qu'à la mort de l'un des deux papes, son conclave refusât de lui élire un successeur, laissant ainsi indiscutée

l'autorité du survivant. Mais Rome avait raté l'occasion en 1387 et Avignon ne fit pas mieux en 1394. L'unanimité se refit avec l'élection au pontificat du cardinal aragonais Pedro de Luna, qui prit le nom de Benoît XIII.

Ce dernier était presque certainement lié au roi Martin d'Aragon par l'épouse de celui-ci, Maria López de Luna. Mais au milieu de toute cette confusion qui allait durer jusqu'en 1417, Martin semble n'avoir eu aucune difficulté à rejeter la suzeraineté pontificale qui avait pourtant été une clause résolutoire du traité de 1372. Il alla même plus loin en réclamant la charge de légat apostolique, qui lui donnait le pouvoir de nommer les évêques et plus généralement d'administrer les affaires de l'Église en Sicile. Mais il n'avait toujours pas brisé le pouvoir des barons. Ceux qui s'étaient activement opposés à lui avaient été traités avec fermeté : Chiaramonte décapité, Francesco Ventimiglia attaché vivant à la queue d'un cheval et traîné dans les rues avant d'être mis en pièces. En revanche, les Moncada – qui avaient soutenu le roi depuis le début – avaient été richement récompensés par le don des domaines Alagona, et plusieurs autres familles baronales continuaient de prospérer.

Martin fit également revivre la vieille institution des parlements réguliers que Frédéric III avait promis mais qui avaient très vite disparu, faute d'intérêt. Ils n'étaient jamais particulièrement « démocratiques » : leur fonction principale était d'écouter le roi tandis qu'il exposait ses vues sur la situation intérieure ou faisait connaître ses volontés. Les parlementaires pouvaient faire des suggestions ou présenter des placets : que moins de Catalans et davantage de Siciliens d'origine devraient être nommés à des postes gouvernementaux, par exemple, ou que les lois siciliennes devraient être observées quand elles étaient en conflit avec les catalanes. Il n'était pas question de législation ; les lois venaient de haut en bas, promulguées par décret royal.

Il est rare pour un père de succéder à un fils sur un trône ; mais lorsque Martin I^{er} mourut en 1409, dans une campagne en Sardaigne, sans laisser d'héritier légitime, son père reprit la couronne, si bien que Martin I^{er} d'Aragon devint ainsi Martin II de Sicile. Ni le pape ni les barons – et encore moins les Siciliens ordinaires – ne furent consultés et personne n'objecta que maintenant, pour la première fois depuis Pierre III, plus d'un siècle auparavant et en dépit de son

engagement, les couronnes d'Aragon et de Sicile étaient réunies sur une seule et même tête. Mais cette situation ne dura pas longtemps. Martin le père vécut seulement un an de plus que Martin le fils (dont la mort l'avait laissé sans enfants) : les deux trônes se trouvaient soudain vacants. En Sicile, la régence fut assumée par la seconde épouse de Martin I^{er}, Blanche de Navarre ; mais Cabrera refusa catégoriquement de l'accepter – et l'île retomba rapidement dans son chaos habituel. Une tentative de parlement eut lieu à Taormina, qui décida de nommer un comité chargé de choisir un roi. Il proposa aussi que la Sicile se remît sous la protection de l'Église ; mais quand l'antipape Jean XXIII⁶, entendant cette suggestion, déclara que le légitime roi de Sicile était le parfaitement épouvantable roi Ladislas de Naples, l'île tout entière fut horrifiée et l'idée ne fut pas mentionnée à nouveau.

Tandis que les Siciliens se chamaillaient, un nouveau roi fut élu en Espagne. En 1412, neuf délégués représentant les trois royaumes d'Aragon, de Catalogne et de Valence se rencontrèrent à Caspe, près de Saragosse, et votèrent pour Ferdinand de Trastàmara, le jeune fils du roi Jean I^{er} de Castille et d'Éléonore d'Aragon – donc un neveu de Martin I^{er} du côté de sa mère. Il revendiqua évidemment le titre de roi de Sicile et cette fois, il n'y eut pas d'objection de la part de ses sujets siciliens : ils étaient trop fatigués pour s'en soucier. Ils acceptèrent le fait que leur nouveau souverain ne mettrait probablement jamais les pieds en Sicile et qu'ils seraient gouvernés à l'avenir par des vice-rois. C'était en soi quelque chose comme une reconnaissance qu'ils constituaient bien un royaume séparé ; mais cela signifiait également qu'aussi longtemps que cette situation durerait, ils ne pouvaient plus espérer fonctionner comme un pays indépendant ou comme une présence effective en Méditerranée.

Ils ne savaient pas que la situation allait durer environ quatre siècles.

Le roi Ferdinand n'eut guère de temps pour imposer sa marque sur son nouveau royaume. En 1416, quatre ans seulement après son élection à Caspe, il mourut à l'âge de trente-six ans. Son fils Alphonse V, au contraire, allait régner pendant quarante-deux années – dont les quinze dernières à partir de Naples. L'histoire complète de sa conquête de cette ville est beaucoup trop longue et compliquée

pour avoir ici sa place : le fait saillant est qu'en 1421, la reine Jeanne de Naples – sans enfants – l'avait adopté et nommé son héritier. Jeanne avait succédé en 1414 à son diabolique et cruel frère Ladislas. L'année suivante, elle avait épousé Jacques de Bourbon qui la maintint dans un état de semi-détention, tua son amant et emprisonna son capitaine en chef, « Muzio » Attendolo Sforza ; mais son arrogance conduisit les barons locaux à la rébellion – et ils le chassèrent. S'ensuivit un écheveau d'intrigues pire encore entre Jeanne et ses séides – « Muzio » Sforza, Giovanni Caracciolo (le nouvel amant de Jeanne), Alphonse d'Aragon – et Louis III d'Anjou, que Jeanne avait à présent désigné comme héritier : tous des ruffians que nous trouvons opposés l'un contre l'autre dans toutes les combinaisons possibles. Jeanne mourut en 1435 – sans que personne la pleurât – et il fallut huit autres années avant qu'Alphonse ne finît par remporter la victoire et n'obtînt la bénédiction papale comme roi de Naples.

Il ne s'arrêta pas là. Le plus clair de ses années restantes se passa en guerres successives – contre Florence et Venise, Milan et Gênes – pour lesquelles il demanda et reçut une aide considérable de la Sicile, pas toujours à l'avantage de l'île : en 1446, une flotte vénitienne entra dans le port de Syracuse et incendia tous les vaisseaux qui s'y trouvaient. À d'autres égards, pourtant, Alphonse d'Aragon fut très différent de ses prédécesseurs. S'il ne fut pas tout à fait un homme de la Renaissance, il avait été au moins touché par l'esprit de celle-ci. Il fonda une université à Catane – la première jamais connue en Sicile – et créa une école de grec à Messine. Et il fut toute sa vie un généreux patron des arts, même s'il n'en avait pas toujours les moyens.

L'argent resta en effet un problème obsédant. De trop vastes secteurs de la Sicile avaient été donnés en fiefs aux barons, bien que beaucoup eussent transformé leurs obligations féodales en versements monétaires. Des domaines étatiques qui avaient été conservés procuraient aussi d'utiles revenus, comme les pêcheries de thon (qui rapportaient de substantielles redevances) et diverses exportations profitables telles que le blé et d'autres céréales. Mais tout cela était loin d'être suffisant et Alphonse ne recula devant rien pour grossir les rentrées d'argent. On inventa des offices d'État et des titres ronflants simplement pour pouvoir les monnayer à plus haut prix ; la ferme des impôts était pratiquée à grande échelle ; on pouvait acheter des pardons pour les crimes les plus abominables, aussi bien que des

autorisations de battre monnaie. Des marchands étrangers affluaient dans l'île, spécialement des Catalans et des Génois ; les Vénitiens avaient un consul accrédité à Palerme, et même leur propre église. Les Anglais aussi étaient représentés : au siècle suivant, ils devaient avoir des consuls à Messine et à Trapani. Cette ville, qui était le port le plus proche de l'Espagne, avait grandi spectaculairement au point de concurrencer ses deux grandes rivales, Messine et Palerme.

Quand Alphonse mourut en 1458, il partagea de nouveau son royaume en deux. Il laissa Naples à son fils bâtard Ferdinand et le reste du royaume échut à son frère Jean II, qui décréta immédiatement que l'Aragon et la Sicile devaient être éternellement et indissolublement unis. Peu après son accession au pouvoir, un parlement fut tenu à Caltagirone, au cours duquel diverses pétitions furent présentées au nouveau roi par les barons. Il accepta l'une d'elles demandant la réduction de leurs obligations militaires, et une autre visant à limiter l'acquisition par les seuls Siciliens de terres et de châteaux dans l'île. Il refusa en revanche que la vice-royauté fût à partir de là toujours attribuée au fils aîné du roi. Il n'accepta pas non plus de faire la paix avec les Turcs – qui avaient pris Constantinople seulement cinq ans plus tôt – et d'autoriser des marchands siciliens à commercer avec eux. Toute navigation musulmane était désormais interdite à moins de soixante milles des côtes siciliennes.

La Sicile semble avoir été globalement satisfaite de son nouveau maître. La population ne murmura pas lorsque Jean demanda des contributions financières exceptionnelles pour l'aider à combattre les Maures de Grenade. En fait, sur ses vingt et une années de règne, ils ne s'insurgèrent qu'une fois contre lui, en 1478, lorsqu'il eut un besoin d'argent pressant pour continuer sa guerre contre les Turcs. Le roi et son vice-roi étaient parfaitement conscients que leur hostilité contre l'Empire ottoman n'était pas partagée par les Siciliens, trop heureux de commercer avec des marchands turcs quand cela était permis ; et malgré tous leurs efforts de persuasion (et sans doute quelques intimidations), le parlement refusa opiniâtrement. Le vice-roi avait travaillé si dur et s'était identifié si complètement avec cette affaire qu'il fallut le remplacer. Cette petite histoire mérite d'être rapportée pour une seule raison : elle montre en effet que le parlement sicilien était capable – à la surprise du roi mais aussi probablement de lui-même – de s'imposer lorsqu'il le fallait. S'il avait continué d'agir ainsi

occasionnellement, il aurait fort bien pu se développer en un corps politique responsable et efficace ; malheureusement il ne le fit jamais.

L'arrivée au pouvoir de Ferdinand d'Aragon, fils de Jean, en 1479, fut d'une importance historique capitale, car Ferdinand était déjà marié à la reine de Castille. Ce mariage avait uni deux royaumes pour en créer un troisième : celui d'Espagne. La Sicile perdait ainsi un peu plus de son importance. Mais un malheur plus grand l'attendait : en 1488 arrivèrent en effet les premiers représentants de la redoutable Inquisition espagnole. Établie dès 1481 par Ferdinand et Isabelle avec la bénédiction du pape Sixte IV, elle travaillait sous leur contrôle direct. Elle était principalement destinée à contrôler l'orthodoxie des juifs et des musulmans récemment convertis au christianisme ; après les décrets royaux de 1492 et de 1502, qui leur ordonnaient de se convertir ou de partir, elle affermit considérablement son emprise. Peu de convertis dormaient tranquilles dans leur lit, redoutant toujours d'être accusés d'observer secrètement leur ancienne religion : la punition était la mort sur le bûcher.

L'Inquisition et les décrets d'expulsion affectèrent durement la Sicile : la population musulmane, jadis majoritaire dans l'île, ne représentait plus qu'une minorité, mais les juifs y étaient nombreux, jusqu'à former plus d'un dixième de la population dans les villes et les cités. La Sicile avait besoin d'eux : ils étaient actifs comme marchands, comme artisans du métal, et aussi, tout particulièrement, comme médecins et comme prêteurs d'argent. Si les médecins sont généralement populaires et bien accueillis, les prêteurs sur gages le sont moins, et lorsque les taux d'intérêt dépassèrent les 10 %, après le milieu du siècle, il y eut des poussées occasionnelles d'antisémitisme. Reste que les citoyens de Palerme en appelèrent à l'Espagne pour le compte des juifs siciliens, en protestant qu'ils ne faisaient aucun mal et en priant qu'il leur fût permis de rester. Leur requête resta lettre morte.

L'Histoire nous montre beaucoup trop d'exemples de persécutions antijuives et dans tous les cas, le pays persécuteur se retrouve toujours appauvri au bout du compte. L'Espagne et la Sicile ne firent pas exception. On ignore le nombre de sujets ainsi impliqués – combien de juifs décidèrent d'émigrer plutôt que de renier leur foi et combien se « convertirent », même si lesdits convertis se voyaient eux aussi spoliés d'une bonne partie de leurs biens et qu'ils ne fussent jamais à l'abri

des sbires de l'Inquisition. Mais quels qu'aient été les chiffres, il est hors de doute que la Sicile – comme l'Allemagne hitlérienne, à une époque plus récente – perdit alors un grand nombre de ses citoyens les plus habiles, les plus doués et les plus intelligents ; et que son économie en subit les conséquences.

Une autre tendance plutôt troublante devint évidente dans la première décennie du XVI^e siècle : ce fut un accroissement constant de l'autorité royale. Pendant bien plus de deux siècles, les barons avaient largement mené leurs affaires à leur main : grâce à la corruption, à la négligence des autorités ou simplement au passage du temps, beaucoup d'entre eux occupaient des domaines qui étaient légalement propriétés de la couronne, ou bien avaient été dispensés de leurs obligations féodales. Mais ces jours étaient terminés : il était chaque année plus évident que le roi Ferdinand resserrait sa mainmise. Cela fut confirmé en 1509 par la nomination comme vice-roi du général Ugo Moncada, résolu à la conquête de l'Afrique du Nord et pour qui la Sicile était le tremplin évident. Les barons le détestèrent d'emblée : il ne leur témoignait aucun respect, instaurant dès son arrivée des commissions d'enquête pour vérifier leur situation légale – avec de nombreux résultats extrêmement embarrassants. Il y eut des arrestations conduisant fréquemment à des emprisonnements ; des fiefs furent confisqués, dont plusieurs formellement revendiqués par l'Église. Dans le même temps, l'Inquisition faisait sentir de plus en plus sa présence, en particulier avec l'exécution de ses premières victimes, brûlées vives en place publique.

La mort de Ferdinand, en janvier 1516, précipita la crise. Cette mort dépouillait-elle le Moncada détesté de son autorité ? Personne n'en était vraiment sûr, mais quand il eut dissous, peu de temps après, le parlement qu'il avait récemment convoqué, certains de ses membres se réunirent d'eux-mêmes à Termini. C'était de nouveau une manifestation d'indépendance. Avant qu'on ait pu en tirer des conséquences, une autre intervint et de plus grande ampleur : une révolution populaire générale à Palerme. Lorsque le soulèvement en arriva à sortir les canons du bastion de la ville pour les mettre en batterie devant le palais du vice-roi, Moncada s'enfuit à Messine. L'édifice fut saccagé et pillé, les dernières archives brûlées.

Les gens de Messine – à qui l'on pouvait toujours faire confiance pour s'opposer aux Palermitains – accueillirent chaleureusement le

vice-roi terrorisé, en l'assurant de tout leur soutien. Moncada savait bien toutefois qu'il le pourrait jamais revenir dans sa capitale et envoya un nouveau message au nouveau roi d'Espagne, Charles⁷, en lui recommandant de nommer un Italien comme successeur. Charles choisit un noble napolitain, le comte de Monteleone – mais s'il pensait que ledit comte rétablirait la paix dans l'île, il dut vite déchanter. Après une très brève accalmie, l'insurrection repartit de plus belle sous la conduite d'un petit noble dédoré du nom de Squarcialupo, et la seconde éruption fut pire que la première. Monteleone fut bientôt obligé lui aussi de se réfugier à Messine – plusieurs membres de son entourage n'eurent pas cette chance ; ils furent émasculés avant d'être jetés par les fenêtres du palais. Squarcialupo réussit à contrôler la populace une semaine ou deux, mais fut ensuite assassiné alors qu'il assistait à une messe, et les troubles reprirent. Monteleone revint à Palerme et punit les meneurs aussi cruellement que Moncada aurait pu le faire. En 1523, un troisième soulèvement – d'inspiration française – échoua également : les corps écartelés de ses chefs furent exposés dans des cages de fer suspendues aux fenêtres du palais. Les troubles de ces sept années avaient simplement montré que les Siciliens ne seraient finalement jamais capables d'opposer une résistance sérieuse au pouvoir de l'Espagne. Ils n'avaient ni la cohésion ni la discipline indispensables à cet effet, et n'avaient aucune idée positive ou constructive de ce qu'ils voulaient mettre à la place. De plus, le pouvoir de l'Espagne avait désormais changé de nature et d'échelle : c'était celui du Saint Empire romain⁸.

Charles de Habsbourg était né en 1500 de Philippe le Beau, fils de l'empereur Maximilien, et de Jeanne la Folle, fille de Ferdinand et d'Isabelle. D'allure ingrate, il n'avait hérité aucune des attraits de ses parents : il avait le menton en galoche et la lèvre inférieure proéminente caractéristique des Habsbourg ; il souffrait également d'un effroyable bégaiement, arrosant périodiquement ses interlocuteurs d'une pluie de postillons. Il n'avait ni imagination ni idée qui lui fussent propres. Bien peu de souverains ont été autant que lui dépourvus de tout charisme personnel. Ce qui le sauva fut sa bonté de cœur innée et – l'âge venant – une grande sagacité et perspicacité. Il était aussi, à sa façon tranquille, très remarquablement tenace, usant progressivement ceux qui s'opposaient à lui avec une détermination et

une endurance à toute épreuve. Bien qu'il fût de loin le prince le plus puissant du monde civilisé de l'époque, il ne profita jamais de son pouvoir de la même façon que ses contemporains, Henri VIII d'Angleterre et François I^{er} de France, de leur royaume, ni même Léon X de son pontificat⁹. Et lorsqu'il abdiqua en 1555-1556 pour se retirer dans un monastère, bien peu de ses sujets durent être vraiment étonnés.

Son héritage était immense, mais il n'en avait pas pris pas possession d'un seul bloc. Lui échurent d'abord les Pays-Bas, anciennement bourguignons, que son grand-père Maximilien avait acquis par son mariage avec Marie de Bourgogne¹⁰. Après la mort de son père en 1506, il avait été élevé par sa tante Marguerite de Savoie, régente des Pays-Bas ; il les avait ensuite gouvernés lui-même à partir de ses quinze ans. À cette époque déjà, sa mère Jeanne, irrémédiablement folle, avait été tenue enfermée (pendant plus d'un demi-siècle), mais elle restait officiellement reine de la Castille, que Ferdinand d'Aragon administrait en son nom comme régent. À la mort de Ferdinand, malgré son état de démence, le roi lui laissa sa couronne d'Aragon et des Deux-Siciles, en accordant la régence à Charles. En revanche, il confia le gouvernement de la Castille au cardinal archevêque de Tolède, Francisco Jiménes, dont l'un des premiers actes fut toutefois de proclamer Charles roi conjointement avec sa mère.

Le jeune roi qui débarqua sur la côte des Asturies à l'âge de dix-sept ans et découvrit alors son royaume espagnol pour la première fois était de part en part un homme des Pays-Bas, totalement ignorant des mœurs, des habitudes et même de la langue de ses nouveaux sujets. Ses débuts ne furent pas bons : les Espagnols le virent comme l'étranger qu'il était de fait et détestèrent profondément les hordes de fonctionnaires flamands qui inondèrent le pays. La rébellion n'était jamais très loin sous la surface. Jiménes – qui avait fait tout ce qui lui était possible pour aplanir le chemin de son nouveau roi – fut écarté par les Flamands et renvoyé dans son diocèse : deux mois plus tard, il était mort et Charles était désormais le maître absolu du pays. Il fit de son mieux, comme toujours, mais il était parfaitement incapable de contrôler ses compatriotes ambitieux et toujours plus avides – alors même que les *Cortès* espagnols (le parlement) lui faisaient clairement comprendre qu'il était là par indulgence et qu'il ne serait supporté

qu'aussi longtemps qu'il se plierait à leurs volontés.

L'Espagne dont héritait Charles était très différente de celle de ses grands-parents : les événements de la dernière décennie du ^{XV}^e siècle avaient profondément changé le monde civilisé. Le 17 avril 1492, Ferdinand et Isabelle avaient officiellement approuvé le premier voyage du Génois Christophe Colomb en mettant à sa disposition trois petites caravelles (la plus grande mesurant à peine plus de trente mètres de longueur). De plus, quatre ans avant le départ de ces trois vaisseaux – la *Niña*, la *Pinta* et la *Santa Maria* – le Portugais Bartolomeu Dias avait doublé le cap des Tempêtes (rebaptisé « cap de Bonne-Espérance » par le roi Jean II de Portugal) ; et juste six ans plus tard, le 20 mai 1498, son compatriote Vasco de Gama avait jeté l'ancre à Calicut, sur la côte de Malabar. Non seulement il avait trouvé une route maritime continue jusqu'aux « Indes », mais il avait prouvé que les navires portugais étaient capables de faire l'aller et le retour.

Les histoires de ces trois immenses aventuriers ne sont pas ici notre affaire ; ce qui est important pour nous est l'impact qu'elles eurent sur le destin du bassin méditerranéen. Dorénavant, la situation était claire. Jusque-là, même lorsque les Turcs ne faisaient pas trop de problèmes (c'était toutefois leur habitude), toutes les marchandises à destination de l'Orient lointain devaient être déchargées en Alexandrie ou dans quelque port du Levant, puis acheminées par la terre jusqu'à la voie maritime de la mer Rouge, infestée de pirates, ou bien chargées sur de lentes caravanes de chameaux qui pouvaient mettre trois à quatre ans pour traverser l'Asie centrale et parvenir à destination. Désormais, les marchands pouvaient compter sur un même navire – et sur un calendrier moins aléatoire – pour aller de Lisbonne ou de Londres jusqu'en Inde ou en Chine, et en revenir. Dans le même temps, grâce à Colomb et à ceux qui le suivirent, le Nouveau Monde se révéla infiniment plus exploitable que l'Ancien, en raison des fabuleuses richesses qu'il recélait et dont la majeure partie revenait « légalement » à l'Espagne. Dans les sept mois qui suivirent le premier débarquement de Colomb en Amérique, le pape Alexandre VI Borgia – lui-même d'origine espagnole – avait publié la première de ses cinq bulles fixant la répartition des territoires nouvellement découverts entre l'Espagne et le Portugal. Pendant un quart de siècle, les galions allaient revenir régulièrement dans leur pays d'origine, remplis à ras bord du butin des richesses du Nouveau Monde. Rien

d'étonnant donc à ce que les successeurs de Ferdinand et d'Isabelle aient eu leurs regards résolument tournés vers l'ouest.

Il n'apparut pas immédiatement que cette ouverture soudaine des océans, à l'est comme à l'ouest, allait porter au commerce méditerranéen un coup qui devait se révéler paralysant. Progressivement, toutefois, des gens comprirent que, au moins du point de vue commercial, la Méditerranée était devenue un désert. À l'est de l'Adriatique, les Turcs ne laissaient plus passer les navires occidentaux qu'en rechignant, voire pas du tout. À l'ouest, la Méditerranée restait indispensable à l'Italie, mais la France trouvait désormais ses ports de la Manche largement plus utiles que Marseille ou Toulon ; et l'Espagne – qui entraînait dans la grandeur de son Siècle d'or – avait de son côté de meilleurs profits à faire. Jusqu'à l'ouverture du canal de Suez, trois siècles plus tard, la Méditerranée ne devait pas retrouver son ancienne importance comme voie commerciale mondiale.

Et la Sicile, comme toujours, fut la perdante.

1. Il en avait au moins cinq illégitimes.

2. Elle est aujourd'hui visible à la Galerie régionale de Palerme, dans le Palazzo Abatellis. Pour en faciliter le transfert, la fresque a été découpée en quatre parties – procédé qui se révéla désastreux, la peinture s'écaillant le long des entailles. Mais l'œuvre reste inoubliable.

3. Voir [note](#). Ce sont respectivement Frédéric III et IV dans le présent ouvrage.

4. Arrière-arrière-petit-fils d'Alphonse III, de qui le trône d'Aragon était passé en 1291 à son frère Jacques II ; en 1326 au fils de Jacques, Alphonse IV ; en 1336 au fils d'Alphonse, Pierre IV ; et en 1387 au fils de Pierre, Jean I^{er}. Martin, frère de Jean, allait régner jusqu'en 1410. Il mourut – d'une crise de rire inextinguible à la suite d'une plaisanterie de son bouffon, juste après avoir dévoré une oie entière – sans héritier légitime survivant. La lignée qui avait commencé au IX^e siècle avec Wilfrid le Chevelu, comte de Barcelone, s'éteignit ainsi.

5. De ses deux fils légitimes, Pierre mourut avant son second anniversaire, Martin avant son premier.

6. En 1416, ce même Jean XXIII fut arrêté, jugé pour ses innombrables crimes et dûment condamné. Comme Edward Gibbon l'a joyeusement noté, « les accusations les plus scandaleuses furent supprimées : le Vicaire du Christ était seulement accusé de brigandage, meurtre, viol, sodomie et inceste ». Dans ces circonstances, il paraît un peu surprenant que le cardinal Angelo Roncalli, élu pape en octobre 1958, ait choisi ce même nom pour son pontificat.

7. Malgré ses deux mariages, Ferdinand n'avait pas laissé d'héritiers mâles. Le

trône échut donc à son petit-fils Charles – le futur Charles Quint.

8. L'intitulé complet était : Saint Empire romain de la nation germanique. (N.d.T.)

9. « Dieu nous a donné la papauté », écrivit Léon X à son frère Julien de Médicis, aussitôt installé sur le trône de saint Pierre, « profitons-en à présent. »

10. Fille unique de Charles le Téméraire, dernier duc de Bourgogne. (N.d.T.)

BRIGANDAGES ET RÉVOLTES

Si grande que fût la fièvre créée par ses nouvelles richesses, l'Espagne ne pouvait pas totalement négliger ses responsabilités européennes. Ses principaux ennemis étaient les Français et naturellement les Turcs – même si elle eut à mener des guerres bilatérales occasionnelles contre d'autres nations, qu'il s'agît des Anglais, des Portugais, des Allemands ou des Hollandais, voire de la papauté elle-même. Sauf celles contre les Turcs, aucune de ces guerres n'avait quelque chose à voir avec la Sicile, bien que l'île fût toujours dans l'obligation d'apporter sa contribution, en argent, en hommes ou en produits agricoles.

La seconde moitié du ^{xv}e siècle, comme nous l'avons vu, connut deux événements cataclysmiques – un à chaque extrémité de la Méditerranée : à l'est d'abord, avec la prise de Constantinople par les Turcs en 1453, provoquant la fermeture de l'accès à la mer Noire puis à une grande partie de la Méditerranée orientale : à l'ouest ensuite, avec l'expulsion des musulmans et des juifs d'Espagne, dans les années qui suivirent 1492. Ces deux catastrophes entraînèrent la prolifération d'errants déracinés de toutes confessions, tous plus ou moins ruinés, aigris et rêvant de revanche (au moins pour ce qui était des chrétiens et des musulmans), si bien que beaucoup adoptèrent la vie des flibustiers et autres forbans de mer. Les chrétiens s'établirent logiquement en Méditerranée centrale – en Sicile, à Malte ou parmi les innombrables îles de la côte dalmate. Les musulmans, par ailleurs, ne pouvaient retrouver leurs coreligionnaires qu'en Afrique du Nord : quelque 2 000 kilomètres de côtes s'étendaient entre Tanger et Tunis,

formant une bande de terres assez fertiles et suffisamment arrosées, avec de nombreux havres naturels presque sans marées, parfaitement appropriés à ce type d'activités. Ainsi naquit la légende de la « côte des Barbaresques ».

Jusqu'au milieu du siècle, les Siciliens avaient entretenu des relations amicales avec l'Afrique du Nord et un fructueux commerce s'était établi dans les deux sens. Après la chute de Constantinople, toutefois, le conflit entre les Espagnols et les Turcs devint inévitable et la Sicile, au lieu d'occuper le centre de la principale route commerciale entre l'Europe et l'Afrique, se retrouva dans ce qui équivalait presque à un *no man's land*. Ses parlements demandèrent constamment à l'Espagne la permission de garder les anciens liens commerciaux avec les villes de la côte nord-africaine, mais l'intégriste catholique Ferdinand refusa non moins constamment toute relation avec les « infidèles » et ce commerce ne continua d'exister que par l'intermédiaire de contrebandiers ou de pirates.

Parmi ces pirates, les plus puissants furent de loin les frères « Barberousse », Kheïr ed-Din et Aroudj. Nés dans l'île de Mytilène (actuellement Lesbos) d'un ancien janissaire d'origine grecque¹, ils n'avaient pas une goutte de sang turc, arabe ou berbère – un fait que leurs célèbres barbes attestaient de façon convaincante. Agissant pour le compte du sultan ottoman Sélim I^{er}, ils conquièrent sans efforts Alger dès 1516. Aroudj mourut deux ans plus tard, mais Kheïr ed-Din alla ensuite de succès en succès et gouverna bientôt Alger et toute sa province, officiellement au nom du sultan, mais jouissant en réalité d'un pouvoir absolu sur toute la région. En 1534, il eut même l'audace d'attaquer la Tunisie et le sultan local Moulay Hassan, qu'il battit sans difficulté et dont il annexa incontinent le royaume. Mais il était allé trop loin : il aurait dû comprendre que l'empereur Charles Quint ne pouvait pas accepter l'annexion d'un pays situé à moins de 200 kilomètres des deux ports les plus prospères de Sicile occidentale – Trapani et Marsala – et à peine plus loin de Palerme même. Le faible et jouisseur Moulay Hassan n'avait jamais constitué un danger, mais comme Barberousse était à Tunis, la possession de la Sicile était fortement menacée.

Dès qu'il eut appris la nouvelle, Charles se mit à planifier une énorme expédition pour conquérir Tunis. La flotte d'invasion devait rassembler des vaisseaux d'Espagne, de Naples, de Sicile, de

Sardaigne, de Gênes et de Malte – île qu'il avait accordée (avec Tripoli) en 1530 aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, après leur éviction de Rhodes par les Turcs. Le contingent espagnol – estimé à 400 navires – appareilla de Barcelone à la fin de mai 1535. Contre une telle armada, Barberousse savait bien qu'il n'avait aucun espoir de garder Tunis. Le 14 juillet, la forteresse de La Goulette qui défendait l'entrée du port intérieur fut prise d'assaut par les chevaliers de Saint-Jean et, une semaine plus tard, un grand nombre de prisonniers chrétiens réussirent à s'échapper – on a parlé de 12 000, mais le chiffre paraît exagéré. Tunis était conquise et ce fut au tour de Barberousse de se retirer. Moulay Hassan fut formellement réinstallé dans sa ville (devenue une coquille vide) et les Espagnols, après avoir restauré et refortifié La Goulette, déclarèrent cette forteresse territoire espagnol et la dotèrent d'une garnison permanente. L'expédition, de l'aveu de tous les chrétiens, avait été un immense succès : Tunis était revenu dans des mains amies ; la Sicile était à nouveau en sécurité ; des milliers de leurs coreligionnaires avaient été libérés de captivité ; et mieux que tout, peut-être, l'invincible Barberousse avait été sérieusement défait.

Les Espagnols le croyaient du moins. En réalité, le grand corsaire n'en était qu'au milieu de sa carrière : il allait remporter bien d'autres victoires, et plus grandes encore – entre autres une bataille en 1541, terminée par la destruction quasi totale d'une autre flotte d'invasion espagnole dirigée cette fois contre Alger. Il annexa aussi au nom du sultan – il s'agissait à présent de Soliman le Magnifique – de nombreuses îles précédemment occupées par des Vénitiens. Soliman lui donna bientôt le commandement suprême de toute la flotte ottomane : l'ancien corsaire était ainsi devenu grand amiral. Il mourut paisiblement en 1546 à Istanbul, où son tombeau est toujours visible.

Après la mort de Barberousse, les combats continuèrent, les Turcs lançant une série de raids dévastateurs sur les côtes siciliennes et nord-africaines. En 1551, cinq ans seulement après la mort du vieux corsaire, ils s'emparèrent de Tripoli et détruisirent en 1560 vingt-quatre des quarante-huit galères d'une flotte hispano-sicilienne au large de Djerba. Le pendule revint brièvement en arrière en 1564, lorsque l'ordre de Malte défendit héroïquement son île pendant quatre mois contre tout ce que Soliman pouvait lancer contre elle – mais ce fut un triomphe éphémère. Deux ans plus tard, la Chypre vénitienne

allait succomber devant Sélim, fils de Soliman ; le commandant vénitien Marcantonio Bragadin fut soumis à d'épouvantables tortures avant de mourir écorché vif. Des anciens comptoirs commerciaux vénitiens de Méditerranée, il ne restait plus que la Crète.

En 1571, l'Europe chrétienne prit une revanche éclatante lorsque l'Espagne, Venise et la papauté unirent leurs forces navales pour écraser la flotte turque à Lépante – les navires siciliens jouant leur rôle dans la rencontre. Mais – et la question est toujours en suspens aujourd'hui – Lépante a-t-elle été, comme beaucoup le prétendent, la plus grande bataille navale historique entre celle d'Actium (livrée à 60 milles nautiques de là) et celle de Trafalgar ? En Angleterre et en Amérique, sa réputation « inoxydable » repose largement sur le poème fracassant – et glorieusement imprécis – de G.K. Chesterton ; mais dans les pays catholiques du bassin méditerranéen, Lépante a dépassé les frontières de l'Histoire pour entrer dans la légende. Mérite-t-elle vraiment cette réputation ?

Techniquement et tactiquement, oui. Ce fut la dernière grande bataille livrée exclusivement avec des galères à rames : après 1571, la guerre navale ne fut plus jamais la même. Politiquement, en revanche, ce fut un feu de paille. Cette bataille ne marqua pas, comme les vainqueurs l'espéraient, la fin du mouvement de pendule, le moment où la fortune des chrétiens reprenait un cours favorable et retrouvait des forces, jusqu'à pouvoir enfin rejeter les Turcs au cœur de l'Asie centrale d'où ils étaient venus. Au lieu de cela, ces mêmes Turcs allaient s'emparer de Tunis l'année suivante, ne laissant que le seul port d'Oran aux mains des Espagnols sur toute la côte nord-africaine. Venise ne reprit pas Chypre et conclut même avec le sultan une paix séparée en renonçant à toutes ses prétentions sur l'île. Lépante ne constitua pas non plus la fin des pertes de la Sérénissime : au siècle suivant, la Crète allait passer elle aussi aux mains des Ottomans. Pour ce qui est de l'Espagne, elle n'accrut pas de façon sensible son contrôle sur la Méditerranée centrale ; et dix-sept ans seulement après, la défaite historique de la « Grande Armada » devant les Anglais allait porter à sa puissance navale un coup dont elle ne devait pas se relever de sitôt. Et malgré tous ses efforts, elle ne put jamais briser les liens entre Istanbul et les princes « barbaresques » d'Afrique du Nord : en l'espace de quelques années, les Turcs allaient chasser tous les Espagnols de Tunisie, transformer en vassaux les dynastes locaux et

réduire toute la région – comme ils l’avaient fait de la majeure partie de l’Algérie à l’ouest et de la Tripolitaine à l’est – au statut de province ottomane.

Reste que pour tous les chrétiens qui exultaient en ces journées triomphantes d’octobre 1571, la véritable importance de Lépante était morale. La lourde nuée noire qui avait assombri leur ciel depuis deux siècles et qui s’était faite de plus en plus menaçante depuis 1453, au point qu’ils avaient l’impression que leurs jours étaient désormais comptés – cette nuée s’était soudain dissipée. D’une journée à l’autre, l’espoir était revenu. Les Vénitiens avaient hâte d’exploiter cette victoire dans la foulée : il ne fallait pas laisser de répit aux Turcs, pas de temps pour reprendre leur souffle ou refaire leurs forces fracassées. Tel était le message qu’ils firent passer à leurs alliés espagnols et pontificaux – mais leurs arguments restèrent lettre morte. Don Juan d’Autriche, demi-frère bâtard de Philippe II et capitaine général de la flotte coalisée, n’aurait sans doute été que trop heureux de poursuivre pendant l’hiver, mais les ordres du roi d’Espagne étaient clairs : les forces alliées se retrouveraient au printemps, il fallait se séparer. Don Juan n’eut pas d’autre choix que de revenir avec sa flotte à Messine.

Dans les années qui suivirent Lépante, la piraterie sévit de plus belle et sans relâche sur la côte des Barbaresques. La Sicile en souffrit : dans sa position dangereusement exposée, le contraire eût été étonnant. Au cours de cette période, elle subit deux ou trois attaques majeures chaque année ; aucune ferme n’était à l’abri à moins de vingt kilomètres de la côte ; et en 1559 comme en 1574, il y eut même des raids dans les faubourgs de Palerme. En revanche, elle donnait probablement autant qu’elle reçut : parmi les pires des pirates et autres forbans de mer, plus de la moitié semble avoir été composée de chrétiens incluant un bon nombre de corsaires siciliens. De leur côté, malgré les immenses croix de Malte qu’ils arboraient avec tant d’orgueil, les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem n’étaient pas les derniers à pratiquer piraterie et contrebande sur une grande échelle. L’Espagne faisait naturellement tout ce qu’elle pouvait pour déguiser le tout en « croisade » – mais il n’en était absolument rien : les Turcs avaient plus d’un chrétien travaillant ou combattant à leurs côtés. En 1535, le roi de France François I^{er} s’était même allié avec Barberousse et, en 1543, il avait autorisé la flotte turque à passer l’hiver dans le port de Toulon². Et même si bien peu étaient conscients de ce fait, il y

eut cependant un moment – bref sans doute – où Charles Quint envisagea d'abandonner Alger et la plus grande partie de Tunis et de Tripoli au même vieux pirate. Par bonheur, il se reprit.

Le fait est que le roi d'Espagne commençait d'être las de la côte des Barbaresques. Il était évident qu'on ne pourrait jamais la (re)conquérir ; et le besoin permanent de protéger les intérêts espagnols se révélait ruineusement dispendieux en vaisseaux et en équipages – tout en n'obtenant que des succès éphémères et très relatifs. En tout état de cause, au moment de son abdication et de l'arrivée au pouvoir de son fils Philippe II, en 1556, la situation commençait de changer ; et à la fin des années 1570, Philippe comprit qu'il lui fallait réduire ses pertes dans le bassin méditerranéen et concentrer ses forces en Europe du Nord pour les déployer contre ses nouveaux ennemis : l'Angleterre et les Provinces-Unies. La Sicile fut laissée pratiquement sans défense et les raids des pirates musulmans devinrent pires que jamais – et plus épouvantables encore après la défaite de l'Invincible Armada en 1588, lorsque toute la flotte de guerre de Philippe II fut perdue et que l'Espagne cessa effectivement d'être une puissance maritime pendant des années.

Pourquoi, demandera-t-on, les Siciliens ne firent-ils pas de plus grands efforts pour se défendre eux-mêmes, ou bien même ne prirent-ils pas l'offensive contre leurs ennemis ? Essentiellement, parce qu'ils ne pouvaient plus posséder de flotte qui leur fût propre. La dernière dont ils pouvaient être légitimement fiers avait été la création du roi Roger, quelque trois siècles auparavant. Mais après la fin de l'indépendance sicilienne, il y eut peu d'incitation à la construction navale – une activité que le roi avait largement limitée à ses possessions de la péninsule, où il y avait beaucoup de bons cours d'eau navigables pour acheminer le bois des forêts intérieures jusqu'à la côte. Ce genre de petits fleuves n'existe pas en Sicile. Ce n'est pas à dire qu'on ne construisait pas de bateaux dans l'île : cette industrie continua d'une certaine manière, principalement à Palerme et Messine, et les galères à rames restèrent en usage. Mais ces galères avaient besoin d'équipages et il était de plus en plus difficile d'en trouver : il fallait six hommes par rame et il y avait 200 rames en tout pour un grand vaisseau. Les rameurs étaient des esclaves ou des condamnés, des enrôlés de force ou des « volontaires » ; lorsque les vivres venaient à manquer à bord, on pouvait en jeter deux ou trois

par-dessus bord ; tous étaient enchaînés jour et nuit.

Dans le même temps, la piraterie ne s'arrêtait plus au détroit de Gibraltar : les corsaires – chrétiens et musulmans – avaient trouvé une occupation nouvelle et hautement lucrative : la traite des esclaves sur la côte africaine occidentale, pour alimenter le commerce des esclaves en Europe. Là aussi, les Siciliens ne furent pas les derniers à s'y consacrer et, pour autant qu'on puisse en juger, en toute connaissance de cause et bonne conscience parfaite. Après tout, l'empereur n'avait-il pas décrété que tous les infidèles capturés en mer pouvaient être considérés comme des esclaves ? Le même traitement pouvait assurément être appliqué aux indigènes raflés sur les côtes. Ce commerce était d'ailleurs si profitable que les négriers ne voyaient aucune raison de limiter ces activités aux infidèles : dans les années 1580, de nombreux capitaines – parmi lesquels au moins deux Anglais – faisaient d'excellentes affaires en achetant et vendant des prisonniers chrétiens sur les côtes.

Comme les pages ci-dessus ont dû le montrer plus que clairement, la vie de ceux qui habitaient sur les côtes de la Sicile devait être assez perturbée ; mais ceux qui vivaient ailleurs dans l'île n'étaient guère plus en sûreté. Sous la domination espagnole, la Sicile resta aussi anarchique qu'elle l'avait toujours été. Le brigandage était omniprésent : dans de nombreuses régions, il était déconseillé de se déplacer en groupes de moins de vingt personnes. Les brigands étaient des paysans de l'intérieur – qui voyaient peu de fonctionnaires espagnols et s'en souciaient encore moins : ils vivaient comme ils avaient toujours vécu. Le système existant de la justice – ils le savaient bien – favorisait invariablement les riches et les privilégiés : ils préféraient donc suivre un « contre-système » de leur cru. Même s'il était corrompu, il ne l'était pas plus que le gouvernement colonial administré par le vice-roi ; et s'il était violent, il ne l'était pas plus que celui des barons. On citera à ce sujet l'histoire de deux familles de barons rivales, les de Luna et les Perollo, en perpétuel et violent conflit pour le contrôle de Sciacca – chacune ayant sa bande de sbires et de brigands. Dans les années 1520, le vice-roi eut l'idée malencontreuse de nommer un fonctionnaire pour les contrôler : le malheureux fut presque immédiatement assassiné et son corps dénudé resta exposé plusieurs jours dans la rue avant que quelqu'un n'osât y

toucher. Puis les de Luna prirent le contrôle de la ville et massacrèrent un bon nombre de Perollo et de leurs partisans. Il est intéressant de noter que le chef du clan de Luna, premier responsable de ces crimes, était le neveu du pape Léon X Médicis. Lui et sa famille ne furent évidemment jamais inquiétés.

Les barons n'avaient clairement aucun respect pour le vice-roi, mais ni plus ni moins que tout le monde. Qu'ils fussent espagnols, siciliens ou italiens, tous les vice-rois étaient presque invariablement accessibles à la corruption. Ils tendaient aussi à faire des exemples de châtiments atroces pour impressionner ceux qu'ils essayaient de gouverner ; et beaucoup ne faisaient pas mystère du fait qu'ils étaient là pour ramasser le plus d'argent possible. Plusieurs devinrent de fait de véritables corsaires extrêmement heureux en affaires et accumulèrent des fortunes considérables. L'Église était encore plus riche : à la fin du XVI^e siècle, l'archevêque de Monreale – toujours un Espagnol, soit dit au passage, comme la plupart des plus hauts prélats – gagnait au moins quatre fois plus que le salaire du vice-roi et ne possédait pas moins de soixante-douze fiefs. Ses collègues l'archevêque de Palerme et l'évêque de Catane faisaient presque aussi bien. Dans d'autres domaines aussi, les activités des prêtres et des institutions religieuses laissaient beaucoup à désirer : il y avait des parties de la Sicile où les prêtres mariés étaient la règle plutôt que l'exception ; et il fallut plus d'une fois édicter des règlements spéciaux pour interdire aux moines de venir donner des sérénades dans les couvents proches de leur monastère !

L'Inquisition était à part de l'Église, mais travaillait en étroite collaboration avec elle. Les inquisiteurs étaient nommés directement par le roi d'Espagne ; ils avaient leurs propres gens d'armes et leurs prisons spéciales. Ils envoyaient parfois au roi des rapports secrets sur le vice-roi – et le roi pouvait les utiliser inversement pour contrecarrer les mesures prises et les ordres donnés par le vice-roi : les frictions étaient parfois très vives entre les deux autorités – mais l'Inquisition ne souffrait aucune interférence. La torture était autorisée et même encouragées, et si le « questionné » mourait au cours de l'interrogatoire, on ne pouvait rien y faire : c'était le jugement de Dieu. La survie même pouvait n'être que temporaire : on ne sortait alors de la salle des tortures que pour être brûlé vif en place publique. Les inquisiteurs traquaient l'hérésie partout où ils pensaient pouvoir la

trouver, persécutant plus fréquemment les gens d'origine juive ou musulmane dont les familles étaient converties depuis longtemps au christianisme. Les marchands juifs résidant temporairement dans les grandes villes étaient obligés de porter un signe distinctif ; leurs collègues musulmans, un turban. Une certaine tolérance était observée à l'égard des milliers de Grecs de confession orthodoxe : ils étaient trop nombreux et habitaient l'île depuis trop longtemps. Les (rares) protestants – en particulier les luthériens – avaient en revanche la vie dure et toujours menacée.

Pour beaucoup de Siciliens – et spécialement les bons catholiques vivant à l'intérieur de l'île, respectueux des lois et exerçant une activité respectable et raisonnablement lucrative –, la vie sous la domination espagnole était probablement assez agréable. Mais cela ne saurait dissimuler le fait réel que, particulièrement aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles, la Sicile fut une île profondément malheureuse. Une fois seulement au cours de sa longue histoire, elle avait été unie et en même temps indépendante : c'était au ^{xii}e siècle, sous les rois normands dont les règnes successifs avaient duré moins de soixante-dix ans. Depuis lors, à cause de ses maîtres angevins puis espagnols, elle était devenue désespérément démoralisée et profondément corrompue. Elle ne connaissait ni orgueil national, ni loyauté, ni solidarité, ni discipline. Elle végétait donc, souffrant beaucoup et ne réalisant rien sauf des révoltes occasionnelles et avortées, jusqu'à ce qu'au début du ^{xviii}e siècle, à Utrecht, la Sicile finît par échapper à la marmite espagnole – mais pour tomber finalement dans le brasier Bourbon.

Le héros de la Sicile, dans le premier quart du ^{xvii}e siècle, fut Pedro Téllez-Girón y Velasco, troisième duc d'Osuna. Après un début de carrière comme soldat et diplomate – on dit qu'il participa à l'ambassade dépêchée par le roi Philippe III au roi d'Angleterre Jacques I^{er}, en 1604, pour signer le traité de paix récemment conclu –, il arriva comme vice-roi à Palerme en 1611 et fut effaré par ce qu'il découvrit. En deux semaines, les rues furent nettoyyées de leurs mendiants et les voyous plus ou moins douteux furent emprisonnés ou expulsés. Le port du *stiletto* fut interdit, même à l'aristocratie. Le droit d'asile dans toutes les trois cents églises de la capitale fut aboli, les criminels n'eurent plus le droit d'acheter leur liberté et une confrérie

spéciale fut créée pour concilier les fiefs familiaux qui entravaient la vie sicilienne. Osuna s'attaqua ensuite à la défense de l'île. Constatant qu'il y avait à peine un vaisseau de guerre en état de prendre la mer, il ordonna la construction de douze galères nouvelles, de modèle anglais : lorsqu'elles furent prêtes, il les utilisa pour une guerre extrêmement lucrative contre les royaumes barbaresques.

L'économie se révéla un problème plus coriace. La vérification des registres du Trésor permit à Osuna de repérer qu'un tiers environ des revenus annuels était complètement escamoté. Il institua aussitôt un nouveau système de restrictions et de contrôles sévères, tout en négociant simultanément un prêt substantiel des Génois. En quelques années, il avait restauré le crédit du gouvernement. À Palerme et Messine, les banques d'affaires – certaines étant depuis longtemps fermées – rouvrirent. Les gens de Messine élevèrent promptement une protestation furieuse contre ces mesures, prétendant qu'ils n'étaient pas tenus de payer des impôts levés sans leur consentement et offrant 20 000 *scudi* à Osuna pour qu'on n'en parlât plus. Osuna rejeta cette proposition et écrivit au roi Philippe IV que c'était la sixième fois en cinquante ans que les Messiniens refusaient de payer des impôts parfaitement légitimes et que, si on leur permettait de continuer ainsi, ils formeraient bientôt un État indépendant³. Puis il se rendit en personne à Messine, arrêta les anciens de la cité et les ramena enchaînés à Palerme où ils furent emprisonnés au secret – à leurs propres frais.

Osuna n'était pas seulement un brillant administrateur : il était aussi un patron enthousiaste des arts et en particulier de l'architecture. À la grande horreur de l'Inquisition, il accueillit le nouveau théâtre italien à Palerme, en permettant de plus qu'on jouât le dimanche et ne voyant aucun inconvénient à ce que des femmes fussent présentes sur scène. Il aimait particulièrement le carnaval et tenta même de rendre le port de masques obligatoire pour la circonstance. À la différence de la plupart des vice-rois, il était authentiquement populaire et lorsqu'il partit en 1616, les Palermitains – à défaut des Messiniens – furent sincèrement désolés de son départ.

Heureusement pour lui, il n'était pas en Sicile lors de deux épouvantables épidémies de peste bubonique. En 1575, Messine perdit peut-être la moitié de sa population ; en 1624 ce fut au tour de Palerme, où la peste fut apportée par des navires amenant des esclaves

chrétiens de Tunis. Des milliers de personnes moururent, y compris le vice-roi Emmanuel-Philibert de Savoie (Antoine van Dyck, qui était alors en train de faire son portrait, se réfugia en toute hâte sur le continent). On promenait quotidiennement dans les rues les reliques de sainte Christine et de sainte Nymphe – ce qui ne servit sans doute qu'à propager l'infection. Mais au moment critique, sainte Rosalie, dont beaucoup de Siciliens croyaient qu'elle avait été une nièce de Guillaume le Bon, apparut à un chasseur sur le Monte Pellegrino : elle lui fit observer qu'elle n'avait jamais reçu de véritable sépulture chrétienne et lui révéla la grotte où gisaient ses restes. Ils furent aussitôt relevés et transférés, et se révélèrent infiniment plus efficaces que ceux de ses collègues en sainteté – qu'elle remplaça comme patronne de la cité.

La guerre de Trente Ans fut presque aussi désastreuse que les épidémies de peste ; ce fut en effet l'un des conflits les plus longs et les plus destructeurs de l'histoire européenne. Commencée en 1618 comme une guerre de religion entre catholiques et protestants au sein du Saint Empire romain, elle gagna progressivement la majeure partie du continent – en devenant de moins en moins confessionnelle et de plus en plus la prolongation du vieil affrontement féodal entre les maisons de Bourbon et de Habsbourg. Pour la plupart des Siciliens, cependant, la seule chose importante était l'impact financier de la guerre. Le parlement se réunissait désormais au moins une fois par an – et souvent deux – et se retrouvait invariablement confronté à d'énormes demandes d'impôts de la part de l'Espagne. La Sicile travailla durement pour y faire face, et tous les moyens furent bons à cet effet. Des postes gouvernementaux importants furent vendus pour des sommes colossales, de même que des inscriptions dans l'aristocratie ; le droit d'ajouter *Don* devant son nom s'achetait 100 *scudi* – et les prix grimpaient de façon astronomique pour des titres plus ronflants. Le pardon pour tous les crimes – excepté la trahison – fut mis à l'encan. La famille génoise des Pallavicini-Rusconi acheta officiellement les îles Égades⁴, au large de Trapani, pour 160 000 *scudi*. Il ne fallait pas seulement de l'argent, mais aussi des hommes. Les galères neuves d'Osuna partirent avec des équipages largement siciliens. Mais la source finit par tarir et le vice-roi fut obligé d'écrire à son maître que c'était fini : il n'y avait plus un maravedis à racler.

La guerre de Trente Ans ne devait se terminer qu'en 1648. Dans l'intervalle, la situation économique de l'île ne cessa d'empirer et le mécontentement de grandir. L'origine des troubles était en réalité sociale et agricole plutôt que politique. La Sicile produisait essentiellement du blé – notoirement très vulnérable aux caprices de la nature. Un printemps inopinément sec, deux ou trois récoltes médiocres d'affilée, une invasion de sauterelles, une livraison malencontreusement exposée à l'humidité – toutes ces infortunes (et bien d'autres) pouvaient entraîner la catastrophe. Par suite de l'accroissement récent de la population, les capacités de stockage étaient devenues insuffisantes ; et les producteurs, une fois mis de côté ce dont ils avaient besoin pour eux (nourriture et semences), tendaient à exporter leurs surplus vers l'Espagne, Venise, la Crète ou ailleurs – là où ils pouvaient espérer des prix considérablement supérieurs à ceux que leurs compatriotes pouvaient offrir. Dès 1644, la qualité du pain avait dû être réduite ; deux ans plus tard, Messine fut obligée de diminuer les rations de pain subventionnées. En février 1647, des pluies diluviennes détruisirent les semailles qui venaient d'être faites et il fallut tout recommencer – du moins chez ceux qui avaient la chance d'avoir des réserves de semences. Ce désastre fut suivi en mars et avril par une terrible sécheresse. Les villes grouillaient de mendiants ; dans les campagnes, des hommes, des femmes et des enfants mouraient de faim.

La révolte éclata en mai à Palerme, après des jours de processions pénitentielles pendant lesquelles les participants se flagellaient avec des chaînes jusqu'à ce que le sang coulât de leurs dos. On raconte qu'il y eut même une procession spéciale des prostituées de la ville, qui furent reçues courtoisement par la princesse de Trabia dans son palais, où on leur servit des rafraîchissements. Mais l'atmosphère changea au milieu du mois. Les cloches des églises appelèrent la population à se rassembler sur les places, l'archevêque arma son clergé, l'hôtel de ville fut incendié. Au cours des émeutes qui suivirent, d'autres édifices furent livrés aux flammes et les rues étaient, rapporte-t-on, rouges de sang. Fait notable : il semble n'y avoir eu que peu ou pas de haine contre l'Espagne elle-même ; l'indignation était principalement dirigée contre le vice-roi et l'administration. L'ordre fut partiellement rétabli le lendemain. Les enquêtes diligentées suggérèrent que toute l'affaire avait été lancée par un assassin évadé du nom de Nino La Pilosa.

Capturé avec l'aide des guildes d'artisans (les *maestranze*), il fit sous la torture une étonnante confession : ses intentions avaient été de se faire roi, puis de distribuer tout l'argent de la banque municipale et des jésuites aux pauvres ! On ose seulement espérer que cette information n'entama pas la sincérité de ses confesseurs jésuites chargés de lui apporter le réconfort de la religion, avant qu'il ne fût publiquement démembré à l'aide de tenailles rougies au feu.

Peut-être convient-il ici d'en dire un peu plus sur ces *maestranze* développées au XVI^e siècle et qui avaient pris en une centaine d'années une puissance considérable. Leur propos initial était le même que celui des autres guildes en Europe : veiller aux intérêts particuliers des métiers concernés, former des apprentis et venir en aide à ceux de leurs membres trop vieux ou trop malades pour subvenir à leurs besoins. En Sicile toutefois, où le degré d'anarchie général était sensiblement plus élevé que partout ailleurs, ces guildes avaient évolué vers des sociétés qui administraient leur propre « justice » de façon assez expéditive – juste comme la mafia allait le faire dans des époques plus récentes.

Entre-temps, les nobles de Palerme avaient trouvé refuge dans leurs différents domaines – d'autant plus sûrs qu'ils étaient plus éloignés –, et bien que la cité eût retrouvé son calme, ils n'étaient guère enclins à y revenir. Le vice-roi – 5^e marquis de Los Vélez – se retrouvant abandonné de ses principaux soutiens, décida de partir pour ce qui fut présenté comme un pèlerinage. De façon assez typique, la ville de Messine, qui avait déjà mis de l'argent et des troupes à sa disposition pour l'aider contre Palerme (sa rivale détestée), offrit alors de l'accueillir en permanence avec sa cour. Cette offre de circonstance fut jugée pour ce qu'elle était et rejetée.

Le vice-roi n'avait pas servi à grand-chose, mais il avait été mieux que rien : Palerme se retrouvait à présent sans aucune espèce de gouvernement et avec moins d'argent et de ravitaillement que jamais. La cité fut alors sauvée par les *maestranze*. Le 12 août 1647, les guildes – et particulièrement celles des pêcheurs et des travailleurs du cuir – prirent en mains l'administration effective de la cité, imposant immédiatement des taxes d'urgence sur les fenêtres et les balcons, le vin, le bœuf et – de façon peut-être surprenante – le tabac à priser. Ils établirent aussi un nouveau chef, un certain Giuseppe d'Alesi. D'Alesi, orfèvre de profession, avait été associé à La Pilosa et il avait échappé

de peu à la capture. Il avait fui à Naples où il était arrivé juste à temps pour participer à un soulèvement remarquablement similaire conduit par un charismatique fauteur de troubles connu sous le nom de Masaniello. Mais il revint rapidement à Palerme et ne fut pas long à en prendre le contrôle. Le vice-roi fut ramené de son « pèlerinage » – pas pour longtemps : une semaine ou deux plus tard, d'Alesi et ses hommes s'emparèrent du palais royal. Los Vélez prit peur et s'enfuit.

Giuseppe d'Alesi était un personnage très différent de La Pilosa. Il détestait la violence et il était sincèrement loyal envers l'Espagne. Il interdit toute nouvelle destruction, fit du pillage un crime puni de mort et ordonna la réouverture immédiate de la banque municipale. Puis il retrouva le vice-roi, lui offrit un sauf-conduit et le pria de revenir à son poste – ce que fit ce dernier, plutôt à contrecœur. Un gouvernement légitime était à nouveau possible et d'Alesi était en position assez forte pour inciter Los Vélez à réaliser des réformes d'une nécessité vitale. Il avait bien mérité de son pays – et il est navrant de rapporter que parvenu à ce point, il perdit de sa popularité. Lors de nouvelles émeutes, à la fin du mois d'août, il se retrouva traqué et finalement coincé dans un égout. On le tua sur place, sa maison fut détruite et sa tête coupée, fichée sur une grille de la place centrale. Sinistre et honteuse récompense pour tout ce qu'il avait fait...

Une semaine plus tard, la révolte était terminée. L'archevêque de Monreale donna l'absolution au peuple du péché de révolution et exorcisa publiquement la place centrale, de peur que des esprits malins y fussent tapis. La pénurie de ravitaillement sévissait toujours : tous les sans-travail et tous ceux qui vivaient à Palerme depuis moins de dix ans reçurent l'ordre de quitter la ville aussitôt, sous peine de mort. Tous les stocks de blé, où qu'ils fussent, durent être déclarés aux autorités. Le jeu fut interdit, de même que le port de masques – même si l'on ne voit pas trop en quoi ces deux mesures purent affecter les approvisionnements de la ville – et les travailleurs agricoles reçurent une dispense religieuse spéciale pour travailler les dimanches et jours de fête jusqu'à ce que la crise fût surmontée.

Sur ces entrefaites, Los Vélez tomba dans un état de prostration nerveuse dont il ne guérit pas et mourut en novembre. Son successeur, le cardinal milanais Giangiacomo Teodoro Trivulzio, était un homme d'une autre trempe, résolument autoritaire. Il institua un couvre-feu

dans toute la ville, exigea la remise de toutes les armes de poing et fit dégager autour du palais royal un espace libre afin de pouvoir y tirer le canon en cas de nécessité. Ensuite, pour ranimer le commerce et l'artisanat local et créer de nouveaux emplois, il ordonna à tous les nobles réfugiés sur leurs terres de revenir en ville. De plus, il les autorisa à ramener avec eux leurs employés à gages – mesure qui suscita des inquiétudes, ces employés étant plutôt des paysans grossiers tous plus ou moins douteux. Mais Trivulzio avait établi des bastions autour de la cité, qui devaient tous recevoir une garnison : comment aurait-il pu trouver assez de rustauds pour ce faire ?

Si l'histoire de la première moitié du XVII^e siècle en Sicile n'est guère édifiante, celle de la seconde moitié est encore bien pire. La situation resta fondamentalement la même : crises d'approvisionnement chroniques, levées d'impôts constantes par l'Espagne, continuel refus par la noblesse de payer sa quote-part. Cette plaie était bien entendu au cœur des difficultés de la Sicile, mais les vice-rois n'osaient pas insister : il était plus sûr de faire de l'argent avec la vente des titres et des privilèges pour lesquels il y avait toujours une demande enthousiaste. Seize nouveaux « princes » furent ainsi créés dans les années 1670, quatorze nouveaux « ducs » dans les années 1680. D'innombrables fiefs et même des villes furent vendus aux enchères.

La situation était en outre aggravée par l'hostilité traditionnelle entre Palerme et Messine. Les deux cités, il faut l'avouer, avaient assez peu de choses en commun. Les Messiniens, avant tout, étaient affectés d'un phénoménal complexe de supériorité, en proclamant que leur cité avait été déclarée capitale de la Sicile en 270 av. J.-C. Deuxièmement, ils tendaient à se considérer eux-mêmes presque comme une partie de la Calabre, où beaucoup d'entre eux possédaient des domaines et où ils pouvaient se rendre en une heure ou deux de bateau – alors que le voyage à Palerme (où ils allaient aussi rarement que possible) exigeait jusqu'à trois jours, par terre ou par mer. Même leur dialecte local était plus immédiatement compréhensible dans la péninsule qu'à Palerme. De plus, ils avaient des conceptions de vie différentes : Palerme conservait une authentique aristocratie à l'ancienne, tandis que les nobles de Messine étaient davantage – comme les patriciens de Venise – des hommes d'affaires et fiers de l'être. Pour cette raison, la

plupart des maisons de commerce étrangères préféraient y avoir leurs représentants ; la cité s'enorgueillissait d'un consul anglais et même d'une église anglicane.

Une pierre d'achoppement durable était de déterminer si le vice-roi devait partager son temps entre Messine et Palerme au lieu de résider en permanence dans la capitale. Les Messiniens étaient extrêmement sensibles à ce sujet et ils avaient consacré de grandes sommes d'argent à tenter de concrétiser cette espérance ; ils avaient même acheté plusieurs fois le privilège auprès du roi d'Espagne et construit un palais spécial et tout un ensemble de bureaux pour le gouvernement et l'administration. Mais la raison de sa désaffection était fort simple : le palais officiel de Palerme était plus grand, plus élégant et socialement beaucoup plus « chic » : rien d'étonnant à ce que les vice-rois y eussent leurs préférences.

Messine était aussi généralement peu appréciée parce qu'elle revendiquait le monopole de la soie, brute et manufacturée : une prétention amèrement ressentie – et constamment remise en cause – non seulement à Palerme mais dans toute la Sicile. La revendication était toutefois impossible à imposer et impliquait l'envoi d'ambassades régulières en Espagne (dont la cité avait du mal à supporter les frais) pour demander sa confirmation. Ces difficultés devinrent plus aiguës encore lorsque la France développa un commerce ambitieux de la soie, puissamment soutenu par son gouvernement. Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, l'économie de Messine se mit à décliner et sa population à décroître, et en 1670, la situation causait de sérieuses inquiétudes. Le 11 mars 1669 s'était déjà produit l'une des plus violentes éruptions de toute l'histoire de l'Etna ; un fleuve de lave de presque deux kilomètres de largeur avait atteint cinq semaines plus tard les murailles de Catane, à vingt-quatre kilomètres de distance. Puis la décennie suivante s'était ouverte avec la première d'une longue série de moissons désastreuses. On imposa de stricts rationnements alimentaires, mais le vice-roi en fonction – le prince de Ligne – reçut bien vite les premiers rapports de morts de faim.

Tout cela contribua certainement à la révolution qui débuta à Messine en 1674, mais ce ne fut pas la seule raison. Pour des motifs évidemment très différents, les citoyens aisés étaient aussi inquiets que les pauvres. Non seulement leur argent s'épuisait rapidement, mais ils s'alarmaient de voir qu'à leurs frais, le prince de Ligne faisait

construire d'énormes fortifications contre les Turcs – qui avaient enlevé la Crète aux Vénitiens en 1669, après vingt-deux ans de siège (le plus long de l'Histoire). Et il y avait toujours le spectre de Palerme, qui avait prospéré à mesure que Messine déclinait et qui exigeait désormais que sa rivale fût dépossédée de ses immunités et privilèges concernant les impôts et l'industrie de la soie. L'Espagne aussi était source d'anxiété : ce qui avait été naguère le pouvoir le plus réactionnaire d'Europe introduisait à présent de timides réformes « démocratiques » dont les autorités siciliennes redoutaient qu'elles n'occasionnent des troubles et de l'agitation parmi la populace urbaine.

La révolution commençante prit une forme surprenante : ses chefs en appelèrent à la France, qui était alors en guerre avec l'Espagne. Inutile de dire que pour Louis XIV, c'était une occasion à ne pas manquer. Il dépêcha immédiatement un contingent de troupes françaises sous le commandement du duc de Vivonne (frère de sa maîtresse du moment), avec le titre peut-être exagérément optimiste de « gouverneur de Sicile ». Le duc arriva à Messine au début de 1675. Pour le vice-roi de Ligne, il y eut une grande consolation : la révolte resta concentrée à Messine et ne montra aucune tendance à se diffuser dans l'île. Par contre, ses tentatives pour mettre sur pied une milice échouèrent presque risiblement : assez peu de Siciliens répondirent à son appel et, parmi ceux qui le firent, un bon nombre se révélèrent pires qu'inutiles et beaucoup d'autres désertèrent, à peine enrôlés et équipés. La noblesse ne se montra guère plus brillante et, après un an de mobilisation, il n'y avait pas un seul régiment sicilien sur pied : les troupes que le vice-roi réussit à lever étaient presque toutes espagnoles et allemandes. Le plus utile de tous les soutiens fut cependant la flotte fournie par l'allié assez surprenant de l'Espagne – la Hollande – sous le commandement de l'amiral Michiel de Ruyter, un vieillard de soixante-dix ans. Les Siciliens furent passablement choqués par l'ivrognerie et la débauche des marins hollandais à terre, tandis que les Hollandais méprisaient l'apparente incompétence de leurs hôtes. Ce fut d'ailleurs à cause de l'inefficacité générale des Siciliens que de Ruyter trouva la mort au cours d'un engagement secondaire au large d'Augusta.

Quatre siècles auparavant, la présence de troupes françaises non désirées avait déclenché la guerre des Vêpres siciliennes. L'état de

désespérance dans lequel la population était tombée est ici attesté par le fait qu'elle ne manifestait plus aucune résistance à rien. Même en 1676, lorsque la flotte française détruisit le gros de la flotte hispano-sicilienne juste devant Palerme, au vu de tous les citadins, et que l'archevêque eut suffisamment peur pour faire tirer le canon du château sur la place principale plutôt que sur les navires ennemis, une sorte d'apathie générale continua de régner. Cette apathie de la capitale était d'autant plus surprenante que les Français représentaient exclusivement les intérêts de Messine, qui avait été la première à les appeler. Malgré tous leurs efforts, ils ne réussirent pourtant jamais à étendre leur emprise au-delà de la ville elle-même. Louis XIV, pour qui cette expédition fut finalement une cruelle déception, alla même jusqu'à proposer de donner à la Sicile son indépendance politique sous un roi choisi par elle.

Il avait échoué à comprendre les gens de Messine ; pour eux, l'indépendance était une bonne chose, mais ils étaient beaucoup plus intéressés par une suprématie durable sur Palerme. Ils envoyèrent donc des ambassadeurs à Versailles avec leurs requêtes : l'octroi à leur cité de tous les droits d'un port franc, exempté de droits de douane ; la confirmation de leur monopole sur le commerce de la soie ; et surtout la reconnaissance de Messine comme capitale et résidence permanente du gouverneur, de sa cour et de son administration. Ces demandes choquèrent Louis XIV qui n'était guère habitué à ce genre d'exigences exprimées sans ménagement de la part d'une cité vassale. Les émissaires furent reçus froidement : on ne leur accorda que deux chevaux au lieu des six habituels pour l'équipage chargé de les emmener à Versailles ; ils eurent une audience immédiatement après les ambassadeurs de Malte et repartirent les mains vides. Louis XIV était las de la Sicile. Il avait compris que Messine n'avait fait appel à lui que sous de faux prétextes : l'île n'avait nullement l'intention de revenir sous autorité française ; son expédition militaire n'avait rien obtenu de précis.

En 1677, le ressentiment était réciproque. Nombre de villages avaient été détruits dans les combats ; nombre de fermes, d'oliviers et de mûriers avaient été brûlés ; les prix aussi avaient flambé. Les habitants avaient été profondément heurtés – et ils s'y étaient fréquemment opposés – par le cantonnement des soldats français dans leurs foyers et les menaces consécutives sur l'honneur de leurs épouses

et filles. Les maladies vénériennes s'étaient multipliées – au grand dam des Messiniens, injustement accusés. Ils ne parlaient évidemment pas français et les Français n'avaient pas daigné apprendre un tant soit peu d'italien ou d'espagnol, se contentant de donner des ordres. Vivonne lui-même ne faisait pas mystère de son mépris pour l'aristocratie locale – à jamais quémandeuse et toujours paresseuse.

Louis XIV ne fut pas long à ordonner la retraite. Il aurait alors pu songer à négocier un accord de retrait protégeant, au moins partiellement, Messine contre l'Espagne et Palerme qui allaient évidemment chercher à se venger. Mais il n'en fit rien et plusieurs familles sénatoriales de Messine furent obligées de s'exiler : la France refusant de les accueillir, ils se réfugièrent où ils purent et ne revinrent jamais dans leur ville natale. Leurs demeures furent consciencieusement pillées – mais sans grand résultat : ils avaient pris soin d'emporter avec eux tout leur argent et autant de ballots de soie qu'ils le pouvaient.

Il est ainsi logique que Messine ait été le décor idéal de *Beaucoup de bruit pour rien* de Shakespeare : pendant des siècles, la ville avait perturbé le reste de la Sicile – sans en tirer le moindre profit pour elle-même. Sa dernière aventure – stupide – s'était révélée calamiteuse. Mis à part les effets sur la ville elle-même et ses habitants, elle avait coûté une fortune à l'Espagne – et par ailleurs des centaines de vies humaines. La ville méritait d'être punie, et elle le fut. En 1679, le nouveau vice-roi – le comte de Santisteban – fit démolir le palais municipal et symboliquement labourer l'ensemble du site pour y semer du sel. La cloche de la cathédrale – qui avait appelé les citoyens à la rébellion – fut fondue ; maints trésors de la même cathédrale furent saisis et détruits. Le sénat local fut aboli, de même que l'université, remplacée par une vaste forteresse dominant toute la ville. Les familles rebelles qui avaient choisi de rester virent leurs maisons et leurs biens vendus aux enchères.

Messine méritait indiscutablement tout ce qui lui arrivait, mais la Sicile souffrit aussi. Ruiner sa deuxième ville – la première du point de vue commercial – était manifestement de la folie. Au début des années 1690 – la population de Messine avait alors diminué de plus de la moitié –, des tentatives furent faites pour réparer une partie des dégâts, mais sans succès réel. L'une des propositions les plus sensées avancées pour restaurer la prospérité était d'installer des

communautés de marchands étrangers – des juifs, des Grecs, peut-être même des musulmans. Mais l’Inquisition s’y opposa rapidement, et la lente *dégringolade*⁶ de Messine continua.

C’est alors que, le 11 janvier 1693, à neuf heures du soir, survint l’un des plus terribles séismes de la Sicile et le plus puissant dans l’histoire de l’Italie. Son épïcentre se situait au sud-ouest de l’île où au moins soixante-dix villes et cités furent détruites, dont Noto et Modica. Syracuse et Raguse furent gravement endommagées. Des témoins oculaires rapportèrent comment la terre avait semblé s’ouvrir pour engloutir des foules de gens ; comment des rivières avaient soudainement disparu tandis que de nouvelles surgissaient comme par magie ; et comment des vagues géantes et des raz de marée avaient dévasté des villages côtiers. Les ténèbres de la nuit hivernale augmentaient la panique et la terreur générales : des dizaines de milliers de gens avaient sauté de leur lit pour fuir dans la campagne. On estima le nombre des morts à quelque 60 000 – dont au moins les deux tiers de la population de Catane où la seule université restante de la Sicile fut totalement anéantie. Environ 5 % des habitants de l’île moururent, soit cette nuit-là, soit dans les semaines qui suivirent, des suites de leurs blessures ou, pire encore, d’infection.

Même les tremblements de terre ont toutefois leur utilité paradoxale : sans la catastrophe de 1693, nous n’aurions pas eu trois des plus ravissantes villes baroques de la Sicile : Noto, Raguse et Modica, toutes trois situées dans l’extrême sud-est de l’île et presque entièrement reconstruites après leur dévastation⁷. L’ancienne Noto, effectivement détruite, fut reconstruite sur un nouveau site à environ huit kilomètres au sud, plus près de la mer. Le plan de la ville est intéressant, avec trois grandes rues implantées parallèlement sur le flanc d’une colline en pente, tandis que des rues plus étroites montent et descendent en croisant les grandes artères à angle droit. Trois places jalonnent la rue principale, chacune d’elles située sur le côté supérieur de celle-ci. Il en résulte la plus magnifique ville de Sicile, encore embellie par la somptuosité de la pierre couleur de miel qui semble absorber puis irradier l’éclat presque constant du soleil. La cathédrale est probablement le plus spectaculaire des édifices ecclésiastiques, en grande partie grâce à l’étonnant escalier qui y conduit ; c’est l’un des derniers grands bâtiments de la ville, achevé seulement en 1770. Mais ce n’est qu’un début : voici aussi l’église

Montevergine (aujourd'hui désaffectée), qui surplombe spectaculairement l'une des petites rues perpendiculaires comme si elle allait l'engloutir ; voici encore le merveilleux profil convexe de San Domenico ; et pour les amateurs de baroque, il y a en plus San Salvatore et l'église jésuite du Collegio (assez mal en point lors de ma dernière visite, voici quelques années). À Noto comme à Venise, le miracle suprême est la ville elle-même.

Raguse, elle, est partagée en deux. Après le tremblement de terre, certains des survivants ont conçu une nouvelle ville, carrément à l'ouest de l'ancienne ; mais d'autres ont préféré rester là où ils étaient avant et rebâtir sur place. La nouvelle cité ne nous retiendra pas longtemps. Sa cathédrale, édifiée immédiatement après la catastrophe, en occupe le centre : c'est un bâtiment assez joli, mais sans aucune mesure avec celle de Ragusa Ibla (nom actuel de l'ancienne ville rebâtie *in situ*). Ceux qui s'intéressent à la haute Antiquité pourront visiter le musée archéologique pour y admirer un curieux bas-relief sculpté en pierre, daté de la fin du VII^e siècle av. J.-C. et appelé le *Guerrier de Castiglione*, découvert par un paysan local en 1999.

Ragusa Ibla est une délicieuse vieille ville aux pierres couleur de miel, assez semblables – quoique non identiques – à celles de Noto, et dans un remarquable état de conservation. Elle est construite sur une étroite et longue crête courant d'ouest en est entre deux profondes gorges. Son chef-d'œuvre absolu est le Duomo San Giorgio, conçu par le brillantissime architecte Rosario Gagliardi – qui se présentait lui-même comme *ingegnere della città di Noto e sua Valle*⁸, le *Val di Noto* englobant tout le tiers sud-est de l'île. La cathédrale se dresse au sommet d'un vaste escalier qui s'élève en trois paliers jusqu'au clocher-porche dont les colonnes libres créent de merveilleux effets de *chiaroscuro* à mesure que le soleil se déplace en tournant (le dôme proprement dit, qui surmonte la croisée du transept, est assez médiocre, mais heureusement peu visible depuis le devant du sanctuaire). Un petit plus à l'est, San Giuseppe a l'air d'une version légèrement plus modeste du Duomo – d'autant plus qu'il y a de bonnes raisons pour penser que ce sanctuaire est aussi l'œuvre de Gagliardi. Mais avant de quitter Ragusa Ibla, cela vaut la peine de faire une brève promenade pour aller voir les nombreux et adorables vieux palais, et en particulier leurs balcons, souvent soutenus par ces atlantes monstrueux et grotesques si prisés dans l'architecture de toute

l'île.

Si l'on va par la route de Raguse à Modica, on franchira le pont Guerrieri et l'on en sera récompensé par une première vision spectaculaire de la destination du jour, vue d'une hauteur de presque 300 mètres. Cette ville, comme sa voisine, est divisée en deux parties, haute et basse. À mi-hauteur de la colline se dresse la magnifique église San Giorgio. Celle de Raguse était déjà assez impressionnante, le sanctuaire homonyme de Modica, presque certainement aussi de Gagliardi, lui dame le pion sur son propre terrain. Les deux édifices se trouvent au sommet de magnifiques escaliers, mais tandis que celui de Raguse compte tout au plus cinquante marches, celui de Modica en a cinq fois plus et parcourt toute la colline, jusqu'à la route en contrebas. Quant à l'église elle-même, elle se développe sur cinq travées – trois de plus qu'à Raguse.

L'église San Giorgio de Modica a toujours eu une rivale sérieuse avec San Pietro. Après le tremblement de terre, Charles II d'Espagne avait donné des ordres pour qu'un des deux sanctuaires seulement fût reconstruit ; il serait consacré aux deux saints et le malaise serait vite oublié. Malheureusement, les ordres royaux furent négligés – cela arrivait souvent à ceux de Charles II – et très vite les nouvelles églises San Giorgio et San Pietro recommencèrent à faire assaut de splendeur. San Pietro est incontestablement magnifique, mais en dépit des superbes statues d'apôtres qui bordent l'escalier, sa façade est décevante et plate. C'est en définitive le San Giorgio de Gagliardi qui est le chef-d'œuvre suprême – et pour beaucoup d'entre nous la plus belle église baroque de Sicile, dans l'un des coins les plus exquis et les plus reculés de l'île.

C'est peut-être le moment – puisque nous en sommes à ce sujet – de mentionner un autre artiste, contemporain de Gagliardi, mais qui semble avoir largement limité ses activités à Palerme et ses environs. Ce n'était pas un architecte mais un stucateur répondant au nom de Giacomo Serpotta. Le grand professeur Rudolf Wittkower l'a décrit comme « un météore dans le ciel de la Sicile ». Les trois petits oratoires décorés par ses soins à Palerme révèlent en fait le plus grand stucateur qui ait jamais existé – mais il fut aussi entièrement original. Quoique naturellement influencé par des modèles italiens, on ne sache pas qu'il ait quitté une seule fois la Sicile au cours des soixante-seize ans de sa vie (1656-1732). Aucun de ses trois oratoires – les deux

autres sont ceux de San Lorenzo et de San Domenico – ne doit être manqué sous aucun prétexte, mais le plus important est celui qui est rattaché à l'église dominicaine de Santa Cita. Tout au long du mur de côté, les fenêtres sont encadrées d'une foule de *putti* et de figures allégoriques, et sous chacune apparaît, également traitée en stuc, une petite scène biblique.

Tout cela suffirait amplement à justifier le déplacement, mais c'est le mur du fond qui constitue le *tour de force*¹⁰ suprême. Il est pratiquement recouvert d'un rideau ondulant en stuc soutenu par toute une armée de *putti*, et sur lequel figurent d'autres petites scènes bibliques ; elles encadrent un panneau plus grand et plus orné qui ne figure rien de moins que la bataille de Lépante. Cet affrontement naval historique doit sa présence ici au fait que la défaite des Turcs avait été apportée – comme chacun sait – par la miraculeuse intercession de la Vierge que l'on voit ici trônant au-dessus de la flotte chrétienne.

Le vendredi 1^{er} novembre 1700, le roi d'Espagne Charles II mourut à l'âge de trente-neuf ans, dans son palais de Madrid. Il avait vécu et régné beaucoup trop longtemps. Faible de corps comme d'esprit, il était devenu roi à l'âge de quatre ans, à la mort de son père Philippe IV, et un seul regard sur ce malheureux enfant avait suffi pour convaincre la Cour de sa totale inadéquation aux tâches qui l'attendaient. Charles ressemblait à une caricature de Habsbourg, avec un menton et une mâchoire inférieure si allongés que ses dents du bas ne rejoignaient pas celles du haut. Il était en permanence malade, au point que beaucoup suspectèrent l'effet de quelque sorcellerie. Bien peu de ses sujets pensaient un seul instant qu'il grandirait suffisamment pour endosser le pouvoir sur l'immensité de ses territoires – mais il grandit, si bien qu'à dater du jour de son accession au trône, en 1665, et pour les trente-cinq années qui suivirent, l'Espagne fut effectivement une grande monarchie... sans monarque. Le gouvernement du pays fut laissé à une succession de Premiers ministres plus ou moins compétents, à l'Église et surtout au principal instrument de l'Église : l'Inquisition.

Malgré ses deux « mariages », Charles II n'eut – évidemment – aucune progéniture, de sorte que la question de sa succession devint de plus en plus préoccupante à mesure que la fin du XVII^e siècle approchait. Ses frères et sœurs étaient tous morts. De ses tantes (les

deux filles de son grand-père Philippe III), l'aînée, Anne, avait épousé Louis XIII de France ; la cadette, Marie, l'empereur Ferdinand III d'Autriche. Anne avait dûment donné naissance au futur Louis XIV ; Marie au futur Léopold I^{er}. Au cours des neuf premiers mois de l'année 1700, les chancelleries avaient été en alerte ; puis, le 3 octobre, le roi mourant avait apposé sa signature sur un nouveau testament aux termes duquel il léguait tous ses territoires sans exception au petit-fils de Louis XIV, Philippe, duc d'Anjou, âgé de dix-sept ans. Un mois plus tard, il était mort.

Louis XIV ne perdit pas de temps : en février 1701, le duc d'Anjou, devenu le roi Philippe V d'Espagne, entra dans Madrid, dans le même temps que des troupes françaises occupaient sans tarder les Pays-Bas espagnols. Pour l'Angleterre, les Provinces-Unies et le Saint Empire romain, une telle situation était inconcevable : elle signifiait l'union des deux plus puissantes nations de l'Europe, bouleversant dangereusement l'équilibre politique du continent. Si l'Espagne passait des mains du plus faible monarque dans celles du plus fort, qui pourrait prédire le résultat ? Les ennemis de la France savaient parfaitement qui ils voulaient comme roi d'Espagne : l'archiduc Charles de Habsbourg, frère de l'empereur d'Autriche Joseph I^{er}. Ce fut le début de la guerre de Succession d'Espagne, qui allait durer quatorze ans.

De la part du peuple de Palerme – à défaut des gens de Messine, peut-être –, on aurait pu s'attendre à des manifestations voire des protestations actives : après tout, leur île allait être transférée d'une grande nation à une autre sans aucun semblant de consultation. Et ils n'avaient aucune raison d'aimer les Français qu'ils avaient déjà expulsés une fois par la force. Il est vrai que plus de quatre siècles s'étaient écoulés depuis les Vêpres siciliennes, mais celles-ci étaient désormais intégrées dans le folklore de l'île – et l'on ne les oubliait assurément pas. Et pourtant cette fois, il n'y eut pas un murmure : la Sicile, apparemment, s'était habituée à son statut « colonial » : tout ce qu'elle voulait, c'était qu'on la laissât seule et en paix. Le vice-roi en exercice – le duc de Veragua, un Portugais – décréta trois jours de festivités officielles auxquelles participèrent scrupuleusement les nobles et la population, avant de rentrer sagement dans leurs foyers respectifs.

Tandis que la guerre se prolongeait, le destin à long terme de la

Sicile resta suspendu. À un moment, en 1707, des troupes autrichiennes arrivèrent en Calabre et se préparèrent à envahir l'île. Cette fois quand même, la perspective de tout un groupe d'envahisseurs nouveaux – dont les Siciliens ne savaient rien – déclencha des émeutes à Palerme, spécialement quand on envisagea de déployer un régiment irlandais commandé par un mercenaire aventurier du nom de « colonel Mahony » pour occuper la ville. Il y eut quelques scènes fâcheuses, à la faveur desquelles les *maestranze*, ces mêmes guildes qui s'étaient distinguées une soixantaine d'années auparavant, prirent les affaires en mains, non sans succès. Mais à part quelques raids isolés, l'invasion projetée n'eut jamais lieu. À point nommé, les puissances belligérantes décidèrent un cessez-le-feu et se réunirent dans la cité hollandaise d'Utrecht – où, fort simplement, elles redessinèrent la carte de l'Europe.

-
1. Les janissaires étaient majoritairement des enfants chrétiens enlevés par les Turcs et durement formés pour constituer des troupes d'élite au service du sultan de Constantinople. (N.d.T.)
 2. Le 4 février 1536, François 1^{er} avait également signé le traité des Capitulations avec Soliman le Magnifique – traité essentiellement commercial qui restera en vigueur jusqu'à la Première Guerre mondiale. (N.d.T.)
 3. En fait, les Messiniens, de plus en plus inquiets de l'essor de Palerme, auraient bien accueilli une partition. En 1629, ils offrirent même un million de *scudi* à l'Espagne si elle acceptait de partager l'île en deux sur le cours du Salso, avec un vice-roi à Palerme et un autre à Messine. Le roi Philippe IV, un moment tenté, finit par refuser.
 4. Principalement Favignana et Levanzo.
 5. Giacomo Serpotta utilisa le métal obtenu pour réaliser une statue du roi d'Espagne piétinant l'hydre de la rébellion.
 6. En français dans le texte. (N.d.T.)
 7. L'ensemble du secteur a été inscrit – à très juste titre – au Patrimoine mondial de l'humanité.
 8. « Ingénieur de la cité de Noto et de son Val ». (N.d.T.)
 9. Anthony Blunt a suggéré qu'il avait peut-être fait le voyage de Rome sur ses vingt ans, mais il n'en existe, en l'état, aucune trace écrite.
 10. En français dans le texte. (N.d.T.)

L'ARRIVÉE DES BOURBONS

Ce que l'on connaît généralement sous le nom de « traité d'Utrecht » – dont les négociations commencèrent en 1712 – fut en fait toute une série de traités par lesquels les pouvoirs européens tentèrent une nouvelle fois de régler leurs relations mutuelles. Seul un des nombreux arrangements conclus concerne notre propos : la décision de transférer la Sicile au beau-père du roi d'Espagne Philippe V, le duc Victor-Amédée de Savoie. L'idée avait été acceptée en grande partie sur l'insistance de l'Angleterre, qui supportait mal de voir la Sicile rejoindre Naples aux mains des Autrichiens et qui faisait valoir que le duc avait mérité une récompense pour avoir changé de camp au cours de la guerre¹. La seule objection fut soulevée – de façon assez inattendue – par la reine Anne qui n'aimait guère voir des pays être déplacés sans leur consultation ni leur consentement. Mais ses ministres eurent tôt fait de la rejeter.

Victor-Amédée fut bien entendu enchanté. Il arriva à Palerme sur un navire britannique en octobre 1713 et fut couronné roi de Sicile – et très improbablement de Jérusalem² – peu de temps après, dans la cathédrale. Il n'avait évidemment aucun pouvoir sur Jérusalem et ne contrôlait que les neuf dixièmes de la Sicile, les puissances d'Utrecht ayant volontairement laissé au roi d'Espagne toutes ses propriétés personnelles, administrées par des fonctionnaires espagnols et exemptées des lois et des taxes siciliennes. Il n'en reste pas moins que Victor-Amédée de Savoie représentait la première présence royale dans l'île depuis 1535. La noblesse sicilienne accueillit son nouveau monarque en comptant bien qu'il s'établirait en ville et qu'il y

installerait sa cour. La population l'accueillit avec son apathie coutumière : on avait connu tant de souverains au fil des siècles – celui-ci ne serait sans doute ni meilleur ni pire que les autres.

Il fit réellement un sérieux effort pour être meilleur. Il resta en Sicile une année entière, la parcourut très largement – sans se hasarder toutefois dans les profondeurs impénétrables de l'île – et essaya de comprendre le caractère et les mœurs de ses sujets. Il rouvrit l'université de Catane et introduisit de nouvelles industries partout où il le pouvait, en établissant des manufactures de papier et de verre, et fit de son mieux pour ranimer l'agriculture et la construction navale. Mais cela ne servit à rien : il avait à lutter non seulement contre les riches qui s'opposaient à toute innovation susceptible d'affecter leurs privilèges, mais aussi – et c'était bien pire – contre la corruption universelle, l'indolence et le manque d'initiative résultant de quatre siècles de domination étrangère. Il y avait eu aussi les sempiternelles doléances : de même que dans les siècles antérieurs, les Siciliens avaient grogné contre l'afflux de Français ou d'Espagnols qui accaparaient les plus hautes fonctions du gouvernement, ils protestaient à présent contre l'armée de fonctionnaires et de comptables que le roi avait mis en place dans sa tentative pour remettre de l'ordre dans le chaos des finances nationales.

Ce genre de protestation – Victor-Amédée le savait bien – était inévitable : il aurait pu les prendre à la légère. Mais il savait aussi que les Siciliens s'étaient révoltés par deux fois au cours du siècle précédent et qu'ils étaient parfaitement capables, si on les poussait trop, de recommencer. Il traita en particulier les barons avec une extrême prudence. Aussi longtemps qu'ils continueraient à bénéficier de leurs immunités et privilèges traditionnels, ils ne causeraient aucun désordre ; mais si, en revanche, ils se sentaient menacés si peu que ce fût, les conséquences pouvaient être graves. Quand le moment vint pour lui de retourner dans le Piémont, il dut avoir le sentiment que la cause sicilienne était désespérée : les vendettas familiales étaient aussi nombreuses et fréquentes que jamais, le banditisme régnait partout – cette population était ingouvernable.

De plus, il avait totalement échoué à gagner leur affection. Les Siciliens aimaient couleurs et parures ; ils avaient longtemps été accoutumés à la pompe et à la magnificence entourant les vice-rois espagnols, représentant – comme seuls des vice-rois pouvaient le

faire – l'une des nations les plus riches et les plus puissantes du monde. Victor-Amédée de Savoie n'était pas un homme de parades. De nature puritaine, il détestait le cérémonial et s'habillait plus comme un homme du peuple que comme un monarque, préférant une canne de marche plutôt qu'une épée. Il était aussi péniblement parcimonieux : fini les défilés ostentatoires et les réceptions somptueuses qui composaient des éléments obligatoires dans la vie de l'aristocratie palermitaine. Rien d'étonnant à ce que cent ans plus tard, des gamins jettent encore des pierres sur des marionnettes portant ce nom !

Aussitôt après son retour à Turin, il subit une autre humiliation, cette fois de la part du pape. L'origine du différend avec Clément XI remontait au temps de la domination espagnole et n'a pas à entrer ici en ligne de compte ; mais la conséquence fut qu'en 1715, la bulle papale *Romanus pontifex* mit fin à une tradition vieille de six siècles selon laquelle les rois de Sicile étaient aussi statutairement des légats pontificaux. Le pape ordonna aussi à l'ensemble du clergé sicilien de refuser les impôts. Beaucoup obéirent et furent punis d'exil ou d'emprisonnement, avec confiscation de leurs propriétés. Des églises furent fermées, des évêchés restèrent vacants – et tous les bons chrétiens furent invités à défier l'autorité royale. Les plus raisonnables ignorèrent bien sûr l'interdit ; en revanche, les moines d'un monastère proche d'Agrigente se préparèrent à se défendre contre les représentants du roi avec la bonne vieille arme de l'huile bouillante – employée pour la première fois depuis le Moyen Âge. Les Siciliens, qui avaient toujours été fiers de ce statut de légat pontifical, tendirent à attribuer cette vexation à la maison de Savoie plutôt qu'à la papauté : pour eux, c'était juste un clou de plus dans le cercueil piémontais. Pour Victor-Amédée, ce fut juste un clou de plus dans leur cercueil³.

À ce moment, il regrettait amèrement d'avoir accepté la couronne de Sicile, mais par bonheur, elle allait se révéler très facile à rendre. En 1715, le roi d'Espagne devenu veuf épousa en secondes noces Élisabeth Farnèse, nièce et belle-fille du duc de Parme, âgée de vingt-deux ans. La nouvelle reine n'avait ni beauté ni éducation ni expérience remarquables, mais elle avait une volonté de fer et elle savait ce qu'elle voulait. Instantanément, toute influence française disparut de la Cour : place à l'influence italienne ! Résolue à récupérer

tous les territoires italophones pour l'Espagne, Élisabeth jeta d'abord son dévolu sur la Sardaigne, terre d'Empire. En août 1717, elle fit envoyer une flotte à partir de Barcelone et l'île était à elle à la fin du mois de novembre. Enhardie par ce succès facile, elle dirigea ensuite les vaisseaux vers la Sicile. Le 1^{er} juillet 1718, des troupes espagnoles débarquèrent près de Palerme, où elles furent accueillies chaleureusement – simplement parce qu'elles n'étaient pas piémontaises.

Revenu à Turin, Victor-Amédée éleva une vigoureuse protestation – qui sonnait un peu faux, pourrions-nous penser. Des objections nettement plus sincères vinrent en revanche du côté de l'empereur Charles VI, qui s'était fortement opposé à l'octroi de la Sicile au Piémont : Naples appartenait désormais au Saint Empire et il avait hâte d'y rattacher l'île, comme par le passé. Il avait d'ailleurs récemment conclu un accord à ce sujet avec la France et l'Angleterre. Lui-même n'avait plus de flotte, mais les Anglais, si : une escadre britannique commandée par l'amiral George Byng fut donc dépêchée en Sicile où elle anéantit la flotte espagnole au large du cap Passero, à l'angle sud-est de l'île. Malheureusement, l'Angleterre n'était pas officiellement en guerre avec l'Espagne. L'action de Byng suscita donc une vague d'indignation dans toute l'Europe – mais les résultats étaient parfaitement clairs : les Anglais intercepteraient tout renfort envoyé d'Espagne, alors que les troupes autrichiennes auraient toute latitude pour franchir le détroit sans opposition.

Une fois encore, la Sicile redevint un champ de bataille. Autrichiens et Espagnols jouèrent à cache-cache à travers l'île, en ravageant villages et champs sur leur passage. La bataille qui les opposa enfin à Francavilla, à quelques kilomètres de Taormina à l'intérieur des terres, le 20 juin 1719, fut sans doute l'engagement le plus important sur l'île depuis l'époque romaine. Les affrontements durèrent toute la journée, les Autrichiens lançant trois attaques successives contre les positions fortifiées des Espagnols, chaque fois repoussées. Le comte de Mercy, leur commandant, fut gravement blessé (mais survécut). L'artillerie espagnole joua un rôle décisif dans la bataille, de même que la cavalerie dont la contre-attaque, à la tombée du jour, ôta tout espoir de victoire aux Autrichiens. Ils battirent en retraite, laissant 3 000 morts et blessés sur le terrain, alors que les pertes espagnoles étaient de 2 000 soldats. Mais les troupes

impériales avaient un avantage décisif : la flotte anglaise qui pouvait leur fournir tout ce dont ils avaient besoin. Lors de leur retraite, les Espagnols pratiquèrent la politique de la terre brûlée, ne laissant derrière eux que des ruines. Ils finirent par se rendre en 1720 et le traité de Londres qui suivit confirma la Sicile comme partie intégrante du Saint Empire romain de la nation germanique.

Quant à Victor-Amédée, il se soumit – avec soulagement – à l'inévitable et rendit son royaume de bonne grâce, en acceptant volontiers celui de la Sardaigne en échange. Comparée à celle de la Sicile, cette nouvelle acquisition n'avait qu'une importance très secondaire, mais elle était beaucoup moins problématique et lui permettait de garder un titre royal. C'est la raison pour laquelle, de 1720 (date de la prise de possession officielle) à 1861, lorsque son lointain cousin Victor-Emmanuel devint le premier roi de l'Italie unifiée, lui et ses successeurs furent toujours connus comme « rois de Sardaigne » – tout en continuant à régner depuis leur capitale ancestrale de Turin.

La domination autrichienne en Sicile dura deux fois plus longtemps que celle du Piémont, mais l'histoire fut assez semblable. Comme d'habitude, les Siciliens n'opposèrent aucune résistance à leurs nouveaux maîtres – mais ils les détestèrent dès le départ. La première barrière était linguistique : leur piémontais n'était pas très bon, mais leur allemand était bien pire encore. Le problème latent était toutefois qu'après quatre siècles d'occupation espagnole, la Sicile était « hispanisée » à cœur : elle s'était accoutumée aux manières aimables de l'Espagne dont la langue était comprise presque partout. Toute autre puissance occupante était vouée au ressentiment, et ses tentatives de réforme, condamnées d'avance à l'échec. Les Autrichiens firent ce qu'ils purent. Ils dressèrent des plans pour réformer le système des impôts, mais ces plans se trouvèrent impossibles à mettre en œuvre. Ils essayèrent de restaurer la situation et la réputation de Messine, en lui redonnant le statut de port franc, mais les marchands étrangers (encouragés par ceux de Palerme) restèrent à l'écart : ils avaient mieux à faire ailleurs. L'empereur fit un effort pour faire revivre les mines d'argent et d'alun, mais les Siciliens refusèrent d'y travailler ou s'en montrèrent incapables ; et lorsqu'une main-d'œuvre qualifiée fut importée de Saxe et de Hongrie, la paysannerie locale

mena une vie si dure aux mineurs étrangers qu'ils s'en retournèrent bien vite dans leurs pays. Toutes les tentatives faites pour initier ou ranimer plusieurs autres industries échouèrent. Année après année, la déception mutuelle grandit et, lorsque la Sicile retomba dans des mains espagnoles, au bout de quatorze ans, on peut soupçonner que l'empereur en fut aussi soulagé que Victor-Amédée de Savoie l'avait été avant lui.

La reine Élisabeth d'Espagne ne se souciait guère du traité de Londres : à ses yeux, la Sicile était légitimement la propriété de l'Espagne et elle était bien déterminée à la récupérer dès que possible. La tâche se révéla plus facile qu'attendu. En 1731, son oncle Antoine Farnèse mourut subitement et l'une de ses plus grandes ambitions se réalisa l'année suivante : son fils âgé de seize ans, Don Carlos – plus italien qu'espagnol malgré son nom, avec la mère qu'il avait –, quitta un pays natal qu'il n'allait plus revoir pendant presque trente ans et s'embarqua pour l'Italie avec une suite de 250 personnes, où il fut officiellement installé comme duc de Parme et de Plaisance⁴, et grand prince de Toscane. Il faut bien admettre que le jeune homme n'était pas particulièrement impressionnant. Une stricte éducation jésuite lui avait appris quatre langues en plus de la sienne, mais ce n'était en aucune façon un intellectuel, préférant de loin la chasse et le tir à toutes autres activités. Petit et trapu, il avait un très long nez et ressemblait à une sorte de béliet distingué. Mais il était vif et d'un bon naturel, et possédait un certain charme qui allait servir ses intérêts au cours des années à venir.

Parme, Plaisance et la Toscane – tout cela était fort bien, mais pour Élisabeth Farnèse, on était quand même loin du compte. En novembre 1733, elle signa un traité avec Louis XV et le mois suivant, une armée française de 40 000 hommes franchit les Alpes et occupa la Lombardie, tandis qu'une troupe espagnole de 30 000 hommes débarquait à Livourne. Contre de telles forces, le vice-roi impérial, avec 7 000 hommes seulement sous les armes, était impuissant : il dota de garnisons les trois forts napolitains – Ovo, Nuovo et Sant'Elmo – et s'enfuit en Apulie avec son état-major de généraux. Les forts furent dûment assiégés, mais avec une extrême délicatesse. Un témoin oculaire raconte :

« Les assiégés ne prennent pas moins soin de la ville que les assiégeants ; ils font signe avec un mouchoir quand ils s'apprêtent à tirer et crient à haute voix afin que les populations se mettent à l'abri, et quand elles sont hors de danger, ils procèdent au tir. Avant de détruire une petite maison, ils laissent le temps d'enlever le mobilier. »

C'était en fait une fausse résistance : Don Carlos était bien accueilli partout. Le 10 mai 1734, il fit une entrée triomphale à Naples au son des trompettes et sous les acclamations de la foule.

Ce fut ensuite au tour de la Sicile. Les garnisons impériales de Messine, Syracuse et Trapani montrèrent plus de détermination que leurs homologues du continent et résistèrent six mois avant de manquer d'eau et de nourriture – mais les Siciliens accueillirent partout leurs plus récents envahisseurs aussi chaleureusement que l'avait fait la population de Naples. Le 3 juillet 1735, alors même que Trapani ne s'était pas encore rendue, Charles – c'est ainsi qu'il faut l'appeler désormais – fut couronné (malgré de furieuses protestations de Messine) dans la cathédrale de Palerme, dix-neuvième souverain à y recevoir la couronne depuis la fondation de la monarchie sicilienne par le roi Roger le Normand. Les célébrations se prolongèrent pendant quatre jours entiers, après quoi il regagna Naples.

Une nouvelle fois, Naples et la Sicile ne formaient plus qu'un seul et même royaume. Deux ans plus tard, de nouvelles tractations diplomatiques apportèrent tout ensemble de bonnes et de mauvaises nouvelles pour l'Espagne. Les bonnes nouvelles étaient que l'empereur renonçait formellement à toutes ses prétentions sur le royaume de Naples, à la seule condition qu'il ne serait plus jamais uni au royaume d'Espagne : en d'autres termes, si Charles était un jour appelé sur le trône d'Espagne, il devrait passer Naples à son parent le plus proche, quel qu'il fût. Les mauvaises nouvelles étaient que l'Espagne était obligée de rendre Parme et Plaisance à l'empereur, et la Toscane au duc François de Lorraine, époux de la future impératrice Marie-Thérèse. Cette pilule était toutefois délicatement dorée, puisque Charles reçut la permission de retirer des deux duchés toutes les propriétés personnelles de la famille Farnèse avant de s'en aller. Tout fut emporté à Naples – tableaux et meubles somptueux, bibliothèques entières de livres et d'archives, et même tout un escalier de marbre.

Plus qu'elle ne l'avait jamais été, Naples était une grande capitale européenne : la longue suite des vice-rois avait enfin fait place à un vrai roi.

Ledit roi avait toutefois besoin d'une reine. Il n'avait pas d'opinion sur qui elle devait être. En bon fils de ses parents – et en particulier de sa mère – il était parfaitement prêt à leur en laisser le choix : il leur demandait seulement de décider le plus vite possible. Le choix final d'Élisabeth Farnèse fut peut-être curieux : la princesse Marie-Amélie était la fille d'Auguste III, roi saxon de Pologne – une couronne qu'il n'avait acquise qu'après avoir brutalement détrôné Stanislas Leszczyński, le beau-père de Louis XV : le mariage ne serait guère apprécié des Français, d'entrée de jeu.

Il y avait aussi d'autres inconvénients. Premièrement, la fiancée, quoique déjà bien développée pour son âge, avait moins de treize ans et ne pouvait donc pas être mariée sans une dispense pontificale. Deuxièmement, elle était fort laide, même avant la variole qui allait bientôt la défigurer un peu plus encore. Le poète Thomas Gray, lors de son Grand Tour accompli en 1738 avec son ami Horace Walpole, évoqua le jeune roi et sa très jeune reine « comme le plus hideux petit couple qu'on puisse voir ». Le président de Brosses jugeait qu'elle avait « un air malicieux avec son nez en boule, ses traits d'écrevisse et sa voix de pie-grièche ». Mais cela n'avait aucune importance, Marie-Amélie parlait excellemment le français et l'italien, en plus de son allemand natal, et partageait totalement la passion de son époux pour la chasse. Les deux jeunes gens étaient bien vite tombés amoureux l'un de l'autre. Visitant le palais royal aussitôt après l'arrivée de Marie-Amélie, Brosses nota « qu'il n'y avait pas de lit dans les appartements du roi, tellement il était ponctuel à dormir dans celui de la reine. » Lorsqu'elle mourut en 1760, âgée de trente-six ans seulement, Charles fut bouleversé. Sa mère et plusieurs amis le pressèrent d'épouser une des filles de Louis XV, mais il refusa d'écouter. Malgré son effroyable mauvaise humeur – qu'il sembla ne jamais remarquer, bien qu'elle empirât en raison de ses grossesses presque continuelles –, Marie-Amélie avait été l'amour de sa vie. Avant et pendant leur mariage, il n'avait jamais regardé d'autre femme et il ne le ferait pas davantage après sa mort.

Une seule ombre avait obscurci leur bonheur conjugal : leur fils aîné. La reine avait déjà donné naissance à cinq filles (dont quatre

étaient mortes en bas âge) avant d'enfanter Philippe, duc de Calabre, en 1747. Il parut d'abord en assez bonne santé, mais inspira vite de l'inquiétude. L'ambassadeur de Sardaigne note alors à son sujet :

« Il y a quelque chose dans ses yeux qui ne s'harmonise pas avec le reste de ses traits. On m'a assuré que malgré ses sept ans, il ne parle pas et qu'il peut à peine prononcer un mot [...]. [Il] a été violemment attaqué de ses convulsions habituelles et ne semble pas être en mesure d'atteindre la maturité. »

Par bonheur, la reine allait mettre au monde quatre autres fils (et deux filles de plus, de sorte que la succession était assurée).

Une fois Charles revenu à Naples après son couronnement, en 1735, la Sicile retomba dans ses vieilles habitudes. Les Siciliens ne s'étaient jamais résolus à « s'autrichianiser », résistant à toutes les tentatives officielles pour les convertir, de la même façon qu'ils avaient résisté à celles du Piémont. Après quatre siècles d'occupation par l'Espagne, ils restaient fondamentalement « espagnols » et le fait qu'ils fussent à présent dirigés depuis Naples plutôt que depuis Madrid ne faisait guère de différence. Le roi, malgré toutes ses manières italiennes, était de naissance un Espagnol ; de vastes secteurs de l'île étaient toujours aux mains des Espagnols ; les classes supérieures et ceux qui avaient des prétentions à la noblesse continuaient à parler l'espagnol comme ils l'avaient fait depuis des générations ; carnavals et processions religieuses se déroulaient toujours à la mode espagnole ; et bien que l'italien eût été adopté – non sans réticence – pour les documents officiels dans les années 1760, les courses de taureaux se prolongèrent fort avant au XIX^e siècle.

Mais les temps changeaient. En août 1759, le roi d'Espagne Ferdinand VI mourut à quarante-six ans. Ses facultés mentales n'avaient jamais été bien vives et la mort en 1758 de son épouse adorée (quoique fort laide), Marie-Barbara de Bragance, l'avait plongé dans une mélancolie désespérée. Il refusait d'être rasé ou de changer de vêtement et restait assis jusqu'à dix-huit heures d'affilée. Assez bizarrement, il avait été un étonnamment bon souverain – même si le mérite de cette réussite revenait plus proprement à son épouse. Ensemble, Ferdinand VI et Marie-Barbara avaient restauré les finances

nationales que Philippe V et Élisabeth Farnèse avaient laissées dans une confusion indescriptible. Ils avaient fait construire une flotte redoutable, encouragé avec enthousiasme les sciences et les arts, et réprimé l'Inquisition, en mettant fin aux autodafés qui scandalisaient l'Europe des Lumières. Plus d'un monarque avait fait pire.

Son royaume passa à son demi-frère Charles, qui fut donc obligé de transférer celui de Naples à un autre membre de sa famille. Son fils aîné Philippe était malheureusement hors d'état d'assumer cette fonction ; son deuxième fils – un Charles de plus – fut créé prince des Asturies et formellement désigné comme héritier du trône d'Espagne ; et Naples échut à son troisième fils, Ferdinand, alors âgé de huit ans. Ces attributions une fois réglées, il s'embarqua pour Barcelone avec Marie-Amélie et leurs quatre enfants plus âgés (il n'y avait pas assez de chambres sur le bateau et les deux plus jeunes voyagèrent sur un second navire). La famille arriva le 9 décembre à Madrid où le roi retrouva sa redoutable mère, qui avait assuré la régence, pour la première fois depuis vingt-huit ans. Les embrassades furent affectueuses, mais Charles fit rapidement comprendre qu'il était désormais son maître et qu'il n'avait nullement l'intention de laisser à Élisabeth la moindre influence sur les affaires de l'État. Elle ne fit aucune objection ; elle était devenue monstrueusement grasse et presque aveugle. Elle retourna rapidement dans son palais de San Ildefonso et ne revint jamais à Madrid – même après la mort de Marie-Amélie, qui survint seulement trois mois plus tard.

Charles n'était peut-être pas exceptionnellement intelligent, mais il était industriel, consciencieux, profondément pieux et extrêmement honnête. Et il laissa son royaume beaucoup plus prospère qu'il ne l'avait trouvé. Lui-même écrivait en 1750 :

« J'ai fini cette année de payer toutes les dettes contractées pendant la dernière guerre⁶ et il me reste 300 000 ducats d'économies à verser dans mon Trésor. À titre de preuve, j'ai refusé le *donativo* habituel [taxe votée] du parlement de Sicile – une somme plus importante que toutes celles votées précédemment – en leur disant que je n'en avais pas besoin présentement et qu'ils allaient le mettre de côté jusqu'à ce qu'on en ait besoin. Cela mis à part, j'ai supprimé un impôt et consacré toute mon attention à améliorer le bien-être de mes

Il transforma Naples, qui devint sous son règne une des plus magnifiques capitales d'Europe. Il avait une passion pour la construction. Au tout début de son règne, il avait créé l'Opéra San Carlo – bien que le genre musical correspondant fût pour lui source d'un ennui profond. Il avait ensuite fait construire les immenses résidences de chasse de Portici, Capodimonte et Torre del Greco, puis, un peu plus tard, le vaste palais de Caserta, comparable à Schönbrunn, voire à Versailles. Vers la fin de son règne napolitain, il fit commencer les travaux de ce qui était connu comme la *Reale Albergo dei Poveri*, dont la façade mesure 354 mètres de longueur et qui était destinée à loger, nourrir et éduquer les miséreux de la ville. Inévitablement, toutefois, il se heurta en permanence au conservatisme de ses sujets, et tout spécialement à celui de l'Église. En 1740, par exemple, il avait encouragé des juifs à s'établir dans la capitale, mais les prêtres et les moines excitèrent le peuple contre eux, et lorsque le Padre Pepe, jésuite influent, eut certifié au souverain qu'il n'aurait pas de fils aussi longtemps qu'un seul juif serait autorisé à rester en ville, Charles III finit par céder à contrecœur. L'accueil des juifs dans le royaume avait duré sept ans ; après 1747, ils furent de nouveau bannis.

Malheureusement, mis à part sa générosité concernant le *donativo* et deux accords commerciaux très utiles avec la Tunisie et l'Empire ottoman, Charles fit très peu de choses pour la Sicile. Après sa visite de couronnement, il ne retourna jamais dans l'île ; Marie-Amélie, elle, n'y mit jamais les pieds. La seule trace matérielle laissée par Charles III fut sa statue : encore celle-ci fut-elle faite avec le bronze d'un monument semblable érigé en l'honneur de l'empereur d'Autriche, puis fondu quand il eut perdu toute utilité.

Mais peut-on réellement le blâmer pour sa négligence ? Les Siciliens auraient-ils reçu plus d'attention de la part de leur souverain s'ils avaient montré le moindre penchant à s'aider eux-mêmes ? Très vraisemblablement – mais ils ne firent jamais rien en ce sens. Toute tentative de réforme était instantanément bloquée par le parlement. À un certain moment, le roi Charles créa ce qui était appelé la « magistrature suprême du Commerce », instance chargée de contrôler entre autres les droits de douane, les mines, les pêcheries, les approvisionnements vivriers et l'industrie du sel. Malheureusement,

elle était ainsi constituée que les votes des barons pouvaient être dominés par ceux des fonctionnaires et des marchands réunis : c'était plus qu'il n'en fallait pour condamner cette institution de régulation. Ses activités furent régulièrement bloquées et au bout de quelques années, le roi finit par renoncer.

L'échec de cette magistrature fut singulièrement regrettable, car elle aurait certainement amélioré l'état des routes de l'île – qui étaient alors bien pires que ce qu'elles avaient été au temps des Romains. Quelques kilomètres seulement de voies étaient pavés aux alentours de Palerme, mais pendant la majeure partie du XVIII^e siècle, les seuls moyens de voyager ailleurs furent les sentiers muletiers ou les drailles, ce qui impliquait de passer à gué des rivières, infranchissables à la saison des pluies. Les véhicules à roues étaient exclus : il fallait compter normalement trois bonnes semaines pour parcourir par la terre les 360 kilomètres séparant Trapani de Messine. Rien d'étonnant donc à ce que la plupart des gens aient préféré voyager par la mer. L'impact sur l'agriculture et l'industrie est facilement imaginable : comment un agriculteur ou un manufacturier de l'intérieur pouvait-il acheminer ses productions jusqu'au marché le plus proche, et à plus forte raison jusqu'à la côte ? *Idem* pour l'administration : comment un vice-roi pouvait-il réellement gouverner une île dont plus de la moitié était inaccessible ?

Et ce n'étaient là que quelques-uns des problèmes que la Sicile posait à ceux qui essayaient de la tirer d'affaire. Tôt ou tard, tous arrivaient à la même conclusion : cet endroit était impossible et la meilleure chose à faire était de l'abandonner à son sort.

Afin de pouvoir suivre les destinées de la Sicile, il faut clairement observer celles de ses rois, et comme le roi de Sicile choisit de vivre à Naples, c'est sur Naples qu'il faut à présent braquer le projecteur. La première difficulté avec ce souverain était son titre : il était à la fois Ferdinand III de Sicile et Ferdinand IV de Naples ; et il allait être aussi plus tard Ferdinand I^{er} des Deux-Siciles. La deuxième difficulté était son caractère. Bien qu'il ait vécu jusqu'à soixante-quatorze ans, il resta toute sa vie un collégien – et inhabituellement stupide de surcroît. Dans sa jeunesse, un jésuite de Bohême apparaissait à huit heures chaque matin pour lui enseigner le latin, le français et l'allemand – mais comme le notait le ministre de la Sardaigne, « Sa Majesté n'en

tire que peu de profit, car elle ne parle que le napolitain ». Comme son père, il ne s'intéressait vraiment qu'à une seule chose : la chasse, mais à la différence de celui-ci, il n'avait aucun sens des responsabilités et fort peu de conscience. Il se targuait de n'avoir jamais lu un livre. Quand il n'était pas en selle, il passait son temps à des chahuts grossiers que la moyenne des garçons quitte à l'âge de neuf ou dix ans – que Ferdinand ne dépassa jamais. Heureusement pour lui, il avait le sens du peuple – moins heureusement pour lui, c'était le seul qu'il ait jamais eu – et il était très aimé de la population auprès de laquelle il passait autant de temps qu'il le pouvait. L'État continua d'être gouverné par son Premier ministre, le sinistre marquis Bernardo Tanucci, qui dictait chacun de ses mouvements et gardait même le sceau royal par-devers lui, pour être certain que Sa Majesté ne ferait rien sans son approbation.

En 1764, alors que Ferdinand avait treize ans, un nouvel *Envoy Extraordinary* était arrivé d'Angleterre dans le royaume des Deux-Siciles : sir William Hamilton. C'était le quatrième fils de lord Archibald Hamilton, un temps gouverneur de la Jamaïque. On disait que sa mère avait été la maîtresse du fils de George II, Frédéric, prince de Galles (qui devait mourir avant son père). La rumeur n'était peut-être pas gratuite puisque le jeune William grandit avec le fils de Frédéric, le futur roi George III, qui avait coutume de se référer à lui comme « son frère adoptif ». Né en janvier 1731, il avait été brièvement militaire avant de devenir membre du parlement en 1761 ; en 1764, apprenant que l'ambassadeur d'Angleterre à Naples allait être nommé à Madrid, il avait demandé et obtenu le poste devenu vacant : il allait y rester trente-six ans. Dans le magnifique climat napolitain, sa femme Catherine, de complexion toujours fragile et avec laquelle il partageait une vive passion pour la musique, recouvra rapidement une grande partie de sa santé, dans le même temps que ses tâches d'ambassadeur laissaient à son époux énormément de temps pour se consacrer à l'art et pour constituer ce qui allait devenir sa fabuleuse collection d'antiquités. Il fit aussi une étude approfondie du Vésuve et prenait un plaisir immense à conduire au sommet en expédition les visiteurs intéressés.

Le roi Ferdinand s'était marié entre-temps. Il avait été décidé depuis longtemps que son épouse devrait être une des onze filles de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. La première fiancée choisie –

l'archiduchesse Jeanne, âgée de onze ans – mourut malheureusement de la variole et le choix se reporta sur l'archiduchesse Marie-Josèphe, qui était en bonne santé, vive et (dit-on) d'une intelligence peu commune. Cette dernière qualité était peut-être malencontreuse vu les circonstances, ce dont l'impératrice était parfaitement consciente quand elle écrivait : « Je considère la malheureuse Josèphe comme un sacrifice à la politique. » Reste que ledit sacrifice se devait d'être somptueux. La princesse, âgée de seize ans, fut munie d'une centaine de robes venues exprès de Paris et, en octobre 1767, trente-quatre carrosses royaux, quatre-vingt-onze attelages simples, quatre fourgons de bagages et quatorze litières étaient prêts à partir. Quelques jours avant le départ prévu, Marie-Thérèse insista pour que la fiancée descendît dans le caveau royal pour rendre ses derniers devoirs à son père, l'empereur François 1^{er}, mort en 1765. La pauvre princesse détestait ces visites mais dut s'exécuter. Selon la rumeur, elle aurait alors été infectée par le cadavre de sa belle-sœur – l'épouse de son frère aîné, le futur empereur Joseph II – morte de la variole quelques semaines auparavant. En tout état de cause, les symptômes de la maladie apparurent rapidement, et elle mourut le 15 octobre, la veille du jour prévu pour son départ.

Lorsque la nouvelle arriva à Naples, le roi fut informé qu'il serait inconvenant d'aller à la chasse et il dut passer la journée dans sa résidence de Portici. Si incroyable que cela paraisse, pour passer le temps, il décida de célébrer des funérailles simulées pour sa fiancée morte – et il le fit. L'un des courtisans fut habillé en princesse et couché dans une bière avec des gouttes de chocolat sur le visage et sur les mains pour représenter les pustules de la variole. Le cortège parcourut ensuite le palais avec Ferdinand en tête du convoi funèbre.

La lettre de condoléances envoyée par le roi à Marie-Thérèse – sûrement sur un brouillon de Tanucci – lui demandait une de ses autres filles. Il en restait deux possibles : les archiduchesses Marie-Amélie et Marie-Caroline. Des portraits des deux furent envoyés – non à Naples, mais à Madrid – et le choix tomba sur Marie-Caroline. De dix-neuf mois plus jeune que son royal fiancé, elle était la dixième des filles de l'impératrice et elle avait été élevée avec la onzième et dernière, future Marie-Antoinette de France. Elle aurait difficilement pu être plus différente que la tranquille et docile Josèphe : Marie-

Thérèse avait coutume de dire que de toutes ses filles, Marie-Caroline était celle qui lui ressemblait le plus. Impérieuse et souvent arrogante, elle était à tous égards une reine ; et elle aussi était redoutablement intelligente. Sur le chemin de Naples, elle passa par Bologne et le ministre anglais écrivit à son sujet à son ami Horace Walpole :

« Il est à craindre que son extrême délicatesse & son bon sens ne lui rendent que plus sensible le manque des deux chez son royal époux dont la déficience dans les deux domaines a fait que maintes personnes l'ont interprété comme un défaut organique proche de la folie en certaines occasions. Mais lord Stormont m'assure que cela procède totalement du défaut d'éducation ; et qu'il est à présent ce que de nombreux écoliers sont en Angleterre à dix ans. Si tel est le cas, cette négligence scandaleuse peut être réparée par sa reine très excellemment éduquée. »

Ferdinand alla accueillir sa fiancée à la frontière napolitaine, d'où il l'escorta jusqu'au palais de Caserta. La nuit de noces le laissa apparemment de marbre. Il se leva de bonne heure comme d'habitude pour aller à la chasse et son entourage lui demanda – rituellement – comment les choses s'étaient passés. Tout aussi rituellement, Sa Majesté répondit : « *Dorme come una ammazzata e suda come un porco*¹⁰. » Le ton changea toutefois très vite. Il admirait – il était même stupéfait par l'énergie de sa jeune épouse, son esprit d'initiative, et surtout sa douceur et sa prévenance envers lui-même. Sa seule critique à son endroit était qu'elle lisait trop de livres, pratique qu'il désapprouvait absolument.

Il était heureux que Marie-Caroline – rappelons-nous qu'elle avait à peine dix-sept ans – eût un excellent sens de l'humour, sans lequel elle aurait profondément déprimé. Comme elle le confessa à sa vieille gouvernante à Vienne, elle savait qu'elle ne pourrait jamais aimer son mari comme une épouse le devrait. D'un autre côté, elle était devenue très attirée par lui : son caractère, souvent ridiculement enfantin, n'était pas aussi mauvais qu'elle l'avait attendu : c'était, comme elle le décrit plus tard à son frère, « *ein recht guter Narr* » (« un vraiment bon folâtre »). Elle ne remarquait pas sa laideur – ou si elle le fit, elle s'y habitua rapidement. Ce qui l'irritait était qu'il semblait penser

avoir bon air. Il l'ennuyait souvent : elle avait secrètement la nostalgie de Vienne et de son pays. Mais elle était une reine et si elle jouait correctement ses atouts, elle pouvait elle-même devenir une forte puissante. Au moment de son mariage, sa mère avait pris grand soin de stipuler que dès qu'elle donnerait naissance à un fils, elle devrait automatiquement faire partie du Conseil privé du royaume : elle attendit sept ans – mais elle allait dominer ce Conseil pendant les quarante années suivantes.

En 1769, l'empereur Joseph II vint à Naples rendre visite à sa sœur : ses descriptions sont les meilleures que nous ayons de la vie de cour à Naples et du roi lui-même.

« Il a des bras et des poignets musclés, et ses mains brunes et grossières sont très sales parce qu'il ne porte pas de gants pour monter à cheval et pour chasser. Sa tête est relativement petite, surmontée d'une forêt de cheveux couleur de café qu'il ne poudre jamais ; un nez qui commence à son front et enfle graduellement en ligne droite jusqu'à sa bouche qui est très grande, avec une lèvre inférieure pendante et d'excellentes dents plantées irrégulièrement [...].

« Quoique prince fort laid, il n'est pas absolument dégoûtant. Sa peau est très lisse et ferme, d'une pâleur jaunâtre. Il est propre, mis à part ses mains, et au moins il ne pue pas.

« J'ai voulu tenter une conversation générale, mais le roi a proposé des jeux de société [...]. Cinq ou six dames de cour, ma sœur, le roi et moi-même avons commencé à jouer à colin-maillard et autres jeux [...]. Tout le temps, le roi distribue tapes et baisers aux dames sans faire attention [...]. Il y a une lutte permanente avec les dames qui sont insensibles et qui s'affalent à terre. Cela ne manque jamais d'amuser le roi, qui part de grands éclats de rire tonitruants. Comme il parle rarement sans crier et qu'il a une voix de fausset aiguë et perçante, on peut le reconnaître entre mille [...]. »

Il y eut ensuite un bal de cour.

« [À cette occasion] le roi me fit un grand salut au moment où je m’y attendais le moins, en présence d’au moins quatre personnes. Malgré l’âge, j’ai eu l’honneur de le porter sur mon dos, et plus de vingt fois, il est venu jeter ses bras sur mes épaules en relâchant tout son corps si bien qu’il traînait derrière moi [...]. Notre départ pour ce bal s’est fait de façon vraiment singulière [...]. La marche commença avec solennité et en bon ordre [...]. Mais le roi fut apparemment lassé de cette procession, car il se mit à crier comme les postillons et à distribuer de vigoureux coups de pied à droite et à gauche, ce qui parut donner le signal de la galopade. Toute la Cour, grands et petits, ministres et vieillards, partit au galop tandis que le roi les chassait devant lui, criant toujours de sa voix la plus aiguë. L’ambassadeur français Choiseul se retrouva malheureusement sur le chemin du roi et reçut un coup au passage. Comme il est faible, son nez cogna le mur. »

Puis une visite officielle à la chartreuse de San Martino.

« [Le roi] explora les recoins les plus reculés du monastère, en commettant mille folies enfantines qui se terminèrent dans la cuisine où le roi se mit à cuisiner une omelette [...]. Tous les gentilshommes de la suite eurent l’honneur d’être “traités” soit avec de l’eau jetée au visage, soit avec des glaçons glissés dans leurs poches, soit avec de la marmelade déposée dans leurs chapeaux. Même l’ambassadeur Kaunitz ne fut pas épargné : il a le malheur d’être chatouilleux – ce qui amuse le roi qui le fait crier. »

Il est intéressant de spéculer sur la façon dont ce type de comportement pouvait être supporté par un sir William Hamilton au plus haut point raffiné. Il semble s’y être en tout cas progressivement habitué – et c’était à vrai dire payer bien peu cher pour la vie délicieuse qu’il menait à Naples. Mais de dures épreuves l’attendaient : août 1782 vit la mort de sa Catherine bien-aimée. Il écrit alors à sa nièce Mary : « Je dois ressentir à jamais la perte de la plus aimable, la plus douce et la plus vertueuse compagne qui ait jamais été une

bénédiction pour un homme. » L'année suivante, il retourna en congé en Angleterre et fit un court voyage en Écosse avec son neveu Charles Greville, membre du parlement pour Warwick, et le plus jeune fils de sa sœur Elizabeth. C'est alors qu'il fit connaissance de la maîtresse de Greville, Emma Hart.

Les origines d'Emma étaient pour le moins humbles. Fille d'un forgeron qui mourut quand elle avait deux ans, elle fut d'abord élevée par sa mère : dès l'âge de douze ans, elle travaillait déjà comme servante. Cela ne dura guère : elle était jolie et un ou deux ans plus tard, elle avait trouvé un emploi de danseuse dans « The Temple of Health » (« Le Temple de la Santé »), établissement dirigé par un charlatan écossais du nom de James Graham. Il y avait là, entre autres « attractions », un lit électrique qui dispensait aux clients de petits chocs destinés – selon le docteur Graham, qui fit fortune avec ce dispositif – à favoriser la conception (*sic*). Ensuite, à l'âge de quinze ans, Emma fut prise en charge par sir Harry Featherstonehaugh, qui la loua comme « hôtesse » pour ses amis à Uppark (Sussex) où elle gagnait sa vie en dansant nue sur la table du repas. Elle n'avait guère d'attrance pour sir Harry bien qu'elle eût conçu de lui une fille¹¹. Greville, ami de sir Harry, lui plaisait beaucoup plus et elle vécut avec lui jusqu'à ses dix-huit ans.

C'est à ce moment-là, en 1783, que la relation cessa. Greville avait alors épuisé sa fortune – pourtant considérable – et avait besoin d'un riche mariage, ambition contre laquelle la présence d'Emma constituait un sérieux obstacle. Mais que faire avec elle ? Alors naquit l'idée : pourquoi ne pas s'en décharger sur cet oncle triste et esseulé ? Sir William accueillit favorablement cette idée : il avait besoin d'une femme, non seulement pour son lit, mais aussi comme hôtesse pour son salon d'ambassadeur : Emma, célèbre pour sa beauté et déjà peinte une demi-douzaine de fois par George Romney, remporterait, il n'en doutait pas, un immense succès dans la haute société napolitaine. Il accepta la suggestion de son neveu avec enthousiasme et offrit aussi de payer toutes les dépenses pour le voyage de la jeune femme.

Cette dernière fut, par contre, moins ravie. Greville n'avait pas osé lui dire la vérité : il lui avait juste suggéré d'aller prendre des vacances prolongées à Naples, tandis que lui-même restait en Écosse pour ses affaires. Aussi fut-elle furieuse lorsque sir William, jeune cinquantenaire qui avait plus du double de son âge, l'informa

tranquillement que le nouvel arrangement avait vocation à durer et qu'elle serait sa maîtresse résidente. Mais quoi ? Hamilton avait énormément d'argent et de charme ; il occupait une somptueuse demeure, dans une ville magnifique et il promettait de l'entretenir dans un luxe et un style supérieurs à tout ce qu'elle avait connu précédemment. Elle se rendit vite compte que c'était le plus grand coup de chance qui lui fût jamais arrivé.

Comme la mère d'Emma l'avait accompagnée (pour sauver les apparences), il n'y avait aucune raison de précipiter le mariage, qui n'intervint qu'en 1791. Hamilton avait soixante ans, Emma vingt-six – mais peu importe, elle était enfin « Lady Hamilton », le nom sous lequel elle allait entrer dans l'Histoire et qu'elle allait porter le reste de sa vie. À cette époque, sir William lui avait appris le français et l'italien, à danser et à chanter : sa beauté, son charme irrésistible et un extraordinaire talent théâtral firent le reste.

Et ce fut de fait un succès. Un aussi grand personnage que Johann Wolfgang von Goethe, qui passa deux ans en Italie (1786-1788), fut captivé par la représentation de ce qu'elle appelait ses « attitudes » :

« Hamilton est une personne d'un goût universel et après avoir parcouru le royaume entier de la création, il a trouvé le point d'équilibre dans un chef-d'œuvre du grand artiste qu'est la Nature [...]. C'est une Anglaise d'une vingtaine d'années [...]. Le vieux chevalier lui a fait faire un costume grec qui lui va à merveille. Ainsi habillée et les cheveux libres, munie de quelques châles, elle présente toutes les variétés possibles d'attitudes, d'expressions et d'allures au point que le spectateur finit par s'imaginer dans un rêve. On observe ici dans la perfection, dans le mouvement et dans une ravissante variété tout ce que les plus grands artistes se sont plu à produire. Debout, agenouillée, assise, allongée, grave ou triste, joyeuse, exultante, repentante, sauvage, menaçante, angoissée – tous les états mentaux se succèdent rapidement. Avec un goût merveilleux, elle accommode les plis de ses voiles à chaque expression et improvise avec un même fichu toutes sortes de couvre-chefs. Le vieux chevalier l'éclaire et participe au spectacle de toute son âme. Il croit pouvoir discerner en elle une ressemblance avec tous les antiques les plus célèbres, tous

les beaux profils des monnaies siciliennes – et même celui de l'*Apollon du Belvédère*. Une chose est en tout cas certaine : le divertissement est unique. Nous y avons passé deux soirées avec le plaisir le plus total. »

Pour ce qui est de sa voix, elle était assez bonne quelques années plus tard pour qu'elle chantât une des parties solistes dans la *Messe Nelson* de Haydn. Elle reçut même une fois une proposition – qu'elle décida de ne pas accepter – pour chanter les premiers rôles à l'Opéra de Madrid. C'était en bref un phénomène et il n'est pas exagéré de dire qu'elle prit d'assaut la bonne société napolitaine, morne et assez dépourvue d'imagination.

Le roi et la reine furent également conquis. Emma et son mari dînaient souvent avec eux *en famille*¹², après quoi elle chantait des duos avec Ferdinand. Louise Vigée Le Brun, qui s'était réfugiée en Italie avec sa fille pour échapper à la Révolution française, la peignit deux fois et raconta qu'elle alimentait la reine en petits potins politiques qu'elle demandait sans doute à son ancien amant Greville :

« Envoie-moi des nouvelles, politiques et privées, car contre ma volonté, étant donné ma situation ici, je suis fourrée dans la politique et je veux avoir des nouvelles pour notre reine bien-aimée que j'adore. Je ne peux pas non plus vivre sans elle car elle est pour moi un autre ami et toute chose [...]. Son cœur est excellent et rigoureusement bon et droit. »

La pauvre Marie-Caroline avait bien besoin de réconfort. Avec la Révolution française en pleine fièvre, elle était malade d'angoisse au sujet de sa sœur Marie-Antoinette. En mars 1792, arriva la nouvelle de la mort brutale de son frère, l'empereur Léopold¹³. S'il avait vécu, il aurait peut-être pu faire quelque chose pour sauver la monarchie française ; l'autre monarque capable d'agir dans ce sens était le roi Gustave III de Suède, mais il fut assassiné avant la fin du même mois de mars 1792. Sa fille aînée était certes impératrice (elle avait épousé François, le fils de Léopold, en 1790), mais aucun d'eux tous ne put faire quoi que ce fût pour venir au secours de la triste reine emprisonnée.

La situation empira constamment au fil de l'été et, le 20 novembre, l'ambassadeur de Sardaigne informa son gouvernement :

« Il a été décidé qu'une escadre française allait appareiller pour Naples et Civita Vecchia afin d'attaquer et piller ces deux places [...]. Cette escadre, que l'on suppose être à Livourne, pourrait arriver à Naples dans deux jours [...]. Cela a suffi pour créer une alarme indescriptible. Le chevalier Acton¹⁴ a certainement de grandes qualités [...] mais il est très pauvrement soutenu [...]. Sa Majesté repart tous les jours à la chasse comme si rien ne se passait ; la plupart des ministres subalternes sont d'une révoltante médiocrité. Il doit tout arranger et se battre sans cesse contre l'intrigue, l'ignorance et la mauvaise volonté. Dans le même temps, tout le monde est tellement terrifié que chacun pense à sauver ses biens et à s'enfuir. »

L'escadre arriva comme prévu le 12 décembre, forte de treize vaisseaux. L'amiral qui la commandait voulait remettre au roi un ultimatum exigeant la remise d'Acton en otage – « Dans une heure, le général Acton doit être en mon pouvoir ou Naples sera détruit » – mais il se calma et accepta pour finir que le roi reconnaît la République française et qu'il enverrait un ambassadeur à Paris. Au bout de vingt-huit heures, les vaisseaux français appareillèrent pour la Sardaigne – mais ils eurent la malchance de tomber sur une tempête au large de Civita Vecchia ; le grand mât du navire amiral se brisa et l'escadre dut revenir à Naples pour réparations.

À peine plus de deux mois plus tard, on apprit à Naples que le roi Louis XVI avait été guillotiné le 21 janvier 1793. Tout Naples prit le deuil et une messe de requiem fut célébrée dans la cathédrale en présence du roi, de la reine et de toute la Cour. Marie-Caroline – pourtant déjà grand-mère – était alors enceinte pour la dix-huitième fois et son angoisse était plus affreuse que jamais. Elle écrit ainsi le 5 mars :

« J'apprends d'horribles détails de cet infernal Paris [...]. Tout le temps du bruit et des pleurs ; chaque fois qu'ils entrent

dans sa pièce, ma sœur infortunée s'agenouille, prie et se prépare à mourir. Les brutes inhumaines qui l'environnent s'amuse de cette façon : jour et nuit, ils crient pour la terroriser et lui font craindre la mort mille fois. La mort est bien ce qu'on peut souhaiter pour la pauvre âme et c'est bien ce que je prie Dieu de lui envoyer, afin qu'elle cesse de souffrir [...]. »

Les souffrances de Marie-Antoinette durèrent jusqu'au 16 octobre, date de son passage à la guillotine de la place de la Révolution. Juste cinq semaines auparavant, le 11 septembre, le navire de guerre anglais *HMS Agamemnon* avait jeté l'ancre à Naples, porteur de dépêches pour sir William Hamilton, que son commandant remit personnellement à celui-ci. Les deux hommes eurent un rapide entretien après lequel sir William fit venir sa femme : il allait, dit-il, lui présenter un « petit homme » qui n'était peut-être pas très beau mais qui, croyait-il, « étonnerait un jour le monde ».

Et c'est ici que le capitaine Horace Nelson fait son entrée dans notre histoire.

1. Cette façon de faire allait devenir une sorte de *spécialité de la maison* (N.d.T. : en français dans le texte). Je me rappelle parfaitement mon père secoué de rire en 1943, lorsque l'Italie rejoignit le camp allié, et citant – je crois bien – Palmerston qui disait : « Il n'y a jamais eu de guerre où la maison de Savoie ait terminé dans le camp où elle avait commencé les hostilités – sauf lorsqu'elle changeait deux fois de côté. »

2. Vieil héritage du temps de l'empereur Frédéric II.

3. Progressivement, la situation redevint presque normale, mais elle ne fut totalement réglée qu'en 1728, lorsque le pape Benoît XIII rétablit une version (modifiée) du statut de légation « à perpétuité ».

4. Parme et Plaisance avaient été des fiefs pontificaux depuis 1545, lorsque Paul III les avait donnés à Pierre-Louis Farnèse, le plus âgé et le plus débauché des quatre fils qu'il avait eus depuis son élévation au cardinalat à l'âge de vingt-cinq ans.

5. La « présidence » de Charles de Brosses (1709-1777) n'était que celle du parlement de Dijon, mais il réussit à garder ce titre qui le flattait. Président ou pas, ses récits sont vifs et fort instructifs, dignes de respect et d'intérêt.

6. La guerre de Succession d'Autriche (1740-1748).

7. Hospice royal des pauvres. (N.d.T.)

8. Elle et son époux l'empereur François Ier avaient aussi cinq fils.
9. Rapporté dans les *Historical Memoirs* de sir Nathaniel Wraxall, qui disait tenir ces détails de sir William Hamilton.
10. « Elle dort comme une morte et sue comme un porc. »
11. Cette fille, connue sous le nom d'Emma Carew, fut emportée après sa naissance et prise en charge par M. et Mme Blackburn. Elle rendait parfois visite à sa mère, devint plus tard gouvernante et passa une bonne partie de sa vie à l'étranger.
12. En français dans le texte. (N.d.T.)
13. Anciennement grand-duc de Toscane, Léopold avait succédé à ses parents François Ier et Marie-Thérèse en 1790.
14. Le *commodore* John Acton – plus tard sir John Acton – était arrivé à Naples en 1778 pour réorganiser la flotte sicilienne. Ses capacités étaient telles qu'il devint rapidement Premier ministre.

BONAPARTE, NELSON ET LES HAMILTON

Le capitaine Nelson avait à présent trente-cinq ans. L'impression qu'il fit sur Hamilton fut d'autant plus remarquable qu'il était à ce moment-là au dernier degré de l'épuisement. Il n'avait touché terre que deux fois seulement au cours des quatre derniers mois, pendant lesquels lui et son équipage n'avaient eu ni viande ni légumes ni fruits frais. Il fut pourtant magnifiquement fêté lors de sa réception à Naples, où il fut invité à dîner au palais et installé à la table du roi. Comme il ne parlait aucune langue autre que l'anglais, Emma traduisait pour lui. On ne peut que s'étonner qu'il ne soit pas tombé amoureux d'elle dès cet instant : elle était d'une beauté radieuse, étourdissante de charme – et après tout, il y avait longtemps qu'il n'avait pas vu de femme.

Les dépêches qu'il avait apportées pour sir William concernaient le port de Toulon, occupé une ou deux semaines auparavant par des royalistes français et des forces anglaises et espagnoles. La place était maintenant puissamment assiégée par l'armée de la jeune République française et elle avait désespérément besoin de renforts, dont on espérait que le royaume de Naples pourrait les fournir. Acton promit immédiatement 6 000 hommes, qui partirent en toute hâte. Mais il était trop tard : Toulon était tombé et, le 18 décembre, les vaisseaux anglais levèrent l'ancre pour la haute mer. Il n'y avait aucun doute sur l'homme à qui revenait le mérite de la victoire française : elle avait été remportée grâce au génie militaire d'un autre capitaine plus jeune

encore (il n'avait alors que vingt-quatre ans), Napoléon Bonaparte, qui s'était pratiquement chargé de toute l'opération. Son supérieur hiérarchique (théoriquement), le général Dugommier, avait déjà envoyé un avis urgent au ministère de la Guerre, à Paris : « Récompensez, avancez ce jeune homme ; car si l'on était ingrat envers lui, il s'avancerait de lui-même. »

Dugommier ne savait pas à quel point ses paroles étaient prophétiques. En mars 1795, Bonaparte lança sa première campagne prolongée – qui allait aussi se révéler l'une de ses plus grandes. Elle ne menaçait pas immédiatement Naples : son objet était d'abord de conquérir le nord de l'Italie, puis de pénétrer en Autriche *via* le Tyrol afin de rejoindre l'armée du Rhin et de mener la guerre en Bavière. Cela commença par une avance foudroyante dans le Piémont. Personne – sauf peut-être Bonaparte lui-même – n'aurait pu prévoir l'ampleur et la rapidité de ses succès : chaque jour ou presque apportait la nouvelle d'une autre victoire. Vers la fin d'avril, le Piémont fut annexé à la France, le roi Charles-Emmanuel IV ayant abdicqué et s'étant retiré en Sardaigne (qui restait sous son autorité). Le 8 mai, les Français franchirent le Pô et, le 15, Bonaparte fit son entrée officielle à Milan.

Son armée vivait naturellement sur le pays conquis, réquisitionnant nourriture et logements selon les besoins. Mais pour les membres du Directoire, cela ne suffisait pas. Les instructions étaient d'imposer d'énormes contributions à la fois aux principautés italiennes et à l'Église – non seulement de l'argent pour entretenir les troupes, mais aussi des œuvres d'art à expédier à Paris – et Bonaparte obéit à la lettre. Pour ne prendre qu'un exemple, le duc de Parme (resté neutre) dut fournir deux millions de livres françaises et vingt de ses meilleurs tableaux, au choix personnel du commandant en chef. Bien peu de grandes villes échappèrent à l'obligation de devoir livrer leurs Raphaël, leurs Titien et leurs Vinci : nombre de ces tableaux échurent au Louvre ou dans d'autres musées français, où beaucoup sont toujours accrochés.

Avec l'occupation de Milan, toute la Lombardie était aux mains des Français, sauf Mantoue qui tint jusqu'en 1797 grâce à la résistance déterminée des Autrichiens. La route était désormais dégagée pour l'invasion de l'Autriche. Il fallait certes traverser le territoire neutre de Venise, mais cela n'empêcha rien. La Sérénissime dépêcha deux

émissaires pour traiter avec Bonaparte, mais il leur répondit par une furieuse diatribe qui les laissa persuadés qu'aucun arrangement n'était possible et il termina par ces paroles terribles qui allaient bientôt résonner dans le cœur de tout Vénitien : « *Io sarò un Attila per lo Stato veneto* » (« Je serai un Attila pour l'État vénitien »). Le vendredi 12 mai 1797, le Grand Conseil de la République se réunit pour la dernière fois et le Doge venait à peine d'achever son discours d'ouverture que l'on entendit le bruit d'une fusillade en dehors du palais. La confusion fut alors générale. Pour ceux qui étaient présents, ces bruits ne pouvaient signifier qu'une seule chose : le soulèvement populaire qu'ils redoutaient depuis si longtemps avait commencé. En quelques minutes, la véritable origine de la fusillade avait pourtant été établie : quelques soldats des troupes dalmates, au moment d'évacuer la ville (selon les ordres de Bonaparte) avaient symboliquement déchargé leurs mousquets en l'air en signe d'adieu. Mais rien n'y fit : la panique s'était installée. Abandonnant derrière eux leurs lourdes robes de fonction, trop voyantes, les sénateurs qui restaient de la République se faufilèrent discrètement hors du palais par les issues latérales. La *Serenissima* avait duré plus de mille ans et pendant une bonne partie de cette période elle avait été reconnue comme la maîtresse du bassin méditerranéen. Sa fin aurait difficilement pu être plus ignominieuse. La dernière tragédie de Venise ne fut pas sa mort : ce fut la façon dont elle mourut.

Lorsque Bonaparte signa le traité de Campo-Formio, le 17 octobre, il passa Venise et la Vénétie à l'Autriche. Lui-même n'eut pas de regrets : bien qu'il n'y eût jamais mis les pieds, il avait toujours détesté cette ville et tout ce qu'elle représentait. Et il croyait, sans doute avec raison, qu'il pourrait maîtriser l'Italie aussi longtemps que la péninsule resterait divisée. Dans le même temps, la paix régnait dans toute l'Europe continentale. Seule l'Angleterre restait une ennemie : fallait-il l'envahir et la détruire ? Le Directoire était partisan de ce plan et ce fut Bonaparte – après une réflexion de presque un an – qui se prononça contre, pour des raisons stratégiques. La marine de guerre française, il le savait, était dans un état déplorable et dépourvue de commandants capables de tenir tête à Hood, Rodney ou Saint Vincent – encore moins à Nelson.

Restait la solution de l'Égypte. Il débarquerait en Alexandrie avec une armée de 20 000 à 25 000 hommes et irait occuper Le Caire. De

là, une autre expédition pourrait être lancée contre l'Inde britannique – peut-être même grâce à un canal hâtivement creusé à Suez. Une nouvelle fois, le Directoire donna son approbation : non seulement cette proposition garderait l'armée en activité et maintiendrait son terrible jeune général à bonne distance de Paris, mais elle offrait aussi une occasion de prendre le rôle des Anglais en Inde, tout en procurant à la France une nouvelle et importante colonie en Méditerranée orientale. Pour finir, cette expédition mobiliserait en Orient une grande partie de la puissance navale anglaise, ce qui pourrait après tout rendre possible l'invasion rêvée (et différée).

Inutile de dire que Bonaparte accepta le commandement avec enthousiasme. Résolu à ce que cette expédition eût aussi des objectifs autres que purement politiques et militaires, il ne recruta pas moins de 167 *savants*¹ pour l'accompagner – scientifiques, mathématiciens, astronomes, archéologues, architectes, peintres, dessinateurs et ingénieurs. L'Égypte avait gardé ses mystères depuis trop longtemps : elle était un fruit mûr, plus que prêt à être cueilli. Le pays était effectivement au pouvoir des Mamelouks² depuis 1250. En 1517, il avait été conquis par les Turcs et absorbé dans l'Empire ottoman dont il restait techniquement une partie – cependant les Mamelouks en avaient repris le contrôle un siècle plus tard. Une invasion française susciterait à coup sûr une protestation indignée de la part du sultan de Constantinople, même si l'empire de celui-ci – sans être encore « l'homme malade de l'Europe » – n'était déjà plus que l'ombre décadente et démoralisée de ce qu'il avait été et ne constituait pas vraiment une menace. Il y avait malheureusement d'autres risques infiniment plus sérieux. Les 300 navires de transport français étaient pauvrement armés, avec des équipages pratiquement sans formation. Ils avaient certes une escorte de vingt-sept vaisseaux de ligne³ et de frégates, mais on savait que Nelson croisait en Méditerranée. S'il venait à les intercepter, leurs chances de s'échapper – avec leurs 31 000 hommes à bord – seraient minces.

Bonaparte quitta Toulon à bord de son navire amiral *L'Orient* le 19 mai 1798. Son premier objectif était Malte. Depuis 1530, l'île était la possession des hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Ils avaient consciencieusement maintenu leur hôpital et héroïquement résisté au terrible siège turc de 1565 mais s'étiolaient depuis. Ils étaient 550, plus de la moitié d'entre eux étaient français et beaucoup étaient trop

vieux pour se battre. Après une résistance formelle de deux jours, ils se rendirent et Bonaparte put continuer son voyage. Il arriva au soir du 1^{er} juillet à Alexandrie, dont les murs croulants et la minuscule garnison ne pouvaient pas faire grand-chose pour retarder l'inévitable. Ce fut la même chose lorsque les Français atteignirent Le Caire : si vaillamment qu'ils fussent maniés, les cimenteries des Mamelouks n'étaient pas à la hauteur des fusils français. La célèbre « bataille des Pyramides » fut une formalité.

Pendant ce temps, Nelson avait traqué les navires français à travers la Méditerranée. Bonaparte avait en fait quitté Malte le 19 juin ; induit en erreur par l'information d'un vaisseau génois selon laquelle il avait levé l'ancre trois jours plus tôt, Nelson avait gagné en hâte Alexandrie ; n'y trouvant aucune trace des Français, il était reparti le 29 pour les chercher le long de la côte syrienne – et ce fut seulement le 1^{er} août qu'il revint vers l'Égypte, pour découvrir treize vaisseaux de ligne (lui-même en avait quatorze) et quatre frégates ancrés sur une ligne de deux mille marins (3,7 kilomètres) dans la baie d'Aboukir, l'une des bouches du Nil. Mais les navires étaient encore à neuf milles de distance et l'on était déjà au milieu de l'après-midi ; il lui faudrait compter deux bonnes heures pour les atteindre et beaucoup plus longtemps encore pour disposer ses propres navires en ligne de bataille. Les affrontements de nuit étaient hasardeux à cette époque : on risquait de s'échouer sur des hauts-fonds inconnus ou de tirer par erreur sur un navire de son camp. La plupart des amiraux, en pareille circonstance, auraient attendu jusqu'au matin, mais Nelson, voyant que les Français n'étaient pas préparés et que soufflait un vent du nord-ouest favorable, opta pour une attaque immédiate. Il commença par envoyer quatre navires le long du rivage, d'un côté de l'escadre française, tandis qu'il prendrait lui-même dans son navire amiral *HMS Vanguard* la tête d'une ligne parallèle de l'autre côté, de sorte que chaque vaisseau ennemi serait canonné sur les deux bords. Il était alors vers six heures du soir et l'engagement dura toute la nuit. À l'aube, tous les navires français sauf quatre avaient été détruits ou pris – y compris le navire amiral *L'Orient* (ce vaisseau gît d'ailleurs toujours sous les eaux de la baie, chargé de tous les trésors pillés dans les palais et les églises de Malte).

La bataille d'Aboukir – parfois appelée « bataille du Nil » – livrée dans la nuit du 1^{er} au 2 août 1798 fut l'une des plus brillantes victoires

de la carrière de Nelson. D'un coup, elle avait non seulement détruit l'escadre française mais aussi coupé Bonaparte de ses lignes de communication avec la France, le fixant à terre et ruinant tous les plans de conquête française au Proche-Orient. Grâce à Nelson, la grande expédition égyptienne, qui avait également comporté une percée tout aussi infructueuse en Palestine, était un échec. Comme il se doit, Bonaparte fit de son mieux pour travestir cette défaite en victoire : on exhiba des prisonniers turcs et des bannières turques prises sur le terrain – mais cela ne trompa personne et surtout pas les Égyptiens. Bonaparte quitta un an plus tard le corps expéditionnaire subrepticement à cinq heures du matin, le 22 août, et repartit en France en ne faisant avertir de ce départ son successeur, le général Kléber, qu'une fois parvenu à distance de sécurité suffisante.

Les nouvelles de la victoire de Nelson furent accueillies avec jubilation à la cour de Naples, mais la situation en Italie continuait de se dégrader rapidement. Les Français étaient à Rome – Joseph Bonaparte, frère de Napoléon, y était ambassadeur –, où le général Berthier était entré en février 1798 à la tête d'une armée. Ne rencontrant aucune résistance, il avait occupé la Ville, et des églises, des palais et des villas avaient été aussitôt pillés. Une nouvelle « République romaine » avait été proclamée sur le Forum. Le pape Pie VI, âgé de quatre-vingts ans, avait été brutalement traité : on lui avait arraché de force ses bagues et il avait été emmené en France où il allait mourir peu de temps après.

Que devait faire Naples ? Les Français étaient à sa frontière : qu'est-ce qui les empêcherait de la franchir et, s'ils le faisaient, qui pourrait les en empêcher ? Avec la prise de Malte, la menace était encore plus importante : comme devait le noter Nelson lui-même, « Malte est la route directe vers la Sicile ». Rien d'étonnant donc à ce que les Napolitains se fussent réjouis de la victoire d'Aboukir et que Hamilton lui eût écrit :

« Venez ici pour l'amour de Dieu, mon cher ami, aussitôt que le service vous le permettra. Un agréable appartement vous attend dans ma demeure et Emma prépare les plus doux coussins pour y reposer vos membres fatigués... »

Nelson arriva à Naples vers la fin du mois de septembre, pour y recevoir un accueil de héros. On le considérait non seulement comme le vainqueur d'une magnifique victoire sur la marine ennemie mais aussi comme celui qui délivrait la ville d'une invasion imminente. Plus de 500 navires et barges escortèrent le *Vanguard* à son entrée dans la baie. Les Hamilton vinrent à bord et Emma y donna la scène passionnée qu'elle avait mise au point pendant trois semaines. Nelson écrivit alors à sa femme :

« *Her ladyship* accourut et, s'écriant "Mon Dieu, est-ce possible ?", elle tomba dans mes bras plus morte que vive. Des larmes vinrent rapidement rétablir les choses. »

Le roi suivit mais sans Marie-Caroline, qui était toujours en deuil de sa sœur cadette. Avec toutes les dames de la Cour, toutefois, elle portait des écharpes brodées avec les mots : « Viva Nelson ! » Quelques jours plus tard, le 29, les Hamilton participèrent à un somptueux banquet de 1 800 couverts en l'honneur du quarantième anniversaire de Nelson – mais la réception ne fut pas un succès au goût de ce dernier. Le lendemain matin, il écrivit à lord Saint Vincent :

« Je crois bien, Monseigneur, que nous aurons tous repris la mer dans une semaine [...]. Je me sens très mal à l'aise et le misérable comportement de cette cour n'est sans doute pas fait pour apaiser mon tempérament irritable. C'est un pays de violonistes et de poètes, de putains et de canailles. »

Et de fait, les trois mois qui suivirent furent un cauchemar. Il fut quand même décidé de prendre l'offensive. Le feld-maréchal autrichien Karl Mack von Leiberich⁴ arriva au début d'octobre 1798 pour commander les forces napolitaines qui prirent le chemin du nord avec un roi tremblant parmi elles (le fait qu'il n'ait pas déclaré la guerre à la France ne semble pas l'avoir effleuré). L'objectif proclamé était de restaurer la papauté et de chasser les Français de Rome. Inutile de dire que lesdites forces se révélèrent parfaitement incapables de faire l'un comme l'autre : au début de décembre, des officiers et des soldats de jour en jour de plus en plus nombreux

avaient jeté leurs uniformes pour rentrer chez eux. La reine – qui pensait toujours au sort tragique de Marie-Antoinette – écrivit plusieurs fois à lady Hamilton pour déplorer leur couardise, mais le sujet disparut de sa correspondance après que son royal époux eut lui-même déserté. Le 18 décembre arriva une dépêche d'un Mack totalement démoralisé, avouant que son armée – qui n'avait pas encore livré une seule bataille – était alors en pleine retraite et suppliant Leurs Majestés de partir pour la Sicile pendant qu'il en était encore temps. « Je ne sais pas, écrivit alors Nelson à l'ambassadeur anglais à Constantinople, si toute la famille royale, avec 3 000 Napolitains, ne va pas se mettre sous la protection du drapeau de Sa Gracieuse Majesté dès ce soir. »

C'est précisément ce qui arriva. Marie-Caroline avait passé trois jours à faire ses bagages, envoyant la nuit à l'ambassade britannique tous ses vêtements, bijoux et objets précieux, où Emma les transmit à l'équipage du *Vanguard*. La troupe royale, avec Acton et beaucoup d'autres, finit par se glisser hors du palais à neuf heures du soir, le vendredi 21 décembre 1798. Ils ne partaient pas seuls : la plupart des familles anglaises et françaises alors à Naples n'avaient qu'une hâte : s'enfuir avec eux. Le nombre total des réfugiés était probablement plus proche de 2 000 que des 3 000 d'abord estimés par Nelson – mais il n'en constituait pas moins un sérieux problème d'évacuation. Par bonheur, d'autres navires « amis » mouillaient à ce moment-là dans la rade : un vaisseau de guerre portugais et deux napolitains, une vingtaine de navires marchands réquisitionnés localement et deux petits vaisseaux grecs judicieusement affrétés par sir William.

Le temps aurait difficilement pu être pire. Le vent avait forcé jusqu'à la tempête, et le transfert en barques à rames vers les vaisseaux ancrés dans la baie parut interminable : nombre de leurs passagers, gelés et trempés jusqu'aux os, étaient en état de faiblesse longtemps avant d'être hissés à bord, dans les premières heures du matin suivant. Nelson logea la famille royale du mieux qu'il put : sa cabine personnelle fut mise à la disposition des femmes et des enfants ; les hommes furent installés dans le carré – tandis que le navire tanguait et roulait comme en haute mer. La tourmente dura quarante-huit heures : en raison de la prolongation de la tempête et de la confusion napolitaine habituelle, le convoi resta ancré dans la rade.

Entre-temps, la population de Naples avait appris avec horreur le

départ imminent de son souverain. Il avait été officiellement annoncé qu'il n'allait en Sicile que pour chercher des renforts – mais quels renforts la Sicile pouvait-elle fournir ? Députations et délégations se succédèrent à bord du *Vanguard* pour implorer Sa Majesté, mais Ferdinand fut inflexible : ses sujets l'avaient trahi et il ne reviendrait qu'une fois faite la preuve de leur loyauté. De surcroît, rester dans sa capitale continentale reviendrait à mettre sa vie en danger.

Ce fut seulement le dimanche 23 décembre que le convoi leva finalement l'ancre. Le temps ne s'était pas amélioré, à tel titre que le lendemain, veille de Noël, Nelson nota : « Cela a soufflé plus dur que tout ce que j'avais connu jusque-là en mer. » Des voiles furent déchirées et l'on fit même des préparatifs pour abattre le grand mât. Parmi les hôtes de marque du *Vanguard*, on n'était pas loin de la panique : seuls lady Hamilton et l'un des serviteurs du roi gardèrent leur sang-froid. Emma fut en particulier magnifique – assistant la reine gémissante, réconfortant les enfants royaux comme s'ils eussent été les siens et leur donnant ses draps de lit quand ce fut nécessaire. Nelson ne put cacher son admiration, en soulignant dans une lettre qu'elle n'était jamais allée se coucher durant tout le temps de sa présence à bord. Quant à sir William, on le trouva dans sa cabine, un pistolet chargé dans chaque main ; il expliqua à son épouse qu'il était déterminé à ne pas mourir « avec le gargouillis de l'eau salée dans sa gorge ». Le comte Esterhazy, ambassadeur d'Autriche, jeta par-dessus bord sa tabatière enrichie de bijoux parce qu'elle contenait une miniature de sa maîtresse nue, considérant qu'il était « parfaitement impie de garder par-devers soi un objet si profane lorsqu'on était – pensait-il – au bord de l'éternité ».

Mis à part le temps, le jour de Noël 1798 fut marqué par une tragédie ; ce soir-là, le petit prince Charles-Albert (six ans) mourut d'épuisement dans les bras de lady Hamilton. Au final, ce ne fut pas avant deux heures du matin, le 26 décembre, que le *Vanguard* et son escorte jetèrent l'ancre dans le port de Palerme. Marie-Caroline, hors d'état de rester à bord une minute de plus, débarqua aussitôt et fut conduite au palais Colli, la résidence royale. Le roi, en revanche, dormit profondément et dévora un solide petit déjeuner avant de faire – pour la première fois – son entrée officielle dans la seconde capitale de son royaume. La chaleur de la réception le charma, bien que son épouse notât une « absence d'enthousiasme frénétique ». Le souverain

paraissait fort peu affecté, tant par la perte de Naples que par la mort d'un de ses fils. La situation se rétablirait d'elle-même bien assez tôt et, d'ici là, la Sicile serait un excellent terrain de chasse dont il se promettait bien de profiter à loisir.

Étant donné que la population de Palerme n'avait encore jamais découvert ses souverains, son enthousiasme à leur égard – si tant est qu'il ait existé – était remarquable. L'espoir d'un profit matériel y avait sans aucun doute sa part, mais il était surtout dû au fait que, enfin, les Palermitains ne se sentaient plus des « provinciaux » : aussi longtemps du moins que la famille royale restait en Sicile, Palerme – et pas Naples – était la véritable capitale du royaume. Pour la famille royale, en revanche, le Palazzo Colli, sa résidence officielle, fut un rude choc : sombre et suintant d'humidité, il n'avait pas été habité depuis des années, mais à qui la faute ? Le roi et la reine auraient pu se poser la question. Il n'y avait pas de personnel domestique permanent ; pas, ou très peu, de cheminées : dans la douceur des hivers palermitains, on n'en avait normalement pas besoin, mais l'hiver 1798-1799 fut effroyablement glacial (en fait, le plus froid jamais enregistré). Il n'y avait même pas de tapis dans la résidence royale. Les autorités palermitaines n'avaient pas été alertées d'avance de l'arrivée imminente des souverains, si bien que les premiers jours sur place durent être épouvantables, surtout après ce voyage de cauchemar. Marie-Caroline ne fit pas mystère de ses sentiments ; elle écrivit au duc de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne :

« J'ai vécu trop longtemps et la douleur m'accable [...]. Je suis sûre de ne pas pouvoir continuer à vivre de cette façon et je me demande si je vais survivre [...]. Ma belle-fille est atteinte de consommation et ne saurait vivre. Concernant leur père, je devrais me taire. Il n'éprouve rien d'autre que l'amour de lui-même. Il devrait pourtant comprendre qu'il a perdu la meilleure partie de sa couronne et de son revenu, mais il ne s'intéresse qu'aux nouveautés qui l'amuse, sans songer que nous sommes réduits au quart de notre revenu, déshonorés, malheureux et entraînant les autres dans la même infortune [...]. Tout ici me répugne. Nos provinces, Sorrente – je préférerais n'importe quel autre endroit. »

Ferdinand et Marie-Caroline avaient-ils eu raison d'abandonner Naples et de le faire à ce moment-là ? La réponse est probablement oui : ils n'avaient pas été coupables de couardise, comme on le leur a si fréquemment reproché. S'ils étaient restés pour affronter l'expulsion voire la mort violente, cela aurait été la fin de leur dynastie. Avec leur retraite à Palerme où ils étaient toujours souverains légitimes, ils gardaient intact leur statut royal et, si la situation sur le continent venait à s'améliorer, ils seraient à ce moment-là bien placés pour un possible rétablissement. Il convient aussi de rappeler qu'en quittant Naples, ils avaient suivi l'avis de Nelson lui-même – qui s'était entre-temps installé chez les Hamilton. Nelson était alors extrêmement fatigué et pas totalement remis d'une blessure à la tête reçue pendant la bataille d'Aboukir. Il était aussi en désaccord avec l'Amirauté, et ses relations avec son épouse lui causaient également de sérieux soucis. Il avait désespérément besoin de soutien affectif – et Emma Hamilton le lui apporta ; sa longue expérience de courtisane fit le reste. Ce fut certainement à ce moment-là, en Sicile, que leur relation commença.

Lorsque les troupes françaises commandées par le général Championnet arrivèrent à Naples à la mi-janvier 1799, elles trouvèrent la population beaucoup plus agressive que l'armée royale ne l'avait été. La foule des *lazzaronis* était prête à attaquer les envahisseurs bec et ongles : ce furent alors trois jours de combats acharnés, maison par maison. À la fin, les *lazzaroni* durent évidemment abandonner le terrain, mais pas avant d'avoir pris d'assaut et pillé le palais royal. Ils le firent en claire conscience, ou presque : leur roi n'était-il pas connu comme *il re lazzarone*, en d'autres termes l'un des leurs ? Et même s'il les avait abandonnés, n'aurait-il pas préféré voir ses trésors récupérés par ses sujets plutôt que par l'ennemi français ? Une fois la paix rétablie, un officier français fit observer que si Bonaparte avait été là sur le terrain, il n'aurait sans doute pas laissé debout pierre sur pierre de la cité. La présence de Championnet, militaire modéré et humain, fut une heureuse circonstance. Avec calme et diplomatie, il établit sur le modèle révolutionnaire français la « République parthénopéenne », officiellement proclamée le 23 janvier et qui se gagna un grand nombre de partisans sincères et loyaux chez les Italiens. Il restait toutefois évident pour tout le monde que c'était le résultat de la conquête et que l'armée française était son seul soutien.

Les nouvelles du sac du palais royal ajoutèrent un surcroît de détresse dans l'âme de Marie-Caroline. Pire encore, peut-être : son mari s'était retourné contre elle, en la blâmant de l'avoir contraint à cette campagne honteuse et de l'avoir accablé du désespérant général Mack. Au début de février, il y eut des émeutes à Palerme pour protester contre les coûts croissants de la nourriture. Elle écrivit de nouveau à Gallo :

« Palerme est en pleine ébullition et je m'attends à des événements graves. N'ayant ni soldats ni armes, manquant de tout, je suis prête à toutes choses et parfaitement désespérée. Les prêtres sont ici totalement corrompus, la population sauvage, la noblesse plus qu'incertaine et d'une loyauté douteuse. Le peuple et le clergé pourraient nous laisser partir si nous promettons d'accepter l'établissement d'une république. Mais les nobles s'opposeraient alors à notre départ parce qu'ils seraient ruinés et qu'ils redoutent la démocratisation du pays. Ils aimeraient mieux se soulever, prendre la direction du mouvement et nous faire massacrer avec tous les Napolitains. »

Mais l'espoir était là, plus près qu'elle ne le savait. Le cardinal Fabrizio Ruffo avait déjà passé soixante ans. Il avait été trésorier pontifical au temps de Pie VI, mais quand les réformes qu'il préconisait avaient été rejetées comme trop radicales, il s'était retiré à Naples, d'où il avait ensuite dûment suivi la Cour à Palerme. Il proposait à présent un débarquement dans sa Calabre natale, d'abord pour la défendre contre toute nouvelle progression des Français – aussi bien que du « républicanisme » italien – et en dernier ressort afin de récupérer Naples pour son roi. Ce ne serait, soulignait-il, rien de moins qu'une croisade et il ne doutait absolument pas que tous ses compatriotes calabrais se rallieraient à la Croix.

Avec le soutien du roi, de la reine et d'Acton, Ruffo débarqua comme prévu le 7 février avec juste huit compagnons – sans armes ni munitions. Le seul équipement était une bannière arborant d'un côté les armes royales, de l'autre une croix avec ces mots : *In hoc signo vinces*⁶. Il la déploya depuis le balcon de la villa de son frère, tout en publiant une lettre encyclique aux évêques, aux religieux, aux magistrats et aux personnes importantes, pour appeler chacun d'eux à

défendre sa religion, son roi, sa patrie et l'honneur de sa famille. On ignore malheureusement comment les destinataires accueillirent cette injonction, mais quatre-vingts *lazzaroni* armés le rejoignirent presque aussitôt et, à la fin du mois, l'« Armée chrétienne de la Sainte Foi » comptait 17 000 hommes. Ruffo était un chef-né qui eut tôt fait de s'attacher leur amour et leur fidélité. En 1799, écrivit son secrétaire-biographe Sacchinelli, « il n'y avait pas un pauvre paysan dans toute la Calabre qui n'eût près de son lit un crucifix d'un côté et un fusil de l'autre ». Le 1^{er} mars, le cardinal put établir son quartier général dans l'importante cité de Monteleone, siège du Trésor de la province qui lui procura 10 000 ducats et onze magnifiques chevaux. Catanzaro suivit, puis Cotrone (devenue Crotone en 1928). Cela n'alla pas sans problèmes : son « armée » hétéroclite n'avait aucune discipline et ses « croisés » ne se comportaient pas mieux que leurs prédécesseurs médiévaux. Cotrone, par exemple, fut livrée à un sac dont elle ne devait jamais se remettre. Ce genre d'atrocités ne pouvaient que nuire à la réputation de Ruffo – bien qu'il fût personnellement doux et miséricordieux, préférant toujours une « conversion » pacifique à toute violence. Mais son mouvement était irrésistible et ses succès encouragèrent d'autres mouvements du même genre dans toute l'Italie du Sud. Lui-même, après avoir recouvré toute la Calabre, passa en Apulie où il eut un succès similaire. Au début de juin, il était aux portes de Naples : la ville subissait alors le blocus d'une escadre anglaise et elle était au bord de la famine.

Le 11 juin, apprenant l'approche de Ruffo, la population de Naples entra en révolte ouverte et l'on se battit dans toute la ville. Enragés par les privations, impitoyablement bombardés par les Français occupant les forts Sant'Elmo, Nuovo et Ovo, les *lazzaroni* se déchaînèrent avec une effroyable barbarie contre tous les « jacobins » – français ou italiens – dont ils pouvaient s'emparer. Des récits courent sur d'indicibles atrocités : corps dépecés, cannibalisme, têtes coupées promenées sur des piques ou servant de ballons, femmes suspectées de « jacobinisme » soumises à des humiliations hideuses. Le cardinal horrifié fit ce qu'il put, mais beaucoup de ses hommes s'étaient vautrés avec jubilation dans le bain de sang – et de toute façon, il était impuissant contre l'hystérie sanguinaire de la populace fanatisée : l'orgie de carnage et de destruction dura une semaine. Les négociations furent sérieusement entravées par l'incapacité des

commandants des trois forteresses à communiquer entre eux et ce fut seulement le 19 août que les Français capitulèrent formellement. Grâce à Ruffo, les termes de cette capitulation étaient remarquablement généreux : les garnisons pouvaient rentrer à Toulon si elles le désiraient et rester dans les forteresses le temps qu'il faudrait pour préparer les bateaux nécessaires – après quoi ils pourraient partir avec les honneurs de la guerre.

La sagesse d'une telle politique était évidente. Charles Lock, consul anglais à Palerme, écrivit que, selon lui, « cela nettoyait le royaume des mécontents ». Mais cela allait à l'encontre de la politique obstinée du roi et de la reine qui insistaient – avec le soutien enthousiaste des Hamilton – pour que l'on ne montrât nulle pitié envers aucun des jacobins survivants. Ruffo et ses amis voyaient trop clairement le danger de ramener à Naples un couple royal ancré dans sa volonté de revanche, mais ils ne pouvaient pas faire grand-chose et l'arrivée de Nelson avec dix-huit vaisseaux de ligne, le 24, n'améliora guère la situation. Il avait vainement cherché à accrocher une escadre franco-espagnole prétendument partie avec des renforts vitaux ; à son retour, il avait fait escale à Palerme pour conférer avec Ferdinand et Marie-Caroline, et il avait tranquillement embarqué les Hamilton. Sa mission était à présent d'imposer les volontés du roi à Naples. Lorsque *Le Foudroyant* entra dans la baie de Naples et qu'elle vit les flammes de capitulation sur les forteresses, Emma se serait écriée : « Abattez ces bannières de trêve ! Pas de trêve avec les rebelles ! »

Son mari était encore plus mécontent, mais pour une raison différente. Il n'avait jamais élevé d'objection contre la liaison de lady Hamilton avec Nelson – il semble même en avoir été plutôt fier. Infiniment plus désolantes pour lui étaient les nouvelles du *Colossus*, navire en route pour l'Angleterre et qui venait de faire naufrage avec toute sa précieuse collection d'antiquités grecques et romaines à laquelle il avait consacré une grande partie de sa vie. À tort ou à raison, il tenait les Français pour responsables de ce naufrage, ce qui le rendait encore plus vindicatif.

Pour ce qui était de Nelson, inutile de dire qu'il était résolument du côté monarchiste. Politiquement, il était extraordinairement naïf : sa connaissance de la situation napolitaine se bornait aux opinions – extrêmement tendancieuses – glanées auprès du roi, de la reine et des

Hamilton. En bon Anglais protestant, conservateur et pragmatique, il se méfiait viscéralement du cardinal Ruffo et, à son arrivée à Naples, il n'hésita pas à le contrer en insistant, comme ses amis le faisaient, sur la reddition inconditionnelle de tous les rebelles. Environ 1 500 d'entre eux, que Ruffo avait sauvés de la populace et à qui il avait donné refuge dans les greniers municipaux, sortirent conformément aux termes de la capitulation, comptant sur un sauf-conduit pour rentrer chez eux. À leur grand étonnement, ils furent immédiatement arrêtés et beaucoup furent exécutés. Ruffo abdiqua, comme il fallait s'y attendre, mais la question reste posée : les ordres venaient-ils de Nelson ? Sans doute pas personnellement : tout ce que nous savons de son caractère suggère qu'il n'aurait jamais fait une telle chose en toute connaissance de cause – mais l'influence des Hamilton était prépondérante et il adoptait toujours leur point de vue.

On l'a également condamné – beaucoup plus justement – pour le traitement réservé à l'amiral Francesco Caracciolo, ancien commandant de la marine napolitaine passé du côté des républicains. Après dix jours de cavale sous divers déguisements, on le retrouva caché dans un puits et il fut conduit devant Nelson à bord du *Foudroyant*. Traîné en cour martiale le 30 juin à dix heures du matin, il fut jugé coupable, condamné à mort à midi, et pendu à la grand-vergue à dix-sept heures. Son cadavre resta accroché jusqu'au coucher du soleil, puis la corde fut coupée et le corps tomba dans la mer. Il n'avait eu ni avocat ni témoin pour sa défense, ni prêtre pour son ultime confession. Sa requête d'être fusillé plutôt que pendu avait été catégoriquement rejetée. Bien que traître au royaume, il avait sûrement mérité mieux que ça. Pourquoi Nelson permit-il ces indignités ? Simplement à cause de sa passion malade pour Emma : sur un navire dominant les flots, il était infailible ; à terre, il n'était littéralement pas dans son élément ; et dans les bras de sa maîtresse, il ne valait guère mieux qu'un enfant.

Laissant Marie-Caroline à Palerme (à sa grande frustration), le roi revint à Naples à bord d'une frégate napolitaine dans la première semaine de juillet. Ses sujets lui réservèrent un accueil favorable – quoi qu'il arrivât, il ne perdit jamais sa popularité personnelle – mais, en raison de son intransigeance bornée, les hostilités avaient redémarré et les Français tiraient toujours depuis le fort Sant'Elmo. L'après-midi même de son arrivée en baie de Naples, Ferdinand monta

à bord du *Foudroyant* et ne descendit pas à terre de quatre semaines. C'est dans cet intervalle de temps qu'un incident extraordinaire se produisit : un pêcheur local rapporta qu'il avait aperçu le corps de Caracciolo dérivant vers Naples, poussé par le courant. Personne ne le crut jusqu'à ce qu'on localisât le corps depuis le pont du *Foudroyant* : les poids attachés à ses pieds pour la pendaison maintenaient le corps en position verticale dans l'eau. Le roi – très superstitieux – fut horrifié et ne se ressaisit que lorsque le chapelain du bord lui assura que l'amiral exécuté était en fait venu demander une sépulture chrétienne. Le roi fit récupérer la dépouille, inhumée ensuite dans l'église de Santa Maria della Catena, à proximité de la plage de Santa Lucia.

À la fin du mois, les derniers des rebelles s'étaient rendus. Les Français furent renvoyés à Toulon ; les Napolitains furent jetés en prison, en attendant leur jugement. Le cardinal Ruffo n'avait reçu que peu de gratitude pour avoir sauvé la monarchie – tout le mérite ou presque en avait été attribué à Nelson – mais en reconnaissance de ses services, il fut nommé « lieutenant et capitaine général du royaume ». Certains pensaient qu'en raison du rejet du traité solennel signé par lui, il n'aurait pas dû accepter le poste ; mais il resta loyal comme il l'avait toujours été envers son monarque – et il n'avait aucun désir de se reposer sur ses lauriers s'il pouvait encore se révéler utile. Sa nomination signifiait en pratique qu'il présidait la *Suprema Giunta* (« Comité suprême ») coiffant deux autres comités de juges, un pour les militaires, l'autre pour les civils. On a beaucoup écrit sur les délibérations de ces comités, pour démontrer la cruauté et l'inhumanité des Bourbons. Dans les faits, les décisions prises semblent avoir été remarquablement généreuses (pour l'époque). Sur les quelque 8 000 prisonniers politiques, 105 furent condamnés à mort (dont six plus tard commués), 222 condamnés à la prison à vie, 322 à des peines plus courtes, 288 à la déportation et 67 à l'exil (dont beaucoup devaient revenir). Les autres furent relâchés.

Ainsi finit la République parthénopéenne. Elle avait cherché à imposer, au moyen de la conquête, une forme de gouvernement que le pays et la population refusaient très majoritairement – et qui était déjà discréditée en France même. En cas de survie, elle n'aurait pu garder le pouvoir que par la violence ou la menace de la violence. L'État policier correspondant aurait été bien pire que toutes les perversions

des Bourbons.

Dans la première semaine d'août 1799, le roi Ferdinand – avec les Hamilton à sa suite comme toujours – partit pour la Sicile à bord du *Foudroyant*. Jamais, pendant ses quarante ans sur le trône de Naples, il n'avait cru qu'il avait des ennemis dans la ville : maintenant, il savait qu'il en avait et cette découverte l'avait profondément ébranlé. Il préféra désormais la sécurité de Palerme. Il entra dans le port le 8, avec Nelson à ses côtés. La reine vint à bord avec leurs enfants et, dans l'après-midi, tout le monde débarqua au son des vingt et un coups de canon traditionnels, avant de parcourir la ville sous les vivats de la foule, pour aller au *Te Deum* solennel donné dans la cathédrale. Pendant les trois jours qui suivirent, la ville fut *en fête*, la Sainte-Rosalie – célébration de la patronne de la ville – ayant été retardée d'un mois, en attendant l'arrivée de Sa Majesté.

Il était temps de songer aux récompenses. Pour Emma, la reine avait préparé un collier de diamants avec son portrait en miniature et l'inscription *Eterna Gratitudines*, plus deux voitures remplies de vêtements de luxe pour remplacer ceux qu'elle avait perdus lors de sa fuite de Naples ; pour sir William, un portrait du roi serti de bijoux. Nelson reçut en fief le duché sicilien de Bronte (qui procurait un revenu annuel d'environ 3 000 livres), plus l'épée incrustée de diamants que Louis XIV avait donnée à Philippe V, grand-père de Ferdinand. Tabatières en or, montres et bagues furent généreusement distribuées parmi ses officiers.

Pour Ferdinand et Marie-Caroline comme pour les Hamilton et Nelson, la vie continua de s'écouler comme auparavant – à ce détail près qu'il n'y avait plus de raison convaincante de rester à Palerme. La reine se languissait de Naples ; en revanche, le roi avait changé, et son déplaisir s'était transformé en détestation. Jamais, disait-il, il ne reviendrait de son plein gré. Ce fut peut-être ce point plus que toute autre chose qui entraîna une détérioration marquée des relations auparavant cordiales entre Ferdinand et Marie-Caroline. Le roi devint aussi presque pathologiquement pingre, donnant à peine assez d'argent à sa famille pour vivre et ne payant son personnel qu'avec la plus grande réticence. Son épouse possédait toutefois une (petite) arme secrète : elle savait que son mari était notoirement sensible aux jolis bras de femme, spécialement s'ils étaient recouverts de longs et

fins gants blancs tirés jusques au coude. Selon le comte Roger de Damas, émigré français résidant à la cour napolitaine :

« Sa cervelle s'échauffe quand il voit un gant bien tiré sur un bras de belle forme. C'est une passion qu'il a toujours eue et qui n'a jamais varié. Combien d'affaires de la plus grande importance ai-je vues réglées par le soin que prenait la reine d'enfiler ses gants sur ses bras ravissants, tout en discutant la question qui la préoccupait ! Je voyais le roi observer cela, sourire et lui accorder ce qu'elle souhaitait. »

Avec tout cela, elle était désespérément malheureuse et passait ses journées à écrire d'interminables lettres lamentables à tous ceux qui lui passaient par la tête.

C'est à ce moment que Ferdinand fit à la Sicile son plus grand cadeau. En 1802, quatre ans seulement après qu'Edward Jenner avait publié ses premières observations sur la vaccination, il invita un médecin anglais dans l'île pour y démontrer la nouvelle technique. Le succès fut tel qu'il donna des ordres pour faire ouvrir des centres médicaux dans toutes les villes et pour rendre la vaccination obligatoire. Lui-même se fit vacciner et un *Te Deum* fut chanté dans la cathédrale de Palerme quand il survécut.

Superficiellement, la vie à la Cour était toujours aussi brillante, avec des bals, des concerts et des soupers, presque invariablement suivis de cartes. On jouait gros jeu et lady Hamilton était au nombre des plus intrépides – Nelson toujours à côté d'elle, quoique généralement plus qu'à demi somnolent. Des visiteurs étaient souvent choqués par cet étalage public de dévotion. Lady Elgin n'hésita pas un jour à écrire que, selon elle, il était grand temps pour ce *ménage à trois* de rentrer au pays : « Il est vraiment humiliant de voir lord Nelson : il paraît moribond et tout se passe comme s'il n'avait rien d'autre qu'elle à penser. » Pour son mari, Nelson paraissait « très vieux, il a perdu ses dents du haut, il voit mal d'un œil¹⁰, et il a une taie qui s'étend sur les deux ».

Les Hamilton, tout en plaidant politiquement pour le retour du roi à Naples, étaient en fait parfaitement contents là où ils étaient. Sir William, personnellement accrédité auprès de Ferdinand, était requis de rester auprès de lui, et Naples lui rappelait trop de souvenirs amers

après la perte de ses antiquités adorées. Le destin de Nelson fut bien plus triste. Il allait rester à terre à Palerme jusqu'en juin 1800 – dix mois au cours desquels sa passion malade pour Emma Hamilton non seulement minait son moral mais semble avoir aussi affecté à la fois sa conscience et son sens du devoir. Pendant la première moitié de cette période, il avait la fonction de *Commander-in-Chief, Mediterranean*, mais il laissa pratiquement tout le travail à ses subordonnés. Il n'était pas là pour intercepter Bonaparte qui parvint à sortir d'Égypte : s'il avait fait un effort et qu'il eût réussi, le cours de l'Histoire aurait pu être sensiblement différent. Ses collègues étaient de plus en plus perplexes à son sujet et des rapports dérangeants arrivèrent à Londres, où l'Amirauté commença à perdre patience : lord Spencer – le premier lord – fut à deux doigts de le relever de son commandement. En janvier 1800, lord Keith (son supérieur hiérarchique) revint au service et ordonna à Nelson de se joindre à lui pour une inspection du blocus de Malte, mais l'amiral retourna presque aussitôt à Palerme où Emma – à présent enceinte et sans vergogne aucune – l'accueillit publiquement à bras ouverts.

Pour Marie-Caroline, l'année 1808 débuta de façon désastreuse. Après trente-six ans de poste à Naples et Palerme, sir William Hamilton fut rappelé à Londres dans le même temps que le commandement méditerranéen de Nelson prenait fin lui aussi. La pauvre reine ne pouvait rien faire pour Nelson mais refusait d'envisager Palerme sans les Hamilton et elle était bien déterminée à ne pas les laisser partir sans combat. Elle était soutenue en cela avec ferveur par Emma qui n'avait aucune envie de quitter le *glamour* de la Cour et le soleil quasi permanent de la Sicile pour se retrouver dans la tristesse de Londres, à vivre seule avec un homme de trente-quatre ans son aîné. Mais la tâche n'était pas facile. Premièrement, il y avait l'attitude du roi, qui appréciait toujours sir William mais qui avait pris en grippe Emma, et qui refusa absolument d'intervenir. Deuxièmement, le successeur de Hamilton était déjà en route.

S.E. sir Arthur Paget, troisième fils de lord Uxbridge¹¹, arriva en mars à Palerme où il reçut un accueil nettement froid. D'emblée, les Hamilton furent déterminés à se débarrasser de lui en rendant sa vie – y compris la remise officielle de ses lettres de créance – aussi difficile que possible. Sir Arthur Paget écrivit à ce sujet au ministre des Affaires étrangères, lord Grenville :

« Après presque trois quarts d’heure d’attente, Sa Majesté Sicilienne entra dans la pièce où je me trouvais, accompagné de sir William et lady Hamilton, lord Nelson, etc., et où était toute la Cour, et échangea deux ou trois phrases avec moi. Réellement, Monseigneur, je ne devrais pas mentionner cela s’il n’était pas arrivé que le ministre de Russie, qui avait suivi le même chemin que moi, eut droit à une audience privée de plus d’une heure. Cette circonstance, jointe à la manière très désavantageuse dont Sa Majesté Sicilienne s’est exprimée sur moi en toute occasion, m’a laissé imaginer qu’elle ferait tout ce qu’elle pourrait pour me faire rappeler. »

Paget n’avait à la Cour qu’un ami qui paraissait disposé à le traiter avec une civilité convenable : sir John Acton, qui avait travaillé plus que tout autre à maintenir le royaume de Sicile en équilibre. Mais en 1799, Acton, alors âgé de soixante-quatre ans, avait épousé sa nièce de treize ans (avec une dispense pontificale spéciale !) et son ardeur au travail commençait à en souffrir. Le mécontentement couvrait partout. Les Napolitains réclamaient le retour de leur roi, ce qu’il refusait carrément. Marie-Caroline était déterminée à partir pour Vienne et Ferdinand n’avait qu’une envie : la voir partir, mais Acton y était opposé, en raison à la fois de la dépense et des dégâts politiques qu’elle pouvait faire là-bas. Acton ne lui accordait aucune confiance. Pour finir, toutefois, le roi et la reine partirent. Paget fit le rapport suivant :

« La reine de Naples va certainement aller à Vienne. Ces deux cours sont toujours à s’asticoter mutuellement et elle va tenter de concilier les affaires, mais j’ai dans l’idée qu’elle devrait tout aussi bien se tirer d’affaire elle-même, car je crois bien que M. de Thugur¹² ne peut pas la supporter [...]. Elle emmène avec elle deux ou trois de ses filles qui seront vendues au plus offrant. »

Tout fut enfin prêt au moment où Nelson et les Hamilton venaient juste de rentrer d’un petit tour à Malte : le récent blocus avait été une réussite et l’île était désormais – à sa demande – un *dominion*

britannique. Tous les efforts de la reine pour retarder leur départ ayant échoué, tout le monde s'embarqua le 10 juin à bord du *Foudroyant* – y compris le prince Léopold, âgé de dix ans, et les princesses Christine et Amélie (respectivement vingt et un et dix-huit ans). Comme il ne pouvait bien sûr être question que la famille royale voyageât sans escorte, il fut entendu que Nelson et les Hamilton feraient avec elle le voyage complet. Ils atteignirent Livourne le 14, mais une sérieuse difficulté avait surgi. Bonaparte – devenu Premier consul – avait de nouveau envahi l'Italie et venait de rencontrer l'armée autrichienne à Marengo la veille de l'arrivée du *Foudroyant*. Les premiers rapports, arrivés à Livourne le jour suivant, suggéraient que les Autrichiens avaient remporté une victoire décisive – mais la venue le soir même de 6 000 Français en renfort avait changé la donne : à la nuit, la déroute autrichienne était totale¹³.

Pour la reine et ses enfants, la poursuite du voyage vers Vienne devenait pour le moins problématique. Ils attendirent presque un mois à Livourne – Marie-Caroline redoutant de devoir rentrer à Palerme. Dans le même temps, Nelson donnait des marques inquiétantes d'insubordination à l'Amirauté, refusant les ordres d'avoir à rejoindre le gros de la flotte anglaise en Méditerranée. Sous l'influence délétère d'Emma, il paraissait rapidement partir en morceaux. « Il est réellement mélancolique, notait sir John Moore, passant alors par la ville, de voir un homme brave et courageux, qui a bien mérité de son pays, offrir une aussi pitoyable figure. » Pour finir, lord Keith, le commandant en chef, vint en personne à Livourne « pour que lord Nelson lui demandât la permission d'emmener la reine à Palerme, et les princes et princesses dans le monde entier ». Lady Hamilton, ajouta-t-il, avait eu assez longtemps le commandement de la flotte.

Il fut finalement décidé que la coterie royale irait d'abord à Florence puis de là à Ancône, où elle prendrait un bateau qui l'emmènerait à Trieste. Ils quittèrent Livourne le 13 juillet. Le voyage n'était pas sans danger : beaucoup de routes étaient largement détruites et l'on passa à plusieurs reprises à quelques kilomètres seulement des forces françaises. À Ancône, ils trouvèrent moyen de voyager avec une petite escadre russe – pour laquelle Nelson ne put cacher son mépris : une rafale un peu forte aurait fait chavirer l'ensemble. On finit pourtant par arriver à Vienne ; trois semaines plus tard, Nelson et les Hamilton prirent congé de la reine et partirent pour

Prague, Dresde, Dessau et Hambourg. De là, un bateau postal les transporta jusqu'à Great Yarmouth où ils arrivèrent le 6 novembre. Un nouvel accueil de héros y attendait Nelson – mais aussi un lourd contentieux à régler avec Fanny, son épouse légitime. Vers Noël, elle lui posa un ultimatum : il devait choisir entre elle et Emma. Inévitablement, il choisit la plus jeune – Emma.

L'année 1801 commença bien, avec la naissance de leur fille, Horatia, en janvier. Très (trop) vite ensuite, Nelson fut rappelé au service, d'abord dans la flotte de la Manche, puis en mer Baltique pour la bataille de Copenhague. À son retour à Londres, il fut créé vicomte et acheta une demeure en mauvais état à Merton – alors paroisse distincte, aujourd'hui partie de Wimbledon – où le *ménage à trois* continua jusqu'à la mort de sir William en 1803. Peu de temps après, la guerre reprit avec la France et Nelson repartit en Méditerranée – deux ans avant Trafalgar – mais il ne devait jamais revoir Emma.

Celle-ci resta désespérément seule dans son veuvage. Malgré les hautes fonctions de son défunt mari, les dispositions financières qu'il avait prises pour elle et pour Horatia furent ignorées et la modeste pension qu'il avait pu lui constituer fut bientôt épuisée. Après la mort de sir William, les rares amis du couple disparurent : aux yeux de la société, Emma était une femme déchue. Elle se mit à boire et servit comme domestique dans la prison pour dettes de Southwark pendant un an (avec Horatia), avant de déménager en France pour échapper à ses créanciers. Elle y passa les dernières années de sa vie dans la misère, et mourut à Calais en 1815. Elle avait alors quarante-neuf ans.

1. En français dans le texte (N.d.T.).

2. Les Mamelouks avaient d'abord été un immense corps de soldats – essentiellement géorgiens ou circassiens – enlevés dans leur enfance et élevés en cavaliers d'élite. Ils avaient détruit la dynastie ayyoubide en 1250, pour en fonder une nouvelle bien à eux.

3. Les vaisseaux de ligne constituaient la plus importante catégorie de navires et étaient de ce fait alignés de front lors des batailles.

4. « Sa réputation de fin stratège restera pour toujours un mystère » (Acton, in *The Bourbons of Naples*).

5. Désigne la classe pauvre, oisive et dilettante de Naples. (N.d.T.)

6. « Par ce signe tu vaincras » : mots que Constantin le Grand affirma avoir vus dans le ciel avec une croix, avant la bataille du pont Milvius en 312.

7. En français dans le texte. (N.d.T.)
8. « En éternelle reconnaissance ». (N.d.T.)
9. En français dans le texte. (N.d.T.)
10. Il avait été gravement blessé à l'œil droit lors des combats de Corse, en 1794, et il finit par en perdre l'usage.
11. Son frère aîné Henry, 1^{er} marquis d'Anglesey, est l'illustre « Old-One-Leg » qui allait perdre sa jambe à Waterloo, comme assistant de Wellington.
12. Le ministre autrichien des Affaires étrangères.
13. Lorsque la nouvelle arriva à Rome, le passage du rire aux larmes fut instantané – ce qui ajoute un contrepoint dramatique supplémentaire à l'acte II de la *Tosca* de Puccini.

JOSEPH ET JOACHIM

Ce fut une joie et un immense soulagement pour Marie-Caroline d'être de retour dans sa Vienne chérie. Dix années étaient passées depuis qu'elle avait vu pour la dernière fois Marie-Thérèse, sa fille aînée qui avait épousé le futur empereur François II en 1790, et elle pouvait enfin rencontrer les cinq premiers de ses petits-enfants. Mais si elle avait espéré influencer François dans sa lutte contre Bonaparte, elle dut déchanter. L'empereur garda ses distances : la situation était assez mauvaise comme cela sans les interférences supplémentaires d'une belle-mère irascible. Bonaparte avait espéré qu'il demanderait la paix après le désastre de Marengo, mais François II avait récemment signé un traité avec l'Angleterre, aux termes duquel – moyennant une subvention de deux millions et demi de livres – l'Autriche s'était engagée à ne rien faire en ce sens avant février 1801. Le résultat fut une nouvelle et plus décisive victoire française à Hohenlinden, trente-trois kilomètres à l'est de Munich, en décembre 1800 – les Autrichiens défaits laissant 20 000 morts sur le terrain. En deux semaines, leur armée en déconfiture fut repoussée de 320 kilomètres vers Vienne. Le jour de Noël, l'empereur au désespoir signa un nouvel armistice et lorsqu'une autre armée française commença de pousser les Autrichiens hors de l'Italie, en janvier 1801, il était prêt à la paix. Il attendit encore une semaine ou deux par respect pour les Anglais, avant de signer le 9 février le traité de Lunéville qui excluait *de facto* l'Autriche de la guerre. La France gagnait la Belgique, le Luxembourg et la rive gauche du Rhin ; seuls l'Angleterre et Naples – dont les Autrichiens avaient totalement ignoré les intérêts à Lunéville – restaient en guerre

avec elle.

Pendant ce temps, à Palerme, le roi Ferdinand subissait des pressions constantes à la fois de sir Arthur Paget et de ses sujets continentaux pour revenir à Naples. Il s'y opposait de toutes ses forces ; l'idée même était pour lui haïssable. Il croyait – ou faisait mine de croire – que sa vie y serait sérieusement en danger. En réalité, il préférerait infiniment la tranquillité de sa vie en Sicile où – surtout depuis que Marie-Caroline était partie – il pouvait laisser toutes les affaires ennuyeuses à sir John Acton, pour se consacrer tout son soûl à la chasse. Il finit quand même par se décider à envoyer à Naples son fils aîné, le prince héritier François, avec son épouse Marie-Clémentine d'Autriche, sœur de l'empereur. Ils avaient tous les deux vingt-trois ans et s'aimaient passionnément. « Son mari est son mari deux ou trois fois par vingt-quatre heures, écrivait Marie-Caroline, et il l'adore à tous les sens du mot. Il dit qu'elle l'aime et elle le montre assurément, en exigeant de lui maintes preuves de cet amour. » Pour les Napolitains (qui avaient espéré son père), c'était en vérité un second choix, mais lorsque le couple princier arriva le 31 janvier 1801, l'accueil fut magnifique ; et quand Marie-Clémentine parut au balcon du palais et présenta tour à tour à la foule chacun de ses deux enfants, les ovations furent triomphales.

Mais aucune célébration ne pouvait toutefois occulter le fait que la France était toujours en guerre avec le royaume des Deux-Siciles et que Naples était à la merci de Bonaparte. Un traité de paix finit par être signé à Florence, le 28 mars. Naples était forcée de rendre l'île d'Elbe avec une partie de la côte correspondante ; de retirer ses troupes des États pontificaux ; de fermer tous ses ports aux bateaux anglais ; de libérer tous les prisonniers français et républicains ; et de supporter pour un an, à ses frais, le stationnement de troupes françaises. On vit alors arriver 10 000 hommes sous le commandement du général Soult, qui occupèrent les ports d'Otrante, de Tarente et de Brindisi, pour renforcer les communications avec l'armée que Bonaparte avait laissée en Égypte en 1799 et qui attendait toujours son rapatriement. Puis, en mai, un ambassadeur français, le baron Alquier, ancien conventionnel, présenta ses lettres de créance au prince héritier François. Le reste du corps diplomatique, à l'exception du ministre de Russie, resta à Palerme avec le roi. L'Angleterre était désormais la seule ennemie officielle de la France.

Novembre de cette même année désastreuse 1801 vit la mort de Marie-Clémentine, âgée de vingt-quatre ans seulement – sans doute de tuberculose. Juste quatre mois auparavant, son tout jeune fils était mort peu de temps avant son premier anniversaire. Le prince héritier François était bien entendu effondré, mais on lui trouva rapidement une nouvelle épouse – sa cousine Marie-Isabelle, fille de Charles IV d'Espagne. On disposa en outre que, dans le cadre d'une double cérémonie, le prince des Asturies, frère de la fiancée et futur Fernando VII, épouserait la princesse Marie-Antoinette, sœur du fiancé. Marie-Caroline était furieuse du choix de la fiancée de son fils ; elle avait toujours détesté les Bourbons d'Espagne et espéré que tous ses enfants épouseraient des princes et princesses d'Autriche, respectables et sûrs. Elle fut également choquée de ce qu'elle apprit à cette occasion : « J'ai vu dans sa lettre manuscrite au général [Acton], dix jours seulement après la mort de sa vertueuse épouse, que ce "long célibat" lui pesait. Je rougis que cela soit mon fils. » Elle aurait sans doute pu rougir davantage en découvrant que l'épouse prévue avait juste treize ans.

Tandis que Naples pleurait la mort de la jeune princesse, Bonaparte travaillait d'arrache-pied : non seulement le Consulat réorganisait la jeune République française, mais il fallait aussi établir des gouvernements effectifs en Italie, Hollande, Allemagne et Suisse conquises. Dans de telles conditions, Bonaparte ne pouvait pas prolonger des hostilités actives contre l'Angleterre. Les négociations furent longues et difficiles, mais un traité de paix fut en définitive signé en mars 1802 à Amiens – le seul jamais conclu par Bonaparte avec les Anglais (et qui ne dura qu'un an). La France devait retirer ses troupes du royaume de Naples et l'Angleterre les siennes d'Égypte. L'île de Minorque, disputée au siècle précédent entre l'Angleterre et l'Espagne, devenait définitivement espagnole. L'Angleterre devait quitter Malte sous trois mois pour restituer l'île aux Chevaliers – clause qui resta lettre morte pour des raisons qui deviendront claires sous peu.

Bonaparte était naturellement soucieux – comme il l'avait été naguère en Égypte – de faire en sorte que le retrait de Naples parût une sorte de victoire. Il envoya donc habilement son beau-frère Joachim Murat, avec le rang d'ambassadeur extraordinaire, pour superviser l'opération. Nul autre choix ne pouvait être plus judicieux.

Les Napolitains s'attendaient à quelque jacobin morne et couleur de muraille : Murat – charismatique, fringant et toujours resplendissant dans ses uniformes chamarrés, superbement coupés – ne pouvait manquer de les impressionner. Une somptueuse réception fut donnée en son honneur au palais de Caserta et lui-même offrit au prince héritier, au cours d'une cérémonie minutieusement réglée, une magnifique paire de pistolets fabriqués à Versailles. La splendeur du spectacle était telle que beaucoup de ceux qui étaient là en conclurent que les jours de la République pourraient bien être comptés et que la France risquait de redevenir rapidement une monarchie. Ils ne savaient pas alors avec quelle rapidité cela allait effectivement se produire.

Les Français étant partis, le roi Ferdinand n'avait plus de raison valable de rester en Sicile. Il n'en continua pas moins de différer son retour aussi longtemps qu'il le put, puis finit par céder. Le 27 juin 1802, après une absence de plus de deux ans et demi, il entra dans Naples à cheval depuis Portici. Les chroniques disent que pour cette occasion, la population de la cité avait presque doublé par suite de l'afflux des gens venus de tous les coins du royaume pour l'accueillir. Les raisons de cette étonnante popularité ne sont pas totalement claires ; cela avait sans doute à voir avec la façon dont le *re lazzarone* s'identifiait aux plus humbles de ses sujets. Les *lazzaroni* lui firent une ovation de quatre heures et se pressèrent si fort autour de lui qu'ils manquèrent de le faire tomber de son cheval. Pour lui au moins, la vie retrouvée à Naples promettait d'être beaucoup moins désagréable qu'il ne l'avait redouté.

La reine, en revanche, continuait d'avoir peur et n'en faisait nullement mystère. Elle était retenue à Vienne par une opération délicate et n'arriva finalement à Naples que le 15 août, presque en secret. Elle ne partageait en rien la popularité de son mari et ne faisait aucun effort pour se rendre chère à une population qu'elle méprisait. Le double mariage à venir ne lui offrait que peu de consolation ou de réconfort. Elle aimait sa fille Marie-Antoinette, en partance pour l'Espagne et qu'elle craignait de ne plus revoir ; vis-à-vis de son fils François qui attendait sa nouvelle épouse à Naples, elle n'éprouvait que de la répugnance : il semblait ne s'intéresser qu'au sexe – et personne à la Cour ne montrait le plus petit intérêt pour lui.

De fait, les deux mariages se révélèrent pires encore que ce que Marie-Caroline avait craint. « Antonietta, écrit-elle alors, est partie avec les plus grandes espérances – mais tout cela est bien fini. Son mari possède un visage hideux, une voix terrifiante et c'est un parfait crétin. La vie là-bas est abominable, comme celle d'il y a cinq siècles. » En dépit des instructions de l'ambassadeur napolitain de n'envoyer à Naples que les lettres les plus joyeuses, la princesse avoua à sa mère qu'elle aurait préféré un couvent. Tout cela était déjà assez horrible – mais quand la cour de Naples découvrit la « fiancée-enfant » du prince héritier, elle fut horrifiée. Le roi la décrivit « petite et ronde comme une boule » ; la reine, comme d'habitude, ne mâcha pas ses mots :

« Pas Bourbon pour deux sous, mais blanche et rouge, avec des yeux noirs. Elle est très robuste, mais ses jambes sont très courtes. Voilà pour son apparence extérieure. Le reste est impossible à décrire, parce que moi-même je ne le comprends pas. Elle est nulle à tous égards – connaissance, idées, curiosité. Rien, absolument rien. Elle parle un peu l'espagnol, mais ni italien ni français, et uniquement des monosyllabes, oui ou non, indifféremment. Elle sourit tout le temps, qu'elle soit heureuse ou non. [...]. L'enfant de François, avec ses quatre ans, est bien plus intelligent. C'est incroyable. François a engagé des maîtres pour lui enseigner l'italien et les rudiments de géographie et d'arithmétique. Elle ne sait rien, sauf un peu de piano. J'ai essayé de la complimenter et de l'animer. Elle ne comprend rien, elle se contente de rire. »

Elles étaient deux belles-mères à jouer ce jeu. Pour la reine Marie-Louise d'Espagne, sa nouvelle belle-fille était « ce rebut de sa mère, cette vipère venimeuse, cet animal rempli de bile et de venin au lieu de sang, ce serpent diabolique ». Elle était persuadée que Marie-Caroline voulait la faire empoisonner par sa fille et, quand celle-ci mourut à vingt et un ans (après deux fausses couches), de sombres bruits coururent qu'elle avait été empoisonnée par sa belle-mère. Marie-Caroline n'avait absolument aucun doute à ce sujet.

À la fin du printemps de 1803, le traité d'Amiens battait

évidemment de l'aile. Bonaparte avait conquis le Piémont et Elbe, et il avait annexé la Suisse. À qui le tour ? Un récent rapport paru dans *Le Moniteur*, sous la plume d'un certain colonel Sebastiani, affirmait que 6 000 soldats français suffiraient largement pour conquérir l'Égypte. La première tentative de Bonaparte avait été un échec passablement humiliant : pouvait-il réellement envisager une seconde édition ? Cette seule possibilité était suffisante pour persuader le gouvernement anglais de ne pas abandonner Malte, après tout. La nouvelle de ce changement mit Bonaparte en fureur : lui-même rompait accords et traités quand cela lui convenait, mais il ne supportait pas que d'autres en fissent autant. Le 18 mai, il déclara la guerre à l'Angleterre et notifia le 31 au gouvernement de Naples qu'il allait envoyer une armée de 13 000 hommes pour occuper l'Apulie – naturellement aux frais du royaume – sous le commandement du général Gouvion Saint-Cyr. À cette époque, largement grâce aux efforts d'Alquier, son ambassadeur à Naples, il avait une nouvelle raison de traiter le royaume comme il le faisait : sir John Acton. Bonaparte écrivit alors à la reine :

« Que dois-je penser du royaume de Naples [...] quand je vois à la tête de toute son administration un homme qui est étranger au pays et qui a concentré en Angleterre sa richesse et toutes ses affections ? Pendant ce temps, le royaume est moins gouverné par la volonté et les principes de son souverain que par ceux de ce ministre. J'ai donc décidé comme une sage précaution de considérer Naples comme un pays dirigé par un ministre anglais. »

Assez ironiquement, la reine était d'accord – bien qu'elle prît grand soin de n'en rien dire. Elle détestait Acton et avait longtemps intrigué contre lui. Sans lui, croyait-elle, elle aurait l'oreille de son mari et retrouverait l'influence dont elle avait besoin. Mais Ferdinand resta de marbre. Si son Premier ministre devait démissionner, dit-il, lui-même abdiquerait. Il avait confiance en Acton plus qu'en toute autre personne vivante – et à coup sûr son épouse – et n'écouterait aucune critique, surtout venant d'elle.

Sur ces entrefaites, arriva à Naples un nouvel ambassadeur anglais, Hugh Elliot¹. Il avait voyagé jusqu'à Gibraltar avec Nelson, récemment

nommé commandant en Méditerranée et qui lui avait assurément donné les informations les plus complètes sur ce qu'il pouvait attendre – y compris de sévères mises en garde au sujet de la Sicile. Nelson avait déjà écrit à Acton à propos de l'île, qu'il considérait comme centrale pour la monarchie – plus centrale même que Naples. Si la ville était conquise, soutenait-il, la Sicile pourrait toujours être sauvée ; si la Sicile était perdue, cela signifierait la fin du royaume. Ainsi, d'entrée de jeu, Elliot n'avait aucune illusion. Homme lui-même solide, il renforça considérablement la résolution d'Acton. Si Bonaparte insistait pour obtenir que les ports napolitains fussent fermés au commerce anglais, il devait être calmement informé que les Anglais occuperaient Messine. Il était toutefois essentiel de ne rien précipiter : l'Angleterre ne pourrait rien faire si Gouvion Saint-Cyr prenait l'initiative de marcher sur la capitale. Dans le même temps, les défenses côtières de Sicile et de Calabre allaient être renforcées et des canonnières rassemblées à Messine pour prévenir toute tentative d'invasion. Enfin, le *Gibraltar* resterait dans les eaux napolitaines pour protéger – et si nécessaire évacuer – la famille royale en cas d'urgence.

Avec le passage de 1803 à 1804, Alquier et Gouvion Saint-Cyr accentuèrent leurs pressions sur la reine ; pas un jour ne se passait sans protestations ou plaintes de la part de l'ambassadeur ou nouveaux outrages du général. Ce dernier se comportait en Apulie comme un dictateur, piétinant les règlements gouvernementaux, logeant des soldats où cela lui plaisait, vidant les greniers et les réserves, et ordonnant même l'exécution de ressortissants napolitains. Les deux hommes continuaient de demander la révocation d'Acton qui – poussé à bout – finit par présenter sa démission. Le roi entra en fureur, comme d'habitude, et menaça de partir sur-le-champ pour la Sicile, mais lorsqu'il apprit que Bonaparte avait décidé de déclarer la guerre si le Premier ministre ne quittait pas Naples sous quelques jours, il accepta à contrecœur ce qui était présenté comme un compromis : Acton se retirerait à Palerme avec une généreuse pension et un vaste domaine à Modica – mais en conservant de fait sa position, avec droit de regard prioritaire sur tous les rapports et courriers importants. Ses « successeurs » seraient en fait à peine plus que des sous-secrétaires.

Un tel arrangement aurait pu sauver la face d'Acton et même celle de la Cour, mais il n'aurait pas pu fonctionner. Ce ministre n'avait

jamais été populaire et n'avait fait aucun effort pour se mêler à l'aristocratie locale ; restait cependant le fait qu'il avait été pratiquement tout-puissant dans le pays pendant un quart de siècle et qu'il s'était ainsi rendu indispensable. Il n'y avait donc plus de direction en charge des affaires et – pire encore – plus personne pour contrôler la reine. Celle-ci écrivit alors :

« Le roi est toujours au Belvédère et ne vient ici qu'occasionnellement, pour quelques minutes. À d'autres moments je me rends là-bas, ce qui est très éprouvant avec la chaleur et la poussière épouvantables. Nous sommes entièrement séparés et devons nous écrire mutuellement toutes choses [...]. Le prince assiste aux Conseils en l'absence de son père et je n'y assiste moi-même que pour le compte du roi [...]. Le roi n'aime pas la ville et aspire à la solitude, car il ne peut pas s'adapter ou se soumettre à la prépondérance des Français ni recevoir leurs ordres ou ceux de Bonaparte. Il ne rêve que de la Sicile, qu'il préfère parce qu'il n'a jamais été offensé ni insulté là-bas. En fait, il est dans un état de rage qui me déprime. Il est très déterminé à ne pas recevoir les lettres de créance d'Alquier, mais à se faire représenter par son fils [...] parce qu'il déclare qu'il aurait des convulsions ou une attaque qui le tueraient [...].

« Nous avons appris que le général Acton est arrivé à Palerme le 31 [mai 1804]. Il a reçu une ovation et les Siciliens disent qu'un "homme persécuté par la France doit être incorruptible". »

C'est seulement après que Bonaparte fut devenu l'empereur Napoléon I^{er}, le 2 décembre 1804, que Marie-Caroline put s'offrir une petite revanche. Désormais, chaque fois que l'ambassadeur Alquier – ancien membre de la Convention qui avait voté la mort de Louis XVI, onze ans plus tôt – en appelait à elle, la reine se faisait un plaisir de sourire doucement en distillant de sa langue qui roulait les « r » son changement de statut avec ces mots : « L'Empereur, votre maître... »

Le 26 mai 1805, dans la cathédrale de Milan, Napoléon Bonaparte se couronna lui-même (pour la seconde fois), en ceignant la couronne en fer du « roi des Lombards » et en se proclamant « roi d'Italie ». Pour

Ferdinand et Marie-Caroline, un tel acte semblait une menace directe contre leur propre titre : si faibles qu'ils fussent, ils demandèrent des explications. Napoléon fut naturellement furieux – c'était prévisible –, d'autant plus qu'il avait appris le débarquement d'une importante force russe à Corfou et l'arrivée de renforts britanniques à Malte. Lorsqu'il reçut le prince de Cardito, ambassadeur de Naples aux manières policées, il lui infligea le genre de diatribe pour lequel il allait rapidement devenir célèbre, en qualifiant Marie-Caroline de « tribade » et en la condamnant comme « la pire Messaline de l'époque ». Ce navire anglais croisant dans la baie de Naples ne l'empêcherait pas d'être détrônée, déclara-t-il. Lorsque ces paroles furent rapportées à la reine, elle en conclut qu'une attaque française était imminente. Elle avait deux alliés – l'Angleterre et la Russie – qui avaient promis de défendre son royaume, et les Russes allèrent jusqu'à dépêcher deux généraux (assez bizarrement nommés Lacy et Oppermann) pour qu'ils se fassent par eux-mêmes une idée de la situation militaire. Aucun des deux n'inspirait le respect ; le roi les trouva risibles et ne chercha pas à le dissimuler. Lacy était irlandais de naissance, mais il était beaucoup plus à son aise en russe qu'en anglais, qu'il parlait avec un épouvantable accent irlandais. Excessivement âgé, il avait coutume de tirer un bonnet de nuit de sa poche et de dormir profondément pendant les réunions. Oppermann, un Alsacien, n'arrêtait pas de se plaindre ; c'était lui qui prenait toutes les décisions.

Avec l'assistance passablement forcée de ces deux-là, la reine – tout en sachant pertinemment qu'il y avait peu d'espoir de repousser une invasion à grande échelle – put conclure en septembre un deuxième accord aux termes duquel le tsar allait envoyer une nouvelle force encore plus considérable, qui serait complétée par 6 000 soldats anglais à venir de Malte. Cet accord n'était peut-être pas si favorable qu'il n'y paraissait : Saint-Pétersbourg étant fort loin de Naples, le royaume dépendrait absolument des Russes déjà présents sur le terrain. Une semaine ou deux plus tard, des nouvelles encourageantes arrivèrent de Paris : les troupes françaises quitteraient le royaume dans le mois. En échange, Ferdinand devait strictement maintenir son statut de neutralité en interdisant l'accès de ses ports aux navires de toutes les nations belligérantes. Il ne devait nommer à aucun commandement militaire un émigré français ou un ressortissant d'un

pays ennemi de la France. Tout cela signifiait en réalité que Napoléon jugeait Gouvion Saint-Cyr et ses hommes plus utiles en Lombardie qu'en Apulie – mais cela lui faisait au moins gagner un peu de temps.

Et le temps était compté. Le 19 novembre, le premier convoi russe entra dans la baie ; peu de temps après, 7 000 soldats anglais débarquèrent à Castellammare, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Naples, et 13 000 Russes et Albanais dans la ville elle-même. L'armée napolitaine, en l'état, n'avait qu'un peu moins de 10 000 hommes, dont le moral était fort bas et la discipline douteuse. Une campagne de recrutement de dernière minute s'avéra pratiquement désastreuse, les hommes préférant se mutiler volontairement pour échapper à la conscription. Marie-Caroline fit bon accueil aux nouveaux arrivants, ravie que la situation se dénouât – mais Ferdinand, pour une fois plus avisé que sa reine, savait que cette partie de son royaume était perdue. Il ne songeait plus qu'à retourner en Sicile, avec la seule consolation de ne pas avoir laissé un seul sanglier pour les Français. On raconte l'histoire d'une brève rencontre avec un colonel albanais, au retour de la chasse.

« “Où allez-vous ? demanda le roi.

– En Abruzze, répondit le colonel.

– Pour quoi faire ?

– Pour entrer en campagne.

– Contre qui ?

– Les Français, Votre Majesté.

– Dieu vous aide !” marmonna le roi en s'en allant. »

Le 2 décembre 1805, dans l'une des victoires les plus décisives de sa carrière, Napoléon – avec 68 000 hommes – triompha d'une coalition de 90 000 Autrichiens et Russes à Austerlitz, en Moravie. Au lendemain de Noël, aux termes d'un traité signé à Presbourg (aujourd'hui Bratislava), l'Autriche fut obligée de rétrocéder à la France – entre autres – tous les territoires vénitiens acquis en 1797 à Campo-Formio, afin de former, avec les côtes de l'Istrie et de la Dalmatie, une partie du royaume napoléonien d'Italie. L'Empereur avait refusé d'intégrer dans le traité aucune stipulation pour le compte de Naples ; et le jour même de la signature, il avait proclamé son intention « de chasser du trône cette femme criminelle qui avait si

honteusement violé tout ce qui est sacré parmi les hommes ». Dans une autre proclamation à son armée, il continuait ainsi : « Ferons-nous encore confiance à une cour sans loyauté, sans honneur, sans raison ? Non, non ! La dynastie de Naples a fini de régner : son existence est incompatible avec la paix en Europe et l'honneur de ma couronne. »

La nouvelle d'Austerlitz semble avoir causé une quasi-panique dans les cœurs et les esprits des Russes, qui décidèrent un repli sur la Calabre. Le général anglais, sir James Craig, n'était pas d'accord mais il suivit le mouvement. Marie-Caroline était aussi furieuse qu'elle seule pouvait l'être. Elle n'attendait guère mieux de la part des Russes, mais une telle conduite était impardonnable venant des Anglais :

« L'odeur de la poudre à canon répugne aux faibles organes du général Craig qui veut donc éviter d'en prendre fût-ce une bouffée. J'espère qu'il va partir et se faire moine, après avoir déshonoré son pays et lui avoir fait perdre toute influence dans le commerce de la Méditerranée, du Levant et de l'Égypte. Ils vont en ressentir les effets à long terme. Je suis entièrement *désanglomanisée*. »

Puis, le 10 janvier 1806, les généraux changèrent d'avis ; tout bien considéré, ils n'allaient même pas défendre la Calabre – mais bel et bien rentrer chez eux. Pour le roi Ferdinand, c'en était assez : comment Naples pouvait-elle résister seule à une armée qui avait triomphé de l'Empire autrichien ? Le 23 janvier, il partit pour la Sicile, laissant la reine et le prince héritier faire du mieux qu'ils pourraient. Un peu plus que deux semaines plus tard, le prince annonça son départ pour la Calabre « afin d'y coordonner toutes les mesures possibles » ; et finalement Marie-Caroline comprit que la situation était sans espoir et qu'elle ne pouvait plus rester à Naples. Dans l'après-midi du 11 février, elle embarqua sur la frégate napolitaine *Archimède* avec ses deux filles non mariées, sa belle-fille la princesse héritière, ses deux petites-filles et onze membres de la Cour – pour aller affronter les misères et les épreuves de l'hiver palermitain. Même à bord, les épreuves continuèrent. Le temps était à peine meilleur que lors de son précédent voyage avec Nelson et les Hamilton. Une violente tempête dispersa bientôt le convoi et jeta vingt-six des navires de transport à la côte où ils furent capturés par les Français – ou se

rendirent à eux. Beaucoup y perdirent tout ce qu'ils possédaient et toutes les archives du gouvernement tombèrent aux mains de l'ennemi. Il fallut cinq jours d'angoisse avant que l'*Archimède* – à présent presque seule – ne jetât l'ancre dans le port de Palerme.

La famille royale était partie juste à temps : le jour de la Saint-Valentin, sous une pluie torrentielle, une division française commandée par le général Partouneaux entra dans Naples. C'était en fait l'avant-garde d'une armée de 40 000 hommes aux ordres du maréchal Masséna, avec Joseph Bonaparte – frère aîné de l'Empereur – comme représentant personnel de celui-ci. Il n'y eut aucune résistance. Sept ans auparavant, les *lazzaroni* s'étaient battus comme des tigres, entraînant un massacre effroyable : cette fois, ils restèrent atones et apathiques. Aucune protestation ne s'éleva le lendemain lorsque Joseph mit en scène son cortège pour aller s'installer dans le palais royal. Six semaines plus tard, le même Joseph Bonaparte fut proclamé roi. Ce que sir Harold Acton décrit comme « la régence étourdie et confuse » ne s'attacha qu'à préserver la paix. Ayant reçu de strictes consignes pour ne pas livrer les trois forteresses, ladite régence les remit instantanément avec les îles d'Ischia et de Procida pour assurer une réception amicale aux Français.

« Naples prise, tout tombera », écrivit Napoléon à son frère. Il avait pourtant – ce n'était pas la première fois – sous-estimé l'ennemi. La Calabre se révéla beaucoup plus coriace. Le 1^{er} juillet 1806, une troupe anglaise commandée par le général John Stuart, avec 4 800 fantassins et seize canons, débarqua sur la côte ouest. Trois jours plus tard, près du village de Maida, elle attaqua une troupe française qu'elle mit en déroute après un furieux assaut à la baïonnette. Cette petite victoire fut saluée avec enthousiasme non seulement localement mais aussi jusqu'en Angleterre – où la bataille est toujours commémorée sous le nom de Maida Vale². D'aucuns déplorèrent que Stuart n'ait pas continué sa marche vers le nord, car « rien n'aurait pu l'arrêter jusqu'aux portes de Naples ». Ils avaient tendance à oublier que la petite armée de Stuart était accablée par la chaleur et la malaria. Il avait déjà réussi à retarder l'invasion de la Sicile projetée par les Français et ce résultat n'était pas mince : la Sicile était alors – Sardaigne mise à part – la seule partie de l'Italie qui ne fût pas sous occupation française et les Anglais avaient tout intérêt à ce qu'elle le restât. Ils renforcèrent donc la protection militaire de l'île, en y

répartissant 10 000 soldats.

Malheureusement, la chute de Gaète, après une héroïque résistance de six mois, et la décision prise par Masséna de concentrer le gros de ses forces contre Stuart obligèrent ce dernier à rembarquer en septembre. La guérilla prit alors le relais – avec son inévitable cortège d'atrocités réciproques. Les Calabrais n'avaient pas d'amour profond pour les Bourbons, mais ils les préféraient quand même aux envahisseurs français ; de plus, le pape avait refusé de reconnaître Joseph Bonaparte comme leur roi. La race paysanne était rude et quand les combats commencèrent, ils se déchaînèrent.

Pour ce qui était de la Sicile, une île dirigée seulement par le roi Ferdinand et la reine Marie-Caroline n'aurait sans doute pas présenté de gros problèmes pour Masséna. Nelson était mort et, à son retour à Palerme, la famille royale avait reçu un accueil beaucoup plus froid que lors de sa précédente visite. Les Siciliens connaissaient maintenant trop bien leur souverain et ils étaient parfaitement conscients que pour lui, leur île n'était rien de plus qu'une réserve de chasse et un refuge occasionnel. Dans la chapelle Palatine, il avait même fait détruire plusieurs magnifiques mosaïques du XII^e siècle, simplement pour se ménager un accès plus confortable à l'édifice. De surcroît, tous les plus hauts postes administratifs avaient été pris par des Napolitains, et de nombreux Siciliens – dont en particulier les plus jeunes fils de la noblesse – ne trouvaient pas d'emploi à la Cour. Dans ces conditions, une invasion française aurait pu ne pas susciter beaucoup de résistances.

Reste que la vraie situation était très différente. Avant tout, Ferdinand avait invité les Anglais à se charger de la défense de l'île – ce qu'ils auraient fait d'eux-mêmes, de toute façon – et le détroit de Messine était désormais patrouillé en permanence par des canonnières anglaises. En deuxième lieu, ces mêmes Anglais avaient pris en mains beaucoup plus de choses que la seule défense de la Sicile : ils en étaient pratiquement les vrais maîtres, avec plus de 17 000 soldats et une trentaine de consuls et vice-consuls répartis sur tout son territoire. La Sicile bénéficiait aussi de subsides directs de l'Angleterre – pour ne rien dire des prêts considérables et d'un grand nombre d'investissements privés, dont l'impact sur l'économie sicilienne longtemps languissante est facilement imaginable. Cela avait suscité une vague très marquée d'anglophilie ; les snobs de Palerme

affectaient pour l'heure de parler le dialecte sicilien avec un fort accent anglais.

Le retour de la famille royale à Palerme fut tout particulièrement apprécié par un homme : sir John Acton. Cela faisait bien plus d'un an qu'il y était en exil et lorsque la reine arriva, il avait regagné toute son ancienne autorité. Marie-Caroline l'avait toujours détesté et leurs retrouvailles furent l'occasion, écrit-elle, d'une « violente scène de récriminations et de larmes ». Acton, note-t-elle, considérait la campagne de Calabre comme une perte de temps et d'argent – elle allait durer encore quatre ans, par suite de la détermination de la reine – et il tenait infiniment plus à garder la Sicile qu'à récupérer Naples. Grâce à lui, les troupes anglaises avaient déjà occupé un grand nombre de forts autour de Messine et du nord-est de l'île. Il avait aussi écrit à lord Collingwood, amiral successeur de Nelson comme commandant en chef pour la Méditerranée, pour lui demander des navires pour défendre la Sicile.

Collingwood avait un autre objectif, encore plus important : interdire totalement à la flotte française de l'Atlantique l'accès à la Méditerranée. Il délégua un substitut remarquable en la personne du contre-amiral Sidney Smith. Ce dernier insuffla une vie nouvelle à la cour de Sicile. Il avait déjà à son actif un beau palmarès de guerre, ayant donné du fil à retordre à Bonaparte pendant le siège d'Acre, en 1799 : il avait ancré ses vaisseaux le long de la côte, et utilisé leurs canons pour bombarder le camp français, à terre. Énergique, exubérant et très bruyant, il plut immédiatement à la reine – qui pensait avoir trouvé un nouveau Nelson. « Schmidt » (comme elle l'appelait invariablement) était déterminé à ne pas la décevoir. Le 11 mai, il pénétra hardiment dans la baie de Naples : il ne voulait manifestement pas bombarder la ville, mais il s'empara de Capri et, peu après, de l'île de Ponza (qui allait devenir un foyer de conspiration et d'intrigues royalistes). Il enchantait aussi la reine en débarquant clandestinement sur la côte calabraise des chefs de guérilla munis d'appels incitant à la révolte contre les Français, et en livrant des armes et des munitions à Gaète qui résistait toujours héroïquement. Le 28 juin, la reine l'investit de l'autorité suprême sur toutes les forces napolitano-siciliennes, sur terre et sur mer. En acceptant cette charge, sir Sidney Smith lui promit qu'il allait

dorénavant « oser davantage que ce que Bonaparte se hasarderait à imaginer ».

Il était sans doute inévitable que sir Sidney eût un peu moins de succès auprès de ses collègues anglais. L'investiture de juin, réalisée sans aucune concertation avec sir John Stuart, mit naturellement celui-ci en fureur. Par bonheur pour tous les protagonistes, il fut presque immédiatement muté et remplacé par le général Henry Fox – déjà malade – qui laissa la plupart des décisions aux bons soins de son second (et successeur potentiel) sir John Moore. Comme Stuart, ce dernier trouva toutefois Smith très irritant. Pire encore, il pensait que sir Sidney causait un tort irréparable par « son interférence en Calabre » :

« Il s'imagine diriger les opérations militaires, alors qu'en réalité il ne fait qu'encourager meurtres et rapines, et exciter parmi cette malheureuse population – que nous n'avons nullement l'intention de secourir – un esprit de révolte qui attirera sur elle une vengeance plus sévère encore de la part des autorités françaises. Aussi longtemps que sir Sidney avait de l'argent, il en distribuait à profusion ; à présent et avec tout aussi peu de jugement, il distribue des armes, des munitions et des provisions. »

Tous les chroniqueurs reconnaissent que les Calabrais n'avaient pas besoin des encouragements de Smith. Même sans son intervention, cette campagne fut plus cauchemardesque que ce genre d'opérations ne l'est « normalement », avec d'épouvantables atrocités de part et d'autre, suivies de représailles tout aussi ignobles. Sur la place de la petite ville de Cassano, pour ne prendre qu'un seul exemple, cinquante-deux Italiens furent un jour fusillés par leurs propres compatriotes. Les Calabrais étaient à la fois primitifs, passionnés et bigots ; et le refus du pape de reconnaître Joseph Bonaparte comme roi suffisait à mettre le feu aux poudres. L'abolition par le nouveau roi de tous les monastères et couvents de la région ne pouvait que les conforter dans leur haine.

En janvier 1807, le rappel de Smith apporta un immense soulagement à tous ses compatriotes en Sicile. La reine restait désormais la seule personne à pousser à l'action : le moment était

venu, selon elle, de lancer une attaque d'envergure sur Naples. Tous ses conseillers anglais et siciliens essayèrent de la persuader – dans les termes les plus polis – qu'elle avait tort, mais elle refusa de les écouter. Comme Hugh Elliot l'avait noté, « Sa Majesté Sicilienne [...], douée d'un tempérament extrêmement susceptible et d'un esprit d'entreprise vif, actif et imaginatif, ne voit pas – ou peut-être choisit-elle de ne pas voir – les difficultés qui s'opposent à la réalisation de son objectif favori ». Pour finir, et entièrement grâce à sa détermination, une force d'environ 4 000 hommes commandés par le prince Louis de Hesse-Philippsthal, le général héros du récent siège de Gaète, franchit le détroit de Messine et commença de s'avancer en Calabre. Mais l'expédition tourna presque aussitôt au désastre. Au cours d'un unique et bref engagement près de Mileto, le prince perdit 1 633 hommes et six pièces d'artillerie. Marie-Caroline prit la nouvelle au tragique – comme elle faisait toujours – mais refusa de voir que ce fiasco était de toute façon de sa faute. Son ardeur resta sans faiblesse.

En juillet 1807, sir Arthur Paget, en route vers son nouveau poste à Constantinople, s'arrêta brièvement à Palerme. Il avait espéré éviter la reine, mais elle avait été avertie de son arrivée et le convoqua au palais dès son arrivée. Elle lui fit un discours de deux heures, en se plaignant des Anglais en général et de sir John Moore en particulier. Paget écrivit ensuite :

« Dans l'ensemble, Bonaparte lui-même aurait difficilement pu souhaiter une meilleure situation des affaires. [...] Il est apparu décidé par les généraux Fox et Moore qu'il ne fallait accorder absolument aucune confiance au gouvernement sicilien, administré tel qu'il était présentement et aussi longtemps que la reine dirigerait ses Conseils, et que l'armée sicilienne – si l'on doit l'appeler ainsi – est dans un état si pitoyable qu'on ne saurait en attendre raisonnablement aucune coopération utile dans les circonstances actuelles. »

Marie-Caroline avait été aussi profondément affectée par le traité de Tilsitt signé en juillet 1807 par Napoléon et le tsar Alexandre I^{er} sur un ponton, au milieu du Niémen. Le tsar – son ancien allié – avait accepté de reconnaître Joseph Bonaparte comme roi de Naples : « J'attends mon arrêt de mort », écrit-elle. Elle était alors sous le coup

d'un choc beaucoup plus grave : la mort, deux mois plus tôt, de sa fille aînée Marie-Thérèse³, épouse de l'empereur d'Autriche. Lorsque l'empereur se remaria huit mois seulement plus tard, après avoir mis le comble à son péché en reconnaissant la royauté de Joseph Bonaparte, les derniers liens émotionnels furent rompus avec son ancienne belle-mère : les deux correspondirent ensuite aussi peu que possible – et dans les termes les plus formels.

Le traité de Tilsitt avait réglé – au moins pour le moment – l'avenir de l'Europe de l'Est. Napoléon pouvait à présent regarder vers l'ouest et la péninsule Ibérique. Le sort du Portugal avait été vite réglé : en automne 1807, lorsque les Portugais avaient refusé de fermer leurs ports au commerce anglais, Napoléon avait dépêché une armée de 30 000 hommes. La famille royale portugaise s'était aussitôt enfuie au Brésil, laissant les Français maîtres du pays. Une grande partie de l'armée d'invasion avait ensuite gagné le nord de l'Espagne, dans le même temps que l'Empereur envoyait son beau-frère Joachim Murat pour occuper Madrid et amener Charles IV d'Espagne et son fils Fernando VII⁴ pour une entrevue à Bayonne. Là, le 5 mai 1808, Charles et Fernando abdiquèrent simultanément leurs droits au trône, Napoléon promettant en échange que l'Espagne resterait catholique romaine et indépendante, sous un souverain qu'il nommerait bientôt – ce qu'il fit peu après : le choix se porta sur son frère Joseph.

Ce dernier avait fait d'assez bons débuts à Naples. Sur les ordres de son frère, il avait initié un programme pour démanteler les vastes domaines féodaux et fait de son mieux pour régler les systèmes financiers, éducationnels et judiciaires. Mais il n'avait jamais été heureux là-bas et, lorsque son frère lui offrit la couronne d'Espagne, il fut trop content de l'accepter. Malheureusement, son nouveau règne fut condamné avant d'avoir commencé : le 2 mai, avant même la double abdication de Charles IV et Fernando, la population de Madrid s'était soulevée contre les envahisseurs⁵. Le soulèvement fut promptement et brutalement réprimé, mais d'autres insurrections provinciales éclatèrent dans toute l'Espagne – dont le peuple avait toujours démontré sa magnifique aptitude à la guérilla. Le 23 juillet, le général Pierre Dupont fut obligé de se rendre avec toute son armée. Les rebelles marchèrent ensuite sur Madrid et chassèrent Joseph Bonaparte quelques semaines plus tard.

Toujours sur les ordres de l'Empereur, Joachim Murat devait

remplacer Joseph Bonaparte sur le trône de Naples. Il avait espéré qu'on lui attribuerait l'Espagne ; à défaut, il se serait bien contenté de la Pologne ou de la Westphalie. Naples – selon lui – était à peine digne de lui, et son épouse Caroline, sœur de Napoléon, était du même avis : la couronne de Naples, disait-elle, était trop petite pour sa tête. Le couple décida donc de passer d'abord les chaleurs de l'été dans les Pyrénées et ne prit officiellement possession de son royaume qu'en septembre. Entre-temps était arrivé en juin, à Messine, le futur « roi des Français », Louis-Philippe, duc d'Orléans, prétendant à la main de la princesse Marie-Amélie, âgée de vingt-huit ans et dernière fille de la reine à ne pas être mariée⁶. Ce fils de « Philippe-Égalité » – prince du sang et député à la Convention, qui avait voté la mort de son cousin Louis XVI avant d'être lui-même guillotiné quelques mois plus tard – essayait désespérément de se « racheter » : un mariage avec une princesse Bourbon était exactement ce qu'il lui fallait. Il se rappelait, bien des années plus tard :

« L'amiral Collingwood [...] avait pris soin de me prévenir : "Si vous allez à Palerme, Dieu vous garde de la reine [Marie-]Caroline ! Elle est certainement la plus méchante femme qu'Il ait jamais créée !" Il est vrai qu'elle n'était pas un ange, mais j'ai eu personnellement du plaisir à la rencontrer [...]. Dès que mon arrivée a été annoncée, elle m'attendait sur l'escalier du palais et lorsque je me suis présenté, elle a pris ma main et, sans un mot, m'a conduit dans ses appartements. Là, dans l'embrasement d'une fenêtre, elle a pris ma tête dans ses mains et m'a regardé droit dans les yeux en me disant : "Je devrais vous haïr, car vous avez combattu contre nous : malgré cela, j'ai un faible pour vous. Vous êtes venu ici pour épouser ma fille : bien, je ne vais pas vous en empêcher, mais dites-moi franchement quel part vous avez prise dans la Révolution française Je vous pardonne tout par avance, à condition que je sache tout." »

Le prince fit exactement ce qui lui avait été demandé. En 1791, à l'âge de dix-huit ans, il avait effectivement combattu avec une extrême bravoure contre les Autrichiens et les Prussiens ; mais avec l'arrivée de la Terreur, il avait sagement décidé de partir. Il avait passé les quinze

dernières années en exil. Fidèle à sa parole, Marie-Caroline donna sa bénédiction au mariage qui eut lieu dans le cadre (improbable) de la chambre à coucher du roi – où Ferdinand avait été confiné après une chute dans un escalier quelques semaines auparavant. La cérémonie fut toutefois répétée un jour ou deux plus tard dans toute la splendeur de la chapelle Palatine. « La coquine Amélie a épousé le duc d'Orléans, écrivit Marie-Caroline. Ils n'ont rien pour vivre, ils sont pauvres mais heureux, et ils s'aiment infiniment l'un l'autre. » Et de fait : le mariage allait se révéler durablement heureux, produisant dix enfants, et, en 1830, Marie-Amélie allait devenir « reine des Français » aux côtés de Louis-Philippe. Sa mère était alors morte depuis longtemps – mais quel eût été son bonheur !

Après l'arrivée, le 6 septembre 1808, de « Joachim-Napoléon, par la grâce de Dieu et par la Constitution de l'État, roi des Deux-Siciles, grand amiral de l'Empire », Naples devint une sorte de Ruritanie désagréable. Grâce aux superbes uniformes conçus par lui-même, à sa flamboyance, sa jactance et son panache, Murat s'attira assez vite la sympathie de ses nouveaux sujets. Sa répugnance initiale fut vite oubliée et il se lança sincèrement dans la lourde tâche de faire passer Naples dans le XIX^e siècle, en remplaçant les vieilles lois passablement molles par les rigueurs du Code Napoléon. Son épouse Caroline, la plus jeune sœur de l'Empereur, était peut-être un peu moins mal nommée, mais comme son homonyme de Palerme, elle était immensément énergique, très ambitieuse et bien décidée à gouverner.

L'île de Capri n'est pas normalement considérée comme une tache dans le paysage – mais pour Joachim et Caroline, c'était exactement ce qu'elle représentait. Toujours aux mains des Bourbons, il semblait certain qu'elle allait y rester : c'était au moins la conviction du commandant de la garnison, Hudson Lowe (le futur geôlier de Napoléon à Sainte-Hélène), qui avait commandé à son arrivée « quatre douzaines de champagne, trois douzaines de bourgogne de trois ans, trois douzaines de bourgogne de quatre ans, six douzaines des meilleurs vins comme le frontignan, et tous autres qui pourraient être tenus en bonne estime ». Hélas pour lui, il ne devait jamais en profiter. Au début d'octobre 1808, les Français attaquèrent à Anacapri. Lowe – avec une garnison exclusivement constituée de Corses et de Maltais – réussit à tenir deux longues semaines, attendant chaque jour l'arrivée

du *HMS Ambuscade* ou de quelque autre navire de guerre. Mais aucun ne vint et, le 16 du mois, ses provisions – sinon sa cave – étant épuisées, il fut dans l'obligation de se rendre.

La prise de Capri ne changea pas grand-chose à la situation politique et permit seulement à Murat de la célébrer comme il pouvait – tout en augmentant la fureur de Marie-Caroline contre les Anglais. Rien ne devait ébranler sa ferme conviction que Naples était un baril de poudre prêt à exploser. « Je ne pense pas, écrit-elle encore en avril 1809, que la reprise de Naples sera difficile [...]. L'Italie entière est prête à s'unir pour chasser les oppresseurs. » La mesure de son erreur devint claire deux mois plus tard : lorsqu'une petite flotte anglaise commandée par un John Stuart extrêmement hésitant entra dans la baie, les Napolitains ne montrèrent pas la moindre velléité d'insurrection. Dans une des plus petites batailles navales de l'Histoire – une frégate française contre une frégate anglaise –, les Anglais eurent le dessous et les deux îles d'Ischia et de Procida, brièvement occupées, furent évacuées en hâte. Après quoi la petite expédition s'en retourna piteusement en Sicile.

1. Sir Arthur Paget avait été muté à Vienne. Elliot n'a jamais été fait chevalier car il avait entaché sa réputation en se battant en duel avec l'amant de sa femme plus tôt dans sa carrière.

2. Il y a quelques années encore, il existait à l'extrémité sud de Maida Vale une gargote dédiée au « Héros de Maida », avec un portrait de Stuart en guise d'enseigne.

3. Elle avait été baptisée du prénom de sa grand-mère maternelle, l'impératrice Marie-Thérèse.

4. Il y a trop de « Ferdinand » dans cette période historique. Pour plus de clarté, nous nous en tiendrons au prénom espagnol.

5. Le grand tableau de Goya – *El tres de mayo de 1808 en Madrid* – et sa suite de gravures sur *Les Désastres de la guerre* illustrent cette rébellion.

6. L'avant-dernière, la princesse Marie-Christine, avait épousé le duc Charles-Félix, frère et héritier du roi de Sardaigne, l'année précédente. Harold Acton prétendait qu'ils « passent plus de temps à genoux dans les chapelles et les églises que dans la chambre nuptiale ». Leur mariage de quarante-deux ans resta d'ailleurs stérile.

7. À la grande irritation de Napoléon, il se rendit à la cathédrale pour rendre hommage au saint patron de Naples, San Gennaro.

LA FIN DES MURAT

Marie-Caroline devint très entichée de son nouveau gendre. Il était intelligent et énergique – en contraste marqué avec le prince héritier, curieusement incolore et chez qui l'intérêt pour le sexe s'était mué en passion pour la production laitière – et il se révélait inappréciable pour adoucir les relations entre elle et les barons siciliens, dont elle se méfiait instinctivement. Il réussit même à la persuader d'intégrer quelques membres de la noblesse locale dans les offices gouvernementaux. Reste toutefois qu'avec l'âge – quarante-huit ans en 1810 – elle devenait de plus en plus autocratique, et soupçonneuse envers son entourage. Elle-même ne faisait aucun effort pour dissimuler qu'elle considérait la Sicile comme une simple étape qu'il fallait supporter tant que Naples resterait dans des mains ennemies. Par ailleurs, elle savait fort bien que les Anglais, vieux alliés pourtant, avaient perdu tout intérêt pour la récupération de sa capitale occupée par les Français : tout ce qu'ils voulaient était préserver l'indépendance de la Sicile – ce qui impliquait pour eux de diriger l'île par eux-mêmes. Elle ne pouvait accepter le fait que l'Angleterre fût son seul allié avec lequel de bonnes relations étaient absolument capitales.

Pour ce qui était des Autrichiens, ses compatriotes d'origine, elle désespérait d'eux. Par la paix de Schönbrunn signée en octobre 1809, ils avaient entériné toutes les conquêtes de Napoléon – action qui selon elle avait « détruit la maison d'Autriche ». Mais le pire était à venir : cinq mois seulement plus tard, Napoléon épousa l'aînée de ses petites-filles, l'archiduchesse Marie-Louise. « J'ai dit adieu pour

toujours à mon pays natal que j'ai aimé si profondément, écrit-elle alors. Si le tyran et sa concubine (car elle n'est rien d'autre) connaissent le sort des tyrans, que restera-t-il aux autres enfants de l'empereur [d'Autriche] que l'infamie de cette alliance ? » Son horreur était incontestablement sincère, mais il eût été caractéristique pour elle, une fois encaissé le choc initial, d'essayer d'utiliser ce mariage à ses propres fins et – ce n'eût pas été la première fois – de tenter par son intermédiaire des correspondances secrètes avec Napoléon. On soupçonna d'ailleurs largement ce genre d'ouverture, et ces soupçons étaient partagés non seulement par les Anglais, mais aussi par Murat à Naples : il s'était constamment opposé à ce mariage, pensant qu'il pourrait gêner l'invasion de la Sicile dont les préparatifs étaient déjà bien avancés. Il rapporta ces « bruits » à l'Empereur qui – profondément irrité – refusa totalement de les confirmer comme de les infirmer.

En fait, le projet d'invasion tourna au fiasco et ce n'était pas dû aux machinations de Marie-Caroline : la véritable raison fut que Napoléon lui-même n'était pas très chaud, craignant qu'une armée française en Sicile ne s'y retrouvât bloquée par la flotte anglaise, bien plus puissante que celle des Français depuis Trafalgar. Le bruit courut même que le général Paul Grenier – chef d'état-major de Murat, qui commandait deux divisions en Calabre – avait reçu des ordres stricts (directement de Paris, au lieu de Naples) de ne franchir le détroit sous aucun prétexte. Et quand une seule division de 3 000 Napolitains et Corses débarquèrent le 18 septembre 1810 au sud de Messine, elle ne reçut aucun soutien en provenance de la Calabre et dut bientôt rembarquer en hâte, en laissant sur le terrain 800 Corses. Napoléon, dont la responsabilité semble ici évidente, entra en fureur et blâma ouvertement son beau-frère Murat qui essaya sans succès de se disculper. À la fin de l'année, les relations entre les deux hommes n'étaient pas loin du point de rupture.

La même dégradation se faisait alors jour entre Marie-Caroline et les barons siciliens – qui n'étaient que trop conscients du mépris dans lequel la reine tenait leur île. Le 28 juillet, ils avaient déjà approché l'ambassadeur anglais à Palerme, lord Amherst, en recherchant son aide afin d'obtenir pour la Sicile une Constitution « aussi similaire que possible à celle de la Grande-Bretagne ». Leur propre Constitution aurait suffi, firent-ils remarquer, si elle avait été correctement

appliquée mais, comme Amherst l'écrivit à lord Wellesley, alors ministre des Affaires étrangères :

« Ils se plaignent que le roi s'est déjà rendu coupable de graves violations des institutions qui lui assurent sa couronne, et qu'ils n'ont aucune sécurité contre une tyrannie répugnant à la liberté originelle des habitants de la Sicile. Ils annoncent leur intention de présenter leur demande au roi *via* l'organe légal de son parlement – mais ils prévoient une opposition de la part de leur souverain, que rien ne surmontera sauf l'interposition de l'Angleterre et qui, si l'Angleterre refuse d'intervenir, les poussera dans la rébellion et peut-être finalement dans les bras de la France. »

Amherst ayant lui-même résolu de démissionner, il terminait en recommandant à Wellesley que son successeur reçût le pouvoir de contrôler l'influence de la reine ; que l'armée napolitaine fût placée sous le commandement d'un général anglais ; et que le gouvernement de la Sicile fût géré par des Siciliens.

À ce point de la situation, il devient difficile de croire que Marie-Caroline avait toujours son bon sens. Le duc d'Orléans et Marie-Amélie l'implorèrent d'être plus mesurée et de ne pas condamner comme « jacobins » tous ceux qui osaient ne pas être d'accord avec elle, mais elle refusa de les écouter, comme à son habitude. En juillet 1811, cinq des plus grands barons – dont leur principal porte-parole, le prince de Belmonte – furent arrêtés et déportés dans différentes petites îles pour « préparation à des troubles de la paix publique ». Louis-Philippe d'Orléans, convoqué au palais et craignant de subir le même sort, refusa de s'y rendre ; son cheval resta sellé, au cas où il aurait à chercher refuge dans l'île, mais cette précaution fut tout compte fait inutile.

Pour finir, Marie-Caroline trouva à qui parler. Lord William Bentinck était arrivé à Palerme quatre jours après l'arrestation des barons, à la fois comme ambassadeur à la Cour et commandant en chef des forces britanniques en Sicile. Fils de ce troisième duc de Portland qui avait été deux fois Premier ministre, Bentinck avait été gouverneur de Madras à vingt-neuf ans ; il était revenu en Europe pour combattre dans la guerre d'Espagne et il avait été élevé au rang

de lieutenant général à trente-quatre ans, après la bataille de La Corogne. Il en avait à présent trente-six. Il avait été soigneusement instruit par Amherst et d'autres : déterminé à ne pas tenir compte des extravagances de Marie-Caroline, il commença comme il entendait continuer. Toutefois, même lui semble avoir été surpris par l'opposition de la reine à tout ce qu'il proposait. Dans le mois de son arrivée, il retourna à Londres pour obtenir des pouvoirs élargis.

Le 16 septembre, alors qu'il se trouvait ailleurs, la souveraine eut une attaque d'apoplexie¹. Toute autre femme de son âge aurait alors cherché la paix et le repos pour une convalescence paisible ; Marie-Caroline, dès qu'elle fut en état de le faire, revint à son bureau et replongea dans la mêlée. Elle était désespérément faible, hébétée d'opium et désormais incapable de tenir tête à Bentinck – revenu le 7 décembre – avec l'énergie qu'elle avait déployée jusque-là –, mais comme sa détermination restait intacte, Bentinck décida de ne plus perdre de temps. Il énonça alors ses demandes, en signifiant clairement que la subvention annuelle versée par les Anglais serait ajournée jusqu'à ce que toutes lesdites demandes fussent satisfaites. La première et la plus importante était le commandement suprême des forces napolitano-siciliennes, qu'il se proposait d'assumer lui-même ; venaient ensuite le retour d'exil de Belmonte et de ses collègues, et la formation d'un nouveau ministère dirigé par le prince de Cassaro. Ni le roi ni la reine ne seraient impliqués dans l'administration. En cas d'objections, Bentinck déclara qu'il n'hésiterait pas à les expédier – au besoin avec le prince héritier – à Malte, en installant le fils dudit prince (deux ans) sur le trône, sous la régence du duc d'Orléans. Par bonheur, cette dernière menace fit son effet, mais Bentinck avait déjà transmis ses ordres aux détachements anglais à Messine, Milazzo et Trapani pour marcher sur Palerme quand, le 16 janvier 1812, le roi transféra son autorité à son fils.

Le nouveau souverain était loin d'être idéal. Il était soigneux, méthodique et bureaucratique, bon époux et bon père, et il aurait certainement fait le directeur moyennement compétent d'une banque locale ; mais en fait d'intelligence politique, de courage ou de charisme, il n'en possédait pas un soupçon. Sa prudence instinctive, sa timidité et sa « petitesse d'esprit » divertissaient fréquemment Bentinck ; mais – pour l'instant du moins – le prince servait son propos.

L'une des premières actions du « vicaire général » – puisqu'il remplaçait son père – fut de rappeler les barons exilés, dont trois furent immédiatement nommés dans le nouveau gouvernement – le prince de Belmonte comme ministre des Affaires étrangères. La tâche la plus importante qui les attendait était la rédaction de la nouvelle Constitution, fondée sur le modèle anglais et abolissant la féodalité qui était depuis si longtemps le fléau de la vie sicilienne. L'étape suivante était de se débarrasser de la reine. La santé de celle-ci se dégradait rapidement, mais elle intriguait avec toute son ancienne détermination contre le nouveau ministère – et elle développait aussi un délire de persécution. « Le gouvernement français a assassiné ma sœur, dit-elle un jour au consul anglais Robert Fagan, et je suis convaincue que votre gouvernement veut faire de même avec moi – probablement en Angleterre. » Pour cette raison peut-être, elle se battait comme un tigre pour rester à Palerme – et son mari et son fils étaient de son côté, non qu'ils ne fussent pas navrés de son comportement (comme tout le monde sur place), mais parce qu'ils s'en étaient toujours remis à elle et qu'ils trouvaient difficile de rompre avec cette habitude.

À un moment, Bentinck se résolut à solliciter une audience avec Ferdinand, dans l'espoir de le persuader de raisonner son épouse et de lui expliquer le mal qu'elle faisait à l'État : cette audience lui fut purement et simplement refusée. Le seul truchement de communication ouvert à lui était le confesseur royal, le père Caccamo, qui fut heureux de lui révéler les véritables sentiments de Ferdinand envers son épouse. Sa Majesté, dit-il, lui écrivait toujours : « *Andate via, andate via !* » et avait décrit son mariage de quarante-deux ans comme un « martyr ». Mais comme il le disait lui-même, « il n'avait pas le cœur de contraindre son épouse à quitter l'île ». Son fils était dans les mêmes dispositions.

Non que les relations dudit prince avec sa mère fussent plus amicales, bien au contraire. Elle ne lui avait jamais pardonné d'accepter la régence, le qualifiant de « révolutionnaire » et de « traître » ; et quand, au soir du 26 septembre, il tomba soudainement et gravement malade, la première réaction de Marie-Caroline – avant même de s'enquérir de sa santé – fut d'exiger immédiatement sa démission. Les symptômes évoqués par Bentinck dans son rapport à

lord Castlereagh, ministre anglais des Affaires étrangères, suggéraient un empoisonnement et « la suspicion générale se fixa sur la reine » – suspicion partagée par le prince lui-même. Et lorsque Bentinck suggéra à son docteur que la maladie pouvait être due à la chaleur insupportable, le patient, tremblant de fièvre, s'écria : « *Ce n'est pas la chaleur, c'est ma mère, ma mère*³ ! » Il s'avéra par la suite qu'il n'avait pas du tout été empoisonné délibérément – mais le prince ne s'en remit jamais totalement : l'intoxication alors contractée le laissa prématurément battu, vieilli, cassé, le teint gris.

Dans l'intervalle, en juillet 1812, la nouvelle Constitution terminée avait été dûment promulguée. Ses quinze articles accordaient au peuple de Sicile une autonomie dont il n'avait jamais bénéficié auparavant. Les pouvoirs exécutifs et législatifs étaient rigoureusement séparés et les pratiques féodales qui avaient été en vigueur depuis sept cents ans étaient enfin abolies. Toutes ces mesures constituaient finalement des nouvelles étonnamment bonnes pour les Bourbons – au moins à Naples. Le sentiment antifrçais grandissait dans la ville, où Murat se comportait vraiment en dictateur, tandis que Ferdinand – si peu croyable que cela puisse paraître – était maintenant considéré comme un monarque constitutionnel éclairé. En Sicile, au contraire, la nouvelle Constitution fut beaucoup moins bien accueillie : le peuple paraissait tout simplement incapable de la comprendre ; et de nombreux barons – qui avaient pourtant voté pour – furent horrifiés de découvrir que leurs anciens pouvoirs et privilèges avaient disparu à jamais.

Le 5 janvier 1813, Marie-Caroline fit une dernière tentative désespérée pour sauver la monarchie – telle du moins qu'elle la concevait. Rejoignant secrètement son époux dans son pavillon de chasse près de Ficuzza, elle le pressa d'annuler la nouvelle Constitution, « une machine compliquée qui le privait de son autorité », et de reprendre les rênes du gouvernement. Ferdinand fut comme d'habitude malléable entre ses mains et quand il retourna à Palerme, le 6 février, il était résolu à agir ainsi. Ses sujets furent ravis : on dit que malgré une pluie battante, plus d'une centaine d'équipages allèrent l'accueillir à cinq kilomètres en avant de la ville et qu'une foule immense attendait pour l'acclamer sur la place du palais. Le 9 mars, il annonça officiellement son intention de récupérer le gouvernement de la Sicile. Le lendemain, après la messe d'action de

grâces, la foule essaya de dételer les chevaux pour tirer elle-même son carrosse. Son indolence et ses interminables absences n'avaient en rien diminué l'amour de son peuple pour lui.

Mais cela ne suffisait plus : aux yeux de Bentinck, la Sicile s'enfonçait rapidement dans le chaos. Lorsqu'il en appela au roi, deux jours plus tard, étiquette diplomatique et même simple politesse furent oubliés. Furieux, il informa Ferdinand qu'il le considérait à présent comme un ennemi de l'Angleterre exactement au même titre que la reine : « Votre Majesté, tonna-t-il, se repentira de sa conduite ! » Le roi, détestant les contrariétés, développa un violent mal de tête et alla s'allonger dans sa chambre. À ce moment toutefois, le gouverneur de Palerme fit irruption avec des nouvelles alarmantes : 8 000 soldats britanniques étaient entrés dans la ville et ils en contrôlaient tous les points stratégiques. Dans le même temps les barons, tout aussi furieux de la volte-face de Ferdinand, menaçaient eux aussi d'entrer en rébellion – sauf si la reine quittait la Sicile et que le roi jurât de maintenir la Constitution dans le moindre détail.

Ferdinand était à bout de résistance. Le 16 mars, il eut une longue conversation avec le duc d'Orléans, qui refusa lui aussi de dissimuler sa pensée. Il rappela à son beau-père qu'avec Bentinck dans un tel état, il était en danger personnel imminent. S'il laissait la situation dégénérer en guerre, tous ses traités avec l'Angleterre deviendraient caducs ; les seules lois observées seraient celles de la guerre et la Sicile serait considérée comme n'importe quel territoire conquis. Le roi se récria qu'il n'avait aucune illusion. La crise avait eu des effets désastreux sur sa santé : il ne pouvait ni manger ni dormir. « Peut-être sir William va-t-il arriver avec ses troupes, pour installer des canons sur la place et tirer à mitraille sur mes fenêtres ? Oh Jésus, Marie ! Je ne veux aucune de ces canonnades, savez-vous – je ne veux rien du tout de tout cela. »

Le lendemain il capitula. Dans une lettre à son fils, il restaura le vicariat général et promit de ne plus entreprendre d'action indépendante sans le consentement des Anglais. Restait la reine. Elle s'était retirée à Castelvetro, dans l'extrême ouest de l'île, où – inutile de le dire – elle projetait une insurrection. Mais Bentinck en avait assez. Il dépêcha à Castelvetro son second, le général Robert MacFarlane, avec 5 000 hommes. Marie-Caroline le reçut avec sa diatribe habituelle, en parlant de Bentinck comme de « *quella bestia*

*feroce*⁴ ». MacFarlane fut assez impressionné, et remarqua plus tard qu'elle était terrible dans sa rage – mais elle était battue et elle le savait bien. Elle écrivit à Bentinck une lettre fière et passionnée, pour lui dire qu'elle avait décidé de céder uniquement pour l'amour de son époux et de sa famille, et solliciter des concessions financières généreuses d'environ un million de livres sterling. Puis elle commença enfin à faire ses préparatifs pour partir.

Elle avait déjà écrit quelques mois plus tôt à son gendre, l'empereur d'Autriche, pour lui demander la permission de revenir à Vienne. La requête avait été mal accueillie : le prince Metternich, ministre des Affaires étrangères, s'y était violemment opposé au motif – indéniable – qu'elle était une intrigante obsessionnelle qui ne pouvait causer que des ennuis. Mais l'empereur, quoique d'accord avec lui sur le fond, sentait bien qu'il ne pouvait pas refuser. La reine organisa donc son voyage avec son fils, le prince Léopold, d'abord jusqu'à Constantinople à bord du *HMS Unity* que Bentinck s'était arrangé pour mettre à sa disposition, avec deux navires de ligne comme protection contre les pirates barbaresques qui infestaient la Méditerranée centrale. L'escadre partit de Mazara le 14 juin et mit deux semaines pour atteindre l'île ionienne de Zante (Zakynthos) ; les trois navires arrivèrent à Constantinople le 13 septembre. Là, la reine affréta un navire marchand pour Odessa où elle fut retenue deux mois en quarantaine.

Le voyage avait déjà été assez long et frustrant, mais le pire était encore à venir. Au début du XIX^e siècle, l'Europe de l'Est offrait peu d'auberges – et certainement aucune convenable pour une reine et sa suite. Par bonheur, l'aristocratie polonaise était disponible pour « compenser » ces carences hôtelières. Malencontreusement, la voiture royale vint à casser un essieu et se renversa ; et les réparations n'étaient pas encore terminées lorsque le temps se gâta brusquement : en une heure ou deux, le blizzard immobilisa le secteur. On trouva quand même refuge dans une mesure de paysans. Un témoin oculaire raconte :

« Seule la reine garda sérénité et bonne humeur ; elle plaisanta au sujet de l'accident et caressa [...] les enfants du ménage, tout en posant quelques questions bienveillantes à leurs parents par l'intermédiaire d'un interprète. »

Marie-Caroline et sa suite atteignirent Vienne le 2 février 1814. Metternich leur avait enjoint de rester au moins à dix kilomètres de la Cour, mais elle passa outre. « Voyons, dit-elle, si l'on chassera de Schönbrunn la dernière fille de Marie-Thérèse. » On ne le fit pas : elle et Léopold s'établirent à Hetzendorf, à quatre kilomètres seulement du palais impérial. Cela n'impliquait pas une amélioration des relations avec son empereur de gendre. Ennuyé par ses continuelles jérémiades et son éternel apitoiement sur elle-même, il l'évita autant que cela était humainement possible – mais elle-même n'avait aucun désir de voir l'homme qui avait reconnu Murat sur le trône de Naples et engagé sa parole pour l'y maintenir. Lorsque sa petite-fille Marie-Louise revint à Vienne en mai, ayant refusé d'accompagner son mari à l'île d'Elbe, elle lui réserva d'abord un accueil glacial – non parce qu'elle avait épousé Napoléon mais parce qu'elle l'avait déserté. Elle était parfaitement consciente des pressions que Marie-Louise avait dû subir de la part de son père pour agir ainsi, mais son opinion tranchée restait qu'elle aurait dû retourner auprès de son mari – au besoin en nouant ses draps ensemble et en s'échappant sous un déguisement. « C'est ce que j'aurais fait à sa place. Quand on est marié, c'est pour la vie. »

Ayant efficacement « traité » le roi et la reine, et donné à la Sicile son admirable Constitution nouvelle, Bentinck – qui n'oubliait jamais qu'il était aussi un soldat – décida de déférer à un ordre récent lui enjoignant de rejoindre l'armée de Wellington en Catalogne, mais sa campagne là-bas ne fut pas un succès et ne fit assurément rien pour rehausser sa réputation militaire. Le 12 septembre 1813, il fut totalement défait par une armée que commandait le maréchal Suchet, ce qui l'obligea à se démettre de son commandement et à retourner en Sicile, où il arriva le 13 octobre. Il comprit promptement qu'il n'aurait jamais dû partir. Comme il écrivait à Castlereagh :

« Je suis convaincu que la faiblesse du prince héritier est telle ; telle aussi l'incapacité de tous ceux qui pourraient être placés à la tête du gouvernement ; tel encore le caractère stupide et dépravé de la population – qu'il sera impossible à l'autorité politique britannique de jamais s'absenter. »

Il retrouva ainsi l'île en plein chaos. Il y avait d'abord de violentes controverses au sujet de la Constitution, dont le texte complet n'avait pas encore été publié. Belmonte – qu'il avait une fois décrit comme « le principal espoir de ce pays » – avait rompu avec son oncle et ancien collègue le prince de Castelnuovo, provoquant une grande scission qui avait déchiré leur parti en deux. Au parlement, dans le même temps, des tentatives pour établir le contrôle des prix soulevèrent des tempêtes de protestations au point de déclencher des émeutes à Palerme et ailleurs. Par bonheur, les troupes anglaises présentes sur place purent rétablir l'ordre – et deux des meneurs furent pendus. Pour aggraver la situation, la peste avait éclaté à Malte et de graves rumeurs couraient selon lesquelles les Anglais avaient l'intention délibérée de l'introduire en Sicile.

Bentinck vit qu'il n'avait guère d'autre choix que de reprendre des pouvoirs dictatoriaux. Il n'avait aucun penchant pour le despotisme, proclama-t-il, mais celui-ci était préférable à l'anarchie. Il prorogea le parlement, forma un nouveau ministère et publia une déclaration aux termes de laquelle tous les « perturbateurs de l'ordre public, assassins et autres ennemis de la Constitution » seraient sommairement punis selon la loi martiale. Il se lança ensuite dans un tour extensif de l'île – son premier – en visitant les villes et cités les plus grandes pour expliquer les immenses bénéfices que la Constitution apporterait avec elle. Pour finir, il se rendit sur le continent afin de mieux examiner le problème posé par Joachim Murat.

Murat avait eu quelques décisions difficiles à prendre. Après sa défaite à Leipzig, le 16 octobre 1813, Napoléon était clairement sur son déclin. Si Murat tenait à garder son royaume – il y tenait beaucoup, manifestement – il aurait besoin d'un nouvel allié et il n'y avait guère de doute sur l'identité de cet allié. Il fut donc enchanté lorsque, vers la fin de l'année, Metternich dépêcha en ambassadeur le comte (et général) Neipperg pour discuter de l'avenir avec lui et, si possible, négocier un traité. La proposition était de fait alléchante : si Murat passait du côté des Alliés, l'Autriche non seulement garantirait son trône mais soutiendrait aussi sa volonté d'étendre son royaume en Italie. La seule personne dont on aurait pu attendre une opposition à ce plan était son épouse, la reine Caroline, qui était après tout la sœur de Napoléon. Mais elle avait eu aussi une liaison avec Metternich⁵, et elle savait parfaitement de quel côté était son intérêt à long terme.

Elle apporta son soutien enthousiaste au projet et le traité fut dûment signé le 11 janvier 1814. Dans une clause secrète, Murat renonçait à toute prétention sur la Sicile, tandis que l'Autriche s'engageait de son côté à faire de son mieux pour persuader le roi Ferdinand de renoncer similairement à sa prétention à Naples.

Soit qu'il détestât l'idée d'une présence autrichienne en Italie, soit qu'il méprisât purement et simplement Murat pour sa déloyauté, Bentinck ne dissimula pas son mépris pour ce traité. Il était lamentable, écrivit-il alors, « de voir accorder de tels avantages à un homme dont toute la vie avait été un crime, qui avait été le complice actif de Bonaparte pendant des années et qui désertait à présent son bienfaiteur au nom de son ambition personnelle et sous la pression de la nécessité ». Mais Castlereagh lui ordonna de négocier un armistice entre la Sicile et Naples, et il n'avait pas d'autres solutions que d'obéir – mais il prit grand soin d'éviter toute formule pouvant être considérée comme une reconnaissance de Murat en tant que roi de Naples. En fait, le beau-frère de l'Empereur déclinant se souciait probablement fort peu qu'il le fit ou non : ses visées étaient désormais bien plus hautes – la domination sur l'ensemble de la péninsule Italienne. En marchant vers le nord avec son armée pour rejoindre les Alliés, il fit distribuer des affiches dans tous les villages traversés, appelant le peuple italien à rallier son drapeau. Pendant ce temps, la reine Caroline, restée à Naples comme régente, se montrait beaucoup plus antifrançaise que son mari. Lui évitait soigneusement tout engagement contre des troupes françaises ; elle, en revanche, expulsa du royaume tous les fonctionnaires français et ferma les ports napolitains à tout commerce français.

À ce point, Bentinck perdit sérieusement la tête. Abandonnant tout semblant de diplomatie, il décida de soutenir la cause de l'indépendance italienne et débarqua avec une forte armée anglo-sicilienne à Livourne, où il publia une proclamation appelant tous les Italiens à revendiquer leurs droits à la liberté. Le 15 mars, il rencontra Murat sur le terrain à Reggio d'Émilie et joua son va-tout : si Murat ne retirait pas immédiatement ses troupes de la Toscane, il menaçait – lui, Bentinck – de le chasser lui-même, de restaurer le grand-duc légitime Ferdinand III et d'envahir Naples sous le drapeau des Bourbons. Sans laisser à Murat le temps de réagir, il marcha avec son armée sur Gênes, où la garnison française se rendit aussitôt. De sa

propre initiative, il rétablit l'ancienne République en accordant aux Génois de s'administrer eux-mêmes. En tout état de cause, un nouveau pan de l'Empire napoléonien s'effondrait.

Les choses allèrent ensuite très vite. Le 31 mars, les Alliés entrèrent dans Paris ; le 2 avril fut signé l'acte de déchéance de l'Empereur proclamant la déposition de Napoléon. Il abdiqua le même jour en faveur de son fils, avec Marie-Louise comme régente, ce que les Alliés refusèrent d'entériner. L'abdication inconditionnelle suivit deux jours plus tard. Le 23 avril, Marie-Amélie écrit dans son journal :

« Mon mari entra soudain dans ma chambre en criant :
"Bonaparte est fini ! Louis XVIII a été restauré et je vais partir
dans ce navire qui est venu pour me chercher." Je tombai
évanouie dans ses bras. »

Louis-Philippe se hâta ensuite d'aller porter la nouvelle à son beau-père. Ferdinand éclata en sanglots de joie et de reconnaissance. Il commençait déjà à se sentir revenu à Naples. C'était Belmonte qui avait suggéré qu'avec la chute de Napoléon, il n'y avait plus de raison pour que le roi ne revînt pas sur son trône. Conscient qu'un an plus tôt seulement, il s'était engagé à n'en rien faire sans l'autorisation des Anglais, Ferdinand mit toutes les formes requises pour demander la permission à Bentinck – qui le délia personnellement de sa promesse. Le 4 juillet, Ferdinand fut de retour sa capitale, comme toujours acclamé par la foule. Lord William Bentinck n'était pas là : sa conduite récente n'avait pas échappé à son gouvernement : douze jours plus tard, il quitta la Sicile pour toujours.

Naturellement, Marie-Caroline exulta quand elle apprit le triomphe de son époux. Malgré les tourments de son voyage jusqu'à Vienne, elle était bien décidée à retourner au plus vite en Sicile. Il fut donc arrangé qu'un navire viendrait la chercher à Trieste – mais il appareilla en vain. Peu avant minuit, le 7 septembre 1814, sa femme de chambre crut entendre un appel et entra dans la chambre. Elle y découvrit sa maîtresse inconsciente, la main tendue vers le cordon de la sonnette : c'était une nouvelle attaque et elle fut fatale. Elle avait soixante-deux ans.

Les réactions à Vienne et à Palerme forment un intéressant

contraste. À Vienne, le « congrès » était déjà en route et il y avait des bals presque tous les soirs. La Cour prit le deuil, mais personne d'autre n'en fit autant. Talleyrand, le ministre français des Affaires étrangères, écrivit à Louis XVIII : « La reine de Naples n'est guère regrettée. Sa mort semble avoir soulagé M. de Metternich. » À Palerme, en revanche, tous les théâtres furent fermés pour un mois et le deuil officiel se prolongea pour six mois. Des messes de requiem furent dites dans toutes les églises de la ville. À Naples, les Murat suspendirent une réception officielle quand la nouvelle arriva. Le roi Ferdinand eut une conduite beaucoup moins édifiante : le 27 novembre – moins de trois mois après la mort de Marie-Caroline –, il épousa (à soixante-trois ans) sa maîtresse de longue date (elle avait quarante-trois ans), la princesse de Partanna, qui devint – à la pittoresque mode de Sicile – duchesse de Florida. Malgré les sept enfants donnés à son défunt mari, le bruit courait à Palerme qu'elle avait plus que généreusement dispensé ses faveurs un peu partout. Le prince héritier ne fit pas mystère de sa désapprobation, en rappelant la célèbre réplique de son père : « *Pensa a Mammeta, figlio mio, pensa a Mammeta* ! » Mais elle apportait un changement bienvenu après Marie-Caroline – toujours souriante et joyeuse, ne prenant absolument aucun intérêt à la politique et rendant Ferdinand parfaitement heureux, comme chacun pouvait le constater.

Il y eut un mauvais moment à passer pour presque tout le monde – même pour les participants au congrès de Vienne – à la fin de février 1815, lorsque Napoléon s'évada de l'île d'Elbe, rassembla une armée largement composée des troupes de Louis XVIII envoyées pour l'arrêter et marcha triomphalement sur Paris. Une grande exception fut Murat qui rallia aussitôt son vieux chef – en voyant (ou croyant voir) pour lui une occasion d'unifier l'Italie sous sa bannière. Avec une armée d'environ 40 000 hommes, il marcha sur Milan, en appelant une nouvelle fois tous les patriotes italiens à se rallier à ses enseignes. Malheureusement pour lui, il n'y eut pas de réaction : la population était lasse des combats. Il y eut bien un ou deux signes amicaux, mais ce fut tout. Les Autrichiens, qui n'avaient pas assez de troupes dans le secteur, commencèrent par se retirer devant lui, mais ils reprirent l'offensive en avril et, le 3 mai, à Tolentino, dans les Marches, ils affrontèrent Murat dans une bataille féroce. Il combattit avec un courage exemplaire, comme toujours, mais il fut irrémédiablement débordé : ayant perdu 4 000 hommes et toute son artillerie, il n'avait

pas d'autre choix que de battre en retraite. Une quinzaine plus tard, il était de retour à Naples, épuisé.

Son épouse Caroline avait « tenu » la cité du mieux qu'elle pouvait. Comme lui, elle n'avait jamais manqué de courage. Une flotte anglo-sicilienne sous les ordres du *commodore* George Campbell restait ancrée dans la baie, menaçant constamment de bombarder la ville, dans le même temps que les *lazzaroni* napolitains devenaient de plus en plus rétifs, attendant le retour d'un roi qui parlait leur langue et qui était à leurs yeux l'un des leurs. La reine consort avait toutefois refusé de partir et parcourait quotidiennement les rues de la cité pour montrer – non sans crânerie – qu'elle était toujours confiante dans son contrôle de la situation. En fait, elle savait aussi bien que son mari que la grande aventure était terminée. Tout ce qu'ils pouvaient désormais espérer était un arrangement avec les Alliés qui leur laisserait ce qui restait de leur dignité. Cet arrangement fut signé à Casalanza, près de Capoue, le 20 mai : il prévoyait le rétablissement sur le trône de Naples du roi Ferdinand – qui pardonnait à tous ses ennemis, politiques et militaires, reprenant son règne avec une page complètement blanche.

Murat ne fut pas l'un des signataires. Il avait abandonné son magnifique uniforme pour de modestes vêtements civils et, accompagné seulement de quelques officiers et de son ordonnance, il avait quitté Naples la veille, à cheval. À ce moment-là, sa femme et leurs quatre enfants, accompagnés de deux gouvernantes anglaises, avaient embarqué avec sir George Campbell sur le *HMS Tremendous*, à destination de Trieste. Selon l'une des gouvernantes (miss Catherine Davies), on lui avait « permis d'emporter du palais tout ce qu'elle jugeait être à elle ». Cela incluait « sa vache préfère, avec une seule corne, appelée “Caroline” comme elle, afin de pouvoir avoir du lait pour les enfants pendant le voyage ». L'ancienne souveraine dut subir une nouvelle humiliation avant de sortir des eaux napolitaines ; elle avait laissé passer le navire du roi Ferdinand qui allait entrer dans la baie. Campbell ne chercha pas à le lui cacher et lui expliqua qu'il devait tirer vingt et un coups de canon pour saluer Sa Majesté – « un cérémonial, commenta-t-elle plus tard, dont il aurait fort bien pu se dispenser ».

Pendant ce temps, tout Naples était *en fête*⁷. Le prince Léopold arriva le 22 de Vienne, pour l'hommage solennel à saint Janvier (San

Gennaro), patron de la ville – dont le sang se liquéfia à point nommé, comme de juste. La foule assemblée fut alors étonnée de la simplicité de sa tenue, habituée qu'elle était à la splendeur théâtrale des uniformes de Murat. Un autre étonnement fut celui de la Cour quand elle découvrit les transformations somptueuses apportées par la reine Caroline au palais royal, à présent rempli de meubles et de tableaux magnifiques qu'elle avait fait venir du palais de l'Élysée⁸ et qu'elle avait dû laisser sur place en partant⁹.

Le 7 juin, Ferdinand débarqua à Portici, après avoir essuyé une sévère tempête (qu'il attribua à Caroline en plaisantant). Il était excité comme un enfant, riant et pleurant tour à tour, et faisant le vœu de construire une grande et nouvelle église dédiée à saint François de Paule¹⁰. Son entrée solennelle à Naples fut tout aussi émouvante, lorsqu'une foule immense l'accueillit avec une ovation qui lui tira des larmes. Sa simplicité et son bonheur évident impressionnèrent alors les Napolitains bien plus que la pompe opératique de Murat. Leur vrai roi était enfin de retour, qu'ils connaissaient et aimaient depuis plus d'un demi-siècle. Et moins de deux semaines plus tard, le 19, son apparition dans la loge royale à l'Opéra San Carlo, spécialement décoré et illuminé, fut l'occasion d'une ovation encore plus magnifique.

Toutes ces réjouissances auraient été encore plus enthousiastes si l'on avait su ce qui s'était passé la veille, en Belgique : le 18, Napoléon avait été définitivement battu à Waterloo. Restait un seul fantôme déplaisant de la période : Joachim Murat. Après s'être réfugié un temps en Corse, il débarque au début d'octobre dans le petit port calabrais de Pizzo. Pourquoi continuait-il à croire qu'il lui suffisait de se montrer pour rallier tous les soutiens ? Nous ne le comprendrons sans doute jamais. Toujours est-il que le dimanche 8 octobre à onze heures du matin, il se présente dans son plus bel uniforme en place publique et appelle la population à se rallier à lui. L'affaire tourne mal : il est arrêté, incarcéré dans le château (aragonais) qui domine le port ; jugé en cour martiale pour incitation à la guerre civile et rébellion armée contre le roi légitime, il est condamné à mort et fusillé le 13 octobre. Il meurt avec un courage exemplaire, refusant de s'asseoir et d'avoir les yeux bandés, et ordonnant lui-même le feu aux soldats du peloton d'exécution.

1. L'histoire était qu'un émétique s'étant révélé sans effet, elle avait avalé vingt-quatre verres d'eau.
2. « Partez, partez ! »
3. En français dans le texte. (N.d.T.)
4. « Cette bête fauve ».
5. En 1806-1809, alors que Metternich était ambassadeur à Paris. (N.d.T.)
6. « Pense à Petite Mère, mon fils, pense à Petite Mère ! »
7. En français dans le texte. (N.d.T.)
8. Résidence des Murat à Paris. (N.d.T.)
9. On dit que le prince Léopold déclara au roi : « Oh, mon cher père, si seulement vous étiez resté absent dix ans de plus. »
10. Le saint avait déployé son manteau, l'utilisant comme une voile, pour franchir le détroit de Messine. L'église est toujours debout, sur la partie ouest de la piazza del Plebiscito. Elle a été à l'origine imaginée par Murat en hommage à Napoléon, puis a été achevée par Ferdinand comme une église.

LES CARBONARI ET LE QUARANTOTTO

Ce retour final du roi de Naples fut pour lui l'occasion de s'intéresser à sa propre titulature. Il avait été Ferdinand III de Sicile, mais aussi Ferdinand IV de Naples – ce que les populations trouvaient à la fois compliqué et source de confusion. Le 8 décembre 1816, il prit officiellement le nom de Ferdinand I^{er} des Deux-Siciles. Le concept, nous l'avons vu, n'avait rien de nouveau : il devait son origine à l'insistance de Charles d'Anjou pour garder le titre de « roi de Sicile », même après que l'île eut été perdue au bénéfice du royaume d'Aragon, après l'affaire sanglante des Vêpres siciliennes. Il avait en outre été décidé, au congrès de Vienne, que les Deux-Siciles devaient rester un royaume unique. En Sicile même toutefois, cette décision ne pouvait manquer d'être impopulaire, car elle signifiait la fin – après quatre ans seulement – de sa Constitution et de son indépendance théorique ; et elle condamnait l'île à être désormais (pas pour la première fois) à peine plus qu'une province de Naples. Financièrement aussi, le départ de la cour de Palerme portait un rude coup à l'économie de l'île. Le commerce réciproque avait augmenté dans les deux sens, de la même façon que les relations commerciales extérieures, essentiellement avec l'Angleterre, s'étaient multipliées. Nombre d'entre elles se relocalisèrent alors dans la péninsule. L'influence commerciale anglaise survécut dans deux domaines : le commerce du vin en Sicile occidentale, autour de la ville et des vignobles de Marsala, et l'exploitation minière du soufre qui prenait une importance

grandissante avec le développement de la révolution industrielle.

À la fin d'avril 1819, l'empereur et l'impératrice d'Autriche arrivèrent à Naples en visite officielle. François I^{er} avait alors cinquante et un ans¹. Sa seconde épouse, Marie-Thérèse, fille aînée de Ferdinand et de Marie-Caroline, était morte en 1807, après avoir donné à son mari douze enfants². L'impératrice en titre était sa quatrième femme, fille du roi de Bavière ; ils n'étaient mariés que depuis deux ans et demi. Avec eux se trouvait naturellement Metternich, leur incontournable ministre des Affaires étrangères. Ferdinand, avec son fils Léopold – devenu prince de Salerne, qui avait été malencontreusement marié avec sa nièce Marie-Clémentine, petite-fille de l'empereur – les accueillit dans le port de Gaète. L'ancien prince héritier et son épouse, devenus duc et duchesse de Calabre, les attendaient au palais royal. Il y eut d'extravagantes célébrations et réceptions – dont un dîner de plus de mille invités à Capodimonte, surpassant, dit-on, les fastes de Joachim et Caroline Murat. Parmi d'autres attractions figurait l'ascension en aérostat d'une certaine « Mademoiselle Cecilia » (âgée de quatorze ans), qui ne fut pas un total succès, la malheureuse fille ayant été récupérée à plusieurs kilomètres de là, à demi asphyxiée par la fumée (l'issue du parachutage d'un « petit quadrupède non identifié », selon la formule de sir Harold Acton, n'est malheureusement pas connue)³.

À ce moment apparaît dans l'Histoire la figure d'un immense général calabrais du nom de Guglielmo Pepe. Né en 1783, Pepe avait d'abord affronté les *Sanfedisti*⁴ du cardinal Ruffo en 1800. Capturé et exilé en France, il avait rejoint l'armée de Napoléon et s'était montré un bonapartiste convaincu, combattant pour Joseph Bonaparte puis Joachim Murat, et commandant une brigade napolitaine pendant la guerre d'Espagne. Il s'était courageusement battu pour Murat à Tolentino et avait accepté à contrecœur le traité de Casalanza – aux termes duquel il avait gardé son rang de général. Il avait lutté toute sa vie contre les Bourbons et il était trop tard pour changer d'allégeance. Tout en faisant ostensiblement campagne contre les brigands dans la Capitanates⁵, il s'était attaché à fédérer la masse assez informe des Italiens mécontents, ennemis de l'absolutisme et connus sous le nom de *carbonari*⁶, pour en faire une sorte de milice nationale.

Ces *carbonari* étaient organisés – si l'on peut dire – sur les principes de la franc-maçonnerie, en petites sociétés secrètes réparties dans

toute la péninsule Italienne. Leurs objectifs étaient loin d'être tous identiques : certains étaient des républicains purs et durs, d'autres étaient plutôt partisans d'une monarchie constitutionnelle. Mais une détestation résolue de tous les despotismes les unissait contre les Bourbons, les Autrichiens et la papauté ; et presque tous rêvaient d'une Italie unie, indépendante et libérale. En 1814, ils s'étaient battus pour la Constitution sicilienne – et ils avaient été déclarés hors-la-loi par le pape pour la peine ; en 1817, ils avaient fomenté des soulèvements dans les États pontificaux. Selon les mémoires de Pepe (qui ne sont peut-être pas totalement fiables), il avait projeté de saisir l'occasion d'une revue militaire de 5 000 hommes, organisée en l'honneur de l'empereur à Avellino, pour s'emparer du groupe impérial et royal et en tirer une rançon. Il est difficile d'imaginer le résultat d'une telle entreprise si elle avait été effectivement réalisée, mais heureusement, l'empereur et le roi furent avertis au dernier moment non pas de la conspiration, mais simplement du fait que la route d'Avellino était dans des conditions exécrables, voire impossibles. Ils renoncèrent donc à assister à cette revue et retournèrent à Naples.

Le nombre des *carbonari* avait rapidement augmenté : toujours selon Pepe, ils étaient alors plus de 250 000 dans la seule Italie et l'on peut être assuré que la Sicile – avec sa longue histoire de subversion et de brigandage – avait puissamment contribué à grossir leurs rangs. Un sentiment général de déception régnait en Italie après les guerres napoléoniennes. Les armées en particulier étaient lasses : elles avaient peu de choses à faire et la promotion y était lente. Rien d'étonnant donc à ce que tant d'hommes aient été poussés vers les loges carbonariques. Graduellement aussi, le mouvement se précisa et ses objectifs devinrent plus clairs : le premier était de contraindre le roi à accorder une Constitution. Dans les circonstances existantes, cela allait être difficile. L'ambassadeur anglais à la Cour fit savoir que « Naples avançait lentement et silencieusement vers un degré de puissance et d'importance jamais connu auparavant » ; et l'un des principaux généraux de Ferdinand, Pietro Colletta (qui avait servi sous Murat mais qui avait pu garder son rang, comme Pepe), allait même plus loin :

« Les souverains étaient cléments, les finances prospères ; on

réalisait des travaux de charité et d'utilité publiques et l'État était florissant. Le présent était heureux, l'avenir le paraissait plus encore. Naples était au nombre des royaumes les mieux gouvernés d'Europe – ce qui préservait une plus grande partie du patrimoine des idées nouvelles pour lequel tant de sang avait été versé. »

On pourrait dire que ces deux hommes étaient partiaux l'un comme l'autre – mais la plupart des *carbonari* l'étaient tout autant. Il est bien certain que Naples était très loin d'être un paradis terrestre, mais le royaume bénéficiait d'un avantage important pour une monarchie absolue : un roi qui était aimé de son peuple. Comme un chef de la police le fit remarquer plus tard, les conspirateurs auraient probablement limité leurs activités à quelques discours et affiches incendiaires s'il n'y avait pas eu l'Espagne, mais celle-ci leur apporta de nouveaux encouragements.

Qu'il ait été le fils du roi Charles IV ou celui de l'amant de sa mère, le ministre Godoy, le roi Fernando VII d'Espagne avait été un désastre. Napoléon l'avait contraint à abdiquer (avec son père) en mai 1808⁷, mais en 1813, alors que l'Empereur était encore étourdi après sa défaite à Leipzig deux mois auparavant, le roi Fernando VII signa le traité de Valençay qui lui permettait de revenir sur son trône. Il abolit presque immédiatement la Constitution et gouverna le pays avec une petite *camarilla* de favoris, changeant de ministres tous les quelques mois. Friedrich von Gentz, homme d'État allemand, écrivait en 1814 : « Le roi entre personnellement dans les demeures de ses Premiers ministres, les arrête et les livre à leurs ennemis. » Il ajouta six semaines plus tard : « Le roi s'est tellement abaissé qu'il n'est devenu rien de plus que le principal agent de police et geôlier de son pays. »

En 1820, ledit pays en eut assez. Le 1^{er} janvier, l'armée se mutina sous la direction de l'un de ses chefs, Rafael del Riego. Commencé en Galice, le soulèvement se propagea rapidement dans toute l'Espagne. Le 7 mars, des troupes encerclèrent le palais royal de Madrid et Fernando capitula le 10. Les mutins auraient dû s'en débarrasser sur-le-champ, mais ils décidèrent follement de lui donner une nouvelle chance. Il allait rester au pouvoir jusqu'en 1833, époque à laquelle il avait été responsable d'un régime de terreur qui avait horrifié ses sujets. Parmi les victimes figura del Riego, qui fut pendu sur la place

de la Cebada. Les dix dernières années de Fernando VII restent ainsi connues comme la « décennie néfaste » : durcissement de la censure, réorganisation de l'Université sur des principes presque médiévaux, suppression de toute opposition – domination de l'absolutisme le plus réactionnaire.

La mutinerie, en bref, fut un échec, mais elle inspira les *carbonari* d'Italie. Même alors, ils prirent leur temps : le 1^{er} juillet, Avellino fut le théâtre d'une très petite révolte – guère plus d'une centaine d'hommes. La nouvelle arriva à Naples juste au moment où le duc et la duchesse de Calabre revenaient de Palerme, où le duc avait été un vice-roi consciencieux et hautement respecté depuis 1815. Le roi – toujours heureux quand il était entouré de ses enfants – ne parut pas exagérément alarmé, mais il fit opposition – fort heureusement, comme la suite le prouve – lorsque ses ministres suggérèrent d'envoyer le général Pepe pour mettre fin aux troubles. Pepe resta en fait à Naples jusqu'au 5 : il quitta alors la ville à la tête d'une demi-compagnie d'infanterie et de soixante-dix dragons. Arrivé à Avellino, il prit aussitôt le commandement de l'armée rebelle. Il publia alors une proclamation déclarant que lui et ses hommes ne déposeraient pas leurs armes avant la signature par le roi d'une Constitution. Comme il n'en existait aucune de prête à signer, on choisit arbitrairement l'espagnole comme modèle : le fait que personne ne l'ait vraiment lue ne paraissait guère avoir d'importance.

La nuit même du départ de Pepe, un groupe de cinq *carbonari* se présenta au palais royal à minuit et demanda à voir le roi. Ils finirent par accepter de traiter avec son secrétaire, le duc d'Ascoli, qui leur assura que Sa Majesté avait déjà résolu d'accorder une Constitution. Ils insistèrent : le roi avait deux heures pour s'exécuter. Comme il était une heure du matin, le délai paraissait quelque peu déraisonnable – mais au début de la matinée, le roi publia sa propre proclamation aux termes de laquelle il avait accepté un gouvernement constitutionnel dont les détails seraient annoncés dans la semaine. Cela ne suffit pas : les rebelles voulaient la Constitution espagnole et ils la voulaient tout de suite. Un nouveau décret parut aussitôt, que Ferdinand signa, et un nouveau gouvernement fut nommé ; plusieurs de ses membres avaient servi sous Murat.

Pour le prince Jablonowski, ministre autrichien, on aurait attendu une révolution sur la Lune plutôt qu'à Naples ! Selon les mots de

l'ambassadeur A'Court, « un royaume heureux et florissant au plus haut degré sous le plus doux des gouvernements et nullement écrasé par le poids des impôts succombe devant une poignée d'insurgés qu'un demi-bataillon de bons soldats aurait écrasée en un moment ». Il ajoutait : « Voici à peine une semaine, le roi et le général Nugent⁸ m'avaient assuré que l'armée pouvait être considérée comme sûre, du général au plus humble soldat. »

L'action suivante vint de Pepe, qui annonça qu'il ferait son entrée triomphale à Naples le 8 juillet. Ce fut en fait le 9 qu'il conduisit 14 000 hommes à travers la ville jusqu'au palais royal : d'abord les troupes régulières, puis les *carbonari*. Un témoin oculaire anglais, Richard Keppel Craven, nous a laissé une description complète de cet événement :

« Le spectacle offert par les bandes des milices provinciales était singulier à l'extrême. Bien qu'ils fussent tous très redoutablement armés, leurs armes étaient aussi variées que leurs accoutrements. Un très petit nombre d'entre eux étaient en uniforme militaire, la grande majorité portant les habits coutumiers de leurs districts respectifs – tous dotés en même temps d'un caractère très guerrier. Il faut reconnaître que la ceinture de cartouches, le grand *stiletto*, la carabine courte et le chapeau pointu – si particulièrement adaptés par les peintres à la représentation des *banditti* – semblent matérialiser ici toutes les idées que les habitants du Nord se sont formés de ces personnages. Et les peaux tannées par le soleil, les chevelures noires et broussailleuses et les moustaches fièrement arborées contribuaient puissamment à rendre cette ressemblance encore plus frappante.

« Presque tous ces individus avaient été absents de chez eux depuis neuf jours, durant lesquels ils n'avaient jamais dormi dans un lit ni même sous un toit, mais tous paraissaient d'excellente humeur et très vifs, et amplement payés de toutes les épreuves qu'ils pouvaient avoir endurées par le succès qui les avait suivis. »

Le roi pendant ce temps – selon sa pratique habituelle dans les moments de crise – était au lit, ce qui ne lui épargna pas une visite du

général Pepe, dont on peut supposer qu'elle fut marquée par une grande froideur de part et d'autre. Le 13 juillet, toutefois, il se leva et prêta le serment constitutionnel dans la chapelle du palais royal.

À Vienne, les rapports sur ces événements suscitèrent une alarme considérable. Des révoltes de ce genre étaient connues pour être contagieuses ; celle de Naples n'était-elle pas elle-même une infection secondaire venue d'Espagne ? N'y avait-il pas un risque sérieux que cela se propageât ailleurs, faute d'être stoppé à temps ? Metternich était assurément de cet avis et il annonça le 23 juillet son intention d'y mettre un terme, si nécessaire par la force. Cette opinion était partagée par le tsar Alexandre I^{er} de Russie. On décida qu'une conférence des alliés de l'Autriche – les autres étant l'Angleterre, la France et la Prusse – se tiendrait en octobre à Troppau, en Silésie⁹. En Angleterre, lord Castlereagh était contre tout principe qui ferait des Alliés « les gardiens armés de tous les trônes » ; la France était indécise ; et ce furent seulement les puissances autocratiques de l'Est européen qui signèrent le protocole final. Avant de se séparer, cependant, tous convinrent de se retrouver en janvier à Laybach¹⁰, et d'y inviter le roi Ferdinand lui-même : cela pourrait même lui donner – le cas échéant – une chance de s'échapper.

De fait, Ferdinand était alors loin d'être heureux. Naples était toujours en ébullition. Selon A'Court, le général Pepe paradait dans la ville « à la tête d'une immense foule de gens armés de fusils, de couteaux, de bâtons, de gourdins, d'épées, etc., portant un drapeau tricolore [...], remplissant les rues de tumulte et changeant le slogan "Le roi et la Constitution" pour celui de "La liberté ou la mort !" ». En août courut la rumeur d'un complot pour assassiner le roi. Ferdinand était terrifié – le courage physique n'avait jamais été son fort – et la duchesse de Floridia avait secrètement demandé à A'Court de faire venir un ou deux vaisseaux anglais qui seraient prêts à évacuer le roi et sa famille si nécessaires. Lorsque deux frégates anglaises apparurent dans la baie, début octobre, les *carbonari* entrèrent en fureur – comme on pouvait s'y attendre – et le duc de Campochiaro, ministre des Affaires étrangères, reçut l'ordre d'exiger leur départ. Il fut obligé de suivre les instructions qu'il avait reçues – mais il murmura à l'ambassadeur A'Court : « Pour l'amour du ciel, ignorez les notes que j'ai dû vous écrire au sujet de votre escadre. Si elle quitte la baie, nous

sommes tous perdus. »

Comment, demandera-t-on, la nouvelle de l'adoption de la Constitution espagnole par Naples fut-elle reçue en Sicile ? Très mal : les Siciliens se sentirent outragés. Premièrement, ils n'avaient pas été consultés, deuxièmement, ils avaient une excellente Constitution à eux. Et de toute façon, qu'avaient-ils à voir avec Naples ? Ils ne demandaient rien autre que leur pleine et entière indépendance. Des émeutes éclatèrent bientôt, conduisant rapidement à une situation proche de la guerre civile. À Naples, le gouvernement réagit rapidement, en expédiant tous les hommes dont il pouvait disposer sous le commandement du général Florestano Pepe, le frère – beaucoup plus fiable – de Guglielmo. Palerme fut assiégée, son approvisionnement en eau et sa population presque réduite à mourir de soif – jusqu'à sa capitulation le 5 octobre. Aux termes de l'arrangement conclu, Naples prendrait le contrôle des forteresses et des fortins, et la Constitution espagnole serait adoptée – au moins pour le moment. Le parlement serait convoqué pour trancher la question de l'unité ou de l'indépendance. Non qu'il y eût quelque chose à espérer de ladite assemblée dont les membres – selon A'Court – « s'occupent de tout sauf de ce qui exige vraiment de l'attention. Ils ont eu la semaine dernière un long débat, poussé jusqu'à la division, pour savoir si Dieu était ou non le Législateur de l'Univers. La question a été tranchée en faveur de la Divinité – à une courte majorité. »

Ferdinand avait eu bien du mal à obtenir la permission de quitter Naples, mais il y parvint finalement et embarqua avec soulagement le 13 décembre à bord du *HMS Le Vengeur*. Le temps était mauvais, pourtant tout valait mieux que les *carbonari*. Il débarqua le 21 décembre à Livourne, pour passer Noël à Florence avec son neveu le grand-duc de Toscane. La duchesse de Floridia voyagea séparément, et arriva peu après. Elle resterait à Florence jusqu'à son retour. Après une ou deux semaines, il se mit en route et passa par Bologne, Modène et Vicence avant de se diriger vers l'est. Le froid était intense et ses mains étaient couvertes d'engelures, mais il paraissait ne pas y prendre garde, préférant cela à l'intense et suffocante chaleur des poêles autrichiens qui l'attendait à Laybach – et qui l'empêcherait de dormir.

Le congrès s'ouvrit le 26 janvier 1821. L'empereur François et le

tsar Alexandre étaient tous les deux présents en personne ; la Prusse avait délégué un plénipotentiaire. Une fois encore, l'Angleterre resta en retrait, n'étant représentée que par son ambassadeur à Vienne, lord Castlereagh, venu plus en observateur qu'autre chose ; la France était également peu enthousiaste. Ferdinand ne brilla guère : il avait juré par deux fois de maintenir une Constitution et il soutenait à présent qu'il ne l'avait fait que sous la menace de la force, et que lesdits serments étaient par conséquent nuls et non avenue. Il n'éleva aucune objection lorsque Metternich suggéra d'envoyer une armée impériale à Naples : rien d'autre ne pouvait lui donner le courage de revenir sur son trône.

La conclusion, comme tout le monde s'y attendait, fut à peu près la même que celle de Troppau. Un message fut envoyé au régent dont la teneur était claire et comminatoire : la révolte des *carbonari* mettait en danger la paix en Europe ; en conséquence, une armée autrichienne – avec l'appui total de la Russie – était déjà en route vers le royaume assiégé : en amie, si ledit royaume revenait à son ancien régime ; en ennemie, s'il continuait de suivre le chemin désastreux dans lequel il paraissait engagé. Le régent répondit que le choix entre les deux options devait être tranché par le parlement – qui allait traiter l'affaire en urgence.

Et le parlement vota pour la guerre ! S'il s'était laissé guider par le bon sens plutôt que par « un vent délirant d'enthousiasme belliqueux » (Harold Acton), il aurait vu la témérité inconsidérée d'une telle action. Six ans seulement auparavant, à Tolentino, les Autrichiens avaient écrasé l'armée de Murat – en comparaison de laquelle la troupe des *carbonari* n'était qu'une cohue désespérément indisciplinée. Guglielmo Pepe, qui avait combattu à Tolentino à côté de Murat, aurait dû savoir en marchant vers les Abruzzes qu'il n'avait pas la moindre chance de victoire : une vérité qui fut démontrée quand il décida, le 7 mars, d'engager le combat avec l'avant-garde autrichienne à Rieti. Avant même qu'un coup de feu eût été tiré, ses troupes s'étaient tout simplement évaporées. Tout alla ensuite très vite. Pepe retourna à Naples le 15 pour trouver que le parlement avait changé d'avis et décidé de se soumettre au roi. Une semaine plus tard, les Autrichiens entraient dans Naples. La plupart des chefs *carbonari* restèrent invisibles : le régent ne fut pas mécontent de les aider à prendre le large. Pepe partit à Londres – il devait revenir à Naples lors des

événements de 1848 – comme beaucoup de ses anciens collègues à qui l'ambassadeur A'Court avait volontairement fourni des passeports pour s'en débarrasser.

Le roi Ferdinand avait beaucoup apprécié son déplacement à Laybach, après quoi il avait rejoint son épouse à Florence, comme prévu ; de là – à bonne distance de sécurité – il nomma un gouvernement provisoire. Lorsque le duc de Calabre montra la liste des membres de celui-ci à l'ambassadeur anglais, A'Court fut atterré : « On n'a jamais entendu parler d'un tel choix ! Même pas un sur soixante-dix qui ait le talent ou la capacité nécessaire pour gouverner un village ! » Sous la pression de Metternich et de quelques autres, on nomma un redoutable chef de la police, le prince de Canosa, qui fixait arbitrairement les punitions – souvent sous la forme de flagellations publiques – pour tous ceux qui étaient soupçonnés de tendances carbonaristes. À la fin du printemps, le roi jugea enfin qu'il pouvait revenir en sécurité à Naples, ce qu'il fit le 15 mai 1822. Il fut accueilli avec l'enthousiasme depuis longtemps habituel. On lui présenta une liste de vingt-huit républicains condamnés à mort et il en gracia vingt-huit. Ferdinand avait toujours été aimé de son peuple, mais quelque chose de plus était venu s'ajouter : il avait maintenant soixante et onze ans – c'était un vieillard selon les critères de l'époque – et il était devenu une sorte d'institution. Après soixante-deux ans passés sur le trône (mis à part les interruptions malvenues de Joseph Bonaparte et de Murat), bien peu de ses sujets étaient en mesure de se rappeler le temps de son prédécesseur.

Une tâche de plus lui restait à accomplir : une apparition au congrès de Vérone, en octobre suivant. Il n'y attachait pas beaucoup d'importance et, de fait, il retarda son départ de Naples jusqu'au 22 octobre – deux jours après le début du congrès ! Sa première préoccupation portait alors sur les événements d'Espagne. Au sujet de son propre royaume, il fut convenu que l'armée d'occupation serait réduite à 35 000 hommes – le chiffre initial étant mal connu – « qui pourraient rester jusqu'au rétablissement complet de la tranquillité publique et la réorganisation de l'armée napolitaine ». De Vérone, il se rendit à Vienne où il passa l'hiver malgré les records de froid de cette année-là. Là-bas, la simplicité de ses manières – parfois presque paysannes – lui gagna tous les cœurs. « Il paraissait se plaire

infiniment ici », écrit la baronne du Montet :

« Sa figure est vénérable et très respectable sans être majestueuse ; sa haute taille, ses beaux cheveux blancs, ses traits prononcés et vénérables le feraient respecter dans quelque classe de la société qu'il fût né. Dans la cabane d'un paysan ou sous le costume d'un simple pêcheur, on ne pourrait s'empêcher d'honorer en lui un beau vieillard. Il parle très haut et rit aux éclats ; au spectacle, et surtout aux opéras italiens, il applaudit d'une voix retentissante, il bat fortement la mesure sur le bord de sa loge ; on l'a entendu s'écrier, à une représentation du *Barbier de Séville* : "Bravo, lazzarone, bravo !" dans son enthousiasme pour Lablache qui chantait alors un des airs du *Barbier* d'une manière si étonnante.

« [...] Le roi de Naples est très dévot ; il jeûne avec une extrême austérité, dit son chapelet tous les jours, entend fréquemment des sermons. Il a amené son confesseur avec lui. C'est un vénérable capucin, et même un très beau capucin, qui a refusé le logement qui lui était préparé à la Cour pour aller habiter dans une cellule du couvent des capucins. Le roi a été dans le caveau de cette église ; il a visité le tombeau de la reine, sa femme.

« [...] Il se lève de très grand matin, entend la messe, fait beaucoup de prières, dîne à midi, fait la sieste ; puis fait une partie assez gros jeu avec ses favoris, dont il exige le paiement bien exactement dans les vingt-quatre heures, sans aucune rémission. »

Il envoyait toujours à sa duchesse une partie de ses gains.

Ferdinand revint à Naples le 6 août 1823, après une absence de presque neuf mois. Il trouva son royaume toujours sous occupation autrichienne, mais majoritairement prospère et apaisé. Lady Blessington, qui arriva presque exactement dans le même temps, partageait les idées bonapartistes de son amant, le comte d'Orsay, mais elle fut forcée d'avouer :

« On nous dit que les Italiens gémissent sous le despotisme

de leurs gouvernants, mais je n'ai vu nulle part autant de visages heureux. Hommes, femmes et enfants, tous paraissent ressentir l'influence de la délicieuse atmosphère dans laquelle ils vivent – une atmosphère qui semble exclure souci et chagrin. »

Le 2 janvier 1825, le roi alla tirer comme d'habitude. Le jour suivant, il se plaignit d'avoir un peu froid et resta à l'intérieur. En soirée, lors de la partie de piquet avec la duchesse, il put à peine tenir éveillé et son discours sembla un peu confus. Il refusa toutefois d'être saigné et demanda seulement de ne pas être réveillé comme d'habitude à six heures du matin. Son valet attendit donc huit heures avant d'entrer dans la chambre. Il y trouva le roi mort dans son lit d'une attaque d'apoplexie – comme sa première femme Marie-Caroline, un peu plus de onze ans plus tôt. Il était à une semaine de son soixante-quinzième anniversaire.

Le roi François 1^{er} des Deux-Siciles – ancien duc de Calabre – avait toujours été curieusement incolore. Il était fréquemment noté que personne ne prenait de nouvelles de lui – sauf probablement ses deux épouses successives et de nombreuses maîtresses. Il avait sincèrement aimé sa première femme, Marie-Clémentine d'Autriche, dont la mort prématurée l'avait très profondément affecté en 1801. La seconde, Marie-Isabelle d'Espagne, était presque aussi ennuyeuse que lui aux dires de sa belle-mère Marie-Caroline.

Son règne de cinq ans fut presque dépourvu d'incidents. Dans sa jeunesse, le peu d'idées qu'il possédait suggérait qu'il se montrerait – comme roi – plutôt plus libéral que son père ne l'avait été. Mais ses vues devinrent de plus en plus conservatrices à mesure qu'il vieillissait. Il tenait aussi de son père son indolence invétérée et son incorrigible répugnance à prendre une part active au gouvernement de son pays. Ses ministres n'étaient guère plus efficaces – mais son valet et la chambrière personnelle de la reine acquièrent progressivement une influence politique considérable (qui leur permit d'amasser par la concussion une petite fortune). Pour l'essentiel, le royaume fut dirigé par la police et par l'armée – et malheur aux citoyens qui avaient affaire à l'une ou à l'autre. L'armée veillait elle-même à l'essentiel de ses revenus : Ignace de Loyola – fondateur des jésuites mort en 1556 –

était par exemple enregistré comme feld-maréchal à plein temps ; on ignore toutefois où allait exactement l'argent de son salaire. Au cours de son règne si profondément terne et triste, François I^{er} ne put se targuer que d'une seule réalisation au bénéfice authentique de Naples : le retrait en 1827 de l'armée d'occupation autrichienne dont l'entretien grevait si lourdement les finances publiques. Pour le reste, le souverain vécut dans un enfermement strict – si grande était sa peur de l'assassinat – entouré de ses soldats, de ses favoris et de ses maîtresses. Il ne jouit jamais de la popularité de son père et mourut en 1830. Personne ne le pleura.

Le fils et successeur de François I^{er}, Ferdinand II des Deux-Siciles, parut d'abord être davantage un rejeton de la vieille souche. Comme son grand-père, il se mêla volontiers aux *lazzaroni* (dont il parlait le dialecte) et se fit aimer d'eux par ses façons libres et faciles. Les Siciliens aussi étaient disposés à lui faire bon accueil : il était né à Palerme, en 1810, alors que son père y était gouverneur, et il n'allait pas faire moins de quatre visites en Sicile dans les dix premières années de son règne. En conséquence, il acquit une connaissance de l'île bien meilleure que celle de beaucoup d'insulaires. La nomination de son jeune frère Léopold – né lui aussi en Sicile – comme gouverneur eut aussi les faveurs du public. L'édit publié à l'occasion de son accession au trône suscita en outre des espoirs supplémentaires, en promettant une administration de la justice précise et impartiale et une réforme des finances de l'État. Il attira l'attention sur la corruption et sur les nombreux autres abus qui avaient si longtemps affligé le royaume, et entreprit de n'épargner aucun effort pour y mettre un terme définitif. Sa visée à long terme, concluait-il, était de gouverner son royaume de façon à apporter le maximum de bonheur au plus grand nombre de ses sujets – tout en respectant naturellement les droits des autres monarques et ceux de l'Église catholique romaine.

C'étaient là de beaux et nobles sentiments, en vérité, mais la Sicile et les Siciliens étaient trop coriaces pour lui. La criminalité était en augmentation constante ; la présence des troupes anglaises puis autrichiennes avait apporté d'innombrables occasions de voler des armes et des munitions. Le brigandage se pratiquait jusque sous les murs mêmes de Palerme, de Messine, de Catane et des autres villes principales. Une autre pratique allait devenir comme une spécialité sicilienne : le chantage à la protection. Les particuliers devaient payer

régulièrement de fortes sommes d'argent pour ne pas voir leur approvisionnement en eau coupé, leur bétail volé ou détruit, leurs mines de soufre incendiées. Et ceux dont les maisons avaient été cambriolées étaient tranquillement informés de la façon dont leurs biens pourraient leur être rendus – moyennant de fortes sommes. Il y eut aussi une vague d'enlèvements, non seulement d'enfants, mais aussi de riches citoyens en vue. Il y avait là, en bref, tous les ingrédients de la mafia moderne. Il ne manquait que le nom.

Contre des abus pratiqués à une telle échelle, le gouvernement ne pouvait faire que peu de choses. Les vingt-cinq corps de police distincts existant sur l'île ne comptaient guère en tout que 300 à 350 hommes. Ils faisaient ce qu'ils pouvaient et arrêtaient même des criminels (!), mais lorsque ces derniers passaient en jugement, quelque pot-de-vin discret garantissait un acquittement. Un juge achetait très souvent sa fonction et il lui paraissait simplement naturel de rentrer dans ses frais du mieux qu'il pouvait. En désespoir de cause, le roi Ferdinand essaya d'introduire un corps de juges intègres venus de Naples, mais l'expérience ne fut pas un succès. Premièrement, ils trouvèrent le dialecte local incompréhensible : ils ne pouvaient comprendre personne et personne ne pouvait les comprendre. Deuxièmement, ils furent vite dégoûtés : selon un juge napolitain en poste à Trapani, « il n'est pas un fonctionnaire ici qui ne se prosterne devant l'aristocratie et qui n'entende profiter de son poste pour s'enrichir ».

De fait, les aristocrates locaux n'avaient aucune raison de se plaindre – mais ils étaient bien les seuls. La Sicile restait le marigot qu'elle avait toujours été. Toute personne douée d'une ambition saine et raisonnable n'avait là aucun avenir. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le compositeur Vincenzo Bellini – comme Alessandro Scarlatti, un siècle et demi avant lui – fut obligé d'aller se faire un nom ailleurs : rester dans sa ville natale de Catane l'aurait condamné à y végéter toute sa vie dans l'obscurité. Parallèlement, pour le petit peuple des villes et la paysannerie, la situation devenait désespérée : beaucoup de ces derniers luttaien déjà pour ne pas mourir de faim. Et il n'y avait guère de perspective notable d'amélioration, semblait-il : les choses ne pouvaient apparemment qu'empirer. En pareille circonstance, un puissant soulèvement social n'était qu'une affaire de temps.

Nul ne savait mieux que Ferdinand II que la Sicile était une plaie ouverte – mais il ne pouvait rien y faire. Un ambassadeur étranger se lamentait à ce sujet en ces termes :

« Bien que le roi et ses ministres soient parfaitement au courant des maux qui existent en Sicile, ils ne possèdent pas suffisamment de talent ou d'énergie pour les traiter et vont s'en remettre au hasard. »

Ferdinand ne fit certes pas cela ; mais après cinq ans d'échec total à améliorer les choses, il renonça en 1835 à toutes les tentatives de législation corrective et, subodorant comme un parfum de révolution dans l'air, il recourut à la répression. Les livres étrangers furent interdits, on imposa une rigoureuse censure. Des mesures désespérées de ce genre tendent trop souvent à être contre-productives : deux ans seulement plus tard, une brève mais dramatique révolte avertit de choses pires encore à venir.

Cela commença en 1837 avec une brutale épidémie de choléra, maladie jusque-là inconnue en Europe occidentale, et le bruit courut que l'infection avait été volontairement introduite par les autorités. L'idée même nous paraît aujourd'hui invraisemblable et ridicule, mais elle fut soutenue à l'époque par plusieurs professeurs à l'université de Palerme, et même par l'archevêque de Palerme. Hommes, femmes et enfants mouraient par milliers, si bien que la panique se répandit dans toute l'île. À cette occasion, Palerme même resta relativement tranquille, mais de furieuses émeutes éclatèrent à Syracuse, au cours desquelles le peu d'ordre et de loi instauré sur place vola en éclats, et des centaines de personnes supplémentaires perdirent la vie. La réaction la plus remarquable intervint à Catane, où les manifestations se transformèrent en demandes d'indépendance pour la Sicile. Comme d'habitude toutefois, le manque de discipline, de cohésion et de planification autonome ruina les rebelles. Après quelques arrestations et quelques exécutions, la Sicile retourna à ses anciennes manières.

Ferdinand revint sur place l'année suivante. Il fit ce qu'il put, rétablissant l'université de Messine afin d'augmenter le nombre des personnels destinés à devenir des administrateurs et fonctionnaires qualifiés ; assez judicieusement, on abandonna la pratique antérieure de réserver ces postes à des Siciliens. Ferdinand lui-même était

profondément persuadé que cela représentait la seule chance d'éliminer la corruption et le népotisme qui étaient le fléau de la vie sicilienne. La mesure fut acceptée à contrecœur – mais les tentatives de réforme agraire déclenchèrent aussitôt de graves troubles. Elles impliquaient évidemment la réduction des immenses domaines – donc de l'influence de l'aristocratie féodale. Et le résultat fut d'autant plus dangereux pour les Bourbons qu'ils devinrent ainsi impopulaires auprès des cercles aristocratiques, qui commençaient à déplorer la suprématie de Naples et à militer pour l'indépendance. Dans le même temps, une autre idée se développait lentement : le temps n'était-il pas venu d'un réalignement politique radical ? La vieille influence espagnole était en déclin ; la France était à présent aussi importante à tous égards ; l'Angleterre toujours plus encore, grâce au développement considérable de ses intérêts financiers. En revanche, qu'en était-il de l'Italie ? Du nord au sud de la péninsule, l'appel à une unité de l'Italie était de plus en plus fort : si cette unité devait se faire un jour, la Sicile ne devait-elle pas en faire partie ?

Le mercredi 12 janvier 1848 – jour du trente-huitième anniversaire de Ferdinand II –, le peuple de Palerme se souleva contre ses maîtres Bourbons : il n'avait absolument aucune idée de ce qui allait suivre. Nous avons vu plus haut que les soulèvements n'étaient pas une nouveauté dans le royaume, mais tous avaient été « réglés » jusque-là avec une relative facilité. Mais ce qui se passa en 1848 – le *Quarantotto*, comme disent les Italiens – était quelque chose d'autre. C'était une révolution – et à la fin de l'année elle avait été suivie de beaucoup d'autres. Rien qu'en Italie, il y en eut à Naples, Rome, Venise, Florence, Lucques, Parme, Modène et Milan. En Europe septentrionale et centrale, à Paris, Vienne, Dresde, Cracovie, Varsovie et Budapest.

Au tout début de l'année déjà, des émeutes étudiantes avaient conduit les autorités à fermer l'université de Palerme, plusieurs personnages éminents connus pour leurs idées libérales avaient été arrêtés, et un *manifesto* non signé avait circulé appelant tout le monde à se soulever le jour de l'anniversaire du roi. Quand les manifestations commencèrent à l'aube de cette journée, les rues se vidèrent, les boutiques fermèrent et l'on se barricada dans les maisons. Un grand nombre des insurgés étaient des brigands des montagnes ou de simples

paysans : peu d'entre eux avaient une idée précise de ce pour quoi ils allaient se battre – mais ils étaient heureux d'être capables d'abolir les barrières douanières et de s'adonner tout leur soûl aux pillages. Plusieurs villages et petits bourgs furent ainsi saccagés, de même qu'une bonne partie de la campagne.

Les Bourbons avaient 7 000 hommes dans la garnison de Palerme, mais ils se révélèrent presque inutiles ; les routes étaient exécrables, les communications impossibles, et ils ne pouvaient pas être partout à la fois. En désespoir de cause, ils décidèrent de bombarder la ville – décision qu'ils regrettèrent presque aussitôt, spécialement lorsqu'un obus détruisit le bureau de prêts sur gages municipal dont dépendaient de nombreuses familles, aristocratiques aussi bien que plébéiennes. La foule en furie investit le palais royal qu'elle mit à sac – en épargnant, Dieu merci, la chapelle Palatine – et elle incendia les archives d'État. Des centaines de prisonniers furent libérés. La garnison fit retraite et rembarqua bientôt pour Naples. Dans les jours qui suivirent, un comité de gouvernement fut constitué sous la présidence du patriote sicilien Ruggero Settimo, ancien ministre de la Marine à Naples, âgé de soixante-dix ans. Pendant ce temps, la révolte se propagea dans toutes les grandes villes, à l'exception de Messine qui n'avait pas suivi (par réaction contre Palerme), et dans plus d'une centaine de villages où le soutien de la paysannerie avait été assuré par de généreuses promesses de terres. Le mouvement ne rencontra aucune opposition digne de ce nom.

À la fin du mois, l'île était pratiquement libre de troupes royales et, le 5 février, Settimo annonça que « les maux de la guerre avaient cessé et [qu']une ère de bonheur s'ouvrait pour la Sicile ». Il oublia de mentionner que la citadelle de Messine était toujours aux mains des Bourbons – mais il était clair que le roi Ferdinand avait le dos au mur. En raison des manifestations presque continuelles à Naples sur le modèle de la Sicile, il proposa le 29 janvier une Constitution libérale aux deux parties de son royaume, assortie d'une assemblée législative bicamérale et d'un modeste degré de franchise. « La partie est jouée, écrivit horrifié à Metternich le prince Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche. Le roi et ses ministres ont complètement perdu la tête. » Metternich nota simplement dans la marge : « Je mets au défi les ministres de perdre ce qu'ils n'ont jamais possédé. »

Les nouvelles qui arrivèrent à Naples vers la fin du mois de février

durent déprimer un peu plus le souverain. À Paris, le « roi-citoyen » Louis-Philippe – l'oncle de Ferdinand – avait été renversé le 24 et la Seconde République avait été proclamée. Le glissement de terrain commençait : Ferdinand avait joui d'une brève popularité après son offre de Constitution, mais il était à présent plus qu'exécré. Il ne suffisait plus de la Constitution « libérale » proposée, que les Siciliens avaient refusée avec ce commentaire glacial : « La Sicile ne demande pas de nouvelles institutions, mais la restitution de droits qui ont été les siens pendant des siècles. » Le 13 avril, la déposition du roi fut proclamée à Palerme et le drapeau des Bourbons remplacé par les trois couleurs révolutionnaires frappées de l'emblème du *triskélion*.

La Sicile était vraiment indépendante. La difficulté était qu'elle n'avait aucun système pour se gouverner elle-même. Sans direction expérimentée, le chaos et la confusion à l'ancienne reprirent, pires que jamais. Le commerce dégringola, le chômage monta en flèche, le système légal fut pratiquement ruiné. Vers la fin du mois d'août, Ferdinand envoya une force terrestre et navale de 20 000 hommes commandés par le prince Carlo Filangieri en feld-maréchal, pour rétablir un ordre relatif sur l'île. Une attaque combinée par terre et par mer sur Messine eut lieu en septembre : la cité subit alors un terrible bombardement pendant huit heures – après s'être déjà rendue. Les rebelles résistèrent avec acharnement et la haine ancestrale entre Napolitains et Siciliens engendra des atrocités de part et d'autre – au point que les amiraux anglais et français présents dans les eaux siciliennes, révoltés par les brutalités et le bain de sang, persuadèrent Ferdinand d'accorder un armistice de six mois. On aurait pu penser qu'il y avait là une occasion de mettre un terme à la paralysie, mais chaque offre de règlement fut rejetée par les rebelles. S'ils avaient été préparés à négocier, ils auraient pu sauver quelque chose du naufrage. Comme ils refusèrent, de plus en plus de leurs premiers supporters – pour de simples raisons d'autoconservation – revinrent aux Bourbons. Filangieri put ainsi s'emparer de Taormina le 2 avril 1849 et de Catane cinq jours plus tard. Le 15 mai, il entra sans difficulté dans Palerme.

Par leur inefficacité, leur manque d'unité et leur refus du compromis, les Siciliens avaient parfaitement démontré comment une révolution ne devait pas être menée.

Quand la fumée fut dissipée, Filangieri fut nommé gouverneur de Sicile. Peu de tâches auraient pu être plus ingrates, mais il s'en acquitta aussi bien qu'il put. Pendant ce temps, Ferdinand – désormais connu comme le « roi Bomba » après les bombardements de Palerme et de Messine – avait complètement perdu son calme. Il avait été terriblement effrayé par la révolution et il ne voulait plus rien avoir à faire avec la Sicile ou les nouvelles idées libérales et nationales qui prenaient manifestement de l'ampleur. Une nouvelle fois, il sévit et l'île devint effectivement un État policier. La liberté de mouvement fut sévèrement restreinte, la censure toujours plus dure : les hommes pouvaient être arrêtés sur une simple suspicion et envoyés après un procès truqué dans les colonies pénitenciaires de Lampedusa et d'autres îles.

Lorsque William Ewart Gladstone visita Naples en 1850-1851 et découvrit que les dissidents emprisonnés par le gouvernement incluaient même le conseiller juridique de l'ambassade d'Angleterre, il s'inquiéta très sérieusement. En février 1851, ayant eu l'autorisation de visiter les prisons, il fut scandalisé et publia ensuite une attaque fulminante contre ce qu'il décrivait comme « la négation de Dieu érigée en système de gouvernement ». Cela nuisit bien sûr inévitablement à la réputation du royaume, comparativement à celle de son homologue piémontais, dans le nord de la péninsule, qui militait activement pour le libéralisme, le progrès et l'unification de l'Italie. La comparaison n'était évidemment guère favorable au royaume des Deux-Siciles.

En 1856, Ferdinand fut victime d'une tentative d'assassinat par un de ses soldats. La tentative échoua, mais la blessure relativement légère provoquée par la baïonnette du militaire s'infecta et beaucoup pensèrent qu'il ne s'en remettrait jamais. Il vécut encore trois ans et mourut en mai 1859 ; il n'avait pas encore cinquante ans. Il n'avait pas été impopulaire dans la première partie de son règne et il avait d'abord fait de son mieux pour la Sicile : ce « mieux » n'avait pas été assez bon – mais on peut se demander si un autre souverain aurait vraiment pu être meilleur. Il avait alors créé des communications télégraphiques entre Naples et Palerme. Sa flotte avait eu le premier navire à vapeur de l'Italie. Il avait aussi fondé la première ligne de chemin de fer – d'abord limitée aux dix kilomètres séparant Portici du centre de Naples. Mais le réseau s'était vite étendu dans le sud de la

péninsule – révélant un Ferdinand beaucoup plus progressiste que le pape Grégoire XVI, son contemporain, pour qui les *chemins de fer* étaient des *chemins d'enfer*¹¹ et qui les avait interdits dans tous les territoires pontificaux. Après 1848, sa réputation s'était naturellement effondrée et il était resté le « roi Bomba » pour tous ses sujets, dans les onze dernières années de sa vie.

Son fils François II lui succéda à l'âge de vingt-trois ans. Son règne allait être à la fois dramatique et extrêmement bref. Il ne pouvait en être autrement : le *Risorgimento* était là.

1. Il avait été François II du Saint Empire romain, mais cet empire avait été dissous en 1805, après la victoire napoléonienne d'Austerlitz. Il était devenu François Ier d'Autriche.

2. Il y avait aussi de nombreux bâtards.

3. Exploit pour lequel la malheureuse fille ne reçut aucune récompense.

4. Ainsi nommés parce qu'ils prétendaient combattre pour la *Santa Fede* (« Sainte Foi »). (N.d.T.)

5. Région du sud-est de l'Italie, autour de Foggia, où se trouve notamment le promontoire du mont Gargano.

6. « Charbonniers », fabricants de charbon de bois. (N.d.T.)

7. Voir [ici](#).

8. Ce général au nom si étrange – Laval comte Nugent von Westmeath – était un Irlandais né à Prague où son père était gouverneur. Après vingt ans de service dans l'armée autrichienne, il était venu en 1817 prendre le commandement de celle de Naples – indice supplémentaire de la soumission de Ferdinand à Vienne.

9. Aujourd'hui Opava, en République tchèque.

10. Aujourd'hui Ljubljana, en Slovénie.

11. Jeu de mots de l'époque, en français dans le texte. (N.d.T.)

LE RISORGIMENTO

Le *Quarantotto* n'avait-il servi à rien ? À l'automne de 1849, on pouvait assurément le croire. Les Autrichiens étaient de nouveau à Venise et en Lombardie ; Pie IX, qui s'était réfugié à Gaète l'année précédente, était rentré dans une Rome occupée par les troupes françaises ; à Naples, le tristement indécrottable « roi Bomba » avait déchiré la Constitution et restauré une fois encore le pouvoir absolu ; Florence, Modène et Parme (toutes sous tutelle autrichienne) étaient revenues pratiquement au même état. Dans l'ensemble de la péninsule Italienne, seul le Piémont restait libre. Son roi Victor-Emmanuel II était petit, trapu et inhabituellement laid. La chasse et les femmes paraissaient ses principaux centres d'intérêt. Mais il était beaucoup plus intelligent qu'il n'en avait l'air : malgré sa timidité et sa maladresse en public, il ne rata que fort peu de « coups » politiques. Difficile d'imaginer le *Risorgimento* sans lui.

Toutefois, même Victor-Emmanuel aurait pu sombrer s'il n'avait pas eu comme Premier ministre Camillo Benso, comte de Cavour, arrivé au pouvoir en 1852 et resté en fonction (sauf un bref intervalle) pendant les neuf années suivantes – années décisives pour l'Italie. Comme son maître, Cavour ne payait pas de mine. Petit et bedonnant, le cheveu rare, le teint sombre et une barbe en collier, il était mal habillé et vraiment décevant de prime abord. Son esprit était en revanche affûté comme une rapière et, dès qu'il prenait la parole, bien peu restaient insensibles à son charme. Son objectif politique était simple : une Italie unifiée – avec le Piémont à sa tête. La première condition était de se débarrasser de l'Autriche et il entrevit bientôt

l'espoir que la plus récente comète apparue sur la scène politique internationale – l'empereur Napoléon III – pourrait l'y aider.

Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon I^{er}, était devenu en 1831 l'héritier de la dynastie après la mort de son cousin « Napoléon II », fils de l'Empereur et duc de Reichstadt, exilé à la cour de Vienne. Après la révolution de 1848, il avait d'abord été le premier président élu de la nouvelle République française. Un an après le coup d'État du 2 décembre 1851, il avait été proclamé – et plébiscité – « empereur des Français ». En 1858, toutefois, il était conscient que son prestige et sa popularité déclinaient : il cherchait désespérément une guerre – victorieuse, bien entendu – pour les regagner, et l'Autriche était le seul ennemi disponible. En juillet, il eut un entretien secret avec Cavour, aux termes duquel il s'engageait à envoyer une armée en Italie en échange de la cession de la ville de Nice et du comté de Savoie. Au printemps suivant, il entra donc en Italie à la tête d'une armée de 120 000 hommes. Deux terribles batailles s'ensuivirent, toutes deux victorieuses. La première eut lieu en mai, à Magenta, petit village à l'ouest de Milan : les pertes furent lourdes des deux côtés et l'auraient été bien davantage si les Piémontais n'étaient pas arrivés après la bataille. La seconde se déroula un mois plus tard à Solferino, juste au sud du lac de Garde, et vit s'affronter plus de 250 000 soldats. Ce fut la plus grande bataille européenne depuis celle de Leipzig, en 1813, et la dernière où toutes les armées en présence étaient sous le commandement personnel de leurs monarques respectifs : Napoléon III, Victor-Emmanuel II et François-Joseph d'Autriche. Ce fut toutefois une victoire à la Pyrrhus : les Français et les Piémontais perdirent autant d'hommes que les Autrichiens, et l'épidémie de fièvre – probablement le typhus – qui suivit la bataille fit des milliers de morts supplémentaires des deux côtés¹.

Deux semaines plus tard, Napoléon III conclut une paix séparée avec l'Autriche : les deux empereurs se rencontrèrent le 11 juillet 1858 à Villafranca, près de Vérone, et réglèrent en une heure le sort de l'Italie du Nord et du Centre. L'Autriche garderait Mantoue et la ville fortifiée de Peschiera, à l'extrême sud du lac de Garde ; elle céderait le reste de la Lombardie à la France qui le passerait au Piémont. Une Confédération italienne serait créée sous la présidence honoraire du pape. Venise et la Vénétie, quoique membres de ladite Confédération, resteraient sous souveraineté autrichienne. Au tout

début de 1860, Cavour conclut son propre arrangement avec Napoléon III : le Piémont annexerait la Toscane et donnerait Nice et la Savoie à la France. Des plébiscites organisés peu après confirmèrent la sagesse de ces dispositions : en Savoie par exemple, le vote sans appel fut de 130 500 « pour » et 235 « contre ». L'unanimité ne fut pourtant pas complète et l'opposant le plus furieux de tous fut peut-être le plus grand des patriotes italiens de l'Histoire : Giuseppe Garibaldi, né italien à Nice et qui se retrouva français du jour au lendemain.

Garibaldi avait alors cinquante-trois ans. Il avait commencé sa vie professionnelle dans la marine marchande. En 1834, il avait été impliqué dans une mutinerie et son arrestation avait été mise à prix. Il avait réussi à se réfugier en France juste à temps, alors qu'un tribunal de Turin le condamnait à mort par contumace. Après un bref passage dans la marine marchande française, il avait rejoint celle du Bey de Tunis – qui lui offrit le poste de commandant en chef. Ayant décliné cette proposition, il fila en décembre 1835 comme deuxième lieutenant à bord d'un brick français en partance pour l'Amérique du Sud. Il allait rester là-bas douze ans, dont les quatre premiers passés à se battre pour un petit État qui essayait alors – sans succès – de se libérer de la domination brésilienne. En 1841, lui et sa maîtresse brésilienne passèrent à Montevideo, où il fut aussitôt chargé de la marine uruguayenne, prenant en même temps le commandement d'une légion d'exilés italiens – les premières de ses *Camicie rosse*, « Chemises rouges » auxquelles son nom allait rester désormais attaché. Après sa victoire dans la petite mais héroïque bataille de San Antonio (1846), sa renommée se répandit rapidement en Europe. Il était dorénavant considéré comme un rebelle professionnel que son expérience de la guérilla allait mettre en vedette dans les années à venir.

Apprenant les révolutions de 1848, Garibaldi rassembla soixante de ses Chemises rouges et prit le premier bateau pour rentrer en Italie où il mena d'abord sa propre guerre contre l'Autriche. Apprenant que le pape s'était enfui de Rome², il se fit élire là-bas dans la nouvelle Assemblée où ce fut lui qui proposa formellement que la Ville devînt une république. Mais en juin 1849, les troupes françaises envahirent Rome et, après une héroïque résistance de presque un mois, les défenseurs durent céder. Vers midi, le 30, Garibaldi apparut à l'Assemblée, couvert de poussière, la chemise trempée de sueur et de

sang. Se rendre, déclara-t-il, est hors de question. Ils allaient prendre les collines : « *Dovunque saremo, colà sarà Roma* ! » Il n'en fut rien. Avec son épouse Anita et quelques fidèles, il s'embarqua pour Venise, seul État italien où une république fraîchement proclamée se battait encore pour sa survie. Leur bateau fut intercepté par un navire de guerre autrichien et ils furent contraints de débarquer dans un secteur isolé – où, peu de temps après, son Anita bien-aimée mourut dans ses bras. Le courage l'abandonna temporairement, une fois encore, et il partit pour New York, où il allait vivre son second exil américain.

L'un des « collègues » politiquement les plus proches de Garibaldi était un avocat sicilien farouchement républicain, du nom de Francesco Crispi. Condamné à mort pour sa participation au *Quarantotto*, il avait réussi à se réfugier à Londres. En 1859, il était revenu dans sa patrie, déguisé et sous un nom d'emprunt. Cette visite l'avait convaincu que l'île était mûre pour la révolution : les Bourbons étaient partout détestés et la pauvreté était si généralisée que la plupart des gens n'avaient presque rien – voire plus rien – à perdre. Une petite expédition suffirait à mettre toute l'île sous les armes. Une question subsistait : qui mettre à sa tête ? Le nom de Garibaldi venait immédiatement à l'esprit : il était revenu d'Amérique en 1854, toujours animé de son ardeur et de son enthousiasme, et il s'était magnifiquement battu à Solférino – mais il hésitait. Il restait furieux à cause de Villafranca et il caressait d'autres rêves : s'emparer de Nice et restituer la ville au Piémont.

Le rêve niçois allait bientôt être renvoyé aux calendes grecques. Les Siciliens n'avaient jamais accepté la perte de leur État. Ils s'étaient rebellés en 1820, en 1837 et en 1848. Et, le 4 avril 1860, il y avait eu une nouvelle insurrection populaire à Palerme. Si tout s'était déroulé selon le plan prévu, elle aurait dû s'accompagner d'un soulèvement simultané de l'aristocratie – mais comme toujours en Sicile, il y eut un terrible raté. Les autorités de Naples avaient été informées secrètement et les insurgés se retrouvèrent presque encerclés avant même d'avoir quitté leurs demeures. Tous ceux qui ne furent pas tués sur-le-champ furent capturés et exécutés par la suite. L'opération se soldait par un échec désastreux, mais elle déclencha beaucoup d'autres soulèvements dans le nord de la Sicile et les autorités ne pouvaient pas faire face à tous. Elles ne purent pas non plus couper court à la

rumeur qui se répandait comme une traînée de poudre dans toute l'île – jetant de l'huile sur les flammes révolutionnaires : Garibaldi était en route !

À ce moment, c'était encore un vœu pieux. Garibaldi était en fait en train de collecter des fonds pour acheter « un million de fusils » – le colonel Samuel Colt avait déjà envoyé de New York une centaine de ses excellents revolvers en geste de soutien –, mais quand il apprit les nouvelles de l'insurrection, il passa aussitôt à l'action. Victor-Emmanuel lui refusa toutefois la brigade piémontaise qu'il lui demandait, au motif qu'il n'était pas en guerre avec Naples, mais en moins d'un mois Garibaldi (alors à Gênes) avait réuni une formidable bande de volontaires : « les Mille » – ils étaient en fait 1 162 à s'embarquer – représentaient un vaste échantillonnage de la société italienne. La moitié environ était faite de professionnels – 250 avocats, 100 docteurs, 50 ingénieurs, un bon nombre d'assistants d'université et quelques prêtres – et l'autre moitié était issue des classes laborieuses. Il y avait une femme – Rosalia, l'épouse de Crispi, habillée en homme. Plusieurs étaient théoriquement des républicains, mais leur chef leur fit comprendre qu'ils ne se battaient pas seulement pour l'Italie, mais aussi pour le roi Victor-Emmanuel, et que ce n'était pas le moment de discuter.

Pour Victor-Emmanuel, la situation était passablement délicate. Il souhaitait en son cœur tous les succès possibles à Garibaldi : il était de fait beaucoup plus empathique que Cavour – lequel ne surmonta jamais complètement sa méfiance envers un aventurier aussi fier-à-bras. Mais le roi savait bien que révéler ses sympathies eût été dangereux. Il avait par bonheur une excellente raison pour ne pas désavouer catégoriquement Garibaldi : l'homme était déjà un héros et de loin le personnage le plus populaire en Italie. Néanmoins, si l'on voyait qu'il le soutenait ouvertement, non seulement Naples mais aussi la France et l'Autriche prendraient les armes. Dans de telles circonstances, pendant que Garibaldi recrutait ses hommes et préparait son expédition, tout ce que les autorités piémontaises pouvaient faire était de le prier de garder le profil le plus bas possible, tandis qu'elles-mêmes regardaient ailleurs.

Garibaldi avait réussi à affréter deux navires à vapeur, le *Piemonte* et le *Lombardo*. Au soir du samedi 5 mai, à huit heures et demie, vêtu de son habituelle chemise rouge, d'un poncho indien et d'une écharpe

colorée, armé d'un sabre, d'une dague et d'un des revolvers du colonel Colt, il embarqua à bord du *Piemonte* à Gênes et alla jusqu'au port voisin de Quarto où l'attendaient ses hommes. Alors – et alors seulement – il envoya un message au roi :

« Les cris de souffrance de la Sicile ont atteint mes oreilles et touché mon cœur et ceux des quelques centaines de mes camarades en armes. Je n'ai pas encouragé une insurrection de mes frères de Sicile, mais puisqu'ils se sont révoltés au nom de l'unité italienne dont Votre Majesté est la personnification, contre la plus infâme tyrannie de notre époque, je n'ai pas hésité à accepter le commandement de cette expédition. »

Les deux navires appareillèrent à l'aube, le lendemain.

Désireux à la fois d'échapper à la surveillance de la marine napolitaine et d'éviter toute offense à Victor-Emmanuel en pénétrant dans ses eaux territoriales autour de la Sardaigne, Garibaldi contourna l'île de plusieurs milles à l'ouest – au point que plusieurs de ses hommes se demandèrent un temps s'il ne se dirigeait pas vers la Tunisie ou Malte plutôt que vers la Sicile, mais on obliqua finalement vers le sud et – après avoir évité de justesse un abordage des deux navires dans l'obscurité – l'expédition atteignit Marsala au matin du 11 mars. La ville étant sans aucune défense, les Mille purent s'y reposer et passer une nuit réparatrice, avant de se mettre en route le lendemain. Le 14, à Salemi, Garibaldi harangua la foule et assuma formellement la dictature de la Sicile au nom du roi. Ce discours, dit la chronique, suscita des tonnerres d'applaudissements. C'est le lendemain, sur la colline de Pianto Romano devant Calatafimi, à deux ou trois kilomètres du temple de Ségeste, que les Mille rencontrèrent l'armée des Bourbons qui les attendait.

La bataille dura plusieurs heures, le 15 mai, au corps à corps et à la baïonnette plus souvent qu'avec les fusils. Garibaldi savait qu'il était largement inférieur en nombre, mais il pouvait compter sur un immense avantage psychologique : pour tout Italien, son armée de Chemises rouges – auréolée de toute une suite de victoires, en Amérique du Sud aussi bien qu'en Italie – jouissait à présent d'une réputation presque légendaire : les paysans croyaient souvent que ses membres étaient magiquement invulnérables aux balles. Les soldats

des Bourbons, en revanche, se battaient la peur au ventre : les Mille étaient les champions d'un idéal auquel tous croyaient passionnément, sous un chef dont le charisme extraordinaire représentait une inspiration constante. S'ils remportaient cette première bataille, leur avait dit ce chef, il était parfaitement possible que toute opposition sérieuse disparût ; ensuite, en une semaine ou deux, ils seraient maîtres de la Sicile.

Militairement parlant, le résultat de l'engagement fut serré : 32 rebelles tués contre 36 Napolitains, avec peut-être 150 blessés de chaque côté. Moralement, par contre, la victoire ne faisait aucun doute. Les prédictions de Garibaldi allaient se révéler justes : il n'y eut plus d'obstacle jusqu'à Palerme. Au contraire, des milliers de Siciliens se rallièrent à son drapeau, tandis que l'armée des Bourbons dut se battre pour regagner la capitale à travers des campagnes en pleine révolte. À Partinico, il fallut par exemple quatre heures de bataille – avec de l'artillerie – pour se frayer un chemin à travers la ville. Les soldats tués furent mis en pièces.

Reste que Palerme avait toujours une garnison de 21 000 hommes, dont un nombre considérable de mercenaires autrichiens et bavaois. Bien que Garibaldi comptât sur le soulèvement de la population pour l'aider, le déséquilibre des forces lui était trop défavorable. Les Mille n'étaient plus que 750 environ et les nouveaux volontaires qui le ralliaient tous les jours – essentiellement des paysans – étaient trop peu entraînés et trop indisciplinés pour être d'une grande utilité. Une attaque frontale était clairement hors de question ; en approchant par un cheminement détourné à travers les montagnes environnantes, Garibaldi pénétra dans les faubourgs de Palerme à l'aube du 26 mai. Le commandement militaire Bourbon, attendant une attaque par la route de Monreale, avait massé presque toutes ses troupes au nord et à l'ouest de la ville ; approchant par le sud-est, Garibaldi ne rencontra donc aucune opposition. Il ne s'attendait pas à être salué par trois officiers anglais et deux Américains, depuis les navires qui se trouvaient alors dans le port – et encore moins par le correspondant hongrois pour le *Times* de Londres, qui avait consacré des articles quotidiens à sa progression.

C'est que l'expédition de Garibaldi s'était emparée de l'imagination du monde entier. En Angleterre spécialement, l'excitation grandissait de jour en jour. Des appels de fonds ayant été lancés, Charles Dickens

et Florence Nightingale furent au nombre des contributeurs. L'arsenal royal d'Enfielsd lui envoya une pièce d'artillerie – hors taxes douanières. En France, des extraits des mémoires de Garibaldi furent publiés dans *Le Siècle*, après un méticuleux travail d'édition effectué par Alexandre Dumas⁴. En Amérique, le *New York Times* compara Garibaldi à Washington, tandis que le *New York Daily Tribune* publiait une violente attaque contre les Bourbons de Naples, sous la plume de son correspondant à Londres – un certain Karl Marx. En Russie, l'intérêt ne se limitait pas à l'intelligentsia de Moscou et de Saint-Pétersbourg : l'anarchiste Mikhaïl Bakounine, qui était à ce moment en exil en Sibérie, a raconté que l'avancée des Mille était suivie avec un intérêt passionné à Irkoutsk.

En 1860, Palerme avait une population d'environ 160 000 habitants. Dans les mois récents, la Sicile avait effectivement été un État policier : les Palermitains furent d'abord effrayés et hésitèrent à se montrer. Rapidement toutefois, en entendant sonner les cloches de la célébration, ils sortirent dans les rues et commencèrent à ériger des barricades ; c'était enfin une insurrection qui promettait de chasser les Bourbons pour toujours. Les combats durèrent trois jours, les navires napolitains ancrés dans le port soumettant la ville à un violent bombardement. Le 28 mai, 2 000 prisonniers s'évadèrent de la prison du Vicariat. Ceux qui avaient été incarcérés pour des raisons politiques allèrent aussitôt aux barricades – mais les autres étaient en majorité des criminels. Garibaldi, assumant pleinement son rôle de dictateur légitime, décréta que tous les vols et pillages seraient passibles de mort.

Au matin du 30, le général Ferdinando Lanza (âgé de soixante-treize ans), commandant en chef des forces napolitaines, invita Garibaldi à une entrevue à bord du navire de guerre anglais *HMS Hannibal*. Les deux hommes convinrent d'un cessez-le-feu immédiat, prolongé les jours suivants tandis que les négociations se poursuivaient. Dans cet intervalle, on raconte que les Bourbons projetèrent d'assassiner Garibaldi et missionnèrent à cet effet un brigand calabrais réellement envoyé à Palerme. Mais Lanza fut tellement impressionné par le charisme du chef des Chemises rouges et captivé par son charme qu'il annula l'opération. L'accord finalement trouvé fut signé pour les insurgés par Crispi en tant que « secrétaire d'État du gouvernement provisoire de la Sicile » – une reconnaissance

importante. Naples n'envoyant pas d'autres instructions, le général Lanza signa sa capitulation. Deux semaines plus tard, il n'y avait plus un soldat napolitain dans Palerme. En à peine plus d'un mois, une poignée d'hommes pauvrement armés et majoritairement mal entraînés avait ainsi mis à genoux une des plus grandes maisons royales d'Europe.

Après la victoire de Palerme, ces rebelles n'étaient plus que quelques centaines d'hommes épuisés, équipés de fusils cruellement obsolètes et sérieusement à court de munitions. Par bonheur, des armes supplémentaires et des équipements étaient en route. Le 7 juin, 1 500 fusils nouveaux arrivèrent de Malte avec des munitions ; dix jours plus tard, trois navires à vapeur américains s'amarrèrent à Castellammare, apportant 3 500 volontaires, 8 000 fusils et 400 000 cartouches. 2 000 hommes supplémentaires arrivèrent le 6 juillet. La seule grande déception de Garibaldi vint des Siciliens eux-mêmes : à son arrivée à Palerme, il avait immédiatement publié une proclamation appelant tous les hommes valides à rejoindre les drapeaux – mais les Bourbons avaient formellement exempté l'île de la conscription, la moisson approchait et il y eut peu de réactions.

Par ailleurs, il se trouvait désormais – pour la première fois de sa longue carrière – seul à la tête d'une armée et cette armée avait du pain sur la planche. Les Bourbons s'étaient retirés de Palerme, mais ils avaient toujours 18 000 hommes à Messine et de petites garnisons à Milazzo, Augusta et Syracuse. Quittant Palerme à la mi-juillet, Garibaldi conduisit ses troupes à travers l'île jusqu'à Milazzo, où il attaqua le vendredi 20 juillet. Il avait avec lui presque 5 000 hommes contre 4 700 pour les Bourbons (avec une unité de cavalerie et huit canons).

La bataille qui suivit fut longue et dure, livrée par une chaleur paralysante. Vers midi, Garibaldi échappa de peu à la mort lorsqu'un capitaine de dragons le chargea sabre au clair ; heureusement le cheval fut abattu juste à temps, Garibaldi para le coup et tua le cavalier. Les deux camps étaient au bord de l'épuisement et le combat restait indécis jusqu'au moment où, vers le milieu de l'après-midi, Garibaldi comprit soudain ce qu'il avait à faire. À proximité de la rade se trouvait son unique navire de guerre – le *Veloce*, une corvette à vapeur de dix canons qui avait fait défection de la flotte napolitaine et qui avait été rebaptisée le *Tüköry*, d'après un héros hongrois tué sur

les barricades de Palerme. Il courut à la plage, sauta dans un bateau et rama jusqu'au vaisseau qui vint aussitôt bombarder les troupes napolitaines sous son commandement : surprises, elles paniquèrent et se précipitèrent vers l'ancien château pour se réfugier. La ville, restée sans défense, fut alors enlevée par les insurgés. Garibaldi y entra sur son cheval – Marsala – dont il descendit arrivé dans le jardin d'une église ; il déposa sa selle sur le sol en guise d'oreiller et s'endormit instantanément.

Le château de Milazzo n'était pas grand et absolument hors d'état d'accueillir plus de 4 000 hommes – avec peu de réserves d'eau et de nourriture – dans la chaleur d'un été sicilien. Le 23 juillet, une escadre napolitaine apparut au large et Garibaldi se prépara à la résistance, mais Garibaldi comprit rapidement que le commandant napolitain était venu pour négocier la reddition du château et le rapatriement des troupes qui y étaient bloquées. Un accord fut trouvé le lendemain. Les soldats napolitains épuisés, presque mourants de soif, se traînèrent jusqu'aux vaisseaux et l'escadre repartit pour Naples. Garibaldi garda les canons, les munitions, les chevaux – et la moitié des mulets.

En termes d'effectifs, les pertes des insurgés étaient largement supérieures à celles de l'armée des Bourbons – 800 morts contre environ 150 – mais ces derniers avaient définitivement perdu la Sicile : l'île était enfin libre. Il fallait cependant l'administrer et Garibaldi, fort de ses pouvoirs temporaires de dictateur, prit toujours grand soin de souligner qu'elle allait bientôt prendre sa place comme partie de l'Italie unifiée. C'était toutefois un homme de guerre plus qu'un homme d'État et ce fut pour lui une chance d'avoir à ses côtés Francesco Crispi – sicilien, avocat et homme d'une extrême intelligence et d'une grande culture : nul ne connaissait l'île mieux que lui. Aussitôt après la bataille de Calatafimi, il avait nommé un gouverneur dans chacun des vingt-quatre districts de l'île, avec tous pouvoirs pour réorganiser les administrations locales comme ils le jugeraient nécessaire. Quand Garibaldi forma, le 2 juin, un gouvernement régulier avec six ministères, Crispi fut chargé des deux plus importants : l'Intérieur et le Trésor. La Sicile confirma en outre son indépendance en nommant ses propres représentations diplomatiques à Turin, Paris et Londres.

De son côté, Garibaldi consacrait ses efforts à gagner le soutien de la population. Il prit des dispositions pour le paiement compensatoire

des dommages de guerre, pour l'adoption des orphelins de guerre, et pour apporter un soutien financier régulier aux familles les plus nécessiteuses. Il montrait un respect presque exagéré pour l'Église, visitant régulièrement églises et monastères, embrassant des crucifix à toute occasion – et participant naturellement le 15 juillet, dans la cathédrale, à la célébration de la Sainte-Rosalie, patronne de Palerme. Arborant sa chemise rouge, il s'assit alors sur le trône royal, assumant *ipso facto* la fonction de légat apostolique – prérogative traditionnelle des rois de Sicile. Et pendant la lecture de l'Évangile, il garda son épée dégainée, symbole de son empressement à défendre l'Église.

Quelle serait à présent la prochaine étape ? Quand la Sicile allait-elle être formellement annexée au royaume de Victor-Emmanuel II – en croissance rapide ? Pour Cavour, le plus tôt serait le mieux – mais cette idée était vigoureusement contestée par Garibaldi et Crispi. En tout état de cause, faisaient-ils valoir, la Sicile faisait déjà partie du royaume. Les Siciliens en étaient tout autant convaincus et les longues formalités juridiques pouvaient certainement attendre la fin de la guerre en cours. Ils craignaient également – tout en prenant grand soin de n'en rien dire – que, si l'île était légalement intégrée à l'Italie, Cavour ne pût faire usage de sa nouvelle autorité pour interdire de l'utiliser comme base de départ pour marcher sur Naples, Rome et même Venise.

Ces craintes n'étaient nullement infondées. Le 1^{er} août 1860, Cavour écrivit, désespéré, à son chef de cabinet et ami proche, Costantino Nigra :

« Si Garibaldi peut passer sur le continent et prendre possession de Naples comme il l'a fait de la Sicile et de Palerme, il devient le maître absolu de la situation [...]. Le roi Victor-Emmanuel perd alors presque tout son prestige : pour la majorité des Italiens, il n'est plus simplement que l'ami de Garibaldi. Il gardera probablement sa couronne, mais cette couronne ne brillera qu'avec le reflet de lumière qu'un aventurier héroïque aura choisi de jeter sur elle [...]. Le roi ne peut pas tenir la couronne d'Italie des mains de Garibaldi : elle serait trop instable sur sa tête [...].

« Nous devons faire en sorte que le gouvernement de Naples tombe avant que Garibaldi ne pose le pied sur le continent.

[...] Dès que le roi sera parti, nous devons prendre en mains le gouvernement en arrachant à Garibaldi la direction suprême du mouvement italien.

« Cette mesure courageuse – on peut même dire audacieuse – va provoquer des cris d’horreur en Europe, va entraîner de sérieuses complications diplomatiques, et peut même nous jeter dans une guerre avec l’Autriche dans un stade ultérieur. Mais elle sauve notre révolution et préserve pour le mouvement italien cette qualité qui est à la fois sa gloire et sa force : la qualité de nation et de monarchie. »

Il y avait eu aussi d’autres complications. La première était politique : les Bourbons de Naples avaient retiré leurs troupes de Sicile, mais ils revendiquaient toujours la possession de l’île. Le 25 juin, le roi François rétablit la Constitution accordée par son père en 1848 et promit à la Sicile de nouvelles avancées politiques et économiques. Il essaya même d’ouvrir des négociations avec le royaume de Sardaigne – mais Victor-Emmanuel tergiversa comme on pouvait s’y attendre. La seconde complication était d’ordre intérieur ; une révolte paysanne était imminente. Garibaldi et ses partisans – à l’exception du seul Crispi – avaient présumé que les problèmes affectant la Sicile et le *mezzogiorno* étaient très semblables à ceux de l’Italie du Nord. Ils n’avaient pas entrevu pourquoi ce qu’ils considéraient comme une campagne pour l’unification aurait dû être une lutte de classes : elle l’était pourtant devenue. Selon les mots d’un jeune moine, la liberté ne suffisait pas pour ceux qui n’avaient pas de pain : c’était une guerre des opprimés contre les oppresseurs – qui ne se trouvaient pas seulement à la Cour, mais aussi dans chaque ville et bourgade. Ce dont on avait besoin était plus que la chute des Bourbons. Certains grands domaines avaient déjà été occupés de force par des paysans. Cet été-là, Garibaldi reçut un appel du consul anglais à Messine pour l’envoi d’une force de protection à destination des grands domaines de Bronte qui appartenaient toujours aux descendants de Nelson – ce qui fut exécuté sans hésitation ; s’ensuivirent des arrestations massives et même des exécutions.

Cavour avait déjà persuadé Victor-Emmanuel d’écrire officiellement à Garibaldi pour lui demander de ne pas envahir le continent. Le roi l’avait fait, mais il était assurément beaucoup plus

optimiste que Cavour sur l'issue probable d'une telle opération, et il paraissait aussi beaucoup moins préoccupé de son prestige personnel. Il avait donc fait suivre cette lettre officielle d'une note « privée » à Garibaldi, afin que les instructions du premier courrier puissent être utilement oubliées. Cette note contenait – au moins dans sa forme de brouillon – le passage suivant :

« Le général doit répondre qu'il est plein de dévouement et de respect pour le roi, et qu'il aimerait pouvoir suivre son conseil ; mais que ses obligations envers l'Italie ne sauraient lui permettre de ne pas secourir les Napolitains quand ils font appel à lui pour agir, afin de les libérer d'un gouvernement dans lequel des hommes loyaux et de bons Italiens ne peuvent mettre aucune confiance. Ainsi, à son regret, il doit garder sa complète liberté d'action. »

Garibaldi répondit de fait officiellement en ces termes. Utilisant ensuite la ligne de communication directe (et secrète) avec le souverain, il l'informa à la fin du mois de juillet qu'il avait résolu de franchir le détroit le 15 août ou même avant, et qu'il lui demandait l'envoi de 10 000 fusils avec des baïonnettes avant son départ. Le roi – dont l'optimisme était chaque jour plus grand – donna des ordres pour que les demandes du général fussent satisfaites aussi complètement que possible. Il recommanda aussi à Garibaldi d'épargner du mieux qu'il pourrait l'armée napolitaine afin de pouvoir éventuellement la joindre à l'armée piémontaise – au cas où les Autrichiens attaqueraient pour reprendre la Lombardie. Il faudrait enfin laisser François II quitter Naples sans encombre.

Le détroit de Messine n'a que trois kilomètres de largeur, mais il représentait un obstacle redoutable. L'armée des Bourbons – pratiquement intacte – comptait 80 000 hommes dont 16 000 étaient répartis le long de la côte calabraise, et la flotte napolitaine avait le contrôle total de la mer. Une tentative de franchissement dans la nuit du 8 août fut un échec cuisant et même après l'arrivée, quelques jours plus tard, de deux bateaux supplémentaires et d'un renfort de 2 000 volontaires venus de Gênes, beaucoup pensèrent que l'expédition de Garibaldi n'irait pas plus loin. Le général développa alors un autre

plan : il fallait éviter totalement le détroit. Les deux vaisseaux furent donc expédiés dans la baie de Giardini-Naxos⁶, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Taormina, face à la mer libre. Lorsque Garibaldi arriva dans l'après-midi du 18 juin, il y trouva 4 200 volontaires déjà embarqués. Une petite voie d'eau dans un des navires fut rapidement réparée (avec de la bouse de vache) et l'expédition partit le soir même. À l'aube, ils étaient en Calabre.

Il aurait été préférable de pouvoir commencer immédiatement la longue marche qui les attendait, mais les hommes avaient désespérément besoin de repos. Ceux qui étaient arrivés directement de Gênes n'avaient pas dormi depuis trois jours et le manque de place à bord les avait obligés à rester debout toute la nuit. Couchés épuisés sur le sable, les malheureux furent des proies faciles pour les deux navires de guerre napolitains, prévenus par télégraphe et qui ouvrirent le feu dès leur arrivée. Il y eut beaucoup de tués et ou de blessés : au soir du 19, l'effectif des troupes était réduit à 3 600 hommes. Mais ce fut le dernier des désastres subis. Les trente kilomètres jusqu'à Reggio ne posèrent aucun problème et la place fut enlevée après un bref mais vigoureux engagement. À mesure que Garibaldi s'avancait à travers la Calabre, l'opposition s'évanouissait : un récit assez délicieux le montre circulant parmi les soldats napolitains vaincus, leur rappelant qu'ils étaient eux aussi des Italiens et les invitant à se rallier à lui. Dans le même temps, la flotte napolitaine avait évacué le détroit de Messine, de sorte que des renforts de volontaires pouvaient maintenant arriver très directement de la Sicile. Des soulèvements éclatèrent en outre à Potenza, Foggia et Bari. Quelque 325 kilomètres séparaient toutefois Reggio de Naples et la progression restait pénible : les hommes étaient fatigués, la chaleur impitoyable, l'eau rare.

Au moins n'y avait-il plus de combats à livrer. François II était éperdu de panique. Odo Russell, diplomate anglais alors en mission à Naples, rapporte que lorsque Garibaldi avait investi Palerme, le roi « télégraphia cinq fois en vingt-quatre heures au pape pour avoir sa bénédiction ». François II savait bien que son armée était désormais incapable de résister aux Chemises rouges apparemment invincibles et que la seule issue pour lui était la fuite : le 6 septembre, il s'embarqua pour Gaète.

Ce même jour, Garibaldi atteignit Salerne, à quatre-vingts kilomètres environ de Naples. Il y reçut une invitation à rentrer dans

la ville, personnellement délivrée par le maire et le commandant de la garde nationale. Il accepta sur-le-champ : il était bien conscient qu'il pourrait avoir à combattre les quelques milliers de soldats encore fidèles aux Bourbons qui occupaient les forteresses et les casernes, mais il était prêt à courir ce risque : il n'avait aucune confiance en Cavour dont il redoutait une opération préventive.

À la surprise générale, il arriva à Naples par la ligne ferroviaire que le « roi Bomba » avait créée. Depuis son inauguration en 1839, elle avait été prolongée vers le sud et atteignait maintenant Vietri, sur la côte, près d'Amalfi. Garibaldi réquisitionna immédiatement tout le matériel roulant disponible et y casa toute son armée. Lui-même monta avec six compagnons dans une voiture ouverte et le convoi avançait lentement, au milieu de la foule massée le long de la voie ferrée. Lorsque le train arriva à Portici, on lui conseilla vivement de ne pas aller plus loin : les canons des forteresses étaient déjà, disait-on, pointés sur la gare. Garibaldi refusa d'écouter et le 7 septembre, à 13 h 30, le train pénétra dans Naples. Il s'adressa à la foule en liesse depuis le balcon du palais royal, remerciant les Napolitains « au nom de toute l'Italie qui, grâce à leur coopération, était enfin devenue une nation ». C'était un mensonge éhonté – ils n'avaient pas levé le petit doigt ! – mais Garibaldi sentit sans doute qu'un peu de flatterie ne pouvait pas faire de mal à ce moment-là. Suivit une messe d'actions de grâces à la cathédrale, en l'absence remarquée du cardinal, fidèle partisan des Bourbons, après quoi Garibaldi fut conduit en voiture à cheval au palais d'Angri, mis à sa disposition aussi longtemps qu'il le désirerait. Comme les ovations continuaient sous ses fenêtres, un de ses officiers parut à un balcon et signala à la foule que le grand homme apprécierait de dormir un peu...

Garibaldi ne chercha pas à s'installer au palais royal et resta dans le palais mis à sa disposition, où il occupait une petite chambre du haut, avec un simple lit de fer. Il y recevait tous les matins, entre dix et onze heures, tous ceux qui désiraient lui parler. Beaucoup de ses visiteurs étaient des journalistes étrangers – car il était devenu le héros favori de l'Europe. Rien qu'à Londres, on vendit presque un demi-million de ses portraits, et dès 1861, MM. Peek Frean, de Bermondsey⁷, lancèrent leur nouvelle firme avec le biscuit « Garibaldi » – plus connu sous le sobriquet de « mouches écrasées » – dont le succès ne s'est jamais démenti depuis.

Pendant les deux mois qui suivirent, Garibaldi gouverna la Sicile et Naples – tout en planifiant la prochaine étape, qui était de marcher sans délai sur Rome et les États du pape. Mais cette étape ne fut jamais franchie. Cavour avait été incapable de prévenir l'invasion de la péninsule et il savait très bien qu'avec une armée française occupant toujours Rome, permettre à Garibaldi de continuer sur sa lancée pourrait bien valoir au Piémont une guerre avec la France : il était donc déterminé à mettre un terme à cette aventure. C'était aussi pour le salut même de l'Italie : ces Chemises rouges auraient trouvé les troupes françaises – superbement entraînées – beaucoup plus coriaces que tout ce qu'ils avaient rencontré jusque-là et l'Italie aurait pu perdre l'ensemble de ce qu'elle avait gagné depuis deux ans grâce aux rebelles. Restait aussi, enfin, le vieux souci lancinant du prestige personnel. Garibaldi était maintenant bien plus populaire que Victor-Emmanuel lui-même et un danger existait toujours : il pourrait bien se persuader de désertir le roi de Sardaigne pour embrasser la cause républicaine.

Garibaldi était évidemment très conscient de l'hostilité de Cavour – tout autant qu'il croyait dans le soutien tacite du roi. Peu après son arrivée à Naples, il était même allé plus loin en demandant la démission du Premier ministre : ce faisant, il avait présumé de ses chances. Victor-Emmanuel, comprenant qu'il ne pouvait pas continuer à jouer un homme contre l'autre, trouva plus sûr d'entériner sans réserve la politique de son gouvernement. Rien de tout cela, ni aucune des nombreuses lettres – inspirées par Cavour – émanant d'éminentes personnalités étrangères allant du patriote hongrois Lajos Kossuth au réformateur social anglais Shaftesbury, n'affaiblit la résolution garibaldienne de marcher sur Rome. Le seul argument qui pouvait effectivement prévaloir contre lui était celui de la *force majeure* – et c'est ce qui arriva effectivement.

C'est ainsi que peu après le départ de sa « marche sur Rome », Garibaldi rencontra deux redoutables armées contre lui – la piémontaise et (de façon surprenante) la napolitaine. Malgré ses récents revers en Sicile et en Calabre, dus beaucoup plus à l'incompétence des généraux qu'aux défaillances des soldats eux-mêmes qui avaient combattu avec un grand courage à Calatafimi et à Milazzo, l'armée de François II était pour l'essentiel intacte.

Remarquablement, très peu d'hommes étaient passés du côté des insurgés, et le roi avait été capable d'en recruter davantage durant son exil « volontaire » à Gaète. Ses forces occupaient à présent la ville fortifiée de Capoue, à quelque vingt-cinq kilomètres au nord de Naples ; Garibaldi installa donc son quartier général à Caserta, à une douzaine de kilomètres de là. Il savait que sa position était faible et qu'il devait procéder avec une extrême prudence.

À ce moment particulier, une querelle éclata en Sicile au sujet de l'annexion de l'île. Le 19 septembre, Garibaldi dut faire une visite rapide à Palerme et l'un de ses généraux – un Hongrois du nom de Stefano Türr – crut son heure venue. Il marcha sur Capoue, en dépêchant une avant-garde de 300 hommes pour occuper la petite ville de Caiazzo, sur une colline juste au-dessus du Volturno. L'armée des Bourbons les repoussa facilement et lança deux jours plus tard à son tour une grande offensive avec 7 000 hommes, contre la ville vers laquelle Garibaldi – revenu de Sicile – avait envoyé 600 soldats supplémentaires. Combattant lui-même en première ligne, il perdit alors 250 hommes (difficiles à remplacer) – tués, blessés ou faits prisonniers. Les Bourbons avaient remporté là leur première victoire : le pendule allait-il enfin s'inverser ?

Le 1^{er} octobre toutefois, Garibaldi eut sa revanche. Connue dans l'histoire sous le nom de « bataille du Volturno », la rencontre décisive se déroula juste devant Capoue, autour du petit village et de l'abbaye de Sant'Angelo in Formis, sur les monts Tifatini. Ce fut une victoire coûteuse – avec 1 400 tués ou blessés – mais elle sauva l'Italie. Une fois de plus, la défaite de l'armée des Bourbons eut pour cause la stupidité de ses généraux. Garibaldi lui-même expliqua dans son analyse de la bataille que s'ils avaient adopté une stratégie différente, ils auraient pu atteindre Naples avec très peu de pertes, et qu'une bonne partie de son travail – pour ne pas dire tout – aurait été anéantie.

Au même moment, une seconde armée était déjà en campagne. Cavour, bien résolu à reprendre l'initiative, avait lancé de son propre chef une invasion des territoires pontificaux de l'Ombrie et des Marches. Laissant Rome à l'écart, il avait soigneusement évité d'affronter la France et – très probablement – l'Autriche ; il avait aussi ouvert la route du Sud – où il pouvait prétendre que les Piémontais étaient urgemment nécessaires pour sauver Naples des forces de la

révolution. Plus important que tout : il avait – au moins partiellement – supprimé l'obstacle des États pontificaux qui, tant qu'ils existaient, coupaient l'Italie en deux parties et rendaient l'unification impossible. La campagne elle-même fut peu spectaculaire, mais efficace. Les Piémontais triomphèrent d'une vive résistance à Pérouse, remportèrent une petite victoire sur une armée pontificale près du village de Castelfidardo, près de Lorette, et une plus grande avec la prise d'Ancône au bout de cinq jours de combat : ils firent alors 7 000 prisonniers, dont le commandant en chef des forces pontificales, le général français de Lamoricière. C'était la fin de l'armée du pape – qui n'allait plus poser de problèmes.

Victor-Emmanuel en personne – accompagné de sa vieille maîtresse Rosina Vercellana – vint alors prendre le commandement de son armée. À partir de ce moment, l'étoile de Garibaldi commença de pâlir. La bataille du Volturno l'avait déjà convaincu qu'une marche sur Rome n'était plus possible ; à présent que le roi de Sardaigne était personnellement en campagne, il comprenait que son pouvoir dans le Sud touchait à sa fin. Cela fut confirmé le 21 octobre 1860, avec les plébiscites organisés en Sicile, dans le royaume de Naples, en Ombrie et dans les Marches : les votants voulaient-ils ou non que leur région fût intégrée à l'Italie du roi Victor-Emmanuel ? Le « oui » triompha partout – par exemple en Sicile avec 432 000 voix « pour » et 667 « contre ».

Cette quasi-unanimité demande quelques explications. Très peu de votants avaient une idée de l'enjeu réel de cette consultation, et l'on n'avait ni le temps ni les techniques pour éduquer le public. Les opposants furent soumis à des pressions souvent violentes pour les empêcher de voter. De nombreux paysans redoutaient d'être enrôlés dans l'armée à cette occasion et se réfugièrent dans les collines ; beaucoup pensaient qu'on leur demandait d'exprimer ou non leur admiration pour Garibaldi. Mais les fonctionnaires chargés de recueillir les votes savaient parfaitement ce que les autorités attendaient d'eux et ils s'acquittèrent de leur tâche à merveille.

Quand on comprit que l'effet du référendum avait été de mettre un terme à la dictature de Garibaldi et de transférer tous ses pouvoirs au gouvernement de Turin, de nombreux Siciliens qui voyaient en lui un héros et un libérateur ne cachèrent pas leur écœurement. L'offense fut encore plus grande lorsque, sur le sujet capital du gouvernement

régional, Cavour revint sur la parole donnée : il apparut qu'il n'y aurait en fin de compte aucune autonomie pour la Sicile. Cavour était un Italien du Nord pur et dur, sans aucune connaissance – et encore moins de compréhension – des coutumes et des institutions du Sud. Regardant la Sicile – où il n'était jamais allé – depuis Turin, à la distance d'un millier de kilomètres à vol d'oiseau, il avait conclu que la Sicile avait en fait besoin d'une bonne dose de discipline septentrionale. Les années suivantes allaient lui montrer à quel point il se trompait.

Garibaldi, pour sa part, s'inclina gracieusement. Le 26 octobre, il rencontra le roi à Teano et le 7 novembre, tous les deux firent leur entrée à Naples assis côte à côte dans le carrosse royal. Garibaldi ne demanda qu'une faveur : qu'on lui permît de gouverner Naples et la Sicile pour un an, comme représentant du souverain. La requête fut refusée : il restait après tout un radical dangereux et anticlérical, qui rêvait de prendre Rome au pape pour en faire la capitale de l'Italie. Pour essayer de faire passer la pilule, Victor-Emmanuel lui offrit le rang de général patenté, avec un magnifique domaine, un bateau et de nombreux privilèges – mais il refusa tout. Il restait un révolutionnaire : aussi longtemps que l'Autriche continuerait d'occuper Venise et la Vénétie et que le pape continuerait d'être souverain temporel à Rome, il était déterminé à garder sa liberté d'action. Le 9 novembre, il partit pour sa ferme dans la petite île de Caprera, au large de la côte sarde, en n'emportant avec lui qu'un peu d'argent (emprunté, car il ne s'était pas enrichi pendant ses mois de pouvoir), quelques paquets de sucre et de café et un sac de graines pour son jardin.

Le dimanche 17 mars 1861, jour de Pâques, Victor-Emmanuel II fut solennellement proclamé roi d'Italie. Le vieux Massimo d'Azeglio, prédécesseur de Cavour au poste de Premier ministre, aurait dit en apprenant la nouvelle : « *L'Italia è fatta ; restano a fare gli Italiani*¹⁰. » Si la première partie de la phrase était fondée (une nation italienne était bien née, même si elle n'était pas encore complète), la seconde l'était encore plus. François II résistait toujours ; le pays avait été divisé depuis la fin de l'Empire romain, et bien peu des 22 millions de gens qui l'habitaient se concevaient comme des « Italiens ». Le Nord et le Sud n'avaient pratiquement rien de commun, avec des niveaux de vie

différents – ce qui est toujours vrai aujourd’hui. Il fallait construire d’urgence de nouvelles routes et de nouvelles voies ferrées. Il fallait d’une façon ou d’une autre créer une armée et une marine nationales, ainsi qu’un système unique de lois, d’administration civile et de monnaie. En attendant, il n’y avait pas d’autre solution que d’adopter – provisoirement – les institutions piémontaises ; mais cette « piémontisation » forcée passait mal et fit peu pour aider la cause de l’unité. Même la décision du souverain de garder le « II » dans sa titulature était perçue comme une offense : en tant que premier roi d’une Italie unie, il ne pouvait évidemment s’appeler que Victor-Emmanuel I^{er}. Le *Risorgimento* était-il réellement la renaissance de l’Italie – ou la conquête de la péninsule par la maison de Savoie ?

Moins de trois mois après l’intrônisation du « roi d’Italie », Cavour était mort. Il avait passé ses dernières semaines à débattre furieusement au sujet de l’avenir de Rome (où, rappelons-le, il n’avait jamais mis les pieds). Toutes les autres grandes villes d’Italie, faisait-il valoir, avaient été des municipalités indépendantes, chacune se battant dans son coin : Rome seule, en tant que siège de l’Église, était restée au-dessus de ces rivalités. Toutefois, s’il fallait bien exiger du pape qu’il déposât son pouvoir temporel, son indépendance devait être garantie à tout prix : ce qu’il fallait était « une Église libre dans un État libre ». Il rencontra bien des oppositions, la plus virulente étant celle de Garibaldi, revenu de Caprera en avril et qui fit irruption dans l’Assemblée romaine – chemise rouge et poncho gris – pour déverser un flot d’invectives contre l’homme qui avait, tonna-t-il, vendu la moitié de son pays aux Français et fait tout ce qu’il pouvait pour empêcher la libération des Deux-Siciles. Malheureusement pour lui, Garibaldi ne réussit qu’à renforcer l’opinion désormais répandue à son sujet : si brillant général qu’il ait pu être, il n’était certainement pas un homme d’État. Cavour remporta facilement le vote de confiance qui suivit. Ce fut sa dernière victoire ; il mourut brutalement le 6 juin 1861 d’une attaque massive. Il avait juste cinquante ans.

Si Camillo Benso, comte de Cavour, avait vécu juste une décennie de plus, il aurait vu les deux dernières pièces du puzzle italien se mettre en place. Pour Rome, la situation fut compliquée par Garibaldi qui essaya assez dérisoirement de renouveler son triomphe de deux ans auparavant. Avec le slogan « Rome ou la mort », il leva une troupe

de 3 000 volontaires avec laquelle il s'empara d'une Catane plutôt complaisante. En août, ayant affrété deux vapeurs locaux, il passa avec ses hommes en Calabre et entama une nouvelle marche sur Rome, mais cette fois les troupes gouvernementales l'attendaient. Il n'avait pas encore atteint le massif de l'Aspromonte – la « pointe » de la Botte – qu'elles attaquèrent. Craignant le retour d'une forme de guerre civile, Garibaldi ordonna à ses hommes de ne pas répondre au feu. Il y eut quand même quelques pertes, lui-même étant blessé à la cheville droite. Capturé, il fut envoyé à Naples dans une canonnière – et promptement remis en liberté. Il restait un héros et le gouvernement n'osa rien faire contre lui.

La suite de l'histoire est facile et rapide à terminer. En 1866, le chancelier prussien Bismarck trouva que l'Autriche était décidément un obstacle majeur à son rêve d'unification de tous les États allemands dans un seul et même empire. Il forgea donc une alliance avec le nouveau royaume d'Italie : la Prusse et l'Italie attaqueraient simultanément l'Autriche sur deux fronts. En cas de victoire, la récompense de l'Italie serait Venise et la Vénétie. Il suffit en fait d'une seule bataille, livrée le 3 juillet à Sadowa (Königgrätz pour les Allemands), à une centaine de kilomètres au nord-est de Prague et qui engagea 330 000 hommes – soit le plus grand nombre de soldats jamais rassemblés jusque-là sur un champ de bataille européen. La victoire prussienne fut totale : elle ruinait les ressources militaires de l'empereur François-Joseph et ouvrait la route de Vienne. L'armistice déboucha sur la cession à l'Italie des territoires promis. Venise n'était plus la République indépendante qu'elle avait été jadis, mais elle était une ville italienne et non plus autrichienne ; et la nouvelle Italie pouvait se prévaloir d'un port économiquement inappréciable dans le nord de l'Adriatique.

L'unité de l'Italie ne pouvait cependant pas être complète sans Rome – laquelle fut acquise aussi par l'obligeante entremise du même chancelier Bismarck. Celui-ci avait astucieusement poussé la France à la guerre en menaçant de mettre sur le trône d'Espagne un prince de la maison des Hohenzollern – projet totalement inacceptable pour les Français qui se seraient alors retrouvés complètement encerclés par l'Allemagne. La France – et non la Prusse – déclara donc la guerre le 15 juillet 1870. Pour les opérations qui s'annonçaient très dures, Napoléon III avait besoin de toutes ses troupes, si bien qu'à la fin du

mois d'août, il n'y avait plus un soldat français à Rome pour défendre le pape Pie IX. La défaite de Napoléon le 1^{er} septembre, à Sedan, signifia la fin du Second Empire – et le 20 septembre l'armée italienne investit la ville sainte. Le pape se retrancha derrière les murailles de la cité du Vatican où il allait passer les huit dernières années de sa vie. Le plébiscite organisé peu de temps après donna 133 681 voix pour l'intégration de Rome dans le nouveau royaume italien et 1 507 voix contre. La Ville faisait désormais partie de l'Italie, non par droit de conquête mais par la volonté même de sa population¹¹. Le royaume d'Italie, sous la direction de son roi Victor-Emmanuel II, trouva enfin sa place dans le concert des nations d'Europe.

Comme les chiffres des plébiscites le montraient, les Siciliens étaient aussi heureux que leurs nouveaux compatriotes. Ils étaient après tout largement plus italiens qu'espagnols, et même si le roi était un Piémontais – homme des montagnes plus que de la mer – saluant la Sicile du plus loin qu'il le pouvait, il semblait bien que ce fût pour eux une occasion de pouvoir jouer dans leurs propres affaires un rôle plus grand que celui qu'ils avaient eu dans le passé. Du moins l'espéraient-ils...

1. Les scènes de carnage firent une profonde impression sur un jeune Suisse du nom de Henri Dunant, chargé d'organiser les secours d'urgence aux blessés. Cinq ans plus tard, il fonda l'organisation de la Croix-Rouge.

2. Le pape Pie IX s'était enfui à Gaète en novembre 1848, à la suite de son allocution malvenue, violemment opposée à l'idée d'une Italie unifiée.

3. « Là où nous serons, là sera Rome ! »

4. Une fois son travail achevé, Dumas se rendit en toute hâte à Palerme sur son yacht ; il y arriva début juin.

5. L'ensemble de l'Italie du Sud.

6. Site d'une antique colonie grecque, fondée en 734 av. J.-C.

7. Près de Londres. (N.d.T.)

8. En français dans le texte. (N.d.T.)

9. Il est presque miraculeux que l'église de Sant'Angelo n'ait pas été détruite. C'est l'une des merveilles de la Campanie, avec des fresques gréco-byzantines du XI^e siècle admirablement préservées.

10. « L'Italie est faite ; restent à faire les Italiens. »

11. La cité du Vatican est un État indépendant depuis 1929 seulement. Nous devrions aussi mentionner la toujours indépendante « Sérénissime République

de Saint-Marin », qui couvre seulement 60 kilomètres carrés et compte environ 30 000 ressortissants, mais dont la naissance date de 301, ce qui fait d'elle, en théorie, le plus vieil État souverain du monde. Pendant le *Risorgimento*, il a servi de refuge à ceux qui étaient persécutés pour leur soutien à l'unification. Par conséquent, Garibaldi souhaita qu'il ne fût pas intégré au nouvel État italien.

LA MAFIA ET MUSSOLINI

Vue de Sicile, l'unification de l'Italie – largement en raison des bourdes commises à Turin – avait pris un départ déplorable. Le nouveau gouvernement italien était détesté, plus encore peut-être que celui des Bourbons avant lui. La population de Sicile réprouvait profondément non seulement le refus de leur autonomie promise, mais aussi le renvoi sommaire de Garibaldi, avec à peine un mot de remerciement ou de félicitation pour ses stupéfiants exploits. La méfiance de Cavour envers le vieux héros intrépide l'avait conduit à saboter à dessein sa réputation de toutes les façons possible. Le gouvernement de l'île avait été mis dans les mains des hommes que Garibaldi méprisait ; ses nombreuses – et très justes – recommandations avaient été délibérément ignorées¹. Ce que Cavour avait oublié était l'énorme popularité du héros. En outre, il n'avait absolument pas compris que, dans le cœur de tous les Siciliens, c'étaient eux qui, le 4 avril 1860, avaient accompli le premier pas vers la libération et l'unification de l'Italie : l'annexion – au Piémont – devait-elle être leur récompense ?

Les fonctionnaires envoyés de Turin pour mettre la Sicile en ordre furent également désillusionnés par ce qu'ils découvrirent sur place. Ils s'étaient attendus à une version plus triste et plus pauvre du Piémont – mais c'était en fait un tout autre monde, parlant une autre langue et fonctionnant sur un système totalement différent. Il n'avait pas les mêmes valeurs morales que le Nord. Le népotisme, par exemple, n'était pas considéré comme répréhensible ; au contraire, c'était le devoir de tout homme respectable de faire tout son possible

pour sa famille et ses amis². Le patronage était lui aussi juste et naturel ; cela affectait toutes les transactions, tous les accords, et cela s'étendait sur un vaste réseau, d'une extrémité de l'île à l'autre. Il y avait également d'autres problèmes : le clergé, puissant et profondément réactionnaire, par exemple, dont beaucoup de membres souhaitaient la restauration des Bourbons ; ou, à l'opposé, ces groupes de révolutionnaires qui rêvaient d'une République sicilienne. Dans de telles conditions, toute administration précise et efficace était manifestement impossible : ces malheureux bureaucrates ne pouvaient que hausser les épaules et demander leur transfert le plus tôt possible.

Après 1870, toute l'amertume et les ressentiments qui continuaient de fermenter en Sicile contre le Piémont se redirigèrent contre le royaume d'Italie lui-même, et en particulier contre les deux institutions détestées qui l'incarnaient aux yeux des Siciliens : l'impôt et la conscription. Le premier n'était pas une nouveauté. Il avait toujours existé, même si son contournement était devenu en Sicile – comme ailleurs – une forme d'art. L'impôt local était presque totalement sous le contrôle des chefs de village ; les parents et les amis du maire en étaient normalement exemptés. La mule du paysan était taxée – le bétail du grand propriétaire, non. La conscription était une affaire plus sérieuse. Les Bourbons n'avaient jamais osé l'imposer : lorsque les Piémontais le firent, cela faillit déclencher une révolution sur place. La Sicile était en effet une société presque exclusivement agricole où de surcroît les femmes étaient strictement confinées à la maison. Jamais on ne les voyait travailler dans les champs et elles s'aventuraient rarement dans les rues. Il s'ensuivait logiquement que si un homme était enrôlé, cela faisait deux bras et deux mains de moins pour travailler la terre, semer les graines et faire la récolte. Pour échapper à la conscription, on recourait à des mesures désespérées : les enfants n'étaient pas envoyés à l'école ; des garçons étaient enregistrés comme filles ; des officiers recruteurs, lynchés. Parmi les infortunés enrôlés malgré tous leurs efforts pour y échapper, la moitié disparaissait souvent dans la nature avant l'arrivée à la caserne.

En bref, la Sicile – et plus encore celle de l'ouest, où il y avait moins de grands domaines et où la pauvreté était plus grande – était devenue plus anarchique qu'elle ne l'avait jamais été. Il n'y avait nulle honte à être un embusqué ou même un déserteur puisqu'il n'existait aucun sentiment de loyauté envers le nouvel État. Le fait même que le

gouvernement italien fût plus libéral que celui des Bourbons autocratiques permettait juste de le manipuler, voire de l'ignorer plus facilement. Les autorités avaient divisé l'île en six provinces, et elles avaient créé quatre forces de police animées de rivalités intenses. Des criminels recherchés n'avaient aucune difficulté à passer d'une zone de juridiction dans une autre. La guerre des gangs était omniprésente : un consul anglais kidnappé à Palerme, une douzaine de personnes poignardées à mort en une seule nuit... Dans l'ensemble de l'île, le taux des meurtres était dix fois celui du Piémont ou de la Lombardie.

Que faire ? Les autorités choisirent la seule option qui paraissait ouverte : répondre à la force par la force. Le général Giuseppe Govone avait un pedigree militaire remarquable. Il s'était personnellement distingué à la bataille de Magenta et – de façon peut-être plus surprenante – pendant la guerre de Crimée où il avait participé à la célèbre « charge de la brigade légère » à Balaklava. En 1862, à moins de quarante ans, il fut nommé gouverneur de Sicile avec les pleins pouvoirs – y compris le droit de vie et de mort. En pratique, il pouvait faire ce qu'il voulait. Suivit alors ce qui mériterait d'être appelé un règne de la terreur : arrestations et détentions sans jugement pendant des années, prises et fréquentes exécutions d'otages, coupures arbitraires de l'arrivée d'eau, usage récurrent de la torture. Les autorités étaient plus haïes que jamais et Govone n'arrangea pas sa popularité en déclarant au parlement qu'aucune autre méthode ne réussirait « dans une contrée où l'on n'avait pas encore achevé de parcourir le cycle qui mène de la barbarie à la civilisation ». L'indignation généralisée entraîna une enquête parlementaire, des démissions du gouvernement et toute une série de duels entre députés. Govone fut lavé de toutes les accusations, mais on jugea plus sûr, pour sa sécurité, de le rapatrier sur le continent. Une fois de plus, la Sicile s'était révélée ingouvernable.

En 1863, on créa une pièce qui avait pour décor l'Ucciardone, principale prison de Palerme, et qui remporta un énorme succès. Son titre était *I mafiusi di la Vicaria di Palermo* et il donna un mot nouveau au sicilien – puis à la langue italienne³. Comme les pages précédentes doivent l'avoir fait comprendre clairement, il n'y avait rien de nouveau dans la mafia – excepté le mot lui-même dont l'origine nébuleuse peut être décelable à l'époque coloniale espagnole. Après 1860, toutefois, il avait pris une dimension nouvelle. Dans ces

premiers temps, il n'était en aucun cas monolithique : ses *cosche*⁴ individuelles étaient plus souvent qu'à leur tour en guerre l'une contre l'autre, chacune cherchant à étendre son territoire et sa sphère d'influence. À elles toutes, elles dominaient la plus grande partie de l'île, particulièrement à l'ouest. La première élection parlementaire, en janvier 1861, les vit déjà à l'œuvre : il n'y eut que peu ou pas de comptage des votes et l'ensemble de l'électorat – limité à ceux qui savaient lire et écrire – équivalait à plus de 1 % de la population ; les résultats étaient connus d'avance.

Cinq ans plus tard, en septembre 1866, Palerme connut une nouvelle insurrection – la quatrième en un demi-siècle. Elle fut clairement organisée par la mafia, ce qui impliquait l'absence de chefs identifiés et de toute trace écrite (la plupart des membres de la mafia étaient de toute façon illettrés). Mais le mot d'ordre circula en avance et la population fut priée de sortir en force quand les tirs commenceraient. L'objectif initial du soulèvement n'était pas de renverser le gouvernement ; les gens ne brandissaient pas de bannières, ne hurlaient pas de slogans. Il s'agissait bien d'exhiber son pouvoir et de créer du désordre, et ce programme fut réalisé de façon remarquablement efficace. Des arsenaux furent vidés, des bâtiments gouvernementaux et des tribunaux pillés, des archives criminelles détruites. Le mouvement fut évidemment de moins en moins contrôlé avec le temps, la foule découvrant de plus en plus d'occasions de se déchaîner. Mais ses débuts – avec l'apparition de plusieurs centaines d'hommes descendant la route de Monreale pour entrer dans la ville et leur concentration sans hésitation sur des objectifs qui avaient dû être sélectionnés d'avance – montrèrent de façon claire une planification minutieuse. L'un de ces objectifs était la prison de l'Ucciardone : si les insurgés avaient réussi à y pénétrer et à libérer certains des 2 500 prisonniers alors incarcérés, les effets du soulèvement auraient été bien pires que ce qu'ils furent. Par bonheur, la frégate à vapeur *Tancredi* arriva juste à temps et bombardra les assaillants de mitraille et de grenades. Les combats continuèrent pourtant et il fallut mobiliser 40 000 soldats pour soumettre enfin Palerme – pilonnée pendant une semaine par la marine italienne.

Le message était clair : la mafia avait montré qu'il fallait la prendre au sérieux. Mais qu'était-elle exactement ? Était-ce juste une manifestation de la mentalité sicilienne, née d'une tradition séculaire

d'anarchie, remontant peut-être aux envahisseurs arabes antérieurs d'un millénaire ? Était-ce simplement le nom collectif d'un ensemble de gangs criminels, chacun d'eux se manifestant pour ce qui l'intéressait ? Ou bien était-ce une organisation, une fraternité du crime unie par serment, avec un chef et plusieurs lieutenants ? C'est à coup sûr ce qu'elle allait effectivement devenir – mais elle ne ménageait pas sa peine pour dissimuler cette réalité. Une des raisons principales de son succès à long terme fut sa capacité à faire croire à beaucoup de gens qu'elle n'existait en réalité pas du tout.

Pas à tous, cependant. Le marquis de Rudinì, maire de Palerme à cette époque et nommé par le roi, était un honnête homme. Il avait courageusement combattu durant toute l'insurrection, d'abord depuis la mairie puis depuis le palais royal – où on lui doit, plus qu'à tout autre, la préservation du plus grand trésor de Palerme : la chapelle Palatine. En mai 1867, quand une commission d'enquête parlementaire vint de Rome, il ne mâcha pas ses mots :

« La mafia est puissante – peut-être plus puissante que l'on ne croit. La démasquer et la punir est souvent impossible, parce qu'il n'existe de preuves ni des crimes ni de qui en est responsable [...]. Nous n'avons jamais été capables de rassembler assez de témoignages pour monter un procès et pour le mener à une heureuse conclusion.

« Seuls ceux qui ont la protection de la mafia peuvent circuler librement dans la campagne [...]. Le manque de sécurité a entraîné la situation suivante : quiconque désire aller dans la campagne doit devenir un brigand ; il n'y a pas d'autres solutions. Pour vous défendre et défendre vos biens, vous devez obtenir la protection des criminels et vous lier à eux d'une façon ou d'une autre.

« L'Ucciardone – la prison de Palerme – est une sorte de gouvernement. C'est de là que partent les règles et les ordres. On sait tout à l'Ucciardone – ce qui pourrait nous conduire à croire que la mafia a des chefs formellement établis et reconnus. Dans la campagne autour de Palerme, les gangs criminels sont extrêmement répandus et il y a plusieurs chefs différents – mais ils agissent en concertation mutuelle et ils vont chercher la direction à l'Ucciardone⁵. »

Cosa nostra, autrement dit, était là pour durer.

Peut-être la législation la plus dérangeante et de plus grande portée introduite par le gouvernement italien, vers la fin du XIX^e siècle, fut-elle ce qu'il faut bien appeler la dissolution des monastères. Cette mesure ne fut pas appliquée avec la même rigueur exhaustive qu'en Angleterre trois cent cinquante ans auparavant, mais l'anticléricalisme était dans l'air vers le tournant du siècle. Dans l'Allemagne de Bismarck et dans la France de Gambetta, comme dans le Piémont de Cavour, l'Église était soumise à des pressions de plus en plus hostiles. La Sicile menaçait toutefois d'être un cas plus difficile à résoudre : d'abord parce que c'était la Sicile, ensuite parce que, dans une contrée rongée de superstitions, le clergé tendait à être plus populaire. Le fait est qu'un bon dixième de l'île appartenait à l'Église, tandis que le nombre de cathédrales, d'églises, de monastères et de couvents était totalement disproportionné par rapport au chiffre de la population. Caccamo, par exemple, comptait une cathédrale, vingt-neuf églises et neuf monastères – pour un total de 6 000 laïcs.

Garibaldi avait depuis longtemps proposé qu'une grande partie des terres de l'Église fût redistribuée aux paysans sans terre, créant une nouvelle classe de petits propriétaires ayant désormais de quoi vivre décemment. Inutile de dire que cette admirable idée fut rejetée. Il fut décidé en revanche que les terres seraient vendues aux enchères et par unités beaucoup plus grandes que ce que Garibaldi avait conçu, pour les prix les plus élevés possible. La mafia sauta inévitablement sur l'occasion : les enchérisseurs furent intimidés ou achetés (ou les deux) ; des cercles de riches acquéreurs se formèrent et s'entendirent pour maintenir les prix bas, afin d'éviter les surenchères inutiles. Le gouvernement perdit ainsi jusqu'à 90 % de la valeur réelle des terres vendues – et les riches en ressortirent infiniment plus riches. Moines et nonnes, par ailleurs, se retrouvèrent sans toit, comme un grand nombre de membres du clergé séculier ; et 15 000 laïcs qui travaillaient pour eux se retrouvèrent sans emploi. Dans le même temps, les innombrables écoles de charité, hospices, orphelinats et soupes populaires – qui rendaient la vie supportable pour les pauvres des villes – furent obligés de fermer leurs portes. Ultime conséquence, irréparable : le gouvernement y « gagna » l'implacable hostilité de l'Église, qui allait progressivement se transformer, avec le temps, en

soutien à la mafia.

Ce même gouvernement avait aussi d'autres ennemis : ceux qui rêvaient d'un retour des Bourbons, ceux qui espéraient une autonomie à l'intérieur du royaume d'Italie, ou même d'une indépendance sans lui, composaient un groupe considérable de nationalistes siciliens pour qui l'Italie était « l'étranger » et qui refusaient même de parler l'italien. Beaucoup plus difficiles à trouver étaient ceux qui se déclaraient ouvertement en faveur du royaume. Celui-ci était détesté et méprisé à tel point même que, selon un témoin oculaire de l'insurrection, n'importe quel pays étranger qui aurait essayé de séparer la Sicile de l'Italie aurait été accueilli dans l'île avec le même enthousiasme que Garibaldi l'avait été naguère dans son expédition contre les Bourbons⁶.

Dix ans après l'insurrection de Palerme parut un rapport sur la situation en Sicile, par deux barons toscans – Leopoldo Franchetti et Sidney Sonnino (un demi-Gallois). C'est de loin le plus lucide et le plus complet de tous les rapports parus sur l'île dans les années suivant son intégration à l'État italien ; et ses conclusions sont de fait fort peu réjouissantes. La corruption était partout, dans chaque mairie comme dans chaque office gouvernemental. Quand il ne finissait pas dans la poche de quelqu'un, l'argent des impôts était largement gaspillé en pots-de-vin et ce qui restait allait aux édifices publics – notamment aux théâtres (Palerme eut plusieurs des plus grands théâtres d'Europe, avant d'avoir un hôpital public). Pour ce qui était de « l'Honorable Société » (comme la mafia aimait à s'appeler elle-même), elle occupait simplement les « vides » laissés par les autorités. Le crime organisé était le moyen qui lui permettait d'arriver à ses fins : le respect, le pouvoir et l'argent. Du reste, le crime était lui-même respecté : plus d'un criminel – meurtrier au besoin – était protégé par des membres de la haute société palermitaine. Et si les propriétaires de Sicile occidentale l'avaient vraiment voulu, le brigandage aurait été promptement stoppé : malheureusement, « il n'y [avait] pas un seul propriétaire vivant sur ses domaines qui ne [traitât] directement avec les bandits ». Même des truands à la petite semaine se trouvaient ainsi liés à de puissants barons – auquel cas ils étaient pratiquement à l'abri des arrestations et des condamnations.

Dans ces conditions, que faire ? À vrai dire, pas grand-chose. Si des Siciliens honnêtes avaient été nommés à des postes clés de

l'administration, ils n'auraient pas eu une chance ; d'un autre côté, des étrangers auraient été constamment dupés, déconcertés et tournés en ridicule. Le problème, pour faire bref, était insoluble. Malgré deux Premiers ministres successifs d'origine sicilienne – Francesco Crispi et Antonio de Rudinì, dont les noms sont déjà apparus plus haut – qui furent au pouvoir de 1887 à 1898 (à une brève interruption près), la vie des fermiers et des paysans de l'île devint de plus en plus dure. Un consul anglais écrivait en 1891 : « Le prix du travail n'a pas augmenté ces vingt dernières années, alors que le coût de la vie a doublé. »

En revanche, l'illettrisme était en recul et, grâce à la conscription, beaucoup plus de jeunes Siciliens voyagèrent en Italie – parfois même bien au-delà – et rentrèrent avec des idées nouvelles. C'est à peu près vers 1890 que de petits groupes connus sous le nom de *fasci* (« faisceaux ») commencèrent à former un embryon de mouvement syndical, prêt à faire grève pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail. En mai 1893, un congrès socialiste régional eut lieu en Sicile ; et, en juillet, un rassemblement de plusieurs centaines de paysans. Ces rassemblements entraînèrent inévitablement des manifestations ; et les manifestations, des émeutes. Pour les grands propriétaires comme pour les autorités civiles, ce n'était qu'une question de temps.

En décembre 1893, Francesco Crispi redevint Premier ministre. Il y avait quelque temps qu'il réfléchissait beaucoup à son île natale et il alla cette fois très vite : l'état d'urgence fut déclaré dans toute la Sicile. Sans la moindre preuve, il accusa les *fasci* de comploter – avec l'aide de la France et de la Russie – pour séparer l'île de la péninsule. La flotte italienne se rassembla en vue des côtes et 40 000 hommes furent débarqués pour rétablir l'ordre. Ils le firent avec une extrême brutalité, procédant à des milliers d'arrestations et à de fréquentes exécutions sommaires. Le 16 juin 1894, Crispi faillit être assassiné par un anarchiste – attentat qui fut naturellement suivi d'une série de lois antianarchistes. Pour finir, il profita de l'occasion pour organiser de nouvelles élections en faveur de son gouvernement, en rayant des listes électorales des centaines d'opposants – y compris des professeurs d'université – au motif d'illettrisme et en relâchant des condamnés en échange de leur engagement en faveur des candidats du gouvernement. Selon la formule d'un socialiste de Catane privé ainsi de ses droits, Giuseppe de Felice Giuffrida, Crispi a été « le pire

mafioso de tous ».

En 1896, Crispi eut comme successeur, pour la seconde fois, un collègue sicilien, ancien maire de Palerme lors des événements de 1866, le marquis de Rudinì. C'est lui qui fit la première expérience d'accorder à l'île un certain degré d'autonomie. Il avança lentement et avec précaution, n'étant assurément pas prêt à aller jusqu'à créer une assemblée régionale telle que Garibaldi l'avait proposée. Il nomma au lieu de cela un « commissaire régional spécial », un parlementaire du nom de Giovanni Codronchi. L'expérience ne fut pas un succès – pour des raisons qui n'étaient que trop familières à ce moment-là. Premièrement, Codronchi était un homme du Nord (d'Imola), donc *ipso facto* déconcerté par la population, la langue et les coutumes. Ensuite, en s'installant lui-même à Palerme, il se mit instantanément Messine à dos. Tous ses efforts ayant été systématiquement ruinés et se sentant désormais totalement paralysé, il essaya de battre les Siciliens sur leur propre terrain, en truquant les élections de façon aussi cynique et sans plus de scrupules que Crispi l'avait fait avant lui – au point que Felice Giuffrida, pourtant membre actif du parlement depuis des années, fut trouvé trop jeune pour voter. Mais tout cela en pure perte : la Sicile gagna de nouveau.

Enfin, juste au tournant du siècle, les choses commencèrent à s'améliorer à l'est de l'île. Les conditions ici n'avaient jamais été aussi mauvaises que dans l'ouest et à Palerme. Beaucoup attribuaient cela au fait que dans le passé, la partie occidentale avait été largement arabisée, tandis que l'est avait été essentiellement hellénisé. Peut-être était-ce aussi simplement dû au fait que Messine et Catane étaient physiquement plus proches du continent que Palerme ou Trapani. En tout état de cause, les milieux d'affaires à l'est étaient beaucoup moins soumis à l'influence de la mafia que les grands domaines agricoles de l'ouest, et là où le brigandage continuait de sévir, ils s'y opposaient activement. Dans l'ensemble de l'île, la province la plus respectueuse des lois était celle de Syracuse ; elle se vantait aussi d'offrir les meilleures communications.

L'amélioration constante des conditions sociales à l'est invitait toutefois à la comparaison avec l'ouest où la dégradation se poursuivait. Dans les provinces de Palerme, de Trapani, de Caltanissetta et Girgenti⁷, les crimes de la mafia étaient plus nombreux

en 1910 qu'ils ne l'avaient été quarante ans auparavant ; à Caltanissetta, le taux des meurtres était presque dix fois plus élevé qu'à Messine – une des raisons étant que de nombreux *mafiosi* avaient passé quelques années à New York, où le crime était plus raffiné et plus sophistiqué. Là-bas, le monde sicilien clandestin était dominé par une organisation connue sous le nom de *Black Hand*. En 1909, le lieutenant Giuseppe « Joe » Petrosino – membre du New York Police Department né à Salerne, qui avait arrêté ou rapatrié en quatre ans plus de 600 truands italiens – fut envoyé à Palerme pour enquêter sur les activités criminelles entre l'Amérique et la Sicile. Un soir qu'il attendait des informateurs potentiels sous le buste monumental de Garibaldi, Piazza Marina, deux hommes arrivèrent et l'abattirent. Le principal suspect était le premier *capomafia* de la Sicile, Don Vito Cascio Ferro, homme dont l'influence et le pouvoir étaient immenses à Palerme. Plusieurs années auparavant, il avait lui-même été arrêté à New York – pour meurtre – par Petrosino. Acquitté, il avait quand même jugé plus prudent de revenir en Sicile. Pour l'exécution de Palerme, Cascio Ferro possédait naturellement un alibi en béton : Domenico de Michele – honorable parlementaire sicilien – jura que Don Vito se trouvait chez lui au moment du meurtre. Personne ne parut se soucier du fait que ledit parlementaire était le fils du « baron » Pietro de Michele, meurtrier et violeur notoire, qui avait été le patron de la mafia locale à Burgio, près de Girgenti. Son témoignage fut accepté sans vérification (l'alibi pouvait d'ailleurs être vrai : Cascio Ferro avait sans doute missionné des tueurs à gages, plutôt que de venir lui-même⁸).

Étant donné l'hostilité entre les deux principales villes de la Sicile, il est invraisemblable que le lieutenant Petrosino ait trouvé Palerme particulièrement bouleversée – mais cela aurait pu se faire. Un peu plus d'un an avant son arrivée, le 28 décembre 1908, à cinq heures vingt, Messine avait subi la plus terrible catastrophe naturelle de l'histoire de l'Europe : un séisme (estimé à 7,1 sur l'échelle de Richter), suivi d'un tsunami de douze mètres de haut sur les côtes voisines. Plus de 90 % des bâtiments de la cité avaient été détruits ; entre 70 000 et 100 000 personnes avaient été tuées. Des centaines d'autres avaient été enterrées vivantes, souvent une semaine ou plus, car toutes les lignes de communications terrestres étaient coupées : il fallut plusieurs jours avant que la Croix-Rouge et d'autres

organisations de secours puissent atteindre la ville. Presque toutes les archives municipales furent détruites – ce pourquoi, d'ailleurs, une si grande partie de l'histoire moderne de la Sicile doit être dite d'après le point de vue biaisé de Palerme.

Le tremblement de terre de Messine engendra un immense accroissement de l'émigration. Les Siciliens quittaient déjà leur patrie davantage que n'importe quel autre peuple d'Europe. Dans les premiers temps, beaucoup avaient fait le voyage relativement court en Tunisie, alors protectorat français ; mais en 1900 – même si l'Argentine et le Brésil étaient des destinations populaires – la grande majorité partait pour les États-Unis. Au début de la Première Guerre mondiale, le nombre d'émigrants était d'au moins un million et demi. Certains villages siciliens, ayant perdu pratiquement la totalité de leur population, disparurent simplement de la carte. Il y avait là une terrible indication sur la façon dont l'île avait été gouvernée depuis si longtemps ; d'un autre côté, nombre de ces émigrants qui réussissaient envoyaient régulièrement des mandats à leur famille restée au pays, et les récits de leur réussite donnaient à la jeune génération des ambitions nouvelles en matière d'éducation et de culture. En outre, la pénurie de main-d'œuvre provoqua localement une énorme augmentation des salaires agricoles.

La guerre créa de nouveaux problèmes. Les marchés d'exportation de la Sicile, dont dépendait la vie de l'île, furent pratiquement coupés pendant toute sa durée. Des industries de guerre du genre de celles qui étaient établies ailleurs en Italie n'étaient évidemment pas concevables dans une région où l'on ne trouvait ni travailleurs qualifiés ni transports suffisants. Le gouvernement, ayant désespérément besoin de nourriture bon marché, fixa des prix irréaliment bas pour la farine – par suite de quoi la production de blé officiellement déclarée chuta d'environ 30 % durant toutes les années de guerre – et les prix du marché noir s'envolèrent. La mafia, de son côté, ne s'était jamais aussi bien portée. Le bandit fut alors le célèbre Don Calogero Vizzini – qui réussit à échapper au service militaire et qui amassa des sommes considérables en profitant des pénuries du temps de guerre. En 1917, il parut nécessaire de légiférer contre le vol du bétail : en raison des prix élevés et des contrôles gouvernementaux, des troupeaux entiers disparaissaient en une nuit. Il y avait certes des compensations occasionnelles : les hommes qui allaient au combat dans le Nord

revenaient avec de nouvelles compétences et de nouvelles aspirations – mais aussi avec de nouvelles idées. Les années de guerre virent la Sicile évoluer progressivement vers la gauche.

Puis, dans les années d'après-guerre, de plus en plus d'émigrants revinrent pour la retraite dans leur patrie d'origine, souvent avec des économies considérables et en apportant avec eux toute l'expérience acquise dans le Nouveau Monde. Certains importaient aussi, à la vérité, les techniques dernier cri du gangstérisme, mais ce ne furent pas les plus nombreux. Le résultat le plus important des années passées à l'étranger fut un nouveau respect de soi-même et une volonté assumée de ne plus accepter le respect servile face aux grands propriétaires terriens. La population de Sicile apprit progressivement à regarder ses « maîtres » en face.

Pour des raisons géographiques évidentes, les Siciliens s'étaient toujours sentis proches de l'Afrique du Nord et l'on s'y réjouit lorsqu'en 1911, l'Italie acquit la Libye de l'Empire ottoman chancelant – acquisition vue comme le début d'un grand empire africain. En fait, l'occupation de la Libye ne dura finalement que trente et un ans et se révéla un énorme gouffre financier, dans le même temps que la fin de la guerre avec la Turquie fut rapidement suivie par la Première Guerre mondiale. Cela ne fit pas non plus beaucoup de bien à la Sicile, avec l'épanouissement du marché noir – conditions idéales, de nouveau, pour les activités de la mafia. Assez ironiquement, le Premier ministre qui domina le pays jusqu'à la fin de la guerre était un *mafioso* autoproclamé – bien qu'il eût (ou se vantât d'avoir) une vision de « l'Honorable Société » assez différente de celle de la plupart de ses contemporains. Né à Palerme et représentant Partinico (où il était soutenu par le boss Frank Coppola, « rapatrié » en Italie depuis les États-Unis), Vittorio Emanuele Orlando avait été lié à la mafia toute sa vie. En 1925, il devait en informer le Sénat italien en ces termes :

« Si l'on entend par le mot “mafia” un sens de l'honneur poussé à l'extrême ; un refus de la morgue ou de l'outrecuidance de quiconque [...] ; une générosité d'esprit qui, tout en combattant l'orgueil, est indulgente au faible et fait preuve de loyauté envers les amis [...]. Si de tels sentiments et un tel comportement sont bien ce que les gens entendent par

“la mafia” [...], nous parlons alors en fait des caractéristiques spéciales de l’âme sicilienne et je déclare que je suis un *mafioso* et fier d’en être un. »

Tel était l’homme chargé de représenter l’Italie en 1919 à la conférence de Paris – sans être toutefois le signataire du traité final, ayant été contraint de démissionner quelques jours avant la conclusion. *Mafioso* ou non, Orlando s’entendit fort bien avec les participants à la conférence – sauf avec le président Wilson – mais sa méconnaissance de l’anglais l’obligea de confier l’essentiel des discussions à Sidney Sonnino, son rébarbatif ministre des Affaires étrangères⁹. Il ne chercha jamais à dissimuler ses émotions : quand il comprit que l’Italie n’obtiendrait pas le port de Fiume (aujourd’hui Rijeka) dans le cadre du traité de paix, il éclata en sanglots : Clemenceau le surnomma « le Pleureur » et sir Maurice Hankey (le plénipotentiaire anglais) remarqua qu’il aurait battu son fils pour un comportement aussi scandaleux¹⁰. Mais voilà : Orlando était un Sicilien, pas un collégien anglais ; et Hankey oubliait sans doute qu’il avait réussi à sortir victorieusement son pays d’une guerre mondiale.

L’arrivée du fascisme en 1922 et l’ascension de Benito Mussolini laissèrent la Sicile indifférente. L’île avait toujours été considérée comme la région la moins « fascisante » de l’Italie : aux élections de 1921, le *Fascio* n’y gagna aucun siège. C’est en 1924 seulement – une fois le Duce solidement installé au pouvoir – que les fascistes siciliens obtinrent des députés (38 sur 57). Cette année-là, un crime politique jeta une ombre très noire sur la réputation du parti mussolinien. Un jeune et courageux parlementaire socialiste – Giacomo Matteotti, né en Vénétie, farouchement opposé au parti et à tout ce qu’il représentait – avait publié dès 1923 *Un anno di dominazione fascista*¹¹. Le 10 juin 1924, il fut enlevé en voiture et assassiné à Rome par un commando d’hommes de main qui le poignardèrent parce qu’il se défendait. Tout le pays fut scandalisé : à ce moment peut-être, si le roi et les politiciens libéraux avaient fait un effort déterminé en ce sens, ils auraient pu se débarrasser une fois pour toutes de Mussolini – mais ils hésitèrent trop longtemps et la démocratie mourut.

Le cadavre de Matteotti ne fut retrouvé que dix semaines plus tard. La responsabilité personnelle du Duce, longtemps mise en doute, fut en fin de compte solidement établie et de nombreux Siciliens

distingués – dont le vieil Orlando – rompirent alors avec lui. Le dramaturge sicilien Luigi Pirandello¹² – qui était sur le point de rallier le *Fascio* – hésita un moment, mais finit par choisir le ralliement. Trois ans plus tard – mais pas avant – il devait déchirer, furieux, sa carte du parti sous les yeux horrifiés du secrétaire général. Jusqu'à sa mort, en 1936, Pirandello resta sous la surveillance de la police politique mussolinienne.

En Sicile même, le Duce réalisa étonnamment peu de choses. Journaliste et naturellement homme de parade, il aimait mobiliser les gros titres des journaux : comparativement à l'expansion de l'empire colonial italien ou au développement de l'industrie dans le nord de la péninsule, la Sicile n'offrait que peu d'occasions pour ce genre d'exhibitionnisme. À un moment, il se vanta même d'avoir résolu tous les problèmes de l'île – au point qu'un magazine intitulé *I Problemi della Sicilia* fut contraint de changer de nom. Sur le continent, les chemins de fer étaient électrifiés, le pays quadrillé par un réseau d'*autostrade* ; en Afrique, la construction des routes progressait. Dans le même temps, de très nombreux villages siciliens ne restaient reliés entre eux que par des lits de torrent à sec.

Le 3 janvier 1925, le Duce se proclama lui-même dictateur. Il était enfin prêt à s'attaquer à la mafia. Il n'était pas du genre à pouvoir tolérer un défi à son autorité personnelle – encore moins de la part d'une organisation aussi puissante et aussi mystérieuse. Il avait également noté, au cours de ses deux visites en Sicile, que les caïds locaux étaient assez peu enclins à lui témoigner le respect auquel il était habitué. À l'occasion d'une de ces visites, il reçut comme une offense mortelle le fait qu'à Piana dei Greci, le *capo* local – Don Ciccio Cuccia – ait publiquement proclamé que son visiteur n'avait pas besoin d'escorte policière, puisque sa seule présence suffisait à assurer sa protection. L'Honorable Société avait désormais acquis une réputation internationale. Il était manifeste que la Sicile n'était pas assez grande pour Mussolini *et* pour la mafia : l'un des deux devait céder la place. Le Duce appela Cesare Mori.

Mori était un homme du Nord, originaire de Pavie, et il avait déjà passé cinquante ans. Il avait été élevé dans un orphelinat et il avait fait ses études à l'Académie militaire de Turin. Entré dans la police, il avait déjà à son actif deux périodes de service en Sicile : la première à Castelvetro où il s'était distingué en capturant Paolo Grisalfi, un

bandit notoire ; et la seconde à Caltabellotta où, en 1919, il avait arrêté plus de 300 personnes en une seule nuit. À cette occasion, il avait fait remarquer à un membre de son équipe :

« Les gens n'ont pas encore compris que les brigands et la mafia sont deux choses différentes. Nous avons frappé les premiers, qui sont indiscutablement l'aspect le plus visible de la criminalité sicilienne, mais pas le plus dangereux. Le coup véritablement mortel sera porté à la mafia quand nous serons en mesure de faire des rafles non seulement parmi les figuiers de Barbarie, mais aussi dans les préfectures, les quartiers généraux de la police, les maisons des employeurs et – pourquoi pas ? – quelques ministères. »

En 1924, il fut nommé préfet à Trapani, mais son pouvoir en Sicile ne commença vraiment que le 20 octobre 1925, lorsque Mussolini l'installa à Palerme, avec des pouvoirs discrétionnaires sur toute l'île. Sa mission était simple ; éradiquer la mafia. Son télégramme de nomination était parfaitement clair :

« Votre Excellence a *carte blanche*¹³ : l'autorité de l'État doit absolument, je répète absolument, être rétablie en Sicile. Si les lois encore en vigueur vous gênent, il n'y aura pas de problèmes : nous ferons de nouvelles lois. »

Mori commença donc comme il l'entendait. Au cours des deux premiers mois de son mandat, il fit 500 nouvelles arrestations. En janvier 1926, il marcha contre la petite ville perchée de Gangi, l'encercla, coupa ses communications avec le monde extérieur, procéda à 450 arrestations supplémentaires et fit massacrer tout le bétail sur la place de la ville. Ce devait être le schéma d'action pendant trois ans et demi, dans toute la Sicile occidentale. Le « Préfet de fer » – surnom de Mori – combattait la mafia et n'hésitait pas à utiliser les méthodes de la mafia. Il ordonnait allègrement la torture quand il le jugeait nécessaire et ne voyait aucun inconvénient à prendre femmes et enfants en otages pour obtenir la reddition des maris et des pères.

La rude besogne était toujours en cours lorsque le 26 mai 1927 (jour de l'Ascension), Mussolini s'adressa à la Chambre des députés en présentant un rapport d'étape sur cinq années de gouvernement fasciste. Le ton était – sans surprise – à l'autosatisfaction : sous sa direction, déclara le Duce, l'Italie était plus grande qu'elle n'avait jamais été depuis l'Empire romain. Une bonne partie du rapport concernait aussi le travail de Mori en Sicile, où le nombre des meurtres était passé de 673 en 1923 à 299 en 1926. Quand la lutte contre la mafia prendra-t-elle fin ? demanda l'orateur, dans un effet de question rhétorique :

« Elle ne prendra pas fin quand il n'y aura plus de *mafiosi*, mais quand les Siciliens ne pourront même plus se rappeler ce qu'était la mafia. »

Deux années se passèrent encore avant que Mori ne fût rappelé à Rome. Après plus de 11 000 arrestations, il laissait un immense travail à faire à l'institution judiciaire : les « procès de la mafia » – l'un d'eux aligna 450 accusés – allaient durer jusqu'en 1932. Parallèlement, Mori publia un livre de souvenirs dans lequel il déclarait fièrement que la mafia avait été finalement détruite et que la Sicile avait gagné sa dernière bataille contre le crime organisé.

Il se trompait, bien sûr. Il avait assurément porté un rude coup à *Cosa nostra*, mais celle-ci n'était pas morte – très, très loin de là.

En 1937, Mussolini fit sa troisième visite en Sicile. Les troupes italiennes occupaient alors l'Éthiopie : avec les colonies déjà existantes de l'Érythrée et de la Somalie italienne, et la Libye récemment acquise, l'ensemble constituait un domaine africain considérable – et la Sicile, de par sa proximité géographique, avait gagné une importance nouvelle : « De fait, déclara le Duce, elle est le centre géographique de l'empire. » Il allait inaugurer, continuait-il, une des époques les plus heureuses dans les quatre mille ans de l'histoire de l'île. Cela impliquerait, en tout premier lieu, la démolition du vaste bidonville devant Messine, toujours habité par les milliers de sans-abri laissés par le tremblement de terre de 1908 (beaucoup de ces malheureux auraient été excusables de demander, à cette occasion, pourquoi vingt-neuf ans s'étaient écoulés depuis sans que rien eût été

fait pour eux). Tous les *latifondi* – ces vastes étendues de terrain possédées par des propriétaires absents sous l'appellation de « fiefs » et exploitées selon des méthodes médiévales et féodales – seraient abolies et tous les Siciliens auraient désormais des habitations décentes et des terres à cultiver. De nouveaux villages seraient construits dans toute l'île.

L'Italie, réfractaire, ne comprendrait, semblait-il, jamais. Un de ces villages fut effectivement construit près d'Acireale – mais les paysans locaux refusèrent de quitter leurs cabanes à espace unique dans lesquelles ils avaient toujours vécu avec leurs bêtes ! Il fallut « importer » de Toscane tout un groupe de paysans pour occuper les structures nouvelles. En dépit de cet échec flagrant, huit autres villages furent construits sur le même schéma – et connurent le même sort. On organisa maintes réunions pour leur donner des noms – mais aucune, de mémoire locale, pour parler de l'adduction d'eau ou de l'électrification¹⁴. C'est que le gouvernement avait à présent d'autres soucis en tête : la Seconde Guerre mondiale venait de commencer.

1. Il avait par exemple recommandé la création d'une assemblée régionale pour la Sicile – qui attendit quatre-vingt-cinq ans.

2. À Monreale, en 1875, presque tous les employés municipaux étaient des parents du maire.

3. En réalité, l'origine même du mot reste très discutée parmi les philologues. (N.d.T.)

4. Le mot sicilien *cosca* renvoie à une plante semblable à un artichaut, avec des feuilles très serrées. La métaphore de l'union étroite des membres de chaque groupe est évidente.

5. Cité in John Dickle, *Blood Brotherhoods*. Mais il faudra attendre 1992 pour que la Cour de cassation établisse que la mafia n'est pas un assemblage varié de gangs locaux mais bien une seule et même organisation pyramidale tenue par des serments de loyauté jusqu'à la mort.

6. Giacomo Pagano, *Avvenimenti del 1866. Sette giorni d'insurrezione a Palermo*, Palermo, 1867. Cité in Denis Mack Smith, *Modern Sicily after 1715*.

7. Devenue Agrigente en 1927.

8. Selon le rapport de police, Petrosino « s'était arrêté pour satisfaire un besoin naturel ». Les tueurs de la mafia avaient délibérément choisi cette circonstance pour infliger une humiliation supplémentaire à leur victime – ce qui est typique de ce genre d'exécutions.

9. Malgré son absence de charme, Sonnino fut un homme remarquable. Né en

Égypte d'un homme d'affaires juif italien et d'une Galloise, il fut deux fois Premier ministre d'Italie, écrivit avec passion sur la Béatrice de Dante et, en 1909, vola avec le pionnier de l'aviation Wilbur Wright.

10. Margaret MacMillan, *Peacemakers*, p. 288.

11. Traduction anglaise parue en 1924 : *The Fascists Exposed. A Year of Fascist Domination*.

12. Il était né en 1867 dans un village au nom prophétique de Kaos, dans un faubourg de Girgenti.

13. En français dans le texte. (N.d.T.)

14. L'électrification de la Sicile n'était en 1939 que le dixième de ce qu'elle était dans l'ensemble de l'Italie.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Quand l'Allemagne envahit la Pologne, le 1^{er} septembre 1939, Mussolini proclama son soutien à Hitler – avec qui il avait conclu quatre mois plus tôt le « Pacte d'acier ». Il ne déclara pas tout de suite la guerre : son chef d'état-major, le général Pietro Badoglio, l'avait averti que l'Italie ne possédait tout simplement pas assez de chars, de véhicules blindés et d'avions. S'engager dans le conflit européen à ce moment-là, dit Badoglio, eût été suicidaire. Neuf mois plus tard, cependant, la situation avait spectaculairement changé : la Norvège, la Belgique et la Hollande avaient été envahies et la France était en pleine déconfiture. Le 10 juin, l'Italie déclara donc la guerre. Mussolini avait espéré prendre tout seul aux Français la Savoie, Nice, la Corse, la Tunisie et l'Algérie. À son grand dépit, l'Allemagne signa toutefois un armistice avec la France, établissant un gouvernement collaborationniste sous la direction du maréchal Pétain : le régime de Vichy gardait – provisoirement – le contrôle du sud de la France et de toutes les colonies françaises.

Pour ce qui était de l'Afrique du Nord, seule l'Égypte était « libre » : en septembre 1940, le Duce envoya une importante force italienne franchir la frontière libyenne. Les troupes britanniques stationnées en Égypte furent d'abord surprises et débordées, mais leur contre-attaque fut plus heureuse qu'attendu et entraîna la capture d'un grand nombre de prisonniers. La défaite italienne fut si sévère que Hitler dut dépêcher sur place le redoutable Afrikakorps sous le commandement du général Rommel. Les Anglais perdirent alors l'initiative (pour ne reprendre l'avantage qu'en octobre-

novembre 1942, à la bataille d'El Alamein).

L'histoire de la « guerre du désert » n'est pas notre sujet, mais elle illustre les nombreuses humiliations subies par l'Italie fasciste entre 1940 et 1943. L'invasion de la Grèce par Mussolini, en octobre 1940, obligea de nouveau l'Allemagne à venir à son secours. Au début de 1943, le Duce se retrouvait menacé de désastres de toutes parts. La moitié des troupes italiennes envoyées en Russie avait été anéantie ; les aventures en Afrique du Nord et dans les Balkans avaient été de piteux échecs. Les Italiens en avaient assez. C'est alors qu'en juillet 1943 les Alliés lancèrent une opération destinée à prendre pied en Europe et qui prévoyait de mettre Mussolini définitivement hors jeu : ils envahirent la Sicile.

Pour celle-ci, la guerre avait été jusque-là calamiteuse. Étant une île, elle avait davantage souffert que le reste de l'Italie. Les passages vers la péninsule avaient été interrompus, le marché d'exportation avait largement disparu tandis que les importations devenaient irrégulières et incertaines. À certains moments, les Siciliens n'avaient pratiquement rien eu d'autre à manger que leurs oranges. Le système de rationnement était une mauvaise farce et le marché noir prospérait. Pour la mafia, en revanche, les conditions auraient difficilement pu être meilleures. Avec les aides substantielles venues de ses branches de New York et de Chicago, les années d'avant-guerre lui avaient permis de se remettre rapidement du règne de terreur du préfet Mori et, en 1943, quoi que Mussolini crût ou pensât, elle était florissante.

Les services secrets américains, passablement mieux informés que le Duce, comprirent que pour la réussite du projet d'invasion, il était vital d'avoir la mafia bien ancrée du côté des Alliés. Ils firent donc de prudentes approches du *boss* dominant aux États-Unis – un Sicilien du nom de Salvatore « Lucky » Luciano. Il était en prison depuis 1936, pour des affaires de prostitution – mais il restait largement aux commandes des trafics. Vers la fin de 1942, après de longues discussions, un accord fut conclu. Luciano verrait sa sentence commuée, en échange de deux engagements. Premièrement, son ami Albert Anastasia – patron notoire de « Murder Inc. » mais aussi des docks américains – veillerait sur le front de mer et préviendrait les grèves éventuelles des dockers pendant toute la durée des hostilités. Deuxièmement, lui, Luciano, contacterait d'autres amis en Sicile, lesquels assureraient à leur tour le meilleur déroulement possible aux

opérations d'invasion.

Il existait toutefois une forte opposition au plan sicilien¹. De nombreux généraux américains étaient violemment contre toute initiative majeure en Méditerranée : il fallait plutôt, faisaient-ils valoir, concentrer en Angleterre toutes les forces alliées disponibles, pour préparer la grande invasion par la Manche qui devait – au moins en théorie – les conduire directement à Berlin. D'autres, dont l'amiral Ernest J. King, chef des opérations navales, pensaient que toutes les troupes disponibles étaient nécessaires en Extrême-Orient. Les sceptiques furent finalement convaincus par Winston Churchill lors d'entretiens tenus à Washington en mai 1943. Le premier objectif, leur dit-il, était de mettre l'Italie hors de la guerre : la possession de la Sicile fournirait des bases aériennes pour des attaques sur le continent et peut-être sur d'autres sites en Europe ; il n'était pas inconcevable de pouvoir persuader cette même Italie de dénoncer le « Pacte d'acier ». Le second objectif était de détourner de la Russie une partie des forces de l'Axe : « N'oubliez pas, grogna-t-il, qu'il y a 185 divisions allemandes contre les Russes [...]. Nous ne sommes présentement au contact d'aucune d'entre elles. »

L'opération Husky avait été conçue sur une grande échelle : elle n'impliquait rien de moins que le débarquement de deux armées sur la côte sud-est de la Sicile, armées chargées de reprendre pour les forces alliées la première étendue significative de territoires depuis le début de la guerre. Cela signifiait la préparation de plus de 3 000 embarcations de toutes tailles et de toutes formes : selon les mots de l'amiral Henry Kent Hewitt, commandant de la 8^e flotte américaine, ce serait « la flotte la plus gigantesque jamais vue dans l'histoire du monde ». En première instance, elle acheminerait la 7^e armée américaine sous le commandement de l'illustre général George S. Patton, et la 8^e armée britannique sous les ordres du non moins célèbre général Bernard Montgomery. À cette dernière étaient joints la 1^{re} division de l'armée canadienne et un corps polonais. Chacune des deux principales armées comporterait environ 80 000 hommes (mais ce nombre n'allait pas tarder à grossir considérablement). On supputait que l'île serait défendue par 300 000 soldats de l'Axe : heureusement, la majorité d'entre eux étaient des Italiens qui n'étaient pas très ardents au combat.

Peu de généraux alliés se détestaient autant mutuellement que

Patton et Montgomery. L'un et l'autre aimaient la guerre – chacun à sa façon – mais la similitude s'arrêtait là : Patton aimait la guerre, Montgomery s'aimait lui-même dans la guerre. Patton était un homme *blood-and-guts*, sa philosophie étant parfaitement résumée dans le célèbre discours tenu à la 3^e armée américaine juste avant le débarquement en Normandie :

« Nous n'allons pas simplement flinguer ces salauds, nous allons leur faire gicler leurs foutues tripes et les utiliser pour graisser les chenilles de nos chars. Nous allons massacrer ces ordures de Huns [...]. Les nazis sont les ennemis. Rentrez-leur dedans et faites gicler leur sang ou ils feront gicler le vôtre [...]. Quand les obus éclatent autour de vous et que vous essuyez la saleté de votre visage et que vous comprenez que ce n'est pas de la saleté, mais le sang et les boyaux de ce qui était une fois votre meilleur ami, vous allez savoir quoi faire [...].

« Bon, fils de putes ! Vous savez ce que je pense. Je serai fier, merveilleux gars, de vous conduire à la bataille, tout le temps et partout. C'est tout. »

Montgomery était très différent. Avec son petit mètre soixante-dix, il avait d'emblée l'air – selon un journaliste canadien – d'un « assez mauvais mercier ». Il préférait s'asseoir à l'arrière de sa voiture « afin qu'on sache bien qui est qui ». Mais dès qu'il se mettait à parler, il n'y avait plus aucun doute. L'histoire la plus révélatrice à ce sujet est la suivante. Naviguant un jour dans un grand *command car*, il s'arrêta pour demander à une unité canadienne :

« Vous savez pourquoi je ne suis jamais battu ? Je vais vous le dire. Ma réputation de grand général est trop importante pour moi [...]. Vous ne pouvez pas être un grand général et connaître des défaites [...]. Ainsi, vous pouvez en être tout à fait sûrs : chaque fois que je vous mène au combat, vous êtes obligés de gagner. »

Il est certain qu'il fut un chef magnifique, aimé – presque vénéré – par ses soldats ; occasionnellement aussi, il pouvait même avoir une

petite touche de génie. Mais il était outrecuidant et insupportablement arrogant, insistant toujours sur sa propre conception ; à l'égard de ses collègues généraux, il avait rarement une parole élogieuse. « On doit rappeler, murmura un jour un de ses commandants, que ce n'est pas vraiment un *gentleman*. »

Un autre chef allié mérite d'être mentionné ici – et pas seulement parce qu'il détestait à la fois Patton (son supérieur hiérarchique) et Montgomery : le lieutenant général Omar Nelson Bradley. L'opération Husky n'avait pas bien commencé pour le général Bradley : il sortait d'une opération d'urgence pour ses hémorroïdes – les « amygdales de cavalerie » dans l'armée américaine – qui avait été, à l'en croire, pire que ce qu'il avait jamais subi jusque-là dans sa vie. Un violent mal de mer n'avait rien arrangé et l'anneau de caoutchouc sur lequel il devait s'asseoir dans sa jeep (suite à son opération) était une atteinte supplémentaire à sa dignité. Mais à la différence de ses deux collègues, Bradley était parfaitement indifférent à son image. Il haïssait la flamboyance de Patton tout autant que l'égoïsme de « Monty ». Selon le célèbre journaliste Ernie Pyle, il n'avait « ni singularité, ni superstitions, ni *hobbies* ». Il était un soldat – et cela lui suffisait.

À la tête du 2^e corps, Bradley eut à traiter un problème inattendu : le déluge de prisonniers italiens. En une seule semaine d'opérations en Sicile, le nombre des prisonniers dépassa largement celui de toute la Première Guerre mondiale. Beaucoup étaient décrits comme étant « dans une atmosphère de fête [...], remplissant l'air de rires et de chansons ». Certaines unités américaines furent obligées de mettre des affichettes disant « *No Prisoners Accepted Here* » ou avertissant ceux qui voulaient se rendre de revenir plus tard.

Dès le premier jour, le plan ne se déroula pas comme prévu. L'intention initiale d'Eisenhower était que les Anglais envahiraient le sud-est et prendraient Augusta et Syracuse, tandis que les Américains arriveraient par l'ouest et s'empareraient de Palerme. Comme il fallait s'y attendre, cela ne plut pas à Montgomery qui proclama que diviser les forces disponibles de cette façon conduirait à « un désastre militaire de première classe ». Au contraire, selon lui, les deux armées devaient attaquer toutes les deux dans le sud-est et rester ensemble pour se soutenir mutuellement. Il s'ensuivait logiquement qu'elles

devaient être idéalement placées sous un commandement unique : le sien. « *Je*, écrit-il dans son journal où beaucoup de ses phrases commencent de cette façon, devrais diriger Husky. » Monty avait une piètre opinion du potentiel de combat américain ; bien avant le départ de la flotte d'invasion, il était ainsi devenu parfaitement impopulaire auprès du GQG américain. Comme d'habitude, la querelle s'acheva par un nouveau compromis : les deux armées resteraient plus proches qu'initialement planifié, mais à distance l'une de l'autre. Les Anglais débarqueraient entre le cap Passero – à l'angle sud-est de l'île – et Syracuse, avec la 1^{re} division canadienne verrouillant son aile gauche sur la péninsule de Pachino. Dans le même temps, le débarquement américain aurait lieu dans le golfe de Gela, à trente-cinq milles à l'ouest.

Mais les dieux étaient apparemment fâchés. Il y a bien peu de lieux au monde où l'on peut être assuré d'avoir en été un temps aussi calme que sur la côte méridionale de la Sicile – mais le jeudi 8 juillet, il apparut que 1943 devait constituer une exception à la règle. Le vendredi après-midi, un violent vent du nord-ouest s'était levé pour atteindre rapidement une force de tempête. Les vagues furent vite si hautes que les bateaux se perdaient mutuellement de vue. Le débarquement était prévu pour le samedi matin de bonne heure. Selon les bulletins météorologiques, le vent devait tomber avec l'arrivée de la nuit – mais pour beaucoup de ceux qui étaient là, victimes d'un épouvantable mal de mer et terrifiés, cette nuit du 9 fut la plus malheureuse de leur vie.

Au soir du premier jour, les Alliés avaient quand même débarqué 80 000 hommes sur la côte entre Licata et Syracuse. Les Allemands furent largement pris par surprise : l'opération Mincemeat – forgée en avril grâce au cadavre d'un prétendu officier de la marine royale immergé au large des côtes espagnoles, porteur de plans fictifs suggérant que l'invasion réelle aurait lieu en Sardaigne et en Grèce – les avait affolés, du Führer jusqu'au bas de la hiérarchie. Restaient quand même sur place deux divisions allemandes rattachées à la 6^e armée italienne et les combats furent intenses. Il est assez difficile d'estimer l'influence réelle de la mafia sur le déroulement de l'invasion : la résistance fut certainement plus grande à l'est, où l'Honorable Société était beaucoup moins puissante. Mais les Alliés n'eurent jamais une campagne facile et les difficultés ne furent pas

aplanies par les chamailleries permanentes entre les deux commandants sur le terrain.

« Chamailleries » est d'ailleurs un euphémisme. Dès le 13 juillet, Montgomery, qui avait déjà pris Syracuse, se heurta à une dure résistance au sud de Catane et décida arbitrairement de partager ses forces en deux, une partie restant à la côte, l'autre se dirigeant à l'ouest vers Enna. C'était – il le savait bien – une intervention profonde dans le secteur américain, coupant de fait la ligne de progression de Patton. Il n'en avertit son supérieur hiérarchique – le général Harold Alexander, assistant d'Eisenhower – qu'après avoir donné l'ordre de marche. Alexander – excessivement conciliant – lui permit de continuer, en ordonnant à Patton de lui laisser le champ libre. Eisenhower – qui désapprouvait systématiquement toute critique des Anglais – refusa d'intervenir mais le reste du haut commandement américain fut logiquement courroucé. Bradley condamna plus tard cette action comme « la plus arrogante, égoïste et dangereuse manœuvre dans toutes les opérations combinées de la Seconde Guerre mondiale ». Patton, quant à lui, en resta muet de rage.

Le samedi 17 au matin, il se rendit en Tunisie – où Alexander avait son QG – pour se plaindre. Était-ce vraiment son travail, demanda-t-il, de protéger les arrières de la 8^e armée ? Si Montgomery devait être protégé, la meilleure tactique serait assurément de partager l'île en deux en poussant sa 7^e armée vers le nord-ouest afin de prendre Palerme. Alexander hésita, mais finit par accepter : Patton avait avalé assez de couleuvres, il était temps de lui accorder quelque chose. Il était heureux qu'Alexander le fit : il ne savait pas que la veille, un détachement de la 7^e armée s'était emparé d'Agrigente presque sans coup férir, en faisant 6 000 prisonniers. Les Américains étaient déjà en bonne voie.

Le jeudi suivant, ils étaient sur les hauteurs dominant Palerme, mais Patton interdit toute avance jusqu'à l'arrivée des chars : il n'y en avait nul besoin sur le terrain, mais il savait qu'ils amplifieraient considérablement l'effet de son entrée triomphale dans la capitale de la Sicile. Non qu'il en restât grand-chose : un long mois de bombardements alliés lui avait beaucoup enlevé. En fait, la reddition de la ville et l'entrée formelle des Américains eurent lieu le soir même et le général victorieux s'installa dans le palais royal édifié par les Normands sur les fondations du bâtiment arabe qui l'avait précédé.

L'opération avait été un succès, sans aucun doute : 2 300 soldats de l'Axe avaient été tués ou blessés ; pas moins de 53 000 – presque tous italiens – avaient été faits prisonniers. Les Américains avaient perdu moins de 300 hommes. Mais la Sicile orientale restait à prendre – et Patton avait une autre idée en tête : triompher de Monty à Messine.

Trois jours avant l'entrée de Patton à Palerme, le dimanche 25 juillet, Benito Mussolini fut convoqué par le roi Victor-Emmanuel III. Le Duce n'était plus que l'ombre pâle de ce qu'il avait été un an plus tôt. Atone et apathique, il avait à peine réagi lorsque, le 25 juillet, le Grand Conseil fasciste s'était réuni à Rome et que le comte Dino Grandi, ancien ambassadeur d'Italie en Angleterre jusqu'en 1939, avait proposé une motion demandant au roi de reprendre son autorité constitutionnelle entière – ce qui éliminerait effectivement Mussolini du pouvoir. Le 26 juillet, le roi l'informa donc que le maréchal Pietro Badoglio était chargé du gouvernement : Sa Majesté expliquait que le Duce était à présent « l'homme le plus détesté d'Italie » et qu'il n'y avait pas d'autre solution que son renvoi. Il fut arrêté à sa sortie du palais, embarqué sans cérémonie dans une ambulance et conduit à la caserne de police via Legnano. La nouvelle se répandant à Rome, des foules en liesse se rassemblèrent aux cris de « *Benito è finito !* ». Il y eut des fêtes improvisées et l'on dansa dans les rues. Tous les signes du fascisme disparurent comme par magie et selon les mots de Badoglio : « C'est tombé, ainsi qu'il convient, comme une poire pourrie. »

Chez les soldats américains et anglais, en revanche, la joie fut plutôt silencieuse. Ils avaient beaucoup trop d'autres choses à quoi penser : les morts, les blessures atroces, les visions, sons et odeurs inséparables de tout champ de bataille étaient déjà assez terribles, mais ce n'était que le début en Sicile. Ils eurent bientôt à lutter contre la chaleur impitoyable, la dengue, les mouches des sables et la fièvre de Malte, les diarrhées permanentes, les maladies vénériennes – plus répandues en Sicile que sur tout autre théâtre de guerre, et, pire que tout peut-être, la malaria, qui fit 10 000 victimes dans la 7^e armée et presque 12 000 dans la 8^e. Inutile de dire que les hôpitaux militaires étaient débordés.

C'est dans l'un d'eux – le « 15th Evacuation Hospital » installé près de Nicosie, à Chypre – que le général Patton vint en visite le mardi

3 août. Il s'arrêta devant une jeune recrue affligée de psychonévrose aggravée et de malaria, avec une température supérieure à 40 °C, et lui demanda où il avait été blessé. « Pas de blessure, répondit l'intéressé, je crois juste que tout cela m'est insupportable. » À l'étonnement de ceux qui étaient présents, Patton le gifla, le saisit au collet et le poussa violemment hors de la tente en rugissant : « Ne gardez pas ce fils de pute ! Je ne veux pas que des salauds à foie jaune comme lui viennent cacher ici leur foutue couardise en empuantissant ce lieu d'honneur. Renvoyez-le sur-le-champ à son unité ! » Une semaine plus tard, dans un autre hôpital, il y eut un incident similaire. Cette fois, Patton sortit un de ses pistolets et le brandit devant le visage d'un jeune soldat, avant de lui asséner un coup violent sur le côté de la tête.

Des rapports détaillés sur ces deux incidents arrivèrent très vite sur le bureau d'Eisenhower, mettant le commandant en chef dans un cruel embarras : frapper un subordonné était passible de la cour martiale. Il écrivit à Patton :

« Force est pour moi de mettre vraiment en question votre bon sens et votre autodiscipline, au point d'avoir de sérieux doutes sur votre future utilité [...]. Aucune des lettres que j'ai dû écrire au cours de ma carrière militaire ne m'a causé l'angoisse mentale de celle-ci. »

Pour finir, Patton reçut l'ordre de s'excuser personnellement auprès des deux hommes et de faire cinq déclarations publiques aux sections de l'armée en exprimant ses profonds regrets. Sa contrition resta cependant superficielle. Il confia d'ailleurs alors à un ami : « Si j'avais à le refaire je ne changerais rien. »

Il est facile d'imaginer la satisfaction de Montgomery lorsqu'il apprit les déboires de son rival, mais aussi sa frustration à l'entrée de Patton dans Palerme, et la pression subie pour accélérer sa marche vers Messine. Son aile droite demeurait bloquée par une forte résistance allemande à Catane, tandis que le reste de son armée était toujours à la traîne dans les collines de piémont au sud-ouest de l'Etna. Puis, dans les premiers jours d'août, le pendule s'inversa. Les Américains mirent une semaine pour prendre Troina et, dans le même temps, les forces allemandes du verrou de Catane firent retraite vers le

nord : il n'était plus possible pour elles de tenir l'île plus longtemps et elles regagnaient le continent. La 8^e armée put enfin investir Catane – où elle découvrit que 80 % des bâtiments n'étaient plus habitables.

L'évacuation allemande de la Sicile commença le 11 août. Étonnamment, les Alliés laissèrent faire. Pour autant qu'on le sache, il n'y eut ni avant ni pendant l'opération Husky de plans établis pour bloquer le détroit de Messine. Ni Eisenhower ni Alexander ni quiconque n'eut apparemment cette idée. Résultat : environ 40 000 Allemands et 70 000 Italiens purent quitter la Sicile, avec 10 000 véhicules et 47 chars – de quoi former quatre divisions complètes, qui allaient faire quelques milliers de morts dans les rangs alliés au cours des mois suivants.

Mais Patton ne se sentait pas concerné par la retraite des Allemands : il ne songeait qu'à arriver à Messine avant Montgomery. Ses hommes étaient épuisés, beaucoup étaient déshydratés en raison de la chaleur (35 °C en moyenne). Le général avait lui-même presque 40 °C d'une fièvre à phlébotome – mais il fallait avancer à tout prix. Montgomery ne pouvait pas rivaliser et c'est ainsi qu'au matin du mardi 17 août, Patton apparut dans son *command car* sur les hauteurs dominant Messine. Plusieurs de ses avant-gardes avaient en fait pénétré dans la ville la veille au soir, avec ordre de « veiller à ce que les Anglais ne [leur] piquent pas la ville » – Patton étant toujours déterminé à y faire son entrée formelle. On ignora superbement les tirs et les obus sporadiques des Allemands en retraite, tandis que le maire livrait cérémonieusement ce qui restait de sa ville. Alexander fut immédiatement informé et câbla aussitôt à Churchill : « À dix heures ce matin, le dernier soldat allemand s'est enfui de Sicile et toute l'île est à présent entre nos mains. »

La conquête avait été coûteuse ; 12 000 morts britanniques et 8 800 Américains contre environ 29 000 tués et blessés dans les troupes de l'Axe. Mais elle avait donné aux Alliés le contrôle virtuel de la Méditerranée, ainsi que 26 000 kilomètres carrés de terrains précieux sur lesquels d'innombrables aérodromes allaient éclore comme des champignons. Mussolini était tombé et la pression allemande sur le front russe avait diminué, car il fallait d'urgence amener des soldats pour défendre l'Italie et les Balkans. Les Alliés y avaient appris bon nombre de leçons utiles : en Afrique, ils s'étaient battus dans le désert ; en Sicile, dans des collines raboteuses, pour la

première fois ; et ils avaient découvert, ce faisant, que les difficultés de ce type de terrains avaient été largement sous-estimées. Il y avait aussi eu des problèmes de communication – dont beaucoup s'étaient révélés désastreux. Infanterie, artillerie, forces navales et aériennes avaient été laissées dans l'incertitude – et à l'occasion dans l'ignorance totale – de ce que les autres faisaient. Il était si dangereux pour les avions alliés de survoler leurs propres bateaux qu'on leur prescrivait d'augmenter l'altitude de 5 000 à 10 000 pieds. Au cours d'une seule opération, par exemple, 23 avions américains avaient été détruits et 37 autres gravement endommagés par des tirs « amis », avec un bilan final de plus de 400 morts – un des pires incidents de l'histoire de la guerre moderne.

Les quarante jours et quarante nuits de l'opération Husky avaient aussi été marqués par un développement qui avait profondément inquiété Eisenhower – et sans doute Churchill lui-même : une détérioration sensible des relations anglo-américaines. Le comportement de Montgomery en était assez largement la cause : la plupart de ses collègues américains persistaient à ne pas comprendre pourquoi Eisenhower le supportait et comment il avait pu accepter l'invitation à déjeuner de Monty à Taormina, à la fin du mois d'août. Mais les différences étaient plus profondes : du côté anglais, jalousie envers la richesse comparative de leurs alliés, la meilleure qualité de leur nourriture et de leurs cigarettes, autant que celle de leurs équipements militaires ; du côté américain, un vague sentiment d'être traités avec condescendance et même secrètement moqués à l'occasion. Après le passage dans la péninsule, la situation commença de s'améliorer nettement, surtout après le départ de Montgomery, en décembre. Mais en Sicile, l'affaire avait été sérieuse et augurait mal de l'avenir.

1. Pour une bonne partie des informations, je dois beaucoup à *Day of Battle*, superbe récit de l'opération Husky par Rick Atkinson.

ÉPILOGUE

Les armées alliées furent accueillies avec enthousiasme en Sicile, et pour de bonnes raisons. Elles apportaient la libération de la dictature et – plus important encore – de la nourriture et des médicaments pour aider à combattre et contrôler la malaria qui tuait chaque année un grand nombre de Siciliens. La confusion politique ambiante donna aussi aux Siciliens des idées – et des occasions – d'autodétermination. Le séparatisme était dans l'air depuis quelque temps déjà, et il revenait à la mode ; une pétition pour une République indépendante fut de fait présentée à la conférence de San Francisco¹.

Dans le même temps, la mafia avait largement profité de sa collusion avec les services secrets américains. En 1944, bien peu de gens furent surpris de retrouver Vito Genovese, alors recherché par le FBI pour plusieurs crimes et délits (entre autres pour meurtre), truand ami de Lucky Luciano, servant d'interprète sous uniforme américain. Quelques mois plus tard, ledit Genovese fut pris à la tête d'une vaste opération de marché noir impliquant le vol de camions lourds de l'armée ; et l'officier chargé de l'enquête dut supporter des mois de tergiversations des autorités militaires avant d'être autorisé par celles-ci (à contrecœur) à le renvoyer aux États-Unis pour y être jugé – inutilement d'ailleurs, puisque toutes les charges contre lui furent abandonnées, faute de preuves (les deux principaux témoins de l'accusation avaient été abattus dans l'intervalle, l'un d'eux dans la cellule d'une prison de sécurité où il avait été placé par mesure de protection).

À cette époque également, de nombreux chefs mafieux furent nommés à des postes administratifs importants – simplement parce qu'il n'y avait personne d'autre. Leurs prédécesseurs fascistes – par

milliers – ayant déguerpì, les Alliés avaient été obligés de trouver des remplaçants, en suivant le plus souvent l’avis d’officiers de liaison et d’interprètes pas toujours très fiables. C’est ainsi que des criminels aussi notoires que Don Calogero Vizzini – que les médias présentaient ouvertement comme le *capo dei capi*² – et Don Genco Russo occupèrent des postes de confiance et reçurent même des distinctions³. Il est naturellement toujours possible que les forces d’occupation n’aient pas beaucoup réfléchi : leur intérêt était que la Sicile restât tranquille tandis qu’elles poursuivaient leur avancée dans la péninsule Italienne ; si la mafia pouvait faire le travail mieux que d’autres, c’était à la mafia de le faire.

En février 1944, les Alliés remirent la Sicile aux autorités italiennes et la force du sentiment séparatiste était telle que le gouvernement prit enfin la décision qu’il aurait dû prendre un siècle auparavant, selon l’opinion de beaucoup : il accorda à l’île un degré d’autonomie remarquablement étendu, en espérant qu’une telle mesure non seulement calmerait les séparatistes, mais donnerait aux Siciliens un sens nouveau de la responsabilité politique. Une assemblée législative fut installée au palais royal de Palerme, avec un cabinet ministériel autonome dont chacun des membres était en fonction pour cinq ans. Cet organisme avait un contrôle presque total sur l’agriculture et les mines, et une autorité considérable sur l’ordre public et les télécommunications. Tout cela était bel et bon pour les gens de Palerme : leur ville retrouvait son statut de capitale administrative et des centaines d’emplois nouveaux devinrent soudain disponibles. De plus, le gouvernement italien reconnut enfin que la Sicile ne pouvait pas continuer d’être ce qu’elle était depuis si longtemps, et lui alloua de substantiels crédits. Le moral de la population s’améliora et avec lui une fierté civique d’un genre qui avait été jusque-là notoirement absent. La décentralisation mit aussi fin à toute velléité de séparatisme : en 1950, le parti séparatiste avait pratiquement cessé d’exister.

La mafia, en revanche, poursuivit ses activités habituelles. Voyant les menaces potentielles que représentaient les communistes et les socialistes – de plus en plus nombreux – contre ses intérêts, elle s’aligna politiquement sur la démocratie chrétienne, ce qui explique la fin violente de tant de leaders syndicaux et l’absence d’action des autorités contre ces crimes. La justice et les forces de l’ordre

préféraient concentrer leur attention sur une autre plaie de la Sicile : le banditisme et le brigandage. Ces bandits et brigands étaient parfois des *mafiosi*, parfois non, mais ils tendaient à opérer en dehors des périmètres normaux de la mafia et essentiellement pour leur propre compte. Et le plus grand de tous – un homme devenu une légende et dont le nom est toujours rappelé bien au-delà des côtes de la Sicile – fut Salvatore Giuliano.

C'est en septembre 1943 que Giuliano, alors âgé de vingt ans, fut surpris par les *carabinieri* transportant deux sacs de blé pour le marché noir. Au cours de l'altercation qui suivit, un des fonctionnaires sortit un pistolet : Giuliano l'abattit et prit ensuite le maquis dans les montagnes. En janvier 1944, il fit évader de prison huit malfaiteurs du même village que lui, dont six le rejoignirent, avec lesquels il se lança dans une campagne de banditisme, d'extorsions et d'enlèvements. Il n'était pas lui-même un *mafioso*, mais la mafia – et en particulier la *cosca* de Monreale⁴ – le protégeait. Il y avait un côté « Robin des bois » dans son caractère : il volait à coup sûr aux riches bien plus qu'il ne redistribuait aux pauvres, mais il semblait aimer appliquer une justice rude et sommaire – par exemple en tuant le facteur de son village natal de Montelepre, qui volait des paquets venus d'Amérique. Il était aussi extraordinairement beau. Les magazines d'Europe et d'Amérique furent enchantés lorsqu'il s'introduisit dans la demeure de la duchesse de Pratameno : le baisemain et toutes les marques du respect dû à la duchesse n'empêchèrent pas Giuliano de lui demander tous ses bijoux et – devant son refus – de menacer d'enlever ses enfants. Même cela, toutefois, n'était pas si méchant qu'il n'y paraît – au moins si l'on en croit la légende de Giuliano : les enfants enlevés étaient très bien traités, nourris des meilleurs mets et soignés avec les médicaments appropriés si nécessaire. Quand ils s'ennuyaient, nous dit-on, leurs ravisseurs leur lisaient des histoires – mais on ne sait pas trop comment, puisque très peu de brigands siciliens savaient lire.

Une telle carrière ne pouvait pas durer longtemps et la vie de Giuliano aurait dû se terminer sous une grêle de balles de la police. Or, ce fut en fait la mafia qui décida de l'éliminer – même si, dans la plus pure tradition mafieuse, les circonstances précises de cette élimination restent entourées de flou. Au cours d'un procès ridicule tenu à Viterbe en 1951, son ancien collègue et plus proche ami Gaspare Pisciotta confessa l'avoir drogué le 5 juillet 1950, puis abattu

dans son sommeil. C'est presque certainement faux, mais l'on ne saura jamais la vérité à ce sujet. Quelque temps après, alors qu'il purgeait une condamnation à vie dans la prison de l'Ucciardone (et accessoirement dans la même cellule que son père), Pisciotta fut empoisonné avec deux décigrammes de strychnine – de quoi tuer quarante chiens. Étonnamment – enfin, si cela s'était passé n'importe où ailleurs cela eût été étonnant –, l'empoisonneur ne fut jamais traduit devant la justice. La mafia garde jalousement ses secrets – si jalousement même que pendant plus de vingt ans après la mort de Giuliano, tous ceux qui avaient été mêlés à cette mort furent abattus à leur sortie de prison⁵.

*

Ce très bref récit de la vie du bandit le plus notoire et – malgré ses 430 victimes – le plus aimé de la Sicile servira d'épilogue à cet ouvrage. Il est évident que l'histoire de cette île ne finira pas avant sa disparition sous les vagues. Mais s'il est facile de boucler l'étude d'une période spécifique par une élégante conclusion, celle qui prend comme sujet une région du monde ne peut avoir qu'une fin arbitraire. Et ce livre est déjà trop long.

En fait, mis à part la découverte de pétrole en 1953, l'histoire récente de la Sicile a été relativement terne. Le lecteur moyen – si tant est que cela existe – trouvera je crois dans ces pages l'essentiel de ce qu'il souhaite savoir. Avec un peu de chance, ces mêmes pages pourraient aussi le faire réfléchir. Pourquoi cette île si belle a-t-elle toujours été malheureuse à ce point ? J'ai parlé du malheur de la Sicile dans mon introduction et je l'ai décrit du mieux que j'ai pu – mais je n'ai pas réellement apporté de réponse à la question. J'y reviens alors que mon travail est fini et je suis toujours dans l'aporie. Et il y a d'autres questions. Y a-t-il, dans le monde, un autre ruban d'eau – moins de trois kilomètres de largeur – qui ait eu un effet aussi extraordinaire que le détroit de Messine ? Si la Sicile n'avait pas été une île, son histoire aurait été très différente – mais fort peu de Siciliens, je crois, voudraient que la carte fût autre que ce qu'elle est⁶.

Et pourtant, malgré toutes les vicissitudes de son histoire troublée, la Sicile reste un joyau. Nulle part ailleurs dans le monde, vous ne trouverez une telle richesse de monuments laissés par tant de civilisations – grecque, romaine, byzantine, arabe, normande,

allemande, française, espagnole, napolitaine –, rassemblés dans un si petit espace et combinés avec ce qui fait l'essence même de la Sicile : le baroque stupéfiant de Noto, Raguse et Modica ; les stucs presque incroyables de Giacomo Serpotta ; et jusqu'au théâtre traditionnel des *pupi* qui – sans même parler de leur valeur considérable de divertissement – nous aide à mieux comprendre le peuple des Siciliens et son passé.

Car ce sont eux qui sont les héros de cette histoire. Quelques-uns, certes, ont toujours été riches et ils ont généralement réussi, au fil des ans, à acquérir une pléthore de titres traduisant leur richesse. Comme tous les aristocrates d'Europe, ils se sont occupés d'eux-mêmes au mieux de leurs capacités – mais il faut relire *Le Guépard* avant de trop les critiquer. En tout état de cause, ils sont relativement peu nombreux. Ce sont comme toujours les pauvres – ceux qui ont tiré la paille la plus courte à la loterie de la vie – qui forment la vaste majorité et que l'Histoire (largement par manque de témoignages et de documents écrits) tend à oublier. Les pauvres de la Sicile ont beaucoup souffert à travers le temps ; ils ont connu l'esclavage et des siècles de pauvreté exténuante. Même leur soleil, pour lequel nous autres gens du Nord nous les envions, est pour eux autant un ennemi qu'un ami. Ils ont affronté aussi bien que possible les innombrables difficultés qu'ils avaient à vaincre et si – en l'absence de tout gouvernement efficace ou tant soit peu empathique – ils ont été obligés de développer leurs propres solutions, on peut difficilement les en blâmer.

Reste que, au fil des cent cinquante dernières années, les choses ont immensément changé dans le bon sens. La Sicile n'est peut-être pas une nation indépendante – elle n'a pas eu cet honneur depuis l'époque normande – mais elle bénéficie maintenant, au sein de la République d'Italie, de son propre gouvernement régional, de sa propre assemblée régionale de quatre-vingt-dix membres et de son propre président – assortis d'un degré considérable d'autonomie locale. En conséquence de quoi, comme je le mentionnais dans l'introduction de cet ouvrage, j'espère et je crois que la Sicile est à présent plus heureuse qu'à aucun autre moment des huit cents dernières années. Puisse ce bonheur durer longtemps, longtemps...

1. Organisée d'avril à juin 1945, en vue de la création des Nations unies, en octobre.
2. Le « patron des patrons ». (N.d.T.)
3. Quand Don Calogero mourut, le 10 juillet 1954, plusieurs milliers de paysans en deuil, avec des politiciens, des prêtres et des compagnons haut placés, assistèrent à ses funérailles. Il y eut un reportage dans le *New York Times* et les bureaux de la Démocratie chrétienne locale restèrent fermés une semaine.
4. Monreale, connu de la plupart d'entre nous uniquement pour sa cathédrale et ses superbes mosaïques, a toujours été *mafiosissimo* (mafieux au plus haut point). De là, au-dessus de Palerme, on peut couper l'eau qui irrigue les *giardini* – les vergers –, et garder un œil sur tous les biens qui arrivent en ville depuis l'intérieur du pays.
5. Le récit complet (en anglais) des circonstances qui entourent la mort de Giuliano se trouve dans le livre de Gaia Servadio, *Mafioso*.
6. Les gouvernements italiens successifs ont tous imaginé faire construire une grande route suspendue et un pont ferroviaire au-dessus du détroit. Pour permettre la navigation, ce serait le plus haut du monde, avec deux piles plus grandes que l'Empire State Building à New York. Quoi qu'il en soit, cela pose d'autres problèmes importants, parmi lesquels la propension de la Sicile à subir des tremblements de terre. Des études ont été conduites sous le gouvernement de Berlusconi, mais en février 2013 le projet a été abandonné par manque de moyens.

BIBLIOGRAPHIE

- Acton, Harold, sir, *The Bourbons of Naples (1734-1825)*, Londres, 1956.
- Al-Idrissi, Abou Abdallah Mohammad, *La Géographie d'Édrisi*, trad. Pierre-Amédée Jaubert, 2 vol., Paris, 1836.
- Allsop, Kenneth, *The Bootleggers. The Story of Chicago's Prohibition Era*, Londres, 1961.
- Amari, Michele, *History of the War of the Sicilian Vespers*, 3 vol., Londres, 1850.
- , *Storia dei musulmani di Sicilia*, 3 vol., Florence, 1854-1872.
- Atkinson, Rick, *The Day of Battle. The War in Sicily and Italy (1943-1944)*, New York, 2007.
- Beevor, Antony, *The Second World War*, Londres, 2012.
- Blanch, Luigi, *Scritti storici, a cura di Benedetto Croce*, Bari, 1945.
- Blessington, Margaret Gardiner, comtesse de, *The Idler in Italy*, Paris, 1839.
- Cambridge Medieval History*, 8 vol., Cambridge, 1911-1936.
- Campolieti, Giuseppe, *Il Re Bomba. Ferdinando II, il Borbone di Napoli che per primo lottò contro l'unità d'Italia*, Milan, 2001.
- Caven, Brian, *Dionysius I. War-Lord of Sicily*, New Haven et Londres, 1990.
- Chalandon, Ferdinand, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile*, 2 vol., Paris, 1907.
- Cicéron, *Œuvres choisies*, éd. Michael Grant, Londres, 1960.
- Collison Morley, Lacy, *Naples Through the Centuries*, Londres, 1925.
- Constantine, David, *Fields of Fire. A Life of Sir William Hamilton*, Londres, 2001.
- Craven, Richard Keppel, *A Tour through the Southern Provinces of the*

- Kingdom of Naples*, Londres, 1821.
- Cronin, Vincent, *The Golden Honeycomb*, Londres, 1954.
- Damas, comte Roger de, *Mémoires, publiés et annotés par Jacques Rambaud*, Paris, 1912.
- Davis, John Anthony, *Naples and Napoleon. Southern Italy and the European Revolutions (1780-1860)*, Oxford, 2006.
- Dickie, John, *Blood Brotherhoods. The Rise of the Italian Mafias*, Londres, 2011.
- Diodore de Sicile, *Histoire universelle*, trad. Charles Henry Oldfather, Cambridge, 1935.
- Eggenberger, David, *A Dictionary of Battles*, Londres, 1967.
- Enciclopedia italiana*.
- Finley, Moses I., *A History of Sicily. Ancient Sicily to the Arab Conquest*, Londres, 1968.
- Fraser, Flora, *Beloved Emma. The Life of Emma, Lady Hamilton*, Londres, 1986.
- Freeman, Edward A., *A History of Sicily*, 4 vol., Londres, 1891-1894.
- Grady, Ellen, *The Blue Guide to Sicily*, Londres et New York, 2006.
- Henderson, Nicholas, « Charles III of Spain », *History Today*, vol. 18, octobre 1968.
- Johnston, Robert Matteson, *The Napoleonic Empire in Southern Italy*, Londres, 1904.
- Johnston, Robert Matteson (éd.), *Mémoires de Marie-Caroline reine de Naples, intitulées « De la révolution du royaume de Sicile, par un témoin oculaire »*, Cambridge et Londres, 1912.
- Knight, Cornelia, *Autobiography*, Londres, 1861.
- La Lumia, Isidoro, *Studi di storia siciliana*, 2 vol., Palerme, 1870.
- Machiavel, Nicolas, *Le Prince*, trad. George Bull, Londres, 1963.
- Mack Smith, Denis, *A History of Sicily*, 2 vol., Londres, 1968.
- MacMillan, Margaret, *Peacemakers. The Paris Conference of 1919 and its Attempt to End War*, Londres, 2001.
- Montet, baronne du, *Souvenirs (1785-1866)*, Paris, 1914.
- Mori, Cesare, *The Last Struggle with the Mafia*, Londres, 1933.
- Norwich, John Julius, *The Normans in the South*, Londres, 1967.
- , *The Kingdom in the Sun*, Londres, 1970.
- , *The Middle Sea*, Londres, 2006.
- Oxford Classical Dictionary*, Oxford, 1949.
- Pace, Biagio, *Arte e civiltà della Sicilia antica*, 4 vol., Rome et Naples,

1936-1949.

–, « I Barbari e i Bizantini in Sicilia », *Archivio Storico Siciliano*, vol. 35-36, Palerme, 1911.

Pagano, Giacomo, *Avvenimenti del 1866. Sette giorni d'insurrezione a Palermo*, Palerme, 1867.

Pepe, Guglielmo, *Memorie intorno alla sua vita*, Paris, 1847.

Petrie, Charles, sir, *King Charles III of Spain. An Enlightened Despot*, Londres, 1971.

Plutarque, *Vies parallèles des hommes illustres*, trad. B. Perrin, Londres, 1926.

Polybe, *Les Histoires*, trad. W.R. Paton, Cambridge et Londres, 2010-2012.

Riall, Lucy, *Sicily and the Unification of Italy. Liberal Policy and Local Power (1859-1866)*, Oxford, 1998.

–, *Garibaldi. Invention of a Hero*, Yale, 2007.

–, *Under the Volcano. Revolution in a Sicilian Town*, Oxford, 2013.

Romano, Salvatore Francesco, *Breve storia della Sicilia. Momenti e problemi della civiltà siciliana*, Turin, 1964.

Runciman, Steven, *The Sicilian Vespers*, Cambridge, 1958.

Scirocco, Alfonso, *Garibaldi, Citizen of the World*, trad. A. Cameron, Princeton, 2007.

Servadio, Gaia, *Mafioso. A History of the Mafia from Its Origins to the Present Day*, New York, 1976.

Stefano, Antonino de, *Federico III d'Aragona, Re di Sicilia (1296-1337)*, Palerme, 1937.

Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*, trad. Rex Warner, Londres, 1962.

Tite-Live, *Livres 1-22*, trad. B.O. Foster, Londres et New York, 1919-1929.

–, *Livres 23-30*, trad. Frank Gardner Moore, Londres et New York, 1940-1950.

Touring Club Italiano, *Sicilia*, Milan, 1953.

Trevelyan, Raleigh, *Princes Under the Volcano*, Londres, 1972.

–, *The Companion Guide to Sicily*, Londres, 1996.

Wheatcroft, Andrew, *The Habsburgs. Embodying Empire*, Londres, 1996.

Whitehouse, Henry Remsen, *The Collapse of the Kingdom of Naples*, New York, 1899.

Woodhead, Arthur Geoffrey, *The Greeks in the West*, Londres, 1962.

REMERCIEMENTS

Georgina Laycock à Londres et Mika Kasuga à New York ont passé le texte au peigne le plus fin ; ma fille Allegra Huston l'a édité comme elle seule peut le faire ; et mon épouse Mollie a multiplié les suggestions inappréciables. Mes remerciements les plus vifs vont aussi à Juliet Brightmore pour les illustrations, et – comme toujours – à Douglas Matthews, le plus grand « indexeur » du monde. Merci aussi à Caroline Westmore.

Pour finir, une mention toute spéciale à mes agents Felicity Bryan et Michele Topham. Elles m'ont guidé à travers davantage de livres que je ne saurais m'en remémorer et – qui sait ? – leur travail n'est peut-être pas encore achevé.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

- Abdoullah, fils du calife de Kairouan [104](#)
- Abélard de Bath [125](#)
- Abou Hafs, frère d'al-Akhal [104](#)
- Achille [60](#)
- Acis, berger [21](#)
- A'Court, sir William [357](#), [359-360](#), [362](#)
- Acton, sir Harold [320](#), [330](#), [352](#), [361](#)
- Acton, sir John, général [277-279](#), [288](#), [293](#), [303](#), [308-309](#), [313-316](#), [322-323](#)
- Adélaïde de Savone [113](#)
- Agathocle de Syracuse [56-60](#)
- Agrippa, Marcus Vipsanius [85](#), [89](#)
- Aimeri, cardinal [114](#)
- Alagona, comte Artale d' [205-207](#)
- Alagona, famille baronale [209](#)
- Alaimo de Lentino, capitaine de Messine [186](#)
- Al-Akhal, émir de Palerme [100](#), [104](#)
- Alaric, chef wisigoth [93](#)
- Alcibiade [38-39](#)
- Alesi, Giuseppe d' [237](#)
- Alexander, sir Harold, général [432-433](#), [436](#)
- Alexandre Ier, tsar de Russie [326](#), [358](#), [361](#)
- Alexandre III, pape [133](#), [143](#)

Alexandre IV, pape [178-179](#)
Alexandre le Grand [45](#), [59-60](#), [64](#), [72](#)
Alexandre VI Borgia, pape [220](#)
Al-Idrissi, Abou Abdallah Mohammad [123-124](#)
Al-Kamil, sultan d'Égypte [170-171](#)
Al-Mou'azzam, frère d'al-Kamil [170](#)
Alphonse III, roi d'Aragon [191](#), [193-195](#), [220](#)
Alphonse II, roi d'Aragon [160](#)
Alphonse IV, roi d'Aragon [220](#)
Alphonse V, roi de Sicile [211-213](#)
Alquier, baron Charles-Jean-Marie [309](#), [313-314](#), [316](#)
Amaury Ier, roi de Jérusalem [167](#)
Amélie (ou Marie-Amélie) de Bourbon-Siciles, reine des Français [304](#), [328-329](#), [333](#), [344](#)
Amherst, William Pitt, lord [333-334](#)
Amon-Rê [87](#)
Anaclet II, antipape [114-115](#)
Anastasia, Albert [427](#)
Anaxilas de Rhégion, tyran de Messine [32](#), [35](#)
Andronic Ier Comnène, empereur byzantin [149-151](#)
Anjou, dynastie [183](#), [197](#), [203](#)
Anne d'Autriche, reine de France [250](#)
Antandre, frère d'Agathocle de Syracuse [58](#)
Antoine [87](#)
 Voir Marc Antoine
Antonello de Messine [190](#)
Aquilinus, Manlius [76](#)
Aragon, dynastie [188](#), [199](#)
Archagathos, petit-fils d'Agathocle de Syracuse [60](#)
Archimède [29](#), [67-69](#)
Arétè, fille de Denys l'Ancien [49](#), [51](#)
Aréthuse [32](#)
Aristomaque [44](#)
Aristote [158](#)
Arius [100](#)
Arsinoé, sœur de Cléopâtre [86](#)
Artémis [32](#), [49](#)
Ascoli, duc d' [357](#)
Athéna [30](#), [35](#), [46](#), [92](#)
Athénion [75](#)
Atkinson, Rick [438](#)

Attila le Hun [94-95](#), [100](#), [281](#)
Auguste, empereur romain [82](#), [84-90](#), [100](#)
Auguste III, roi de Pologne [261](#)
Augustule, Romulus, empereur romain [95](#)
Averroès [158](#)
Ayyoubides, tribu [170](#), [306](#)
Azeglio, Massimo d' [398](#)

Bacon, Roger [125](#)
Badoglio, Pietro, maréchal [425](#), [434](#)
Bakounine, Mikhaïl [384](#)
Barbarossa, Aroudj [222](#)
Barbarossa, Kheir ed-Din (Barberousse) [222-224](#), [227](#)
Basile, général byzantin [106](#)
Basile, saint [126](#)
Baudouin, général [150](#), [152](#)
Baudouin II, empereur de Constantinople [200](#)
Becket, Thomas, saint, archevêque de Cantorbéry [142](#), [147](#)
Bélisaire [97](#)
Bellini, Vincenzo [367](#)
Belmonte, prince de [334-335](#), [342](#), [345](#)
Benoît XIII, pape [208](#), [278](#)
Bentinck, William, lord [334-345](#)
Berlusconi, Silvio [445](#)
Bernard de Clairvaux, saint [114](#)
Berthier, Louis, général [285](#)
Bismarck, Otto von, prince [400-401](#), [409](#)
Blackburn, M. et Mme [278](#)
Blanche d'Anjou, reine, épouse de Jacques I^{er} de Sicile [196-197](#)
Blanche de Navarre, reine, épouse de Martin I^{er} d'Aragon [210](#)
Blessington, Marguerite, comtesse de [364](#)
Blunt, Anthony [251](#)
Boccace, Giovanni [184](#)
Bonaparte, Joseph, roi de Naples [285](#), [320-321](#), [324](#), [326-327](#), [353](#), [363](#)
Boniface VIII, pape [196](#), [198](#)
Boniface IX, pape [208](#)
Bourbons [14](#), [234](#), [298](#), [309](#), [321](#), [329](#), [337](#), [344](#), [353](#), [369-372](#), [379](#), [382](#), [384-386](#),
[388-390](#), [392-393](#), [395](#), [403-405](#), [410-411](#)
Bradley, Omar Nelson, lieutenant général [430](#), [432](#)
Bragadin, Marcantonio, commandant vénitien [224](#)
Branas, Alexis, général [151-152](#)

Brosses, Charles de [262](#), [278](#)

Brutus Marcus [81](#), [83-84](#)

Byng, sir George, amiral [257](#)

Cabrera, Bernardo [207](#), [210](#)

Caccamo, père [336](#)

Calabre, duc de [366](#)

Voir François Ier, roi des Deux-Siciles

Caligula, empereur romain [91](#)

Camilleri, Andrea [25](#)

Campbell, George, amiral [347-348](#)

Campochiaro, duc de [359](#)

Canosa, prince de [362](#)

Caracciolo, Francesco, amiral [296-297](#)

Caracciolo, Giovanni [211](#)

Cardito, prince de [316](#)

Carew, Emma [278](#)

Caroline-Augusta de Bavière, quatrième épouse de l'empereur François Ier d'Autriche [352](#)

Caroline Bonaparte, épouse de Joachim Murat, reine des Deux-Siciles [327](#), [329](#), [343-344](#), [347-348](#), [352](#)

Cascio Ferro, Don Vito [414-415](#)

Cassaro, prince de [335](#)

Cassius Longinus, Caius [81](#), [83-84](#)

Castelnuovo, prince de [342](#)

Castlereagh, Robert Stewart, lord [337](#), [341](#), [343](#), [359](#), [361](#)

Catherine de Courtenay, fille de Philippe Ier, empereur de Constantinople [196-197](#)

Catherine, Hamilton, lady [268](#), [273](#)

Caton l'Ancien [70](#)

Cavour, Camillo Benso, comte de [375-377](#), [380](#), [387-389](#), [392-394](#), [396-399](#), [403](#), [409](#)

Cecilia, mademoiselle [352](#)

Célestin IV, pape [174](#)

Célestin V, pape [195-196](#)

Cérès [35](#)

Voir Déméter

César, Jules [23](#), [45](#), [79-83](#), [85-86](#), [88](#), [104](#)

Chalandon, Ferdinand [10](#)

Championnet, Jean-Étienne, général [292](#)

Charlemagne [97](#), [159](#), [162](#), [175](#)

Charles-Albert, prince de Naples [289](#)

Charles de Habsbourg, archiduc [250](#)

Charles de Valois, prince, frère de Charles I^{er} d'Anjou [192-194](#), [196](#), [198](#)
Charles-Emmanuel IV, roi du Piémont [280](#)
Charles-Félix de Savoie, duc de Sardaigne [330](#)
Charles I^{er} d'Anjou, roi de Sicile et de Naples [179-180](#), [182-192](#), [351](#)
Charles II d'Anjou (le Boiteux), roi de Sicile [187-188](#), [193-200](#)
Charles III, roi d'Espagne et de Sicile (Don Carlos) [259-266](#)
Charles II, roi d'Espagne [248-250](#)
Charles IV, prince des Asturies puis roi d'Espagne [264](#), [309](#), [326-327](#), [355](#)
Charles le Simple, roi de France [101](#)
Charles le Téméraire, duc de Bourgogne [220](#)
Charles Quint, saint empereur romain [217-220](#), [223](#), [227](#)
Charles VI, saint empereur romain [257](#)
Charybde [22](#)
Chesterton, G.K. [225](#)
Chiaromonte, famille baronale [202](#), [204](#)
Chiaromonte, Manfredi [205](#), [207](#), [209](#)
Choiseul, duc de [272](#)
Chrestus, évêque de Syracuse [92](#)
Christine (ou Marie-Christine) de Bourbon-Siciles, princesse de Naples [304](#), [330](#)
Christine, sainte [233](#)
Churchill, Winston [427](#), [436-437](#)
Cicéron [30](#), [45](#), [49](#), [68](#), [71](#), [77-78](#), [82](#)
Cléandre, tyran de Gela [31](#)
Clemenceau, Georges [418](#)
Clément IV, pape [180](#), [182-183](#), [200](#)
Clément VII, antipape [208](#)
Clément XI, pape [255](#)
Cléon, chef esclave [73](#)
Cléopâtre, reine d'Égypte [85-87](#)
Codronchi, Giovanni [413](#)
Colletta, Pietro, général [354](#)
Collingwood, Cuthbert, amiral [323](#), [328](#)
Colomb, Christophe [124](#), [219-220](#)
Colt, Samuel, colonel [380-381](#)
Conrad de Jérusalem, fils de l'empereur Frédéric II [177](#)
Conradin, demi-frère de Manfred [178](#), [180-184](#), [188](#), [193](#)
Constance de Hohenstaufen, fille de Manfred, épouse de Pierre d'Aragon [178](#), [184](#),
[186](#), [189](#), [192](#)
Constance, impératrice [160](#), [162-163](#), [167](#)
Constance, princesse de Sicile, fille d'Élisabeth de Carinthie [204](#)
Constance, princesse de Sicile, fille de Roger II [148](#), [154-155](#), [157](#)

Constant II le Barbu, empereur byzantin [98](#)
Constantin IV, empereur byzantin [98](#)
Constantin le Grand, empereur romain [87](#), [91](#), [306](#)
Coppola, Frank [418](#)
Courtenay, famille [200](#)
Craig, sir James [319](#)
Crassus, Marcus Licinius [79](#), [81](#)
Craven, Richard Keppel [357](#)
Crispi, Francesco [379-380](#), [385](#), [387](#), [389](#), [412-413](#)
Crispi, Rosalia [380](#)
Cuccia, Don Ciccio [420](#)
Curion, général romain [83](#)
Cybèle [91](#)

Damas, Roger de, comte [300](#)
Damophile d'Enna [73](#)
Dante Alighieri [48](#), [175](#), [190-191](#), [196](#), [424](#)
Davies, Catherine [348](#)
Dédale [49](#)
Déméter [21](#), [35](#)
Démosthène [40](#)
Denys, tyran de Syracuse [41-49](#), [51](#), [53](#), [55](#)
Denys II, tyran de Syracuse [51-54](#)
Dias, Bartolomeu [219](#)
Dickens, Charles [383](#)
Dikaiosynè, fille de Denys l'Ancien [49](#)
Diodore de Sicile [44-45](#), [53](#), [57](#), [100](#)
Dion de Syracuse, gendre de Denys l'Ancien [51-53](#)
Dionysos [23](#)
Dolabella, gouverneur de Cilicie [76](#)
Don Carlos [266](#)
Voir Charles III, roi d'Espagne et de Sicile
Don Juan d'Autriche [226](#)
Doria, famille génoise [162](#)
Doris de Locres [44](#)
Dugommier, Jacques-François, général [280](#)
Dumas, Alexandre [383](#), [402](#)
Dunant, Henri [402](#)
Dupont, Pierre, général [327](#)

Edmond de Lancastre, roi de Sicile [178](#)

Édouard Ier, roi d'Angleterre [191](#), [193-194](#)
Eisenhower, Dwight D., général [430](#), [432](#), [435-437](#)
Éléonore, fille du roi d'Angleterre Édouard Ier [191](#)
Éléonore, reine d'Angleterre, épouse d'Henri II [143](#)
Éléonore, reine d'Aragon [210](#)
Elgin, Mary, lady [301](#)
Élisabeth de Carinthie, reine régente de Sicile [204](#)
Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne [256](#), [259-261](#), [264](#)
Elliot, Hugh [314](#), [325](#), [330](#)
Emmanuel-Philibert de Savoie, vice-roi de Sicile [233](#)
Empédocle d'Acragas [28](#)
Eschyle [36](#), [49](#)
Esterhazy, François, comte [289](#)
Étienne, amiral byzantin [106](#)
Étienne du Perche [136-140](#)
Eunos [73-74](#)
Euphémios, gouverneur byzantin [99](#)
Euripide [41](#)

Fagan, Robert [336](#)
Falcandus, Hugo [125](#), [127](#), [130](#), [137](#)
Farnèse, Antoine [259](#)
Farnèse, Élisabeth [264](#)
 Voir Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne
Farnèse, famille [261](#)
Farnèse, François, duc de Parme [256](#)
Farnèse, Pierre-Louis [278](#)
Featherstonehaugh, sir Harry [274](#)
Ferdinand III, roi de Sicile [366](#)
 Voir Ferdinand Ier, roi des Deux-Siciles
Ferdinand IV, roi de Naples [366](#)
 Voir Ferdinand Ier, roi des Deux-Siciles
Ferdinand d'Aragon (le Catholique) [214-220](#), [222](#)
Ferdinand de Trastàmara, roi de Sicile [210-211](#)
Ferdinand, fils d'Alphonse V de Sicile [213](#)
Ferdinand Ier, duc de Parme [280](#)
Ferdinand Ier, roi des Deux-Siciles (Ferdinand IV de Naples) [264](#), [267-270](#), [276](#), [286](#),
 [289](#), [291](#), [293](#), [295-303](#), [308](#), [311](#), [313](#), [315-319](#), [321-322](#), [329](#), [335-339](#), [341](#),
 [343](#), [345-349](#), [351-352](#), [354](#), [356-364](#), [366](#)
Ferdinand III, empereur d'Autriche [250](#)
Ferdinand III, grand-duc de Toscane [344](#), [360](#)
Ferdinand II, roi des Deux-Siciles (roi Bomba) [335](#), [366-375](#), [392](#)

Ferdinand VI, roi d'Espagne [263-264](#)

Fernando VII, roi d'Espagne [309](#), [326-327](#), [355-356](#)

Filangieri, prince Carlo, feld-maréchal [372-373](#)

Finley, Moses [13](#)

Floridaia, Lucia Migliaccio, duchesse de [346](#), [359-360](#), [364](#)

Fox, Henry, général [324-325](#)

Franchetti, Leopoldo [411](#)

François Ier, roi de France [218](#), [227](#), [251](#)

François Ier, roi des Deux-Siciles [308-312](#), [319](#), [331](#), [335-337](#), [339](#), [341](#), [346](#), [352](#), [356](#), [362](#), [365-366](#)

François II, roi des Deux-Siciles [374](#), [388](#), [390](#), [392](#), [394](#), [397-398](#)

François II, saint empereur romain (François Ier d'Autriche) [261](#), [269](#), [277-278](#), [307-308](#), [326](#), [339-341](#), [352](#), [354](#), [361](#), [374](#)

François-Joseph, empereur d'Autriche [376](#), [400](#)

Frédéric, frère de Jacques Ier, roi de Sicile [209](#)
Voir Frédéric III, roi de Sicile

Frédéric Barberousse, empereur d'Occident [132-133](#), [148](#), [154](#), [156](#), [174-175](#)

Frédéric II, empereur d'Occident [156-178](#), [181-182](#), [184](#), [190](#), [199-200](#), [278](#)

Frédéric III, roi de Sicile (et de Trinacrie) [193](#), [196-199](#), [201-202](#), [209](#), [220](#)

Frédéric IV (le Simple), roi de Sicile (et de Trinacrie) [204-205](#)

Frédéric, prince de Galles [268](#)

Gagliardi, Rosario [247-248](#)

Galatée [21](#)

Gallo, duc de [291-292](#)

Gama, Vasco de [219](#)

Gambetta, Léon [409](#)

García IV Ramírez, roi de Navarre [128](#)

Garibaldi, Anita [378-379](#)

Garibaldi, Giuseppe [22](#), [377-397](#), [399-400](#), [402-403](#), [410-411](#), [413-414](#)

Gélon, tyran de Syracuse [21](#), [30-32](#), [34-36](#), [51](#)

Gennaro (Janvier), saint [330](#), [348](#)

Genovese, Don Vito [439](#)

Genséric, chef vandale [95](#)

Gentz, Friedrich von [355](#)

George III, roi d'Angleterre [268](#)

George II, roi d'Angleterre [268](#)

Georges d'Antioche, amiral [117-118](#)

Gibbon, Edward [166](#), [220](#)

Gibelins, faction [182](#)

Gilbert de Gravina [135](#)

Gilmour, David [25](#)
Giotto (de Bondone) [190](#)
Giuffrida, Giuseppe de Felice [413](#)
Giuliano, Salvatore [441-443](#), [445](#)
Gladstone, William Ewart [373](#)
Godoy, Manuel de [355](#)
Goethe, Johann Wolfgang von [19](#), [275](#)
Gordien, empereur romain [166](#)
Gorgone [20](#)
Govone, Giuseppe, général [405-406](#)
Goya, Francisco de [330](#)
Graham, James [273-274](#)
Grandi, comte Dino [433](#)
Gray, Thomas [262](#)
Grégoire Ier (le Grand), pape [92](#)
Grégoire IX, pape [168-169](#), [172-174](#), [200](#)
Grégoire XI, pape [205](#)
Grégoire XVI, pape [374](#)
Grégoire, saint [121](#)
Grenier, Paul, général [332](#)
Grenville, William, lord [302](#)
Greville, Charles [273-274](#), [276](#)
Grisalfi, Paolo [421](#)
Grosseteste, Robert, évêque de Lincoln [125](#)
Guaimar IV, prince lombard [105](#)
Guelfes, faction [182](#)
Guillaume de Hauteville [106](#)
Guillaume Ier (le Mauvais), roi de Sicile [121](#), [126-127](#), [129-134](#)
Guillaume II (le Bon) [135](#), [139](#), [141-148](#), [150](#), [152-154](#), [164-165](#), [233](#)
Guillaume, prince, fils de Tancrède de Lecce [154-155](#)
Gustave III, roi de Suède [277](#)
Gylippos [40](#)

Habsbourg, dynastie [217](#), [234](#), [249](#)
Hadès [20-21](#), [35](#)
Hadrien, empereur romain [91](#)
Hadrien IV, pape [129](#), [131-132](#)
Hamelin Plantagenêt [144](#)
Hamilcar, père d'Hannibal [64](#)
Hamilcar, suffète [34-35](#), [58](#)
Hamilton, Archibald, lord [268](#)

Hamilton, Elizabeth [273](#)

Hamilton, Emma, lady [273-276](#), [278-279](#), [286-289](#), [291](#), [295-306](#), [320](#)

Hamilton, sir William [14](#), [49](#), [268](#), [273-275](#), [278-279](#), [286](#), [288-289](#), [291](#), [295-296](#), [298-299](#), [301-306](#), [320](#), [339](#)

Hankey, sir Maurice [418-419](#)

Hannibal [42](#)

Hannibal Barca, le Grand [49](#), [64-67](#)

Hart, Emma [320](#)

Voir Hamilton, Emma, lady

Hasdrubal, frère d'Hannibal [54](#), [65-66](#)

Hassan, Moulay, sultan [223](#)

Hauteville, famille [105-106](#), [108](#), [112](#), [115-116](#), [153](#), [156-157](#)

Haydn, Joseph [276](#)

Hélène de Troie, reine de Sparte [28](#)

Hélène, épouse de Manfred [178](#), [180](#)

Henri de Luxembourg, empereur d'Occident [199](#)

Henri, frère de Jeanne d'Angleterre [144](#)

Henri Ier, roi d'Angleterre [114](#)

Henri III, roi d'Angleterre [174](#), [178](#)

Henri II, roi d'Angleterre [142-144](#)

Henri VI, empereur d'Occident et roi de Sicile [148](#), [154-155](#), [157](#), [161](#), [181](#)

Henri VIII, roi d'Angleterre [218](#)

Henri VII, roi d'Allemagne [160](#), [163](#), [177](#)

Henri von Hohenstaufen, fils de Frédéric Barberousse [181](#)

Voir Henri VI, empereur d'Occident et roi de Sicile

Héphaïstos [21](#)

Héraclès [60](#), [91](#)

Héraclide [52-53](#)

Hermocrate [39-42](#), [46](#)

Hérodote [29](#), [31-32](#), [35](#)

Hewitt, Henry Kent, amiral [428](#)

Hicétas, tyran de Léontinoï [53-54](#)

Hiéron Ier, tyran de Syracuse [35-37](#), [49](#), [51](#)

Hiéron II, roi de Syracuse [62-63](#), [67](#)

Hieronymus, roi de Syracuse [67](#)

Hippocrate, tyran de Gela [31](#)

Hippôn [54](#)

Hiram, roi de Tyr [33](#)

Hitler, Adolf [425-426](#), [432](#)

Hohenstaufen, dynastie [174](#), [179](#), [181](#), [184](#), [193](#), [200](#)

Hohenzollern, dynastie [401](#)

Homère [28](#)

Honorius III, pape [163](#), [167-168](#)

Honorius II, pape [113-114](#)

Honorius IV, pape [191-193](#)

Hood, Samuel, amiral [282](#)

Ibn Abbad, chef musulman [166](#)

Ibn Hamoud, émir d'Enna [112](#)

Ignace de Loyola, saint [365](#)

Innocent III, pape [158](#), [160-162](#)

Innocent II, pape [114-115](#)

Innocent IV, pape [174](#), [178](#), [182](#)

Isaac II Angelus, empereur byzantin [151](#)

Isabelle d'Angleterre, fille du roi Jean [176](#)

Isabelle d'Aragon, reine de France [189](#)

Isabelle la Catholique, reine de Castille [214](#), [217](#), [219-220](#)

Isis [91](#)

Jablonowski, prince [357](#)

Jacques de Bourbon [211](#)

Jacques Ier, roi d'Angleterre [232](#)

Jacques Ier, roi de Sicile [191-193](#), [195-200](#)

Jacques II, roi d'Aragon [220](#)

Jacques Pantaléon, cardinal [200](#)

Voir Urbain IV, pape

Jean de Brienne, roi de Jérusalem [167-168](#)

Jean de Procida [184](#), [197](#)

Jean, duc de Randazzo [204](#)

Jean Ier, roi d'Aragon [220](#)

Jean Ier, roi de Castille [210](#)

Jean II, roi de Portugal [219](#)

Jean II, roi de Sicile [213-214](#)

Jeanne d'Angleterre, reine de Sicile, épouse de Guillaume II (le Bon) [142-145](#), [148](#), [154](#), [156](#)

Jeanne la Folle, reine de Castille [217-218](#)

Jeanne (ou Marie-Jeanne), archiduchesse d'Autriche [269](#)

Jeanne, reine de Naples [211](#)

Jean XXIII, antipape [210](#), [220](#)

Jean XXIII, pape (Angelo Roncalli) [220](#)

Jean, roi d'Angleterre [163](#), [176](#)

Jenner, Edward [300](#)

Jiménes de Cisneros, Francisco, cardinal archevêque de Tolède [218](#)

Joseph I^{er}, empereur d'Autriche [250](#)

Joseph II, empereur d'Autriche [269](#), [271](#)

Juba, roi de Numidie [83](#)

Justinien, empereur byzantin [97](#)

Kaunitz, prince de [273](#)

Keith, George Elphinstone, amiral [301](#), [304](#)

King, Ernest J., amiral [427](#)

Kléber, Jean-Baptiste, général [285](#)

Kossuth, Lajos [394](#)

Lablache, Luigi [363](#)

Lacy, Maurice, général [317](#)

Ladislav, roi de Naples et de Sicile [210-211](#)

Lamoricière, Christophe de, général [396](#)

Lampedusa, Giuseppe Tomasi di [22](#), [24-25](#)

Lanza, Ferdinando, général [384-385](#)

La Pilosa, Nino [236-237](#)

Léon I^{er} le Grand, pape [92](#), [94](#), [100](#)

Léon III, empereur byzantin [100](#)

Léon IX, pape [107](#)

Léon X, pape [218](#), [220](#), [229](#)

Léopold de Bourbon-Siciles, prince de Naples, prince de Salerne [304](#), [340-341](#),
[348-349](#), [352](#), [366](#)

Léopold I^{er}, empereur d'Autriche [250](#)

Léopold II, empereur d'Autriche [277-278](#)

Lépide (Marcus Æmilius Lepidus) [82](#), [85](#)

Leptinès, frère de Denys de Syracuse [48](#)

Leszczynski, Stanislas [261](#)

Ligne, prince de, vice-roi [241](#)

Livie, épouse de Néron [83](#)

Lock, Charles [295](#)

Lomellini, Battista [190](#)

Los Vélez, marquis de, vice-roi [236-238](#)

Louis III d'Anjou [211](#)

Louis IX, roi de France, saint [173-174](#), [179](#), [183](#)

Louis, roi de Sicile [203-204](#)

Louis XIII, roi de France [250](#)

Louis XIV, roi de France [241-243](#), [250](#), [299](#)

Louis XVIII, roi de France [345-346](#)

Louis XVI, roi de France [278](#), [316](#), [328](#)
 Louis XV, roi de France [260-262](#)
 Louis-Philippe, duc d'Orléans, roi des Français [328-329](#), [331](#), [333-335](#), [338](#), [345](#), [371](#)
 Louis, prince de Hesse-Philippsthal, général [325](#)
 Lowe, Emily ou Helen [25](#)
 Lowe, Hudson [329-330](#)
 Luciano, Salvatore (Lucky) [427](#), [439](#)
 Lucien de Samosate [68](#)
 Luna, Pedro de, cardinal [278](#)
 Voir Benoît XIII
 Luna, de, famille [229](#)
 Luna, Maria López de, reine, épouse de Martin Ier d'Aragon [206](#), [208](#)

 Macchiavelli, Niccolò (Machiavel) [57](#)
 MacFarlane, Robert, général [339](#)
 Machalda, épouse d'Alaimo de Lentini [186](#)
 Mack Smith, Denis [13](#)
 Mack von Leiberich, baron Karl, feld-maréchal [287](#), [292](#)
 Mahony, colonel [251](#)
 Maion de Bari, émir des émirs [133](#)
 Mamercus [54](#)
 Manfred, prince de Tarente [177-182](#), [184](#), [186](#)
 Maniakès, Georges, général byzantin [105-106](#)
 Manuel Ier Comnène, empereur byzantin [142-143](#), [149-150](#)
 Marc Antoine [80-82](#), [84-87](#)
 Marcellus [67-69](#)
 Margaritus de Brindisi, amiral [153](#)
 Marguerite d'Anjou, épouse de Charles de Valois [194](#)
 Marguerite de Savoie, régente des Pays-Bas [218](#)
 Marguerite, reine de Sicile, épouse de Guillaume le Mauvais [128](#), [135-137](#), [139-140](#), [142](#)
 Marie-Amélie, archiduchesse d'Autriche [270](#)
 Marie-Amélie de Saxe, épouse de Charles III [261-262](#), [264](#), [266](#)
 Marie-Anne d'Autriche, épouse de l'empereur Ferdinand III [250](#)
 Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche, reine de France [270](#), [276](#), [278](#), [287](#)
 Marie-Antoinette de Bourbon-Naples, princesse des Asturies [309](#), [311-312](#)
 Marie-Barbara de Bragance, reine d'Espagne [263-264](#)
 Marie, fille de Frédéric IV [205-206](#)
 Marie, reine de Jérusalem [167](#)
 Marie-Caroline d'Autriche, reine de Sicile, reine de Naples [270-271](#), [276](#), [278](#), [286](#), [288](#), [290-293](#), [295-297](#), [299-300](#), [302-305](#), [307-309](#), [311-319](#), [321-323](#),

[325-326](#), [328-341](#), [345-346](#), [352](#), [364-365](#)

Marie-Clémentine, archiduchesse d'Autriche, épouse de François I^{er} des Deux-Siciles
[308-310](#), [365](#)

Marie Comnène, princesse byzantine [142-143](#)

Marie d'Antioche, impératrice byzantine [149](#)

Marie de Bourgogne, impératrice [218](#)

Marie-Isabelle d'Espagne, reine des Deux-Siciles [309](#), [311-312](#), [319](#), [365](#)

Marie-Josèphe, archiduchesse d'Autriche [269-270](#)

Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, épouse de Napoléon I^{er} [332](#), [341](#), [344](#)

Marie-Louise de Bourbon-Parme, reine d'Espagne [312](#)

Marie-Thérèse de Bourbon-Naples, impératrice d'Autriche [261](#), [307](#), [326](#), [352](#)

Marie-Thérèse, impératrice d'Autriche (« la Grande ») [269-270](#), [278](#), [330](#), [341](#)

Martin, fils de Martin I^{er} d'Aragon [210](#), [220](#)

Martin I^{er}, roi d'Aragon (Martin II de Sicile) [206-210](#), [220](#)

Martin IV, pape [189](#), [191](#)

Marx, Karl [384](#)

Masaniello [237](#)

Masséna, André, maréchal [320-321](#)

Matteotti, Giacomo [419](#)

Matthieu d'Ajello [135](#), [138](#), [143](#), [145](#)

Maximilien I^{er}, roi de Bavière [352](#)

Maximilien, saint empereur romain [217-218](#)

Méduse [20](#)

Megallis, femme d'Eunos [73](#)

Mélus de Lombardie [102-103](#)

Mercy, comte de [257](#)

Mettich, prince Clemens Lothar Wenzel [339-340](#), [343](#), [346](#), [349](#), [352](#), [358](#),
[361-362](#), [371](#)

Michel, saint, archange [102](#), [143](#)

Michele, Domenico de [415](#)

Michele, Pietro de [415](#)

Michel II, despote d'Épire [178](#)

Michel IV, empereur byzantin [104](#)

Michel VIII Paléologue, empereur byzantin [184](#)

Minos, roi de Crète [49](#)

Moncada, famille [202](#), [209](#)

Moncada, Raimondo [206](#)

Moncada, Ugo, général [215-217](#)

Montalbano, Salvo [25](#)

Monteleone, comte de [216-217](#)

Montet, baronne du [363](#)

Montgomery, sir Bernard, général [428-433](#), [435-438](#)
 Moore, sir John, général [304](#), [324-325](#)
 Mori, Cesare [420-422](#), [426](#)
 Murat, Joachim, roi des Deux-Siciles [14](#), [310](#), [326-327](#), [329-330](#), [332-333](#), [337](#),
[341-344](#), [346-349](#), [352-354](#), [357](#), [361](#), [363](#)
 Mussolini, Benito [24](#), [419-423](#), [425-426](#), [433-434](#), [437](#)

Napoléon Bonaparte, empereur des Français [45](#), [94](#), [104](#), [175](#), [280-285](#), [292](#), [301](#),
[304](#), [307-310](#), [312-318](#), [320](#), [323](#), [325-327](#), [329-330](#), [332](#), [341-346](#), [349](#), [353](#),
[355](#), [376](#)
 Napoléon II, duc de Reichstadt [344](#), [376](#)
 Napoléon III, empereur des Français [376-377](#), [401](#)
 Neipperg, comte Adam von [343](#)
 Nelson, Fanny, lady [305](#)
 Nelson, Horatia [305-306](#)
 Nelson, Horatio, amiral [14](#), [49](#), [278-279](#), [282-289](#), [291](#), [295-299](#), [301-305](#), [314](#),
[320-321](#), [323](#), [389](#)
 Néron, Tiberius Claudius [83](#)
 Nicholas Breakspear [132](#)
 Voir Hadrien IV, pape
 Nicias [40](#), [42](#)
 Nicolas III, pape [200](#)
 Nicolas II, pape [107](#)
 Nicolas IV, pape [194-195](#)
 Nicomède III, roi de Bithynie [75](#)
 Nightingale, Florence [383](#)
 Nigra, Costantino [388](#)
 Nugent von Westmeath, Laval, comte, général [357](#), [374](#)
 Nymphé, sainte [233](#)

Octave, Octavien, Caius Octavius [100](#)
 Voir Auguste, empereur romain
 Octavie, sœur d'Octave [86](#)
 Odoacre [95-97](#)
 Ophamilus, Offamiglio [148](#)
 Voir Walter of the Mill
 Ophellas, gouverneur de Cyrénaïque [59](#)
 Oppermann, Karl, général [317](#)
 Orlando, Vittorio Emanuele [418-419](#)
 Orléans, duc d' [371](#)
 Voir Louis-Philippe, duc d'Orléans, roi des Français
 Orphée [91](#)
 Orsay, comte Alfred d' [364](#)

Osuna, Pedro Téllez-Girón y Velasco, duc d' [231-234](#)
Otton le Guelfe, duc de Brunswick [161-163](#), [172](#)

Paget, Henry, marquis d'Anglesey [306](#)
Paget, sir Arthur [302-303](#), [308](#), [325](#), [330](#)
Paléologue, Michel [129](#), [132](#), [200](#)
Pallavicini-Rusconi, famille génoise [234](#)
Palmer, Richard, évêque de Syracuse [135-136](#), [144](#)
Palmerston, lord [278](#)
Panaïtios, tyran de Léontinoï [31](#)
Panormos (Palerme) [63](#)
Pantarès, tyran de Gela [31](#)
Papareschi, Grégoire, cardinal [115](#)
 Voir Innocent II, pape
Partanna, princesse de [364](#)
 Voir Floridia, Lucia Migliaccio, duchesse de
Partouneaux, Louis, général [320](#)
Pascal, Blaise [86](#)
Patton, George S., général [428](#), [430](#), [432-436](#)
Paul, saint [29](#), [85](#), [121](#)
Paul III, pape [278](#)
Peek Frean, entreprise [393](#)
Pepe, Florestano [360](#)
Pepe, Giuglielmo, général [353-354](#), [356-362](#)
Pepe, Padre [265](#)
Peralta, famille [202](#)
Peralta, Giuglielmo [205](#), [207](#)
Périclès [38](#)
Perollo, famille [229](#)
Persée [20](#)
Perséphone [20-21](#), [35](#)
Pétain, Philippe, maréchal [425](#)
Pétrarque, Francesco Petrarca [184](#)
Petrosino, Giuseppe (Joe), lieutenant de police [414-415](#), [424](#)
Phalaris, tyran d'Acragas [31](#), [43](#)
Philippe, duc d'Anjou [299](#)
 Voir Philippe V, roi d'Espagne
Philippe-Antoine de Bourbon, duc de Calabre [262](#), [264](#)
Philippe Auguste, roi de France [163](#)
Philippe de Tarente, fils de Charles II d'Anjou [198-199](#)
Philippe-Égalité, Louis-Philippe d'Orléans dit [328](#)

Philippe Ier (le Beau), roi de Castille [217](#)
Philippe III, roi d'Espagne [232](#), [250](#)
Philippe III le Hardi, roi de France [189](#), [192](#)
Philippe II, roi d'Espagne [226-227](#)
Philippe IV le Bel, roi de France [189](#), [192-194](#), [196](#)
Philippe IV, roi d'Espagne [232](#), [249](#), [251](#)
Philippe V, roi d'Espagne [250](#), [253](#), [264](#), [299](#)
Philiste de Syracuse [48](#), [52](#)
Philoxène de Cythère [48](#)
Phintias d'Acragas [60](#)
Pierleoni, Pietro, cardinal [115](#)
 Voir Anaclet II, antipape
Pierre, caïd [135](#)
Pierre, fils de Martin Ier d'Aragon [220](#)
Pierre, saint [120-121](#), [129](#), [168](#), [195](#), [220](#)
Pierre III, roi d'Aragon [178](#), [184-187](#), [189-191](#), [193](#), [199](#), [210](#)
Pierre II, roi de Sicile [203](#)
Pierre IV, roi d'Aragon [220](#)
Pie VI, pape [285](#), [293](#)
Pie IX, pape [375](#), [401-402](#)
Pindare [36](#)
Pirandello, Luigi [24](#), [419-420](#)
Pisciotta, Gaspare [443](#)
Platon [48](#), [51-52](#)
Plutarque [41](#), [54-55](#), [61](#), [86-87](#)
Polyphème [21](#), [91](#)
Pompée, Cnaeus, le Jeune [83](#)
Pompée (Cnaeus Pompeius Magnus), le Grand [79-84](#)
Pompée, Sextus [83-85](#), [89](#)
Pope-Hennessy, John [190](#)
Portland, duc de [334](#)
Poséidon [22](#)
Pottino, Monsignor [12](#)
Pratameno, duchesse de [442](#)
Prince de Salerne [200](#)
 Voir Charles II d'Anjou
Psellos, Michel [105](#)
Ptolémée, roi d'Égypte [60](#)
Ptolémée XIV d'Égypte, pharaon [86](#)
Publius, frère de Scipion [66](#)
Publius Casca [81](#)

Puccini, Giacomo [306](#)
Pyle, Ernie [430](#)
Pyrrhus, roi d'Épire [60-61](#), [70](#), [376](#)
Pythagore [29](#)

Quasimodo, Salvatore [24](#)

Ragusa, Salvatore [24](#)
Voir Quasimodo, Salvatore

Raphaël [281](#)

Richard, frère de Jeanne d'Angleterre [144](#)

Richard de Cornouailles, prince d'Angleterre [178](#)

Riego, Rafael del [355-356](#)

Robert d'Anjou, héritier de Charles II [197-198](#)

Robert de Loritello [129](#), [131](#)

Robert Guiscard, duc de Sicile [104](#), [107-109](#), [112-113](#), [119](#)

Rodney, George Brydges, amiral [282](#)

Roger, fils de Guillaume le Mauvais [133](#)

Roger de Lauria, amiral [188](#), [193](#), [197](#)

Roger Ier, Grand Comte de Sicile [23](#), [107-113](#)

Roger II, roi de Sicile [113-119](#), [121-128](#), [134](#), [142](#), [148](#), [154](#), [156](#), [158](#), [165](#),
[175-176](#), [228](#), [261](#)

Rollon, chef viking [101](#)

Romney, George [274](#)

Rosalie, sainte [233](#)

Rudini, marquis Antonio de [408](#), [412-413](#)

Ruffo, Fabrizio, cardinal [293-296](#), [298](#), [353](#)

Runciman, Steven [175](#)

Russell, Odo [392](#)

Russo, Don Genco [440](#)

Ruyter, Michiel de, amiral [242](#)

Sacchinelli, Domenico [294](#)

Saint-Cyr, Laurent Gouvion marquis de, général [313-314](#), [317](#)

Saint Vincent, John Jervis, comte de, amiral [282](#), [287](#)

Saladin (Salah ed-Din Yusuf), sultan [153](#), [170](#)

Salina, Don Fabrizio [22](#)

Salomon, roi [33](#)

Salvius (ou Tryphon) [75](#)

Santisteban, comte de, vice-roi [244](#)

Sardaigne, roi de [401](#), [433](#)

Voir Victor-Emmanuel II

Savoie, dynastie [256](#), [278](#), [399](#)
Scarlatti, Alessandro [367](#)
Schwarzenberg, prince [371](#)
Sciascia, Leonardo [24](#)
Scipion, Cnaeus Cornelius [66](#)
Scipion l'Africain, Publius Cornelius [66-67](#)
Scot, Michael [158](#)
Scylla [22](#)
Sebastiani, colonel [313](#)
Séleucos Ier Nicator [60](#)
Sélim Ier, sultan ottoman [222](#)
Sélim II, sultan ottoman [224](#)
Septime Sévère, empereur romain [91](#)
Sérapis [91](#)
Serpotta, Giacomo [248](#), [251](#), [444](#)
Settimo, Ruggero [371](#)
Sforza, Muzio Attendolo [211](#)
Shaftesbury, Anthony Ashley Cooper, comte de [394](#)
Shakespeare, William [86-87](#), [244](#)
Sibylle, reine [154-155](#)
Simon, fils de Roger Ier [113](#)
Simonide [36](#)
Sinibaldo dei Fieschi, cardinal [182](#)
 Voir Innocent IV, pape
Sixte IV, pape [214](#)
Smith, sir Sidney, contre-amiral [323-325](#)
Soliman le Magnifique, sultan ottoman [224](#), [251](#)
Sonnino, Sidney [411](#), [418](#), [424](#)
Sôphrosynè, fille de Denys l'Ancien [49](#)
Soul, Jean-de-Dieu, général [309](#)
Spartacus [77](#), [79](#)
Spencer, premier lord de l'Amirauté [301](#)
Squarcialupo, noble [216-217](#)
Stésichore d'Himère [28](#)
Stormont, lord [270](#)
Stuart, John, général [320-321](#), [324](#), [330](#)
Suchet, Louis-Gabriel, maréchal [341](#)
Suétone [87](#), [90](#)
Sylvestre, saint [121](#)

Tacite [90](#)

Talleyrand, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, prince [345](#)

Tancrède de Hauteville [104](#), [107](#)

Tancrède de Lecce [150](#), [154](#), [157](#)

Tanucci, marquis Bernardo [268](#), [270](#)

Théodoric le Grand, chef des Ostrogoths [96-97](#)

Théodose I^{er} (le Grand), empereur byzantin [151](#)

Théron, tyran d'Acragas [32](#), [34](#)

Thucydide [28](#), [37-39](#), [41](#)

Thugur, M. de [303](#)

Tibère, empereur romain [84](#)

Timoléon [53-56](#), [58](#)

Timophanès, frère de Timoléon [54](#)

Tite-Live [69](#)

Titien [281](#)

Trabia, princesse de [235](#)

Trivulzio, Giangiacomo Teodoro, cardinal [238-239](#)

Türr, Stefano [395](#)

Ulysse [21](#), [91](#)

Urbain IV, pape [179-180](#), [189](#), [200](#)

Urbain VI, pape [207-208](#)

Uxbridge, lord [302](#)

Van Dyck, Antoine [233](#)

Vasari, Giorgio [190](#)

Ventimiglia, famille baronale [202](#), [204-205](#)

Ventimiglia, Francesco, comte de Geraci [205](#), [207](#), [209](#)

Veragua, duc de, vice-roi [251](#)

Vercellana, Rosina [396](#)

Verrès, Caius Licinius [30](#), [71](#), [76-78](#)

Victor-Amédée, duc de Savoie et roi de Sicile [253-259](#)

Victor-Emmanuel III, roi d'Italie [433](#)

Victor-Emmanuel II, roi du Piémont et premier roi d'Italie [258](#), [375-376](#), [380-381](#), [387-389](#), [394](#), [396](#), [398-399](#), [401](#)

Vigée Le Brun, Louise (ou Élisabeth) [276](#)

Vinci, Léonard de [281](#)

Violante d'Aragon et de Sicile, sœur de Jacques I^{er} de Sicile [196-198](#)

Visconti, Giangaleazzo [206](#)

Vivonne, duc de [241](#), [243](#)

Vizzini, Don Calogero [416](#), [440](#), [445](#)

Walpole, Horace [262](#), [270](#)

Walter of the Mill, archevêque de Palerme [135](#), [140](#), [143-146](#), [148](#)

Washington, George [384](#)

Wedgwood, Josiah [57](#)

Wellesley, Richard Colley, lord [333](#)

Wellington, Arthur Wellesley, duc de [306](#), [341](#)

Whitaker, famille [23](#)

Wilfrid le Chevelu, comte de Barcelone [220](#)

Wilson, Woodrow [418](#)

Wittkower, Rudolf [248](#)

Woodhouse, John [23](#)

Wraxall, sir Nathaniel [278](#)

Wright, Wilbur [424](#)

Xénophon [39](#)

Yolande de Brienne, reine de Jérusalem, impératrice [167-168](#), [177](#)

Zénon, empereur byzantin [95-96](#)

Zeus [21](#), [62](#)

INDEX DES NOMS DE LIEUX

Aboukir, bataille d' 49, 284-286, 291
Abruzzes 132, 172, 195, 318, 362
Aci Castello 21
Acireale 21-22, 423
Aci Trezza 21
Acragas 28, 31, 43
Acre 168, 172, 323
Actium, bataille d' 87-88, 225
Adriatique, mer 47, 84, 108, 150, 180, 220, 401
Afrique 19, 33, 56, 58-59, 66-67, 70, 85, 90-91, 100, 104, 110, 113, 222, 420, 437
Afrique du Nord 43, 48, 58-59, 64, 83, 85, 90, 95, 99-100, 215, 222, 225, 417, 425-426
Agrigente 24, 28, 30, 38, 43-44, 46, 48, 58-60, 63, 68, 74, 111-112, 158, 207, 256, 414-415, 424, 433
Aix-la-Chapelle 162
Al-Aqsa, mosquée, Jérusalem 171-172
Alexandrie 86-87, 100, 219, 282, 284
Alger 222, 224, 227
Algérie 225, 425
Allemagne 155, 161-165, 172, 174-175, 177, 181, 184, 215, 310, 401, 409, 425-426
Alpes 64, 66, 154-155, 157, 160, 162-163, 168, 180, 260
Amalfi 132, 392

Amérique 220, 225, 379, 383, 414, 442

Amérique du Sud 378, 382

Amiens, traité d' 310, 312

Amphipolis 152

Anacapri 330

Anagni 173, 196, 200

Ancône 66, 155, 305, 396

Angleterre 11, 23, 108, 110, 114, 124-125, 142, 178, 225, 227, 250, 253, 257, 268, 270, 273, 282, 296, 307-310, 313-314, 316, 321-322, 331, 333, 336, 338-339, 351, 359, 361, 369, 373, 383, 409, 427, 434

Angri, palais d', Naples 393

Antioche 86

Apulie 65, 79, 103, 107-109, 113, 115-116, 128-129, 131-133, 143, 156, 166, 168, 172, 175, 181, 260, 294, 313-314, 317

Aragon 178, 191-192, 194-198, 200, 206, 210, 213, 218, 220, 351

Argentine 416

Arles, concile d' 92

Asie 220, 225

Asie mineure 29, 60, 67, 72, 75, 85, 98

Aspromonte 400

Athènes 29, 37-40, 47-49, 51-52

Augusta 242, 385, 430

Austerlitz, bataille d' 318-319, 374

Autriche 280-282, 307-308, 318, 343, 358, 376-378, 381, 388, 396, 398, 400

Avellino 115, 354, 356

Avignon 205, 208

Bagradas, fleuve 83

Balaklava 406

Baléares, îles 33

Balkans 84, 426, 437

Baltique, mer 305

Barcelone 184, 193, 197-198, 206, 223, 256, 264

Bari 102, 108, 114, 129, 131, 133, 391

Barletta 65

Basilicate 46

Bavière 280

Belgique 308, 349, 425

Belice Destro, fleuve 9
Voir Crimissos, fleuve

Bénévent 62, 107, 113, 115, 132, 180

Benghazi 59

Berlin [427](#)
Bermondsey [393](#)
Bethléem [171](#)
Bizerte [9](#)
 Voir Hippo Acra
Bologne [270](#), [360](#)
Bonne-Espérance, cap de [219](#)
Bordeaux [187](#)
Bouvines, bataille de [163](#)
Bratislava [318](#)
Brésil [326](#), [416](#)
Briançon [64](#)
Brignoles [194](#)
Brindisi [102](#), [130-131](#), [168](#), [172](#), [192](#), [309](#)
Bronte [299](#), [389](#)
Budapest [370](#)
Burgio [415](#)
Byzance [100](#), [120](#), [125-126](#), [129](#), [142-143](#), [149-152](#), [200](#)

Caccamo [409](#)
Cadix [33](#)
Caiazzo [395](#)
Calabre [15](#), [52](#), [65](#), [99](#), [107](#), [112-113](#), [115-116](#), [125](#), [130](#), [132-133](#), [201](#), [239](#), [251](#),
 [293-294](#), [314](#), [319-320](#), [323-325](#), [332](#), [391](#), [394](#), [400](#)
Calais [306](#)
Calascibetta [22](#), [203](#)
Calatafimi [382](#), [387](#), [394](#)
Calicut [219](#)
Calore, rivière [180](#)
Caltabellotta [198](#), [201](#), [421](#)
Caltagirone [22](#), [213](#)
Caltanissetta [22](#), [24](#), [414](#)
Camarine [63](#)
Campanie [129](#), [402](#)
Campo-Formio, traité de [282](#), [318](#)
Canfranc [194](#)
Cannes [65](#)
Capitanate [353](#)
Capodimonte [265](#), [352](#)
Capoue [66](#), [114](#), [132](#), [144](#), [164](#), [172](#), [176](#), [347](#), [395](#)
Caprera, île [398-399](#)

Capri, île [323](#), [329-330](#)
Cartagène [64](#), [66](#)
Carthage [33-35](#), [38-39](#), [42-44](#), [47](#), [54](#), [56](#), [58-59](#), [61](#), [63-64](#), [66-70](#), [95](#), [100](#)
Casalanza, traité de [347](#), [353](#)
Casale, villa [90-91](#)
Caserta, palais de [265](#), [270](#), [310](#), [395](#)
Caspé [210-211](#)
Cassano [324](#)
Castel del Monte [181](#)
Castelfidardo [396](#)
Castel Fiorentino [175](#)
Castellammare [22](#), [187](#), [317](#), [385](#)
Castelvetrano [22](#), [339](#), [421](#)
Catalogne [29](#), [207](#), [210](#), [341](#)
Catane [36](#), [54](#), [89](#), [111](#), [123](#), [164](#), [186](#), [192](#), [198](#), [202](#), [205-206](#), [212](#), [230](#), [240](#), [245](#),
[254](#), [366-367](#), [369](#), [372](#), [400](#), [413-414](#), [432](#), [435-436](#)
Catanzaro [294](#)
Cava, abbaye de [146](#)
Cefalù [10](#), [14](#), [23](#), [117](#), [126](#), [138](#), [146](#), [192](#), [199](#)
Céhalonie [112](#)
Ceprano [173](#)
Chalcédoine, concile œcuménique de [92](#)
Chalcis [28](#)
Chicago [426](#)
Chine [37](#), [220](#)
Chypre [27](#), [224-225](#), [434](#)
Civitate, bataille de [107](#)
Civita Vecchia [277-278](#)
Collegio, église jésuite du, Noto [246](#)
Colli, palais, Palerme [290](#)
Conca d'Oro [9](#)
Constance [133](#)
Constantinople [87](#), [91](#), [95-96](#), [98-99](#), [104](#), [106](#), [112](#), [117-118](#), [121](#), [126](#), [129-130](#),
[149-152](#), [184](#), [188](#), [196](#), [200](#), [213](#), [221-222](#), [251](#), [283](#), [287](#), [325](#), [340](#)
Copenhague [305](#)
Corfou [87](#), [178](#), [316](#)
Corinthe [39](#), [53-56](#)
Corleone [207](#)
Cornouailles [34](#)
Corse [84](#), [198](#), [306](#), [349](#), [425](#)
Cortenuova [174](#)

Cotentin [104](#)
Cotrone (Crotone) [294](#)
Cracovie [370](#)
Crémone [162](#)
Crète [224-225](#), [235](#), [241](#)
Crimée, guerre de [406](#)
Crimissos, fleuve [54](#)
Cronion [48](#)
Cumes [36](#)
Cyziqque [41](#)

Dalmatie [80](#), [318](#)
Damas [122](#), [170](#)
Damiette [167](#)
Dessau [305](#)
Dijon [278](#)
Dôme du Rocher, Jérusalem [171-172](#)
Dresde [305](#), [370](#)
Duomo San Giorgio, église, Ragusa Ibla [247](#)
Durazzo (Durrës) [150](#), [152](#)
Écosse [273-274](#)
Égades, îles [234](#)
Égypte [60](#), [62](#), [72](#), [80](#), [83](#), [85-86](#), [90](#), [167](#), [282-284](#), [301](#), [309-310](#), [313](#), [319](#),
[424-425](#)

El Alamein, bataille d' [426](#)
Elbe, île d' [308](#), [312](#), [341](#), [346](#)
Élysée, palais de l', Paris [348](#)
Enfielsd, arsenal royal [383](#)
Enna [21](#), [73](#), [111-112](#), [432](#)
Épire [180](#)
Érythrée [423](#)
Espagne [14](#), [33](#), [48](#), [64](#), [66-67](#), [79-80](#), [82-83](#), [90](#), [95](#), [109](#), [125](#), [189](#), [200](#), [210](#), [212](#),
[214-217](#), [219-227](#), [230](#), [234-237](#), [239-244](#), [249-251](#), [254](#), [256-259](#), [261](#),
[263-264](#), [309-311](#), [326-327](#), [334](#), [353](#), [355](#), [358](#), [363](#), [401](#)
États-Unis [416](#), [418](#), [427](#), [440](#)
Éthiopie [423](#)
Etna, ancienne Catanea (Catane) [36](#)
Etna, mont [13](#), [21](#), [23](#), [29](#), [31](#), [89](#), [91](#), [240](#), [435](#)
Eubée [28](#)
Euphrate, fleuve [79](#)

Europe [19](#), [35](#), [94-95](#), [102](#), [113](#), [115](#), [122-123](#), [125-126](#), [132](#), [136](#), [139](#), [141-142](#), [174](#), [184](#), [188](#), [195](#), [199-200](#), [204](#), [206](#), [222](#), [224](#), [228](#), [236](#), [241](#), [250-251](#), [257](#), [264-265](#), [282-283](#), [319](#), [334](#), [354](#), [361](#), [378](#), [385](#), [388](#), [393](#), [401](#), [411](#), [415-416](#), [426-427](#), [442](#), [445](#)

Europe centrale [93](#), [96](#)

Europe de l'Est [326](#), [340](#)

Europe de l'Ouest [24](#), [125](#), [133](#), [158](#), [160](#), [172](#), [179](#), [368](#)

Europe du Nord [114](#), [125](#), [181](#), [227](#), [370](#)

Europe du Sud [126](#)

Favignana, île [251](#)

Ficuzza [338](#)

Fiume (Rijeka) [418](#)

Florence [212](#), [305](#), [308](#), [360](#), [362](#), [370](#), [375](#)

Foggia [188](#), [374](#), [391](#)

Fontevraud, abbaye de [145](#)

Fortore, fleuve [107](#)

France [71](#), [114](#), [136](#), [139](#), [145](#), [192](#), [194](#), [198](#), [220](#), [240-241](#), [244](#), [250](#), [257](#), [280](#), [282](#), [285-287](#), [298](#), [305-306](#), [308-310](#), [316-318](#), [333](#), [353](#), [359](#), [361](#), [369](#), [377](#), [381](#), [383](#), [393](#), [396](#), [401](#), [409](#), [412](#), [425](#)

Gaète [321](#), [323](#), [325](#), [352](#), [375](#), [392](#), [395](#), [402](#)

Galice [355](#)

Gangi [422](#)

Garde, lac de [376-377](#)

Gaule [64](#), [79-82](#), [95](#)

Gela [28](#), [31](#), [44](#), [46](#), [49](#), [60](#), [431](#)

Gênes [165](#), [212](#), [223](#), [344](#), [380-381](#), [390-391](#)

Geraci [202](#)

Giardini-Naxos [28](#), [36](#), [49](#), [391](#)

Gibraltar, détroit [33](#), [228](#), [314](#)

Girgenti [9](#)

Voir Agrigente

Grande-Bretagne [9](#)

Great Yarmouth [305](#)

Grèce [29](#), [36](#), [55](#), [63](#), [80](#), [83](#), [426](#), [432](#)

Grenade [213](#)

Halicarnasse [29](#)

Hambourg [305](#)

Hébron [171](#)

Héraclée [61](#)

Hetzendorf [341](#)
Himère [34-35](#), [43](#), [48](#), [70](#)
Himère, fleuve [58](#), [70](#)
Hippo Acra [59](#)
Hohenlinden, bataille de [307](#)
Hollande [242](#), [310](#), [425](#)

Iato, forteresse sarrasine [166](#)
Inde [219-220](#), [282](#)
Irak [9](#)
Irkoutsk [384](#)
Ischia, île [320](#), [330](#)
Istanbul [224-225](#)
Istrie [318](#)

Italie [10](#), [23-24](#), [29](#), [49](#), [52-53](#), [55](#), [60-61](#), [66-67](#), [72](#), [77](#), [80](#), [87](#), [94-97](#), [104](#), [107](#),
[131](#), [142](#), [161](#), [163-164](#), [168-169](#), [172](#), [175](#), [181-184](#), [189-190](#), [192](#), [194](#), [200](#),
[203](#), [220](#), [245](#), [258-259](#), [275-276](#), [278](#), [282](#), [285](#), [304](#), [307](#), [310](#), [316](#), [318](#), [321](#),
[330](#), [343](#), [346](#), [353-354](#), [356](#), [369-370](#), [373-376](#), [378](#), [380-382](#), [387-388](#), [390](#),
[392-396](#), [398-404](#), [410](#), [412](#), [416-419](#), [422-427](#), [434](#), [437](#), [445](#)

Italie du Nord [65](#), [132](#), [181-182](#), [280](#), [377](#)

Italie du Sud [67](#), [84](#), [102-103](#), [106](#), [110](#), [112](#), [115-116](#), [129-130](#), [172-173](#), [178-179](#),
[184](#), [193](#), [294](#), [402](#)

Jamaïque [268](#)
Jérusalem [33](#), [102](#), [153](#), [167](#), [170-172](#), [179](#), [223](#), [226](#), [254](#), [283](#)
Jesi [155-156](#)

Kaos [424](#)
Koweït [9](#)

La Corogne, bataille de [334](#)
La Goulette [223](#)
Lambro, rivière [162](#)
Lampedusa [373](#)
Langobardia, thème byzantin [130](#)
Latomies, carrières [40](#), [48-49](#)
Laybach (Ljubljana), congrès de [359](#), [361-362](#)
Le Caire [122](#), [282](#), [284](#)
Legnano, bataille de [133](#), [174](#)
Leipzig, bataille de [342](#), [355](#), [376](#)
Lentini [207](#)
Léontinoï [31](#), [36-37](#), [43](#), [53](#)

Lépante, bataille de [224-226](#), [249](#)
Levanzo, île [27](#), [251](#)
Libye [59](#), [417](#), [423](#)
Licata [139](#), [207](#), [431](#)
Lille [163](#)
Lilybée (Marsala) [61](#), [64](#), [67](#), [75](#), [92](#)
Lipari, île de [92](#)
Lisbonne [220](#)
Livourne [260](#), [277](#), [304-305](#), [344](#), [360](#)
Locres [44](#), [51](#), [53-54](#)
Lombardie [133](#), [155](#), [175](#), [260](#), [281](#), [317](#), [375](#), [377](#), [390](#), [405](#)
Londres [10](#), [12](#), [126](#), [220](#), [258-259](#), [301-302](#), [305](#), [334](#), [362](#), [379](#), [383-384](#), [387](#),
[393](#), [402](#)
Lorette [396](#)
Lucera [166](#), [181](#)
Lucques [79](#), [370](#)
Lunéville, traité de [308](#)
Luxembourg [308](#)
Lyon [174](#)

Macédoine [84](#), [150](#)
Madras [334](#)
Madrid [14](#), [249-250](#), [263-264](#), [268](#), [270](#), [276](#), [326-327](#), [356](#)
Magenta, bataille de [376](#), [405](#)
Maida, bataille de [320-321](#), [330](#)
Malabar, côte de [219](#)
Malte [166](#), [202](#), [207](#), [222-223](#), [243](#), [283-286](#), [302-303](#), [310](#), [313](#), [316-317](#), [335](#),
[342](#), [381](#), [385](#)
Manche, mer [34](#), [144](#), [220](#), [305](#), [427](#)
Manfredonia, port [178](#)
Man, île de [20](#)
Mantoue [281](#), [377](#)
Marches [132](#), [155](#), [347](#), [396](#)
Marengo, bataille de [304](#), [307](#)
Marmara, mer de [41](#), [151](#)
Maroc [33](#)
Marsala [23](#), [61](#), [223](#), [352](#), [381](#), [386](#)
Marseille [78](#), [179](#), [220](#)
Martorana (Santa Maria dell’Ammiraglio), église, Palerme [117-119](#), [126](#), [146](#)
Massilia [78](#)
Mayence [162](#)

Mazara [340](#)

Méditerranée, mer [19](#), [27](#), [29](#), [59](#), [63](#), [66-67](#), [87](#), [100](#), [104](#), [107](#), [109](#), [113](#), [122](#), [136](#), [188-189](#), [211](#), [220-221](#), [224-225](#), [282-284](#), [304-305](#), [314](#), [319](#), [323](#), [340](#), [427](#), [437](#)

Megara Hyblæa [32](#)

Melfi [107](#)

Mer Égée [29](#), [41](#)

Mer Noire [29](#), [221](#)

Mer Rouge [219](#)

Merton [305](#)

Messine [34-35](#), [47](#), [54](#), [67](#), [83-84](#), [99](#), [105](#), [113](#), [123](#), [130](#), [137-138](#), [150](#), [162](#), [164-165](#), [185-186](#), [189-190](#), [201](#), [212-213](#), [216](#), [226](#), [228](#), [232-233](#), [235](#), [237](#), [239-245](#), [250-251](#), [258](#), [260](#), [267](#), [314](#), [323](#), [327](#), [332](#), [335](#), [366](#), [369](#), [371-373](#), [385](#), [389](#), [413-416](#), [423](#), [433](#), [435-436](#)

Messine, détroit de [10](#), [15](#), [22](#), [108](#), [110](#), [113](#), [130](#), [161](#), [164](#), [181](#), [186](#), [257](#), [322](#), [325](#), [332](#), [349](#), [390-391](#), [436](#), [444](#)

Milan [94](#), [190](#), [200](#), [212](#), [280-281](#), [316](#), [346](#), [370](#), [376](#)

Milazzo [85](#), [100](#), [186](#), [335](#), [385-386](#), [394](#)

Milet [85](#)

Mileto [325](#)

Minoa [52](#)

Minorque [310](#)

Misène [84](#)

Misterbianco [22](#)

Modène [360](#), [370](#), [375](#)

Modica [245](#), [247-248](#), [315](#), [444](#)

Mondello [27](#)

Monreale [145-147](#), [156](#), [165](#), [185](#), [207](#), [230](#), [238](#), [383](#), [407](#), [424](#), [442](#), [445](#)

Mont du Temple, Jérusalem [171](#)

Monte Gargano [102](#), [143](#), [374](#)

Monteleone [294](#)

Montelepre [442](#)

Monte Pellegrino [27](#), [234](#)

Monte Sant'Angelo [9](#)

Voir Monte Gargano

Montevergine, église, Noto [246](#)

Montevideo [378](#)

Montgenèvre, col de [64](#)

Mont-Saint-Michel [102](#)

Moravie [318](#)

Morgantina [74](#)

Moscou [384](#)

Mosynopolis [151-152](#)

Motya, île [47](#)

Munda, bataille de [83](#)

Munich [307](#)

Mycènes [27](#)

Mytilène (Lesbos) [222](#)

Naples [9](#), [14](#), [36](#), [84](#), [132](#), [144](#), [154](#), [176](#), [181](#), [183](#), [187](#), [189-190](#), [197](#), [201](#),
[204-206](#), [211](#), [213](#), [223](#), [237](#), [253](#), [257](#), [260-261](#), [263-265](#), [267-271](#), [273-274](#),
[277-280](#), [285-286](#), [288](#), [290-297](#), [299](#), [301-302](#), [306](#), [308](#), [310-321](#), [323](#),
[325-327](#), [329-332](#), [337](#), [341](#), [343-348](#), [351-352](#), [354-365](#), [367](#), [369-371](#),
[373-375](#), [379-381](#), [384-386](#), [388](#), [390-397](#), [400](#)

Nauloque [85](#)

Naxos [9](#)

Voir Giardini-Naxos

Nazareth [171](#)

New York [379-380](#), [414-415](#), [426](#), [445](#)

Nicastro [192](#)

Nice [376-377](#), [379](#), [425](#)

Nicosie [434](#)

Nicotera, bataille de [186](#)

Niémen, fleuve [326](#)

Nil, fleuve [167](#), [284-285](#)

Nocera [180](#)

Normandie [101](#), [103](#), [145](#), [428](#)

Noto [245-247](#), [251](#), [444](#)

Nuovo, fort, Naples [260](#), [294](#)

Nuremberg [161](#)

Odessa [340](#)

Ofanto, fleuve [65](#)

Olympie [35](#), [37](#)

Ombrie [65](#), [396](#)

Ortygie, île [32](#), [46](#), [54-55](#)

Ostie [90](#)

Otrante [309](#)

Ovo, fort, Naples [260](#), [294](#)

Pachino, péninsule de [431](#)

Palerme [9-10](#), [23](#), [27](#), [30](#), [34](#), [63](#), [89](#), [92](#), [97](#), [99-100](#), [105](#), [109](#), [111](#), [113](#), [115](#), [117](#),
[119](#), [122-126](#), [128](#), [135-138](#), [140](#), [144-146](#), [148](#), [150](#), [153](#), [155](#), [157-158](#), [160](#),
[164-165](#), [168](#), [175](#), [181](#), [185](#), [187](#), [189-190](#), [192](#), [201-205](#), [207](#), [212-214](#),
[216-217](#), [220](#), [223](#), [226](#), [228](#), [230](#), [232-233](#), [235-243](#), [248](#), [250-251](#), [253](#), [256](#),

259, 261, 266, 290-293, 295, 297, 299-302, 304-305, 308-309, 315-316, 320-322, 325, 328-329, 333-336, 338, 342, 345-346, 351, 356, 360, 366, 368-374, 379, 382-388, 392, 395, 402, 405-409, 411, 413-416, 418, 421, 430, 433, 435, 441, 445

Palestine 102, 138, 152, 285

Paraguay 37

Paris 10, 101, 269, 277-278, 280, 282, 317, 332, 344, 346, 349, 370-371, 387

Parme 260-261, 278, 370, 375

Partinico 382, 418

Passero, cap 257, 431

Paternò 202

Pavie 94, 162, 421

Pays-Bas 218, 250

Péloponnèse 27, 36, 38, 41, 150

Pergame 70

Pergusa, lac 21, 25

Pérouse 396

Perpignan 192

Pharsale 80, 83

Philippes, batailles de 84, 87

Piana dei Greci 420

Pianto Romano, colline 382

Piazza Armerina 90

Piazza Marina, Palerme 414

Piémont 13, 255, 257-258, 263, 280, 312, 375-377, 379, 393, 403-405, 409

Pise 162, 180

Pizzo 349

Plaisance 260-261, 278

Pô, fleuve 47, 280

Pologne 327, 425

Ponza, île 193, 323

Portici 265, 269, 311, 348, 374, 392

Porto Empedocle Vigata 25

Portugal 220, 326

Potenza 391

Prague 305, 400

Presbourg, traité de 318

Procida, île 320, 330

Provence 179, 193-194

Provinces-Unies 250

Prusse 359, 361, 400-401

Pyrénées [80](#), [327](#)

Quarto [381](#)

Racalmuto [24](#)

Ragusa Ibla [246-247](#)

Raguse [245-248](#), [444](#)

Ravenne [80](#), [91](#), [96-97](#)

Reggio de Calabre [15](#), [32](#), [108](#), [186](#), [391](#)

Reggio d'Émilie [344](#)

Rhodes [223](#)

Rhône, fleuve [64](#)

Rieti [194](#), [362](#)

Roccavaldina [22](#)

Rome [24](#), [62](#), [65](#), [69](#), [71](#), [76-81](#), [84](#), [86-87](#), [89-94](#), [97-98](#), [102](#), [107](#), [114](#), [124](#),
[162-163](#), [169](#), [172](#), [175](#), [180-181](#), [192](#), [194](#), [197](#), [200](#), [205](#), [208](#), [251](#), [285](#), [287](#),
[306](#), [370](#), [375](#), [378](#), [388](#), [393-394](#), [396](#), [398-402](#), [408](#), [419](#), [422](#), [433-434](#)

Rome, empire de [29](#), [49](#), [55](#), [60](#), [63-65](#), [67](#), [70-72](#), [74-75](#), [78](#), [82](#), [85](#), [87-88](#), [109](#)

Rometta [99](#), [105](#), [138](#)

Rubicon, fleuve [80](#)

Russie [303](#), [309](#), [316](#), [361](#), [384](#), [412](#), [426](#), [428](#)

Sadowa, bataille de [400](#)

Sainte-Hélène [329](#)

Saint François de Paule, église, Naples [348](#)

Saint-Gilles, port [144](#)

Saint-Jacques-de-Compostelle [102](#)

Saint-Nicolas, église, Bari [131](#)

Saint-Pétersbourg [384](#)

Saint-Sépulcre, église, Jérusalem [171](#)

Salamine, bataille de [35](#)

Salemi [382](#)

Salerno [105](#), [132](#), [184](#), [392](#), [414](#)

Samos, île [29](#)

San Antonio, bataille de [378](#)

San Carlo, Opéra, Naples [265](#), [349](#)

San Cataldo, église, Palerme [117](#)

San Domenico, église, Noto [246](#)

San Domenico, église, Palerme [248](#)

San Giorgio, église, Modica [247-248](#)

San Giovanni, catacombes [92](#)

San Giovanni degli Eremiti, église, Palerme 117

San Giuseppe, église, Ragusa Ibla 247

San Ildefonso, palais royal, Espagne 264

San Lorenzo, église, Palerme 248

San Marino (République de Saint-Marin) 402

San Martino, chartreuse de, Naples 273

San Pietro, église, Modica 248

San Salvatore, église, Noto 246

Santa Anastasia, abbaye 23

Santa Cita, église, Palerme 249

Santa Lucia 186

Santa Lucia, catacombes 91

Santa Lucia, plage, Naples 298

Santa Maria della Catena, église, Naples 298

Sant'Angelo in Formis, abbaye 395, 402

Sant'Elmo, fort, Naples 260, 294, 297

Saragosse 210

Sardaigne 33, 84, 198, 209, 223, 256, 258, 263, 267, 277-278, 280, 321, 381, 389, 432

Savoie 376-377, 425

Schönbrunn 265, 331, 340

Sciacca 198, 205, 229

Sclafani, palais, Palerme 203

Sedan, bataille de 401

Ségeste 30, 37-39, 42, 75, 382

Seine, fleuve 101

Sélinonte 29, 32, 35, 38, 42, 48, 64

Sélinous (Sélinonte) 30

Sibérie 384

Sidon 33

Solférino, bataille de 376, 379

Somalie italienne 423

Sorrente 291

Southampton 144

Southwark 306

Sparte 38-39, 41

Spirito Santo, église, Palerme 185

Stromboli, volcan 9

Strymon, fleuve 152

Suez 220, 282

Suisse 310, 312

Syracuse [20-21](#), [29-33](#), [35-44](#), [46-49](#), [51-60](#), [62](#), [64](#), [67-69](#), [75](#), [83](#), [89](#), [91-92](#), [98-99](#), [106](#), [109](#), [111](#), [113](#), [123](#), [135](#), [165](#), [192](#), [198](#), [212](#), [245](#), [260](#), [368](#), [385](#), [414](#), [430-432](#)

Syrie [72](#)

Tagliacozzo, bataille de [180](#), [184](#)

Taormina [49](#), [54](#), [61](#), [74](#), [85](#), [89](#), [91](#), [138](#), [210](#), [257](#), [372](#), [391](#), [437](#)

Tarente [60](#), [62](#), [143](#), [309](#)

Tarse [85-86](#)

Teano [397](#)

Tempêtes, cap des [9](#)

Voir Bonne-Espérance, cap de

Termini [89](#), [198](#), [216](#)

Thessalie [80](#)

Thessalonique [150-152](#)

Thrace [150](#), [152](#)

Tifata, monts [395](#)

Tilsitt, traité de [326](#)

Tindari [89](#)

Tolède [166](#), [218](#)

Tolentino, bataille de [347](#), [353](#), [361](#)

Torre del Greco [265](#)

Toscane [133](#), [161](#), [182](#), [260-261](#), [344](#), [377](#), [423](#)

Toulon [220](#), [227](#), [279](#), [283](#), [295](#), [298](#)

Trafalgar, bataille de [225](#), [305](#), [332](#)

Trapani [27](#), [109](#), [165](#), [185](#), [202](#), [212](#), [223](#), [234](#), [260](#), [267](#), [335](#), [367](#), [414](#), [421](#)

Trasimène, lac, bataille du [65](#)

Trieste [305](#), [345](#), [347](#)

Tripoli [153](#), [223-224](#), [227](#)

Troie [28](#)

Troina [436](#)

Troppau (Opava), Silésie [359](#), [361](#)

Troyes [179](#)

Tunis [34](#), [59](#), [67](#), [91](#), [183](#), [222-223](#), [225](#), [227](#), [233](#), [377](#)

Tunisie [34](#), [58](#), [223](#), [225](#), [266](#), [381](#), [416](#), [425](#), [432](#)

Turin [255](#), [257-258](#), [377](#), [387](#), [397](#), [403](#), [421](#)

Turquie [154](#), [417](#)

Tyr [33](#), [153](#), [170](#)

Tyrol [280](#)

Ucciardone, prison, Palerme [406-407](#), [409](#), [443](#)

Uppark, Sussex [274](#)

Utique [59](#), [66](#)

Utrecht [13](#), [231](#), [251](#), [253-254](#)

Valençay, traité de [355](#)

Valence [210](#)

Varsovie [370](#)

Vatican [401-402](#)

Vénétie [94](#), [282](#), [377](#), [398](#), [400](#), [419](#)

Venise [133](#), [190](#), [212](#), [224-225](#), [235](#), [239](#), [246](#), [281-282](#), [370](#), [375](#), [377-378](#), [388](#),
[398](#), [400](#)

Vérone [180](#), [363](#), [377](#)

Versailles [243](#), [265](#), [310](#)

Vésuve [268](#)

Vicence [360](#)

Vichy [425](#)

Vienne [176](#), [271](#), [291](#), [303-305](#), [307](#), [311](#), [330](#), [339-341](#), [345-346](#), [348](#), [351](#), [358](#),
[361](#), [363](#), [370](#), [374](#), [376](#), [400](#)

Vietri [392](#)

Villafranca [377](#), [379](#)

Viterbe [169](#), [179-180](#), [200](#), [443](#)

Volturno, bataille du [395-396](#)

Warwick [273](#)

Waterloo, bataille de [306](#), [349](#)

Westphalie [327](#)

Wimbledon [305](#)

Winchester [143](#)

Zante (Zakynthos), île [340](#)

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com